

Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto











Government Publications

C-270

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II. 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-270

PROJET DE LOI C-270

An Act to protect persons accused of a crime from undue public speculation and suspicion before guilt has been established

Loi pourvoyant à la protection de toute personne accusée d'un crime des conjectures et des soupçons injustifiés dont elle peut faire l'objet de la part du public avant que sa culpabilité ne soit établie

First reading, October 26, 1999

Première lecture le 26 octobre 1999



MR. PANKIW

M. PANKIW

The purpose of this enactment is to protect persons accused of a crime and their families from the effect of media reports that cause public suspicion, speculation and outrage before guilt has been established.

Early publication of criminal proceedings can cause irreversible harm that is not justified in the case of an accused who is later acquitted. The enactment forbids publication of the identity of a person facing charges before the initial finding of guilt or innocence by a court. The enactment does not in any way impede the right of the public to attend any court proceedings.

An exception is provided to allow a judge to permit public disclosure if the accused is avoiding arrest, has escaped custody or has breached a probation order as this may be necessary to protect the public. Also it is made clear that the enactment does not prevent disclosure within a law enforcement context to allow police and other law enforcement officers to share information for such purposes as investigation and for proper screening of applicants for firearms acquisition.

The preamble states Parliament's determination that the resultant restriction on freedom of expression, which is in effect a requirement to delay publication, is demonstrably justified in a free and democratic society, in order to protect the principle of presumption of innocence.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de protéger les personnes accusées d'avoir commis un crime ainsi que leur famille des conséquences que peuvent comporter pour elles les comptes rendus médiatisés qui donnent lieu à des soupçons, à des conjectures et au scandale avant même que leur culpabilité ne soit établie.

La publication prématurée de poursuites criminelles peut entraîner des dommages irréversibles injustifiés dans le cas d'un prévenu qui est acquitté par la suite. Le texte interdit de rendre publique l'identité d'une personne faisant l'objet d'accusations avant qu'un tribunal ne déclare sa culpabilité ou son innocence. Le texte n'a pas pour effet d'empêcher le public d'exercer son droit d'assister aux audiences d'un tribunal.

Il est prévu une exception aux termes de laquelle le juge peut permettre une telle publication dans la mesure nécessaire à la protection du public, si l'accusé est en fuite, s'est évadé alors qu'il était sous la garde de quelqu'un ou n'a pas respecté une ordonnance de probation. Il est en outre précisé que le texte n'empêche pas la communication de renseignements dans le cadre de l'application de la loi pour permettre aux policiers et autres agents chargés de l'application de celle-ci d'échanger des renseignements, notamment dans le cadre d'une enquête ou d'un examen relatif à des demandes d'acquisition d'armes à feu.

Le préambule énonce que le Parlement juge que la justification de la restriction de la liberté d'expression, qui consiste de fait à reporter la publication, se démontre dans le cadre d'une société libre et démocratique pour respecter le principe de présomption d'innocence.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-270

PROJET DE LOI C-270

An Act to protect persons accused of a crime from undue public speculation and suspicion before guilt has been established

WHEREAS it is a fundamental principle of justice that an accused person is presumed innocent until found to be guilty by a proper judicial process:

WHEREAS publication of the fact that a per- 5 son has been charged with committing a crime inevitably causes public speculation that may amount to an unjustified presumption of guilt;

WHEREAS the law already provides protection from undue publicity for certain wit-10 nesses, complainants and young offenders in order to protect their interests and that there should also be protection for those who are accused but not convicted of an offence:

WHEREAS Parliament considers that a re-15 striction on the right to publish details of a criminal charge or trial in such a way as to identify an accused before the matter has been determined is a reasonable limit on the freedom of expression guaranteed by the Cana-20 dian Charter of Rights and Freedoms that is demonstrably justified in a free and democratic society as necessary to maintain the principle of presumption of innocence;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 25 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi pourvoyant à la protection de toute personne accusée d'un crime des conjectures et des soupçons injustifiés dont elle peut faire l'objet de la part du public avant que sa culpabilité ne soit établie

Attendu:

que, selon un principe fondamental de justice, l'accusé est présumé innocent jusqu'à ce qu'il soit reconnu coupable dans le cadre d'une poursuite judiciaire appro- 5 priée;

que le fait de rendre publique l'inculpation d'une personne pour une infraction criminelle amène inévitablement le public à se livrer à des conjectures pouvant équivaloir 10 à une présomption de culpabilité injustifiée:

que la loi prévoit déjà la protection de certains témoins, plaignants et jeunes contrevenants contre la publicité injusti-15 fiée, afin de protéger leurs intérêts et que toute personne accusée qui n'a pas été déclarée coupable d'une infraction criminelle devrait également être protégée;

que le Parlement estime que la restriction de 20 l'exercice du droit de rendre public les détails d'une accusation ou d'un procès au criminel permettant d'établir l'identité de l'accusé avant qu'il n'ait été statué sur l'instance constitue une restriction de la 25 liberté d'expression garantie par la Charte canadienne des droits et libertés dans des limites raisonnables et dont la justification se démontre dans le cadre d'une société libre et démocratique, et ce afin de respecter 30 le principe de présomption d'innocence,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

362060

Preamble

Préambule

1. The Criminal Code is amended by adding the following after section 533:

PART XVII.1 PUBLICATION PRIOR TO CONVICTION

Publication delay

- **534.1** (1) Subject to this section, no person shall publish by any means any report
 - (a) of an offence under this Act alleged to 5 have been committed by any person,
 - (b) of a warrant for the arrest or search of the property of or the detention of any person,
 - (c) of any court application, hearing, pre-10 liminary hearing, trial or disposition concerning a person alleged to have committed an offence.

in which the name of the person or any information serving to identify the person is dis-15 closed, until the person has been found guilty of the offence or has been acquitted of the offence by a court of competent jurisdiction.

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply if a judge, on application orders that such information 20 juge rend, sur demande, une ordonnance may be published, having being satisfied that it is in the public interest to do so because
 - (a) there are reasonable grounds to believe the person is avoiding arrest;
 - (b) the person has escaped from lawful 25 custody; or
 - (c) the person has breached the conditions of an order for judicial interim release.

Administration of iustice

(3) For greater certainty, subsection (1) does not apply in respect of the disclosure of 30 s'applique pas à la communication de renseiinformation in the course of the administration of justice, including the disclosure of information for the purposes of the investigation of an offence or the purposes of Part III of

1. Le Code criminel est modifié par adjonction, après l'article 533, de ce qui suit :

PARTIE XVII.1 PUBLICATION PRÉALABLE À LA DÉCLARATION DE CULPABILITÉ

534.1 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, il est interdit de 5 diffuser, par quelque moyen que ce soit, le compte rendu:

Délai de publication

- a) d'une infraction imputée à une personne en application de la présente loi;
- b) d'un mandat d'arrestation ou d'un man-10 dat de perquisition d'un bâtiment ou de la détention d'une personne;
- c) d'une demande faite à un tribunal ou d'une audience, d'une enquête préliminaire, d'un procès ou d'une décision d'un 15 tribunal concernant une personne à qui une infraction est imputée.

La présente interdiction ne s'applique, toutefois, que lorsque le compte rendu fait état du nom de la personne ou qu'il y est divulgué tout 20 renseignement permettant d'établir l'identité de la personne, et ce jusqu'à ce que cette dernière soit déclarée coupable ou non coupable de l'infraction par un tribunal compétent.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si un 25 Exception portant qu'un tel renseignement peut être rendu public, après qu'il a été convaincu que l'intérêt publique l'exige, dans les cas suivants: 30

- a) il v a des motifs raisonnables de croire que la personne est en fuite;
- b) la personne s'est évadée alors qu'elle était sous la garde légale de quelqu'un;
- c) la personne a omis de respecter les 35 conditions dont était assortie l'ordonnance de sa mise en liberté provisoire.
- (3) Il est entendu que le paragraphe (1) ne gnements dans le cours de l'administration de 40 la justice, y compris la communication de renseignements aux fins de l'enquête relative à une infraction, ou pour l'application de la this Act, or the Firearms Act where it is not the 35 partie III de la présente loi ou de la Loi sur les

Administration de la iustice

purpose of the disclosure to make the information known in the community.

Appeals

(4) For greater certainty, subsection (1) does not apply to an appeal of a conviction or acquittal.

armes à feu, si elle ne vise pas à renseigner la collectivité.

(4) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'appel interjeté à l'encontre 5 d'une déclaration de culpabilité ou d'un 5 acquittement.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 089



XL UOO

C-271

C-271

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-271

PROJET DE LOI C-271

An Act to amend the Employment Insurance Act (self-employed persons)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (travailleurs indépendants)

First reading, October 27, 1999

Première lecture le 27 octobre 1999



Mr. Crête

M. Crête

This enactment amends the *Employment Insurance Act* by giving the Canada Employment Insurance Commission the power and duty to make such regulations as it deems necessary respecting the establishment and operation, on a voluntary basis, of a scheme of employment insurance for self-employed persons, other than persons engaged in fishing.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* en donnant à la Commission de l'assurance-emploi du Canada le mandat de prendre les règlements, qu'elle juge nécessaires, visant l'établissement et le fonctionnement d'un régime d'assurance-emploi applicable, sur une base volontaire, aux travailleurs indépendants — autres que ceux qui se livrent à la pêche.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-271

PROJET DE LOI C-271

An Act to amend the Employment Insurance Act (self-employed persons)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (travailleurs indépendants)

1996, c. 23; 1997, c. 26; 1998. cc. 19. 21; 1999. c.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch. 23: 1997, ch. 26; 1998, ch. 19. 21; 1999, ch.

1. The Employment Insurance Act is section 153.1:

PART VIII.2

SELF-EMPLOYED PERSONS OTHER

THAN PERSONS ENGAGED IN FISHING

Self-employed persons other than persons engaged in fishing

- 153.2 (1) Notwithstanding anything in this Act, the Commission may, with the approval of the Governor in Council, make such regulations as it deems necessary respecting 10 the establishment and operation of a scheme of employment insurance for self-employed persons, other than persons engaged in fishing, including regulations
 - (a) establishing requirements to qualify to 15 receive the benefits;
 - (b) disentitlement and disqualification from receiving the benefits;
 - (c) the duration of entitlement to the benefits: and 20
 - (d) benefit repayment requirements.

(2) The scheme established by the regulations may, with respect to any matter, be different from the provisions of this Act relating to that matter.

1. La Loi sur l'assurance-emploi est amended by adding the following after 5 modifiée par adjonction, après l'article 5 153.1, de ce qui suit :

PARTIE VIII.2

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS AUTRES OUE CEUX SE LIVRANT À LA PÊCHE

153.2 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, la Commission peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, prendre les règlements, qu'elle juge nécessaires, vi-10 sant l'établissement et le fonctionnement d'un régime d'assurance-emploi applicable, sur une base volontaire, aux travailleurs indépendants - autres que ceux qui se livrent à la pêche - notamment des règlements concer-15 nant:

Travailleurs indépendants autres que ceux se livrant à la

- a) l'établissement des conditions requises pour recevoir des prestations;
- b) des règles d'admissibilité et d'exclusion;
- c) de la durée de l'admissibilité au bénéfice 20 des prestations;
- d) du taux des prestations et des conditions liées au remboursement de prestations.
- (2) Le régime établi par les règlements peut, à l'égard de toute question, être différent des 25 dispositions de la présente loi concernant cette 25 question.

Régime

Scheme may

be different

Tabling of regulation

(3) The Minister shall table the regulations in the House of Commons within three sitting days after the day on which they are made.

Motion to repeal

(4) The regulations come into force on the 10th sitting day after the day on which they are 5 tabled, or on any later day specified in the regulations, unless a motion to repeal them, signed by not fewer than 30 members of the House of Commons, is filed with the Speaker of the House of Commons before the 10th 10 sitting day.

Considera-

(5) If a motion to repeal the regulations is filed with the Speaker of the House of Commons in accordance with subsection (4), it shall be taken up and considered by the 15 House of Commons within ten sitting days after the day on which it is filed.

Time for disposition of motion

(6) The motion shall be taken up during the time normally allotted to Government Orders, for a period of not more than ten hours and at 20 the end of the debate the Speaker of the House of Commons shall, without delay or further debate or amendment, put every question necessary for the disposition of the motion.

Adoption or defeat of

(7) If the motion is adopted, the regulations 25 are repealed, and if the motion is defeated, the regulations come into force on the day after the day on which the motion is defeated or on any later day specified in the regulations.

Regulation repealed

(8) The regulations are repealed if Parlia-30 ment is prorogued or dissolved before the motion is disposed of or, if no motion has been filed, before the end of the period mentioned in subsection (4).

Definition of "sitting day" (9) For the purpose of this section, "sitting 35 day" means a day on which the House of Commons is sitting.

(3) Le ministre dépose devant la Chambre des communes le texte de chaque règlement dans les trois jours de séance suivant sa prise.

Dépôt devant la Chambre des communes

(4) Le règlement entre en vigueur le dixième jour de séance qui suit le dépôt, ou à 5 la date ultérieure qui y est précisée, sauf si une motion d'abrogation signée par au moins trente députés est déposée auprès du président de la Chambre avant ce jour.

Motion d'abrogation

- (5) La Chambre étudie la motion dans les 10 Étude dix jours de séance suivant son dépôt.
- (6) La motion fait l'objet d'un débat maximal de dix heures pendant le temps habituellement consacré aux ordres émanant du gouvernement. Le débat terminé, le prési-15 dent met immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de la motion.

Mise aux

(7) En cas d'adoption de la motion, le règlement est abrogé; en cas de rejet, il entre en vigueur le lendemain du rejet ou à la date 20 ultérieure qui y est précisée.

Conséquen-

(8) En cas de dissolution ou de prorogation du Parlement avant la mise aux voix de la motion ou l'expiration du délai visé au paragraphe (4), le règlement est abrogé.

Abrogation

(9) Pour l'application du présent article, « jour de séance » s'entend d'un jour de séance de la Chambre des communes.

Définition de « jour de séance »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes





C-272

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-272

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-272

PROJET DE LOI C-272

An Act to amend the Employment Insurance Act (waiting period)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (délai de carence)

First reading, October 27, 1999

Première lecture le 27 octobre 1999



Mr. Crête

M. Crête

This enactment amends the *Employment Insurance Act* and eliminates the two-week waiting period during which a claimant is disentitled from receiving employment insurance benefits.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin d'éliminer le délai de carence de deux semaines pendant lequel un prestataire n'est pas admissible au bénéfice des prestations d'assurance-emploi.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-272

PROJET DE LOI C-272

An Act to amend the Employment Insurance Act (waiting period)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (délai de carence)

1996, c. 23; 1997, c. 26; 1998, cc. 19, 21; 1999, c.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) La définition « délai de carence » au

(2) La définition « inadmissible » au pa-

ragraphe 6(1) de la même loi est remplacée

1996, ch. 23; 1997, ch. 26: 1998, ch. 19, 21; 1999, ch.

- 1. (1) The definition of "waiting period" in subsection 6(1) of the Employment Insur- 5 paragraphe 6(1) de la Loi sur l'assurance- 5 ance Act is repealed.
- (2) The definition of "disentitled" in subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:

"disentitled" means not entitled under sec- 10 « inadmissible » Qui n'est pas admissible au 10 tions 18, 21, 31, 32, 33, 36, 37, 49 or 50 or under the regulations.

titre des articles 18, 21, 31, 32, 33, 36, 37, 49 ou 50, ou au titre d'un règlement.

emploi est abrogée.

par ce qui suit :

2. Section 13 of the Act is repealed.

- 3. (1) Subsection 19(1) of the Act is repealed.
- (2) Subsection 19(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Subject to subsections (3) and (4), if the claimant has earnings during one week of benefits payable in that week the amount, if any, of the earnings that exceeds

- (a) \$50, if the claimant's rate of weekly benefits is less than \$200; or
- (b) 25% of the claimant's rate of weekly 25 benefits, if that rate is \$200 or more.
- 4. (1) Subsection 20(1) of the Act is repealed.
- (2) Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:

2. L'article 13 de la même loi est abrogé.

- 3. (1) Le paragraphe 19(1) de la même loi 15 est abrogé. 15
 - (2) Le paragraphe 19(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), si le prestataire reçoit une rémunération unemployment, there shall be deducted from 20 durant une semaine de chômage, il est déduit 20 de chômage des prestations qui lui sont payables un montant correspondant à la fraction de la rémunération reçue au cours de cette semaine qui dépasse 50 \$, ou vingt-cinq pour cent de son taux de prestations hebdomadaires si 25 celui-ci est de 200 \$ ou plus.

Rémunération au cours de périodes

« inadmis

"disen

titled'

- 4. (1) Le paragraphe 20(1) de la même loi est abrogé.
- (2) Le paragraphe 20(2) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit : 30

Earnings in periods of unemploy-

"disen-

« inadmis

titled'

sible »

Déduction

exclus

pour les jours

Deduction for excluded days

(2) If a claimant is disentitled from receiving benefits for a working day in a week of unemployment, an amount equal to 1/5 of their weekly rate of benefits for each such working day shall be deducted from the 5 semaine un cinquième de son taux de presta-5 benefits payable for that week.

5. Subsection 22(4) of the Act is repealed.

6. Paragraph 24(1)(h) of the Act is repealed.

7. Subsection 28(2) of the Act is replaced 10 by the following:

When disqualification is to be served

(2) Subject to subsections (3) to (5), the weeks of disqualification are to be served during the weeks for which benefits would otherwise be payable if the disqualification 15 had not been imposed and, for greater certainty, the length of the disqualification is not affected by any subsequent loss of employment by the claimant during the benefit period. 20

8. Subsection 30(2) of the Act is replaced by the following:

Length of disqualification

(2) The disqualification is for each week of the claimant's benefit period for which benefits would otherwise be payable if the disqual- 25 ification had not been imposed and, for greater certainty, the length of the disqualification is not affected by any subsequent loss of employment by the claimant during the benefit period. 30

9. Paragraph 54(a) of the Act is repealed.

(2) Si le prestataire est inadmissible au bénéfice des prestations pour un ou plusieurs jours ouvrables d'une semaine de chômage, il est déduit des prestations afférentes à cette tions hebdomadaires pour chacun de ces jours ouvrables.

5. Le paragraphe 22(4) de la même loi est abrogé.

6. L'alinéa 24(1)h) de la même loi est 10 abrogé.

7. Le paragraphe 28(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), l'exclusion doit être purgée au cours des 15 semaines de la période de prestations du prestataire pour lesquelles il aurait sans cela droit à des prestations. Il demeure par ailleurs entendu que la durée de cette exclusion n'est pas touchée par la perte subséquente d'un 20 emploi au cours de la période de prestations.

Période au cours de laquelle l'exclusion doit être purgée

8. Le paragraphe 30(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'exclusion vaut pour toutes les semaines de la période de prestations du prestataire 25 pour lesquelles il aurait sans cela droit à des prestations. Il demeure par ailleurs entendu que la durée de cette exclusion n'est pas affectée par la perte subséquente d'un emploi au cours de la période de prestations. 30

Exclusion non touchée par une perte d'emploi subséquente

9. L'alinéa 54a) de la même loi est abrogé.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

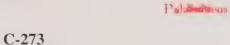
Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-273



Government

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-273

PROJET DE LOI C-273

An Act to amend the Criminal Code (protection of children)	Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants)		
First reading, October 27, 1999	Première lecture le 27 octobre 1999		



Ms. Davies M^{ME} Davies

The purpose of this enactment is to prevent parents and any person standing in the place of parents from using force towards a child as a means of correction.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que les parents et toute personne qui les remplace ne puissent plus employer la force pour corriger un enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-273

PROJET DE LOI C-273

An Act to amend the Criminal Code (protection of children)

Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995. cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996. cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23. 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, c. 5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46: L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47. 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999. ch. 5

L.R., ch.

- 1. Section 43 of the *Criminal Code* is repealed.
- 1. L'article 43 du *Code criminel* est 5 abrogé.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

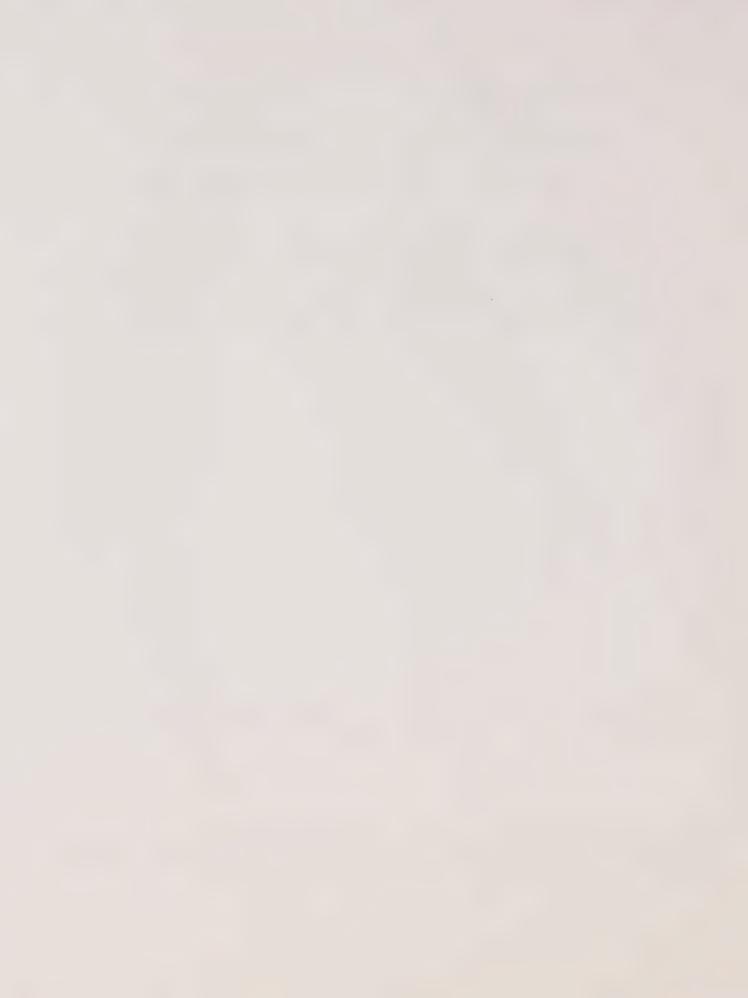
Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Coverance Pullimetrics

C-274

C-274

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-274

PROJET DE LOI C-274

An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act (student loan)

Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (prêt étudiant)

First reading, October 27, 1999

Première lecture le 27 octobre 1999

Ms. Davies M^{ME} Davies

This enactment amends the *Bankruptcy and Insolvency Act* to reduce, from ten to two years after a bankrupt leaves school, the period of time during which a discharge does not release the bankrupt from the reimbursement of his or her student loan.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* en diminuant de dix à deux ans la période pendant laquelle, après avoir quitté l'école, l'étudiant ne peut être libéré de la dette constituée par son prêt étudiant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-274

An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act (student loan)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PROJET DE LOI C-274

Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (prêt étudiant)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. B-3; L.R., ch. 27, 31 (1e) suppl.); ch. 3, suppl.); 1990, ch. 17; 1991. ch. 46; 1992. ch. 1, 27; 1993 ch 28 34. 1994 ch 26: 1995, ch. I; 1996, ch. 6, 23; 1997. ch. 12; 1998. ch. 19, 21, 30; 1999, ch. 3, 28, 31

1996. cc. 6. 23; 1997. c. 12: 1998, cc. 19, 21, 30; 1999, cc. 3,

1. (1) Subparagraph 178(1)(g)(ii) of the by the following:

> (ii) within two years after the date on which the bankrupt ceased to be a full- or part-time student; or

1. (1) L'alinéa 178(1)g) de la Loi sur la Bankruptcy and Insolvency Act is replaced 5 faillite et l'insolvabilité est remplacé par ce 5 qui suit:

> g) de toute dette ou obligation découlant d'un prêt consenti ou garanti au titre de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants, de la Loi fédérale sur l'aide financière aux 10 étudiants ou de toute loi provinciale relative aux prêts aux étudiants lorsque la faillite est survenue avant la date à laquelle le failli a cessé d'être un étudiant, à temps plein ou partiel, en application de ces lois, ou dans 15 les deux ans suivant cette date;

(2) The portion of subsection 178(1.1) of 10 the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(1.1) At any time after two years after a bankrupt who has a debt referred to in part-time student, as the case may be, under the applicable Act or enactment, the court may, on application, order that subsection (1) does not apply to the debt if the court is satisfied that

(2) Le paragraphe 178(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Lorsqu'un failli qui a une dette visée à l'alinéa (1)g) n'est plus étudiant à temps 20 paragraph (1)(g) ceases to be a full- or 15 plein ou à temps partiel depuis au moins deux ans au titre de la loi applicable, le tribunal peut, sur demande, ordonner que le paragraphe (1) ne s'applique pas à la dette s'il est convaincu que le failli a agi de bonne foi 25 20 relativement à ses obligations et qu'il a et continuera à avoir des difficultés financières telles qu'il ne pourra acquitter cette dette.

Ordonnance de nonapplication dπ paragraphe

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Court may

order non-

application of

subsection (1)

R.S., c. B-3:

R.S., ec. 27.

Supp.); 1990, c. 17; 1991, c

46; 1992, cc.

1, 27; 1993.

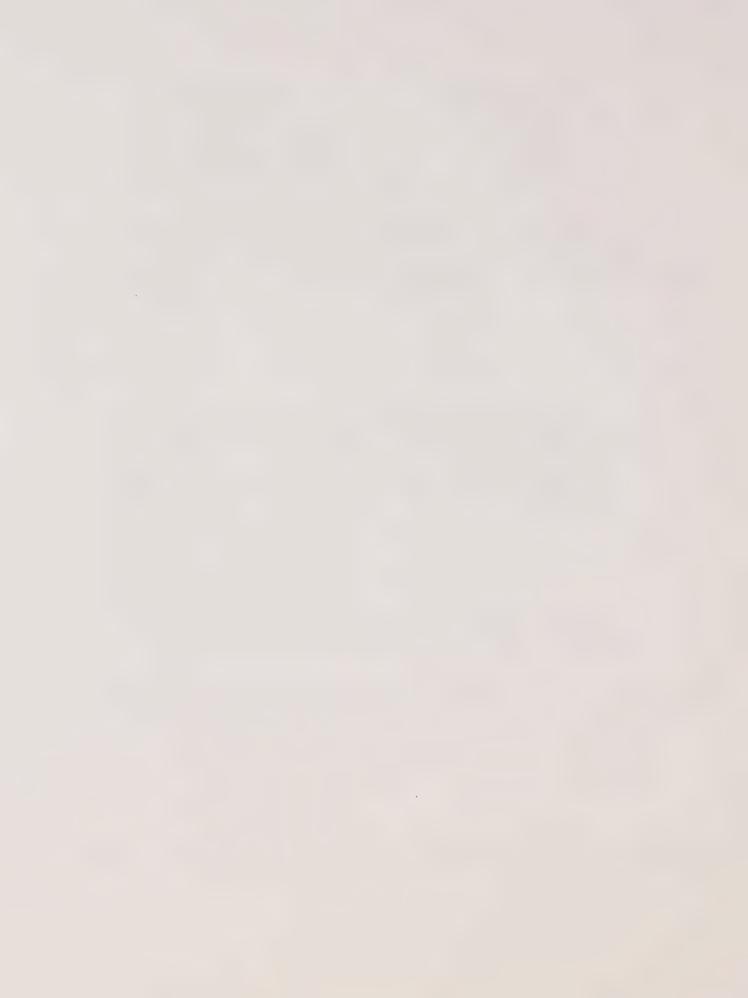
cc. 28, 34;

1994. c. 26;

1995. c. 1:

28. 31

31 (1st Supp.); cc. 3. 27 (2nd







C-275

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-275

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-275

PROJET DE LOI C-275

An Act to amend the Employment Insurance Act, 1999 (rate of benefits)

Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (taux de prestations)

First reading, October 27, 1999

Première lecture le 27 octobre 1999



MR. CHRÉTIEN (Frontenac—Mégantic)

M. CHRÉTIEN (Frontenac—Mégantic)

This enactment amends the Employment Insurance Act as follows:

- (a) maximum weekly insurable earnings are calculated in accordance with the standards set out in the former *Unemployment Insurance Act*:
- (b) weekly insurable earnings are the average insurable earnings of the claimant for the number of weeks, set out in a table, in which the claimant had the highest insurable earnings in the rate calculation period; and
- (c) the amount of employment insurance claimant's earnings that may be kept by the claimant is increased.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la Loi sur l'assurance-emploi de la façon suivante :

- a) le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable est calculé en utilisant les normes de l'ancienne *Loi sur l'assurance-chômage*;
- b) la rémunération hebdomadaire assurable correspond à la moyenne de la rémunération assurable gagnée par le prestataire, au cours de la période de base, pendant un nombre de semaines prévu à un tableau au cours desquelles le prestataire a gagné les rémunérations assurables les plus élevées;
- c) la portion de la rémunération gagnée par un prestataire d'assurance-emploi et pouvant être conservée par ce dernier est augmentée.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-275

PROJET DE LOI C-275

An Act to amend the Employment Insurance Act, 1999 (rate of benefits)

1999 modifiant la Loi sur de l'assurance-emploi (taux de prestations)

1996, c. 23; 1997, c. 26; 1998, cc. 19, 21; 1999, c.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch. 23: 1997, ch. 26: 1998. ch. 19. 21; 1999, ch.

1. Section 4 of the Employment Insurance Act is replaced by the following:

Maximum for each year

4. For the purposes of subsection 82(2) and sections 95 and 145, the maximum yearly insurable earnings is the amount obtained by multiplying the weekly insurable earnings by 52.

1. L'article 4 de la Loi sur l'assurance-em-5 ploi est remplacé par ce qui suit :

4. Pour l'application du paragraphe 82(2) et des articles 95 et 145, le maximum de la rémunération annuelle assurable est le montant obtenu par multiplication de la rémunéra-10 tion hebdomadaire assurable par 52.

Maximum de rémunération annuelle

2. (1) Subsections 14(1.1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Maximum weekly insurable earnings

(1.1) The maximum weekly insurable earnings has the same meaning as in sections 45 to 47 of the Unemployment Insurance Act, R.S. 15 tend au sens des articles 45 à 47 de la Loi sur 15 1985, c. U-1, as those sections read on June 29, 1996.

2. (1) Les paragraphes 14 (1.1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(1.1) Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un prestataire s'enl'assurance-chômage, L.R. 1985, ch. U-1 dans leur version du 29 juin 1996.

Maximum de rémunération hebdomadaire assurable

Règlements

Regulations

Weekly

(1.2) The Governor in Council may make regulations for the application of section 46 referred to in subsection (1.1).

(1.2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour l'application de l'article 20 46 visé au paragraphe (1.1). 20

(2) La rémunération hebdomadaire assura-

insurable earnings

ble correspond à la moyenne de la rémunération assurable gagnée par le prestataire, au cours de la prériode de base, pendant le nombre de semaines prévu au tableau qui 25 suit — en fonction du taux régional de chômage applicable — au cours desquelles le prestataire a gagné les rémunérations assura-

bles les plus élevées.

Rémunération hebdomadaire assurable

(2) A claimant's weekly insurable earnings are the claimant's average insurable earnings for the number of weeks in which the claimant had the highest insurable earnings in the rate calculation period determined in accordance 25 with the following table by reference to the applicable regional rate of unemployment.

TABLE			TABLEAU		
Regional Rate of			Taux régional de chômage	Semaines	
Unemployment	Weeks		6 % et moins	20	
not more than 6%	20		plus de 6 % mais	_	
more than 6% but			au plus 7 %	19	
not more than 7%	<u>19</u>	5	plus de 7 % mais		5
more than 7% but			au plus 8 %	18	
not more than 8%	18		plus de 8 % mais		
more than 8% but			au plus 9 %	17	
not more than 9%	17		plus de 9 % mais		
more than 9% but		10	au plus 10 %	<u>16</u>	10
not more than 10%	16		plus de 10 % mais		
more than 10% but			au plus 11 %	15	
not more than 11%	<u>15</u>		plus de 11 % mais		
more than 11% but			au plus 12 %	14	
not more than 12%	14	15	plus de 12 % mais		15
more than 12% but			au plus 13 %	13	
not more than 13%	<u>13</u>		plus de 13 % mais	_	
more than 13% but			au plus 14 %	12	
not more than $1\overline{4\%}$	12		plus de 14 % mais		
more than 14% but		20	au plus 15 %	11	20
not more than 15%	11		plus de 15 %	10	
more than 15%	10				

(2) The portion of subsection 14(4) of the Act immediately before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) le passage du paragraphe 14(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 25 par ce qui suit :

(4) The rate calculation period is the period of not more than 52 consecutive weeks in the claimant's qualifying period ending with the later of

Période de (4) La période de base d'un prestataire 25 correspond à la période d'au plus cinquantedeux semaines consécutives, au cours de sa période de référence — compte non tenu des semaines reliées à un emploi sur le marché du travail, au sens prévu par règlement —, se 30 terminant:

(3) Subsection 14(4.1) of the Act is re-30 (3) Le paragraphe 14(4.1) de la même loi placed by the following: est remplacé par ce qui suit :

Length of rate calculation period

Rate

period

calculation

(4.1) The rate calculation is 52 weeks, unless the claimant's qualifying period begins on a Sunday that is less than 52 weeks before the Sunday of the week in which the rate 35 cinquante-deux semaines avant la semaine calculation period ends under subsection (4), in which case it is the number of weeks between those Sundays.

3. Section 17 of the Act is repealed.

4. Subsection 19(2) of the Act is replaced 40 by the following:

(4.1) La période de base du prestataire des de cinquante-deux semaines, à moins que sa 35 base période de référence ne commence moins de visée à l'alinéa (4)a) ou b), auguel cas elle correspond au nombre de semaines compris dans l'intervalle. 40

3. L'article 17 de la même loi est abrogé.

4. Le paragraphe 19(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Durée de la période de

15

Earnings in periods of unemployment

(2) Subject to subsections (3) and (4), if the claimant has earnings during any other week of unemployment, there shall be deducted from benefits payable in that week the 25% of the maximum rate of weekly benefits.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), si le prestataire reçoit une rémunération durant toute autre semaine de chômage, il est déduit des prestations qui lui sont payables un amount, if any, of the earnings that exceeds 5 montant correspondant à la fraction de la 5 rémunération reçue au cours de cette semaine qui dépasse vingt-cinq pour cent du taux maximal de prestations hebdomadaires.

Rémunération au cours de périodes de chômage

5. The Act is amended by adding the following after section 153.1

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 153.1, de ce qui suit :

PART VIII.2

REGULATIONS

Regulations

- 153.2 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, within three months following 10 la présente loi, dans les trois mois suivant the coming into force of this section, the Governor shall make regulations
 - (a) for the operation of sections 1 to 4 of the Act to amend the Employment Insurance Act. 1999; and
 - (itb) amending sections of this Act to make them more consistent with sections 1 to 4 of the Act to amend the Employment Insurance Act, 1999.

Coming into force of regulations

(2) Subject to subsection (3), regulations 20 made under subsection (1) shall come into force three months after this section comes into force.

Approval of the House of Commons

(3) The coming into force of any regulations that amend or repeal regulations made by the 25 Governor in Council under subsection (1) is subject to approval by resolution of the House of Commons, and the regulations shall come into force on the day after the House of Commons approves the regulations by resolu-30 tion.

Coming into force

6. Sections 1 to 4 shall come into force three months after this Act is assented to.

PARTIE VIII.2

RÈGLEMENTS

153.2 (1) Malgré les autres dispositions de l'entrée en vigueur du présent article, le gouverneur en conseil prend les règlements nécessaires : 15

Règlements

- a) au fonctionnement des articles 1 à 4 de la Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi;
- b) afin de modifier les articles de la présente loi pour les harmoniser avec les articles 1 à 20 4 de la Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), un règlement pris en vertu du paragraphe (1) entre en vigueur trois mois après l'entrée en 25 vigueur du présent article.

Entrée en vigueur des règlements

(3) L'entrée en vigueur de tout règlement modifiant ou abrogeant un règlement pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) est assujettie à l'approbation de la 30 Chambre des communes par résolution. Le cas échéant, ce règlement entre en vigueur le jour suivant cette approbation.

Approbation Chambre des communes

6. Les articles 1 à 4 entrent en vigueur trois mois après la date de sanction de la 35 présente loi.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-276

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-276

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Competition Act, 1998 (negative option marketing)

Loi de 1998 modifiant la Loi sur la concurrence (commercialisation par abonnement par défaut)

First reading, October 28, 1999

Première lecture le 28 octobre 1999



MR. GALLAWAY

M. GALLAWAY

This enactment amends the *Competition Act* to prohibit certain financial institutions, broadcasting undertakings, telecommunications undertakings and bodies corporate to which the *Insurance Companies Act* applies from charging money from their regular clients for the provision or sale of a new service without the express consent of the clients.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la concurrence* afin d'interdire à certaines institutions financières, aux entreprises de radiodiffusion, aux entreprises de télécommunication et aux personnes morales régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances* d'exiger, de la part de leurs clients réguliers, une somme d'argent pour la fourniture ou la vente d'un nouveau service sans recevoir le consentement exprès de ceux-ci.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Competition Act, 1998 (negative option marketing)

Loi de 1998 modifiant la Loi sur la concurrence (commercialisation par abonnement par défaut)

R.S., c. C-34; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 19 (2nd Supp.), c. 34 (3rd Supp.), cc. 1, 10 (4th Supp.); 1990, c. 37; 1991, cc. 45, 46, 47; 1992, cc. 1, 14; 1993, c. 34; 1995, c. 1 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. C-34; L.R., ch. 27 (1er suppl.), ch. 19 (2e suppl.), ch. 34 (3e suppl.), ch. 1, 10 (4e suppl.); 1990, ch. 37; 1991, ch. 45, 46, 47; 1992, ch. 1, 14; 1993, ch. 34; 1995, ch. 31

1. The *Competition Act* is amended by adding the following after section 53:

53.1 (1) The definitions in this subsection apply in this section.

"client" means a person who receives a regular service from an enterprise in return for which the person pays the enterprise a fee 10 periodically or according to the frequency with which the person uses the service.

"enterprise" means

- (a) a bank to which the Bank Act applies;
- (b) a company to which the *Trust and Loan* 15 *Companies Act* applies;
- (c) an association to which the Cooperative Credit Associations Act applies;
- (d) a broadcasting undertaking within the meaning of the *Broadcasting Act*; 20
- (e) a telecommunications undertaking within the meaning of the *Telecommunications Act*: and
- (f) a body corporate to which the *Insurance Companies Act* applies. 25

1. La *Loi sur la concurrence* est modifiée 5 par adjonction, après l'article 53, de ce qui 5 suit :

53.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« client » Personne recevant de la part d'une entreprise un service régulier en contrepar-10 tie duquel elle verse à l'entreprise une somme d'argent périodiquement ou selon la fréquence d'utilisation du service.

« client » "client"

« entreprise »:

« entreprise » "enterprise"

- a) Une banque régie par la Loi sur les 15 banques:
- b) une société régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt;
- c) une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit; 20
- d) une entreprise de radiodiffusion au sens de la Loi sur la radiodiffusion;
- e) une entreprise de télécommunication au sens de la *Loi sur les télécommunications*;
- f) une personne morale régie par la Loi sur 25 les sociétés d'assurances.

"client"
« client »

"enterprise" « entreprise » "service"
" service »

"service" excludes services prescribed by the Governor in Council under section 128.

« service » Sont exclus les services réglementaires déterminés par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 128.

« service » "service"

Prohibition

- (2) A payment for the provision or sale of a new service shall not be charged or taken from a client by an enterprise unless
 - (a) the enterprise sends to the client at least once a month for three consecutive months a notice in the prescribed form containing
 - (i) a description of the new service,
 - (ii) the date the new service is to begin, 10
 - (iii) the cost of the new service calculated monthly and annually,
 - (iv) a statement that the new service is not mandatory,
 - (v) a statement that the client may obtain 15 the new service by signing a business reply card and sending it to the enterprise, and
 - (vi) any other matter that may be prescribed; and 20
 - (b) the enterprise has received the express consent of the client for the purchase or reception of the new service by the client.

(2) Une entreprise ne peut exiger ni percevoir d'un client un paiement pour la fourniture 5 ou la vente d'un nouveau service à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

Interdiction

moins une fois par mois pendant trois mois consécutifs, un avis réglementaire compor-10 tant les éléments suivants :

a) l'entreprise a fait parvenir au client, au

- (i) la description du nouveau service,
- (ii) la date de la mise en vigueur du nouveau service,
- (iii) le prix du nouveau service calculé 15 mensuellement et annuellement,
- (iv) la mention que le nouveau service n'est pas obligatoire,
- (v) la mention que le client peut obtenir le nouveau service en apposant sa signa-20 ture sur une carte-réponse et en la faisant parvenir à l'entreprise,
- (vi) tout autre élément réglementaire;
- b) l'entreprise a reçu le consentement exprès du client pour l'achat ou la réception 25 du nouveau service par celui-ci.

Exception

- (3) Subsection (2) does not apply
- (a) where the new service replaces another 25 service for which the client has already paid a fee and the same fee or a lesser fee is charged to the client; or
- (b) where the service offered is not the subject of a separate and specific charge.
- (3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas :

Exception

- a) soit lorsque le nouveau service est substitué à un autre service pour lequel le client paie déjà un tarif et que le même tarif 30 ou un tarif inférieur est demandé au client;
- b) soit lorsque le service offert n'est l'objet d'aucun frais distinct et particulier.

Offence and punishment

- (4) Any person who contravenes subsection (2) is guilty of an offence and liable
 - (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$100,000; or
 - (b) on summary conviction, to a fine not 35 exceeding \$25,000.
- (4) Quiconque contrevient au paragraphe (2) commet une infraction et encourt, sur 35 déclaration de culpabilité :
 - a) par mise en accusation, une amende maximale de 100 000 \$;
 - b) par procédure sommaire, une amende maximale de 25 000 \$. 40

Infraction et peine Liability of officers and directors

(5) Where a corporation commits an offence under this section, any officer or director of the corporation who is in a position to direct or influence the policies of the corporation in respect of conduct prohibited by this section is a party to and guilty of the offence and liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted, unless the officer or director establishes that the officer or director 10 exercised due diligence to prevent the commission of the offence.

(5) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction au présent article, ceux de ses dirigeants ou administrateurs qui sont en mesure de diriger ou d'influencer les principes qu'elle suit relativement aux actes 5 interdits par cet article sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable, sauf si le dirigeant ou 10 l'administrateur établit qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher la perpétration de l'infraction.

Personnes morales et leurs dirigeants

2. Subsection 73(1) of the Act is replaced by the following:

Jurisdiction of Federal Court

73. (1) Subject to this section, the Attorney 15 General of Canada may institute and conduct any prosecution or other proceedings under section 34, any of sections 45 to 51 and section 61 or, where the proceedings are on indictment, under section 52, 53, 53, 1, 55, 56, 59 or 20 lorsqu'il s'agit de procédures par mise en 74, in the Federal Court — Trial Division, and for the purposes of the prosecution or other proceedings, the Federal Court — Trial Division has all the powers and jurisdiction of a superior court of criminal jurisdiction under 25 Section de première instance de la Cour the Criminal Code and under this Act.

2. Le paragraphe 73(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15

73. (1) Sous réserve des autres dispositions

du présent article, le procureur général du

Canada peut entamer et diriger toutes poursui-

tes ou autres procédures prévues par l'article

accusation, par les articles 52, 53, 53.1, 55,

56, 59 ou 74, devant la Section de première

instance de la Cour fédérale, et, aux fins de

fédérale possède tous les pouvoirs et la compétence d'une cour supérieure de juridiction criminelle selon le Code criminel et selon

telles poursuites ou autres procédures, la25

34, l'un des articles 45 à 51, l'article 61 ou, 20

Compétence de la Cour

30

3. Section 127 of the Act is replaced by the following:

Annual report

- 127. (1) The Director shall report annually to the Minister concerning
 - (a) any proceedings under this Act; and
 - (b) the number of complaints received from the public pursuant to section 53.1, a description of the complaints and proceedings undertaken under this Act pursuant to 35 the complaints received and the disposition of the proceedings.
- 3. L'article 127 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

la présente loi.

127. (1) Le directeur présente au ministre Rapport annuel 30 un rapport annuel concernant:

- a) les procédures découlant de l'application 35 de la présente loi;
 - b) le nombre de plaintes qu'il a reçues de la part du public concernant l'application de l'article 53.1, une description de celles-ci ainsi que des procédures entreprises en 40 vertu de la présente loi à la suite de la réception de ces plaintes et les résultats de ces procédures.

(2) Le ministre fait déposer une copie du rapport devant chaque chambre du Parlement 45 dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt du rapport

(2) The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on 40 which that House is sitting after the report is received by the Minister.

Tabling of report

4. Subsections 128(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Regulations

128. (1) Subject to subsection (1.1), the Governor in Council may make such regulations as are necessary for carrying out this Act 5 and for the efficient administration thereof.

128. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure nécessaire à l'applica- 5 tion de la présente loi et à la bonne exécution de celle-ci.

4. Les paragraphes 128(1) et (2) de la

même loi sont remplacés par ce qui suit:

Règlements

Règlements

Regulations

(1.1) The Governor in Council may, by regulation, exempt from the definition of "service" in section 53 any service that, in the opinion of the Governor in Council, should be 10 exempted in order to allow enterprises to which this section applies to remain competitive in their sector of activity, provided that the exemption does not deprive consumers of their right to competitive prices and product 15 prix compétitifs et un choix dans les services. choices.

(1.1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter de la définition de « service » à l'article 53 tout service qui, de l'avis 10 du gouverneur en conseil, doit l'être afin de permettre aux entreprises visées par cet article de rester concurrentielles dans leur secteur d'activité pour autant que cette exemption ne prive pas les consommateurs du droit à des 15

Prior notice

(2) Subject to subsection (3), a copy of each regulation that the Governor in Council proposes to make under subsections (1) and (1.1)least sixty days before the proposed effective date thereof and a reasonable opportunity shall be given for interested parties to make observations with respect thereto.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les projets de règlements d'application des paragraphes (1) et (1.1) sont publiés dans la

shall be published in the Canada Gazette at 20 Gazette du Canada au moins soixante jours 20 avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter des observations à cet égard.

Publication des projets de règlement

5. The Act is amended by adding the 25 following after section 128:

Regulations

- 128.1 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, within three months following the coming into force of this section, the Governor in Council shall make regulations
 - (a) for the operation of section 1 of An Act to amend the Competition Act, 1998; and
 - (b) amending sections of this Act to make them more consistent with section 1 of An Act to amend the Competition Act, 1998. 35

5. La même loi est modifiée par adjonc-25 tion, après l'article 128, de ce qui suit :

128.1 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent article, le 30 gouverneur en conseil prend les règlements 30 nécessaires:

Règlements

- a) au fonctionnement de l'article 1 de la Loi de 1998 modifiant la Loi sur la concurren-
- b) afin de modifier les articles de la présente 35 loi pour les harmoniser avec l'article 1 de la Loi de 1998 modifiant la Loi sur la concurrence.
- (2) Subject to subsection (3), regulations made under subsection (1) shall come into force three months after this section comes into force.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), un règlement pris en vertu du paragraphe (1)40 entre en vigueur trois mois après l'entrée en vigueur du présent article.

Entrée en vigueur des règlements

Approval of the House of Commons

Effective date

of certain

regulations

(3) The coming into force of any regulations 40 that repeal a regulation made by the Governor in Council under paragraph (1)(b) is subject to approval by resolution of the House of Com-

(3) L'entrée en vigueur de tout règlement abrogeant un règlement pris par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa (1)b) est45 communes assujetti à l'approbation de la Chambre des

Approbation Chambre des

mons, and the regulations shall come into force on the day after the House of Commons approves the regulations by resolution.

communes par résolution. Le cas échéant, ce règlement entre en vigueur le jour suivant cette approbation.

CONDITIONAL AMENDMENTS

6. If Bill C-20, introduced during the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act to amend the Competition Act and to make consequential and related amendments to other Acts, is assented to and section 21 of that Bill comes into force Act is replaced, on the day section 21 comes into force, by the following:

2. Subsection 73(1) of the Act is replaced by the following:

Jurisdiction of Federal Court

- 73. (1) Subject to this section, the Attorney 15 General of Canada may institute and conduct any prosecution or other proceedings under section 34, any of sections 45 to 51 and section 61 or, where the proceedings are on indict-66, in the Federal Court — Trial Division, and for the purposes of the prosecution or other proceedings, the Federal Court - Trial Division has all the powers and jurisdiction of the Criminal Code and under this Act.
- 7. If Bill C-20, introduced during the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act to amend the Competition Act and to make consequential and related 30 amendments to other Acts, is assented to and section 22 of that Bill comes into force after section 1 of this Act, subsection 74.07(2) of the Competition Act, as enacted by section 22 of Bill C-20, is replaced, on the day that 35 par l'article 22 du projet de loi C-20 est section 22 comes into force, by the following:

(2) Sections 74.01 to 74.06 do not apply to any acts prohibited by sections 52.1, 53.1, $\overline{55}$ and 55.1.

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

- 6. En cas de sanction du projet de loi C-20 5 intitulé Loi modifiant la Loi sur la concur- 5 rence et d'autres lois en conséquence, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature, si l'article 21 du projet de loi C-20 entre en vigueur avant before section 2 of this Act, section 2 of this 10 l'article 2 de la présente loi, celui-ci est 10 remplacé, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 21, par ce qui suit :
 - 2. Le paragraphe 73(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 73. (1) Sous réserve des autres dispositions 15 Compétence du présent article, le procureur général du Canada peut entamer et diriger toutes poursuites ou autres procédures prévues par l'article 34, l'un des articles 45 à 51, l'article 61 ou, ment, under section 52, 52.1, 53.1, 55, 55.1 or 20 lorsqu'il s'agit de procédures par mise en 20 accusation, par les articles 52, 52.1, 53.1, 55, 55.1 ou 66, devant la Section de première instance de la Cour fédérale, et, aux fins de telles poursuites ou autres procédures, la a superior court of criminal jurisdiction under 25 Section de première instance de la Cour 25 fédérale possède tous les pouvoirs et la compétence d'une cour supérieure de juridiction criminelle sous le régime du Code criminel et de la présente loi.
 - 7. En cas de sanction du projet de loi C-2030 intitulé Loi modifiant la Loi sur la concurrence et d'autres lois en conséquence, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature, si l'article 22 du projet de loi C-20 entre en vigueur après 35 l'article 1 de la présente loi, le paragraphe 74.07(2) de la Loi sur la concurrence, édicté remplacé, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 22, par ce qui suit : 40
 - (2) Les articles 74.01 à 74.06 ne s'appliquent pas aux actes interdits par les articles 40 52.1, 53.1, 55 et 55.1.

Nonapplication

de la Cour

fédérale

Nonapplication of sections

8. If Bill C-20, introduced during the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act to amend the Competition Act and to make consequential and related amendments to other Acts, is assented to and section 36 of that Bill comes into force before section 3 of this Act, section 3 of this Act is replaced, on the day that section 36 comes into force, by the following:

3. Section 127 of the Act is replaced by the 10 following:

Annual report

- 127. (1) The Commissioner shall report annually to the Minister on
 - (a) the operation of the Acts referred to in 15 subsection 7(1); and
 - (b) the number of complaints received from the public concerning the application of section 53.1, a description of the complaints, the proceedings brought under this Act after receiving the complaints and the 20 outcome of such proceedings.

Tabling of report

(2) The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister 25 celle-ci suivant sa réception. receives it.

Coming into

9. Sections 1 to 4 and 6 to 8 come into force three months after this Act is assented to.

8. En cas de sanction du projet de loi C-20 intitulé Loi modifiant la Loi sur la concurrence et d'autres lois en conséquence, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature, si l'article 36 du 5 projet de loi C-20 entre en vigueur avant l'article 3 de la présente loi, celui-ci est remplacé, le jour de l'entrée en vigueur de l'article 36, par ce qui suit :

- 3. L'article 127 de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :
- 127. (1) Le commissaire présente au ministre un rapport annuel concernant:

Rapport

- a) les procédures découlant de l'application des lois visées au paragraphe 7(1);
- b) le nombre de plaintes qu'il a reçues de la part du public concernant l'application de l'article 53.1 une description de celles-ci ainsi que des procédures entreprises en vertu de la présente loi à la suite de la20 réception de ces plaintes et les résultats de ces procédures.
- (2) Le ministre fait déposer une copie du rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de 25

Dépôt du rapport

9. Les articles 1 à 4 et 6 à 8 entrent en vigueur trois mois après la date de la sanction de la présente loi.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-276

C-276

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48-49 Elizabeth II, 1999-2000 Deuxième session, trente-sixième législature, 48-49 Elizabeth II, 1999-2000

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Competition Act (negative option marketing)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (commercialisation par abonnement par défaut)

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS MAY 17, 2000

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 17 MAI 2000

SUMMARY

This enactment amends the *Competition Act* to prohibit certain financial institutions, broadcasting undertakings, telecommunications undertakings and bodies corporate to which the *Insurance Companies Act* applies from charging money from their regular clients for the provision or sale of a new service without the express consent of the clients.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la concurrence* afin d'interdire à certaines institutions financières, aux entreprises de radiodiffusion, aux entreprises de télécommunication et aux personnes morales régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances* d'exiger, de la part de leurs clients réguliers, une somme d'argent pour la fourniture ou la vente d'un nouveau service sans recevoir le consentement exprès de ceux-ci.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48-49 Elizabeth II, 1999-2000

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48-49 Elizabeth II. 1999-2000

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Competition Act (negative option marketing)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (commercialisation par abonnement par défaut)

R.S., c. C-34; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 19 (2nd Supp.), c. 34 (3rd Supp.), cc. 1, 10 (4th Supp.); 1990, c. 37; 1991, cc. 45, 46, 47; 1992, cc. 1, 14; 1993, c. 34: 1995, c. 1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-34; L.R., ch. 27 (1er suppl.), ch. 19 (2e suppl.), ch. 34 (3e suppl.), ch. 1, 10 (4e suppl.); 1990, ch. 37; 1991, ch. 45, 46. 47: 1992, ch. 1, 14; 1993. ch. 34: 1995. ch. 1

1. The Competition Act is amended by adding the following after section 74.05:

Definitions

74.051 (1) The definitions in this subsection apply in this section.

"client" « client »

"client" means a person who receives a regular service from an enterprise in return for which the person pays the enterprise a fee 10 periodically or according to the frequency with which the person uses the service.

"enterprise" « entreprise » "enterprise" means

- (a) a bank to which the Bank Act applies;
- (b) a broadcasting undertaking within the 15 meaning of the Broadcasting Act; and
- (c) a Canadian carrier within the meaning of the Telecommunications Act.

"service" « service »

"service" excludes services prescribed by the Governor in Council under section 128.

1. La Loi sur la concurrence est modifiée 5 par adjonction, après l'article 74.05, de ce 5 qui suit:

74.051 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

> « client » "client"

Définitions

- « client » Personne recevant de la part d'une entreprise un service régulier en contrepar-10 tie duquel elle verse à l'entreprise une somme d'argent périodiquement ou selon la fréquence d'utilisation du service.
- « entreprise »:

"enterprise"

« entreprise »

- a) Une banque régie par la Loi sur les 15 banques;
- b) une entreprise de radiodiffusion au sens de la Loi sur la radiodiffusion;
- c) une entreprise canadienne au sens de la Loi sur les télécommunications. 20
- 20 « service » Sont exclus les services réglementaires déterminés par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 128.

« service » "service"

10

Negative option marketing without notice and express

- (2) An enterprise engages in reviewable conduct if it charges or receives from a client any payment for the provision or sale of a new service, unless
 - (a) the enterprise gives the client at least 5 conditions suivantes ne soient réunies : once a month for three consecutive months a notice, by any means of communication, including electronic or digital means of communication, containing
 - (i) a description of the new service,
 - (ii) the date the new service is to begin,
 - (iii) the cost of the new service calculated monthly and annually,
 - (iv) a statement that the new service is not mandatory, 15
 - (v) a statement that the client may obtain the new service by responding to the enterprise by the means described in the notice, which may be any means of communication, including electronic or 20 digital means of communication, and
 - (vi) any other matter that may be prescribed: and
 - (b) the enterprise has received, by any means of communication, including elec-25 tronic or digital means of communication, the express consent of the client for the purchase or reception of the new service by the client.

Exception

- (3) Subsection (2) does not apply
- (a) where the new service replaces another service for which the client has already paid a fee and the same fee or a lesser fee is charged to the client;
- (b) where the new service is not the subject 35 of a separate and specific fee; or
- (c) where the enterprise is required by law to provide or sell the new service and is authorized to charge a fee to the client for that service. 40

Exception

(4) Paragraph (2)(a) does not apply where the client has provided to the enterprise, by any means of communication, including electronic or digital means of communication, an

(2) Est susceptible d'examen le comportement de toute entreprise qui exige ou perçoit d'un client un paiement pour la fourniture ou la vente d'un nouveau service, à moins que les

Commercialisation par abonnement par défaut sans avis ni consentement exprès

- a) l'entreprise a fait parvenir au client, par tout moyen de communication, notamment électronique ou numérique, au moins une fois par mois pendant trois mois consécutifs, un avis comportant les éléments sui-10 vants:
 - (i) la description du nouveau service,
 - (ii) la date de la mise en vigueur du nouveau service.
 - (iii) le prix du nouveau service calculé 15 mensuellement et annuellement,
 - (iv) la mention que le nouveau service n'est pas obligatoire,
 - (v) la mention que le client peut obtenir le nouveau service en répondant à l'en-20 treprise par le moyen mentionné dans l'avis, qui peut être tout moyen de communication, notamment électronique ou numérique,
 - (vi) tout autre élément réglementaire; 25
- b) l'entreprise a reçu, par tout moyen de communication, notamment électronique ou numérique, le consentement exprès du client pour l'achat ou la réception du nouveau service par celui-ci. 30
- (3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas :

Exception

- a) soit lorsque le nouveau service est substitué à un autre service pour lequel le client paie déjà un tarif et que le même tarif ou un tarif inférieur est demandé au client: 35
- b) soit lorsque le nouveau service n'est l'objet d'aucun tarif distinct et particulier;
- c) soit lorsque la loi prescrit la fourniture ou la vente du nouveau service par l'entreprise et que celle-ci est autorisée à exiger un tarif 40 du client pour ce service.
- (4) L'alinéa (2)a) ne s'applique pas lorsque le client a donné à l'entreprise, par tout moyen de communication, notamment électronique ou numérique, son consentement exprès pour 45 l'achat ou la réception du nouveau service.

Exception

express consent for the purchase or reception of the new service from the enterprise.

2. The portion of subsection 74.1(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Meaning of subsequent order

(6) For the purposes of paragraph (1)(c), an order made against a person in respect of conduct that is reviewable under paragraph 74.01(1)(a), (b) or (c), subsection 74.01(2) or (3) or section 74.02, 74.04, 74.05, 74.051 or 10 ou c), des paragraphes 74.01(2) ou (3) ou des 74.06 is a subsequent order if

2. Le passage du paragraphe 74.1(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 5 par ce qui suit: :

(6) Pour l'application de l'alinéa (1)c), l'ordonnance rendue contre une personne à 5 l'égard d'un comportement susceptible d'examen en application des alinéas 74.01(1)a), b) articles 74.02, 74.04, 74.05, 74.051 ou 74.06 constitue une ordonnance subséquente dans 10 les cas suivants:

l'ordonnance subséquente

3. Section 127 of the Act is replaced by the following:

Annual report

- 127. (1) The Commissioner shall report annually to the Minister on
 - (a) the operation of the Acts referred to in subsection 7(1); and
 - (b) the number of complaints received from the public relating to reviewable conduct 20 described in section 74.051.

Tabling of report

(2) The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is received by the Minister. 25

4. Subsections 128(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Regulations

128. (1) Subject to subsections (1.1) and (1.2), the Governor in Council may make such this Act and for the efficient administration thereof.

Regulations

(1.1) The Governor in Council may, by regulation, exempt from the definition of than a licensed broadcasting service, that, in the opinion of the Governor in Council, should be exempted in order to allow enterprises to which this section applies to remain competiexemption does not deprive consumers of their right to competitive prices and product choices.

3. L'article 127 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

127. (1) Le commissaire présente au minis-15 15 tre un rapport annuel concernant:

Rapport annuel

- a) l'application des lois visées au paragraphe 7(1);
- b) le nombre de plaintes qu'il a reçues de la part du public concernant un comportement susceptible d'examen visé à l'article 20 74.051.
- (2) Le ministre fait déposer une copie du rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception. 25

Dépôt du rapport

4. Les paragraphes 128(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

128. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), le gouverneur en conseil peut, par regulations as are necessary for carrying out 30 règlement, prendre toute mesure nécessaire à 30 l'application de la présente loi et à la bonne exécution de celle-ci.

Règlements

Règlements

(1.1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter de la définition de « ser-"service" in section 74.051 any service, other 35 vice » à l'article 74.051 tout service, autre 35 qu'un service faisant l'objet d'une licence de radiodiffusion, qui, de l'avis du gouverneur en conseil, doit l'être afin de permettre aux entreprises visées par cet article de rester tive in their sector of activity, provided that the 40 concurrentielles dans leur secteur d'activité 40 pour autant que cette exemption ne prive pas les consommateurs du droit à des prix compétitifs et un choix dans les services.

Regulations

(1.2) The Governor in Council may, by regulation, on the recommendation of the Minister of Canadian Heritage, exempt from the definition of "service" in section 74.051 any licensed service distributed on a broadcasting undertaking that, in the opinion of the Governor in Council, should be exempted in order to achieve the objectives set out in subsection 3(1) of the *Broadcasting Act*.

Consultation with CRTC

(1.3) The Minister of Canadian Heritage 10 shall consult with the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission before recommending a regulation to the Governor in Council under subsection (1.2).

Prior notice

(2) Subject to subsection (3), a copy of each 15 regulation that the Governor in Council proposes to make under subsection (1), (1.1) or (1.2) shall be published in the *Canada Gazette* at least sixty days before the proposed effective date thereof and a reasonable opportunity 20 shall be given for interested persons to make representations with respect thereto.

Coming into force

5. This Act comes into force three months after the day on which it is assented to.

- (1.2) Sur recommandation du ministre du Patrimoine canadien, le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter de la définition de « service » à l'article 74.051 tout service faisant l'objet d'une licence distribué par une 5 entreprise de radiodiffusion qui, de l'avis du gouverneur en conseil, doit l'être afin que puissent être atteints les objectifs énumérés au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*.
- (1.3) Le ministre du Patrimoine canadien consulte le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes avant de recommander un règlement au gouverneur en conseil au titre du paragraphe (1.2).
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), les projets de règlements d'application des paragraphes (1), (1.1), et (1.2) sont publiés dans la *Gazette du Canada* au moins soixante jours avant la date envisagée pour leur entrée en 20 vigueur, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter des observations à cet égard.
- 5. La présente loi entre en vigueur trois mois après la date de sa sanction.

Règlements

Consultation préalable

Publication des projets de règlement

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



MAIL POSTE

Canada Post Cornoration/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9



C-277

C-277

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-277

PROJET DE LOI C-277

An Act to provide for the holding of citizen-initiated referenda on specific questions

Loi visant à permettre la tenue, à l'initiative des citoyens, de référendums sur des questions précises

First reading, October 28, 1999

Première lecture le 28 octobre 1999



SUMMARY

This enactment establishes a process for the initiation of a proposal for a referendum, on a specified legislative proposal or constitutional amendment. The proposal is filed with the Clerk of the House of Commons and thereafter the proponent may collect signatures to a petition for the referendum. If sufficient signatures are obtained, a referendum is held.

SOMMAIRE

Le présent texte pourvoit à un régime permettant le lancement d'un projet de référendum sur une proposition législative précise ou sur une modification constitutionnelle précise. Le projet de référendum est produit auprès du greffier de la Chambre des communes et, par la suite, son parrain officiel peut recueillir des signatures par pétition en faveur de la tenue du référendum. Si la proposition permet de recueillir un nombre suffisant de signatures, il y a référendum.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-277

PROJET DE LOI C-277

An Act to provide for the holding of citizen-initiated referenda on specific questions

Loi visant à permettre la tenue, à l'initiative des citoyens, de référendums sur des questions précises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the Citizen-Initiated Referendum Act.

2. The definitions in this section apply in this Act, unless the context requires otherwise.

"broadcaster" has the meaning given to it in the Canada Elections Act.

"Chief Electoral Officer" means the Chief 10 Electoral Officer under the Canada Elections Act and includes any person authorized under that Act to exercise the powers, duties and functions of the Chief Electoral Officer.

"Clerk" means the Clerk of the House of Commons.

"Council" means the Referendum Review Council established by section 20.

members to serve in the House of Commons

"elector" means any person who is qualified as an elector pursuant to sections 50 to 52 of the Canada Elections Act.

"electoral district" means any place or territorial area entitled to return a member to serve in the House of Commons.

"judge" has the meaning given to it by subsection 2(1) of the Canada Elections Act.

"list of electors" means either the preliminary list of electors or the official list of electors.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur les référendums découlant de 5 l'initiative des citovens.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi à moins que le contexte n'exige le contraire.

« circonscription » Toute localité ou zone territoriale qui a le droit d'élire un député à la 10 Chambre des communes.

« conseil » Le Conseil d'examen sur les référendums établi en vertu de l'article 20.

« diffuseur » S'entend au sens de ce terme en vertu de la Loi électorale du Canada. 15

« directeur général des élections » Le directeur général des élections nommé en vertu de la Loi électorale du Canada et toute personne autorisée, en vertu de cette loi, à exercer les fonctions de ce dernier. 20

"election" means an election of a member or 20 « électeur » Personne ayant qualité d'électeur en vertu des articles 50 à 52 de la Loi électorale du Canada.

> « élection » L'élection d'un ou de plusieurs députés à la Chambre des communes. 25

25 « greffier » Le greffier de la Chambre des communes.

« jour ouvrable » Tous les jours sauf : a) les samedis et les dimanches et les jours de fête d'après la Loi instituant des 30 jours de fête légale;

Titre abrégé

Définitions

« circonscrip-"electoral district'

« conseil » "Council"

« diffuseur » "broadcaster"

« directeur général des élections » "Chiet Electoral Officer'

« électeur »

« élection » "election"

« greffier » "Clerk"

« jour ouvrable » "working

day

district' « circonscription » "judge"

Short title

Interpreta-

"broadcaster"

« diffuseur »

"Chief

Officer'

Electoral

« directeur

général des

élections »

"Clerk"

« greffier »

"Council"

« conseil »

"election"

« élection »

"elector"

« électeur »

"electoral

tion

"list of electors' « liste des électeurs » ou électorale »

as the context requires.

"promoter" « parrain »

"promoter", in relation to an indicative referendum petition, means the person who is the promoter of the petition under section 8.

"referendum petition. « pétition referening the holding under this Act of an indicative referendum and includes the forms on which the signatures of the signatories are recorded.

"Speaker" « président » "Speaker" means the Speaker of the House of 10 Commons.

"voter"

"voter" means a person who votes at an election.

"working day. « iour

"working day" means any day other than

(a) a Saturday, a Sunday or a holiday or 15 legal holiday under the Holidays Act; or

(b) any day in the period commencing with the 25th day of December in any year and ending with the 15th day of January in the following year.

Effect of referendum

3. (1) A legislative proposal that has been approved by electors by a majority vote in a referendum shall be deemed to have passed second reading in the House of Commons and shall be referred to such committee as the 25 à la Chambre des communes et est déférée au House may order for consideration and report to the House.

Constitutional amendments

- (2) The following shall be deemed to have been introduced as a motion in the House of Commons and shall be debated in the House 30 no later than the fifteenth day on which the House sits following the referendum and put to the question no later than the tenth day thereafter on which the House sits:
 - (a) an amendment to any part of the 35 Constitution of Canada that may be amended pursuant to subsection 38(1) or section 42 of the Constitution Act, 1982 and that has been approved by electors by a majority vote and by a majority vote in at 40 least two-thirds of the provinces that have, in the aggregate, according to the then latest general census, at least fifty per cent of the population of all the provinces;

b) les jours depuis le 25 décembre d'une année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante.

« juge » Juge au sens du paragraphe 2(1) de la Loi électorale du Canada.

« juge » "judge

"referendum petition" means a petition seek- 5 « liste des électeurs » ou « liste électorale » La liste préliminaire des électeurs ou la liste électorale officielle, selon que le contexte l'exige.

« liste des électeurs » ou « liste électorale » "list of

« parrain » À l'égard d'une pétition référen-10 « parrain » daire, la personne qui est désignée parrain officiel de la pétition en vertu de l'article 8.

·promoter`

« pétition référendaire » Pétition visant la tenue d'un référendum conformément à la présente loi. Elle comporte notamment les 15 petition formulaires portant les signatures des personnes favorables à la tenue de ce référen-

référendaire » referendum

« pétition

« président » Le président de la Chambre des 20 communes.

« président » "Speaker

20 « votant » Personne qui vote à une élection.

« votant »

référendum

"voter" Portée d'un

3. (1) Une proposition législative ayant reçu l'approbation à la majorité des voix des votants à l'occasion d'un référendum est

réputée avoir été adoptée en deuxième lecture 25 comité que la Chambre désigne pour en faire l'étude et lui faire rapport.

(2) Les modifications constitutionnelles ci-après mentionnées sont réputées avoir été 30 nelles présentées à la Chambre des communes sous forme de motion et elles v sont débattues au plus tard le quinzième jour de séance de la Chambre suivant la tenue du référendum et elles sont mises aux voix à la Chambre des 35 communes au plus tard le dixième jour de séance après le début du débat sur la motion :

Modifications constitution-

a) une modification à une disposition de la Constitution du Canada susceptible de modification en vertu du paragraphe 38(1)40 ou de l'article 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les votants et par une majorité des votants des deux tiers des

- (b) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be amended pursuant to section 41 of the Constitution Act, 1982 and that has been approved by electors by a majority vote in 5 each province in a referendum:
- (c) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be amended pursuant to section 43 of the Constitution Act, 1982 and that has been 10 approved by electors by a majority vote in each province to which the amendment applies; and
- (d) an amendment to any part of the Constitution of Canada that may be 15 amended pursuant to section 44 of the Constitution Act, 1982 and that has been approved by electors by a majority vote.

provinces dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de toutes les provinces:

- b) une modification à une disposition de la Constitution du Canada susceptible de modification en vertu de l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les 10 votants de chacune des provinces à l'occasion d'un référendum:
- c) une modification à une disposition de la Constitution du Canada susceptible de modification en vertu de l'article 43 de la 15 Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les votants de chacune des provinces à laquelle la modification s'applique;
- d) une modification à une disposition de la 20 Constitution du Canada susceptible de modification en vertu de l'article 44 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui a été approuvée par une majorité de tous les votants. 25

4. (1) A referendum question related to a legislative proposal shall be worded: "Do you 20 relative à une mesure législative est obligatoisupport", followed by the long title of the legislative proposal and a question mark.

4. (1) Le libellé d'une question référendaire rement le suivant: «Favorisez-vous» suivi du titre intégral de la proposition législative suivi d'un point d'interrogation. 30

(2) Lorsque la proposition législative met

Libellé de la question sur le bulletin de vote

Section 33 of the Charter of

Wording of

questions on

ballot

- (2) Where a legislative proposal invokes section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, in that it proposes a law 25 droits et libertés, parce qu'elle propose une notwithstanding certain other provisions of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, the question on the ballot must include the following, to be inserted in the space between the question mark and the space in 30 imprimé entre le point d'interrogation de la which the elector will make a mark: "This Bill includes a provision to invoke section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms (the Notwithstanding Clause)".
- (3) Where a legislative proposal provides 35 for the appropriation of the public revenue, or of any tax or impost, the question on the ballot must include the following, to be inserted in the space between the question mark and the space in which the elector will make a mark:

en jeu l'article 33 de la Charte canadienne des disposition dérogatoire à certaines autres dispositions de la Charte canadienne des 35 droits et libertés, le texte de la question sur le bulletin de vote est suivi du texte suivant. question et l'espace où l'électeur indique son choix : « Le présent projet de loi comporte 40

une disposition qui met en jeu l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés (clause dérogatoire) ».

(3) Lorsqu'une proposition législative prévoit l'affectation de revenus, de taxes ou 45 d'impôts, la question, sur le bulletin de vote, comporte le texte suivant dans l'espace entre le point d'interrogation et l'endroit où l'élec-40 teur indique son choix:

Article 33 de la Charte des

Dépenses sur les fonds nublics

Spending public funds

"This proposal will cause the Government	
of Canada to increase spending	by
\$ per year, starting in	
and continuing for years."	

or, where the appropriation is expected to con- 5 tinue indefinitely,

"It is estimated that this legislative proposal will cause the Government of Canada to increase spending by \$ starting in _____ and continuing indefi- 10 nitely."

Savings

(4) Where a legislative proposal would have the effect of causing government funds to be expended, but would also cause other funds, currently being expended, to be saved, 15 such savings shall be subtracted from any increases in spending to produce a net figure in the statement described in subsection (3).

Crown

(5) Where a legislative proposal would have the effect of causing the Government of 20 législative proposée a comme conséquence de Canada to underwrite a liability or a contingent liability, the question on the ballot shall include the following, to be inserted in the space between the question mark and the space in which the elector will make a mark:

"It has been estimated that this legislative proposal will cause the Government of Canada to underwrite a liability of \$ _____ by the year _____...,

where the year listed is the year at which the 30 liability or contingent liability is projected to be at a maximum.

Constitutional amendments

estimates not

Where

made

- (6) A legislative proposal that is a constitutional amendment shall be referred to as such in the question.
- (7) If a question that purports to appropriate public funds is presented to the Chief Electoral Officer by the promoter without the estimates of expenditure or liability mentioned in subsections (3), (4) and (5), for every year that 40 the legislative proposal would cause expenditure or liability, the question shall not be placed on the ballot.

- «La présente proposition aura comme conséquence d'augmenter les dépenses du gouvernement du Canada de _____\$ chaque année, pendant _____ années à compter de , »
- Si l'application de la proposition législative doit entraîner une augmentation des dépenses pour une durée indéterminée, le texte est le suivant:
 - «La présente proposition aura comme 10 conséquence d'augmenter les dépenses du gouvernement du Canada de ____ chaque année, à compter de l'année , pendant une période indétermi-

Épargnes (4) Lorsque l'application de la proposition législative a comme conséquence d'entraîner une dépense de fonds publics, mais aussi d'occasionner une diminution d'autres dépenses, les montants épargnés en vertu de la 20 proposition sont soustraits de l'augmentation des dépenses pour arriver au montant net des dépenses à indiquer dans l'énoncé prévu au paragraphe (3).

> Responsabilité de la Couronne

- (5) Lorsque l'application de la mesure 25 faire encourir au gouvernement du Canada une responsabilité actuelle ou éventuelle, la question, sur le bulletin de vote, comporte le texte suivant entre le point d'interrogation et 30 25 l'endroit où l'électeur indique son choix. L'exercice à indiquer est celui où le montant de la responsabilité est le plus grand.
 - « Selon les estimations, la mesure législative proposée aura pour effet de faire encourir 35 au gouvernement du Canada une responsabilité de ______\$, pour l'exercice
- (6) Lorsque la proposition législative constitue une modification à la Constitution, le fait 40 Constitution 35 est mentionné dans la question.
 - (7) Lorsqu'une question entraînant l'affectation de fonds publics est soumise au directeur général des élections par son parrain sans les prévisions mentionnées aux paragraphes 45 (3), (4) et (5), pour chaque exercice au cours desquels la proposition législative entraînera des dépenses ou une responsabilité, la question ne figure pas au bulletin de vote.

Modification de la

Absence de prévisions de dépenses ou responsabilité Estimates added

- (8) The estimates of expenditure or liability submitted to the Chief Electoral Officer shall be added to the text of the legislative proposal as the first section of the legislative proposal.
- (8) Les prévisions de dépenses ou de responsabilité fournies au directeur général des élections figurent à l'article premier de la proposition législative.

Indication prévisions

Estimates made by proponent

- (9) The monetary and time estimates men- 5 tioned in subsections (3), (4) and (5) shall be provided by the person making the proposal under section 7.
- (9) Celui qui présente la proposition en 5 vertu de l'article 7 est tenu de fournir les prévisions de dépenses et de responsabilité.

Prévisions établies par l'auteur de la proposition

REFERENDUM PETITION

Proposal for referendum petition

5. A proposal to promote a referendum petition seeking the holding of a referendum 10 bre des communes, en se conformant à in accordance with this Act may be submitted to the House of Commons by any elector in accordance with section 7.

PÉTITION RÉFÉRENDAIRE

5. Tout électeur peut soumettre à la Chaml'article 7, une proposition de pétition visant 10 la tenue d'un référendum.

Proposition de pétition

Contents of referendum petition

- **6.** (1) A referendum petition shall ask that a referendum be held and shall specify the 15 tenue d'un référendum et énonce la question question to be put to the voters in the referendum.
- 6. (1) Une pétition référendaire demande la à soumettre aux électeurs lors du référendum.

Teneur de la pétition référendaire

One question

- (2) Neither a referendum petition nor a referendum may deal with more than one question.
- (2) Une pétition référendaire et un référen-15 Question dum ne peuvent porter que sur une seule 20 question.

unique

Proposal to promote referendum petition

- 7. (1) A person who proposes to promote a referendum petition shall submit the proposal to the Clerk.
- 7. (1) Toute personne qui entend lancer une pétition référendaire en soumet une proposition au greffier.

Proiet de proposition de pétition 20 référendaire

Content of proposal

(2) The proposal shall be accompanied by a draft of the proposed referendum petition and 25 comporte le texte de la pétition proposée et le the text of the legislative proposal.

(2) La proposition de pétition référendaire texte de la disposition législative proposée.

Teneur de la proposition de pétition

Content of proposal

- (3) The proposal shall state
- (a) the name of the proposer;
- (b) an address in Canada at which the proponent or a representative of the propo-30 nent can be contacted in relation to the proposal; and
- (c) where a representative of the proponent is the person to be contracted, the name of that representative. 35
- (3) La proposition de pétition énonce : a) le nom de l'auteur de la pétition;
- Teneur de la proposition 25 de pétition

Avis

- b) une adresse, au Canada, où il est possible d'entrer en communication avec l'auteur de la pétition ou son représentant;
- c) s'il faut faire affaire avec le représentant de l'auteur de la pétition, le nom de ce 30 représentant.

Notice

- 8. (1) Within twenty working days after receiving a proposal under section 7, the Clerk shall determine whether the submission complies with section 7 and, if it so complies, shall publish in the Canada Gazette a notice that the 40 proposal is approved.
 - 8. (1) Dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la proposition visée à l'article 7, le greffier détermine si celle-ci est conforme à l'article 7 et, si tel est le cas, il 35 publie, dans la Gazette du Canada, un avis à l'effet que la proposition est approuvée.

Rejected proposals

- (2) The Clerk shall reject any proposal
- (a) that does not comply with section 7; or
- (b) where the proposed legislation is unintelligible, trivial or too vague to be given effect to or proposed in a spirit of mockery.

(2) Le greffier refuse les propositions :

Propositions

- a) qui ne sont pas conformes à l'article 7;
- b) qui comportent des projets de dispositions législatives soit inintelligibles, soit triviales, soit trop vagues pour être applica- 5 bles, soit présentées dans un esprit de dérision.

Teneur de

Content of publication

(3) A notice mentioned in subsection (1) shall specify the name of the person who submitted to the Clerk the proposal to promote the referendum petition, who shall be identified as the person approved to promote the 10 petition for proposed legislation for the purposes of the referendum petition and the question to be put to voters in the proposed referendum.

Promotion of approved petition

9. (1) A person whose proposal to promote 15 a referendum petition is approved by the Clerk may circulate and promote the petition for the purposes of this Act.

Requirements in relation to referendum

(2) Every person signing a referendum petition shall write legibly by the signature the 20 référendaire est tenue d'inscrire lisiblement full name, the address that qualifies the signatory as an elector and the date of the signature.

Time limit

(3) The promoter shall deliver the referendum petition to the Clerk of the House of 25 doit la transmettre au greffier de la Chambre Commons within 12 months after the date of the publication in the Canada Gazette of the notice published pursuant to subsection 8(1).

Time limit

(4) A promoter, on delivering a referendum petition to the Clerk, shall give the number of 30 indique, au moment de la transmettre au pages and the number of signatures per full page and shall identify every page on which there are fewer signatures and give the number on every such page.

Additional pages

(5) Subject to sections 13 and 16, no pages 35 or signatures shall be added to a referendum petition after it has been delivered to the Clerk.

Lapsed petition

(6) A referendum petition shall lapse if it is not delivered to the Clerk of the House of 40 transmise au greffier dans le délai visé au 45 Commons within the time prescribed by subsection (3).

(3) L'avis mentionné au paragraphe (1) indique le nom de la personne qui a proposé au greffier de promouvoir l'adhésion à la pétition 10 référendaire: cette personne est désignée parrain officiel de la pétition, pour les fins de la pétition référendaire relative à la mesure législative proposée et à la question à soumettre aux électeurs à l'occasion du référendum 15 proposé.

9. (1) Toute personne dont la proposition de pétition référendaire a reçu l'approbation du greffier peut la diffuser et tenter d'y obtenir des appuis pour les fins de la présente loi.

Promotion d'une pétition approuvée

(2) Toute personne qui signe une pétition près de sa signature, son nom et l'adresse en vertu de laquelle elle a qualité d'électeur et la date de sa signature.

Modalités de signature

(3) Le parrain d'une pétition référendaire des communes dans les douze mois qui suivent la publication, dans la Gazette du Canada, de l'avis publié en vertu du paragra-30 phe 8(1).

Délai

(4) Le parrain d'une pétition référendaire greffier, le nombre de pages signées de la pétition, le nombre de signatures d'une pleine 35 page, le nombre de pages comportant moins de signatures qu'une pleine page et le nombre de signatures sur chacune de ces pages partielles.

Délai

(5) Sous réserve des article 13 et 16, il est 40 Ajout de pages interdit d'ajouter des pages ou des signatures à une pétition référendaire déjà transmise au greffier.

(6) Une pétition référendaire qui n'a pas été paragraphe (3) est périmée.

périmée

Pétition

Language of petition forms

10. A petition form may be circulated in either English or French or in both official languages.

10. Les formulaires de pétition peuvent être rédigés en français, en anglais ou dans les deux langues officielles à la fois.

Langues des de pétition

circulate a petition

11. (1) A petition may be circulated by any Canadian citizen.

11. (1) Tout citoyen canadien peut diffuser 5 une pétition.

Droit de faire signer une 5 pétition

Electronic means

- (2) A blank petition form may be circulated electronically or by mail, but a completed petition form must be delivered with original signatures.
- (2) Il est permis de transmettre une formule de pétition en blanc par courrier ordinaire ou par moyens électroniques, mais la formule signée doit nécessairement comporter les signatures originales. 10

Formule en

Duties of Clerk

12. (1) The Clerk shall, within twenty 10 working days after receiving a referendum petition.

12. (1) Dans les vingt jours qui suivent la réception par lui d'une pétition référendaire signée, le greffier vérifie : a) si toutes les formules signées provienRôle du greffier

(a) check whether all the signatures are on forms supplied by the promoter that have on them the proposed legislation approved by 15 the Clerk; and

(b) check whether the promoter has com-

plied with the requirements of this Act.

- nent du parrain de la pétition et comportent 15 le texte approuvé de la disposition législative proposée;
- b) si le parrain de la pétition s'est conformé à toutes les exigences de la présente loi.

Defects

(2) Where the Clerk finds

(a) that the signatures are not all on forms 20 pétition toute partie de celle-ci qui, à son avis, n'est pas conforme à la présente loi :

35

(2) Le greffier renvoie au parrain de la 20 Pétitions défectueuses

- supplied by the promoter and approved by the Clerk, or
- a) soit parce que les signatures apparaissent sur des formules qui ne sont pas fournies par le parrain de la pétition et approuvées par le 25 greffier;
- (b) that any of the provisions of this Act have not been complied with in relation to 25 the petition,
- b) soit parce qu'elle contrevient à une autre exigence de la présente loi.

the Clerk shall return to the promoter any part of the petition that does not comply.

13. (1) Le parrain de la pétition doit, dans les soixante jours de la réception par lui d'une 30 signalés promoter shall, within sixty days after the date 30 partie de pétition qui lui a été renvoyée en application du paragraphe 12(2):

Correction

Duties of 13. (1) Where, under subsection 12(2), any promoter in pages are returned to the promoter, the relation to defects on which any part was returned

- a) corriger les vices signalés par le greffier 9(2);
 - en raison de l'inobservance du paragraphe 35

with any of the provisions of subsection 9(2) of this Act; and

(a) correct any defects identified by the Clerk and resulting from non-compliance

> b) retourner les formules corrigées au greffier.

(2) Sur réception des formules corrigées

(b) return the corrected pages to the Clerk.

shall notify the promoter.

(2) Where the corrected pages are returned within the time allowed by subsection (1), the signatures on the pages shall be reviewed by the Clerk to ascertain whether the referendum 40 petition can be certified correct and the Clerk

dans le délai prévu au paragraphe (1), le greffier réexamine les formules et vérifie si la 40 pétition référendaire peut être certifiée correcte; il communique sa conclusion au parrain de la pétition.

Review

Nouvel

Lapse

(3) Where the corrected pages are not returned within the time allowed by subsection (1), the referendum petition sent for correction shall lapse and the Clerk shall notify the promoter.

Déchéance de la pétition

Certification of referendum petition

- 14. (1) Where the Clerk receives a referendum petition or a corrected referendum petition that complies with subsection 9(2), the Clerk shall, within two months after the date of receipt of the referendum petition or the 10 corrected referendum petition, as the case may be, either
 - (a) certify that the referendum petition is correct and give it to the Speaker; or
 - (b) certify that the referendum petition has 15 lapsed and return it to the promoter.

Certification by Clerk

(2) A referendum petition shall be certified correct by the Clerk if the Clerk is satisfied, in accordance with section 15, that the petition has been signed by a number of electors 20 qu'elle a été signée par un nombre d'électeurs representing not less than three per cent of the total votes cast in the most recent general election and that the signatures were dated after the publication in the Canada Gazette of the notice required by subsection 8(1).

Procedure in relation to certification

15. (1) For the purpose of the certification under subsection 14(2), the Clerk shall take, at random, five thousand names and addresses from those who signed the petition and submit them to the Chief Electoral Officer.

Names checked

(2) The Chief Electoral Officer shall check how many of the names and addresses represent eligible electors and how many are duplications and shall inform the Clerk of the result.

Eligible number checked

(3) The Clerk shall then, by applying the proportion of the names submitted under subsection (1) that were different eligible electors to the total number of signatories. determine whether or not the referendum 40 petition has been signed in accordance with subsection 14(2).

(3) Lorsque les formules renvoyées au parrain de la pétition par le greffier ne lui sont pas retournées dans le délai mentionné au paragraphe (1), la pétition référendaire de-5 vient périmée et le greffier avise le parrain de 5 la pétition de ce fait.

Certification

- 14. (1) Au plus tard deux mois après avoir recu une pétition référendaire ou une pétition référendaire corrigée qu'il juge conforme au paragraphe 9(2), le greffier : 10
 - a) soit certifie la pétition correcte et la transmet au président;
 - b) soit atteste que la pétition est périmée et la renvoie à son parrain.
- (2) Le greffier certifie une pétition référen-15 Certification daire comme correcte s'il estime, après avoir procédé à la vérification prévue à l'article 15, au moins égal à trois pour cent du nombre de votants à la dernière élection générale et que 20 les signatures portent une date postérieure à celle de la publication dans la Gazette du 25 Canada de l'avis mentionné au paragraphe 8(1).

15. (1) Aux fins de la certification prévue au 25 paragraphe 14(2), le greffier choisit, au hasard, un échantillon de cinq mille noms et adresses des signataires de la pétition et les 30 soumet au directeur général des élections.

Vérification signatures

des noms

- (2) Le directeur général des élections 30 Vérification vérifie combien de noms et adresses correspondent à des personnes ayant qualité d'électeur et combien de noms apparaissent plus 35 d'une fois. Il transmet les résultats de sa vérification au greffier. 35
 - (3) Appliquant la proportion de signatures de personnes avant qualité d'électeur dans l'échantillon choisi en vertu du paragraphe (1) au nombre total de signataires, le greffier détermine si la pétition référendaire a été 40 signée par le nombre d'électeurs exigé en vertu du paragraphe 14(2).

Détermination du nombre de signataires ayant qualité

Nouvelle

présentation

Resubmission

- 16. (1) Where a referendum petition has lapsed under section 13 or 14, the promoter of that petition may
 - (a) collect more signatures to the petition; and
 - (b) at any time within 2 months after the date on which the petition lapsed, submit the petition again, on one occasion only, to the Clerk.

Lapsing

(2) Where a petition that has been submitted 10 again under subsection (1) is not certified correct by the Clerk, it lapses and may not be submitted again under this section.

Speaker reads petition to the House

17. On receiving from the Clerk a referendum petition certified correct under paragraph 15 daire qui lui est transmise conformément à 14(1)(a), the Speaker shall lay the petition before the House on the next day on which the House sits, and the Clerk shall read the petition to the House.

Date of referendum

18. (1) Where a petition is laid before the 20 House of Commons pursuant to section 17, the Governor in Council shall, within thirty days, by order in council published in the Canada Gazette, fix a day on which the referendum is to be held.

Date of referendum

(2) The referendum shall be held within twelve months after the date on which the referendum petition was laid before the House of Commons.

Deferral

(3) Notwithstanding subsection (1) or (2), if 30 the House of Commons, within ninety days after the date on which the petition has been laid before it, passes a resolution deferring the holding of the referendum and fixing a date to hold it not earlier than twelve months and not 35 référendum de douze à vingt-quatre mois later than twenty-four months after the date on which it was laid before the House, the referendum shall be held on the date so fixed.

Special majority

(4) A resolution under subsection (2) must be approved by no less than seventy per cent 40 doit être adoptée à une majorité d'au moins of the total membership of the House.

Subsequent election call

(5) If, after an order in council has been made under subsection (1), and before the referendum is held, a writ for a general

16. (1) Lorsqu'une pétition référendaire est devenue périmée par l'application de l'article 13 ou 14, son parrain peut:

a) recueillir la signature d'autres personnes avant qualité d'électeur:

- b) au plus tard deux mois après la date à laquelle la pétition est devenue périmée, soumettre à nouveau, une seule fois, la pétition au greffier.
- (2) À défaut d'être certifiée correcte par le 10 Caducité greffier, la pétition référendaire soumise à nouveau en vertu du paragraphe (1) devient périmée et ne peut plus être soumise à nouveau en vertu du présent article.

17. Après réception d'une pétition référen-15 l'alinéa 14(1)a), le président la dépose à la Chambre le jour de séance suivant et le greffier en donne lecture à la Chambre.

Lecture de la pétition à la Chambre

date du

référendum

18. (1) Dans les trente jours du dépôt à la 20 Fixation de la Chambre d'une pétition référendaire conformément à l'article 17, le gouverneur en conseil fixe par décret publié dans la Gazette du Canada, une date pour la tenue du référen-25 dum.

(2) Le référendum est à tenir dans les douze mois qui suivent la date du dépôt de la pétition référendaire à la Chambre des communes.

Fixation de la date du référendum

Remise

- (3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), la Chambre des communes peut, dans les 30 quatre-vingt-dix jours qui suivent le dépôt d'une pétition référendaire, adopter une résolution ayant pour effet de reporter la tenue du après le dépôt à la Chambre de la pétition. Le 35 référendum a alors lieu à la date fixée en vertu de cette résolution.
- (4) La résolution visée au paragraphe (2) soixante-dix pour cent de tous les députés de 40 la Chambre.
- (5) Si après la prise d'un décret par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) et avant la date fixée pour la tenue du election is issued under the Canada Elections 45 référendum, une élection générale est déclen-45

Majorité

Élection générale Act, the Governor in Council shall, by order in council published in the Canada Gazette, revoke the order in council made under subsection (1) and fix the polling day for the referendum is to be held.

Delegation of functions of Clerk

19. The Clerk shall not delegate to any person other than the Deputy Clerk of the House of Commons any of the Clerk's functions under this Act.

chée par l'émission des brefs conformément à la Loi électorale du Canada, le gouverneur en conseil prend un nouveau décret rescindant le décret pris en vertu du paragraphe (1) et fixant general election as the day on which the 5 la tenue du référendum pour le jour du scrutin 5 de l'élection générale.

> 19. Le greffier ne peut déléguer à personne d'autre qu'au sous-greffier de la Chambre des communes les attributions que la présente loi 10 lui confère. 10

Délégation de fonctions au sous-greffier

REFERENDUM REVIEW COUNCIL

Council established

20. (1) There is hereby established a Council to be known as the Referendum Review Council, consisting of three judges of the Federal Court appointed by the Chief Justice of the Court, one of whom shall be 15 désigne aussi l'un d'eux à titre de président. named as Chair by the Chief Justice.

Member unable to act

(2) In the event that one member of the Council is unable to act, the Chief Justice shall appoint another judge of the Court as a replacement.

Jurisdiction of the Council

21. The Council has exclusive jurisdiction to hear any judicial proceeding relating to this Act and to the application of this Act.

Decision final

22. A decision of the Council is final and not subject to appeal.

Decisions of the Council

- 23. (1) Every constitutional amendment or proposed legislation certified by the Clerk under section 14 shall be placed forthwith before the Council for a decision as to
 - (a) in the case of an amendment to the 30 Constitution of Canada, whether the amendment is subject to the amending formula selected by the proponent;
 - (b) whether enactment would require that section 33 of the Canadian Charter of 35 Rights and Freedom be invoked;
 - (c) whether the proposal would appropriate any part of the public revenue, or of any tax or impost; and
 - (d) whether the proposal or amendment is 40 substantially similar to another proposal or amendment initiated by petition that has been certified by the Clerk under section 14.

CONSEIL D'EXAMEN SUR LES RÉFÉRENDUMS

20. (1) Est constitué un conseil appelé Conseil d'examen sur les référendums, composé de trois juges de la Cour fédérale désignés par le juge en chef de cette cour qui Création du Conseil

(2) En cas d'incapacité d'agir d'un des membres du Conseil, le juge en chef de la Cour fédérale désigne un autre juge de cette 20 Cour pour remplacer le juge incapable d'agir.

Incapacité d'agir

21. Le Conseil a compétence exclusive de 20 connaître de toutes les procédures judiciaires relatives à la présente loi et à son application.

Compétence du Conseil

22. La décision du Conseil est définitive et 25 n'est pas susceptible d'appel.

Décision définitive

23. (1) Tout amendement constitutionnel et 25 toute proposition législative certifiée par le greffier en vertu de l'article 14 est déféré au Conseil qui doit déterminer :

Renvoi au Conseil

- a) dans le cas d'une modification de la Constitution du Canada, si la modification 30 correspond à la formule d'amendement choisie par l'auteur de la pétition;
- (b) si la proposition met en jeu l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés: 35
- c) si la proposition législative doit avoir pour effet d'entraîner l'affectation de revenus publics, de taxes ou d'impôts;
- d) si la proposition législative ou la modification constitutionnelle est en substance 40 semblable à une autre proposition ou modification proposée en vertu d'une autre pétition référendaire déjà certifiée correcte par le greffier conformément à l'article 14.

Result of Council decisions

(2) If the Council determines that any constitutional amendment is not subject to the amending formula selected by the petitioner, the Council shall substitute the appropriate amending formula.

(2) Si le Conseil arrive à la conclusion que la modification constitutionnelle proposée n'est pas réalisable en vertu de la formule d'amendement choisie par l'auteur de la 5 pétition, le Conseil y substitue la formule 5

Effets des décisions du Conseil

Notwithstanding clause

(3) If the Council determines that any bill would require that section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms be invoked. the ballot shall be altered so as to contain the wording specified in subsection 4(2).

(3) Si le Conseil arrive à la conclusion qu'un projet de loi met en application l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés, il ordonne l'insertion, au bulletin de 10 10 vote, du texte visé au paragraphe 4(2).

d'amendement qui s'applique.

Clause dérogatoire

Similar matters

(4) If the Council determines that any constitutional amendment is substantially similar to another legislative proposal or amendment initiated by petition that has been certified by the Clerk under section 14, but has 15 tion soumise sous forme de pétition déjà not yet been determined by referendum, the one with the lesser number of valid signatures shall not be determined by referendum.

(4) Si le Conseil arrive à la conclusion qu'une proposition de modification constitutionnelle est en substance semblable à une autre proposition législative ou de modifica-15 certifiée correcte par le greffier conformément à l'article 14, mais au sujet de laquelle le référendum n'a pas encore eu lieu, il statue qu'il n'y aura pas de référendum sur celle des 20 deux propositions ayant obtenu le moins de signatures valides.

Suiets

Exception

(5) Subsection (4) does not apply if the other legislative proposal or amendment is to be put 20 une autre proposition législative ou une autre to a referendum within ninety days.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à proposition de modification qui doit être 25 soumise à un référendum dans les quatrevingt-dix jours.

Exception

Decision within thirty days

(6) The Council shall render a decision on a matter before it within thirty days from the date the matter comes to the Council.

(6) Le Conseil est tenu de rendre une décision sur une question qui lui est soumise dans les trente jours de la date à laquelle il en 30

est saisi.

Délai de la décision

Absence de

décision

Absence of decision

- (7) In the absence of a decision by the 25 Council within the thirty days referred to in subsection (6), the subject of the referendum is deemed, for purposes of being placed on the ballot.
- (7) Si le Conseil ne rend pas de décision dans le délai de trente jours mentionné au paragraphe (6), pour ce qui concerne la composition du bulletin de vote, l'objet du 35 référendum est réputé :
- (a) in the case of an amendment to the 30 Constitution of Canada.
- a) s'agissant d'une proposition de modification à la Constitution du Canada:
- (i) to be subject to the amending formula selected by the proponent,
- (i) être de la catégorie convenant à la formule d'amendement choisie par l'au-40 teur de la pétition,
- (ii) not to appropriate any part of the public revenue, or of any tax or impost, 35 and
- (ii) ne pas entraîner l'affectation de fonds publics, de taxes ou d'impôts,
- (iii) not to be substantially similar to another amendment initiated by petition that has been certified by the Clerk under section 14; and 40
- (iii) ne pas être en substance semblable à une autre proposition de modification 45 proposée en vertu d'une pétition certifiée correcte par le greffier en vertu de l'article 14:
- (b) in the case of a legislative proposal,

- (i) not to require that section 33 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms be invoked, and
- (ii) not to be substantially similar to another legislative proposal that has been 5 certified by the Clerk under section 14.
- b) s'agissant d'une proposition législative :
 - (i) ne pas entraîner l'application de l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés:
 - (ii) ne pas être en substance semblable à 5 une autre proposition législative soumise en vertu d'une pétition certifiée correcte par le greffier en vertu de l'article 14.
- 24. Les décisions du Conseil sont rendues par écrit et publiées dès qu'elles sont rendues. 10

Les décisions sont publiées

Powers of Council

Decisions

public

25. The Council has the powers of a judge 10 of the Federal Court.

24. A decision of the Council shall be in

writing and shall be immediately made public

by the Council.

25. Le Conseil a les pouvoirs d'un juge de la Cour fédérale.

Pouvoirs du Conseil

électorale du

Canada

s'applique

REFERENDUM

Canada Elections Act

- **26.** Subject to the provisions of this Act,
- (a) the Canada Elections Act, as far as it is applicable and with the necessary modifications, applies to an indicative referendum 15 under this Act as if the indicative referendum were an election: and
- (b) the referendum shall be taken in the manner prescribed by the Canada Elections Act for the conduct of an election. 20

Order for writ

27. For every referendum, the Governor in Council shall, at least twenty-eight days before the date appointed for the holding of the referendum, by order direct the Chief Electoral Officer to proceed forthwith to issue 25 élections de délivrer les brefs référendaires. writs for the holding of the referendum.

28. (1) The Chief Electoral Officer shall. within three days after the receipt of an order pursuant to section 27, issue a writ for the referendum to the returning officer of each 30 electoral district.

Latest day for

Issue of writ

(2) The latest day for the return of the writ shall be stated in the writ and shall be the fiftieth day after the issue of the writ.

Preliminary list of electors

29. (1) Subject to the provisions of this Act, 35 the official list of electors for the time being in force under the Canada Elections Act shall be deemed to be the preliminary list of electors for the purpose of the referendum.

TENUE DU RÉFÉRENDUM

26. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi :

a) la Loi électorale du Canada s'applique, 15 avec les adaptations de circonstance nécessaires, à un référendum tenu en vertu de la présente loi comme si ce référendum était une élection;

b) le référendum est tenu selon les modali-20 tés prescrites par la Loi électorale du Canada pour la tenue d'une élection.

27. À l'occasion de tout référendum, le gouverneur en conseil prend, au moins vingthuit jours avant la date prévue du référendum, 25 un décret enjoignant au directeur général des

Décret de délivrance des brefs référendaires

Transmission

des brefs

28. (1) Le directeur général des élections adresse les brefs référendaires à chacun des directeurs du scrutin des circonscriptions, 30 dans les trois jours suivant la réception par lui du décret pris en vertu de l'article 27.

(2) Le dernier jour fixé pour le retour des brefs, soit le cinquantième jour après leur délivrance, y est mentionné.

Jour fixé pour le retour des brefs 35

29. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la liste électorale officielle alors en vigueur en vertu de la Loi électorale du Canada est réputée la liste préliminaire des électeurs pour les fins du référendum. 40

Liste préliminaire des électeurs

return

Enumeration

(2) Where the polling day at a referendum is within one year after the polling day at an election or previous referendum, no enumeration shall be made for the purposes of the subsequent referendum unless the Chief Elec- 5 dum, il n'y a pas de recensement des électeurs. 5 toral Officer otherwise directs.

(2) Sauf ordre contraire du directeur général des élections, si le jour du scrutin d'un référendum est fixé à moins d'un an du jour du scrutin d'une élection ou d'un autre référenRecensement

Revision

(3) The preliminary list of electors shall be subject to revision under the provisions of the Canada Elections Act.

(3) La liste préliminaire des électeurs est sujette à révision selon les dispositions de la Loi électorale du Canada.

Révision

Official list

30. The preliminary list of electors, togeth- 10 er with any revisions and additions, as certified by the returning officer, shall be the official list of electors to be used for the taking of votes on polling day in a referendum.

30. La liste préliminaire des électeurs avec, le cas échéant, les corrections, ajouts et 10 radiations qui y ont été apportés et attestés par le directeur du scrutin, constitue la liste électorale officielle pour la tenue du scrutin le jour du référendum.

électorale officielle

Scrutineers

31. Any ten or more electors in an electoral 15 district who are in favour of one answer to the question may nominate two persons to appoint a scrutineer to act at each polling station in the electoral district in the interest of the electors who are in favour of that answer.

31. Tout groupe de dix électeurs ou plus 15 Scrutateurs d'une même circonscription qui favorisent l'une des deux réponses à la question référendaire peuvent désigner deux personnes chargées, de nommer, pour chaque bureau de 20 scrutin de la circonscription, un scrutateur qui 20 devra veiller aux intérêts des électeurs favorisant la même réponse à la question référendai-

32. Sous réserve de l'article 60, les bulletins

de présentation sont dans la forme prescrite 25

circonscription au plus tard le douzième jour précédant le jour du référendum et sont 30

disponibles pour inspection par quiconque.

par le directeur général des élections.

Nomination

paper

32. Subject to section 60, the nomination paper shall be in a form prescribed by the Chief Electoral Officer.

Bulletins de présentation

Nomination paper lodged

33. The nomination paper shall be delivered to the returning officer of each electoral 25 transmis au directeur du scrutin de chaque district no later than the twelfth day before the day on which the referendum is to be held, and shall be open to public inspection.

33. Les bulletins de présentation sont Dépôt des bulletins de présentation

Persons to appoint scrutineers

- **34.** On a day to be publicly announced by the returning officer of the electoral district, 30 peut être avant le dixième, ni après le being not earlier than the tenth nor later than the fifth day before the day on which the referendum is to be held, the returning officer shall publicly consider all the nomination papers received, and, after hearing all objec- 35 tions, make a selection, in the prescribed form, of two fit persons for each polling station to appoint a scutineer for those favouring one answer and two for the polling station to appoint a scutineer for those favouring the 40 mer un scrutateur chargé de représenter les other answer.
- 34. À une date qu'il a annoncée et qui ne cinquième jour précédant le jour du scrutin, le directeur du scrutin examine, en séance publi-35 que, tous les bulletins de présentation qu'il a reçus et, après avoir entendu toutes les oppositions, choisit, en la manière prescrite, pour chaque bureau de scrutin, deux personnes chargées de nommer un scrutateur pour 40 représenter les électeurs favorisant l'une des réponses et deux personnes chargées de nomélecteurs favorisant l'autre réponse.

Nomination à titre de scrutateur

Appointment of scrutineers

35. The persons selected by the returning officer shall appoint the scrutineers in writing, subject to section 60 of this Act, in a form prescribed by the Chief Electoral Officer.

the purposes of the referendum, have all the

Powers and rights of scrutineers

powers and rights of a scrutineer under the Canada Elections Act.

Powers and rights of

- 37. Without limiting the generality of section 36, a scrutineer
 - (a) may be present at the office of the returning officer when the returning officer is performing duties in relation to declarations in respect of special votes, but not more than one such scrutineer representing 15 each answer shall be present at a time; and
 - (b) may be present at the scrutiny of the list of electors conducted by the returning officer under section 94 of the Canada Elections Act, but only one such scrutineer 20 representing each answer, or such greater number as is permitted by the returning officer, shall be present at a time.

Remunerascrutineers

38. A scrutineer shall not receive remuneration paid from public money.

Application to justice for recount

39. (1) If the result of a referendum in any electoral district is disputed on the ground that the public declaration by the returning officer in accordance with subsection 168(2) of the Canada Elections Act was incorrect, any six 30 168(2) de la Loi électorale du Canada est voters may, within three working days after the public declaration, apply to a justice of the superior court with jurisdiction in the electoral district for a recount of the votes.

Deposit

(2) An application under subsection (1) 35 shall be accompanied by a deposit of two hundred dollars.

Recount

(3) The justice shall cause a recount of the votes to be commenced within three working days of receiving the application, and shall 40 give notice in writing to the applicants and to any scrutineers appointed under section 35 of the time and place at which the recount will be held.

35. Les personnes choisies par le directeur du scrutin nomment, sous réserve de l'article 60, les scrutateurs en la manière prescrite par le directeur général des élections.

Nomination comitateurs

36. Les scrutateurs ainsi nommés ont, pour 5 Droits et **36.** Every scrutineer so appointed shall, for 5 les fins du référendum, tous les pouvoirs et tous les droits d'un scrutateur nommé en vertu de la Loi électorale du Canada.

pouvoirs des scrutateurs

37. Sans que soit limitée la portée générale 10 de l'article 36, un scrutateur :

Droits et pouvoirs des 10 scrutateurs

- a) peut être présent au bureau du directeur du scrutin lorsque ce dernier remplit des fonctions avant trait aux déclarations relatives aux votes spéciaux, mais il ne peut y avoir plus d'un scrutateur à la fois pour 15 chaque réponse possible à la question référendaire:
- b) peut assister à l'examen de la liste des électeurs auquel procède le directeur du scrutin en vertu de l'article 94 de la Loi20 électorale du Canada, mais il ne peut y avoir plus d'un scrutateur à la fois, ou le nombre autorisé par le directeur du scrutin, pour chaque réponse possible à la question référendaire.
- 38. Il est interdit aux scrutateurs de recevoir 25 une rémunération provenant des deniers publics.

Rémunération des scrutateurs

Requête en

recompte

39. (1) Si le résultat d'un référendum pour une circonscription est contesté au motif que 30 la déclaration publique faite par le directeur du scrutin conformément au paragraphe inexacte, six votants ou plus peuvent, dans un délai de trois jours de la déclaration publique, 35 présenter une demande de recompte des votes à un juge de la cour supérieure compétente pour la circonscription.

(2) Toute demande visée au paragraphe (1) Dépôt est accompagnée d'un dépôt de deux cents 40 dollars.

(3) Le juge fait procéder au recompte des votes lequel doit commencer dans les trois jours de la demande. Le juge donne avis par écrit de l'endroit, du jour et de l'heure 45 auxquels il sera procédé au recompte aux demandeurs et aux scrutateurs nommés en vertu de l'article 35.

Recompte

nécessaires.

15 établi au bref même.

Canada Elections Act

(4) Section 118 and sections 175 to 184 of the Canada Elections Act, so far as they are applicable and with the necessary modifications, apply to a recount.

(4) L'article 118 et les articles 175 à 184 de la Loi électorale du Canada s'appliquent au recompte avec les adaptations de circonstance

Application de la Loi

Endorsement and return of the writ

40. (1) The returning officer shall endorse 5 on the writ the total number of valid votes recorded for each of the two answers to the question, and having signed the endorsement, shall forthwith transmit the writ to the Chief Electoral Officer. 10

40. (1) Le directeur du scrutin inscrit au bref 5 Inscription et le nombre total de voix accordées à chacune des deux réponses à la question référendaire, signe le bref et le transmet au directeur général des élections.

rapport

de recompte

Date of endorsement

(2) The date of the endorsement shall be deemed to be the day of the return of the writ.

(2) La date de l'inscription est réputée être 10 Date de l'inscription la date du rapport du bref.

Return of writ

(3) Subject to subsection (4), the writ shall be returned within the time specified in the writ for its return.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le Rapport du rapport du bref est à transmettre dans le délai

Recount anticipated

(4) Where it appears to the returning officer that an application for a recount of the votes may be made, the returning officer may postpone the return of the writ until the time for making the application has expired, and, if 20 demander un recompte et s'il y a tel demande within that time application is made, shall further postpone the return of the writ until the recount has been completed.

(4) S'il prévoit qu'il pourrait v avoir 15 Délai en cas demande de recompte, le directeur du scrutin peut reporter la transmission du rapport du bref jusqu'à l'expiration du délai prévu pour jusqu'à ce que celui-ci ait eu lieu. 20

Publication of result

41. (1) As soon as may be convenient following the return of the writs, the Chief 25 après le rapport des brefs, le directeur général Electoral Officer shall publish in the Canada Gazette the total number of valid votes recorded for each of the two answers to the question, and, in respect of each electoral district, the total number of valid votes 30 recorded for each of the two answers to the question and shall give the Minister of Justice written notice of the numbers published in the Canada Gazette.

Publication 41. (1) Dès qu'il est pratique de le faire des résultats du scrutin référendaire

des élections détermine le nombre total de voix accordées à chacune des deux réponses à la question référendaire et publie dans la 25 Gazette du Canada un avis indiquant le nombre total de voix accordées à chacune des deux réponses à la question référendaire et, pour chaque circonscription, le nombre de voix accordées à chacune des deux réponses à 30 cette question. Il donne aussi avis par écrit au ministre de la Justice des nombres publiés

Minister lavs before House

(2) The Minister of Justice shall, as soon as 35 practicable, lay before the House of Commons a copy of the notice received pursuant to subsection (1).

(2) Dès qu'il est pratique de le faire, le ministre de la Justice dépose devant la Cham-35 bre des communes une copie de l'avis qu'il a reçu en vertu du paragraphe (1).

dans la Gazette du Canada.

Dépôt de Chambre des communes

Writs sent to Clerk

- (3) The Chief Electoral Officer shall send to the Clerk the writs that have been returned.
- (3) Le directeur général des élections fait 40 transmettre au greffier les brefs pour lesquels 40 il a été fait rapport.

Transmission des brefs au greffier

Définitions

PUBLICITY

Definition

42. (1) In this section, "referendum period" means the period from the day after the date of the publication in the Canada Gazette of the notice of the referendum required by subsecthe referendum is held.

Publicity for referendum

(2) No person shall, at any time in the referendum period, publish or cause or permit to be published in any way or broadcast or cause or permit to be broadcast by radio or 10 television any advertisement used or appearing to be used in connection with the referendum petition or to promote one of the answers to the question in the referendum, unless the the true name of the person for whom or at whose direction it is published or broadcast and the address and phone number at which the person or organization may be reached.

Offence

(3) Every person who contravenes subsec-20 tion (2) commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000.

News or broadcast publication

(4) Nothing in this section shall restrict the publication of any news or comments relating 25 effet d'interdire la publication de nouvelles ou to the referendum petition or the referendum in a newspaper or other periodical or by radio or television broadcast by a broadcaster.

Returns in relation to advertisements

43. (1) Every person for whom or at whose direction an advertisment in relation to a 30 diffuser ou encore commande la publication referendum petition or referendum is published or broadcast must, within one month after the day of the publication of the Canada Gazette in which the result of the referendum is published, make a return to the returning 35 officer for the district in which the advertisement was published or broadcast, stating where every advertisement was published or broadcast and its cost.

Penalty

(2) Every person who contravenes subsec- 40 tion (1) or who makes a return that is false in any material particular commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000.

PUBLICITÉ

42. (1) Pour l'application du présent article, « période référendaire » s'entend de la période allant du lendemain de la publication dans la Gazette du Canada de l'avis de référendum tion 18(1) to the day before the day on which 5 prescrit par le paragraphe 18(1) jusqu'à la 5 veille de la tenue du référendum.

Publicité

- (2) Pendant la période référendaire, il est interdit de publier ou faire publier, de diffuser ou faire diffuser à la radio ou à la télévision, quelque annonce liée ou paraissant être liée à 10 la pétition référendaire ou favorisant l'une ou l'autre réponse à la question référendaire à moins que telle annonce ne comporte la mention du nom véritable de la personne pour advertisement contains a statement setting out 15 le compte de laquelle ou sous les ordres de 15 laquelle l'annonce ou la publicité est faite de même que l'adresse et le numéro de téléphone auxquels il est possible de communiquer avec cette personne ou organisme.
 - (3) Toute personne qui contrevient au 20 Infraction paragraphe (2) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$.

(4) Rien dans le présent article n'a pour 25 Publication de commentaires au sujet de la pétition référendaire dans un journal ou autre périodique, à la radio ou à la télévision par un

diffuseur.

ou diffusion de nouvelles

43. (1) Toute personne qui fait publier ou ou la diffusion d'une annonce relative à la pétition référendaire ou au référendum est tenue de produire, dans le délai d'un mois de 35 la publication des résultats du scrutin référendaire dans la Gazette du Canada, auprès du directeur du scrutin de la circonscription dans laquelle l'annonce est publiée ou diffusée un rapport indiquant l'endroit ou l'annonce a été 40 publiée ou diffusée et son coût.

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou produit un rapport comportant une fausseté relativement à un élément essentiel commet une infraction et est passible, sur 45 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Rapport de publication

30

Peine

Duty of returning officer

44. (1) The returning officer is responsible for requiring compliance with sections 42 and 43.

Obligation du directeur du serutan

- Report to RCMP
- (2) A returning officer who believes that any person has committed an offence under 5 qu'une personne a commis une infraction à sections 42 and 43 shall report the facts on which the belief is based to the Royal Canadian Mounted Police.

Rapport à la Gendarmerie royale

Return open for public inspection

45. (1) Every return under section 43 shall be kept by the returning officer in the returning 10 conserver les rapports produits en application officer's office, or at some other convenient place to be appointed by the Minister of Justice, for one year after it has been received by the returning officer and shall be made available for inspection by any person on 15 que sur paiement des droits exigibles pour la payment of such charge as may be made for inspection of a document under the Access to Information Act.

Rapports accessibles au public

Destruction

to Chief

Officer

(2) At the end of the period specified in subsection (1), the returning officer shall 20 paragraphe (1), le directeur du scrutin fait cause the return to be destroyed.

Destruction des rapports

Transmission

au directeur

des élections

Transmission **46.** (1) The returning officer shall, as soon as practicable after receiving a return under Electoral section 43, send a copy of the return to the Chief Electoral Officer.

46. (1) Dès qu'il peut le faire, le directeur du 20 scrutin fait parvenir au directeur général des élections une copie des rapports qu'il a recus 25 en application de l'article 43.

(2) Le directeur général des élections

reçues, les copies des rapports transmis par les

directeurs du scrutin et en permet la consulta-

pour la consultation d'un document en vertu

de Loi sur l'accès à l'information.

44. (1) Le directeur du scrutin est tenu de

(2) Tout directeur du scrutin qui estime

l'article 42 ou 43 est tenu de signaler à la 5

45. (1) Le directeur du scrutin est tenu de

de l'article 43, à son bureau ou à tout autre 10

endroit approprié autorisé par le ministre de la

Justice, pendant l'année suivant leur réception

et d'en permettre la consultation par quicon-

consultation d'un document en vertu de la Loi 15

(2) À l'expiration du délai prescrit au

Gendarmerie rovale du Canada les faits qui

fondent sa conviction.

sur l'accès à l'information,

détruire ces rapports.

veiller à l'application des articles 42 et 43.

Copy retained inspection

Destruction

(2) The Chief Electoral Officer shall retain the copy for five years from the date of receiving it and shall make it available for inspection by any person on payment of the charge for inspecting a document under the 30 tion par quiconque acquitte les droits fixés Access to Information Act.

Conservation pendant cinq conserve pendant cinq ans après les avoir25

(3) At the end of the period provided in subsection (2), the Chief Electoral Officer shall cause the copy of the return to be destroyed.

(3) À l'expiration du délai mentionné au paragraphe (2), le directeur général des élections fait détruire les copies de ces rapports.

DEMANDE D'ENQUÊTE

adaptations de circonstance aux demandes

d'enquête faites en vertu de l'article 48.

47. La Loi électorale du Canada s'applique

dans la mesure du possible et avec les 35

Destruction des copies

PETITION FOR INQUIRY

Canada Elections Act applies

47. The Canada Elections Act applies, as far as it is applicable and with the necessary modifications, to a petition for an inquiry under section 48.

La Loi électorale du Canada s'applique

electoral district are not satisfied with the conduct of the referendum in their district, they may, within twenty working days after the returning officer has made a public

teurs d'une circonscription sont insatisfaits de la manière dont le référendum a été tenu dans 40 leur circonscription, ils peuvent, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la déclaradeclaration in accordance with section 168 of 45 tion publique faite par le directeur du scrutin

Petition for **48.** (1) Where any fifty electors in an 40 48. (1) Lorsqu'au moins cinquante élecinquiry

35

Demande d'enquête the Canada Elections Act, file a petition with a judge of a superior court for an inquiry as to the conduct of the referendum or of any person connected with it

conformément à l'article 168 de la Loi électorale du Canada, présenter à un juge d'une cour supérieure une requête en vue de la tenue d'une enquête sur la manière dont le référendum a été tenu ou sur la conduite de 5 toute personne en rapport avec le référendum.

Intimé

Respondent

(2) If the petition complains of the conduct 5 of a returning officer or deputy returning officer, the person against whom the complaint is directed shall be a respondent.

(2) Si la personne visée par la requête est le directeur du scrutin ou le scrutateur, celui-ci est constitué intimé à l'égard de la requête.

Grounds stated

(3) The petition shall allege the specific and no grounds other than those stated shall be investigated, unless the court so orders and upon reasonable notice being given, which leave may be given upon such terms and conditions as the court considers just.

(3) La requête comporte les motifs précis 10 Motifs de grounds on which the complaint is founded, 10 qui fondent la demande et l'enquête se limite à ces motifs mentionnés à moins que le tribunal n'en ordonne autrement, auquel cas il est donné un avis raisonnable, l'autorisation étant accordée aux conditions qu'il estime 15 15 justes.

plainte

Nombre de

Number of votes

(4) Notwithstanding subsection (3), evidence may be given to prove that the total number of valid votes recorded for each of the two answers to the question was other than that declared.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), il est toujours permis de soumettre en preuve que le

nombre total de votes enregistrés pour chacune des deux réponses est différent de celui 20

20 mentionné dans la déclaration.

Form

(5) Subject to section 60, the petition shall be in the form prescribed by the Chief Electoral Officer and shall be filed in the court nearest to the place where the referendum was held.

(5) Sous réserve de l'article 60, la requête est soumise en la forme prescrite par le directeur général des élections et présentée au tribunal situé le plus près de l'endroit ou le 25 25 référendum a été tenu.

Intimés

Formule

Who may be respondents

49. Any six voters in the electoral district may, at any time not later than three working days before the commencement of the inquiry, file in the court in which the petition is filed a notice in writing of their intention to oppose 30 avis écrit de leur intention de contester la the petition, and shall thereupon be deemed to be the respondents of the petition.

49. Six électeurs ou plus de la même circonscription peuvent, avant le troisième jour ouvrable précédant le début de l'enquête, présenter au tribunal saisi d'une requête, un 30 requête. Ces électeurs sont dès lors constitués intimés à l'égard de la demande d'enquête.

nation of judge as to result of referendum

50. At the conclusion of the trial of a petition for an inquiry, the court

- (a) shall determine whether, by reason of 35 some irregularity that in its opinion materially affected the result of the referendum, the referendum is void: or
- (b) shall determine the total number of valid votes recorded for each of the two answers 40 to the question.

50. À la fin de l'audition sur la demande d'enquête:

- a) s'il estime que des irrégularités ont influencé le résultat du scrutin référendaire de manière importante, le tribunal annule le scrutin référendaire:
- b) le tribunal statue sur le nombre de voix 40 accordé à chacune des deux réponses possibles à la question référendaire.

Décision du juge sur le 35 résultat du scrutin référendaire New poll

51. (1) The court, on declaring a referendum void under section 50, shall notify the returning officer accordingly, and a new referendum shall be taken in the manner referendum.

51. (1) S'il annule le scrutin référendaire, en application de l'article 50, le tribunal fait connaître sa décision au directeur du scrutin. Le scrutin référendaire est alors repris en la prescribed by this Act in the case of a 5 forme prévue à la présente loi pour un 5 référendum.

Reprise du

Date

(2) The new referendum shall be taken on a day fixed by the returning officer, which day shall be not later than thirty working days after referendum is given to the returning officer.

(2) Le scrutin est repris à la date fixée par le directeur du scrutin; cette date ne peut être postérieure au trentième jour ouvrable après la the date on which notice of the voided 10 réception par le directeur du scrutin de l'avis 10 d'annulation du scrutin référendaire.

Date du scrutin

Same list of electors

(3) At a new referendum, the same roll of electors shall be used as was used at the voided referendum.

(3) La liste des électeurs qui a été utilisée pour le scrutin référendaire annulé sert lors de la reprise du scrutin.

Réutilisation de la liste des électeurs

OFFENCES

52. (1) Every person commits an offence 15 and shall be liable on summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 who, at a referendum.

(a) in any way interferes with any voter, either in the polling station or while the 20 voter is on the way to the polling station, with the intention of influencing the voter or advising the voter as to the vote;

- (b) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the 25 poll, in view of or in hearing of a polling station, participates in any demonstration or procession having direct or indirect reference to the referendum, by any means whatsoever:
- (c) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, makes any statement having direct or indirect reference to the referendum, by means of any loudspeaker or public address 35 apparatus or radio or television apparatus other than a publication by radio or television broadcast made by a broadcaster
 - (i) an advertisement placed by the Chief Electoral Officer or a returning officer,
 - (ii) a non-partisan advertisement broadcast, as a community service, by a broadcaster, or
 - (iii) news in relation to the referendum:

INFRACTIONS

52. (1) Est coupable d'une infraction et 15 Entraver les passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 5 000 \$, quiconque, à l'occasion d'un référendum:

électeurs et chercher à les influencer

- a) entrave un votant au bureau de scrutin ou 20 pendant qu'il s'y rend dans le but de l'influencer ou de lui indiquer la manière dont il devrait voter:
- b) par quelque moyen, le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, participe à 25 quelque démonstration ou parade ayant un rapport direct ou indirect avec le référendum:
- c) par quelque moyen, le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, fait quelque 30 déclaration avant un rapport direct ou indirect avec le référendum soit en se servant de haut-parleurs ou d'un mégaphone, soit à la radio ou à la télévision autrement qu'en une publication diffusée 35 par un diffuseur:
 - (i) d'une annonce à la demande du directeur général des élections ou d'un directeur du scrutin.
 - (ii) d'une annonce non partisane diffusée 40 à titre de service public par un diffuseur,
 - (iii) de nouvelles concernant le référen-
- d) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, procède à un sondage d'opinion au 45

Interfering with or influencing voters

- (d) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, conducts in relation to the referendum a public opinion poll of persons voting before the day on which the referendum is 5 held:
- (e) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, conducts a public opinion poll in relation to the referendum;
- (f) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, or at any time on any of the three days immediately preceding that day, prints or distributes or delivers to any person any-15 thing being or purporting to be an imitation of the voting paper to be used at the poll, together with any direction or indication as to the answer for which any voter should or should not vote, or in any way containing 20 any such direction or indication, or having on it any matter likely to influence any vote;
- (g) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, exhibits in or in view of any public 25 place, or publishes, distributes or broadcasts
 - (i) any statement advising or intended or likely to influence a voter as to the answer for which the voter should or 30 should not vote;
 - (ii) any statement advising or intended or likely to influence any voter to abstain from voting, or
 - (iii) any statement, name, emblem, slo-35 gan or logo identified with any answer to which the referendum relates or with any proponent of any such answer, other than
 - (A) a statement, name, emblem, slogan or logo in a newspaper published 40 before 6 p.m. on the day before the day on which the referendum is held.
 - (B) a statement, name, emblem, slogan or logo that does not relate specifically to the referendum and that is so 45 exhibited before the day on which the referendum is held in a fixed position

- sujet du référendum auprès des personnes qui ont voté avant le jour du scrutin;
- *e*) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, procède à un sondage d'opinion au sujet du référendum;
- f) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, ou dans les trois jours précédant le jour du scrutin, imprime, distribue ou fait distribuer à quiconque une imitation du bulletin de vote devant servir lors du scrutin 10 comportant une indication ou recommandation de la manière dont les électeurs devraient voter ou ne pas voter ou, de quelque façon, comporte une telle indication ou recommandation ou autre élément 15 susceptible d'influencer le vote;
- g) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, montre dans un lieu public ou près de celui-ci, publie, distribue ou diffuse :
 - (i) une déclaration indiquant au votant en 20 faveur de quelle réponse il devrait voter, une déclaration qui vise à influencer le votant sur la réponse pour laquelle il devrait voter ou qui a vraisemblablement cet effet;
 - (ii) une déclaration conseillant au votant de s'abstenir de voter, visant à conseiller au votant de s'abstenir de voter ou ayant vraisemblablement cet effet;
 - (iii) une déclaration, un nom, un emblè-30 me, un slogan ou un logo relié à l'une ou l'autre des réponses à la question référendaire ou à un tenant de telle réponse, à l'exception:
 - (A) d'une déclaration, d'un nom, d'un 35 emblème, d'un slogan ou d'un logo apparaissant dans un journal publié avant dix-huit heures la veille du référendum.
 - (B) d'une déclaration, d'un nom, d'un 40 emblème, d'un slogan ou d'un logo qui n'a pas de rapport précis avec le référendum et qui apparaît avant le jour du scrutin dans un endroit fixe et associé à la permanence nationale ou 45 régionale, ou à celle de la campagne référendaire, autre que des installa-

and in relation to the national or regional or campaign headquarters, other than a mobile headquarters, of a proponent of any answer to a question to which the referendum relates, and is 5 left exhibited on the day on which the referendum is held, or

- (C) the publication of the name of any proponent of any answer to a question to which the referendum relates in any 10 news that relates to the referendum and that is published in a newspaper or other periodical or in a radio or television broadcast made by a broadcaster:
- (h) at any time on the day on which the referendum is held, before the close of the poll, exhibits in or in view of any public place or distributes any ribbons, streamers, rosettes or items of a similar nature in 20 colours that are identified with any answer to a question to which the referendum relates or with any proponent of any such answer, other than
 - (i) ribbons, streamers, rosettes or items of 25 a similar nature worn or displayed by any person, other than an election official, on the person or on any vehicle in colours that are identified with any answer to a question to which the referendum relates 30 or with any proponent of any such answer, or
 - (ii) a lapel badge worn by any person other than an election official;
- (i) exhibits or leaves in any polling booth 35 any card or paper having on it any direction or indication as to how any person should vote or as to the method of voting; or
- (j) subject to any regulations made under this Act, at any time on the day on which the 40 referendum is held before the close of the poll, within, or at the entrance to, or in the vicinity of, any polling place,
 - (i) gives or offers to give any person any written or oral information as to any 45 name or number on the official list of electors or any supplementary list being used at the election; or

- tions mobiles, d'un partisan de l'une des réponses à la question référendaire, qui reste affiché le jour du scrutin,
- (C) la publication du nom d'un partisan de l'une ou l'autre réponse à la 5 question référendaire dans des nouvelles relatives au référendum publiées dans un journal ou autre périodique, à la radio, à la télévision, par un diffuseur:
- h) le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, met en montre dans un endroit public ou distribue des rubans, fanions, rosettes ou autres objets de même nature portés par une personne qui n'est pas un 15 agent d'élection, autre :
 - (i) que des rubans, des fanions, des rosettes ou d'autres articles de même nature, portés par une personne qui n'est pas un agent d'élection, sur la personne 20 ou sur un véhicule, aux couleurs associées à l'une ou l'autre des réponses à la question référendaire ou l'un ou l'autre des partisans de cette réponse,
 - (ii) qu'un insigne de boutonnière porté25 par une personne qui n'est pas un agent d'élection:
- i) montre ou laisse dans un isoloir un carton ou papier comportant une indication ou directive sur la manière dont les votants 30 devraient voter ou sur le processus du vote;
- *j*) sous réserve des règlements pris en vertu de la présente loi, le jour du scrutin, avant la fermeture des bureaux, soit dans un bureau, à l'entrée de celui-ci ou près de 35 celui-ci :
 - (i) donne ou offre de donner à quiconque des renseignements écrits ou oraux à l'égard d'un nom ou d'un nombre paraissant à une liste officielle ou une liste 40 officielle supplémentaire d'électeurs utilisée lors du scrutin,
 - (ii) permet à quiconque ou offre de lui permettre d'examiner une copie de la liste officielle des électeurs ou d'une liste 45 supplémentaire d'électeurs utilisée pour le scrutin.

Movens de

défense

(ii) permits or offers to permit any person to examine any copy of the official list of electors or any supplementary list being used at the election.

Defence

- (2) It is a defence to a prosecution for an 5 offence against paragraph (1)(g) that relates to the exhibition in or in view of a public place of a statement, name, emblem, slogan or logo if the defendant proves that
 - (a) the exhibition was inadvertent; and
 - (b) the defendant caused the exhibition to cease as soon as the defendant was notified by a returning officer or deputy returning officer that the exhibition was taking place.

Exception

(3) Nothing in this section applies to any 15 official statement or announcement made or exhibited under the authority of this Act or the Canada Elections Act.

Removal of names emblems, etc

- 53. (1) The returning officer may, at any held, before the close of the poll, cause to be removed, covered or obliterated
 - (a) any statement advising or intended or likely to influence any elector as to the answer for which the elector should or 25 should not vote:
 - (b) any statement advising or intended or likely to influence any elector to abstain from voting; or
 - (c) any name, emblem, slogan, or logo 30 identified with any answer to the question to which the referendum relates or any proponent of any such answer exhibited in or in view of any public place.

Exception

(2) Paragraph (1)(c) does not apply to 35 ribbons, streamers, rosettes or items of a similar nature that are worn or displayed by any person, on the person or on a vehicle, in colours that are identified with any answer to the question to which the referendum relates 40 référendaire ou aux partisans d'une telle or with a proponent of any such answer, or to a lapel badge worn by any person.

Exception

(3) Nothing in subsection (1) applies to a statement, name, emblem, slogan or logo that does not relate specifically to the referendum, 45 emblème, un slogan ou un logo qui n'a pas de is in a fixed position and is in relation to the

(2) Constitue un moyen de défense à une poursuite relative à une infraction relative à l'alinéa (1)g), relativement à l'exposition dans un lieu public ou à proximité d'un lieu public d'une déclaration, d'un nom, d'un 5 10 emblème, d'un slogan ou d'un logo, si le défendeur établit :

a) que l'exposition a été involontaire;

- b) qu'il a fait cesser l'exposition dès que le directeur du scrutin ou un scrutateur lui ait 10 signalé l'existence de cette exposition.
- (3) Nulle disposition du présent article ne s'applique à une déclaration ou annonce officielle faite ou exposée en vertu de la présente loi ou de la Loi électorale du Canada, 15

Exception

53. (1) Le jour du scrutin, avant la fermeture time on the day on which the referendum is 20 des bureaux, le directeur du scrutin peut faire enlever, recouvrir ou oblitérer :

Enlèvement des noms emblèmes.

- a) toute déclaration conseillant aux votants comment voter ou ne pas voter ou visant à 20 les influencer quant à la façon de voter ou de ne pas voter ou étant susceptible d'avoir cet effet:
- b) toute déclaration conseillant aux votants de s'abstenir de voter, visant à le leur 25 conseiller ou susceptible d'avoir cet effet;
- c) tout nom, emblème, slogan ou logo lié à l'une des réponses à la question référendaire ou à l'un des partisans de telle réponse et affiché dans un lieu public ou visible d'un 30 tel lieu.
- (2) L'alinéa (1)c) ne s'applique pas aux rubans, fanions, rosettes ou autres articles de même nature, portés par une personne ou posés sur un véhicule, aux couleurs associées 35 à l'une ou l'autre des réponses à la question réponse non plus à la badge qu'une personne peut porter.
- (3) Nulle disposition du paragraphe (1) ne 40 Exception s'applique à une déclaration, un nom, un lien précis avec le référendum, placé dans un

Exception

national or regional or campaign headquarters, other than a mobile headquarters, of a proponent of any answer to the question to which the referendum relates.

endroit fixe et associé à la permanence nationale ou régionale ou à celle de la campagne référendaire, autre que des installations mobiles, de l'un des partisans de l'une ou l'autre réponse à la question référendaire.

Expense

(4) Any expense incurred by the returning 5 officer in carrying out the power conferred by subsection (1) may be recovered by the returning officer from the persons by whom or by whose direction the statement, name, emblem, slogan or logo was exhibited as a 10 constituent une créance de Sa Majesté dont debt due by them jointly and severally to the Crown.

(4) Le directeur du scrutin peut recouvrer tous les frais faits pour l'application du paragraphe (1) des personnes à l'initiative desquelles les noms, les emblèmes, les slogans, ou les logos ont été apposés. Ces frais 10 ces personnes sont débitrices solidaires.

Dépenses

Offences

- **54.** Every person commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$2,000, who, at a referendum,
 - (a) except in accordance with any regulations made under the Canada Elections Act or this Act in relation to special voters, possesses any voting paper other than the one received from the returning officer or 20 deputy returning officer for the purpose of recording a vote; or
 - (b) does or omits to do an act, other than an act to which section 52 of this Act applies. that if done or omitted to be done at an 25 electoral poll would be an offence under the Canada Elections Act.

54. Commet une infraction qui la rend Infractions passible, sur déclaration de culpabilité par 15 procédure sommaire, d'une amende maxima-15

le de 2 000 \$ la personne qui, à l'occasion d'un référendum:

a) à moins que ce ne soit conformément à des règlements pris en vertu de la Loi électorale du Canada, ou de la présente loi, 20 relativement aux électeurs spéciaux, a en sa possession, un bulletin de vote autre que celui qu'elle a recu du directeur du scrutin ou d'un scrutateur pour voter:

b) accomplit ou omet d'accomplir un acte 25 autre qu'un acte visé à l'article 52 de la présente loi dont l'accomplissement ou l'omission constituerait une infraction à la Loi électorale du Canada, s'il était accompli ou omis dans un bureau de scrutin.

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Two or more referenda

- 55. Two or more referenda may be held under this Act on the same day.
- **56.** If, by an Act of Parliament, provision is 30 made for the use of electronic balloting in elections, such methods shall apply also to balloting in a referendum under this Act.

DISPOSITIONS DIVERSES

55. Il peut y avoir plus d'un référendum en vertu de la présente loi le même jour.

Plus d'un référendum

Electronic voting

56. S'il est pourvu par une loi fédérale à la possibilité de tenir le scrutin par des moyens électroniques à l'occasion d'une élection, ces 35 mêmes moyens peuvent servir pour la tenue du scrutin d'un référendum en vertu de la présente loi.

électronique

Vote

Separate ballot papers

57. (1) For a referendum held concurrently a separate ballot shall be provided for the election and the referendum questions.

57. (1) Si un référendum a lieu en même with general federal elections or by-elections, 35 temps qu'une élection fédérale générale ou 40 partielle, des bulletins de vote distincts servent au scrutin de l'élection et à celui du référendum.

Bulletins de vote distincts Several questions

(2) If there is more than one question on the ballot, questions placed on the ballot by petition shall be first, with the questions that received the larger numbers of signatures in the petitioning process being placed above 5 sant du nombre de signatures recueillies dans 5 those that received lesser numbers of signatures:

Ouestions multiples

Form

(3) Every ballot shall be in prescribed form and shall have a counterfoil and a stub, with a line of perforations between the ballot paper 10 souche, avec une ligne perforée séparant le and the counterfoil and between the counterfoil and the stub, provided that when a person votes electronically in accordance with procedures established by an Act of Parliament, no ballot shall be required. 15 il n'y a pas de bulletin de vote.

Format du bulletin

appropriation

58. No expense incidental to the holding of a referendum under this Act shall be paid out of public funds unless Parliament has appropriated money to the purpose.

58. Le paiement sur des fonds publics des 15 Affectation de crédits dépenses entraînées par la tenue d'un référendum en application de la présente loi est subordonné à l'autorisation par le Parlement des crédits nécessaires à cette fin.

(2) Si le bulletin de vote comporte plus

d'une question, les questions découlant de pétitions référendaires apparaissent en pre-

mier au bulletin de vote, selon l'ordre décrois-

(3) Les bulletins de vote sont établis en la

bulletin de vote et le talon et le talon et la 10 souche. Toutefois, si le votant vote en vertu de

forme prescrite et comportent un talon et une

movens électroniques conformément aux dis-

positions établies en vertu d'une loi fédérale,

les pétitions référendaires.

Schedules and

59. Subject to the provisions of this Act and 20 to any regulations made under this Act, the Chief Electoral Officer may prescribe the form of any document required for the administration or taking of a referendum.

59. Sous réserve des dispositions de la 20 Formules et

Regulations

- **60.** The Governor in Council may make 25 regulations
 - (a) applying, with or without modifications, for the purpose of this Act, provisions of any regulation made under the Canada Elec-30 tions Act:
 - (b) prescribing forms in relation to the holding of a referendum;
 - (c) prescribing the time at which, and the manner in which, special voters may vote at a referendum, whether or not at a polling 35 place, and whether within or outside Canada:
 - (d) prescribing conditions upon or subject to which special voters may vote at a referendum: 40
 - (e) prescribing, for the purposes of a referendum, different methods of voting for different classes of special voters; and
 - (f) providing for any matter necessary for giving full effect to the provisions of this 45 Act and its administration.

établir par règlement la forme de tout document requis pour l'administration et la tenue de référendums. 25

présente loi et des règlement pris sous son

empire, le directeur général des élections peut

Règlements

- **60.** Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :
 - a) pour appliquer avec ou sans adaptation, aux fins de la présente loi, des règlements pris en vertu de la Loi électorale du 30 Canada;
 - b) pour établir les formules à utiliser pour la tenue d'un référendum;
 - c) pour déterminer quand, où et comment les électeurs spéciaux peuvent voter à un 35 référendum soit à un bureau de scrutin ou ailleurs, soit au Canada, soit à l'étranger;
 - d) pour déterminer les conditions en vertu desquelles les électeurs spéciaux peuvent voter à un référendum:
 - e) pour déterminer, lors d'un référendum, différentes méthodes de voter pour différentes classes d'électeurs spéciaux;
 - f) pour pourvoir à tout ce qui est nécessaire à la pleine application de la présente loi.

Right to petition House of Commons unaffected **61.** Nothing in this Act affects the right of any person to petition either House of Parliament, or the jurisdiction of any committee or other body established by either House to deal with petitions to the House.

61. Rien dans la présente loi n'a pour effet de porter atteinte soit au droit de qui que ce soit de présenter des pétitions à l'une ou l'autre chambre du Parlement, soit à la compétence 5 des comités ou autres organismes établis par 5 l'une ou l'autre chambre d'examiner les pétitions qui lui sont présentées.

Maintien du droit de présenter des pétitions à la Chambre des communes

Amendments to this Act

62. This Act may be amended only by submitting the amendment to the voters as proposed legislation pursuant to the provisions of this Act.

62. La présente loi n'est susceptible de modification qu'en proposant ces modifications aux électeurs conformément aux dispo-10 sitions de celle-ci.

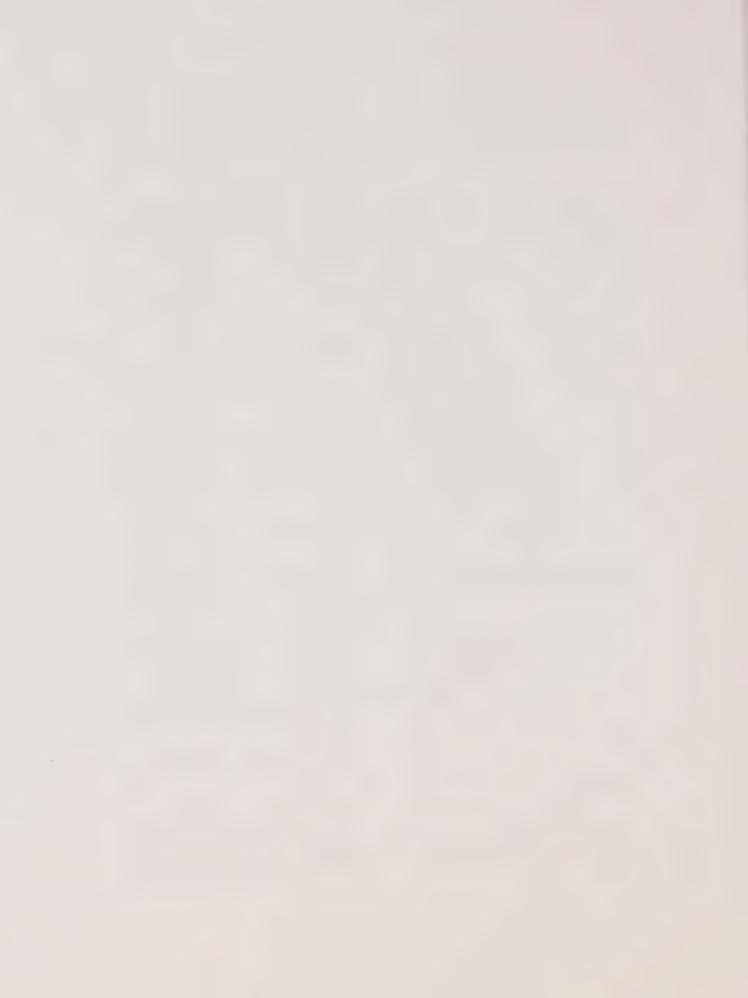
Modification de la présente loi

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 089







Government Publications

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act to amend the Canada Elections Act (appointment of election officers)

Loi modifiant la Loi officiers d'élect

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (nomination des officiers d'élection)

First reading, October 28, 1999

Première lecture le 28 octobre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

The purpose of this enactment is to remove political influence in appointing returning officers, assistant returning officers, deputy returning officers and poll clerks. It provides for appointments to be made by the Chief Electoral Officer. The returning officer will be consulted before appointments of other officers are made. This will facilitate greater consistency and continuance in office and the development of experience.

It also adds to the list of exclusions from being appointed as election officers those persons who have been recent candidates in federal or provincial elections, party officers, members of constituency associations, members of the staff of parliamentarians or are currently publicly active in partisan politics in the community.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'écarter l'influence politique dans la nomination des directeurs du scrutin, des directeurs adjoints du scrutin, des greffiers du scrutin et des scrutateurs. Le texte édicte que ces nominations sont faites par le directeur général des élections. Le directeur du scrutin sera consulté relativement à la nomination des autres officiers d'élection. Cette mesure favorisera l'uniformité et le maintien en fonction de même que l'acquisition d'expérience.

Le texte étend également la liste de ceux qui ne peuvent être nommés officiers d'élections parce qu'ils ont été, dans un passé récent, soit candidats à une élection fédérale ou provinciale, agents de partis, membres d'associations de circonscription, membres du personnel de parlementaires ou présentement actifs dans la politique partisane dans leur collectivité.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act to amend the Canada Elections Act (appointment of election officers)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (nomination des officiers d'élection)

R.S., c. E-2: R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 27 (2nd Suppl.): 1989. c. 28; 1990. cc. 16. 17; 1991, cc 11, 47; 1992. cc. 1, 21, 51; 1993, cc. 19. 28; 1994. c. 26; 1995, c. 5; 1996. cc. 26. 35: 1998. cc. 15, 18, 30; 1999, c. 3

Existing

appointments

of returning

officers void

Appointment

Appointment

of assistant

returning

officers

of returning

officers

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. E-2: L.R., ch. 27 (1er suppl.). ch. 27 (2 suppl.); 1989. ch. 28; 1990. ch. 16, 17; 1991, ch. 11. 47; 1992, ch. 1, 21, 51; 1993, ch. 19, 28; 1994, ch. 26; 1995, ch. 5; 1996, ch. 26, 35; 1998. ch. 15, 18, 30; 1999, ch.

1. Subsection 14(1) of the Canada Elections Act is replaced by the following:

14. (1) The appointment of every returning officer in office on the day before this subsection comes into force is void.

(1.1) The Chief Electoral Officer shall appoint a returning officer for every electoral 10 l'article 302, le directeur général des élections 10 du scrutin district, subject to section 302.

2. The portion of subsection 15(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

15. (1) The Chief Electoral Officer shall 15 appoint in writing an assistant returning officer for every electoral district, within sixty days after a returning officer has been appointed for that district, after consultation with the returning officer and subject to 20 consultation de ce dernier et conformément section 302, who shall be a person

1. Le paragraphe 14(1) de la Loi électora-5 le du Canada est remplacé par ce qui suit :

14. (1) La nomination des directeurs du scrutin en poste la veille de la date de l'entrée en vigueur du présent article est révoquée.

Révocation nomination des directeurs du scrutin

(1.1) Sous réserve des dispositions de nomme un directeur du scrutin pour chaque circonscription.

Nomination des directeurs

2. Le passage du paragraphe 15(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

15. (1) Le directeur général des élections nomme, par écrit, au poste de directeur adjoint du scrutin pour chaque circonscription, dans les soixante jours de la nomination du directeur du scrutin pour la circonscription, après 20 aux dispositions de l'article 302, une personne:

Nomination des directeurs adjoints du scrutin

362092

3. The portion of subsection 14(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Removal from office

(3) The Chief Electoral Officer may remove from office, for cause, any returning officer who

3. Le passage du paragraphe 14(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur général des élections peut 5 destituer, pour motif valable, le directeur du 5 scrutin qui:

Renvoi

4. Subsection 14(4) of the Act is replaced by the following:

List in Canada Gazette

(4) The Chief Electoral Officer shall pub-1 and January 20 of each year, a list of the names, addresses and occupations of the returning officers for every electoral district in Canada.

4. Le paragraphe 14(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le directeur général des élections publie lish in the Canada Gazette, between January 10 dans la Gazette du Canada, entre le 1er et le 2010 Ganada janvier de chaque année, une liste des noms, adresses et occupations des directeurs du scrutin pour chaque circonscription du Canada.

Liste dans la Gazette du

5. Section 16 of the Act is replaced by the 15 following:

Appointment of substitute

16. (1) Where an assistant returning officer dies, resigns, becomes disqualified or incapable of acting or refuses to act or is removed from office for any other reason, the Chief 20 Electoral Officer shall at once appoint a substitute who, on appointment shall take the oath as required by subsection 15(2).

5. L'article 16 de la même loi est remplacé 15 par ce qui suit :

16. (1) Si le directeur adjoint du scrutin décède, démissionne, devient inhabile ou incapable d'agir, refuse d'agir ou est destitué de sa charge pour tout autre motif. le directeur 20 général des élections nomme sans délai un remplaçant qui, dès sa nomination, prête serment en conformité avec le paragraphe 15(2).

Nomination remplacant

Resignation

(2) An assistant returning officer who intends to resign shall give written notice of 25 l'intention de démissionner doit aviser le the resignation to the Chief Electoral Officer and the returning officer for the electoral district.

(2) Le directeur adjoint du scrutin qui a25 Démission directeur général des élections et le directeur du scrutin de la circonscription de sa démis-

6. Subsection 17(5) of the Act is repealed.

6. Le paragraphe 17(5) de la même loi est 30 abrogé.

7. Subsections 18(1) and (2) of the Act are 30 replaced by the following:

7. Les paragraphes 18(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Designation of areas

18. (1) On request by a returning officer of any electoral district, the Chief Electoral Officer may designate areas in that electoral district. 35

18. (1) À la demande du directeur du scrutin, le directeur général des élections peut 35 désigner des zones dans cette circonscription.

Désignation des zones

Additional assistant

(2) The Chief Electoral Officer shall appoint an assistant returning officer for each area designated under subsection (1), in accordance with subsection 15(1).

(2) Le directeur général des élections nomme, conformément au paragraphe 15(1), un directeur adjoint du scrutin pour chaque zone désignée en vertu du paragraphe (1).

Autres directeurs adjoints du scrutin

8. Subsection 95(1) of the Act is replaced by the following:

Deputy returning officers

95. (1) As soon as convenient after the issue of the writ, the Chief Electoral Officer shall. in the prescribed form, appoint one deputy returning officer for each polling station in the electoral district, in accordance with section 302.

9. Subsection 96(1) of the Act is replaced by the following:

Replacing deputies

96. (1) The Chief Electoral Officer may relieve any deputy returning officer of his duties and appoint another person to perform those duties, in accordance with section 302.

10. Subsection 97(1) of the Act is replaced 15 by the following:

Poll clerks

97. (1) As soon as convenient after the issue of the writ, the Chief Electoral Officer shall. in the prescribed form, appoint one poll clerk district, in accordance with section 302.

11. Sections 97.1 to 97.3 of the Act are repealed.

12. Subsections 98(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

substitutes

(2) Where, during the 48 hours preceding the opening of the poll, a deputy returning officer or poll clerk dies or refuses or becomes unable to act, the returning officer shall appoint, in the prescribed form, another 30 person to fulfil the duties, subject to the conditions for appointment of election officers provided in section 302, and shall promptly advise the Chief Electoral Officer of the appointment and the reasons therefor.

(3) If no appointment of a substitute deputy returning officer is made under subsection (1), the poll clerk shall act as deputy returning officer without taking another oath of office and appoint in writing a person to act as poll 40 clerk, so far as is possible, subject to the conditions for appointment of election officers provided in section 302, who shall take the oath of office.

8. Le paragraphe 95(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

95. (1) Dès que possible après la délivrance du bref, le directeur général des élections 5 nomme, selon la formule prescrite et confor- 5 mément à l'article 302, un scrutateur pour chacun des bureaux de scrutin de la circonscription.

9. Le paragraphe 96(1) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit : 10

96. (1) Le directeur général des élections peut démettre de ses fonctions un scrutateur et en nommer un autre à cette charge conformément à l'article 302.

Remplacescrutateurs

Scrutateurs

10. Le paragraphe 97(1) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

97. (1) Aussitôt que possible après la délivrance du bref, le directeur général des élections nomme, selon la formule prescrite et for each polling station in the electoral 20 conformément à l'article 302, un greffier du 20 scrutin pour chacun des bureaux de scrutin de la circonscription.

Greffiers du scrutin

11. Les articles 97.1 à 97.3 de la même loi sont abrogés.

12. Les paragraphes 98(2) et (3) de la 25 25 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Si un greffier du scrutin ou un scrutateur décède, refuse ou devient incapable d'agir au cours des 48 heures précédant l'ouverture du bureau de scrutin, le directeur du scrutin 30 nomme, selon la formule prescrite, une autre personne pour remplir la charge, conformément aux conditions fixées pour la nomination des officiers d'élections en vertu de l'article 302 et il avise promptement le directeur 35 35 général des élections de cette nomination et des motifs de celle-ci.

Remplacedernière

(3) Si personne n'a été nommée à titre de directeur adjoint du scrutin conformément au paragraphe (1), le scrutateur remplit cette 40 charge sans devoir prêter un nouveau serment professionnel. Il nomme par écrit une personne pour agir à titre de scrutateur en respectant, dans la mesure du possible, les conditions fixées pour la nomination des officiers d'élec-45 tion en vertu de l'article 302. La personne ainsi nommée prête le serment professionnel.

Scrutateur agissant directeur adjoint du scrutin

Poll clerk as deputy returning officer if no substitute

13. Subsection 302(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

- (c.1) persons who have been candidates in an election or by-election under this Act for 5 the then current or the preceding House of Commons;
- (c.2) persons who have been candidates in an election or by-election under an Act of the legislature of a province for the then 10 current or the preceding legislative assembly;
- (c.3) persons who hold or who have held a position in a political party or who are or who have been members of a constituency 15 association at any time during the preceding eight years;
- (c.4) persons who are known to the person making the appointment to be recognized in the community as being publicly active in 20 support of a political party or candidate;
- (c.5) persons who are the father, mother, spouse, natural or adopted child, step-child, brother, sister, half brother, half sister, grandparent or grandchild of a candidate;
- (c.6) persons who have, during the period of the then existing Parliament or the Parliament that preceded it, served as employees in or as independent contractors to the parliamentary or constituency office of a 30 member of the House of Commons or the office of a Senator;

13. Le paragraphe 302(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

- c.1) les personnes qui ont été candidates à une élection générale ou partielle confor- 5 mément à la présente loi pour un siège à la Chambre des communes pour la législature en cours ou la législature précédente;
- c.2) les personnes qui ont été candidates à une élection générale ou partielle en vertu 10 d'une loi de l'assemblée législative d'une province pour la législature en cours de cette province ou la législature précédente;
- c.3) les personnes qui détiennent ou ont déjà détenu un poste dans un parti politique ou 15 qui sont membres d'une association de circonscription ou l'ont été au cours des huit années précédentes;
- c.4) les personnes qui, à la connaissance de la personne procédant à la nomination, sont 20 connues dans leur milieu comme notoirement actives en faveur d'un parti politique ou d'un candidat;
- c.5) le père, la mère, le conjoint, les enfants naturels ou adoptifs, les beaux-fils et belles-25 filles, les frères, les soeurs, les demi-frères, les demi-soeurs, les grands-parents et les petits-enfants d'un candidat;
- c.6) les personnes qui, au cours de la législature en cours ou de la législature 30 précédente, ont été employées ou entrepreneurs indépendants du bureau de circonscription ou du bureau parlementaire d'un député fédéral ou du bureau d'un sénateur;



C-279

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-279

PROJET DE LOI C-279

An Act to amend the Canada Elections Act (election expenses)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (dépenses d'élection)

First reading, October 28, 1999

Première lecture le 28 octobre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

The purpose of this enactment is to eliminate any reimbursement of election expenses incurred by candidates and political parties.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'abolir le remboursement, par l'État, des dépenses d'élection engagées par les candidats et les partis politiques.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

2^e session, 36^e législature,

BILL C-279

PROJET DE LOI C-279

An Act to amend the Canada Elections Act (election expenses)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (dépenses d'élection)

R.S., c. E-2; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 27 (2nd Suppl.); 1989, c. 28; 1990. cc. 16. 17; 1991, cc 11, 47; 1992. ec. 1, 21, 51; 1993. cc. 19. 28; 1994. c. 26; 1995, c. 5; 1996, cc. 26. 35: 1998. cc 15, 18, 30; 1999. c. 3

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. E-2: L.R., ch. 27 (1er suppl.), ch. 27 (2° suppl.); 1989 ch. 28: 1990. ch. 16, 17; 1991, ch. 11. 47; 1992, ch. 1, 21, 51; 1993, ch. 19. 28: 1994. ch. 26: 1995, ch. 5; 1996, ch. 26, 35; 1998. ch. 15, 18, 30: 1999, ch.

« candidat»

- 1. The definition "candidate" in section the following:
- "candidate" means any person who is officially nominated as a candidate at an election or whose official agent has not complied with all the requirements of sections 10 228 to 240 in respect of that election;

2. Subsection 230(2) is amended by adding the word "and" at the end of subparagraph (i), striking out the word "and" at the end of subparagraph (ii) and repealing 15 subparagraph (iii).

- 3. (1) Section 232 of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (a) and by repealing para-20 graph (b).
- (2) Section 232 of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (e) and repealing paragraph (f).

- 1. La définition de « candidat », à l'arti-2 of the Canada Elections Act is replaced by 5 cle 2 de la Loi électorale du Canada, est 5 remplacée par ce qui suit :
 - « candidat »Tout individu officiellement présenté comme candidat à une élection qui ne s'est pas conformé, ou dont l'agent officiel ne s'est pas conformé, relativement à cette 10 élection, aux exigences des articles 228 à
 - 2. Le paragraphe 230(2) de la même loi est modifié par l'abrogation du sous-alinéa 15
 - 3. (1) L'article 232 de la même loi est modifié par l'abrogation de l'alinéa b).
 - (2) L'article 232 de la même loi est modifié par l'abrogation de l'alinéa f).

"candidate" « candidat »

- (3) The portion of section 232 of the Act after paragraph (i) is replaced by the following:
 - within two months after the filing by the official agent of the return respecting 5 election expenses in respect of the candidate.
 - 4. The heading before section 241 and sections 241 to 247 of the Act are repealed.
 - 5. Section 322 of the Act is repealed.

- (3) L'article 232 de la même loi est modifié par substitution, au passage qui suit l'alinéa *i*) de ce qui suit :
- dans les deux mois qui suivent le dépôt, par l'agent officiel, du rapport concernant les 5 dépenses d'élection relatives au candidat.
- 4. L'intertitre qui précède l'article 241 et les articles 241 à 247 de la même loi sont abrogés.
- 10 5. L'article 322 de la même loi est abrogé. 10



C-280

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-280

PROJET DE LOI C-280

An Act to amend the Copyright Act	Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur	
First reading, October 28, 1999	Première lecture le 28 octobre 1999	

Mr. Mahoney

M. MAHONEY

The purpose of this enactment is to amend the *Copyright Act* to allow educators in Canada to photocopy works for classroom purposes free of charge.

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est de modifier la *Loi sur le droit d'auteur* est d'autoriser les éducateurs au Canada à photocopier, sans payer de droits, des oeuvres pour usage dans les classes.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-280

PROJET DE LOI C-280

An Act to amend the Copyright Act

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur

R.S., c. C-42: R.S., c. 10 (1st Supp.), ec. 1. 41 (3rd Supp.), c. 10 (4th Supp.); 1988. c. 65: 1990, c. 37: 1992. c. 1: 1993, cc. 15. 23, 44; 1994, c. 47: 1995. c 1: 1997. cc. 24, 36

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-42; L.R. ch. 10 (1er suppl.), ch. 1. suppl.). ch. 10 (4c suppl.); 1988. ch. 65; 1990. ch. 37: 1992. ch. 1: 1993. ch. 15, 23, 44: 1994, ch. 47; 1995, ch. 1; 1997, ch. 24, 36

1. The definition "commercially availreplaced by the following:

"commercially available" means, in relation to a work or other subject-matter, available on the Canadian market within a reasonable time and for a reasonable price and may 10 be located with reasonable effort:

2. Subsections 29.4(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Reproduction examinations. etc

"commer-

« accessible

sur le

marché »

cially available

(2) It is not an infringement of copyright for an educational institution or a person acting 15 droit d'auteur la reproduction, l'exécution en under its authority to reproduce, perform in public or communicate to the public by telecommunication a work or other subjectmatter for any purpose related to the giving of an assignment, test or examination on the 20 premises of an educational institution, including, but not limited to, setting the questions and communicating the questions and answers to the persons completing the assignanswering the questions by those persons.

1. La définition de « accessible sur le able" in section 2 of the Copyright Act is 5 marché », à l'article 2 de la Loi sur le droit 5 d'auteur, est remplacée par ce qui suit :

« accessible sur le marché » S'entend, en ce qui concerne une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur, d'une oeuvre ou d'un objet qu'il est possible de se procurer, au Canada, à 10 un prix et dans un délai raisonnables, et de trouver moyennant des efforts raisonnables.

« accessible sur le marché » available"

2. Les paragraphes 29.4(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Ne constituent pas des violations du 15 Question public ou la communication au public par télécommunication d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur faites par un établissement d'enseignement ou une person-20 ne agissant sous l'autorité de celui-ci en vue d'un exercice scolaire, d'un examen ou d'un contrôle donné dans les locaux de l'établissement, notamment l'énoncé de questions, la communication des questions ou réponses aux 25 ment or taking the test or examination and 25 personnes qui font l'exercice ou passent l'examen ou le contrôle et la communication des réponses par ces personnes.

Where work commercially available

(3) Except in the case of manual reproduction, the exemption from copyright infringement provided by paragraph (1)(b) and subsection (2) does not apply if the work or other medium and of a quality that is appropriate for the purpose referred to in that paragraph or subsection, as the case may be.

(3) Sauf dans le cas de reproduction manuscrite, les exceptions prévues à l'alinéa (1)b) et au paragraphe (2) ne s'appliquent pas si l'oeuvre ou l'autre obiet du droit d'auteur subject-matter is commercially available in a 5 sont accessibles sur le marché et sont sur un 5 support et d'une qualité appropriés, aux fins visées par ces dispositions.

Accessibilité sur le marché

3. Subsections 30.2(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

Copies of articles for research, etc

(2) It is not an infringement of copyright for a library, archive or museum or a person acting under the authority of a library, archive or museum to make, by reprographic reproduction, for any person requesting to use the copy 15 sous l'autorité de ceux-ci, d'une oeuvre qui a for research or private study, a copy of a work that is, or that is contained in, an article published in a newspaper, review, magazine or other periodical.

3. Les paragraphes 30.2(2) à (6) de la 10 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Ne constitue pas une violation du droit 10 Articles de périodique d'auteur la reproduction par reprographie, réalisée par une bibliothèque, un musée ou un service d'archives ou une personne agissant la forme d'un article de journal, de revue, de 15 magazine ou d'un autre périodique, ou qui est contenue dans un tel article, si la personne à qui la copie est destinée la demande aux fins

Restriction

- (3) Subsection (2) does not apply in respect 20 of
 - (a) a work of fiction or poetry or a dramatic or musical work; or
 - (b) an article that was published in a newspaper or magazine within twelve 25 months before the copy was made.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas 20 Restrictions dans les cas suivants :

a) l'oeuvre est une oeuvre de fiction ou de poésie ou une oeuvre musicale ou dramatique;

d'étude privée ou de recherche.

b) l'article est contenu dans un journal ou 25 magazine qui a été publié dans l'année qui précède la reproduction.

Conditions

- (4) A library, archive or museum may make copies under subsection (2) only on condition that
 - (a) the person for whom the copies will be 30 made has satisfied the library, archive or museum that the person will not use the copies for a purpose other than research or private study; and
 - (b) the person is provided with a single copy 35 of the work.
- (4) La copie visée au paragraphe (2) ne peut être fournie que si la personne à qui elle est destinée: 30
 - a) convainc la bibliothèque, le musée ou le service d'archives qu'elle ne l'utilisera qu'à des fins d'étude privée ou de recherche;
 - b) ne reçoit qu'une seule copie de l'oeuvre.

Patrons of other libraries

(5) A library, archive or museum or a person acting under the authority of a library, archive or museum may do, on behalf of a person who is a patron of another library, archive or 40 est du matériel imprimé, accomplir pour les museum, anything under subsection (1) or (2) in relation to printed matter that it is authorized by this section to do on behalf of a person who is one of its patrons.

(5) Une bibliothèque, un musée ou un 35 Actes service d'archives, ou une personne agissant sous l'autorité de ceux-ci, peuvent, pour ce qui usagers d'une autre bibliothèque, d'un autre musée ou d'un autre service d'archives les 40 actes qu'ils peuvent accomplir, en vertu des paragraphes (1) ou (2), pour leurs propres usagers.

destinés aux usagers d'autres bibliothèques, musées ou services d'archives

Conditions

Regulations

- (6) The Governor in Council may, for the purposes of this section, make regulations
 - (a) defining the words "newspaper" and "magazine"; and
 - (b) prescribing the manner and form in 5 which the conditions set out in subsection (4) are to be met.

4. Section 30.3 of the Act is replaced by the following:

no infringement by educational institution. etc.

- **30.3** (1) An educational institution or a 10 library, archive or museum does not infringe copyright where
 - (a) a copy of a work is made using a machine for the making, by reprographic reproduction, of copies of works in printed 15 form:
 - (b) the machine is installed by or with the approval of the educational institution, library, archive or museum on its premises for use by students, instructors or staff at the 20 educational institution or by persons using the library, archive or museum; and
 - (c) there is affixed in the prescribed manner and location a notice warning of infringement of copyright.

Regulations

(2) The Governor in Council may, for the purposes of paragraph 1(c), prescribe by regulation the manner of affixing and location of notices and the dimensions, form and contents of notices.

- (6) Le gouverneur en conseil peut, par règlement et pour l'application du présent article :
 - a) définir « journal » et « magazine »;
 - b) déterminer la façon dont les conditions 5 visées au paragraphe (4) peuvent être remplies.

4. L'article 30.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- **30.3** (1) Un établissement d'enseignement, 10 Reprographie une bibliothèque, un musée ou un service d'archives ne viole pas le droit d'auteur dans le cas où :
 - a) une oeuvre imprimée est reproduite au moyen d'une machine à reprographier;
 - b) la machine a été installée dans leurs locaux par eux ou avec leur autorisation à l'usage des enseignants ou élèves ou du personnel des établissements d'enseignement ou des usagers des bibliothèques, 20 musées ou services d'archives:
 - c) l'avertissement réglementaire a été affiché selon les modalités réglementaires.
- (2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser l'information que doit 25 contenir l'avertissement et la forme qu'il doit prendre, les dimensions de l'affiche où il doit 30 figurer ainsi que le lieu où doit être installée l'affiche.

Règlements

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-281

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-281

PROJET DE LOI C-281

An Act to amend the Divorce Act (child of the marriage)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (enfant à charge)

First reading, October 28, 1999

Première lecture le 28 octobre 1999



Mr. Gallaway

M. GALLAWAY

This enactement amends the *Divorce Act* and declares that a child who has reached the age of majority is not a child of the marriage within the meaning of the Act by reason only of being enrolled in a program of studies at a post-secondary school level. Accordingly, a court cannot, except for some other reason, make a child support order in order to cover all or part of the child's post-secondary education expenses, if the child has reached the age of majority.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur le divorce* et fait en sorte qu'un enfant qui est majeur n'est pas un enfant à charge au sens de cette loi du seul fait qu'il poursuit des études postsecondaires. Ainsi, un tribunal ne peut, sauf exception, rendre une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant qui est majeur afin de couvrir tout ou partie de ses frais relatifs aux études postsecondaires.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-281

PROJET DE LOI C-281

An Act to amend the Divorce Act (child of the marriage)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (enfant à charge)

R.S., cc. 3, 27 (2nd Supp.); 1990, c. 18; 1992, c. 51; 1993, cc. 8, 28; 1997, c. 1; 1998, cc. 15. 30; 1999. cc. 3.31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 3, 27 (2^e suppl.); 1990, ch. 18; 1992, ch. 51; 1993, ch. 8, 28; 1997, ch. 1: 1998. ch. 15. 30; 1999, ch. 3, 31

- 1. Paragraph (b) of the definition of Divorce Act is replaced by the following:
 - (b) subject to subsection (1.1), has reached the age of majority and is under their charge but unable, by reason of illness, disability or other cause, to withdraw from their charge 10 or to obtain the necessaries of life;
- 2. Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Exception

(1.1) A child who has reached the age of majority is not a child of the marriage within 15 enfant à charge au sens du paragraphe (1) du the meaning of subsection (1) by reason only of being enrolled in a program of studies at a post-secondary school level.

- 1. L'alinéa b) de la définition de « enfant "child of the marriage" in section 2 of the 5 à charge » de l'article 2 de la Loi sur le 5 divorce est remplacé par ce qui suit :
 - b) sous réserve du paragraphe (1.1), il est majeur et à leur charge, sans pouvoir, pour cause notamment de maladie ou d'invalidité, cesser d'être à leur charge ou subvenir à 10 ses propres besoins.
 - 2. L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit:

(1.1) Un enfant qui est majeur n'est pas un 15 Exception seul fait qu'il poursuit des études postsecondaires.

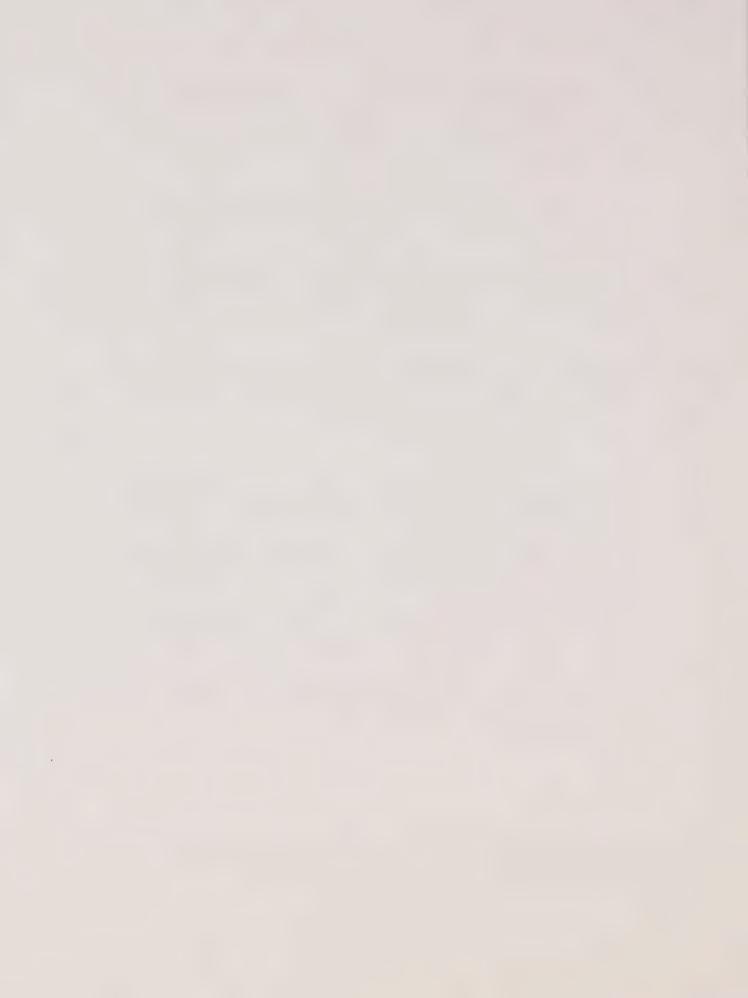
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9







Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-282

PROJET DE LOI C-282

An Act proclaiming Emancipation Day

Loi proclamant le jour de l'émancipation

First reading, October 29, 1999

Première lecture le 29 octobre 1999

Mr. Obhrai M. Obhrai

This enactment designates August 1 as Emancipation Day to commemorate the abolition of slavery.

SOMMAIRE

Le projet de loi désigne le 1^{er} août comme jour de l'émancipation pour commémorer l'abolition de l'esclavage.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-282

PROJET DE LOI C-282

An Act proclaiming Emancipation Day

WHEREAS the British Parliament abolished slavery in the British Empire as of August 1, 1834 by enacting an Act being 3 & 4 Will. IV, c. 73 (U.K.) on August 28, 1833;

Whereas that Act resulted from the work of 5 abolitionists who struggled against slavery, including Lieutenant Governor John Graves Simcoe who promoted the passage of an Act restricting slavery in Upper Canada, being 33 Geo. III, c. 7 (U.C.) enacted on July 9, 1793; 10

WHEREAS Upper Canada was the predecessor of the Province of Ontario:

WHEREAS abolitionists and others who struggled against slavery, including those who arrived in Ontario by the underground rail-15 road, have celebrated August 1 as Emancipation Day in the past;

WHEREAS it is important to recognize the heritage of Canada's Black community and the contributions that it has made and contin-20 ues to make to Canada;

WHEREAS it is also important to recall the ongoing international struggle for human rights, which can best be personified by Lieutenant Governor John Graves Simcoe and Dr. 25 Martin Luther King Jr,

AND WHEREAS in consequence, it is appropriate to recognize August 1 formally as Emancipation Day and to celebrate it;

Now Therefore, Her Majesty, by and with the 30 advice and consent of the Senate and the House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi proclamant le jour de l'émancipation

Attendu:

Préambule

que le Parlement britannique a aboli l'esclavage dans l'Empire britannique à partir du 1^{er} août 1834 par l'édiction, le 28 août 1833, d'une loi qui constitue la loi 3 & 4 5 Will. IV, c. 73 (R.U.);

que cette loi fut le résultat de la lutte que les abolitionnistes ont menée contre l'esclavage, parmi lesquels figurait le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe qui favori-10 sa l'adoption d'une loi limitant l'esclavage dans la province du Haut-Canada et constituant la loi 33 Geo. III, c. 7 (H.C.), édictée le 9 juillet 1793;

que la province du Haut-Canada devait 15 devenir ensuite la province de l'Ontario et que les abolitionnistes et les autres personnes qui ont lutté contre l'esclavage, y compris ceux qui sont arrivés en Ontario par le « chemin de fer clandestin », ont célébré, 20 dans le passé, le 1^{er} août comme jour de l'émancipation;

qu'il importe de reconnaître le patrimoine de la communauté noire du Canada et les contributions qu'elle a apportées et conti-25 nue d'apporter;

qu'il est également important de se souvenir de la lutte continue qui se livre à l'échelle internationale pour les droits de la personne, lutte que peuvent personnifier au 30 mieux le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe et Martin Luther King, fils;

qu'en conséquence, il convient de reconnaître officiellement le 1^{er} août comme jour de l'émancipation et de le célébrer, 3

Sa Majesté, sur avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Preamble

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Emancipation Day Act*, 1999.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi de 1999 sur le jour de l'émancipation.

Titre abrégé

EMANCIPATION DAY

Emancipation Day **2.** Throughout Canada, in each and every year, the 1st day of August shall be known as "Emancipation Day".

JOUR DE L'ÉMANCIPATION

2. Dans toute l'étendue du Canada le 1^{er} août de chaque année est désigné comme 5 « jour de l'émancipation ».

Jour de l'émancipation

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



C-283

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-283

PROJET DE LOI C-283

An Act to amend the Canada Labour Code (severance pay)

Loi modifiant le Code canadien du travail (indemnité de départ)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



Mr. Morrison

M. Morrison

This purpose of this enactment is to remove from the *Canada Labour Code* the provision that denies severance pay to employees who, at the time they are terminated from their employment, are entitled to a pension under certain pension plans or legislation.

SOMMAIRE

L'objet du présent texte est de retirer du *Code canadien du travail* la disposition qui prive d'indemnité de départ des employés qui, au moment de leur licenciement, ont droit à une pension en vertu de certains régimes de pension ou de certaines lois.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-283

PROJET DE LOI C-283

An Act amend the Canada Labour Code (severance pay)

Loi modifiant le Code canadien du travail (indemnité de départ)

R.S., c. L-2; R.S., cc. 9, 27 (1st Supp.), c. 32 (2nd Supp.), cc. 24, 43 (3rd Supp.), c. 26 (4th Supp.); 1989. c. 3: 1990, cc. 8. 44; 1991, c. 39; 1992, c. 1; 1993, cc. 28, 38, 42; 1994. cc. 10, 41: 1996, cc. 10, 11, 12, 18, 31 32: 1997, c. 9: 1998, cc. 10, 20, 26; 1999,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. L-2; L.R., ch. 9. 27 (1er suppl.), ch. suppl.), ch. 24, 43 (3° suppl), ch 26 (40 suppl.); 1989. ch. 3; 1990, ch. 8, 44; 1991, ch. 39; 1992, ch. 1; 1993, ch. 28, 38, 42; 1994, ch. 10, 41; 1996, ch. 10, 11, 12, 18, 31, 32; 1997. ch. 9; 1998. ch. 10, 20, 26; 1999, ch. 28,

1. Subsection 235(2) of the Canada Labour Code is replaced by the following:

Circumstances deemed to be termination

Regulations

Exception

cc 28, 31

- (2) For the purposes of this Division, except where otherwise provided by regulation, an employer shall be deemed to have terminated the employement of an employee when the employer lays off that employee.
- 2. (1) Section 236 of the Act is amended by replacing all that portion before paragraph (a) with the following:

236. (1) The Governor in Council may make regulations for the purposes of this 15 règlement: Division

- (2) Section 236 of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):
- (2) Notwithstanding paragraph (1)(a), where an employer lays off an employee who, 20 ployeur met à pied un employé qui, lors de sa either immediately on being laid off or before that time, is entitled to a pension under a pension plan contributed to by the employer

1. Le paragraphe 235(2) du Code cana-5 dien du travail est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de la présente section, sauf disposition contraire d'un règlement, la mise à pied est assimilée au licenciement.

10

Présomption licenciement

- 2. (1) L'article 236 de la même loi est 10 modifié par le remplacement du passage précédant l'alinéa a) par ce qui suit :
- 236. (1) Le gouverneur en conseil peut, par

Règlements

- (2) L'article 236 de la même loi est 15 modifié, par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :
- (2) Malgré l'alinéa (1)a), lorsqu'un emmise à pied ou immédiatement avant celle-ci20 avait droit à une pension en vertu d'un régime de pension auquel l'employeur a contribué et

362121

Exception

that is registered pursuant to the Pension Benefits Standards Act, 1985, to a pension under the Old Age Security Act or to a retirement pension under the Canada Pension ment to such a pension shall not be prescribed under paragraph (1)(a) as circumstances in which the lay-off of the employee shall not be deemed to be a termination of the employee's employment by the employee's employer.

qui est un régime agréé en vertu de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension, à une pension en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou à une pension de retraite en Plan or the Quebec Pension Plan, the entitle- 5 vertu du Régime de pensions du Canada ou du 5 Régime des rentes du Ouébec, le gouverneur en conseil ne peut, par règlement pris en vertu de l'alinéa (1)a), statuer que la mise à pied de l'employé, dans ces circonstances, n'est pas 10 assimilée à son licenciement par l'employeur. 10

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-284

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-284

PROJET DE LOI C-284

An Act to amend the Canada Transportation Act (discontinued railway lines)

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (cessation d'exploitation de lignes de chemin de fer)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999

This enactment would impose a three-year moratorium on the dismantling of the railway tracks and any related infrastructure of a railway line that has been discontinued under Part III of the *Canada Transportation Act*.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'imposer un moratoire de trois ans au démantèlement de toute ligne de chemin de fer dont l'exploitation est abandonnée conformément à la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* et de toutes ses infrastructures.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-284

An Act to amend the Canada Transportation Act (discontinued railway lines)

1996, cc. 10,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 146(1) of the Canada Transportation Act is replaced by the following:

Discontinuation

146. (1) Where a railway company has complied with the process set out in sections 143 to 145, but an agreement for the sale, lease or other transfer of the railway line or an interest in the railway line is not entered into 10 through that process, the railway company may discontinue operating the line on providing notice of the discontinuance to the Agency.

Obligations of the railway company

(1.1) Where a railway company has given 15 notice of a discontinuance to the Agency, the railway company has no obligations under this Act in respect of the operation of the railway line and has no obligations with respect to any railway line.

Moratorium dismantling

(1.2) The railway company may remove any switches at junctions between the discontinued line and any line it still operates, but the railway company or any other person may not 25 otherwise dismantle the railway line, any vard tracks, sidings, spurs, bridges or trestles in respect of that line, or other track auxiliary to the railway line for three years from the day on which the railway company gave notice of the 30 discontinuance to the Agency.

PROJET DE LOI C-284

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (cessation d'exploitation de lignes de chemin de fer)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch.10.

1. Le paragraphe 146(1) de la *Loi sur les* 5 transports au Canada est remplacé par ce 5 aui suit:

146. (1) Lorsqu'une compagnie de chemin de fer s'est conformée au processus établi en vertu des articles 143 à 145, sans qu'une convention de transfert d'une ligne de chemin 10 de fer ou des intérêts que la compagnie y détient n'en résulte, elle peut mettre fin à l'exploitation de la ligne pourvu qu'elle en avise l'Office.

Cessation d'exploitation

(1.1) Lorsqu'une compagnie de chemin de 15 Obligations fer a donné un avis à la Commission de la cessation de l'exploitation de la ligne, elle n'a plus aucune obligation, en vertu de la présente loi, relativement à l'exploitation de la ligne ni operation by VIA Rail Canada Inc. over the 20 à l'égard de l'utilisation de la ligne par Via 20 Rail Canada Inc.

compagnie de chemin de fer

(1.2) La compagnie de chemin de fer peut enlever tout aiguillage situé à la jonction de la ligne abandonnée et de toute partie de ligne qui demeure en exploitation, mais, ni elle ni25 aucune autre personne, ne peut démanteler cette ligne de chemin de fer, ni les voies de cour de triage, voies d'évitement, épis, ponts, ponts à chevalets et autres voies auxiliaires à cette ligne de chemin de fer pendant trois ans 30 à compter de la date à laquelle la compagnie de chemin de fer a donné l'avis d'abandon à l'Office.

démantèlement de la

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-285

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-285

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-285

PROJET DE LOI C-285

An Act to amend the Supreme Court Act (approval of justices by committee)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (approbation de choix des juges)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



Mr. Solberg M. Solberg

The purpose of this enactment is to make the appointment of judges to the Supreme Court of Canada subject to prior nomination to the House of Commons and a recommendation by the standing committee of the House of Commons appointed to deal with matters of justice.

It also provides for a fifteen-year term of appointment, subject to the existing retirement age of seventy-five. A person may not be appointed for a second term.

There is a provision for a deemed approval if the House neither approves nor disapproves of a nomination within six months and for a short-term appointment, in the case of a vacancy when the House is dissolved.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'assujettir la nomination des juges à la Cour suprême du Canada à la communication préalable à la Chambre des communes du choix de la personne proposée et à l'approbation par recommandation du comité de la Chambre désigné pour examiner les questions relatives à la justice.

Le texte pourvoit aussi à un mandat maximal de quinze ans, sous réserve de l'âge obligatoire de retraite à soixante-quinze ans présentement en vigueur. Une personne ne peut être nommée pour un second mandat.

Le texte comporte une disposition de présomption d'approbation de la part de la Chambre si celle-ci n'approuve, ni ne désapprouve, le choix de la personne proposée dans les six mois, et il pourvoit à une nomination intérimaire de courte, durée en cas de vacance à la Cour pendant que la Chambre est dissoute.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-285

PROJET DE LOI C-285

An Act to amend the Supreme Court Act (approval of justices by committee)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (approbation de choix des juges)

R.S., c. S-26; R.S., c. 34 (3rd Supp.); 1990, c. 8; 1993, cc. 28, 34; 1994, c. 44; 1997, c. 18; 1998, c.

"Committee"

« comité »

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LR ch S-26: L.R. ch. 34 (3e suppl.); 1990. ch. 8; 1993. ch. 28, 34; 1994, ch. 44; 1997, ch. 18; 1998, ch. 15

1. (1) Subsection 2(1) of the Supreme ing in alphabetic order:

"Committee" means the standing committee of the House of Commons appointed to deal with matters related to justice;

1. (1) Le paragraphe 2(1) de la Loi sur la Court Act is amended by adding the follow- 5 Cour suprême est modifié par adjonction, 5 selon l'ordre alphabétique, de la définition suivante:

> « comité » Le comité permanent de la Chambre des communes désigné pour examiner les questions relatives à la justice.

« comité » "Committee"

2. Section 4 of the Act is amended by 10 adding the following after subsection (2):

(3) Subject to subsection 9(2), the appoint-

years.

ment of a judge shall be for a term of fifteen

par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit: (3) Sous réserve du paragraphe 9(2), un juge

2. L'article 4 de la même loi est modifié

Mandat de quinze ans

15

- (4) No person may be appointed under 15 subsection (2) unless
 - (a) the Governor in Council has first informed the House of Commons that it nominates the person for appointment to the 20
 - (b) the House has referred the nomination to the Committee:
 - (c) the Committee has taken the nomination under consideration and presented a report to the House of Commons recommending 25 that the person be appointed; and
 - (d) the House has passed a resolution concurring in the recommendation, or approving the nomination.

(4) Nul ne peut être nommé juge en vertu du paragraphe (2) à moins que :

est nommé pour un mandat de quinze ans.

Nominations soumises à l'approbation d'un comité

- a) le gouverneur en conseil ait d'abord informé la Chambre des communes qu'il a choisi cette personne en vue de sa nomina-20 tion comme juge de la Cour;
- b) que la Chambre ait déféré l'examen de cette nomination au comité:
- c) que le comité ait procédé à l'examen de ce choix et soumis à la Chambre un rapport25 par lequel il recommande la nomination de la personne choisie;
- d) que la Chambre ait adopté une résolution agréant la recommandation ou ait approuvé 30 le choix.

Nomination to the Committee

Fifteen-year

term

No second

(5) A person who has served or who is serving a term on the Court may not be nominated for or appointed to a second term.

Deemed approved after

- (6) If, six months after the date, the Governor in Council informed the House of 5 Commons of the name of a person it wishes to appoint to the Court, the House of Commons has neither
 - (a) passed a resolution to the effect that it does not approve of the nomination, or
 - (b) concurred in a recommendation of the Committee that a person nominated be appointed,

the House of Commons is deemed to have concurred in a recommendation that the per- 15 son be appointed.

House dissolved

(7) Notwithstanding subsection (4), if there is a vacancy on the Court and, at the time, there is no House of Commons, or if the Governor in Council has informed the House 20 of the name of a person it nominates for appointment to the Court and, before the House has passed a resolution approving the nomination, the House is dissolved, the Governor in Council may appoint a person to the 25 Court for a term of two years.

Committee may hear witnesses

(8) In taking under consideration a nomination of a person to be appointed to the Court, the Committee may call witnesses, including the person nominated.

3. Subsection 9(1) of the Act is replaced with the following:

Tenure of Office

(1) Subject to subsection (2), the judges hold office for their term of appointment during good behaviour, but are removable by 35 durée de leur mandat, sauf révocation par le the Governor General on address of the Senate and House of Commons.

(5) Ouiconque occupe la charge de juge de la Cour ou l'a occupée pendant un mandat est inadmissible à être nommé pour un second mandat.

Inadmissibilité à un second mandat

- (6) Si, après été informée par le gouverneur 5 en conseil du nom de la personne que celui-ci propose pour nomination à la Cour, la Chambre des communes n'a pas :
- Approbation accordée après six mois
 - a) soit adopté une résolution par laquelle elle refuse d'agréer la nomination de la 10 personne choisie;
 - b) soit agréé à la recommandation du comité de nommer la personne choisie;

elle est réputée avoir agréé la recommandation de nommer la personne choisie. 15

(7) Par dérogation au paragraphe (4), s'il y a vacance d'une charge de juge à la Cour, et il n'y a pas de Chambre des communes au même moment ou si, après que le gouverneur en conseil ait informé la Chambre du nom de la 20 personne qu'il a choisie de nommer à la Cour, la Chambre est dissoute avant d'avoir adopté une résolution agréant ce choix, le gouverneur en conseil peut nommer une personne à la charge de juge pour un mandat de deux ans.

Dissolution de la Chambre

(8) Lors de l'examen du choix d'une personne en prévision de sa nomination à la Cour, le comité peut convoquer des témoins, 30 dont notamment la personne choisie.

Témoignages devant le comité

3. Le paragraphe 9(1) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les juges occupent leur charge à titre inamovible pour la gouverneur général sur adresse du Sénat et de 35 la Chambre des communes.

Occupation du poste

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Edition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-286

C-286

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-286

PROJET DE LOI C-286

An Act to provide for parliamentary scrutiny and approval of user fees set by federal authority and to require public disclosure of the amount collected as user fees Loi permettant l'examen et l'approbation par le Parlement des frais d'utilisation imposés par un organisme fédéral et exigeant la communication publique du montant des frais ainsi perçus

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



Mr. Solberg

M. SOLBERG

This enactment will require scrutiny by the appropriate Standing Committee of the House of Commons before any user fee may be set or increased after July 1, 2000. The regulating authority must submit a proposal to the Committee before any user fee is established or increased. This is in addition to the requirements set out in sections 19 and 19.1 of the *Financial Administration Act*.

The report of the Committee is subject to the concurrence of the House. If the Committee does not report within one hundred and fifty days, the House may pass a resolution approving, denying or amending the proposed fee or change. The regulating authority is bound by the decision of the House.

The enactment also requires the Public Accounts and other government reports on revenue that identify sources of revenue to identify the amount of revenue from user fees.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à l'examen, par le comité permanent de la Chambre des communes pertinent avant que ne soit autorisé l'établissement ou l'augmentation des frais d'utilisation après le 1^{er} juillet 2000. L'organisme de réglementation doit soumettre sa proposition au Comité avant d'établir ou d'augmenter ses frais d'utilisation. Cette condition s'ajoute à celles prévues par les dispositions 19 et 19.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le rapport du Comité doit être approuvé par la Chambre. Si le Comité ne présente pas de rapport dans les cent cinquante jours, la Chambre peut adopter une résolution qui approuve, rejette ou modifie la proposition de l'organisme de réglementation. Celui-ci doit alors se conformer à la décision de la Chambre.

Le texte prévoit également que les Comptes publics et autres rapports officiels sur les recettes de l'État qui indiquent les sources desdites recettes, devront indiquer le montant des recettes provenant des frais d'utilisation.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-286

PROJET DE LOI C-286

An Act to provide for parliamentary scrutiny and approval of user fees set by federal authority and to require public disclosure of the amount collected as user fees

Loi permettant l'examen et l'approbation par Parlement des frais d'utilisation imposés par un organisme fédéral et exigeant la communication publique du montant des frais ainsi perçus

Her Majesty, by and with the advice and of Canada, enacts as follows:

consent of the Senate and House of Commons

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. This Act may be cited as the User Fee

1. Loi sur les frais d'utilisation.

de réglementation.

dans une telle loi.

Parlement.

5

25

Titre abrégé

Definitions

Act.

Short title

2. The definitions in this section apply in this Act

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.

"Committee"

"user fee"

d'utilisation »

« frais

"Committee" means the Standing Committee of the House of Commons appointed by the House to study matters related to the regu- 10 lating authority in question.

« comité » « comité » Le comité permanent de la Cham-"Committee" bre des communes désigné par celle-ci pour

« frais

"user fee

d'utilisation »

10

20

"regulating "regulating authority" means the Governor in authority Council, a department, board, agency, com-« organisme mission, Crown corporation or any other réglementabody that has the power to set a user fee un- 15 tion » der the authority of an Act of Parliament.

« frais d'utilisation » Les frais ou droits exigés pour une chose, un service, une utilisation, une autorisation, un permis ou une licence, fournis ou accordés en vertu d'une loi du Parlement, payables par une personne et 15 établis en vertu du pouvoir accordé par une loi du Parlement, à l'exception de tous frais

établis directement par une loi du Parle-

ment ou par un calcul établi directement

étudier les questions liées à l'organisation

"user fee" means a fee, charge or levy for a thing, service, use, authorization, permit or licence supplied or granted under the authority of an Act of Parliament, payable by 20 any person and set pursuant to an authority established by an Act of Parliament, but does not include anything that is directly set

by an Act of Parliament or by a calculation

directly set by an Act of Parliament.

« organisme de réglementation » Le gouverneur en conseil, un ministère, un conseil, une commission, une société d'État ou tout autre organisme qui a le pouvoir d'imposer des frais d'utilisation en vertu d'une loi du 25

« organisme de réglementation » "regulating authority'

Proposal for establishment or increase

3. (1) Where a regulating authority wishes to establish, increase, widen the application of or increase the duration of a user fee with effect from July 1, 2000 or later, the regulating authority must submit to the Committee a 30 2000 ou par la suite, soumet au comité une proposal

3. (1) L'organisme de réglementation qui souhaite établir, augmenter, élargir l'application ou prolonger la durée d'application de frais d'utilisation, à compter du 1^{er} juillet 30 proposition indiquant ce qui suit :

Établissement ou augmentation de frais

5

- (a) stating for what thing, service, use, authorization, permit or licence the user fee is charged;
- (b) explaining the reason for the change in the user fee; and
- (c) declaring the total amount that the regulating authority estimates will be collected in the first three fiscal years after the user fee is established or increased.

Minor change in incidence

(2) Where a regulating authority wishes to 10 make a minor change in the definition of the persons to whom the fee is to apply, solely for the purpose of maintaining fairness or circumventing avoidance, the authority shall report to the Committee the reasons for the change, 15 frais, doit en communiquer la raison au comité and if the Committee approves the change, the authority may make the change without making a proposal under subsection (1).

Committee

4. The Committee shall review every proposal received pursuant to section 3 and 20 tions recues aux termes de l'article 3 et en fait 20 shall report to the House of Commons with its recommendations thereon.

Resolution by Commons

5. (1) If a Committee has received a proposal and has not made a report to the fifty days after receiving the proposal, the House may pass a resolution approving, denying or amending the proposal.

Setting user fees

- (2) A regulating authority may not establish the authority has first made a proposal under section 3 and either
 - (a) the House of Commons has concurred in a report by the Committee approving the proposal or approving the proposal with 35 amendments; or
 - (b) the House has passed a resolution under subsection (1) approving the proposal or approving the proposal with amendments.

Authority to recommended decreases

(3) Where a report as concurred in by the 40 House of Commons or a resolution made by the House pursuant to subsection (1) recommends that a proposal be denied or the user fee be less than that proposed by the regulating authority as to amount, application or dura-45 qu'a proposé l'organisme, en termes de mon-

- a) la chose, le service, l'utilisation, l'autorisation, le permis ou la licence auxquels les frais d'utilisation s'appliquent;
- b) la raison du changement proposé;
- c) le montant total des frais d'utilisation que 5 l'organisme compte percevoir au cours des trois exercices suivant l'entrée en vigueur du changement.
- (2) L'organisme de réglementation qui souhaite apporter un changement mineur à la 10 changement définition des personnes auxquelles les frais s'appliquent, dans le seul but de maintenir l'équité ou d'empêcher le non-paiement des et, si celui-ci approuve le changement, l'orga-15 nisme pourra faire ce changement sans avoir à soumettre la proposition prévue au paragraphe (1).

4. Le comité examine toutes les proposirapport à la Chambre des communes, avec les recommandations nécessaires.

Examen par le comité

Résolution de

la Chambre

Faible impact

5. (1) Lorsque le comité n'a pas fait rapport à la Chambre des communes dans les cent House of Commons within one hundred and 25 cinquante jours qui suivent la réception d'une 25 proposition, la Chambre peut adopter une résolution pour approuver, rejeter ou modifier la proposition.

> Frais d'utilisation

- (2) Pour établir ou augmenter les frais or increase a user fee after July 1, 2000 unless 30 d'utilisation après le 1er juillet 2000, l'orga-30 nisme de réglementation doit d'abord avoir soumis la proposition prévue par l'article 3 et il faut:
 - a) soit que la Chambre des communes ait accepté le rapport soumis par le comité qui 35 approuve la proposition telle quelle ou modifiée;
 - b) soit que la Chambre des communes ait adopté une résolution comme prévu au paragraphe (1) par laquelle elle approuve la 40 proposition telle quelle ou modifiée.
 - (3) En cas d'adoption par la Chambre des communes du rapport d'un comité ou d'une résolution comme prévu au paragraphe (1), qui recommande que la proposition soit 45 rejetée ou que les frais soient moindres que ce

Réduction des frais

tion, the regulating authority shall set the user fee in the manner recommended by the report as concurred in or as stated in the resolution, as the case may be.

User fees shown separately

- **6.** The amount of money collected by the 5 Government of Canada as user fees must be identified and shown separately in
 - (a) the Public Accounts laid before the House of Commons pursuant to section 64 of the Financial Administration Act; and
 - (b) every other report made public by the Government of Canada that shows the revenue of Canada and shows separately the sources from which it is generated.

R.S., c. F-11

7. The Financial Administration Act is 15 amended by adding the following after section 19.3:

Application of User Fee Act

19.4 The power to issue a regulation under section 19 or 19.1 that establishes, increases, decreases or alters the application of a user fee 20 d'augmenter, de réduire ou de modifier l'apwithin the meaning of the User Fee Act is subject to that Act.

tant, de champ d'application ou de durée, l'organisme établit les frais conformément à ce que prévoit le rapport approuvé par la Chambre ou la résolution adoptée par celle-ci. selon le cas.

6. Le montant des frais d'utilisation perçus par le gouvernement du Canada doit être indiqué séparément :

Indication des frais d'utilisation

- a) dans les Comptes publics déposés devant la Chambre conformément à l'article 64 de 10 la Loi sur la gestion des finances publiques;
- b) dans tout autre rapport rendu public par le gouvernement du Canada qui indique les recettes de l'État et, séparément, les sources de ces recettes. 15

7. La Loi sur la gestion des finances publiques est modifiée par adjonction, après l'article 19.3, de ce qui suit :

19.4 Le pouvoir de prendre un règlement en vertu de l'article 19 ou 19.1 en vue d'établir, 20 plication de frais d'utilisation au sens de la Loi sur les frais d'utilisation, est assujetti à cette

L.R., ch. F-11

Application de la Loi sur les frais d'utilisation

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





Government Palided fours

C-287

C-287

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-287

PROJET DE LOI C-287

An Act to amend the Income Tax Act (removal of foreign investment limit for registered retirement savings plans and registered retirement income funds)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (retrait de la restriction relative aux investissements étrangers dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite et des fonds enregistrés de revenu de retraite)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



Mr. Solberg

M. SOLBERG

The purpose of this enactment is to remove the twenty per cent foreign investment limit for registered retirement savings plans and registered retirement income funds.

Section 206 of the Act deals with tax in respect of certain foreign property acquired by several different types of deferred income plans. The amendment makes the foreign investment limit inapplicable to RRSPs and RRIFs.

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est d'écarter la restriction fixant à vingt pour cent le maximum d'investissements étrangers dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite et les fonds enregistrés de revenu de retraite.

L'article 206 de la loi porte sur l'impôt à l'égard de certains genres de biens étrangers acquis par différentes sortes de régimes d'impôt différé. La modification rend la restriction relative aux investissements étrangers inapplicable aux REER et aux FERR.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-287

PROJET DE LOI C-287

An Act to amend the Income Tax Act (removal of foreign investment limit for registered retirement savings plans and registered retirement income funds)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (retrait de la restriction relative aux investissements étrangers dans régimes enregistrés d'épargne-retraite et des fonds enregistrés de revenu de retraite)

R.S., cc. 1, 2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997, cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc 19, 21, 34; 1999, cc. 10, 17, 22, 26, 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

(5e suppl.); 1994, ch. 7 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, ch. 11, 21 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26; 1998, ch. 19, 21, 34; 199 ch. 10, 17, 22, 26, 31

1. Section 206 of the Income Tax Act is subsection (2.1):

Exemption re RRSPs and **RRIFs**

- (2.2) Notwithstanding section 205, subsection (2) does not apply to
 - (a) a trust governed by a registered retirement savings plan; or
 - (b) a trust governed by a registered retirement income fund.

1. L'article 206 de la Loi de l'impôt sur le amended by adding the following after 5 revenu est modifié par adjonction, après le 5 paragraphe (2.1), de ce qui suit :

- (2.2) Par dérogation à l'article 205, le paragraphe (2) ne s'applique pas :
 - a) à une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite;
 - b) à une fiducie régie par un fonds enregistré de revenu de retraite.

Exception pour les REER et les FFRR

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

10

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-288

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-288

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act to amend the Criminal Code (prostitution)

Loi modifiant le Code criminel (prostitution)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



MR. LOWTHER

M. LOWTHER

Under this enactment, the offences related to prostitution that are provided for in section 213 of the *Criminal Code* from now on will be either indictable offences or summary conviction offences.

SOMMAIRE

Aux termes de ce texte, les infractions se rattachant à la prostitution et prévues à l'article 213 du *Code criminel* constitueront dorénavant soit un acte criminel, soit une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act to amend the Criminal Code (prostitution)

Loi modifiant le Code criminel (prostitution)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11. 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15. 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. cc. 1. 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47. 51; 1993, cc. 7, 25, 28 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc 12, 13, 38, 44 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29. 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8 16, 19, 31, 34 1997. cc. 9. 16. 17, 18, 23 30, 39; 1998, cc. 7. 9. 15. 30, 34, 35, 37; 1999, c. 5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3° suppl.). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (48 suppl.); 1989. ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44: 1995 ch. 5, 19, 22 27, 29, 32 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997. ch. 9. 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998. ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999,

L.R., ch.

C-46; L.R..

1. Subsection 213(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

213. (1) Every person who in a public place or in any place open to public view

- (a) stops or attempts to stop any motor vehicle,
- (b) impedes the free flow of pedestrian or 10 vehicular traffic or ingress to or egress from premises adjacent to that place, or

1. Le paragraphe 213(1) du *Code criminel* 5 est remplacé par ce qui suit :

213. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, dans un endroit soit public 10 soit situé à la vue du public et dans le but de se livrer à la prostitution ou de retenir les services sexuels d'une personne qui s'y livre :

Infraction se rattachant à la prostitution

Offence in

relation to

prostitution

5

- (c) stops or attempts to stop any person or in any manner communicates or attempts to communicate with any person
- for the purpose of engaging in prostitution or of obtaining the sexual services of a prostitute 5 is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.
- *a*) soit arrête ou tente d'arrêter un véhicule à moteur:
- b) soit gêne la circulation des piétons ou des véhicules, ou l'entrée ou la sortie d'un lieu contigu à cet endroit;
- c) soit arrête ou tente d'arrêter une personne ou, de quelque manière que ce soit, communique ou tente de communiquer avec elle.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-289

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-289

PROJET DE LOI C-289

An Act to amend the Income Tax Act (child adoption expenses)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (frais relatifs à l'adoption d'un enfant)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



Mr. Lowther

M. LOWTHER

The purpose of this enactment is to allow a taxpayer a deduction for expenses related to the adoption of a child that do not exceed \$7000 when computing his or her income for a taxation year. The expenses must have been incurred in that taxation year or in the previous two years.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre au contribuable de déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition les frais relatifs à l'adoption d'un enfant, qui ne peuvent être supérieurs à 7 000 \$. Les frais doivent avoir été engagés au cours de l'année d'imposition ou des deux années précédentes.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-289

PROJET DE LOI C-289

An Act to amend the Income Tax Act (child adoption expenses)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (frais relatifs à l'adoption d'un enfant)

R.S., cc. 1, 2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997, cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19, 21, 34; 1999, cc. 10, 17, 22, 26, 31 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. 1, 2 (5° suppl.); 1994, ch. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26; 1998, ch. 19, 21, 34; 1999, ch. 10, 17, 22, 26, 31

1. The *Income Tax Act* is amended by adding the following after section 62:

Deduction of child adoption expenses

- 62.1 (1) Where a prescribed form containing prescribed information is filed with a taxpayer's return under this Part for the taxation year, there may be deducted in computing the taxpayer's income for the year 10 such amount as the taxpayer claims not exceeding the total of all amounts each of which is an amount paid, as or on account of adoption expenses incurred in that year or the preceding two years in respect of an eligible 15 child of the taxpayer, by the taxpayer or other adoptive parent of the child, as the case may be, to the extent that
 - (a) the amount is not included in computing the amount deductible under this subsection 20 by an individual (other than the taxpayer), and
 - (b) the amount is not an amount in respect of which any taxpayer is or was entitled to a reimbursement or any other form of 25 assistance,

and the payment of which is proven by filing with the Minister

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est 5 modifiée par adjonction, après l'article 62, 5 de ce qui suit :

- 62.1 (1) Lorsque le formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits accompagne la déclaration de revenu d'un contribuable produite en vertu de la présente 10 partie pour une année d'imposition, est déductible dans le calcul de son revenu pour l'année le montant qu'il demande, ne dépassant pas le total des montants représentant chacun un montant, au titre des frais d'adoption engagés 15 au cours de l'année ou des deux années précédentes relativement à un enfant admissible du contribuable, payé par le contribuable ou tout autre parent adoptif de l'enfant, selon le cas, dans la mesure où le montant :
 - a) n'est pas inclus par un autre particulier dans le calcul du montant déductible en vertu du présent paragraphe;
 - b) n'est pas un montant à l'égard duquel un contribuable a droit, ou avait droit, à un 25 remboursement ou à une autre forme d'aide.

et dont le paiement est établi par la présentation au ministre des documents suivants : Déduction des frais relatifs à l'adoption d'un enfant

35

- (c) one or more receipts each of which was issued by the payee and contains prescribed information; and
- (d) a Canadian adoption order made in respect of the child or a certified or 5 notarized copy thereof or a recognition order made in respect of a foreign adoption order made in respect of the child or a certified or notarized copy of the recognition order.

but not exceeding \$7000 in respect of each eligible child of the taxpayer.

Definitions

"adoption expense" « frais d'adoption » (2) In this section,

"adoption expense" means any expense incurred as or on account of adopting a child 15 and includes

- (a) any judicial or extrajudicial expense incurred to obtain an adoption order in respect of the child or a foreign adoption order in respect of the child and a recogni- 20 tion order in respect of that foreign adoption order;
- (b) any expense incurred for any home study or psychological assessment carried out by reason of the adoption of the child; 25
- (c) any expense incurred for the counselling of either or both of the child's parents by blood relationship carried out by reason of the adoption of the child;
- (d) any expense related to the child's 30 immigration to Canada;
- (e) any travel expense related to the adoption of the child, including any reasonable amount incurred for meals and lodging; and
- (f) any expense that is an agency fee,

but does not include

- (g) any expense incurred in carrying out the adoption of the child in contravention of any law in force in Canada or a foreign country; or
- (h) any expense incurred in carrying out any surrogate parenting arrangement.
- "Canadian adoption order" means an adoption order made by a court in Canada.

- c) un ou plusieurs reçus délivrés par le bénéficiaire du paiement et contenant les renseignements prescrits;
- d) une ordonnance d'adoption rendue à l'égard de l'enfant, une copie certifiée 5 conforme ou une copie notariée de cette ordonnance ou une ordonnance d'homologation relative à une ordonnance d'adoption étrangère rendue à l'égard de celui-ci ou une copie certifiée conforme ou une 10 copie notariée de cette ordonnance.

Le total ne peut toutefois être supérieur à 7 000 \$ à l'égard de chaque enfant admissible du contribuable.

- (2) Les définitions qui suivent s'appliquent 15 Définitions au présent article :
- « enfant » Personne âgée de moins de dix-sept ans.

« enfant » "child"

« enfant admissible » Enfant adopté par un contribuable et visé soit par une ordonnance 20 d'adoption canadienne, soit par une ordonnance d'adoption étrangère ayant fait l'objet d'une ordonnance d'homologation.

« enfant admissible » "eligible child"

« frais d'adoption » Frais engagés au titre de l'adoption d'un enfant, y compris :

« frais d'adoption » "adoption expense"

- a) les frais judiciaires ou extrajudiciaires engagés en vue d'obtenir soit une ordonnance d'adoption à l'égard de l'enfant, soit une ordonnance d'adoption étrangère à l'égard de ce dernier et une ordonnance 30 d'homologation relative à l'ordonnance d'adoption étrangère;
- b) les frais engagés pour faire une évaluation du foyer d'accueil ou une évaluation psychologique en vue de l'adoption de 35 l'enfant;
- c) les frais engagés pour offrir des conseils aux parents naturels de l'enfant ou à l'un de ceux-ci en raison de l'adoption de son enfant;
- d) les frais relatifs à l'immigration de l'enfant au Canada;
- e) les frais de déplacement relatifs à l'adoption de l'enfant, y compris les frais raisonnables engagés pour l'hébergement et les 45 repas;

"Canadian adoption order" « ordonnance d'adoption canadienne » "child" « enfant » "child" means any person who is under seventeen years of age;

"eligible child" « enfant admissible » "eligible child" means a child who has been adopted by a taxpayer and in respect of 5 whom a Canadian adoption order has been made or a foreign adoption order has been made and recognized by a recognition order.

"foreign adoption order « ordonnance d'adoption étrangère »

"recognition order « ordonnance d'homologati-(1H >>

"foreign adoption order" means an adoption 10 order made by a court or other authority outside Canada.

"recognition order" means an order made by a court in Canada in respect of a foreign adoption order that recognizes the foreign 15 adoption order as having the same force and effect as a Canadian adoption order.

Interpretation

(3) For greater certainty, "the two preceding years" in subsection (1) does not include the two years preceding the year this 20 ne vise pas les deux années précédant l'année 25 section comes into force.

f) les frais représentant des honoraires d'agence,

exclusion faite, toutefois, des frais engagés en vue de :

- g) l'adoption de l'enfant en contravention 5 de toute règle de droit en vigueur au Canada ou dans un pays étranger;
- h) l'exécution d'une entente de maternité de substitution.
- « ordonnance d'adoption canadienne » Or-10 « ordonnance donnance d'adoption rendue par un tribunal canadien.

d'adoption canadienne » "Canadian adoption order'

« ordonnance d'adoption étrangère » Ordonnance d'adoption rendue par un tribunal ou autre autorité d'un pays étranger.

« ordonnance d'adoption étrangère » "foreign 15 adoption order

« ordonnance d'homologation » Ordonnance rendue par un tribunal canadien relativement à une ordonnance d'adoption étrangère et aux termes de laquelle il est reconnu que cette dernière a la même valeur et le 20 même effet que s'il s'agissait d'une ordonnance d'adoption canadienne.

« ordonnance d'homologation » "recognition order"

(3) Il est entendu que l'expression « des deux années précédentes » au paragraphe (1) de l'entrée en vigueur du présent article.

Précision

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-290

C-290

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

C-290

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Canada Elections Act (reimbursement of election expenses)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (remboursement de dépenses d'élection)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



Ms. St-Hilaire

MME ST-HILAIRE

This enactment amends the *Canada Elections Act* by granting to a registered party a reimbursement of a part of its election expenses where at least thirty per cent of the total number of elected candidates endorsed by the party are women.

In such a case, the party will receive a reimbursement equal to the percentage of the total number of elected candidates sponsored by the party who are women, up to fifty-five per cent of the party's election expenses.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi électorale du Canada* en accordant à un parti enregistré un remboursement d'une partie de ses dépenses d'élection lorsqu'au moins trente pour cent du nombre total de candidats élus parrainés par le parti sont des femmes.

Ainsi, un tel parti recevra un remboursement équivalant au pourcentage du nombre total de candidats élus parrainés par le parti qui sont des femmes jusqu'à concurrence de cinquante-cinq pour cent des dépenses d'élection de ce parti.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Canada Elections Act (reimbursement of election expenses)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (remboursement de dépenses d'élection)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. The portion of subsection 322(1) of the is replaced by the following:

1. Le passage du paragraphe 322(1) de la 1. The portion of subsection 322(1) of the Canada Elections Act before paragraph (a) 5 Loi électorale du Canada précédant l'alinéa 5 (1er suppl.), ch. 27 (2e ch. 27 (2e) a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. E-2; suppi.); 1989. ch. 28; 1990, ch. 16, 17; 1991, ch. 11. 47; 1992, ch. 1, 21, 51; 1993, ch. 19, 28: 1994, ch. 26: 1995, ch. 5: 1996, ch. 26, 35; 1998, ch. 15, 18, 30; 1999, ch. 3,28

Certification du montant

322. (1) On receipt of a registered party's election expense return referred to in section 46 and the auditor's report referred to in less than thirty per cent of the total number of elected candidates endorsed by the registered party at the election in respect of which the return and the report relate are women, the tered party has obtained, at the election in respect of which the return and report relate, a number of votes at least equal to

- 322. (1) Sur réception du rapport concernant les dépenses d'élection d'un parti enregistré prévu à l'article 46 et du rapport section 43 relating to the return, and where 10 connexe du vérificateur prévu à l'article 43, et 10 lorsque moins de trente pour cent du nombre total de candidats élus parrainés par le parti enregistré lors de l'élection visée par le rapport et le rapport connexe sont des fem-Chief Electoral Officer shall, where the regis- 15 mes, le directeur général des élections doit 15 transmettre au receveur général un certificat relativement à ce parti indiquant le montant qui correspond à vingt-deux et demi pour cent du montant des dépenses d'élection du parti qui ont été divulguées dans le rapport, pourvu 20 que ce parti enregistré ait obtenu, dans l'élection visée par le rapport et le rapport connexe:
- 2. The Act is amended by adding the following after section 322.1:
- 2. La même loi est modifiée par adjonc-20 tion, après l'article 322.1, de ce qui suit :

1990, cc. 16. 17; 1991, cc. 11, 47; 1992 cc. 1, 21, 51; 1993, cc. 19. 28; 1994, c. 26; 1995, c. 5; 1996, cc. 26. 35: 1998, cc. 15, 18, 30; 1999, c. 3, 28

R.S., c. E-2;

1989, c. 28;

R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 27 (2nd Suppl.);

Certification of amount

Certification

du montant

Reimbursement of election expenses

Certification of amount

322.2 (1) On receipt of a registered party's election expense return referred to in section 46 and the auditor's report referred to in section 43 relating to the return, and where at least thirty per cent of the total number of 5 elected candidates endorsed by the registered party at the election in respect of which the return and the report relate are women, the Chief Electoral Officer shall, where the registered party has obtained, at the election in 10 respect of which the return and report relate, a number of votes at least equal to

- (a) two per cent of the number of valid votes cast at the election, or
- (b) five per cent of the number of valid votes 15 cast in the electoral districts in which the registered party endorsed a candidate,

transmit to the Receiver General in respect of the registered party a certificate setting out the amount that is the percentage of the amount of 20 election expenses equivalent to the percentage of the total number of elected candidates endorsed by the party who are women up to fiftyfive per cent of these expenses.

Payment out of C.R.F.

(2) On receipt of the certificate referred to 25 in subsection (1), the Receiver General shall pay out of the Consolidated Revenue Fund to the registered party to whom the certificate relates the amount certified therein.

Remboursement de dépenses d'élection

322.2 (1) Sur réception du rapport concernant les dépenses d'élection d'un parti enregistré prévu à l'article 46 et du rapport connexe du vérificateur prévu à l'article 43, et lorsqu'au moins trente pour cent du nombre 5 total de candidats élus parrainés par le parti enregistré lors de l'élection visée par le rapport et le rapport connexe sont des femmes, le directeur général des élections doit transmettre au receveur général un certificat relati-10 vement à ce parti indiquant le montant correspondant au pourcentage du montant des dépenses d'élection équivalant au pourcentage du nombre total de candidats élus parrainés par le parti qui sont des femmes jusqu'à 15 concurrence de cinquante-cinq pour cent de ces dépenses, pourvu que ce parti enregistré ait obtenu, dans l'élection visée par le rapport et le rapport connexe:

- a) soit, un nombre de votes au moins égal à 20 deux pour cent du nombre des votes validement exprimés dans cette élection;
- b) soit, un nombre de votes au moins égal à cinq pour cent du nombre des votes validement exprimés dans les circonscriptions 25 électorales dans lesquelles ce parti enregistré a parrainé un candidat.
- (2) Sur réception du certificat visé au paragraphe (1), le receveur général doit payer, sur le Trésor, au parti visé par le certificat la 30 somme qui y est certifiée.

Paiement sur

le Trésor

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-291

48 Elizabeth II, 1999

Second Session, Thirty-sixth Parliament,

C-291

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-291

PROJET DE LOI C-291

An Act to amend the Criminal Code (prohibited sexual acts)	Loi modifiant le Code criminel (actes sexuels interdits)
First reading, November 1, 1999	Première lecture le 1 ^{er} novembre 1999



Mr. Lowther M. Lowther

This enactment amends the section of the *Criminal Code* dealing with prohibited sexual acts committed with children who are under the age of fourteen years or in the presence of children under the age of fourteen years in that it prohibits such acts where they are committed with children under the age of sixteen years or in the presence of children under the age of sixteen years. The enactment also provides for a minimum sentence of five years imprisonment for anyone convicted of an offence under sections 151 (sexual interference) and 152 (invitation to sexual touching) of the *Criminal Code*.

SOMMAIRE

Ce texte modifie les articles du *Code criminel* se rapportant aux actes sexuels interdits commis soit avec des enfants âgés de moins de quatorze ans, soit en leur présence, en interdisant ces actes lorsqu'ils sont faits, soit avec des enfants âgés de moins de seize ans, soit en leur présence. Le texte pourvoit également à une peine minimale de cinq ans d'emprisonnement pour toute personne déclarée coupable d'une infraction aux termes des articles 151 (contacts sexuels) et 152 (incitation à des contacts sexuels) du *Code criminel*.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-291

PROJET DE LOI C-291

Act to amend the Criminal Code (prohibited sexual acts)

Loi modifiant le Code criminel (actes sexuels interdits)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51. 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.). cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4. 28, 40, 43: 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47. 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, cc. 2, 3, 5, 17, 18, 25, 28, 31,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R., ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1^{er} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29. 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989. ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991 ch. 1, 4, 28. 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 2, 3, 5, 17 18, 25, 28, 31.

L.R., ch.

1. (1) Subsections 150.1(1) and (2) of the ing:

Consent no defence

150.1 (1) Where an accused is charged with an offence under section 151 or 152 or subsection 153(1), 160(3) or 173(2) or is charged with an offence under section 271, 10 173(2), ou d'une infraction prévue aux articles 10 272 or 273 in respect of a complainant under the age of sixteen years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge.

1. (1) Les paragraphes 150.1(1) et (2) du Criminal Code are replaced by the follow- 5 Code criminel sont remplacés par ce qui 5 suit:

> 150.1 (1) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, aux paragraphes 153(1), 160(3) ou 271, 272 ou 273 à l'égard d'un plaignant âgé de moins de seize ans, ne constitue pas un moyen de défense le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation.

Inadmissibilité du consentement du plaignant

Exception

Exception

- (2) Notwithstanding subsection (1), where an accused is charged with an offence under section 151 or 152, subsection 173(2) or section 271 in respect of a complainant who is twelve years of age or more but under the age 5 of sixteen years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge unless the accused
 - (a) is twelve years of age or more but under 10 the age of sixteen years;
 - (b) is less than two years older than the complainant; and
 - (c) is neither in a position of trust or authority towards the complainant nor is a 15 person with whom the complainant is in a relationship of dependency.

(2) Subsection 150.1(4) of the Act is replaced by the following:

Mistake of age

(4) It is not a defence to a charge under 20 section 151 or 152, subsection 160(3) or 173(2), or section 271, 272 or 273 that the accused believed that the complainant was sixteen years of age or more at the time the offence is alleged to have been committed 25 articles 151 ou 152, des paragraphes 160(3) ou 25 unless the accused took all reasonable steps to ascertain the age of the complainant.

2. Section 151 of the Act is replaced by the following:

Sexual interference

- 151. Every person who, for a sexual pur-30 pose, touches, directly or indirectly, with a part of the body or with an object, any part of the body of a person under the age of sixteen
 - (a) is guilty of an indictable offence and 35 liable to imprisonment for a term not exceeding ten years and to a minimum punishment of imprisonment for a term of five years; or
 - (b) is guilty of an offence punishable on 40 summary conviction.

3. Section 152 of the Act is replaced by the following:

(2) Par dérogation au paragraphe (1), lorsqu'une personne est accusée d'un infraction prévue aux articles 151 ou 152, au paragraphe 173(2) ou à l'article 271 à l'égard d'un plaignant âgé de douze ans ou plus mais 5 de moins de seize ans, le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation ne constitue un moyen de défense que si l'accusé, à la fois :

- a) est âgé de douze ans ou plus mais de 10 moins de seize ans:
- b) est de moins de deux ans l'aîné du plaignant:
- c) n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant 15 ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est en situation de dépendance.

(2) Le paragraphe 150.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le fait que l'accusé croyait que la 20 Inadmissiplaignant était âgé de seize ans au moins au moment de la perpétration de l'infraction reprochée ne constitue un moyen de défense contre une accusation portée en vertu des 173(2) ou des articles 271, 272 ou 273 que si l'accusé a pris toutes les mesures raisonnables pour s'assurer de l'âge du plaignant.

2. L'article 151 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

151. Toute personne qui, à des fins d'ordre sexuel, touche, directement ou indirectement, avec une partie de son corps ou avec un objet, une partie du corps d'un enfant âgé de moins de seize ans est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq à dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. 40

remplacé par ce qui suit :

Incitation à des contacts sexuels

bilité de

l'erreur

3. L'article 152 de la même loi est

15

Incitation à

des contacts

sexuels

Invitation to sexual touching

- 152. Every person who, for a sexual purpose, invites, counsels or incites a person under the age of sixteen years to touch. directly or indirectly, with a part of the body including the body of the person who so invites, counsels or incites and the body of the person under the age of sixteen years,
 - (a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not 10 exceeding ten years and to a minimum punishment of imprisonment for a term of five years; or
 - (b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

4. Subsection 153(2) of the Act is replaced by the following:

Definition of "young person

(2) In this section, "young person" means a person sixteen years of age or more but under the age of eighteen years.

5. Subsection 160(3) of the Act is replaced by the following:

Bestiality in presence of or by child

(3) Notwithstanding subsection (1), every person who, in the presence of a person under the age of sixteen years, commits bestiality or 25 d'un emprisonnement maximal de dix ans, who incites a person under the age of sixteen years to commit bestiality is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years or is guilty of an offence punishable on summary convic- 30 seize ans ou qui incite celui-ci à en commettre tion.

6. (1) Subsection 161(1) of the Act is replaced by the following:

Order of prohibition

161. (1) Where an offender is convicted, or is discharged on the conditions prescribed in 35 déclaré coupable, ou absous sous le régime de a probation order under section 736, of an offence under section 151, 152, 155 or 159, subsection 160(2) or (3) or section 170, 171, 271, 272 or 273, in respect of a person who is under the age of sixteen years, the court that 40 171, 271, 272 ou 273 à l'égard d'une personne sentences the offender or directs that the accused be discharged, as the case may be, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence or any other condition prescribed in the order of discharge, shall 45 solution applicables en l'espèce, sous réserve consider making and may make, subject to the

152. Toute personne qui, à des fins d'ordre sexuel, invite, engage ou incite un enfant âgé de moins de seize ans à la toucher, à se toucher ou à toucher un tiers, directement ou indirecteor with an object, the body of any person, 5 ment, avec une partie du corps ou avec un 5 objet est coupable:

- a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq à dix ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 10 sommaire.

4. Le paragraphe 153(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application du présent article, « adolescent » s'entend d'une personne âgée 15 20 de seize ans au moins mais de moins de dix-huit ans.

Définition de « adolescent »

5. Le paragraphe 160(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Par dérogation au paragraphe (1), est 20 Bestialité en coupable soit d'un acte criminel et passible soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, toute personne qui commet un acte de bestiali-25 té en présence d'un enfant âgé de moins de 11n

présence d'enfants ou incitation de ceux-ci

6. (1) Le paragraphe 161(1) de la même 30 loi est remplacé par ce qui suit :

161. (1) Dans le cas où un contrevenant est l'article 736 aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation, d'une infraction visée aux articles 151, 152, 155 ou 159, aux 35 paragraphes 160(2) ou (3) ou aux articles 170, âgée de moins de seize ans, le tribunal qui lui inflige une peine ou ordonne son absolution sous condition, en plus de toute autre peine ou 40 de toute autre condition de l'ordonance d'abdes conditions ou exemptions qu'il indique, peut interdire au contrevenant :

Ordonnance d'interdiction conditions or exemptions that the court directs, an order prohibiting the offender from

- (a) attending a public park or public swimming area where persons under the age of sixteen years are present or can 5 reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre; or
- (b) seeking, obtaining or continuing any employment, whether or not the employ-10 ment is remunerated, or becoming or being a volunteer in a capacity, that involves being in a position of trust or authority towards persons under the age of sixteen years.
- (2) Section 161 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Order of prohibition

- (1.1) Where an offender is convicted, or is discharged on the conditions prescribed in a probation order under section 736, of an 20 offence under section 281, in respect of a person who is under the age of fourteen years, the court that sentences the offender or directs that the accused be discharged, as the case may be, in addition to any other punishment 25 that may be imposed for that offence or any other condition prescribed in the order of discharge, shall consider making and may make, subject to the conditions or exemptions that the court directs, an order prohibiting the 30 offender from
 - (a) attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a 35 daycare centre, schoolground, playground or community centre; or
 - (b) seeking, obtaining or continuing any employment, whether or not the employment is remunerated, or becoming or being 40 a volunteer in a capacity, that involves being in a position of trust or authority towards persons under the age of fourteen years.

- a) de se trouver dans un parc public ou une zone publique où l'on peut se baigner s'il y a des personnes âgées de moins de seize ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain 5 d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire:
- b) de chercher, d'accepter ou de garder un emploi rémunéré ou non ou un travail bénévole qui le placerait en relation de 10 confiance ou d'autorité vis-à-vis de personnes âgées de moins de seize ans.

Le tribunal doit dans tous les cas considérer l'opportunité de rendre une telle ordonnance.

- (2) L'article 161 de la même loi est 15 modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :
- (1.1) Dans le cas où un contrevenant est déclaré coupable, ou absous sous le régime de l'article 736 aux conditions prescrites dans 20 une ordonnance de probation, d'une infraction visée à l'article 281, à l'égard d'une personne âgée de moins de quatorze ans, le tribunal qui lui inflige une peine ou ordonne son absolution sous condition, en plus de toute autre 25 peine ou de toute autre condition de l'ordonance d'absolution applicables en l'espèce, sous réserve des conditions ou exemptions qu'il indique, peut interdire au contrevenant :
 - a) de se trouver dans un parc public ou une 30 zone publique où l'on peut se baigner s'il y a des personnes âgées de moins de quatorze ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il y en ait, une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre 35 communautaire;
 - b) de chercher, d'accepter ou de garder un emploi rémunéré ou non ou un travail bénévole qui le placerait en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de person-40 nes âgées de moins de quatorze ans.

Le tribunal doit dans tous les cas considérer l'opportunité de rendre une telle ordonnance.

- 7. Section 170 of the Act is replaced by the 45 following:
- 7. L'article 170 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 45

Ordonnance d'interdiction Parent or guardian procuring sexual activity

170. Every parent or guardian of a person under the age of eighteen years who procures that person for the purpose of engaging in any sexual activity prohibited by this Act with a person other than the parent or guardian is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years, if the person procured for that purpose is under the age of sixteen years, or to imprisonment for a term not exceeding two 10 years if the person so procured is sixteen years of age or more but under the age of eighteen vears.

8. Section 171 of the Act is replaced by the following:

Householder permitting sexual activity

Exposure

171. Every owner, occupier or manager of premises or other person who has control of premises or assists in the management or control of premises who knowingly permits a person under the age of eighteen years to 20 resort to or to be in or on the premises for the purpose of engaging in any sexual activity prohibited by this Act is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years, if the person in 25 met qu'une personne âgée de moins de question is under the age of sixteen years, or to imprisonment for a term not exceeding two years if the person in question is sixteen years of age or more but under the age of eighteen 30 years.

9. Subsection 173(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Every person who, in any place, for a sexual purpose, exposes his or her genital organs to a person who is under the age of 35 re sommaire toute personne qui, en quelque sixteen years is guilty of an offence punishable on summary conviction.

170. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans, si l'enfant ou le pupille est âgé de moins de seize ans, ou d'un emprisonnement maximal de deux ans, s'il est âgé de seize ans 5 au moins mais de moins de dix-huit ans, le père, la mère ou le tuteur qui amène son enfant ou son pupille à commettre des actes sexuels interdits par la présente loi avec un tiers.

Père, mère ou tuteur qui sert d'entremet-

8. L'article 171 de la même loi est 10 15 remplacé par ce qui suit :

171. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans, si la personne en question est âgée de moins de seize ans, ou d'un emprisonnement 15 maximal de deux ans, si elle est âgée de seize ans au moins mais de moins de dix-huit ans, le propriétaire, l'occupant, le gérant ou l'aidegérant, ou tout autre responsable de l'accès ou de l'utilisation d'un lieu qui sciemment per-20 dix-huit ans fréquente ce lieu ou s'y trouve dans l'intention de commettre des actes sexuels interdits par la présente loi.

Maître de maison qui nermet des actes sexuels interdits

9. Le paragraphe 173(2) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

(2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédulieu que ce soit, à des fins d'ordre sexuel, 30 exhibe ses organes génitaux devant un enfant âgé de moins de seize ans.

Exhibitionnisme

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-292

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

C-292

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-292

PROJET DE LOI C-292

An Act to amend the Immigration Act (improvement of enforcement in the case of those who commit offences) Loi modifiant la Loi sur l'immigration (amélioration de l'application de la loi à l'égard de ceux qui sont déclarés coupables d'infractions)

First reading, November 1, 1999

Première lecture le 1^{er} novembre 1999



MR. PERIC

M. Peric

SUMMARY

This Act deals with persons other than Canadian citizens who are in Canada as refugees, immigrants or visitors and who are convicted of offences. The purpose of the Act is to deem those who have been convicted of various types of offence, not including contraventions under the *Contraventions Act*, depending on their status, to have gone through the inquiry process the *Immigration Act* provides for and to have been ordered deported. It avoids the need for the inquiry process in such cases.

A person who is a permanent resident or a Convention refugee will be deemed to have been ordered deported if sentenced to at least 12 months imprisonment for an offence for which the law prescribes a maximum sentence of 10 years imprisonment or more.

Others, not being permanent residents or Convention refugees, i.e. visitors, will be deemed ordered deported if convicted of any offence under the *Criminal Code*, an indictable offence under any Act of Parliament or an offence under any Act of Parliament by which the person may be prosecuted by indictment or be punished on summary conviction.

If the conviction is overturned on appeal, the deportation order is deemed not to have been made. However, the deportation order is not itself appealable to the Appeal Division of the Immigration and Refugee Board.

SOMMAIRE

Ce texte vise les personnes qui, n'étant pas citoyens canadiens, sont au Canada à titre soit de réfugiés, d'immigrants ou de visiteurs et sont déclarées coupables de certaines infractions. Le texte a pour objet d'établir une présomption, savoir celle que les personnes déclarées coupables de certaines catégories d'infractions, à l'exception des infractions visées par la *Loi sur les contraventions*, sont réputées, selon leur situation, avoir fait l'objet du processus d'enquête prévu à la *Loi sur l'immigration* et d'une ordonnance de renvoi. Il écarte l'obligation de procéder à une enquête dans ces cas.

Une personne qui est résident permanent ou réfugié au sens de la Convention est réputée avoir fait l'objet d'une ordonnance de renvoi si elle est condamnée à au moins douze mois d'emprisonnement pour une infraction à l'égard de laquelle les lois prévoient une peine maximale de dix ans d'emprisonnement ou plus.

Les autres personnes, qui ne sont ni résidents permanents ni réfugiés au sens de la Convention, c'est-à-dire les visiteurs, sont réputées avoir fait l'objet d'une ordonnance de renvoi si elles sont déclarées coupables d'une infraction au *Code criminel*, d'un acte criminel en vertu d'une loi fédérale ou d'une infraction à quelque loi fédérale pour laquelle une personne peut être mise en accusation ou condamnée à une peine sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Si la déclaration de culpabilité est cassée en appel, l'ordonnance de renvoi est réputée n'avoir jamais été prononcée. Cependant, l'ordonnance de renvoi n'est pas elle-même susceptible d'appel à la section d'appel de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à Fadresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-292

PROJET DE LOI C-292

An Act to amend the Immigration Act (improvement of enforcement in the case of those who commit offences)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (amélioration de l'application de la loi à l'égard de ceux qui sont déclarés coupables d'infractions)

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.), cc. 1, 28, 29. 30 (4th Supp.); 1990. ec. 8, 16, 17 38, 44; 1992 cc. 1, 47, 49 51; 1993, c. 28; 1994, cc 26, 31; 1995. cc. 5, 15; 1996, cc. 8. 11, 16, 19; 1997. c. 22: 1998. c. 30; 1999. cc. 3. 18.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. I-2; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 10, 46 (2e suppl.), ch. suppl.), ch. 1 28, 29, 30 (49 suppl.); 1990. ch. 8, 16, 17, 38, 44; 1992 ch. 1, 47, 49, 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995, 1996, ch. 8, 11. 16. 19: 1997, ch. 22; 1998, ch. 30: 1999, ch. 3, 18.

Short title

Definition

"conditional deportation order « mesure d'expulsion conditionnelle »

- 1. This Act may be cited as the Immigration Enforcement Improvement Act.
- 2. (1) The definition "conditional deportation order" in subsection 2(1) of the Immigration Act is replaced by the following:
- conditional deportation order made under subsection 32.1(2), (3) or (4), 73(2) or 74(1) or (3), or deemed pursuant to subsection 32.03(2) to have been made, that has not become effective under subsection 32.1(6); 15
- (2) The definition "deportation order" in subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):
 - (c.1) a deportation order deemed pursuant to subsection 32.03(2) to have been made,

- 1. Loi sur l'amélioration de la mise en 5 oeuvre de l'immigration.
 - 2. (1) La définition de « mesure d'expulsion conditionnelle \gg , au paragraphe 2(1)de la Loi sur l'immigration, est remplacée par ce qui suit :
- "conditional deportation order" means a 10 « mesure d'expulsion conditionnelle » La me-10 « mesure sure d'expulsion conditionnelle visée au paragraphe 32.1(2), (3) ou (4), 73(2) ou 74(1) ou (3), ou réputée avoir été prise selon le paragraphe 32.03(2), et qui n'est pas encore exécutoire aux termes du paragraphe 15 32.1(6).
 - (2) La définition de « mesure d'expulsion », au paragraphe 2(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa 20 c), de ce qui suit :
 - c.1) une mesure d'expulsion réputée avoir été prise aux termes du paragraphe 32.03(2);

Titre abrégé

Définition

d'expulsion conditionnelle > "conditional deportation order

Cases where

no report

required

- 3. (1) Subsection 27(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (g), by adding the word "or" at the end of paragraph (h) and by adding the following after paragraph 5 (h):
 - (i) is a person in Canada aged less than nineteen years who is a member of the family of, and dependent for support on, a person against whom a deportation order or 10 conditional deportation order has been deemed pursuant to subsection 32.03(2) to have been made.
- (2) Subsection 27(2) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of 15 est modifié par adjonction, après l'alinéa l), paragraph (k), by adding the word "or" at the end of paragraph (l) and by adding the following after paragraph (l):
 - (m) is a person who is a member of the family of, and dependent for support on, a 20 person against whom a deportation order or conditional deportation order has been deemed pursuant to subsection 32.03(2) to have been made.
- 4. The Act is amended by adding the 25 following after subsection 27(2.01):

(2.02) Notwithstanding subsection (1) or (2), an immigration officer or a peace officer is not required to forward a written report to the Deputy Minister where the officer is in 30 possession of information that a person is

- (a) in the case of a person deemed under paragraph 32.03(1)(a) to have been determined by an adjudicator to be a person described in paragraph 27(1)(d), a person 35 who is described in paragraph 27(1)(d) and is not described in any other paragraph of subsection 27(1);
- (b) in the case of a person deemed under paragraph 32.03(2)(b) to have been deter- 40 mined by an adjudicator to be a person described in paragraph 27(2)(a) as a person who is a member of the inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), the person who is a member of the inadmisssible class 45 described in paragraph 19(1)(c) and is not

- 3. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :
 - i) une personne au Canada agée de moins de 19 ans et qui est un membre de la famille à 5 charge d'une personne qui fait l'objet d'une mesure d'expulsion ou une mesure d'expulsion conditionnelle réputée avoir été prise aux termes du paragraphe 32.03(2).
- (2) Le paragraphe 27(2) de la même loi 10 de ce qui suit :

m) une personne qui est un membre de la famille à charge d'une personne qui fait l'objet d'une mesure d'expulsion ou une 15 mesure d'expulsion conditionnelle réputée avoir été prise aux termes du paragraphe 32.03(2).

- 4. La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 27(2.01), de ce qui 20 suit:
- (2.02) Nonobstant le paragraphe (1) ou (2), l'agent d'immigration ou l'agent de la paix n'a pas à faire part au sous-ministre, dans un rapport circonstancié, de renseignements 25 concernant une personne indiquant que celle
 - a) est une personne qui est un résident permanent visé à l'alinéa 27(1)d) lorsque celle-ci est une personne réputée, en vertu 30 de l'alinéa 32.03(1)a), faire l'objet d'une détermination par un arbitre, qu'elle est une personne visée à l'alinéa 27(1)d), et que cette personne n'est pas visée par un autre alinéa; 35
 - b) est une personne, autre qu'un citoyen canadien ou un résident permanent, visée à l'alinéa 27(2)a) en ce qu'elle appartient à la catégorie non admissible visée à l'alinéa 19(1)c) lorsque celle-ci est une personne 40 réputée, en vertu de l'alinéa 32.03(1)b),

Idem

Status of

convicted persons

certain

described in any other paragraph of subsection 27(2); and

(c) in the case of a person deemed under paragraph 32.03(1)(c) to have been determined by an adjudicator to be a person 5 described in paragraph 27(2)(d), a person who is a member of the inadmissible class described in paragraph 27(2)(d) and is not described in any other paragraph of subsection 27(2).

faire l'objet d'une détermination par un arbitre, qu'elle est une personne visée à l'alinéa 27(2)a) en ce qu'elle appartient à la catégorie non admissible visée à l'alinéa 19(1)c), et que cette personne n'est pas 5 visée par un autre alinéa.

c) est une personne, autre qu'un citoyen canadien ou un résident permanent, visée à l'alinéa 27(2)d) lorsque celle-ci est une personne réputée, en vertu de l'alinéa 10 32.03(1)c), faire l'objet d'une détermination par un arbitre, qu'elle est une personne visée à l'alinéa 27(2)d), et que cette personne n'est pas visée par un autre alinéa.

5. The Act is amended by adding the following after section 32.02:

32.03 (1) A person, other than a Canadian citizen, who has been convicted of an offence in Canada under any Act of Parliament, other 15 than an offence designated as a contravention under the *Contravention Act*, shall be deemed to have been determined by an adjudicator to be a person described in

- (a) paragraph 27(1)(d), in the case of a 20 permanent resident whose conviction is an offence punishable by a maximum term of imprisonment of ten years or more, and for which a term of imprisonment of more than twelve months has been imposed;
- (b) paragraph 27(2)(a) as a person who is a member of the inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), in the case of a person, other than a permanent resident, whose conviction is an offence punishable 30 by a maximum term of imprisonment of ten years or more, and who is
 - (i) a person who has been determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee whose conviction is 35 of an offence for which a term of imprisonment of more than twelve months has been imposed, or
 - (ii) a person, other than a person who has been determined under this Act or the 40 regulations to be a Convention refugee; and
- (c) paragraph 27(2)(d), in the case of a person, other than a permanent resident,

5. La même loi est modifiée, par adjonc-15 tion, après l'article 32.02, de ce qui suit :

32.03 (1) Une personne, autre qu'un citoyen canadien, qui a été déclarée coupable au Canada d'une infraction aux termes d'une loi fédérale, à l'exception d'une infraction dés-20 ignée à titre de contravention sous le régime de la *Loi sur les contraventions*, est réputée être l'objet d'une détermination par un arbitre qu'elle est une personne visée à

a) l'alinéa 27(1)d) si la personne est un 25 résident permanent qui a été déclaré coupable d'une infraction punissable d'un emprisonnement égal ou supérieur à dix ans et pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de douze mois a été imposée; 30

- b) l'alinéa 27(2)a), à titre d'une personne qui appartient à la catégorie non admissible visée à l'alinéa 19(1)c), dans le cas où elle est une personne, autre qu'un résident permanent, qui a été déclarée coupable 35 d'une infraction qui peut être punissable d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à dix ans, qui :
 - (i) soit est une personne qui s'est vu reconnaître le statut de réfugié au sens de 40 la Convention aux termes de la présente loi ou de ses règlements et a été déclarée coupable au Canada d'une infraction pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de douze mois a été 45 imposée,
 - (ii) soit est une personne autre qu'une personne qui s'est vu reconnaître le statut

Présomption

who is a person, other than a person who has been determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee, and whose conviction is of

- (i) an offence under the Criminal Code,
- (ii) an indictable offence under any Act of Parliament other than the *Criminal Code* or this Act, or
- (iii) an offence for which the offender may be prosecuted by indictment or for 10 which the offender is punishable on summary conviction under any Act of Parliament other than the *Criminal Code* or this Act.

Deemed deportation order

- (2) A person referred to in paragraph (1)(a), 15 (b) or (c) shall be deemed to have had made against him by an adjudicator
 - (a) in the case where the person meets the definition of "claimant" within the meaning of subsection 32.1(1), a conditional 20 deportation order; and
 - (b) in any other case, a deportation order.

Conviction set aside

32.04 (1) Where a conviction of an offence under any Act of Parliament is set aside by a court of competent jurisdiction, any deporta- 25 tion order previously made or deemed to have been made under this Act as a result of that conviction shall be deemed never to have been made.

No liability

- (2) Notwithstanding subsection (1), no 30 liability arises from acts performed in reliance on a deportation order or conditional deportation order subsequently deemed never to have been made pursuant to subsection (1).
- 6. The Act is amended by adding the 35 following after subsection 55(1):

- de réfugié au sens de la Convention aux termes de la présente loi ou de ses règlements;
- c) l'alinéa 27(2)d), dans le cas où elle est une personne, autre qu'un résident perma- 5 nent, qui est une personne autre qu'une personne qui s'est vu reconnaître le statut de réfugié au sens de la Convention aux termes de la présente loi ou de ses règlements, et qui a été déclarée coupable :
 - (i) soit d'une infraction au Code criminel,
 - (ii) soit d'un acte criminel en vertu d'une loi fédérale autre que le *Code criminel* ou la présente loi,
 - (iii) soit d'une infraction dont l'auteur 15 peut être poursuivi par mise en accusation ou par procédure sommaire en vertu d'une loi fédérale autre que le *Code criminel* ou la présente loi.
- (2) Une personne visée à l'alinéa (1)a), b) 20 ldem ou c) est réputée être l'objet :
 - a) si la personne est un demandeur de statut au sens du paragraphe 32.1(1), d'une mesure d'expulsion conditionnelle prise par un arbitre;
 - b) dans les autres cas, d'une mesure d'expulsion prise par un arbitre.
- 32.04 (1) Dans le cas ou une déclaration de culpabilité à une infraction qui peut être punissable aux termes d'une loi fédérale est 30 renversée par une cour compétente, toute mesure d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle prise, ou réputée prise en vertu de la loi, est réputée n'avoir jamais été prononcée.

Annulation judiciaire

- (2) Nonobstant le paragraphe (1), il ne 35 Immunité saurait découler de responsabilité civile d'actes fondés sur une mesure d'expulsion ou une mesure d'expulsion conditionnelle subséquement réputée n'avoir jamais été prononcée selon le paragraphe (1).
- 6. La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 55(1), de ce qui suit :

Exception

(1.1) Notwithstanding subsection (1), the written consent of the Minister is not required in the case of a person against whom a deportation order is made as a consequence that the person is described in paragraph 27(1)(i) or (2)(m).

7. The Act is amended by adding the following after subsection 70(6):

No appeal

- (7) Notwithstanding anything in this sec- 10 tion, no appeal lies to the Appeal Division in respect of a person against whom a deportation order or conditional deportation order has been deemed pursuant to subsection 32.03(2) to have been made.
- 8. The Act is amended by adding the following after subsection 77(3.01):

No appeal

(3.02) No appeal lies to the Appeal Division in respect of a person against whom a deportation order or conditional deportation 20 d'une mesure d'expulsion ou une mesure order has been deemed pursuant to subsection 32.03(2) to have been made.

(1.1) Nonobstant le paragraphe (1), l'autorisation écrite du ministre n'est pas requise dans le cas d'une personne qui fait l'obiet d'une mesure d'expulsion ou d'une mesure solely of a determination by an adjudicator 5 d'expulsion conditionnelle fondée unique- 5 ment sur une détermination par un arbitre qu'elle est une personne visée à l'alinéa (27)1)(i) ou (2)m).

7. La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 70(6), de ce qui 10 suit:

(7) Nonobstant toute autre disposition du présent article, ne peut faire appel, devant la section d'appel, la personne qui fait l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'une mesure 15 d'expulsion conditionnelle réputée prononcée 15 en vertu du paragraphe 32.03(2).

8. La même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 77(3.01), de ce qui

(3.02) Ne peut faire appel, devant la section d'appel, le répondant du parent qui fait l'objet d'expulsion conditionnelle réputée avoir été prononcée en vertu du paragraphe 32.03(2).

Autorisation non requise

Absence d'appel

Absence

d'appel

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-293

Palabathi

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

C-293

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-293

PROJET DE LOI C-293

An Act to amend the Income Tax Act (political activities by charities receiving public funds)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (activités politiques des organismes de bienfaisance qui reçoivent des fonds d'État)

First reading, November 2, 1999

Première lecture le 2 novembre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

SUMMARY

This enactment would disqualify from charitable status corporations, trusts and organizations that have received discretionary funding from the public money of Canada or a province if they give direct or indirect support or endorsement to parties or candidates for election at the federal, provincial or municipal level, or if they issue statements or publications that are political and that go beyond a direct promotion of their charitable objects. The Minister is empowered to cancel the registration of charities that carry out these activities.

It would remove from charitable status those special interest organizations that receive funding from public money and are involved in political activities as described above.

The enactment does not apply to public money received from legislation with general application such as tax refunds or rebates, training or other social allowances but only to discretionary funding by grants, contributions or loans. Nor does it apply to money received in the form of donations or other support from members of the public.

There is provision for minor and isolated incidents or errors to be ignored.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de retirer le statut d'organisme de bienfaisance aux sociétés, fiducies et organismes qui ont reçu des sommes attribuées à la discrétion de celui qui les attribue provenant de fonds d'État fédéraux ou provinciaux et si ceux-ci appuient directement ou indirectement des partis ou des candidats qui se présentent à des élections fédérales, provinciales ou municipales ou s'ils font des déclarations ou commanditent des publications qui débordent la promotion directe de leurs fins de bienfaisance. Le ministre est autorisé à révoquer l'enregistrement des organismes de bienfaisance qui s'adonnent à ces activités.

Il aurait pour effet de priver du statut d'organisme de bienfaisance les organismes promoteurs d'intérêts spéciaux qui sont subventionnés à même les fonds publics et qui pratiquent les activités politiques mentionnées.

Le texte ne vise pas les fonds d'État reçus en vertu de l'application générale des lois comme des remboursements ou des dégrèvements d'impôts, des allocations de formation ou d'autres allocations sociales, mais seulement aux sommes attribuées de façon discrétionnaire au titre de subventions, de contributions ou de prêts. Il ne vise pas non plus les sommes reçues du public à titre de dons ou de quelque autre forme de soutien.

Il est prévu des exceptions pour les incidents isolés et sans conséquence et ceux qui découlent d'une erreur.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-293

PROJET DE LOI C-293

An Act to amend the Income Tax Act (political activities by charities receiving public funds)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (activités politiques des organismes de bienfaisance qui recoivent des fonds d'État)

R.S., cc. 1, 2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997 cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19.21.34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1, 2 (5e suppl.); 1994, ch. 7. 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1. 3, 11, 18, 21. 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23: 1997, ch. 10, 12, 25, 26; 1998, ch. 19, 21, 34

1. The *Income Tax Act* is amended by 149.1(4.1):

Revocation of registration of registered charity

(4.2) The Minister may revoke the registration of a charity that carries out any activity described in subsection 149.1(6.11) or 149.1(6.21) if the charity has, in the year the 10 activity is carried out or in either of the two preceding years, received public funds.

Definition of "public funds'

- (4.3) In subsections (4.2), 149.1(6.11) and 149.1(6.21), "public funds" means
 - (a) any part of the public money within the 15 meaning given to that expression in the Financial Administration Act, or
 - (b) any part of the general revenue fund or consolidated revenue fund of a province or 20 a fund equivalent thereto

received as a grant, contribution or loan, but does not include any refund, allowance, rebate, subsidy or other payment received pursuant to an entitlement arising under or pursuant to an Act of the Parliament of Canada or 25 the legislature of a province to which the re-

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est adding the following after subsection 5 modifiée par adjonction, après le paragra- 5 phe 149.1(4.1), de ce qui suit :

(4.2) Le ministre peut révoquer l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance qui s'adonne à l'une des activités visées au paragraphe 149.1(6.11) ou 149.1(6.21), si cet 10 organisme a recu des fonds d'État pendant l'année au cours de laquelle il a exercé cette activité ou au cours de l'une ou l'autre des deux années précédentes.

Révocation l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance enregistré

(4.3) Pour l'application des paragraphes 15 Définition de (4.2), 149.1(6.11) et 149.1(6.21), « fonds d'État » s'entend des sommes reçues à titre de subvention, contribution ou prêt provenant:

« fonds d'État »

- a) soit de fonds publics au sens qu'a cette expression en vertu de la Loi sur la gestion 20 des finances publiques;
- b) soit du Trésor ou des revenus généraux d'une province ou d'un fonds équivalent.

Ne sont pas compris dans les fonds d'État, les remboursements, les allocations, les dégrève-25 ments, les subsides et les autres paiements découlant de l'application ordinaire d'une loi fédérale ou provinciale et que le bénéficiaire recipient is automatically entitled on meeting the qualifications established in or pursuant to the Act without an exercise of discretion by any person.

2. Section 149.1 of the Act is amended by 5 adding the following after subsection (6.1):

Corporations and trusts disqualified

- (6.11) Notwithstanding subsection (6.1), a corporation or trust that
 - (a) gives direct or indirect support, by the supply of money, goods or services to, or by 10 the endorsement of
 - (i) a party that has candidates in an election for the House of Commons, the legislature of a province or a municipali-15
 - (ii) a candidate in such an election, or
 - (b) issues or authorizes its officers to issue statements or publications, in any form, that are political in nature and are other than a direct promotion of the charitable purposes 20 for which the corporation or trust is formed

shall not be considered to be a charitable foundation in a year if it has, in that year or in either of the two preceding years, received public funds. 25

Statements deemed inapplicable

(6.12) The Minister may deem subsection (6.11) not to apply to a statement or publication that appears to the Minister to be a minor and isolated incident in the affairs of a corporation or trust or to have been issued in 30 dans les affaires de la corporation ou de la error.

3. Section 149.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (6.2):

Organizadisqualified

- (6.21) Notwithstanding subsection (6.2), an organization that
 - (a) gives direct or indirect support, by the supply of money, goods or services to, or by the endorsement of
 - (i) a party that has candidates in an election for the House of Commons, the 40 legislature of a province or a municipality, or

coit du seul fait de satisfaire aux conditions établies en vertu de la loi sans l'exercice d'aucun pouvoir discrétionnaire de quiconque.

2. L'article 149.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra- 5 phe (6.1), de ce qui suit :

(6.11) Par dérogation au paragraphe (6.1), n'est plus réputée une fondation de bienfaisance pour une année donnée l'organisme qui a recu des fonds d'État au cours de cette année 10 et de l'une ou l'autre des deux années précédentes et qui :

Perte du statut de fondation de bienfaisance

- a) soit appuie directement ou indirectement l'élection de quelqu'un à la Chambre des communes, à l'assemblée législative d'une 15 province ou à une fonction municipale soit par l'apport de fonds, de biens ou de services, soit par le soutien d'un candidat ou d'un parti qui soutient des candidats à une telle élection: 20
- b) soit par elle-même ou par ses dirigeants, fait des déclarations ou fait paraître des publications, sous quelque forme que ce soit, qui sont de nature politique et qui dépassent la promotion directe de l'objet25 charitable pour lequel la corporation ou la fiducie a été constituée.
- (6.12) Le ministre peut statuer que le paragraphe (6.11) ne s'applique pas à une déclaration ou à une publication qui lui paraît 30 être soit un incident isolé et sans conséquence fiducie, soit la conséquence d'une erreur.

Exception

3. L'article 149.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-35 phe (6.2), de ce qui suit :

- (6.21) Par dérogation au paragraphe (6.2), 35 n'est plus réputé une oeuvre de bienfaisance pour une année donnée l'organisme qui a reçu des fonds d'État au cours de cette année et de 40 l'une ou l'autre des deux années précédentes et qui:
 - a) soit appuie directement ou indirectement l'élection de quelqu'un à la Chambre des communes, à l'assemblée législative d'une 45 province ou à une fonction municipale soit

Perte du statut d'oeuvre de bienfaisance 10

- (ii) a candidate in such an election, or
- (b) issues or authorizes its officers to issue statements or publications, in any form, that are political in nature and are other than a direct promotion of the charitable purposes 5 for which the organization is formed

shall not be considered to be a charitable organization in a year if it has, in that year or in either of the two preceding years, received public funds.

Statements deemed inapplicable (6.22) The Minister may deem subsection (6.21) not to apply to a statement or publication that appears to the Minister to be a minor and isolated incident in the affairs of an organization or to have been issued in error.

par l'apport de fonds, de biens ou de services, soit par le soutien d'un candidat ou d'un parti qui soutient des candidats à une telle élection:

b) soit par lui-même ou par ses dirigeants, 5 fait des déclarations ou fait paraître des publications, sous quelque forme que ce soit, qui sont de nature politique et qui dépassent la promotion directe de l'objet charitable pour lequel l'organisme a été 10 constitué.

(6.22) Le ministre peut statuer que le paragraphe (6.21) ne s'applique pas à une déclaration ou à une publication qui lui paraît être soit un incident isolé et sans conséquence 15 dans les affaires de l'organisme, soit la conséquence d'une erreur.

Exception

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



C-294

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-294

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-294

PROJET DE LOI C-294

An Act to amend the Employment Equity Act (elimination of designated groups and numerical goals) and the Canadian Human Rights Act

Loi modifiant la Loi sur l'équité en matière d'emploi (élimination des notions de groupes désignés et d'objectifs numériques) et la Loi canadienne sur les droits de la personne

First reading, November 2, 1999

Première lecture le 2 novembre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

SUMMARY

This enactment amends the *Employment Equity Act*, chapter 44 of 1995, to remove the concept of designated groups and numerical goals and to repeal the employers' reporting requirements.

It makes consequential amendments to the Canadian Human Rights Act.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, édictée en vertu du chapitre 44 des lois de 1995, afin d'éliminer les notions de groupes désignés et d'objectifs numériques et d'abroger les obligations des employeurs de faire rapport.

La Loi canadienne sur les droits de la personne est modifiée en conséquence.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-294

PROJET DE LOI C-294

An Act to amend the Employment Equity Act (elimination of designated groups and numerical goals) and the Canadian Human Rights Act

Loi modifiant la Loi sur l'équité en matière d'emploi (élimination des notions de groupes désignés et d'objectifs numériques) et la Loi canadienne sur les droits de la personne

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1993, c. 28; 1995, c. 44; 1998, cc. 9, 15

Purpose of

EMPLOYMENT EQUITY ACT

LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

1. L'article 2 de la Loi sur l'équité en

5 matière d'emploi est remplacé par ce qui 5

1993, ch. 28: 1995, ch. 44; 1998, ch. 9, 15

Objet

- 1. Section 2 of the Employment Equity Act is replaced by the following:

2. The purpose of this Act is to achieve equality in the workplace so that no person shall be denied employment opportunities or benefits for reasons unrelated to ability.

2. La présente loi a pour objet de réaliser l'égalité en milieu de travail de façon que nul ne se voie refuser d'avantages ou de chances en matière d'emploi pour des motifs étrangers 10 à sa compétence.

2. Section 3 of the Act is amended by 10 repealing the definition "designated groups".

2. La définition « groupes désignés », à l'article 3 de la même loi, est abrogée.

- 3. The portion of section 5 of the Act before subparagraph 5(b)(i) is replaced by the following:
 - 5. An employer shall, in consultation with

employees, implement employment equity by (a) identifying employment conditions and practices that can be proved to be a barrier

to employment opportunities; and

20

suit:

- (b) suggesting such reasonable policy alternatives that if implemented would alleviate those conditions and practices with respect to
- 3. Le passage de l'article 5 de la même loi précédant le sous-alinéa 5b)(i) est remplacé 15 15 par ce qui suit :
 - 5. En consultation avec les employés, l'employeur est tenu d'appliquer l'équité en matière d'emploi par les actions suivantes :

Obligations l'employeur

- a) identification des conditions et des 20 usages d'emploi dont le caractère d'obstacle à la carrière est prouvable;
- b) proposition de conditions et d'usages raisonnables de remplacement dont l'application serait susceptible de diminuer l'effet 25 de ces conditions et pratiques :

Employer's duty

15

Plan

- 4. Subsection 8(3) of the Act is repealed.
- 5. Section 9 of the Act is repealed.
- 6. Section 10 of the Act is replaced by the following:

Employment equity plan

- 10. The employer shall prepare an employ- 5 ment equity plan that
 - (a) sets out the employer's intentions to address the concerns raised in relation to barriers identified pursuant to paragraph 10 5(a); and
 - (b) establishes a timetable for the removal of each of the conditions and practices that the employer considers to have been proved to be a barrier.
 - 7. Section 13 of the Act is repealed.
- 8. Subsection 16(1) of the Act is replaced by the following:

New employers

- (1) A person who becomes an employer after the day on which this section comes into force shall, within eighteen months after 20 alors de dix-huit mois pour se conformer à becoming an employer, comply with section 10.
- 9. Sections 18 to 21 of the Act are repealed.
- 10. Subsection 22(1) of the Act is replaced 25 by the following:

Compliance audits

- **22.** (1) The Commission is responsible for the enforcement of the obligations imposed on employers by sections 5, 10 to 15 and 17.
- 11. Paragraph 25(1)(a) of the Act is 30 repealed.
- 12. Subsection 25(1.1) of the Act is repealed.
- 13. Paragraphs 33(1)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:
 - (e) impose a quota on an employer.
- 14. Paragraph 41(1)(c) of the Act is repealed.

- 4. Le paragraphe 8(3) de la même loi est abrogé.
 - 5. L'article 9 de la même loi est abrogé.
- 6. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 10. L'employeur prépare un plan d'équité en matière d'emploi dans lequel :
 - a) il énonce son intention de trouver une solution aux problèmes identifiés relativement aux obstacles à la carrière identifiés en 10 vertu de l'alinéa 5a);
 - b) il détermine le calendrier de l'élimination de chacune des conditions et pratiques qui, de l'avis de l'employeur, ont été jugées constituer des obstacles à la carrière. 15
- 7. L'article 13 de la même loi est abrogé.
- 8. Le paragraphe 16(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (1) Quiconque devient un employeur après l'entrée en vigueur du présent article dispose 20 l'article 10.

Nouveaux employeurs

- 9. Les articles 18 à 21 de la même loi sont abrogés.
- 10. Le paragraphe 22(1) de la même loi25 est remplacé par ce qui suit :
- 22. (1) La Commission est responsable de la détermination de l'observation par les employeurs des articles 5, 10 à 15 et 17.

Contrôle d'application

- 11. L'alinéa 25(1)a) de la même loi est 30 abrogé.
- 12. Le paragraphe 25(1.1) de la même loi est abrogé.
- 13. Les alinéas 33(1)e) et f) de la même loi 35 sont remplacés par ce qui suit : 35
 - e) lui imposerait un quota.
 - 14. L'alinéa 41(1)c) de la même loi est abrogé.

R.S., c. H-6; R.S., c. 31 (1st Supp.), c. 32 (2nd Supp.); 1992, c. 22; 1993, c. 28; 1994, c. 26; 1995, c. 44; 1996, cc. 11, 14; 1998, c. 9

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 32 (2e suppl.); 1992, ch. 22; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26; 1995, ch. 44; 1996, ch. 11, 14; 1998, ch. 9

- 15. Subsection 40.1(1) of the *Canadian Human Rights Act* is amended by repealing the definition "designated groups".
- 16. Paragraph 40.1(2)(b) of the Act is repealed.
- 17. Subsection 54.1(1) of the Act is repealed.
- 15. La définition de « groupes désignés », au paragraphe 40.1(1) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, est abrogée.
- 16. L'alinéa 40.1(2)b) de la même loi est 5 abrogé.
 - 17. Le paragraphe 54.1(1) de la même loi est abrogé.



C-295

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-295

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-295

PROJET DE LOI C-295

An Act to establish principles of responsible fiscal management and to require regular publication of information by the Minister of Finance to demonstrate the Government's adherence to those principles

Loi instituant des principes de gestion responsable des finances et imposant au ministre des Finances de publier régulièrement des renseignements indiquant le respect de ces principes par le gouvernement

First reading, November 2, 1999

Première lecture le 2 novembre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to improve the conduct of fiscal policy by specifying principles of responsible fiscal management and by strengthening the reporting requirements of the Crown and, in particular

- (a) by requiring the Minister of Finance to report regularly to the House of Commons on the extent to which the Government's fiscal policy is consistent with the specified principles of responsible fiscal management and to justify in his or her report any departures made by the Government from those principles;
- (b) by requiring all the Crown's financial reporting to be in accordance with generally accepted accounting practices; and
- (c) by requiring the Minister of Finance
 - (i) to publish, at least 3 months before the start of each fiscal year, a budget policy statement containing the Government's long-term objectives for fiscal policy, its broad strategic priorities for the budget for that fiscal year, and its fiscal intentions for that and the next two fiscal years,
 - (ii) to lay before the House of Commons, on the day on which the first appropriation bill relating to a fiscal year is introduced, a fiscal strategy report assessing the consistency of the budget with the budget policy statement and providing progress outlooks for the next ten years, and an economic and fiscal update prepared by Treasury Board for the next three years,
 - (iii) to publish, in December of each fiscal year, an economic and fiscal update prepared by Treasury Board for the next three years,
 - (iv) to publish, before each general election, an economic and fiscal update prepared by Treasury Board for the next three years, and
 - (v) to lay before the House of Commons, towards the end of each fiscal year, a fiscal update prepared by Treasury Board for that year, including forecast estimated actual financial statements for the Crown.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'améliorer l'application de la politique financière. À cette fin, il précise les principes de gestion responsable des finances et renforce l'obligation de l'État de rendre compte. Le projet de loi exige du ministre des Finances qu'il fasse rapport régulièrement à la Chambre des communes quant à la correspondance de la politique financière du gouvernement avec les principes énoncés de gestion responsable des finances et qu'il motive, dans ce rapport, toute dérogation du gouvernement à ces principes. Le projet de loi prescrit que tous les rapports financiers de l'État doivent respecter les pratiques comptables généralement acceptées. Il impose de plus au ministre des finances les obligations suivantes :

- a) celle de publier, au moins trois mois avant le début de chaque exercice, un énoncé de politique budgétaire comportant les objectifs à long terme du gouvernement en matière de politique financière, ses grandes priorités stratégiques pour le budget de l'exercice et ses intentions, en matière de finances, pour cet exercice et pour les deux exercices suivants;
- b) celle de déposer devant la Chambre des communes, le jour de la présentation du premier projet de loi de crédits relatif à un exercice, un rapport de stratégie financière comportant une évaluation du respect dans le budget, de l'énoncé de politique budgétaire et fournissant une perspective d'évolution au cours des dix prochaines années de même qu'un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, pour les trois exercices suivants;
- c) celle de publier, en décembre de chaque année, un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, portant sur les trois prochains exercices;
- d) celle de publier, avant toute élection générale, un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, portant sur les trois exercices suivants:
- e) de déposer devant la Chambre des communes, vers la fin de chaque exercice, un état actualisé de l'économie et des finances, préparé par le Conseil du Trésor, pour l'exercice en cours, comportant des prévisions des états financiers de l'État.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-295

An Act to establish principles of responsible fiscal management and to require regular publication of information by the Minister of Finance to demonstrate the Government's adherence those principles

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the Fiscal Responsibility Act.

2. In this Act,

"budget", in relation to a fiscal year, includes

(a) a speech by the Minister during debate at second reading of the first appropriation bill relating to the fiscal year,

10

- (b) the fiscal strategy report laid before the House of Commons under subsection 7(1) for the fiscal year,
- (c) the report containing an economic and fiscal update laid before the House of 15 Commons under subsection 8(1) for the fiscal year, and
- (d) the Estimates laid before the House of Commons under section 31 of the Financial Administration Act for the fiscal year; 20
- "commitment" means future payments and expenditures to be incurred on contracts that have been entered into at a finalization date:
- "Crown" means Her Majesty the Queen in 25 right of Canada;
- "department" means

PROJET DE LOI C-295

Loi instituant des principes de gestion responsable des finances et imposant au ministre des Finances de régulièrement des renseignements indiquant le respect de ces principes par le gouvernement

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur la gestion responsa-5 ble des finances.

5

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« budget » À l'égard d'un exercice, les documents suivants:

a) le discours du ministre à l'occasion du 10 débat en deuxième lecture de la première loi de crédits de l'exercice:

- b) le rapport de stratégie financière de l'exercice déposé à la Chambre des communes en vertu du paragraphe 7(1); 15
- c) le rapport exposant l'état actualisé de l'économie et des finances pour l'exercice déposé devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 8(1);
- d) les prévisions de dépenses pour l'exerci-20 ce déposées devant la Chambre des communes en vertu de l'article 31 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

« Conseil du Trésor » Le comité du Conseil privé constitué en vertu de l'article 5 de la 25 Loi sur la gestion des finances publiques.

« dépenses » Dépenses engagées par l'État, y compris les frais, pendant un exercice, calculées selon une comptabilité d'exercice.

« engagements » S'entend des paiements fu-30 « engageturs et des dépenses à engager en vertu de contrats conclus à une date de confirmation.

Titre abrégé Définitions

« budget » "budget

« Conseil du Trésor » "Treasury Board'

« dépenses » 'expenses'

ments » ment*

"commitment' « eneagements »

Short title

Definitions

"budget"

« budget »

"Crown" « État »

"department' « minis-

30

« État »

"Crown"

« exercice »

"fiscal year"

- (a) a department or departmental corporation listed in the Financial Administration Act.
- (b) any other division or branch of the public service of Canada, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for the purposes of this Act, or
- (c) the officers and employees of the 10 Senate, the House of Commons and the Library of Parliament;

"expenses"

- (a) means expenses incurred by the Crown in a fiscal year measured in accrual ac-15 counting terms, and
- (b) includes cost:

sury Board;

istration Act.

"fiscal year" « exercice »

"expenses"

« dépenses »

- "fiscal year" means the period beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the next year; 20
- "generally "generally accepted accounting practices" accepted means accounting practices recognized by accounting practices the Canadian accounting profession as ap-« pratiques propriate and relevant for the reporting of comptables généralement financial information in the public sector; reconnues »

"Government" means the executive government of Canada:

"Minister" means the Minister of Finance:

"Secretary" means the Secretary of the Trea-

"Treasury Board" means the board estab-

lished by section 5 of the Financial Admin-

"Minister"

« ministre »

"Secretary" « secrétaire »

"Govern-

« gouvernement »

ment'

- "Treasury Board'
- « Conseil du Trésor »
- Act binds Crown
- 3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Responsible fiscal management

4. (1) Subject to subsection (3), the Government shall pursue its policy objectives in accordance with the principles of responsible fiscal management specified in subsection (2).

- « État » Sa Majesté du chef du Canada.
- « exercice » La période commençant le 1er avril d'une année et se terminant le 31 mars de l'année suivante.
- 5 « gouvernement » Le gouvernement et le pou- 5 voir exécutif du Canada.
 - « ministère »

« gouvernement » "Government'

> « minis-"department'

- a) L'un des ministères ou des établissements publics mentionnés dans la Loi sur la gestion des finances publiques; 10
- b) tout autre secteur de l'administration publique fédérale - y compris une commission nommée sous le régime de la Loi sur les enquêtes — que le gouverneur en conseil désigne comme tel pour l'applica-15 tion de la présente loi;
- c) le personnel du Sénat, celui de la Chambre des communes et celui de la Bibliothèque du Parlement.
- « ministre » Le ministre des Finances.
- 20 « ministre » "Minister" « pratiques comptables généralement reconnues » Pratiques reconnues par les associations canadiennes de comptables professionnels comme adéquates et acceptables pour la présentation de renseignements fi-25 nanciers relatifs à l'administration publique.
- « secrétaire » Le secrétaire du Conseil du Trésor.

« secrétaire » "Secretary'

« pratiques

comptables

reconnues »

'generally

accepted accounting

practices'

généralement

- 3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 30 La Couronne 35 Canada et du chef d'une province.
 - 4. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement est tenu d'appliquer ses objectifs politiques conformément aux principes de gestion responsable des finances précisés au 35 paragraphe (2).

Gestion responsable des finances

Principles defined

- (2) The principles of responsible fiscal 40 management are
- (2) Les principes de gestion responsable des finances sont les suivants :

Énoncé des principes

- (a) to reduce the total Crown debt to prudent levels so as to provide a buffer against factors that may impact adversely on the level of total Crown debt in the future by ensuring that, until such levels have been 5 achieved, the total operating expenses of the Crown in each fiscal year are less than the total operating revenues of the Crown in the same fiscal year;
- (b) once prudent levels of total Crown debt 10 have been achieved, to maintain them by ensuring that, on average, over a reasonable period of time, the total operating expenses of the Crown do not exceed its total operating revenues;
- (c) to achieve and maintain levels of Crown net worth that provide a buffer against factors that may impact adversely on the Crown's net worth in the future;
- (d) to manage prudently the fiscal risks 20 facing the Crown; and
- (e) to pursue policies that are consistent with a reasonable degree of predictability respecting the level and stability of tax rates for future years.

Departure from principles

- (3) The Government may depart from the principles of responsible fiscal management specified in subsection (2), but when the Government does so
 - (a) the departure must be temporary; and
 - (b) the Minister must, in accordance with this Act, specify
 - (i) the reasons for the Government's departure from the principles,
 - (ii) the approach the Government intends 35 to take to return to those principles, and
 - (iii) the period of time within which the Government expects to return to those principles.

- a) la réduction de l'endettement total de l'État à des niveaux prudents de nature à fournir une mesure de protection contre les circonstances susceptibles de faire augmenter le niveau de la dette totale de l'État à 5 l'avenir, par l'application de moyens, aussi longtemps que ces niveaux ne sont pas atteints, de maintenir les dépenses totales de fonctionnement de l'État au cours de tout exercice en dessous des revenus totaux de 10 fonctionnement de l'État pendant le même exercice:
- b) une fois un niveau prudent d'endettement total de l'État atteint, la préservation de ce niveau d'endettement par le maintien, 15 sur une période raisonnable de temps, du niveau moyen des dépenses totales de fonctionnement de l'État en dessous du niveau moyen de ses revenus de fonctionnement;
- c) la constitution et le maintien du niveau de la valeur nette de l'État de manière à fournir protection contre les circonstances susceptibles de diminuer sa valeur nette à l'avenir;
- d) la gestion prudente des risques en matière 25 monétaire auquel l'État est exposé;
- e) l'application de politiques conformes avec une prévisibilité raisonnable des taux d'imposition et avec leur stabilité sur plusieurs années.
- (3) Le gouvernement peut déroger aux principes de gestion responsable des finances de l'État énoncés au paragraphe (2) aux conditions suivantes :

Dérogation aux principes

35

- a) la dérogation est temporaire;
- b) en cas de dérogation, conformément à la présente loi, le ministre énonce :
 - (i) les motifs pour lesquels le gouvernement déroge à ces principes,
 - (ii) les mesures que le gouvernement 40 envisage de prendre pour rétablir le respect de ces principes,
 - (iii) le délai à la suite duquel le gouvernement reviendra à l'application de ces principes.

 45

Pratiques

comptables

reconnues

généralement

Generally accepted accounting practices **5.** All financial statements of the Crown included in reports required under this Act and the *Financial Administration Act* shall be prepared in accordance with generally accepted accounting practices.

Budget policy statement

6. (1) The Minister shall, not later than March 31 in each year, cause to be published a budget policy statement.

Objectives in statement

- (2) A budget policy statement shall
- (a) specify the Government's long-term 10 porte les éléments suivants : objectives for fiscal policy and, in particular, the policy respecting the following variables:

 (a) porte les éléments suivants :

 (a) il annonce les objective gouvernement en matièr nancière et précise cette
 - (i) the Crown's total operating expenses,
 - (ii) the Crown's total operating revenues, 15
 - (iii) the balance between the Crown's total operating expenses and the Crown's total operating revenues,
 - (iv) the amount of the Crown's total debt, and 20
- (v) the amount of the Crown's net worth;

and

(b) explain how these long-term objectives accord with the principles of responsible fiscal management specified in subsection 25 4(2).

Priorities in statement

- (3) A budget policy statement shall, for the fiscal year commencing on the next April 1 after it is published and for the two following fiscal years
 - (a) specify the broad strategic priorities by which the Government will be guided in preparing the budget for the fiscal year; and
 - (b) indicate explicitly, by the use of ranges, ratios or other means, the Government's 35 intentions regarding each of the variables specified in subsection (2).
 - (4) A budget policy statement shall

Consistency of intentions with principles

(a) assess the extent to which the intentions indicated under paragraph (3)(b) are consis- 40 tent with the principles of responsible fiscal management specified in subsection 4(2) and with the objectives specified in subsection (2); and

5. Les états financiers figurant dans les rapports, en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, sont établis conformément aux pratiques compta-5 bles généralement reconnues.

6. (1) Au plus tard le 31 mars de chaque année, le ministre fait publier un énoncé de politique budgétaire.

(2) L'énoncé de politique budgétaire comporte les éléments suivants :

10 l'énoncé

- a) il annonce les objectifs à long terme du gouvernement en matière de politique financière et précise cette politique relativement aux objets suivants :
 - (i) les dépenses totales de fonctionne-15 ment de l'État.
 - (ii) les revenus totaux de fonctionnement de l'État,
 - (iii) le solde des dépenses totales et des recettes totales de fonctionnement de 20 l'État,
 - (iv) l'endettement total de l'État,
 - (v) la valeur nette de l'État;
- b) il explique la manière dont ces objectifs à long terme correspondent aux principes 25 de gestion responsable des finances énoncés au paragraphe 4(2).
- (3) L'énoncé de politique budgétaire mentionne, pour l'exercice commençant le 1^{er} avril après sa publication et pour les deux 30 30 exercices suivants:

a) les grandes priorités stratégiques qui guident le gouvernement dans la préparation du budget de chaque exercice;

- b) au moyen d'intervalles, de proportions et 35 de moyennes, les intentions du gouvernement relativement à chaque objet mentionné au paragraphe (2).
- (4) L'énoncé de politique budgétaire porte sur les sujets suivants :

Concordance des intentions avec les principes

Mention des

priorités

a) il évalue la conformité des intentions énoncées à l'alinéa (3)b) avec, d'une part, les principes de gestion responsable des finances énoncés au paragraphe 4(2) et, d'autre part, avec les objectifs mentionnés 45 au paragraphe (2) du présent article;

Énoncé de politique budgétaire

Teneur de l'énoncé

- (b) where the intentions indicated under paragraph (3)(b) are not consistent with the principles of responsible fiscal management specified in subsection 4(2) or with the objectives specified in subsection (2) or 5 with both, specify
 - (i) the reasons for the departure of those intentions from those principles or those objectives or from both,
 - (ii) the approach the Government intends 10 to take to ensure that its intentions regarding each of the variables specified in subsection (2) become consistent with those principles and those objectives, and
 - (iii) the period of time that is expected to 15 elapse before the Government's intentions regarding each of the variables specified in subsection (2) become consistent with those principles and those objectives.

- b) si les intentions énoncées selon l'alinéa (3)b) ne concordent pas, soit avec les principes de gestion responsable des finances mentionnés au paragraphe 4(2), soit avec les objectifs énoncés conformément 5 au paragraphe (2) du présent article, soit avec ni les uns, ni les autres, l'énoncé précise :
 - (i) les motifs de la divergence entre ces intentions et les principes ou les objec-10 tifs, ou encore, entre ces intentions et, à la fois, les principes et les objectifs,
 - (ii) les mesures que le gouvernement compte prendre pour que chacune de ses intentions relativement à chaque objet 15 mentionné au paragraphe (2) redevienne conforme à ces principes et à ces objectifs,
 - (iii) le délai dans lequel le gouvernement compte revenir à ces principes et à ces 20 objectifs.

Consistency of objectives

- (5) A budget policy statement shall
- (a) assess the consistency of the objectives specified under subsection (2) with the objectives specified in
 - (i) the immediately preceding budget 25 policy statement, or
 - (ii) where the objectives specified in the immediately preceding budget policy statement were amended in the report most recently prepared under section 7, 30 the objectives specified in that report; and
- (b) where the objectives specified under subsection (2) are not consistent with those in the immediately preceding budget policy 35 statement or in the report most recently prepared under section 7, justify the departure of the objectives specified under subsection (2) from those in that immediately preceding budget policy statement or in that 40 report.

(5) L'énoncé de politique budgétaire comporte les éléments suivants :

précédent, soit avec ceux du plus récent

rapport préparé en vertu de l'article 7 si ce

énoncés dans l'énoncé budgétaire de l'exer-

cice:

dernier rapport a modifié les objectifs 30

a) une évaluation de la constance des objectifs énoncés en vertu du paragraphe 25 (2) soit avec ceux mentionnés dans l'énoncé de politique budgétaire de l'exercice

des objectifs

b) si les objectifs mentionnés au paragraphe (2) diffèrent de ceux de l'énoncé de politique budgétaire précédent ou de ceux du plus 35 récent rapport préparé en vertu de l'article 7, une justification de cette divergence entre les objectifs mentionnés au paragraphe (2) et ceux de l'énoncé de politique budgétaire précédent ou ceux du plus récent 40 rapport préparé en vertu de l'article 7.

Consistency of intentions with previous statement

- (6) A budget policy statement shall
- (a) assess the consistency of the intentions indicated under paragraph (3)(b) with the intentions indicated in 45
- (6) L'énoncé de politique budgétaire comporte en outre :

Constance des intentions par rapport à l'énoncé précédent

- (i) the immediately preceding budget policy statement, or
- (ii) where the intentions indicated in the immediately preceding budget policy statement were amended in the report 5 most recently prepared under section 7, the intentions indicated in that report; and
- (b) where the intentions indicated under paragraph (3)(b) are not consistent with 10 those in the immediately preceding budget policy statement or in the report most recently prepared under section 7, justify the departure of the intentions indicated under paragraph (3)(b) from those in that 15 immediately preceding budget policy statement or in that report.

a) une évaluation de la constance des intentions énoncées en vertu de l'alinéa (3)b) avec celles mentionnées dans l'énoncé de politique budgétaire précédent, si les intentions mentionnées dans l'énoncé de 5 politique budgétaire précédent ont été modifiées dans le dernier rapport préparé en vertu de l'article 7, l'évaluation de constance se fait avec les intentions mentionnées dans ce rapport: 10

b) une justification de la divergence entre les intentions mentionnées en vertu de l'alinéa (3)b) et celles portées dans l'énoncé précédent ou dans le dernier rapport préparé en vertu de l'article 7, s'il y a divergence 15 entre les premières et les secondes.

Laid before House of Commons

(7) The Minister shall, not later than three sitting days after the date of the publication of a budget policy statement under subsection 20 devant la Chambre des communes dans les (1), lay a copy of the statement before the House of Commons.

(7) Le ministre fait déposer l'énoncé de politique budgétaire visé au paragraphe (1) trois jours de séance de sa publication. 20

Dépôt de l'énoncé devant la Chambre des communes

Fiscal strategy report

7. (1) The Minister shall, for each fiscal vear, after the introduction of the first appropriation bill relating to that fiscal year, but 25 jour de la présentation à la Chambre du on the day of the introduction of that bill, lay before the House of Commons a report on the Government's fiscal strategy.

7. (1) Pour chaque exercice le ministre fait déposer devant la Chambre des communes, le premier projet de loi de crédits relatif à cet exercice, le rapport de stratégie financière du 25 gouvernement.

Rapport de stratégie financière

Teneur du

rapport

Content of

- (2) A fiscal strategy report shall include
- (a) an assessment of the extent to which the 30 porte les éléments suivants : report containing an economic and fiscal update being laid before the House of Commons under subsection 8(1) is consistent with the intentions indicated under paragraph 6(3)(b) in the budget policy 35 statement most recently published under subsection 6(1);
- (b) where the economic and fiscal update departs from the intentions indicated under paragraph 6(3)(b) in that budget policy 40 statement, an explanation of the reasons for the departure; and
- (c) where the Government's intentions under paragraph 6(3)(b) have changed from those indicated in that budget policy state- 45 ment, the amended version of the intentions required by paragraph 6(3)(b).

- (2) Le rapport de stratégie financière com
 - a) une évaluation du degré de concordance entre le rapport comportant un état actualisé 30 de l'état de l'économie et des finances déposé devant la Chambre des communes conformément au paragraphe 8(1) et les intentions énoncées en vertu de l'alinéa 6(3)b), dans l'énoncé de politique budgétai-35 re le plus récent publié en vertu du paragraphe 6(1);
 - b) un explication des motifs de la divergence, si l'état actualisé de l'économie et des finances s'écarte des intentions exprimées 40 en vertu de l'alinéa 6(3)b);
 - c) si les intentions du gouvernement exprimées en vertu de l'alinéa 6(3)b) ne sont plus les mêmes que mentionnées dans l'énoncé de politique budgétaire, la version modifiée 45

Content of

- (3) A fiscal strategy report shall also include
- (a) progress outlooks that
 - (i) include projections of trends in the variables specified in subsection 6(2) illustrating, for stated significant as- 5 sumptions, likely future progress towards achieving the longer-term fiscal strategy and objectives specified in the budget policy statement most recently published under subsection 6(1), and 10
 - (ii) explain the reasons for any significant differences from previous progress outlooks:
- (b) an assessment of the consistency of the progress outlooks with the objectives speci- 15 fied under subsection 6(2) in the budget policy statement most recently published under subsection 6(1);
- (c) where the progress outlooks depart from the objectives specified under subsection 20 6(2) in that budget policy statement, an explanation of the reasons for the departure; and
- (d) where the Government's objectives under subsection 6(2) of this Act have 25 changed from those specified in that budget policy statement, an amended version of the objectives required by subsection 6(2) of this Act that accords with the principles of responsible fiscal management specified in 30 subsection 4(2).

Fiscal years covered

(4) The projections required by subparagraph (3)(a)(i) shall relate to a period of the 10 or more consecutive fiscal years commencing with the fiscal year to which the appropriation 35 l'exercice sur lequel le projet de loi de crédits bill relates.

Economic and fiscal update

8. (1) The Minister shall, for each fiscal year, after the introduction of the first appropriation bill relating to that fiscal year, and on the day of introduction of that bill, lay 40 de crédits de l'exercice, après la présentation before the House of Commons a report containing an economic and fiscal update prepared by Treasury Board.

des intentions dont l'expression est prescrite en vertu de l'alinéa 6(3)b).

(3) Le rapport de stratégie financière comporte aussi:

Teneur du rapport

- a) des perspectives d'évolution incluant 5 notamment:
 - (i) des projections de tendance des éléments mentionnés au paragraphe 6(2), indiquant, pour les principales hypothèses mentionnées, la probabilité de réali-10 ser la stratégie à long terme et les objectifs financiers exprimés dans le plus récent énoncé de politique budgétaire publié en vertu du paragraphe 6(1),
 - (ii) un explication des motifs de diver-15 gence, s'il y a divergence importante avec les perspectives antérieures;
- b) une évaluation de la concordance entre les perspectives de tendances et les objectifs exprimés en vertu du paragraphe 6(2)20 dans le dernier énoncé de politique budgétaire publié en vertu du paragraphe 6(1);
- c) l'explication des motifs de la divergence, si les perspectives de tendance diffèrent des objectifs précisés en vertu du paragraphe 25 6(2) dans cet énoncé de politique budgétai-
- d) si les objectifs du gouvernement exposés en vertu du paragraphe 6(2) sont différents de ceux exprimés dans cet énoncé de 30 politique budgétaire, une version modifiée des objectifs exigée en vertu du paragraphe 6(2) conforme aux principes de gestion responsable des finances énoncés au para-35 graphe 4(2).
- (4) Les projections exigées en vertu du sous-alinéa (3)a)(i) portent sur une période de dix exercices consécutifs ou plus depuis porte. 40
- 8. (1) Pour chaque exercice, le ministre dépose devant la Chambre des communes, le jour de la présentation du premier projet de loi de ce projet de loi, un état actualisé de 45 l'économie et des finances pour cet exercice. Cet état est préparé par le Conseil du Trésor.

Exercices

État actualisé l'économie et des finances

Content of undate

- (2) The update shall contain economic and fiscal forecasts relating to the fiscal year to which the appropriation bill relates and to each of the following two fiscal years.
- (2) L'état actualisé comporte des prévisions économiques et financières pour l'exercice auquel le projet de loi de crédit a trait et pour les deux exercices suivants.

Teneur de cet

Finalization date

- (3) The update shall contain a statement 5 specifying the day on which the contents of the update were finalized or the days on which the contents of different specified aspects of the update were finalized.
- (3) L'état comporte la mention soit de la 5 date à laquelle les prévisions qui y sont portées ont été closes, ou les dates auxquelles différentes parties de l'état actualisé ont été closes.

Date de clôture de l'état

Economic forecasts

- 9. (1) The economic forecasts contained in 10 the update shall, for each of the three fiscal years to which they relate, include forecasts of changes in Canada's
 - 9. (1) Les prévisions économiques portées à l'état actualisé portent sur la variation, au 10 Canada, au cours des trois exercices visés dans ces prévisions, des articles suivants :

a) le produit intérieur brut et ses principales

Prévisions économiques

- (a) gross domestic product, and the major components of gross domestic product; 15
- composantes; b) les prix à la consommation;

c) l'emploi et le chômage;

15

(b) consumer prices;

of payments.

- (c) unemployment and employment; and
- (d) current account position of the balance
- d) la situation du compte courant de la balance des paiements.

Assumptions

(2) The economic forecasts shall also 20 include a statement of all significant assumptions underlying them.

(2) Les prévisions économiques énoncent également les principales hypothèses sur 20 lesquelles elles sont fondées.

Hypothèses

Prévisions

financières

Fiscal. forecasts

- 10. (1) The fiscal forecasts contained in the update shall, for each of the three fiscal years to which they relate, include forecast financial 25 ciers prévus de l'État pour chacun des trois statements for the Crown.
 - 10. (1) Les prévisions financières portées à l'état actualisé comprennent des états finanexercices qu'elles visent.

Content of forecast

(2) The forecast financial statements for the Crown shall include

(2) Les états financiers prévus de l'État comportent les articles suivants :

Teneur des prévisions

- (a) a statement of the forecast financial position of the Crown at the balance date for 30 each of those fiscal years;
- a) un relevé de prévisions du bilan financier de l'État à la date de clôture de chacun des exercices visés par l'état; 30
- (b) an operating statement reflecting the forecast revenue and expenses of the Crown for each of those fiscal years;
- b) un relevé des prévisions des comptes de revenus et de dépenses d'opérations de l'État pour chaque exercice;
- (c) a statement of cash flows reflecting 35 forecast cash flows of the Crown for each of those fiscal years:
- c) un relevé des prévisions de mouvements de caisse de l'État pour chaque exercice; 35
- (d) a statement of borrowings reflecting the forecast borrowing activities of the Crown for each of those fiscal years; and 40
- d) un relevé des prévisions d'opérations d'emprunts de l'État pour chaque exercice:
- (e) such other statements as are necessary to fairly reflect the forecast financial operations of the Crown for each of those fiscal years and its forecast financial position at the end of each of those fiscal years. 45
- e) les autres relevés nécessaires pour rendre compte fidèlement des prévisions d'opérations financières de l'État pour chaque 40 exercice et de la prévision de sa situation financière à la fin de chaque exercice.

Content of forecast

- (3) The forecast financial statements for the Crown shall also include
- (3) Les états financiers prévus de l'État comportent, en outre:

Teneur des prévisions

- (a) a statement of commitments of the Crown as at the day on which the forecast financial statements are finalized, other than the commitments included in the statements prepared under subsection (2);
- (b) a statement of specific fiscal risks of the Crown as at the day on which the forecast financial statements are finalized, being the fiscal risks in relation to
 - (i) the Government decisions and other 10 circumstances required by section 11 of this Act to be incorporated in the economic and fiscal update, and
 - (ii) any other contingent liabilities of the Crown, including any guarantees or in-15 demnities given under any Act;
- (c) a statement of all significant accounting policies, including any changes from the accounting policies contained in the Public Accounts of the Crown most recently laid 20 before the House of Commons under subsection 64(1) of the Financial Administration Act; and
- (d) in relation to each statement required by paragraphs (2)(a) to (d) and, where ap- 25 propriate, in relation to any statement required by paragraph (2)(e)
 - (i) comparative budgeted and estimated actual figures for the fiscal year immediately before the first of the fiscal years to 30 which the fiscal forecasts relate, and
 - (ii) comparative actual figures for the fiscal year two years before the first of the fiscal years to which the fiscal forecasts relate. 35

- a) un relevé des engagements de l'État à la date où les états financiers de prévisions sont arrêtés, pour les engagements qui ne sont pas mentionnés dans l'état préparé en vertu du paragraphe (2);
- b) un relevé, au jour où les états financiers de prévisions sont arrêtés, des risques financiers de l'État résultant :
 - (i) des décisions du gouvernement et d'autres situations dont la mention est 10 exigée en vertu de l'article 11,
 - (ii) de tout autre passif éventuel de l'État, notamment toute garantie ou indemnité consentie en vertu des lois:
- c) un énoncé de toutes les conventions 15 comptables importantes, y compris les changements par rapport aux conventions comptables portées aux Comptes publics de l'État déposés devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 64(1) de 20 la Loi sur la gestion des finances publiques;
- d) à l'égard de chacun des relevés exigés en vertu des alinéas (2)a) à d) et, le cas échéant, à l'égard de chacun des relevés exigés en 25 vertu de l'alinéa (2)e):
 - (i) la comparaison avec les chiffres portés au budget et ceux des opérations réelles estimatives pour l'exercice précédant immédiatement le premier des exercices visés par les états financiers de prévi-30 sions:
 - (ii) la comparaison avec les chiffres réels du deuxième exercice précédant le premier des exercices visés par les états financiers de prévisions. 35

Reporting entities

- (4) The forecast financial statements for the Crown shall be for the same reporting entity as the Public Accounts for the Crown to be prepared under section 64 of the Financial years to which the fiscal forecasts relate.
- (4) Les états financiers prévus de l'État comportent les mêmes entités comptables que les Comptes publics annuels de l'État préparés en vertu de l'article 64 de la Loi sur la gestion Administration Act for the first of the fiscal 40 des finances publiques pour le premier des 40 exercices visés par les prévisions financières.

Entités comptables

Assumptions

- (5) The fiscal forecasts shall also include a statement of all significant assumptions underlying them.
- (5) Les états financiers de prévisions énoncent également toutes les principales hypothèses sur lesquelles ils reposent.

Hypothèses

Disclosure of policy decisions, etc

11. (1) Every economic and fiscal update prepared under subsection 8(1), 13(1) or 14(1) shall incorporate, to the fullest extent possible consistent with subsection (4), all Governthat may have a material effect on the fiscal and economic outlook.

11. (1) Tout état actualisé de l'économie et des finances établi en vertu du paragraphe 8(1), 13(1) ou 14(1) comporte, dans toute la mesure où le paragraphe (4) le permet, toutes ment decisions and all other circumstances 5 les décisions du gouvernement et toutes les 5 autres circonstances qui peuvent avoir une influence marquée sur les perspectives économiques et financières.

Mention des décisions de principe

Quantifiable fiscal implications of decisions

(2) Where the fiscal implications of Government decisions and other circumstances for particular years with reasonable certainty by the day on which the forecast financial statements for the Crown are finalized, the quantified fiscal implications of those Government decisions and other circumstances 15 financiers prévus de l'État. shall be included in the forecast financial statements for the Crown.

(2) Lorsque les conséquences des décisions du gouvernement et les autres circonstances 10 financières referred to in subsection (1) can be quantified 10 visées au paragraphe (1) sont quantifiables avec un degré raisonnable de certitude pour des exercices précis, le jour où les états financiers prévus de l'État sont arrêtés, ces répercussions sont comptées dans les états 15

Répercusquantifiables des décisions

If not quantifiable in time

(3) Where the fiscal implications of Government decisions and other circumstances referred to in subsection (1) cannot be quanti-20 fied for or assigned to a particular year or years with reasonable certainty by the day on which the forecast financial statements for the Crown are finalized, those Government deciclosed in the statement of specific fiscal risks of the Crown required by paragraph 10(3)(b).

(3) Lorsque les répercussions financières des décisions du gouvernement et des autres circonstances visées au paragraphe (1) ne sont pas quantifiables ou qu'elle ne peuvent être 20 attribuées à un exercice en particulier le jour où les états financiers prévus de l'État sont arrêtés, ces décisions du gouvernement et sions and other circumstances shall be dis-25 autres circonstances sont rapportées dans l'état des risques financiers spécifiques de 25 l'État dont la production est prescrite en vertu de l'alinéa 10(3)b).

Répercussions non quantifiables

Exceptions

- (4) Subsection (1) and paragraph 10(2)(e)do not apply to a decision, circumstance or
 - (a) to incorporate that decision, circumstance or statement in an economic and fiscal update is likely
 - (i) to prejudice the substantial economic interest of Canada, 35
 - (ii) to prejudice the security or defence of Canada or the international relations of the Government.
 - (iii) to compromise the Crown in a material way in negotiation, litigation or 40 commercial activity, or
 - (iv) to result in material loss of value to the Crown: and
 - (b) there is no reasonable or prudent way the Government can avoid this prejudice, com- 45 promise or material loss

(4) Le paragraphe (1) et l'alinéa 10(2)e) ne s'appliquent pas aux décisions, circonstances statement where the Minister determines that 30 et états à l'égard desquels le ministre estime : 30

Exceptions

- a) que la mention de ces décisions, circonstances ou états dans l'état actualisé de l'économie et des finances :
 - (i) porterait vraisemblablement atteinte à des intérêts économiques importants du 35
 - (ii) porterait vraisemblablement atteinte à la sécurité ou à la défense du Canada ou aux relations internationales du gouvernement, 40
 - (iii) compromettrait vraisemblablement des négociations, quelque litige ou activité commerciale de l'État,
 - (iv) aurait vraisemblablement pour conséquence de causer une perte impor-45 tante à l'État:

- (i) in the case of a circumstance, by making a decision before the day on which the forecast financial statements for the Crown are finalized.
- (ii) in the case of a decision or circum- 5 stance, by incorporating in the update the fiscal implications of the decision or circumstance or the nature of that decision or circumstance but without reference to its fiscal implications, or
- (iii) in the case of a statement, by incorporating the statement in the update.

- b) qu'il n'existe pas de moyen raisonnable ou prudent pour le gouvernement d'éviter de subir un préjudice ou une perte ou d'arriver à un compromis :
 - (i) dans une situation particulière, en 5 prenant la décision avant le jour où les états financiers prévus de l'État sont
 - (ii) dans le cas d'une décision ou d'une situation, en mentionnant ses répercus-10 sions financières dans l'état actualisé ou en mentionnant la nature de la décision ou de la situation sans faire mention de ses répercussions financières,
 - (iii) dans le cas d'un énoncé, en incorpo-15 rant cet énoncé à l'état actualisé.

Statement of responsibility

- 12. Every economic and fiscal update prepared under subsection 8(1), 13(1) or 14(1) 15 des finances préparé en vertu du paragraphe must be accompanied by a statement of responsibility signed by the Minister and the Secretary and comprising
 - (a) a statement by the Minister that all policy decisions with material economic or 20 fiscal implications that the Government has made before the day on which the contents of the update or of the relevant aspect of the update were finalized, and all other circumstances with material economic or fiscal 25 implications of which the Minister was aware before that day, have been communicated to the Secretary:
 - (b) a statement by the Secretary that the Treasury Board has supplied to the Minis-30 ter, using its best professional judgement on the basis of economic and fiscal information available to it before the day on which the contents of the update or of the relevant aspect of the update were finalized, an 35 economic and fiscal update incorporating the fiscal and economic implications of those decisions and circumstances, but not incorporating any decision, circumstance or statement that the Minister has deter-40 mined under subsection 11(4) should not be incorporated in that update; and
 - (c) a statement that the Minister is responsible

- 12. À tout état actualisé de l'économie et 8(1), 13(1) ou 14(1) est obligatoirement jointe une mention de responsabilité signée par le 20 ministre et le secrétaire et comportant les éléments suivants :
 - a) une attestation du ministre que toutes les décisions ayant des conséquences économiques ou financières d'importance que le 25 gouvernement a prises avant la date à laquelle ce qui est porté à l'état ou à ses éléments importants ont été arrêtés et toutes les circonstances ayant des conséquences économiques ou financières importantes 30 dont le ministre a eu connaissance ont été portées à la connaissance du secrétaire;
 - b) une attestation du secrétaire que le Conseil du Trésor a fourni au ministre, au meilleur de son jugement professionnel vu 35 les renseignements économiques et financiers dont il disposait le jour où ce qui est porté à l'état ou ses éléments importants ont été arrêtés, un état actualisé de l'économie et des finances rendant compte des réper-40 cussions de ces décisions et situations, à l'exception des décisions, circonstances et états que le ministre a jugés ne pas devoir être portés à l'état conformément au paragraphe 11(4);
 - c) une mention par le ministre qu'il se porte garant:

Mentions de responsabilité

15

5

- (i) for the integrity of the disclosures contained in the update,
- (ii) for the consistency with the requirements of this Act of the information contained in the update, and
- (iii) for the omission from the update under subsection 11(4) of any decision, circumstance or statement.

(i) de l'intégrité des présentations d'informations portées à l'état actualisé,

(ii) de la conformité des renseignements portés à l'état actualisé aux exigences de la présente loi,

(iii) de l'omission, en vertu du paragraphe 11(4), de mentionner toute décision, situation ou énoncé dans l'état actualisé.

Half-year economic and fiscal update

13. (1) Subject to subsection (3), the nor later than December 31 in each fiscal year, cause to be published a report containing an economic and fiscal update prepared by the Treasury Board.

13. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le Minister shall, not earlier than December 110 ministre fait publier, entre le 1er décembre et 10 le 31 décembre de chaque exercice, un rapport comportant un état actualisé de l'économie et des finances préparé par le Conseil du Trésor.

État actualisé l'économie et des finances à mi-exercice

Content of undate

- (2) The economic and fiscal update shall
- (a) include the information required by subsections 8(2) and (3) and sections 9, 10, and 11 to be included in the economic and fiscal update prepared under subsection 8(1), except that the reference to estimated 20 actual figures in subparagraph 10(3)(d)(i)shall be read as if it were a reference to actual figures, and the actual figures required by subparagraph 10(3)(d)(ii) shall not be required; and 25
- (b) be accompanied by the statement of responsibility required by section 12.

(2) L'état actualisé de l'économie et des finances:

Teneur de l'état 15 actualisé

- a) comporte les renseignements dont la mention est exigée en vertu des paragraphes 8(2) et (3), et des articles 9, 10 et 11, lors de la préparation de l'état actualisé conformément au paragraphe 8(1), à l'exception que 20 la mention des chiffres des opérations réelles estimatives au sous-alinéa 10(3)d)(i) s'entend de celle des chiffres des opérations réelles et la comparaison requise avec les chiffres des opérations réelles requise en 25 vertu du sous-alinéa 10(3)d)(ii) n'est plus exigée:
- b) est assorti de la mention de responsabilité requise en vertu de l'article 12.

Exceptions

- (3) The Minister shall not be required to cause a report to be published under subsection (1) of this section in any fiscal year if, in 30 that part of that fiscal year beginning on October 1 and ending on December 31, an economic and fiscal update
 - (a) has been published under section 14; or
 - (b) is required to be published under 35 section 14.
- (3) Le ministre n'est pas tenu de faire 30 Exceptions publier le rapport visé au paragraphe (1) pour un exercice si, entre le 1er octobre et le 31 décembre de cet exercice il a fait publier, — ou est tenu de le faire —, un état actualisé de l'économie et des finances en 35 vertu de l'article 14.

Copy laid before House of Commons

(4) The Minister shall, not later than the third day on which the House of Commons sits after the publication of a report under subsection (1), lay a copy of the report before the 40 House.

(4) Le ministre fait déposer devant la Chambre des communes une copie du rapport qu'il fait publier en application du paragraphe (1) au plus tard le troisième jour de séance de 40 la Chambre après la publication du rapport.

Dépôt devant la Chambre communes

Pre-election economic and fiscal update

14. (1) The Minister shall, except as provided in subsection (4), cause to be published, not earlier than forty-two nor later than twenty-eight days before the day appointed as polling day in a general election of members of the House of Commons, a report containing an economic and fiscal update prepared by the Treasury Board.

14. (1) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (4), le ministre fait publier, au plus tôt quarante-deux jours et au plus tard vingt-huit jours, avant le jour fixé pour le scrutin d'une 5 élection générale fédérale, un rapport com- 5 portant un état actualisé de l'économie et des finances préparé par le Conseil du Trésor.

Publication de l'état actualisé avant une élection générale

Content of pre-election update

- (2) The economic and fiscal update shall
- (a) except as provided in subsection (3), 10 include the information required by subsections 8(2) and (3) and sections 9, 10 and 11 to be included in the economic and fiscal update prepared under subsection 8(1); and
- (b) be accompanied by the statement of 15 responsibility required by section 12.

(2) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (3), l'état actualisé de l'économie et des finances comporte les mêmes renseignements que ceux 10 qui sont exigés en vertu des paragraphes 8(2) et (3) et des articles 9, 10 et 11 pour un état publié en vertu du paragraphe 8(1) et il est assorti de la mention de responsabilité prévue à l'article 12. 15

portent les prévisions économiques ont été

conformément au paragraphe 64(1) de la Loi

sur la gestion des finances publiques au

moment où la publication de l'état actualisé

estimatives au sous-alinéa 10(3)d)(i) s'entend

de celle des chiffres des opérations réelles et

la comparaison requise avec les chiffres des opérations réelles en vertu du sous-alinéa

10(3)d)(ii) n'est plus exigée.

la mention des chiffres des opérations réelles 25

déposés devant la Chambre des communes 20

Teneur de l'état publié à l'occasion élection générale

Where Public Accounts already published

(3) Where, before the day on which an economic and fiscal update is required to be published under this section, the Public Accounts of the Crown for the fiscal year 20 immediately before the first of the fiscal years to which the fiscal forecasts relate have been laid before the House of Commons under subsection 64(1) of the Financial Administration Act, the reference to estimated actual 25 devient obligatoire en vertu du présent article, figures in subparagraph 10(3)(d)(i) shall be read as if it were a reference to actual figures, and the actual figures required by subparagraph 10(3)(d)(ii) shall not be required.

(3) Dans le cas où les Comptes publics de Publication des Comptes l'État pour l'exercice précédant immédiatepublics ment le premier des exercices sur lesquels

Dissolution near to polling

(4) Where the day of the dissolution of 30 Parliament is less than thirty-five days before the day appointed as polling day in the general election of members of the House of Commons, the Minister shall cause the economic and fiscal update required to be published 35 article au plus tard quatorze jours après la under this section to be published not later than fourteen days after the day of the dissolution of Parliament.

(4) Si la dissolution du Parlement a lieu moins de trente-cinq jours avant la date fixée pour l'élection générale fédérale, le ministre fait publier l'état actualisé de l'économie et des finances prescrit en vertu du présent35 dissolution du Parlement.

Dissolution proche de L'élection générale

30

Copy laid before new Parliament

- (5) The Minister shall, not later than the third day on which the House of Commons sits 40 Chambre des communes, au plus tard le after the first meeting of the new Parliament, lay before the House a copy of the report published under this section.
- (5) Le ministre fait déposer devant la troisième jour de séance de la première 40 communes session de la nouvelle législature, une copie du rapport publié en vertu du présent article.

Dépôt devant la Chambre

Current-year fiscal update

15. (1) The Minister shall, on the day of introduction of the first appropriation bill after the last day of February in each fiscal year, not being an appropriation bill that deals solely lay before the House of Commons a report containing the fiscal update for that fiscal year prepared by the Treasury Board.

15. (1) Le jour du dépôt en Chambre du premier projet de loi de crédits après le dernier iour de février d'un exercice, si ce projet de loi ne porte pas uniquement sur des affectations with matters relating to a previous fiscal year, 5 de crédit relatives à un exercice antérieur, le 5 ministre fait déposer devant la Chambre des communes un rapport comportant l'état actualisé des finances de cet exercice, préparé par le Conseil du Trésor.

État actualisé de l'exercice courant

Teneur des

Content of undate

(2) The update shall contain fiscal forecasts for that fiscal year and a statement of all 10 res pour cet exercice et un énoncé de toutes les significant assumptions underlying them.

(2) L'état comporte les prévisions financiè-10 Teneur de hypothèses importantes sur lesquelles ces prévisions sont fondées.

Content of fiscal forecasts

(3) The fiscal forecasts shall include a forecast of the financial statements for the Crown for the fiscal year including

(3) Les prévisions financières comportent la prévision des états financiers de l'État pour 15 financières l'exercice, notamment :

(a) a forecast of the position of the Crown 15

a) des prévisions de la situation de l'État à la date d'arrêté des comptes;

- at the balance date; (b) an operating statement reflecting a
- b) un relevé d'exploitation correspondant aux prévisions de recettes et de dépenses 20 d'exploitation de l'État pour l'exercice;
- forecast of the revenue and expenses of the Crown for the fiscal year; (c) a statement of cash flows reflecting 20 forecast cash flows of the Crown for the
- c) un relevé des mouvements de caisse correspondant aux prévisions de mouvements de caisse de l'État pour l'exercice;
- fiscal year; (d) a statement of borrowing reflecting the forecast borrowing activities of the Crown for the fiscal year; 25
- d) un relevé des emprunts correspondant25 aux prévisions d'emprunts de l'État pour l'exercice;
- (e) a statement of all significant accounting policies, including any changes from those contained in the Public Accounts of the Crown most recently laid before the House of Commons under subsection 64(1) of the 30 Financial Administration Act;
- e) un énoncé de toutes les conventions comptables importantes, notamment les changements par rapport à celles portées 30 dans les derniers Comptes publics de l'État déposés devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 64(1) de la Loi sur l'administration des finances publiques;
- (f) such other statements as are necessary to fairly reflect a forecast of the actual financial operations of the Crown for the fiscal year and a forecast of the financial position 35 at the end of the fiscal year; and
- f) les autres relevés nécessaires à une 35 présentation sincère des prévisions des opérations de l'État pour l'exercice et de la situation de l'État à la fin de l'exercice:
- (g) in relation to each statement required by paragraphs (a) to (d) and, where appropriate, by paragraph (f), comparative budgeted and actual figures for the previous fiscal 40 year.
- g) à l'égard de tous les relevés exigés en vertu des alinéas a) à d) et, le cas échéant, 40 dans le cas de l'alinéa f), la comparaison des chiffres estimatifs et réels de l'exercice précédent.

Reporting entities

- (4) The forecast financial statements for the Crown to be prepared under subsection (3) shall be for the same reporting entities as the
- (4) Les états financiers prévus de l'État dont la préparation est requise en vertu du paragra-45 phe (3) sont établis selon les mêmes divisions Public Accounts for the Crown to be prepared 45 que celles servant à la préparation des Comp-

Divisions des rapports

under section 64 of the Financial Administration Act for the fiscal year to which the fiscal forecasts relate.

tes publics de l'État établis en vertu de l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques pour l'exercice auquel les prévisions financières se rapportent.

Referral to select committee

- 16. There shall stand referred to such committee of the House of Commons as the House shall instruct to undertake the overall review of financial management in Government departments and other public bodies
 - (a) every budget policy statement published under subsection 6(1); 10
 - (b) every fiscal strategy report laid before the House of Commons under subsection 7(1);
 - (c) every report laid before the House of Commons under subsection 8(1); 15
 - (d) every report published under subsection 13(1) or section 14; and
 - (e) every report laid before the House of Commons under subsection 15(1).

- 16. Sont déférés d'office au comité de la 5 Renvoi à un 5 Chambre des communes désigné par elle, pour examen par le comité de l'ensemble de la gestion financière des ministères du gouvernement et des autres établissements publics :
 - spécial
 - a) tout énoncé de politique budgétaire 10 publié en vertu du paragraphe 6(1);
 - b) tout rapport de stratégie financière déposé devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 7(1);
 - c) tout rapport déposé devant la Chambre 15 des communes en vertu du paragraphe 8(1);
 - d) tout rapport publié en vertu du paragraphe 13(1) ou de l'article 14;
 - e) tout rapport déposé devant la Chambre des communes en vertu du paragraphe 20 15(1).

Publication. inspection and purchase of statements and reports

- 17. (1) The Minister shall, in respect of 20 every statement or report referred to in section 16, cause to be published in the Canada Gazette a notice
 - (a) indicating, where the statement or report is published in advance of being laid before 25 the House of Commons, that the statement or report has been published;
 - (b) showing a place at which copies of the statement or report are available for inspec-30 tion free of charge; and
 - (c) showing a place at which copies of the statement or report are available for purchase.

17. (1) Pour tout rapport ou état mentionné à l'article 16, le ministre fait publier dans la Gazette du Canada un avis par lequel :

Publication. inspection. acquisition des états et rapports

avant d'être déposé devant la Chambre des communes, que l'état ou rapport a effectivement été publié;

a) il indique, si l'état ou le rapport est publié 25

- b) il mentionne l'endroit où il est possible de prendre connaissance gratuitement des 30 copies de l'état ou du rapport;
- c) il mentionne l'endroit où il est possible d'acquérir contre paiement des copies de l'état ou rapport.

Availability to public

- (2) The Secretary shall, for at least 6 months required by subsection (1), cause copies of the statement or report referred to in that notice to be available
 - (a) for inspection free of charge by members of the public; and 40
 - (b) for purchase at a price not exceeding the cost of production by members of the public.
- (2) Pendant les six mois suivant la date de 35 Mise à la after the date of the publication of the notice 35 la publication de l'avis exigé en vertu du paragraphe (1), le secrétaire veille à ce que des copies du rapport ou état mentionné dans l'avis:

disposition du public

- a) soient accessibles pour consultation sans 40 frais par le public;
- b) soient offertes en vente au public à un prix ne dépassant pas les frais de préparation.

Power of Secretary to obtain information

- 18. (1) The Secretary may from time to time request any department or any entity listed in Schedule I. II. or III of the Financial Administration Act, or any entity that manages an asset or liability of the Crown, to supply to the Secretary such information as is necessary to enable the preparation of any of the fiscal forecasts referred to in sections 8, 10, 11, 13, 14 and 15.
- 18. (1) Le secrétaire peut, à l'occasion, exiger de tout ministère ou établissement public dont le nom figure à l'annexe I, II ou III de la Loi sur la gestion des finances publiques 5 ou à tout organisme qui administre un bien ou 5 une dette de l'État de fournir les renseignements nécessaires à la préparation des états de prévisions financières mentionnés aux articles 8, 10, 11, 13, 14 et 15.

Pouvoir du secrétaire d'exiger des renseignements

Request for information

- (2) A request under subsection (1) may 10 specify the date by which and the manner in which the information requested is to be provided.
- (2) La demande de renseignements visée au 10 Demande de paragraphe (1) peut préciser la date à laquelle ceux-ci doivent être fournis et la manière dont ils doivent l'être.

renseigne-

Date for provision of information

- (3) Where a date is specified under subsecregard to the time limits prescribed by this Act for the laving before the House of Commons or the publishing of the report for which the information is being requested.
- (3) Lorsqu'une demande de renseignetion (2), that date must be reasonable, having 15 ments visée au paragraphe (2) précise la date 15 à laquelle ceux-ci doivent être communiqués, la date précisée doit être raisonnable compte tenu des délais prescrits par la présente loi pour le dépôt devant la Chambre des commune ou la publication du rapport pour lequel les 20 renseignements sont exigés.

Date de communication des renseignements

Request must be complied with

- (4) Where any request under subsection (1) 20 is made to a department or entity, that request must be in writing and that department or entity must comply with the request.
- (4) Une demande de renseignements présentée en vertu du paragraphe (1) à un ministère ou établissement doit être formulée par écrit et le ministère ou l'établissement, 25 selon le cas, est tenu de s'y conformer.

Obligation d'obtempérer

Transitional

- 19. (1) The fiscal strategy report required to be laid before the House of Commons under 25 déposer devant la Chambre des communes en subsection 7(1) for the fiscal year commencing April 1, 1999 shall include
 - (a) the long-term objectives required by subsection 6(2) and an explanation of how those long-term objectives accord with the 30 principles of responsible fiscal management specified in subsection 4(2);
 - (b) the intentions required by paragraph 6(3)(b); and
 - (c) progress outlooks that include projec-35 tions of trends in the variables specified in subsection 6(2) illustrating, for stated significant assumptions, likely future progress towards achieving the long-term objectives included under paragraph (a). 40

- 19. (1) Le rapport de stratégie financière à vertu du paragraphe 7(1) pour l'exercice commençant le 1er avril 1999 énonce :
 - a) les objectifs à long terme dont la mention est prévue au paragraphe 6(2) et l'explication de la manière dont ces objectifs correspondent aux principes de gestion responsable des finances énoncés au para-35 graphe 4(2);
 - b) les intentions dont la mention est requise en vertu de l'alinéa 6(3)b);
 - c) des perspectives d'évolution comportant des projections des tendances des variables 40 mentionnées au paragraphe 6(2), afin d'illustrer, pour les hypothèses importantes mentionnées, la probabilité de progression vers les objectifs à long terme énoncés en vertu de l'alinéa a). 45

Disposition transitoire

10 avril 2000.

Exception

(2) Subsections 7(2) and (3) do not apply to the fiscal strategy report to which subsection (1) applies.

Exception

(3) Subsection 7(4) applies to the fiscal as if the reference in subsection 7(4) to subparagraph 7(3)(a)(i) were a reference to paragraph (1)(c).

Coming into force

- 20. This Act comes into force on April 1, 2000.
- (2) Les paragraphes 7(2) et (3) ne s'appliquent pas au rapport de stratégie financière visé par le paragraphe (1).

(3) Le paragraphe 7(4) s'applique au rapstrategy report to which subsection (1) applies 5 port de stratégie financière visé au paragraphe 5 (1) comme si la mention, dans le paragraphe

Exception

Exception

7(4), du sous-alinéa 7(3)a)(i) était une mention de l'alinéa (1)c). 20. La présente loi entre en vigueur le 1er

vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-296

PROJET DE LOI C-296

An Act respecting beverage containers

Loi concernant les contenants de boisson

First reading, November 2, 1999

Première lecture le 2 novembre 1999



MR. MAHONEY

M. MAHONEY

SUMMARY

This enactment would ensure that all beverages sold in Canada are sold in bottles upon which a deposit would be chargeable.

The enactment would also require every retailer to pay a certain amount of money to a person who returns a beverage container.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que toute boisson vendue au Canada le soit dans une bouteille pour laquelle un dépôt sera exigible.

De plus, ce texte oblige tout vendeur au détail à remettre une certaine somme d'argent à la personne qui rapporte un contenant de boisson.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-296

PROJET DE LOI C-296

An Act respecting beverage containers

Loi concernant les contenants de boisson

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Beverage Containers Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur les contenants de boisson.

5

Titre abrégé

INTERPRETATION

Definition of container

Short title

2. In this Act, "container" means a container composed in whole or in part of plastic, metal or glass that contains or is intended to contain a beverage intended for sale.

DÉFINITION

2. Pour les fins de la présente loi, « conte- 5 Définition de nant » s'entend d'un contenant composé en tout ou en partie de plastique, de métal ou de verre, qui contient ou est destiné à contenir une boisson destinée à être vendue.

REFILLABLE CONTAINERS

Prohibition

3. No person shall sell or offer for sale a 10 beverage in a container other than a container upon the return of which a sum of money is payable pursuant to section 4.

CONTENANTS RÉUTILISABLES

3. Il est interdit de vendre ou de mettre en 10 Interdiction vente une boisson dans un contenant autre qu'un contenant dont le retour est assujetti à un versement d'une somme d'argent conformément à l'article 4.

4. (1) Subject to subsections (2) and (3), every retail vendor presented with an empty 15 (3), tout vendeur au détail à qui est présenté un container shall accept the container and shall pay to the person presenting the container, in cash.

- 4. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 15 Paiement contenant vide doit l'accepter et verser en espèces à la personne qui le présente :
- (a) twenty-five cents for each container that, when sold at retail, has a capacity of no 20 more than 350 millilitres:
- b) trente cents, s'il s'agit d'un contenant qui, lorsqu'il est vendu au détail, a une capacité de plus de 350 millilitres et de moins d'un litre;

capacité maximale de 350 millilitres;

a) vingt-cinq cents, s'il s'agit d'un conte-

nant qui, lorsqu'il est vendu au détail, a une 20

- (b) thirty cents for each container that, when sold at retail, has a capacity of more than 350 millilitres and less than one litre; and
- c) quarante cents par litre de capacité, s'il s'agit d'un contenant ayant une capacité d'un litre ou plus.
- (c) forty cents per litre of capacity for each 25 container having a capacity of one litre or more.

Payment

Reserve

- (2) No retail vendor is required to accept
- (a) a container that is not intact or is not in a reasonably clean condition; or
- (b) more than forty-eight containers from one person in a twenty-four hour period.

Reserve

(3) This Act does not apply where an amount charged pursuant to a provincial or territorial Act for the return of containers is equal to or greater than the amount referred to in subsection (1).

Reserve

(4) The amount referred to in subsection (1) is reduced by the amount charged pursuant to a provincial or territorial Act for the return of containers.

Collection of containers by distributor. processor or manufacturer

5. (1) Every distributor, processor and 15 manufacturer shall collect from every retail vendor, on the request of the vendor, all empty containers for beverages manufactured, processed, sold or distributed by the distributor, processor or manufacturer held by the retail 20 vendor and reimburse the retail vendor in full for the payment made by the retail vendor under section 4 for every container collected.

Reimbursedistributor

(2) When a distributor returns to a processor or manufacturer empty containers collected 25 un distributeur retourne des contenants vides under subsection (1), the processor or manufacturer shall reimburse the distributor in full for the payment made by the distributor under subsection (1) for every container returned by the distributor. 30

OFFENCE AND PUNISHMENT

Offence and punishment

6. Every one who contravenes this Act is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

- (2) Nul vendeur au détail n'est tenu d'accepter, selon le cas:
 - a) un contenant qui n'est pas intact ou qui n'est pas raisonnablement propre:
- b) plus de quarante-huit contenants prove- 5 nant de la même personne, au cours d'une période de vingt-quatre heures.
- (3) La présente loi ne s'applique pas dans les cas où est exigée, en vertu d'une loi provinciale ou territoriale, pour le retour des 10 contenants, une somme égale ou supérieure à 10 celle que prévoit le paragraphe (1).

(4) La somme prévue au paragraphe (1) est réduite de la somme exigée en vertu d'une loi provinciale ou territoriale pour le retour des 15 contenants.

5. (1) Les distributeurs, transformateurs et fabricants récupèrent de chaque vendeur au détail, sur demande de celui-ci, tous les contenants vides pour boissons fabriqués, 20 transformés, vendus ou distribués par eux que détient le vendeur au détail et lui remboursent intégralement, pour chaque contenant récupéré, le versement qu'il a fait au titre de l'article 4. 25

(2) Le transformateur ou fabricant auquel lui rembourse intégralement le versement qu'il a fait pour ces contenants au titre du 30 paragraphe (1).

Réserve

Réserve

Réserve

Récupération des contenants par le distributeur. le transfor-

mateur ou le fabricant

Rembourse-

ment fait au distributeur

INFRACTION ET PEINE

6. Quiconque contrevient à la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.

Infraction et

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-297

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-297

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-297

MR. CADMAN

PROJET DE LOI C-297

An Act to amend the Young Offenders Act

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants

First reading, November 2, 1999

Première lecture le 2 novembre 1999



M. Cadman

SUMMARY

The purpose of this enactment is to make the offence set out in section 7.2 of the *Young Offenders Act* a hybrid offence.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de faire de l'infraction définie à l'article 7.2 de la *Loi sur les jeunes contrevenants* une infraction mixte.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2e session, 36e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-297

PROJET DE LOI C-297

An Act to amend the Young Offenders Act

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants

R.S., c. Y-1; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 24 (2nd Supp.), c. 1 (3rd Supp.), c. 1 (4th Supp.); 1991, c. 43; 1992, cc. 1, 11, 47; 1993, cc. 28, 45; 1994, c. 26: 1995, cc. 19, 22, 27, 39; 1996, c. 19; 1998, c. 15; 1999, c. 3

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. Y-1; L.R., ch. 27 (1er suppl.), ch. 24 (2 suppl.), ch. 1 (3^e suppl.), ch. 1 (4^e suppl.); 1991. ch, 43; 1992, ch. 1, 11, 47; 1993, ch. 28, 45; 1994, ch. 26; 1995, ch. 19, 22, 27, 39: 1996, ch. 19: 1998, ch. 15; 1999, ch.

1. Section 7.2 of the Young Offenders Act is replaced by the following:

Offence and punishment

7.2 Any person who wilfully fails to comply with section 7, or with an undertaking entered into pursuant to subsection 7.1(2), is guilty of an indictable offence and liable to imprisonoffence punishable on summary conviction.

1. L'article 7.2 de la Loi sur les jeunes 5 contrevenants est remplacé par ce qui suit :

7.2 Quiconque omet sciemment de se conformer à l'article 7, ou à l'engagement pris au titre du paragraphe 7.1(2), est coupable, soit d'un acte criminel et passible d'un ment for a term not exceeding two years or an 10 emprisonnement maximal de deux ans, soit 10 d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Infraction et peine

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-298

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-298

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-298

PROJET DE LOI C-298

An Act to amend the National Defence Act (Snowbirds)

Loi modifiant la Loi sur la défense nationale (Snowbirds)

First reading, November 3, 1999

Première lecture le 3 novembre 1999



Mr. Mark M. Mark

SUMMARY

This enactment amends the *National Defence Act* and provides that the Minister of National Defence shall ensure that the Snowbirds Squadron is maintained and that it has sufficient resources to carry out its mission.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la défense nationale* et prévoit que le ministre de la Défense nationale doit veiller à ce que l'escadron des Snowbirds soit maintenu et qu'il dispose des ressources suffisantes afin de s'acquitter de sa mission.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-298

PROJET DE LOI C-298

An Act to amend the National Defence Act (Snowbirds)

Loi modifiant la Loi sur la défense nationale (Snowbirds)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. The National Defence Act is amended by adding the following after section 17:

1. La Loi sur la défense nationale est 5 modifiée par adjonction, après l'article 17, 5 de ce qui suit :

L.R., ch. N-5; L.R., ch. 27, 31, 41 (1er suppl.), ch. suppl.), ch. 6, 22 (49 suppl.); 1990, ch. 14; 1991, ch. 43: 1992. ch. 16, 20; 1993, ch. 34; 1995, ch. 11, 39; 1996, ch. 19; 1997, ch. 18; 1998, ch.

Protection of Canada's Military Heritage

Snowbirds

R.S., c. N-5:

R.S., cc. 27, 31, 41 (1st

Supp.), c. 34

(3rd Supp.), cc. 6, 22 (4th Supp.); 1990,

c. 14; 1991, c.

43: 1992, cc.

16, 20; 1993.

c. 34; 1995.

1996, c. 19;

1997. c. 18:

1998, c. 35

cc. 11, 39;

17.1 (1) The Minister shall ensure that the Snowbirds Squadron is maintained and that the squadron has sufficient resources to carry out its mission.

Definition of Snowbirds Squadron'

(2) For the purposes of this section, "Snow- 10 birds Squadron' means a squadron commonly referred to as the "Snowbirds", belonging to the Royal Canadian Air Force, whose mission is to demonstrate the skill, professionalism and teamwork of the Canadian Forces to the 15 trer au public les compétences et le profesgeneral public.

Protection du patrimoine militaire

17.1 (1) Le ministre veille à ce que l'escadron des Snowbirds, soit maintenu et que cet escadron dispose des ressources suffisantes afin de s'acquitter de sa mission. 10

(2) Pour l'application du présent article « escadron des Snowbirds » s'entend d'un escadron communément appelé « Snowbirds », faisant partie des forces aériennes de Sa Majesté et ayant pour mission de démon-15 sionnalisme des Forces canadiennes ainsi que l'esprit d'équipe dont elles font preuve.

Snowbirds

Définition de « escadron Snowbirds »

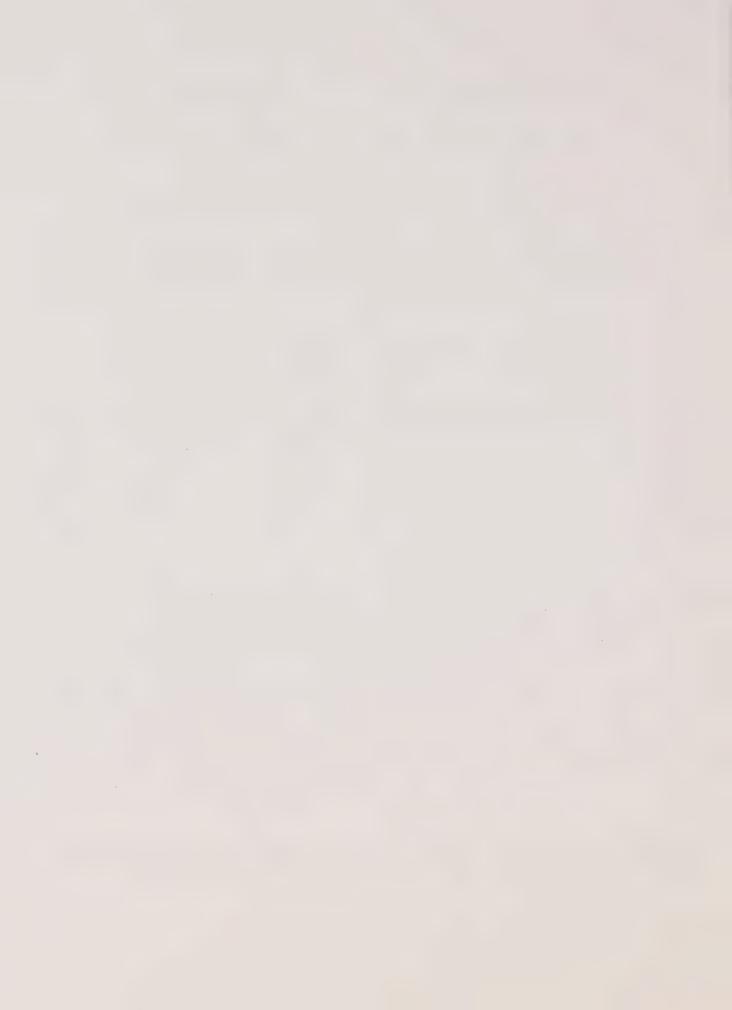
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-299

C-299

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-299

PROJET DE LOI C-299

An Act to provide cost of production protection for the family farm

Loi pourvoyant à la protection des exploitations agricoles familiales contre les coûts de production

First reading, November 3, 1999

Mr. Nystrom

Première lecture le 3 novembre 1999



M. Nystrom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to provide cost of production protection to family farms in cases where the weighted average input cost of products typical in or suitable for the farming zone exceeds the weighted average netback to the farm gate of such products, averaged over three years.

Costs are to be calculated on the basis of marketable product and thus will take into account bad weather, pests and other crop loss factors.

The calculations are to be based on normal crops or livestock produced for food or breeding and are to be approved by an independent auditor.

The enactment does not provide for support on product-by-product basis and is not therefore a direct product subsidy.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de pourvoir à la protection des exploitations agricoles familiales contre les coûts de production dans les cas où la moyenne pondérée des coûts des facteurs de production des produits propres à la zone agricole ou convenant à cette zone agricole dépasse la moyenne pondérée du revenu net de l'exploitation agricole pour de tels produits, toutes deux étant établies sur trois ans.

Les coûts sont calculés pour des produits commercialement utilisables et tiennent donc compte des intempéries, des ennemis des cultures et des autres facteurs causant la perte des cultures.

Les calculs sont établis compte tenu de cultures normales ou du bétail élevé normalement pour la nourriture ou pour la reproduction et doivent être vérifiés par un vérificateur indépendant.

Ce texte ne pourvoit pas au soutien sur la base d'un produit considéré individuellement et ne prévoit donc pas une subvention directe à l'égard d'un produit.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-299

PROJET DE LOI C-299

An Act to provide cost of production protection for the family farm

Loi pourvoyant à la protection des exploitations agricoles familiales contre les coûts de production

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Family Farm Cost of Production Protection Act*.

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

"average cost of production" « coût moyen de production » "average cost of production" means the average of the input costs per acre for a year of all of the designated products prescribed as 10 being typical products in the zone, weighted by the percentage of acres used for each designated product in the zone averaged over the previous three years.

"average netback" « revenu net moyen » "average netback" means the average of the 15 netback to farm gate per acre for each of the designated products prescribed as being typical products in the zone, weighted by the percentage of acres used for each designated product in the zone averaged over the 20 previous three years.

"designated product" « produit désigné »

- "designated product" in respect of a farming zone means
 - (i) a livestock produced for food or for breeding for food production, or 25

30

(ii) a crop,

prescribed for the purposes of this Act as a product typically produced or suited to production in that farming zone.

"family farm" means a farm

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- Loi sur la protection des exploitations
 agricoles familiales contre les coûts de pro- 5 duction.
 - **2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« coût des facteurs de production » "input cost"

« coût moven

production »

production"

cost of

Titre abrégé

Définitions

- « coût des facteurs de production » Le coût de production d'un produit désigné, y compris 10 les coûts relatifs aux terrains et bâtiments, au travail, au combustible, aux services publics, à la semence, aux fertilisants, aux pesticides, aux aliments du bétail et à la santé des animaux que peut engager une ex-15 ploitation agricole familiale dans une zone agricole, compte tenu du coût et du rendement propres aux produits qui sont alors commercialement utilisables dans la zone.
- « coût moyen de production » La moyenne 20 des coûts des facteurs de production pour une année, par acre de terrain, de tous les produits désignés, qui sont prescrits par règlement comme étant des produits propres à la zone agricole, pondérée par le pourcen-25 tage de la superficie en acre de terrain utilisée pour chaque produit désigné dans la zone agricole, dont on a calculé la moyenne sur les trois années précédentes.

« exploitation agricole familiale » Ferme ex-30 ploitée par une famille ou une famille élargie, qu'elle soit dotée de la personnalité morale ou non, dont les membres, qui se consacrent activement, à temps plein ou à temps partiel, à l'exploitation de leur ferme 35

« exploitation agricole familiale » "family

"family farm" « exploitation agricole familiale » 25

35

ignés.

"farming

"input cost"

« coût des

facteurs de

production »

zone

« ~()ne apricale » (i) operated by a family or extended family, whether or not incorporated, and

(ii) of which the members of the family part-time farming or are retired from such activity are directly or indirectly the beneficial owners of seventy-five percent or more of the farm.

ou qui ont cessé cette activité, sont directement ou indirectement les propriétaires véritables d'au moins soixante-quinze pour cent des parts de la ferme.

who are actively engaged in full-or 5 « ministre » Le ministre de l'Agriculture et de 5 l'Agroalimentaire.

« ministre » "Minister"

« produit désigné » En ce qui concerne une zone agricole, s'entend de tout bétail élevé pour la nourriture ou à des fins de reproduction pour la nourriture ou de toute culture 10 qu'un règlement d'application prescrit comme étant un produit normalement produit ou convenant normalement à la production dans cette zone agricole.

« produit désigné » "designated product'

"farming zone" means an area prescribed as 10 an area in which the soil type and weather are sufficiently consistent to enable the establishment of a reasonably widely applicable cost of production.

"input cost" means the cost of production of 15 « revenu net de l'exploitation agricole » Le 15 a designated product, including but not limited to cost for land and buildings, labour, fuel, utilities, seed, fertilizer, pesticide, feed and animal health that would be incurred on a family farm in a farming zone 20 taking into account the typical costs and typical yields of marketable product at the time in the zone.

revenu moyen d'une exploitation agricole tiré de la vente d'un produit désigné, déduction faite des frais de transport et de nettoyage et des autres frais engagés à l'extérieur de l'exploitation agricole.

« revenu net moyen » La moyenne du revenu

« revenu net l'exploitation agricole » "netback to farm gate'

« revenu net

moven »

netback

"average

"Minister" « ministre »

"netback to

« revenu net

l'exploitation

agricole »

« terre

"qualifying

admissible »

farm gate'

"Minister" means the Minister of Agriculture and Agri-Food.

"netback to farm gate" means the average return to a farm from sales of a designated product net of freight, cleaning and other costs incurred outside the farm gate.

net de l'exploitation agricole, par acre de terrain, pour chacun des produits désignés, qui sont prescrits par règlement comme étant des produits propres à la zone agrico-25 le, pondérée par le pourcentage de la superficie de terrain en acre utilisée pour chaque produit désigné dans la zone agricole, dont on a calculé la movenne sur les trois années précédentes. 30

> « terre admissible » aualifying land'

"qualifying land" means land that is used for 30 production of one or more designated products.

> « zone agricole » Région prescrite par règlement comme étant une région où l'état du 35 sol et les conditions atmosphériques sont suffisamment constants pour permettre l'établissement d'un coût de production raisonnablement applicable sur une grande échelle. 40

« terre admissible » Terre utilisée pour la pro-

duction d'un ou de plusieurs produits dés-

« zone agricole » "farming

zone

Regulations

- **3.** (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations
 - (a) listing the designated products that are typical in each farming zone;
 - (b) subject to subsection (2), prescribing, for each farming zone, the typical average

3. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre :

- a) établir la liste des produits désignés qui sont propres à chaque zone agricole;
- b) sous réserve du paragraphe (2), prescrire, 45 pour chaque zone agricole, les coûts des facteurs de production moyens propres aux

Règlement

indépendant

input costs of designated products in a farming zone on the basis of marketable product;

- (c) subject to subsection (2), prescribing, for each farming zone, the typical average 5 netback to farm gate of designated products in a farming zone; and
- (d) prescribing terms that are by this Act to be prescribed.

Independent

- (2) The Minister shall not recommend a 10 regulation for the purposes of paragraphs (1)(b) or (c) unless it has first been audited and approved by an independent auditor who
 - (a) is experienced in agriculture economics;
 - (b) has been named by the Minister for the 15 purposes of this Act after consultation with representatives of the farming community: and
 - (c) has been approved by the Auditor General of Canada. 2.0

Support payments

4. In respect of every year, the Minister shall designate a payment per hectare to be made to every family farm in a farming zone, for land that is qualifying land in that year on the farm, that equals the amount, if any, by which the 25 l'exploitation agricole durant l'année, qui average cost exceeds the average netback to farm gate, per hectare of production of designated products in the farming zone, weight averaged by the amount of each designated product produced in the zone in 30 dans la zone agricole, dont on a calculé la that year and the previous two years.

Application

5. Section 4 applies to 2000 and the succeeding nine years.

- produits désignés dans une zone agricole qui sont commercialement utilisables:
- c) sous réserve du paragraphe (2), prescrire, pour chaque zone agricole, le revenu net moyen d'une exploitation agricole tiré des 5 produits désignés dans une zone agricole:
- d) prescrire les modalités et conditions qui doivent être prescrites en vertu de la présente loi.
- (2) Pour l'application des alinéas (1)b) ou 10 Vérificateur c), la recommandation du ministre est subordonnée à la vérification et à l'autorisation préalable du règlement par un vérificateur indépendant qui :

a) a les qualifications requises en matière 15 d'économie agricole:

- b) a été nommé par le ministre pour l'application de la présente loi, après consultation avec les représentants de la collectivité agricole; 20
- c) a été agréé par le vérificateur général du Canada.
- 4. Le ministre fixe chaque année une somme à être versée à chaque exploitation agricole familiale dans une zone agricole, 25 pour chaque hectare de terre admissible de correspond à la partie, s'il en est, du coût moyen de production qui dépasse le revenu net moyen de l'exploitation agricole, par 30 hectare de production des produits désignés moyenne pondérée sur la base de la quantité de chaque produit désigné produite dans la zone agricole durant l'année et les deux 35 années précédentes.
- 5. L'article 4 s'applique à l'année 2000 et aux neuf années suivantes.

Application

Soutien

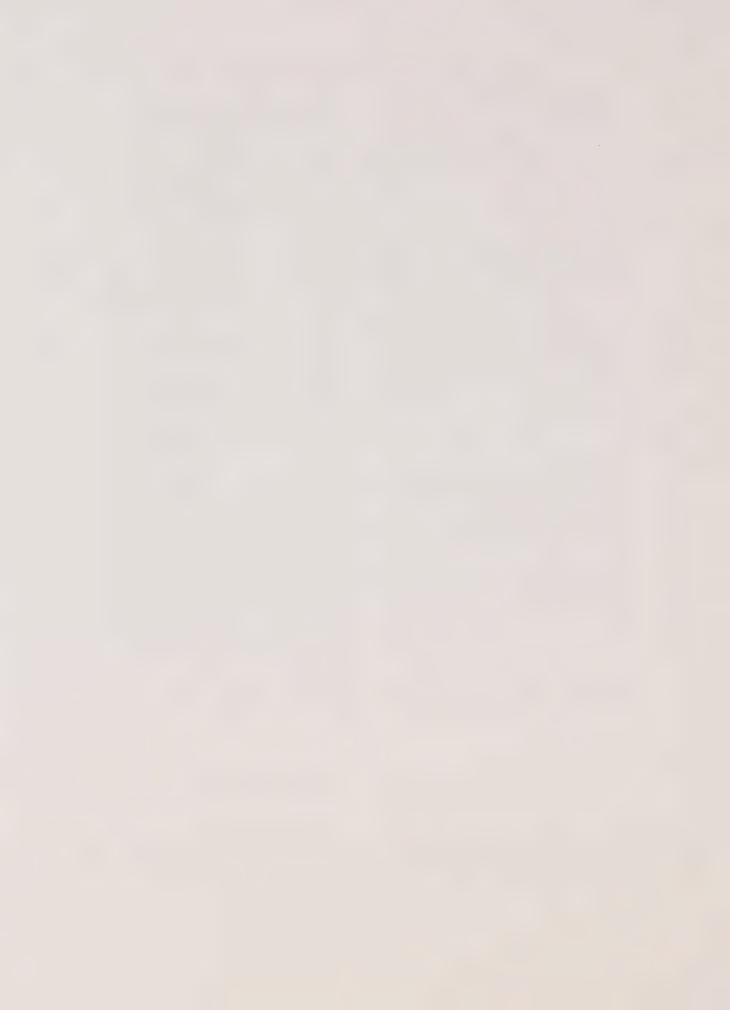
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-300

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-300

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-300

PROJET DE LOI C-300

An Act respecting the protection of wildlife species in Canada from extirpation or extinction

Loi concernant la protection des espèces en péril au Canada

First reading, November 3, 1999

Première lecture le 3 novembre 1999



Mr. Caccia M. Caccia

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prevent Canadian wildlife species from becoming extirpated or extinct and to provide for the recovery of those that are extirpated, endangered or threatened as a result of human activity.

The enactment applies to Canadian indigenous species, subspecies, and geographically distinct populations of wildlife at risk. It respects aboriginal and treaty rights and the authority of other federal ministers and provincial governments. It establishes a federal-provincial Canadian Endangered Species Conservation Council to provide overall guidance to national endangered species programs and to assure national co-ordination.

The enactment establishes, in the Schedule, a list of wildlife species at risk. It also creates the Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada (COSEWIC) for the identification of other species at risk and the identification of threatening factors. COSEWIC's decisions are to be made in an open and transparent manner and be based on the best available scientific and traditional ecological information. COSEWIC's decision to designate a species as one that is at risk will result in an amendment to the Schedule.

When a species is listed, the enactment provides prohibitions against activities that harm individuals of the species, their residences or habitats subject to certain limited exceptions. The enactment also contains provisions enabling emergency action, including habitat protection, when circumstances warrant.

The enactment establishes a mandatory recovery planning process to put in place measures addressing the identified threats that species face, including measures to protect habitat. Stiff penalties are provided for offences. The enactment establishes a public registry and provides the right for individuals to request investigations and to take civil action.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de prévenir la disparition des espèces sauvages canadiennes et de prévoir le rétablissement des espèces qui, en raison de l'activité humaine, sont disparues du pays, en voie de disparition ou menacées.

Il s'applique à toutes les espèces canadiennes indigènes, aux sous-espèces et aux populations géographiquement distinctes d'espèces sauvages en péril. Il respecte les droits ancestraux et issus de traités des peuples autochtones, ainsi que la compétence des ministres fédéraux et des gouvernements provinciaux. Il établit un Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril en vue d'offrir une direction générale aux programmes nationaux pour les espèces en péril et d'assurer la coordination au niveau national.

Il établit, dans l'annexe, une liste des espèces en péril. Il crée aussi le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), chargé d'identifier les autres espèces en péril et les facteurs qui les menacent. Les décisions du COSEPAC sont prises de façon ouverte et transparente, et sont fondées sur les meilleurs renseignements écologiques, scientifiques et traditionnels disponibles. La décision du COSEPAC de désigner une espèce à titre d'espèce en péril emporte une modification de l'annexe.

Lorsqu'une espèce est inscrite, le texte prévoit des interdictions automatiques quant aux activités qui pourraient nuire aux individus de celle-ci ou détruire leurs résidences ou habitats sous réserve de certaines exceptions limitées. Le texte contient aussi des dispositions permettant de prendre des mesures d'urgence, notamment pour la protection de l'habitat, lorsque les circonstances le justifient.

Le texte prévoit un processus obligatoire de planification du rétablissement visant à mettre en place des mesures pour contrer les menaces auxquelles font face les espèces, y compris des mesures de protection de l'habitat. Des peines sévères sont prévues pour quiconque commet une infraction. Le texte prévoit l'établissement d'un registre public, donne le droit aux citoyens de demander au ministre de conduire des enquêtes et leur permet d'intenter des poursuites civiles.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-300

PROJET DE LOI C-300

An Act respecting the protection of wildlife species in Canada from extirpation or extinction

Étant donné que :

Préambule

Recognizing that

Canada's natural heritage is an integral part of our national identity and history,

wildlife, in all its forms, has value in and of itself and is valued by Canadians for 5 aesthetic, cultural, spiritual, recreational, educational, historical, economic, medical, ecological and scientific reasons.

Canadian wildlife species and ecosystems are also part of the world's heritage, and the 10 Government of Canada has ratified the United Nations Convention on the Conservation of Biological Diversity,

providing legal protection for wildlife species at risk will in part meet Canada's 15 commitments under that Convention.

the Government of Canada is committed to conserving biological diversity and to the principle that, if there are threats of serious or irreversible damage to wildlife species, 20 measures to prevent the reduction or loss of the species should not be postponed for a lack of scientific certainty,

habitat loss is the main threat to the survival of endangered species,

25

responsibility for the conservation of wildlife in Canada is shared among the various levels of government in this country, and it is important for them to work together to pursue the establishment of complementary 30 legislation and programs for the protection and the recovery of species at risk in Canada,

the conservation efforts of individual Canadians and communities should be encour- 35 aged and supported and their interests

Loi concernant la protection des espèces en péril au Canada

le patrimoine naturel du Canada fait partie intégrante de notre identité nationale et de notre histoire:

les espèces sauvages, sous toutes leurs 5 formes, ont leur valeur intrinsèque et sont appréciées des Canadiens pour des raisons esthétiques, culturelles, spirituelles, récréatives, éducatives, historiques, économiques, médicales, écologiques et scientifi-10 ques;

les espèces sauvages et les écosystèmes canadiens font aussi partie du patrimoine mondial et que le gouvernement du Canada a ratifié la Convention des Nations Unies 15 sur la conservation de la diversité biologique;

l'attribution d'une protection juridique aux espèces en péril permettra au Canada de respecter une partie des engagements qu'il20 a pris aux termes de cette convention;

le gouvernement du Canada s'est engagé à conserver la diversité biologique et à respecter le principe voulant que, s'il existe une menace d'atteinte grave ou irréversible 25 à une espèce sauvage, le manque de certitude scientifique ne doit pas être prétexte à retarder la prise de mesures pour prévenir sa disparition ou sa décroissance;

la perte de leur habitat est la principale 30 menace à la survie des espèces en péril;

la conservation des espèces sauvages au Canada est une responsabilité partagée par les divers ordres de gouvernement et que la concertation est importante en vue d'établir 35 une législation et des programmes complémentaires pouvant assurer la protection et le rétablissement des espèces en péril au Canada:

Preamble

should be considered in developing and implementing recovery measures,

the role of the Aboriginal people in Canada and of the wildlife management boards established under aboriginal land claims 5 legislation, in the conservation of wildlife in this country, are especially important, and

knowledge of wildlife species and ecosystems is critical to their conservation, 10

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

les efforts de conservation des Canadiens et des communautés doivent être encouragés et appuyés, et qu'il doit être tenu compte de leurs intérêts lors du développement et de la mise en oeuvre des mesures de rétablissement:

le rôle que peuvent jouer les Autochtones du Canada et les conseils de gestion des ressources fauniques constitués en application des textes législatifs portant sur les 10 revendications territoriales autochtones dans la conservation des espèces sauvages est particulièrement important;

la connaissance des espèces sauvages et des écosystèmes est essentielle à notre capacité 15 de les conserver,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Endangered Species Protection Act*.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la protection des espèces en péril 20 Titre abrégé 15 au Canada.

INTERPRETATION

Definitions

"aquatic

species'

« espèce

aquatique »

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

"alternative measures" means measures, others than judicial proceedings, used to deal with a person alleged to have committed an 20 offence.

"aquatic species" means a wildlife species that is a fish, as defined in section 2 of the *Fisheries Act*, or a marine plant, as defined in section 45 of that Act.

"Attorney General" « procureur général »

"Attorney General" means the Attorney General of Canada and, for the purposes of sections 90 to 96, it includes the delegate of the Attorney General of Canada.

"COSEWIC" « COSEPAC »

"COSEWIC" means the Committee on the 30 Status of Endangered Wildlife in Canada established by section 14.

"Council" « Conseil » "Council" means the Canadian Endangered Species Conservation Council established by section 13.

"critical habitat" « habitat essentiel » "critical habitat" means habitat that is critical to the survival and recovery of a wildlife

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« action en protection » L'action prévue à l'article 64 ou 65.

« arrêté d'urgence » L'arrêté pris au titre de l'article 36.

25 « Conseil » Le Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, constitué en application de l'article 13.
30

« COSEPAC » Le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, constitué en application de l'article 14.

« espèce aquatique » Espèce sauvage de poissons, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les* 35 *pêches*, ou de plantes marines, au sens de l'article 45 de cette loi.

35 « espèce disparue du pays » Espèce sauvage qu'on ne retrouve plus à l'état sauvage au Canada, mais qu'on retrouve ailleurs à 40 l'état sauvage.

Définitions

« action en protection » "endangered species protection action"

« arrêté d'urgence » "emergency order"

« Conseil » "Council"

« COSEPAC » "COSEWIC"

« espèce aquatique » "aquatic species"

« espèce disparue du pays » "extirpated species" "emergency order" « arrêté d'urgence »

"endangered species" « espèce en voie de disparition »

"endangered species protection action" « action en protection »

"extirpated species" « espèce disparue du pays »

"federal land" « territoire domanial » species, as identified in a status report, a decision under section 25 or a recovery plan.

"emergency order" means an order made under section 36.

- "endangered species" means a wildlife species that is facing imminent extirpation or extinction.
- "endangered species protection action" means an action under section 64 or 65.
- "extirpated species" means a wildlife species 10 that no longer exists in the wild in Canada, but exists elsewhere in the wild.

"federal land" means

- (a) land, including any water, that belongs to Her Majesty in right of Canada, 15 or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and the air and all layers of the atmosphere above and the subsurface below that land;
- (b) the following land and areas, namely, 20
 - (i) the internal waters of Canada as determined by the *Oceans Act*, including the seabed and subsoil below and the airspace above those waters, and
 - (ii) the territorial sea of Canada as 25 determined under the *Oceans Act*, including the seabed and subsoil below and the air and all layers of the atmosphere above that sea; and
- (c) reserves and any other lands that are 30 set apart for the use and benefit of a band under the *Indian Act*, and all waters on and the air above those reserves and lands and all layers of the atmosphere above and the subsurface below these reserves 35 and lands.
- "habitat" means the area or type of site where an individual or wildlife species naturally occurs or formerly occurred and has the potential to be reintroduced.

- « espèce en péril » Espèce sauvage soit disparue du pays, soit en voie de disparition, soit menacée, soit vulnérable.
- « espèce en voie de disparition » Espèce sauvage qui, de façon imminente, risque de disparaître du pays ou de la planète.
- « espèce menacée » Espèce sauvage susceptible de devenir en voie de disparition si rien n'est fait pour contrer les facteurs menaçant de la faire disparaître.
- « espèce sauvage » Espèce, sous-espèce ou population géographiquement ou génétiquement distincte d'animaux, de végétaux ou d'autres organismes qui n'est pas domestique et qui, selon le cas :
 - a) est indigène du Canada;
 - b) s'est propagée au Canada sans intervention humaine et y est présente depuis au moins cinquante ans.

Pour l'application de la présente définition, 20 une espèce, une sous-espèce ou une population géographiquement distincte est, sauf preuve contraire, réputée être présente au Canada depuis au moins cinquante ans.

- « espèce vulnérable » Espèce sauvage, autre 25 qu'une espèce en voie de disparition ou une espèce menacée, dont le sort est singulièrement préoccupant parce qu'elle est particulièrement sensible aux activités humaines ou à certains phénomènes naturels.
- « habitat » Espace ou type d'endroit où des individus ou des espèces sauvages se retrouvent ou ont déjà été retrouvées et où il est possible de les y réintroduire.
- « habitat essentiel » L'habitat déterminé com-35 me essentiel à la survie et au rétablissement d'une espèce, que ce soit dans un rapport de situation, dans le cadre d'une décision prise au titre de l'article 25 ou dans un plan de rétablissement.
- « individu » Individu d'une espèce sauvage, vivant ou mort, à toute étape de son développement. La présente définition vise également les spermes, oeufs, embryons, pollens et spores de l'individu auquel elle s'ap-45 plique.

- « espèce en péril » "species at risk"
- « espèce en voie de disparition » "endangered species"
- « espèce menacée » "threatened species"
- « espèce sauvage » "wildlife species"

15

« espèce vulnérable » "vulnerable species"

« habitat » "habitat"

« habitat essentiel » "critical habitat"

« individu » "individual"

"habitat" « habitat » "individual" « individu »

"individual" means an individual of a wildlife species, whether living or dead, at any developmental stage and includes embryos. eggs, sperm, pollen and spores.

"List of Wildlife Species at « Liste des espèces en péril »

"listed" « inscrite »

"Minister" « ministre »

"offence" « infraction »

"provincial minister « ministre provincial »

"public registry « Registre »

"recovery plan" « plan de rétablisse. ment »

"residence" « résiden-

"responsible minister" « ministre compétent »

"species at risk « espèce en

"List of Wildlife Species at Risk" means the 5 List of Wildlife Species at Risk set out in the Schedule.

- "listed" means listed on the List of Wildlife Species at Risk.
- "Minister" means the Minister of the Envi-10 ronment.
- "offence" means an offence under this Act.

"provincial minister" means the minister of the government of a province who is responsible for wildlife species in that prov- 15

"public registry" means the registry established under section 10.

"recovery plan" means a plan prepared under section 41. 20

"residence" means a specific dwelling place, such as a den, nest or other area occupied or habitually occupied by an individual or population during all or part of its life cycle, such as breeding, rearing or hibernating.

"responsible minister" means

- (a) the Minister of Canadian Heritage with respect to individuals in or on federal land under the authority of that Minister: 30
- (b) the Minister of Fisheries and Oceans with respect to aquatic species, other than individuals mentioned in paragraph (a); and
- (c) the Minister of the Environment with 35 respect to all other individuals.

"species at risk" means an extirpated, endangered, threatened or vulnerable species.

« infraction » Infraction à la présente loi.

« inscrite » Se dit de toute espèce sauvage qui est inscrite sur la Liste des espèces en péril.

« Liste des espèces en péril » La Liste des espèces en péril visée à l'annexe.

« mesures de rechange » Mesures — autres que le recours aux procédures judiciaires — prises à l'encontre d'une personne à qui une infraction est imputée.

« ministre » Le ministre de l'Environnement. 10 « ministre »

« ministre compétent »

a) En ce qui concerne les individus présents sur toute partie du territoire domanial relevant de la compétence du ministre du Patrimoine canadien, ce 15 dernier:

b) en ce qui concerne les espèces aquatiques dont les individus ne sont pas visés par l'alinéa a), le ministre des Pêches et des Océans:

c) relativement à tout autre individu, le ministre de l'Environnement.

« ministre provincial » Le ministre responsable des espèces sauvages dans une provin-

« plan de rétablissement » Plan établi au titre de l'article 41.

« procureur général » Le procureur général du Canada ou, pour l'application des articles 90 à 96, le procureur général du Canada ou 30 son délégué.

« rapport de situation » Sommaire des meilleures données scientifiques et connaissances traditionnelles ou communautaires disponibles concernant la situation d'une espè-35 ce sauvage dont la forme et la teneur sont conformes aux exigences précisées au paragraphe 21(2).

« infraction »

> "offence" « inscrite » "listed"

« Liste des espèces en 5 péril » Wildlife Species at Rick"

> « mesures de rechange » measures"

"Minister" « ministre compétent » responsible minister"

« ministre provincial » 'provincial minister'

« plan de rétablissement » "recovery plan"

« procureur général » Attorney General'

« rapport de situation » "status report'

10

20

"status report' « rapport de situation »

"threatened species « espèce menacée »

"vulnerable species « espèce vulnérable »

"wildlife species' « espèce sauvage »

- "status report" means a report, in accordance with the requirements of subsection 21(2), containing a summary of the best available scientific information and traditional or community knowledge on the status of a 5 wildlife species.
- "threatened species" means a wildlife species that is likely to become an endangered species if nothing is done to reverse the factors leading to its extirpation or extinction.
- "vulnerable species" means a wildlife species that is of special concern because it is particularly sensitive to human activities or natural events, but it does not include an endangered or threatened species.
- "wildlife species" means a species, subspecies or geographically or genetically distinct population of animal, plant or other organism that is wild by nature and
 - (a) is native to Canada; or
 - (b) extended its range into Canada without human intervention and has been present in Canada for at least fifty years.

For the purposes of this definition, a species, subspecies or geographically dis-25 tinct population is, in the absence of evidence to the contrary, presumed to have been present in Canada for at least fifty vears.

Aboriginal and treaty rights

(2) For greater certainty, nothing in this Act 30 is to be construed so as to abrogate or derogate from any existing aboriginal or treaty rights of the Aboriginal peoples of Canada under section 35 of the Constitution Act, 1982.

APPLICATION

Application to wildlife species

- 3. This Act applies throughout Canada in 35 respect of all wildlife species and their habitats, including
 - (a) aquatic species and their habitats; and
 - (b) species of migratory birds and their habitats. 40

- « Registre » Le registre dont l'établissement est prévu à l'article 10.
- « résidence » Aire spécifique, tel un terrier, un nid ou tout autre endroit semblable occupé ou habituellement occupé par un individu 5 ou une population pendant tout ou partie de sa vie, notamment pour la reproduction, l'élevage ou l'hibernation.
- « territoire domanial »
 - Les terres — y compris les 10 eaux - qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que le sous-sol et toutes les couches de l'atmosphère correspondant à ces terres; 15
 - b) les terres et zones suivantes :
 - (i) les eaux intérieures du Canada délimitées en conformité avec la Loi sur les océans, leur lit et leur fond, leur sous-sol ainsi que toutes les couches de 20 l'atmosphère correspondantes.
 - (ii) la mer territoriale du Canada délimitée conformément à la Loi sur les océans, son fond et son sous-sol, ainsi que les couches de l'atmosphère 25 correspondantes;
 - c) les réserves ou autres terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujetties à la Loi sur les Indiens, ainsi que les eaux et leur espace 30 aérien.
- (2) Il demeure entendu que la présente loi ne porte pas atteinte aux droits — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada visés à l'article 35 de la Loi constitu-35 tionnelle de 1982.

CHAMP D'APPLICATION

- 3. La présente loi s'applique à toutes les espèces sauvages et à leur habitat partout au Canada, notamment:
 - a) aux espèces aquatiques et à leur habitat; 40
 - b) aux espèces d'oiseaux migrateurs et à leur habitat.

« Registre » "public registry'

« résidence » "residence

« territoire domanial » "federal

Droits des

Autochtones

Application aux espèces sauvages et à leur habitat

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in the right of Canada or a province.

PURPOSES

Prevention and recovery

5. The purposes of this Act are to prevent wildlife species from being extirpated or recovery of wildlife species that are extirpated, endangered or threatened as a result of human activity.

ADMINISTRATION

Responsibility for administration

6. (1) The Minister is responsible for the administration of this Act, except in so far as 10 de la présente loi conférant une responsabilité this Act gives responsibility to another responsible minister.

Delegation

Agreements

provincial

governments

with

- (2) A responsible minister may authorize any person or governmental body to exercise or perform any of that minister's powers or 15 ou partie des pouvoirs et fonctions que lui functions under this Act relating to its enforcement. Any such delegation must be the subject of an agreement that shall provide that
 - (a) an annual report must be prepared on the enforcement activities under the agree-20 ment; and
 - (b) the federal government retains the residual authority to enforce the Act.

7. (1) A responsible minister may

- Council, enter into an agreement with one or more provincial governments with respect to the administration of any provision of this Act for which that minister has and implementation of recovery plans provided the agreement does not remove or alter any responsibility of the minister under this Act and is renewable within five years after it is entered into; and
- (b) agree to amendments of the agreement, subject to any terms and conditions that the Governor in Council may specify in the approval.

SA MAJESTÉ

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Maiesté

5. La présente loi vise à prévenir la disparition — de la planète ou du Canada becoming extinct and to provide for the 5 seulement — des espèces sauvages et à per- 5 mettre le rétablissement des espèces qui, par suite de l'activité humaine, sont devenues des espèces disparues du pays, en voie de disparition ou menacées.

Prévention et rétablissement

APPLICATION DE LA LOI

6. (1) Sous réserve des autres dispositions 10 Responsabiparticulière à un ministre compétent, le ministre est responsable de l'application de la présente loi.

(2) Tout ministre compétent peut déléguer 15 Délégation à une personne ou à un organisme public tout confère la présente loi relativement au contrôle d'application de celle-ci. La délégation fait l'objet d'un accord stipulant que : 20

- a) les activités d'application exercées en vertu de l'accord font l'objet d'un rapport annuel;
- b) le gouvernement fédéral conserve le pouvoir résiduel d'application de la loi. 25
- 7. (1) Tout ministre compétent peut, avec (a) with the approval of the Governor in 25 l'agrément du gouverneur en conseil, conclure avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux des accords relatifs à l'application de la présente loi dont il est responsable, notam-30 ment en ce qui a trait à l'élaboration et la mise responsibility, including the preparation 30 en oeuvre de plans de rétablissement, pourvu que ces accords ne modifient ni ne diminuent quelque responsabilité incombant à un ministre compétent en vertu de la présente loi et 35 qu'ils puissent être reconduits dans les cinq 35 ans de leur conclusion, et, sous réserve des conditions stipulées dans l'agrément, consentir à des modifications de ces accords.

Accords avec des gouvernements provinciaux

20

Conservation agreements

(2) A responsible minister may enter into an agreement for the conservation of a species at risk, including the protection of their habitats, provided that the agreement is consistent with may be with one or more governments of provinces or countries, or organizations or persons. If there is another responsible minister with respect to the species, the agreement minister.

(2) Tout ministre compétent peut conclure avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux ou étrangers ou avec toute organisation ou personne un accord portant sur la conservathe requirements of this Act. The agreement 5 tion d'une espèce en péril, notamment en ce 5 qui a trait à la protection de ses habitats, pourvu que cet accord soit compatible avec les exigences de la présente loi. Si un autre ministre compétent est responsable de l'espèmay only be made with the concurrence of that 10 ce, l'accord ne peut être conclu sans son 10 concours.

Accord de conservation

Prepublication

8. (1) At least sixty days before an agreement is concluded under section 6 or 7, the responsible minister must make the proposed registry and by any other means that the responsible minister considers appropriate.

8. (1) Le ministre compétent rend publics les projets d'accord visés aux articles 6 ou 7 au moins soixante jours avant leur conclusion en text of it public by including it in the public 15 en versant une copie au Registre et par tout 15 autre moyen qu'il estime indiqué.

Publication des projets d'accord

Publication and report

Funding

(2) Once the agreement is concluded, the responsible minister must make it public by including it in the public registry.

(2) Une fois les accords conclus, il les rend publics en en versant une copie au Registre.

Publication et report

9. (1) The Minister may, with the approval agreements of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of a province,

a municipal authority or organization or any other person to provide for the payment of 25 toute autre organisation ou personne un accontributions to the costs of programs and measures for the conservation of wildlife species, including programs and measures under an agreement authorized by subsection 7(2). 30 mesures et des programmes prévus dans un

ce, une administration municipale ou avec cord prévoyant le partage des coûts découlant de la mise en oeuvre de mesures et de 25 programmes relatifs à des activités de conservation des espèces sauvages, notamment des

9. (1) Sous réserve de l'agrément du

gouverneur en conseil, le ministre peut 20

conclure avec le gouvernement d'une provin-

Accords de financement

Provisions to be included

- (2) The agreement must
- (a) specify the contribution to the cost of the program or measure that is payable by any party and the time or times at which any amounts under the agreement will be paid; 35
- (b) specify the authority that will be responsible for undertaking, operating and maintaining the program or measure or any part of it:
- (c) specify the proportions of any revenue 40 from the program or measure that is payable to the parties; and
- (d) specify the terms and conditions governing the operation and maintenance of the 45 program or measure.

(2) Les accords doivent préciser les points 30 Dispositions suivants:

accord visé au paragraphe 7(2).

- a) la quote-part des parties à l'accord, ainsi que la date du ou des versements correspon-
- b) l'autorité qui sera responsable de l'exé-35 cution du programme ou de la mesure, en tout ou en partie;
- c) la répartition entre les parties à l'accord des recettes d'exploitation, s'il y en a, qui sont afférentes au programme ou à la 40 mesure;
- d) les modalités d'exécution du programme ou de la mesure.

PUBLIC ACCESS

Public registry

10. The Minister must establish a public registry for the purpose of facilitating access to documents relating to matters under this

the public registry, how it is to be kept and how

11. The Minister may determine the form of 5

Form and manner of public registry

- Protection proceedings
- access to it is to be provided. 12. Despite any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings may be brought full or partial disclosure in good faith of any notice or other document through the public registry or any consequences of its disclosure:
 - (a) Her Majesty in right of Canada; and
 - (b) the Minister or any person acting on 15 behalf of or under the direction of the Minister.

CANADIAN ENDANGERED SPECIES CONSERVATION COUNCIL

Fetablishment

13. (1) The Canadian Endangered Species Conservation Council is established, to be composed of the responsible ministers and 20 composé des ministres compétents et des any provincial ministers who agree to attend the meetings of the Council.

(2) The Council is to be chaired jointly by

the Minister and a provincial minister chosen

Cochairpersons

- Responsibili-
- are members of the Council. (3) The Council is responsible for
 - (a) providing general direction on the activities of COSEWIC and on the development and implementation of recovery 30 plans; and
 - (b) co-ordinating the activities of the various levels of government relating to the protection of wildlife species at risk.

ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS

10. Le ministre établit un registre public (« Registre ») afin de faciliter l'accès aux documents traitant des questions régies par la présente loi.

Établissement du Registre

11. Le ministre peut fixer les modalités de 5 forme et de tenue du Registre, ainsi que les modalités d'accès à celui-ci.

Modalités de forme et

Immunité

12. Malgré toute autre loi fédérale, Sa Majesté du chef du Canada de même que le against any of the following persons for the 10 ministre et les personnes qui agissent en son 10 nom ou sous son ordre bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour la communication totale ou partielle d'un avis ou autre document faite de bonne foi par la voie du Registre ainsi que pour les conséquen-15 ces qui en découlent.

CONSEIL CANADIEN POUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES EN PÉRIL

- 13. (1) Est constitué le Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, ministres provinciaux qui acceptent d'y sié-20 ger.
- (2) Le Conseil est coprésidé par le ministre et un ministre provincial choisi à la majorité by a majority of the provincial ministers who 25 des ministres provinciaux qui en sont membres. 25
 - (3) Le Conseil est chargé:
 - a) d'établir les grandes lignes en ce qui touche tant les activités du COSEPAC que l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de rétablissement: 30
 - b) de coordonner les activités des divers ordres de gouvernement visant à protéger les espèces en péril.

Constitution

Coprésidents

Attributions

WILDLIFE SPECIES LISTING PROCESS

PROCESSUS D'INSCRIPTION DES ESPÈCES SAUVAGES

Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada

Establish-

14. (1) The Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada (COSEWIC) is established to carry out its functions under this Act solely on the basis of the best of species at risk.

Composition

(2) COSEWIC is to be composed of not more than nine members appointed by the Minister after consulting the Council. The Minister may also consult the Royal Society 10 of Canada and other expert bodies, including those possessing traditional or community knowledge, that, in the opinion of the Minister, have relevant expertise.

Functions

- (3) In addition to designating species at risk, 15 COSEWIC has the following functions:
 - (a) developing and periodically reviewing scientific criteria for assessing the status of wildlife species and for classifying them and recommending the criteria to the Minis-20
 - (b) ranking the urgency of assessing the status of particular wildlife species and classifying them; and
 - (c) providing advice to the Minister and any 25 other functions that the Minister, in consultation with the Council, may assign.

Financial and administrative support

(4) The Minister must provide COSEWIC with the necessary financial and administrative support to carry out its functions.

Qualifications of members

15. (1) The members of COSEWIC must have expertise drawn from a discipline such as conservation biology, population dynamics, taxonomy, systematics, genetics or from tradition of species at risk.

Representative nature

(2) In appointing the members, the Minister must consider the importance of maintaining a membership that is broadly representative of all regions of Canada. However, the Minis-40 ter's primary consideration in appointing new

Comité sur la situation des espèces en péril au Canada

14. (1) Est constitué le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) pour exercer, en ne se fondant que sur les meilleures données scientifiques available information on the biological status 5 disponibles sur la situation biologique des 5 espèces en péril, les fonctions qui lui sont attribuées au titre de la présente loi.

Constitution

Composition

- (2) Il se compose d'au plus neuf membres, nommés par le ministre après consultation du Conseil. Le ministre peut aussi consulter la 10 Société royale du Canada et tous autres organismes d'experts — notamment ceux qui possèdent des connaissances traditionnelles ou communautaires - qui, à son avis, ont une expertise pertinente. 15
- (3) Outre la désignation des espèces en péril, le COSEPAC:

Fonctions

- a) établit des critères scientifiques, qu'il révise périodiquement, en vue d'évaluer la situation des espèces sauvages et d'effec-20 tuer la classification des espèces en péril, et les recommande au ministre;
- b) détermine l'ordre selon lequel doivent être effectuées l'évaluation de la situation et la classification des espèces sauvages;
- c) conseille le ministre et exerce les autres fonctions que celui-ci, en consultation avec le Conseil, peut lui attribuer.
- (4) Le ministre est tenu de fournir au COSEPAC le soutien financier et administra-30 30 tif.

administratif et financier

d'admission

Soutien

Critères

- 15. (1) Les membres du COSEPAC possèdent une expertise liée à des disciplines telles que la conservation des écosystèmes, la dynamique des populations, la taxinomie, la 35 tional or community knowledge of the protec-35 systématique ou la génétique, ou fondée sur une connaissance traditionnelle ou communautaire de la protection des espèces en péril.
 - (2) Ils sont choisis par le ministre de façon à constituer autant que possible un effectif 40 représentatif de l'ensemble des régions du pays. Toutefois, lorsqu'il choisit de nouveaux membres, le ministre tient premièrement

Représentativité

members must be their expertise relating to the conservation of species at risk.

Restrictions appointments to COSEWIC

(3) Notwithstanding subsection (2), the members are not to be appointed by the gions, and the Minister must ensure that no more than one half of the members appointed are employees of the federal or a provincial government.

compte de la compétence des personnes en matière de conservation des espèces en péril.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), les membres ne sont pas nommés pour représen-Minister as representatives of particular re- 5 ter des régions particulières et le ministre 5 veille à ne pas nommer plus de la moitié des membres qui soient employés du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux.

Limitations au pouvoir de nomination

Mandat

Statut

Indépen-

dance de

iugement

Rémunération et

indemnités

Sous-comités

For greater certainty

(4) For greater certainty, an employee of a 10 university or college is not an "employee" for the purposes of subsection (3).

(4) Il demeure entendu qu'une personne 10 Précision employée par une université ou un collège n'est pas un employé d'un gouvernement pour l'application du paragraphe (3).

Term of appointment

(5) The members are to be appointed to hold office during pleasure for a renewable term of not more than three years.

(5) Ils sont nommés à titre amovible pour des mandats renouvelables de trois ans au 15 15 maximum.

Not part of the public service of Canada

(6) Appointment as a member of COSEW-IC is not an appointment to the public service of Canada.

(6) Les membres du COSEPAC ne font pas, en cette qualité, partie de l'administration publique fédérale.

(7) Every member of COSEWIC must exercise his or her discretion independently.

(7) Les membres du COSEPAC sont tenus 20 20 d'exercer leurs fonctions de façon indépen-

Exercise of discretion to independent

(8) The members are to be paid remunera-

(8) Ils recoivent la rémunération et les indemnités que fixe le ministre.

Remuneration and expenses

Meetings

tion and expenses in amounts that the Minister may set.

every six months.

16. COSEWIC must meet at least once

16. Le COSEPAC tient une réunion au 25 25 moins une fois par semestre.

Subcommit-

tees

17. COSEWIC must establish specialist subcommittees to assist in the preparation and review of status reports on wildlife species considered to be at risk, and may establish other subcommittees to advise it or to exercise 30 or perform any of its powers or functions. If a species is found on lands governed by aboriginal land claims legislation, subcommittees must, to the greatest extent possible, endeavour to incorporate traditional knowledge into 35 tions territoriales autochtones, les sous-comitheir work.

17. Le COSEPAC est tenu d'établir des sous-comités de spécialistes chargés de l'assister dans la préparation et l'examen des rapports de situation. Il peut aussi créer 30 d'autres sous-comités chargés de le conseiller ou de l'assister, ou d'exercer les pouvoirs et fonctions qu'il leur délègue. Lorsque des espèces se trouvent sur des terres assujetties à des textes législatifs portant sur les revendica-35 tés cherchent à incorporer, dans la mesure du possible, les connaissances traditionnelles dans leurs travaux.

Rules

- 18. COSEWIC may make rules respecting the holding of meetings and the general conduct of its activities, including
 - (a) the selection of persons to chair its 40 ment: meetings; and
- 18. Le COSEPAC peut établir des règles 40 Règles régissant la tenue de ses réunions et la conduite de ses activités en général et, notam
 - a) la sélection des personnes devant présider ses réunions; 45

Désignation

(b) the meetings and activities of its subcommittees.

Designation of Species at Risk

Designation

- 19. (1) COSEWIC must designate wildlife species that it determines to be at risk and classify them as
 - (a) extinct;
 - (b) extirpated;
 - (c) endangered;
 - (d) threatened; or
 - (e) vulnerable.

Basis of determina

(2) COSEWIC, in determining whether to designate a wildlife species to be at risk, must make that determination based on, among other things, scientific and traditional knowlneeds to be protected.

Crossboundary species

(3) If the wildlife species migrates across an international boundary of Canada or has a range extending across such a boundary, the designation must so indicate.

Applications

20. (1) Any person may apply to COSEWIC for the designation or reclassification of a wildlife species or the revocation of its designation.

Information to be included

(2) The application must include relevant 25 information about the biological status of the species and, if possible, a status report.

Examination applications

(3) Within ninety days after receiving the application, COSEWIC must examine it and inform the applicant in writing of what it has 30 réception, informe par écrit l'auteur de la decided to do about the application and the reasons for its decision.

Status reports

21. (1) Each decision of COSEWIC about the designation or classification of a wildlife species must be based on a status report on the 35 se fonde obligatoirement sur le rapport de species that COSEWIC either has had prepared or has received with an application.

Form and content of status reports

(2) The Minister may, on the recommendation of COSEWIC, make regulations establishing the form and content of the status 40 reports, but the reports must indicate whether

b) le déroulement des réunions et les activités de ses sous-comités.

Désignation des espèces en péril

19. (1) Le COSEPAC désigne les espèces sauvages qu'il estime être en péril et les classe 5 dans l'une des catégories suivantes :

a) disparues;

- b) disparues du pays;
- c) en voie de disparition;
- d) menacées;

10 e) vulnérables.

Fondement

désignation

10

5

(2) Lorsqu'il considère s'il devrait désigner une espèce sauvage à titre d'espèce en péril, le COSEPAC arrive à cette décision en tenant compte, entre autres facteurs, des connaissanedge that indicates the species is at risk and 15 ces scientifiques et traditionnelles indiquant 15 que cette espèce est en péril et a besoin de protection.

> (3) Si l'espèce en est une qui migre à l'extérieur du Canada ou dont l'aire de répartition s'étend au-delà d'une frontière 20 20 internationale du Canada, le COSEPAC en fait mention.

Espèces transfron-

20. (1) Toute personne peut présenter au COSEPAC une demande de désignation, de reclassification ou d'annulation de la désigna-25 tion d'une espèce sauvage.

Demandes du public

Renseigne-

la demande

ments joints à

(2) La demande doit comporter tout renseignement pertinent sur la situation biologique de l'espèce et, dans la mesure du possible, un rapport de situation à l'égard de celle-ci.

Étude de la

demande

(3) Le COSEPAC étudie la demande et, dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa demande de la suite qu'il entend y donner et des motifs de sa décision. 35

Rapport de

21. (1) La désignation ou la classification d'une espèce sauvage comme espèce en péril situation relatif à l'espèce que le COSEPAC a soit fait rédiger, soit reçu à l'appui d'une 40 demande.

(2) Sur recommandation du COSEPAC, le ministre peut, par règlement, déterminer la teneur et la forme des rapports de situation, lesquels doivent toutefois indiquer si l'espèce 45

Teneur et forme

the wildlife species concerned migrates across an international boundary of Canada or has a range extending across such a boundary and must

- (a) include an assessment of the past and 5 present distribution and population of the species:
- (b) identify the habitat that is important or critical to the species; and
- (c) identify existing and potential threats to 10 the species and its critical habitat and evaluate how serious they are.

Decision with reasons

22. (1) COSEWIC must make a decision about the designation or classification of a wildlife species within six months after it 15 six mois suivant la réception du rapport de receives a status report on the species and the decision must be supported by reasons.

Décision

Notification of applicant

(2) If the decision results from an application, COSEWIC must notify the applicant of the decision and the reasons.

Decision not to designate

(3) COSEWIC must include the wildlife species on a list, to be called the "List of Non-designated Species", if it decides that the species should not be designated, either because it is not at risk or because there is not 25 liste distincte, appelée « Liste des espèces non enough information to determine whether it is at risk.

Public registry

(4) The List of Non-designated Species must be included in the public registry.

Emergency Designations and Reclassifications

Emergency designation or reclassification

23. COSEWIC may, on an emergency basis, 30 designate or reclassify a wildlife species as threatened or endangered before receiving a status report if it has information indicating that there is an imminent threat to the survival of the species.

Application for emergency designation or reclassification

24. (1) Any person may apply to COSEWIC for an emergency designation or reclassification of a wildlife species as threatened or endangered. The application must include relevant information indicating that there is an 40 imminent threat to the survival of the species.

en est une qui migre à l'extérieur du Canada ou dont l'aire de répartition s'étend au-delà d'une frontière internationale du Canada et comprendre:

- a) une évaluation de la distribution et de la 5 population passées et présentes de l'espèce;
- b) la détermination de l'habitat considéré comme important ou essentiel pour elle;
- c) l'indication des menaces réelles ou potentielles à son égard et à l'égard de son 10 habitat essentiel, et de leur gravité.

22. (1) La décision concernant la désignation ou la classification doit être prise dans les situation relatif à l'espèce et être motivée. 15

motivée

(2) Si elle fait suite à une demande, le COSEPAC la communique, avec les motifs, à 20 l'auteur de la demande.

Communica tion au demandeur

(3) S'il décide de ne pas désigner l'espèce sauvage, soit parce qu'elle n'est pas en péril,20 soit parce que les renseignements à cet effet sont insuffisants, le COSEPAC la porte sur une désignées ».

Nondésignation

(4) La Liste des espèces non désignées est 25 Registre conservée au Registre.

Désignation et reclassification d'urgence

- 23. En cas d'urgence, le COSEPAC peut désigner ou reclasser une espèce sauvage comme espèce en voie de disparition ou menacée avant d'avoir reçu un rapport de 30 situation s'il dispose de renseignements indi-35 quant que la survie de l'espèce est menacée de façon imminente.
 - 24. (1) Toute personne peut présenter au COSEPAC une demande de désignation ou de 35 reclassification d'urgence d'une espèce, laquelle est fondée sur des renseignements indiquant que la survie de l'espèce est menacée de façon imminente.

Demande de désignation ou de reclassification d'urgence

Menace

imminente

5 décision.

Examination of application

(2) Within thirty days after receiving the application, COSEWIC must examine it and inform the applicant in writing of what it has decided to do about the application and the reasons for its decision.

(2) Le COSEPAC étudie la demande et, dans les trente jours suivant sa réception, informe par écrit l'auteur de la demande de la suite qu'il entend y donner et des motifs de sa

Étude de la demande

Decision and reasons

25. If COSEWIC decides to designate or reclassify the wildlife species, it must give reasons for its decision and identify the imminent threat to the survival of the species. COSEWIC must also identify the habitat that is critical to the survival of the species.

25. S'il procède à une désignation ou une reclassification d'urgence, le COSEPAC précise en quoi consiste la menace pour la survie de l'espèce et motive sa décision. Si la menace If loss of habitat is an imminent threat, 10 en cause est la destruction de l'habitat, le 10 COSEPAC doit décrire l'habitat de l'espèce qu'il considère comme essentiel à sa survie.

Décision motivée

Status report and final decision

26. Within eighteen months after making an emergency designation or reclassification, species prepared and make a final decision on whether it should be designated or reclassified.

26. Le COSEPAC fait rédiger un rapport de situation à l'égard de l'espèce sauvage et se COSEWIC must have a status report on the 15 prononce de façon définitive dans les dix-huit 15 mois suivant la désignation ou la reclassification d'urgence.

Rapport de situation et décision

Publication

Documents in public registry

- 27. The following documents must be included in the public registry: 20
 - (a) COSEWIC's criteria for the designation and classification of wildlife species;
 - (b) the status reports on wildlife species; and
 - (c) COSEWIC's decisions about the desig-25 nation and classification of wildlife species and the reasons for the decisions.

Restriction

28. The Minister, on the advice of COSEW-IC, may restrict the release of any information in a status report required to be included in the 30 public registry if that information relates to the location of a species or its habitat, and restricting its release would be in the best interests of the species.

Publication

27. Sont conservés au Registre:

Documents conservés au Registre la désignation et la classification des espè-20

ces sauvages: b) les rapports de situation relatifs aux espèces sauvages;

a) les critères établis par le COSEPAC pour

- c) les décisions du COSEPAC relativement à la désignation ou la classification des 25 espèces sauvages et les motifs à l'appui de ces décisions.
- 28. Sur l'avis du COSEPAC, le ministre peut limiter la communication de tout renseignement porté dans un rapport de situation 30 destiné au Registre si ce renseignement concerne l'emplacement d'une espèce ou son habitat et si la limitation de sa divulgation est à l'avantage de cette espèce.

Limitation

Reviews and Reports

Review of designations classifications

29. COSEWIC must review the designation 35 and classification of each species at risk at least once every ten years, or more frequently if it has reason to believe that the status of the species has changed significantly.

Révision et rapports

29. Le COSEPAC révise la désignation et la 35 Désignation classification des espèces en péril chaque fois qu'il a des motifs de croire que la situation d'une espèce a changé de façon significative et, en tout état de cause, au moins une fois tous les dix ans.

classification

Reports to Council

30. When COSEWIC makes a decision about the designation or classification of a wildlife species, COSEWIC must report the decision to the members of the Council.

Annual reports

31. As soon as practicable after the end of 5 each year, COSEWIC must report to the Council on its activities during that year.

List of Wildlife Species at Risk

Notice of response to designation.

32. (1) Where COSEWIC designates a wildlife species, changes its classification or within sixty days thereof, amend the List of Wildlife Species at Risk accordingly and give notice of the amendment in the public registry.

Listing at request of a provincial minister

(2) The Governor in Council, on the a wildlife species on the List if a provincial minister designates it as a species at risk, asks that it be listed and agrees to participate in the preparation of a recovery plan for the species.

Public registry

(3) The List must be included in the public 20 registry.

MEASURES TO PROTECT LISTED SPECIES

Prohibitions

Killing, disturbing harming etc. listed species

33. (1) No person shall kill, harm, disturb, harass, capture or take an individual of a listed extirpated, endangered or threatened species, or attempt to do so.

Possession collection

(2) No person shall possess, collect, buy, sell or trade an individual of a listed extirpated, endangered or threatened species, or any part or derivative of one.

Damage or destruction of residence

- **34.** No person shall damage, destroy or 30 disturb
 - (a) the residence of an individual or the population of a listed extirpated, endangered or threatened species; or
 - (b) the critical habitat of a listed extirpated, 35 endangered or threatened species.

30. Le COSEPAC fait rapport aux membres du Conseil de toute décision relative à la désignation ou à la classification d'une espèce sauvage.

Rapports de décision au Conseil

31. Dans les meilleurs délais au début de 5 chaque année, le COSEPAC fait rapport au Conseil de ses activités au cours de l'année précédente.

Rapport annuel

Liste des espèces en péril

32. (1) Lorsque le COSEPAC désigne une espèce sauvage, en change la classification ou 10 revokes a designation, the Minister shall, 10 annule une désignation, le ministre modifie, dans les soixante jours, la Liste des espèces en péril en conséquence et donne avis au Registre de cette modification.

Avis an Registre

(2) À la demande d'un ministre provincial 15 recommendation of the Minister, may include 15 et sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut également inscrire sur cette liste toute espèce sauvage que le ministre provincial désigne comme espèce en péril et pour laquelle il s'engage à participer à l'élabo-20 ration d'un plan de rétablissement.

Demandes des ministres provinciaux

(3) La Liste des espèces en péril est conservée au Registre.

Registre

MESURES DE PROTECTION DES ESPÈCES INSCRITES

Interdictions

33. (1) Il est interdit de tuer un individu d'une espèce inscrite comme espèce disparue 25 du pays, espèce menacée ou en voie de 25 disparition, de lui nuire, de le déranger, de le harceler, de le capturer ou de le prendre de même que de tenter d'accomplir l'un ou l'autre de ces actes. 30

Interdictions

(2) Il est interdit de posséder, de collectionner, d'acheter, de vendre ou d'échanger tout ou partie d'un tel individu ou d'un produit qui en provient.

Interdictions

34. Il est interdit d'endommager, de détrui-35 Endommagere ou de déranger :

ment ou destruction de la

a) la résidence d'un individu ou celle de la population d'une espèce inscrite comme une espèce disparue du pays, espèce menacée ou en voie d'extinction; 40

résidence

Declaration of equivalent provisions

35. (1) Subject to subsections (2) to (4), if the Minister and a provincial minister agree in writing that there are, in force by or under the laws of the province, provisions equivalent to sections 33, 34 and 50 and that these provi- 5 sont en vigueur en vertu des lois de la province sions are being diligently enforced, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an order declaring that sections 33, 34 and 50 do not apply in that province in relation to species protected by the 10 la province à l'égard des espèces protégées en equivalent provisions.

35. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à

menacée ou en voie d'extinction.

(4), lorsque le ministre et le ministre provin- 5 cial reconnaissent par écrit que des dispositions équivalentes aux articles 33, 34 et 50 et qu'elles sont appliquées avec diligence, le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur 10 recommandation du ministre, statuer que les articles 33, 34 et 50 ne s'appliquent pas dans

b) l'habitat critique d'une espèce inscrite comme une espèce disparue du pays, espèce

> Décret d'exemption

Publication of agreements

(2) Before entering into the agreement, the Minister must make a draft of the agreement public by including it in the public registry.

(2) Avant de le conclure, le ministre rend 15 public l'accord d'équivalence prévu au paragraphe (2) en versant une copie au Registre.

Publication de l'accord

- Comments (3) Any person may file comments with the 15 Minister within sixty days after the publica-
 - (3) Dès lors, quiconque peut, dans les soixante jours qui suivent, lui présenter des observations.

vertu de ces dispositions équivalentes.

Observations ou avis d'opposition 20

tion of the draft agreement. Publication by (4) After the end of the period of sixty days, the Minister the Minister must include in the public of results

comments were dealt with.

(4) Au terme du délai de soixante jours, le ministre verse au Registre un résumé de la registry a report that summarizes how any 20 suite qu'il a donnée aux observations reçues.

Réponse du ministre

Termination of agreement and repeal of order

(5) The agreement may be terminated by either party giving to the other at least six months notice of termination, in which case tion of the Minister, must repeal the order.

(5) Une partie à l'accord peut y mettre fin en donnant un préavis d'au moins six mois à 25 l'autre partie, auquel cas le gouverneur en the Governor in Council, on the recommenda-25 conseil, sur recommandation du ministre, abroge le décret d'exemption.

Fin de l'accord et révocation du décret

Public registry

Report to

Parliament

(6) Orders under this section must be included in the public registry.

(6) Le décret est versé au Registre.

Registre Rapport au

(7) The Minister shall include in the annual report required by section 104 a report on the 30 annuel visé à l'article 104, de la mise en administration and enforcement of subsections (1) to (6).

(7) Le ministre rend compte, dans le rapport 30 oeuvre des paragraphes (1) à (6).

Emergency Orders

Arrêtés d'urgence

Order based on emergency designation or classification

36. (1) The responsible minister must make an emergency order providing for the protecafter COSEWIC designates or reclassifies the species as endangered or threatened on an emergency basis. The order shall include provisions regulating or prohibiting activities residence or its critical habitat.

36. (1) Dans les trente jours suivant la désignation ou la reclassification d'urgence tion of a wildlife species within thirty days 35 par le COSEPAC d'une espèce sauvage com-35 tion me espèce en voie de disparition ou menacée, le ministre compétent prend un arrêté d'urgence visant à protéger cette espèce sauvage. L'arrêté doit prévoir des dispositions interdithat may adversely affect the species, its 40 sant ou réglementant l'exercice d'activités 40 susceptibles de la mettre en danger ou de mettre en danger sa résidence ou son habitat critique.

Désignation ou reclassificad'urgence

Désignation

reclassifica-

Order based designation or classification

(2) The responsible minister must make an emergency order providing for the protection of a wildlife species that COSEWIC has designated or reclassified as endangered or threatened if, prior to the implementation of a recovery plan, COSEWIC determines that the species faces imminent threats to its survival that are not addressed by the application of section 33 or 34. The order must include that may adversely affect the species or its habitat and shall remain in effect until a recovery plan for the species has been implemented or the responsible minister determines that adequate measures have been implement- 15 ed to remove any imminent threats to the species or its habitat.

(2) Le ministre compétent prend un arrêté d'urgence visant la protection d'une espèce sauvage que le COSEPAC a désignée ou reclassifiée comme espèce en voie de dispari-5 tion ou espèce menacée si, avant la mise en 5 oeuvre d'un plan de rétablissement, le COSE-PAC estime que cette espèce est exposée à des menaces imminentes pour sa survie que l'application de l'article 33 ou 34 n'écarte pas. provisions regulating or prohibiting activities 10 L'arrêté comporte des dispositions réglemen-10 tant ou interdisant l'exercice des activités susceptibles de mettre cette espèce en danger ou de mettre en danger la résidence des individus de cette espèce, et il reste en vigueur jusqu'à ce que le plan de rétablissement relatif 15 à cette espèce soit mis en oeuvre ou jusqu'à ce que le ministre compétent estime que des mesures adéquates ont été prises qui écartent toute menace imminente pour l'espèce ou son habitat. 20

réglementer l'exercice d'activités suscepti-

individus de celle-ci, s'il conclut que son plan

de rétablissement ne la protège plus adéquate-

ment ou que des mesures immédiates sont

le ministre des Pêches et des Océans est tenu

(5) L'arrêté d'urgence doit aussi interdire

ou réglementer l'exercice d'activités suscep-35

tibles de mettre l'habitat essentiel de l'espèce

en danger si le ministre compétent conclut, sur

l'avis du COSEPAC, qu'il existe une menace

prendre l'arrêté visé au paragraphe (3).

nécessaires à sa protection.

imminente à cet habitat.

bles de lui nuire ou de nuire à la résidence des 25

Order based on inadequate recovery plan.

(3) The responsible minister may make an emergency order providing for the protection of a wildlife species, if the responsible 20 minister determines that the recovery plan for the species no longer adequately protects it or that immediate action is required to protect the species. The order may include provisions regulating or prohibiting activities that may 25 adversely affect the species or the residences of its individuals.

Plan de (3) Le ministre compétent peut prendre un rétablissearrêté d'urgence visant à protéger une espèce ment inadéquat sauvage, notamment en vue d'interdire ou de

Notification of Minister

(4) If the responsible minister is the Minister of Canadian Heritage or the Minister of Fisheries and Oceans, he or she must notify the 30 d'aviser le ministre s'il a l'intention de Minister before making an order under subsection (3).

(4) Le ministre du Patrimoine canadien ou 30 Avis au ministre

Provisions for the protection of habitat

(5) An emergency order must include provisions regulating or prohibiting activities that may adversely affect the critical habitat of 35 the species, if the responsible minister, based on the advice of COSEWIC, determines that there is an imminent threat to that habitat.

Protection de l'habitat

Repeal of subsection (1) order

- (6) The responsible minister must repeal an emergency order made under subsection (1) 40 pris au titre du paragraphe (1) au moment où, when
 - (a) COSEWIC determines that an emergency designation or reclassification of the wildlife species is no longer required; or

(6) Le ministre compétent abroge l'arrêté 40 selon le cas:

Abrogation visé au paragraphe

a) le COSEPAC juge que la désignation ou la reclassification d'urgence de l'espèce n'est plus nécessaire; 45

(b) COSEWIC makes a final decision about the designation or reclassification of the species under section 26, and the List of Wildlife Species at Risk is amended to reflect that decision.

Repeal of subsection (2) order

(7) The responsible minister must repeal an emergency order made under subsection (2) when a revised recovery plan that, in the responsible minister's opinion, adequately protects the species has been developed and 10 implemented or when he or she determines that, under the circumstances, the order is no longer needed.

application of the Statutory Instruments Act

37. Sections 3, 5 and 11 of the *Statutory* orders, but each order must be included in the public registry and published in the Canada Gazette within twenty-three days after it is made.

Equivalent measures

38. A responsible minister is not required to 20 make an emergency order if he or she is of the opinion that equivalent measures have been taken to protect the wildlife species under another Act of Parliament.

Application of Prohibitions

General exceptions

- **39.** (1) Sections 33 and 34, regulations 25 under section 45 and emergency orders do not apply to persons who are engaging in
 - (a) emergency activities authorized by or under any other Act of Parliament for the protection of national security, safety or 30 health, including animal and plant health;
 - (b) activities in accordance with regulatory or conservation measures for endangered species under an aboriginal treaty, land claims agreement, self-government agree- 35 ment or co-management agreement that deals with endangered species;
 - (c) activities authorized under section 50 or 51 by an agreement, permit, licence, order or similar document; or 40
 - (d) activities that are reasonably required to address an immediate threat to human life or safety.

b) la Liste des espèces en péril est modifiée par suite de la décision définitive du COSEPAC au titre de l'article 26

(7) Le ministre compétent abroge l'arrêté pris au titre du paragraphe (2) au moment où 5 il conclut:

Abrogation de l'arrêté visé au paragraphe

- a) soit qu'un plan de rétablissement révisé a été mis en oeuvre et qu'il protège adéquatement l'espèce;
- b) soit que les circonstances ayant mené à la 10 prise de l'arrêté n'existent plus.
- 37. Les arrêtés d'urgence sont soustraits à Instruments Act do not apply to emergency 15 l'application des articles 3, 5 et 11 de la Loi sur les textes réglementaires, mais ils doivent être versés au Registre et publiés dans la Gazette 15 du Canada dans les vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires

38. Le ministre compétent n'est pas tenu de prendre un arrêté d'urgence s'il est d'avis que des mesures équivalentes ont été prises, en 20 vertu d'une autre loi fédérale, pour protéger l'espèce sauvage.

Mesures équivalentes

Application des interdictions

- **39.** (1) Les articles 33 et 34, les règlements pris au titre de l'article 45 et les arrêtés d'urgence ne sont pas applicables aux person-25 nes exerçant des activités :
 - a) autorisées sous le régime de toute autre loi fédérale en vue de protéger la santé - notamment celle des animaux et des végétaux — ou d'assurer la sécurité natio-30 nale ou du public;
 - b) conformes aux régimes de réglementation et de conservation des espèces en péril définis dans un traité, un accord sur des revendications territoriales ou une entente 35 d'autonomie gouvernementale ou de cogestion conclus avec des Autochtones;
 - c) autorisées par un accord, un permis, une licence, un arrêté ou un autre document visés à l'article 50 ou 51: 40
 - d) raisonnablement nécessaires pour répondre à une menace immédiate à la vie ou à la sécurité humaines.

Exceptions générales

Autorisation

d'autres lois

Authorization of activities under other Acts

- (2) A power under an Act described in paragraph (1)(a) may be used to authorize an activity prohibited by or under section 33, 34, 36 or 45 only if the person exercising the power
 - (a) determines that the activity is necessary to address an immediate threat to national security, safety or health, including animal and plant health; and
 - (b) respects the purposes of this Act to the 10 greatest extent possible.
- (3) Sections 33 and 36 do not apply to persons who are engaging in activities authorized by a recovery plan and a regulation under section 45.

Possession exception

Exemptions

for activities

under

plans

recovery

- (4) The prohibition against possession in subsection 33(2) does not prevent a person from possessing an individual of a listed endangered or threatened species, or any part or derivative of one, if
 - (a) it was in their possession when the species was listed;
 - (b) they acquired it legally in another country and imported it legally into Canada: 25
 - (c) they acquired it by succession from someone who was entitled to possess it under this subsection;
 - (d) they acquired it under circumstances that would afford them a defence under 30 section 83 and they possess it only for as long as is necessary to donate it to a museum, zoo, educational institution, scientific society or government; or
 - (e) they are, or are acting on behalf of, a 35 museum, zoo, educational institution, scientific society or government and they acquired it from someone who was entitled to possess it under this subsection.

- (2) Toute activité interdite au titre des articles 33, 34, 36 ou 45 peut être autorisée au titre d'une loi visée à l'alinéa (1)a) si la personne qui l'autorise respecte, dans la 5 mesure du possible, l'objet de la présente loi 5 et estime qu'elle est nécessaire pour répondre à une menace immédiate à la santé - notamment celle des animaux et des végétaux — ou au maintien de la sécurité nationale ou du public.
- (3) Les articles 33 et 36 ne sont pas applicables aux personnes exerçant des activités autorisées par un plan de rétablissement et 15 un règlement pris au titre de l'article 45.

Activités autorisées par un plan de rétablissement et une loi fédérale

- (4) L'interdiction de possession prévue au 15 paragraphe 33(2) n'a pas pour effet d'empêcher une personne de posséder un individu — ou une partie d'un individu ou un 20 produit qui en provient — d'une espèce inscrite comme espèce menacée ou en voie de 20 disparition si, selon le cas:
 - a) elle l'avait en sa possession au moment de l'inscription de l'espèce;
 - b) elle l'a légalement acquis à l'extérieur du Canada, puis l'y a importé légalement:
 - c) elle l'a acquis par succession d'une personne qui en avait la possession au titre du présent paragraphe;
 - d) d'une part, elle l'a acquis dans des circonstances qui lui permettraient de se 30 disculper au titre de l'article 83 et, d'autre part, elle ne l'a en sa possession que le temps nécessaire pour en faire don à un musée, un jardin zoologique, un établissement d'enseignement, une association 35 scientifique ou un gouvernement;
 - e) elle est un musée, un jardin zoologique, un établissement d'enseignement, une association scientifique, un gouvernement ou une personne agissant pour le compte de ces 40 derniers et elle a acquis l'individu d'une personne qui en avait la possession au titre du présent paragraphe.

Exception relative à la possession

Species listed at the request of a provincial

40. If a wildlife species is listed at the request of a provincial minister under subsection 32(2), then sections 33 and 34 and emergency orders apply in respect of that individuals of that species and its habitat are found on federal land in the province of that minister.

40. Les articles 33 et 34 et les arrêtés d'urgence ne sont applicables, à l'égard des espèces inscrites au titre du paragraphe 32(2) et de leurs habitats, que dans la mesure où des species and its habitat only in so far as 5 individus de ces espèces et leurs habitats se 5 retrouvent sur le territoire domanial situé dans la province en cause.

Espèces inscrites à la demande d'une province

Recovery and Management Plans

Preparation of recovery plans

Co-operation

ministers and governments

with other

- **41.** (1) The responsible minister must prepare a recovery plan that describes the 10 plan de rétablissement décrivant les mesures measures to be taken to protect each wildlife species that is listed as endangered, threatened or extirpated as a result of human activity and, if possible, provide for its recovery. If there is more than one responsible minister with 15 respect to the species, they must prepare the recovery plan together.
- (2) To the extent possible, the recovery plan must be prepared in co-operation with

in which the wildlife species is found;

(a) the provincial minister of each province 20

- (b) any minister of the Government of Canada who has authority over federal land or other areas on which the species is found;
- (c) any wildlife management board that is 25 established under aboriginal land claims legislation if the wildlife species is found on land that is governed by the legislation; and
- (d) the government of any other country in 30 which the species is found.

Aboriginal land claims agreement

(3) If the wildlife species is found on land that is subject to an aboriginal land claims agreement, the recovery plan must be prepared in accordance with any applicable provisions of the agreement.

Time limit

(4) The recovery plan must be completed within one year after listing, if the wildlife species is listed as endangered, and within two years after listing, if it is listed as threatened or extirpated.

Plans de rétablissement et d'aménagement

41. (1) Le ministre compétent élabore un à prendre pour protéger l'espèce qui, par suite 10 de l'activité humaine, a dû être inscrite comme espèce menacée, en voie de disparition ou disparue du pays et, dans la mesure du possible, pour assurer son rétablissement. Si plus d'un ministre compétent est responsable 15 de l'espèce, le plan est élaboré conjointement par eux.

Élaboration du plan de

(2) Dans la mesure du possible, le plan de rétablissement est élaboré en collaboration 20

Collaboration

- a) tout ministre provincial d'une province où l'on retrouve l'espèce en question;
- b) tout autre ministre du gouvernement du Canada ayant compétence sur le territoire domanial ou dans toute autre zone où l'on 25 retrouve l'espèce en question;
- c) les conseils de gestion des ressources fauniques établis en application de textes législatifs portant sur des revendications territoriales autochtones si l'espèce se re-30 trouve sur des territoires assujettis à ces textes législatifs;
- d) le gouvernement de tout autre pays où l'on retrouve l'espèce en question.
- (3) Si l'espèce se retrouve sur des terres 35 Accord sur faisant l'objet d'un accord sur des revendications territoriales autochtones, le plan de rétablissement doit être élaboré en conformité 35 avec les dispositions applicables de cet ac-40 cord.

des revendications territoriales autochtones

(4) Le plan est établi dans l'année suivant l'inscription de l'espèce comme espèce en voie de disparition ou dans les deux ans suivant son inscription comme espèce mena-45 40 cée ou disparue du pays.

Délais

Determination of feasibility

- (5) The responsible minister, based on the advice of COSEWIC, must determine whether the recovery of the wildlife species is technically and biologically possible and must give notice in the public registry of the 5 au Registre et y joint ses motifs. determination and the reasons for it.
- (5) Sur l'avis du COSEPAC, le ministre compétent détermine si le rétablissement de l'espèce est possible au point de vue technique et biologique. Il donne avis de ses conclusions

Caractère réalisable du rétablisse-

recovery plan if recovery feasible

- (6) If the recovery of the wildlife species is technically and biologically possible, the recovery plan must address the threats to the survival of the species identified by COSEW- 10 IC, including loss of habitat, and must include
 - (a) a description of the species and its needs, including an identification of its critical habitat, that is consistent with and builds upon the information provided by COSEW- 15 IC:
 - (b) an identification of the threats to the survival of the species that is consistent with and builds upon the information provided by COSEWIC; 20
 - (c) population and distribution objectives that will provide for the recovery of the species and a detailed description of the research and management activities needed to meet the objectives; 25
 - (d) an evaluation of the costs and benefits of each research and management activity and the likelihood of its success:
 - (e) a description of any broader ecosystem management and multispecies approaches 30 that are feasible:
 - (f) methods to be used to monitor the recovery of the species and its long-term viability:
 - (g) a description of the measures needed to 35 reduce or eliminate the threats to the survival of the species, including regulations prohibiting activities that will adversely affect the species or its critical habitat: 40
 - (h) recommendations on agreements that may be negotiated under section 7 or 9 to promote co-operative efforts for the protection and recovery of the species and its habitat; 45
 - (i) a mechanism for reviewing and evaluating the effectiveness of the plan;

- (6) Si le rétablissement de l'espèce est possible au point de vue technique et biologique, le plan de rétablissement doit traiter des menaces à la survie de l'espèce ou à son habitat qu'indique le COSEPAC et comporter 10 notamment:
 - a) une description de l'espèce et de ses besoins, de même que de son habitat essentiel compatible avec les renseignements fournis par le COSEPAC et fondée 15 sur ceux-ci:
 - b) une indication des menaces à la survie de l'espèce compatible avec les renseignements fournis par le COSEPAC et fondée 20 sur ceux-ci;
 - c) des objectifs, en ce qui concerne la population visée et la répartition, de même que la description détaillée des activités de recherche et de gestion nécessaires à leur réalisation: 25
 - d) l'estimation des coûts et les chances de succès de chacune des activités de recherche et de rétablissement, avec l'indication de celles qui sont réalisables;
 - e) la description de modes d'intervention 30 plus large qui ne sont pas spécifiques à une seule espèce, visent la gestion des écosystèmes et sont réalisables:
 - f) la méthodologie à utiliser pour surveiller le rétablissement de l'espèce et mesurer sa35 viabilité à long terme;
 - g) une description des mesures devant être prises pour faire obstacle aux menaces à la survie de l'espèce, notamment des règlements interdisant l'exercice d'activités sus-40 ceptibles de mettre l'espèce ou son habitat essentiel en danger;
 - h) des recommandations portant sur la négociation d'accords autorisés par l'article 7 ou 9 en vue de promouvoir des efforts 45 de coopération pour la protection et le rétablissement de l'espèce et de son habitat:

Teneur

- (i) recommendations for addressing the health and safety of workers affected by the plan; and
- (k) any other information or measures that the responsible minister considers ap- 5 propriate.
- i) un mécanisme de révision et d'évaluation de son efficacité:
- j) les recommandations nécessaires afin de tenir compte de la santé et de la sécurité des travailleurs touchés par le plan;
- k) toutes autres mesures et tous autres renseignements que le ministre compétent estime indiqués.

Principles to be considered

- (7) In determining the content of the recovery plan, the responsible minister must consider the commitment of the Government and to the principle that, if there are threats of serious or irreversible damage to the wildlife species, cost effective measures to prevent the reduction or loss of the species should not be
- (7) Le ministre compétent fixe la teneur du plan de rétablissement en tenant compte de 10 l'engagement qu'a pris le gouvernement du of Canada to conserving biological diversity 10 Canada de conserver la diversité biologique et de respecter le principe voulant que, s'il existe une menace d'atteinte grave ou irréversible à une espèce sauvage, le manque de certitude 15 scientifique ne doit pas être prétexte à retarder postponed for a lack of full scientific certainty. 15 la prise de mesures efficientes pour prévenir sa disparition ou sa décroissance.

Principes applicables

Contents of recovery plan if recover not feasible

(8) If the recovery of the wildlife species is not technically or biologically possible, the recovery plan must include measures limited to the prohibition of activities that directly affect individuals of the species or their 20 de l'espèce est impossible au point de vue residences.

(8) Le plan de rétablissement comporte des mesures limitées à l'interdiction des activités 20 qui influent directement sur les individus de l'espèce ou leur résidence si le rétablissement technique et biologique.

Rétablissement irréalisable

Consultation on recovery plans

- 42. The recovery plan must be prepared in consultation with any persons who the responsible minister considers are directly affected by or interested in the plan.
- 42. Le plan de rétablissement est élaboré en 25 Consultaconsultation avec toute personne que le ministre compétent croit directement touchée ou 25 intéressée.

Publication of recovery plans

- 43. (1) Within thirty days after the recovery plan is completed,
 - (a) it must be included in the public registry; and
 - (b) the responsible minister must publish a 30 summary of the recovery plan in the Canada Gazette and invite interested persons to comment within thirty days on the plan and its implementation.
- 43. (1) Dans les trente jours qui suivent la fin de la préparation du plan de rétablisse-30 ment:

Publication des plans de rétablissement

- a) une copie en est versée au Registre;
 - b) le ministre compétent en publie un résumé dans la Gazette du Canada et invite les intéressés à présenter, dans les trente 35 jours, leurs observations relativement à celui-ci et à sa mise en oeuvre.

Implementation report

- (2) Within one hundred and twenty days 35 after the summary is published in the Canada Gazette, the responsible minister must prepare and publish in the public registry a report on how, and within what time frames, the Government of Canada intends to implement the 40 le gouvernement du Canada entend mettre en measures contained in the plan.
- (2) Dans les cent vingt jours suivant la publication du résumé dans la Gazette du Canada, le ministre compétent prépare un 40 exposé, qu'il verse au Registre, indiquant les modalités de temps et autres selon lesquelles oeuvre les mesures prévues dans le plan de 45 rétablissement.

Exposé de mise en oeuvre

Obligation of federal departments. etc

(3) A federal government department, agency or Crown corporation must not take or authorize any action that will contravene a recovery plan and must implement obligations set out in a recovery plan that are 5 remplir les obligations énoncées dans un plan 5 applicable to it.

Obligation organismes fédéraux

Accord sur la

planification

conjointe du

rétablissement

National recovery planning agreement

44. (1) The Minister, in co-operation with the other responsible ministers, may enter into an agreement with the provincial ministers to planning, including the incorporation, with the approval of the Governor in Council, of a not-for-profit corporation under the Canada Corporations Act.

44. (1) Le ministre, de concert avec les autres ministres compétents, peut négocier un accord avec les ministres provinciaux en vue establish a framework for national recovery 10 d'établir un cadre national pour la planifica-10 tion du rétablissement des espèces en péril et, notamment, constituer aux mêmes fins, avec l'agrément du gouverneur en conseil, une société à but non lucratif au titre de la Loi sur les corporations canadiennes. 15

(2) Chaque ministre compétent peut faire

constituer cette société ou en être membre.

(3) Les ministères et organismes fédéraux et

les sociétés d'État fédérales ne peuvent pren-

dre ni autoriser de mesure qui contreviendrait

à un plan de rétablissement, et ils sont tenus de

de rétablissement qui s'appliquent à eux.

Authority to procure incorpora tion, etc

(2) A responsible minister may procure the 15 incorporation of the not-for-profit corporation or be a member of the corporation.

Membres de la société

Regulations

45. (1) Within one hundred and twenty days after a recovery plan is completed or amended, a responsible minister shall make 20 de rétablissement, le ministre compétent 20 regulations for the purpose of implementing regulatory measures included in the recovery plan that he or she has prepared, including regulations prohibiting activities that adverse-25 qui mettent en danger l'habitat essentiel d'une 25 ly affect a species' critical habitat.

Règlements 45. (1) Dans les cent vingt jours suivant la fin de la préparation ou de la révision du plan

prend les règlements concernant la mise en oeuvre des mesures réglementaires prévues

Incorporation by reference

(2) The regulations may incorporate by reference any legislation of a province, as amended from time to time, in so far as the regulations apply in that province. They may also incorporate by reference other documents 30 de celle-ci avec ses modifications successives. as amended from time to time.

(2) Les règlements peuvent incorporer par renvoi tout document avec ses modifications successives et, dans la mesure où ils s'appliquent à une province, toute mesure législative 30

dans ce plan de rétablissement, notamment les

règlements interdisant l'exercice des activités

espèce.

Incorporation nar renvoi

Use of powers under other Acts

46. For the purpose of implementing the recovery plan, the responsible minister may use any powers that he or she has under any other Act of Parliament.

46. Le ministre compétent peut exercer tout pouvoir qui lui est conféré au titre d'une autre loi fédérale en vue de la mise en oeuvre du 35 plan de rétablissement qu'il a élaboré. 35

Pouvoirs conférés au titre d'autres

Monitoring implementation of recovery plans

47. A responsible minister must monitor the implementation of each recovery plan that he or she has prepared and must assess and report on its implementation within five years after the plan is included in the public registry and 40 le plan a été versé au Registre et, par la suite, 40 in each subsequent five-year period. The reports must be included in the public registry.

47. Il incombe au ministre compétent d'assurer le suivi de la mise en oeuvre du plan de rétablissement qu'il a élaboré, d'évaluer celui-ci et d'en faire rapport cinq ans après que tous les cinq ans. Le rapport doit également être versé au Registre.

Suivi de la mise en oeuvre du plan de rétablissement

Mandatory amendment of recovery plan

48. The responsible minister must amend a recovery plan if he or she determines that the species or provide for its recovery.

48. Le ministre compétent modifie le plan de rétablissement s'il constate qu'il n'est plus plan is no longer adequate to protect the 45 suffisant pour protéger l'espèce ou pour 45 assurer son rétablissement.

Obligation de modifier le plan de rétablissement

Management plans for vulnerable species

49. (1) Within three years after a wildlife species is listed as vulnerable, the responsible minister must prepare a management plan for the species and its critical habitat. The plan may apply with respect to more than one wildlife species and must include any measures for the conservation of the species that the responsible minister considers appropriate. The management plan must be prepared in board that is established under aboriginal land claims legislation and is affected by the plan.

49. (1) Dans les trois ans suivant l'inscription d'une espèce comme espèce vulnérable. le ministre compétent élabore un plan d'aménagement comportant les mesures qu'il esti-5 me indiquées pour la conservation de l'espèce 5 et celle de son habitat essentiel. Le plan peut s'appliquer à plus d'une espèce: Le plan d'aménagement est élaboré en coopération avec les conseils de gestion des ressources co-operation with any wildlife management 10 fauniques constitués en application de textes 10 législatifs portant sur les revendications territoriales autochtones qui sont touchés par le plan.

Plans d'aménagement pour les vulnérables

Management plans subject to aboriginal land claims agreement

(2) If the wildlife species is found on land that is subject to an aboriginal land claims agreement, the management plan must be 15 tions territoriales autochtones, le plan d'améprepared in accordance with any applicable provisions of the agreement.

(2) Si l'espèce se retrouve sur des terres faisant l'objet d'un accord sur des revendica-15 nagement doit être élaboré en conformité avec les dispositions applicables de cet accord.

(3) Dès qu'il est prêt, le plan d'aménage-

ment est versé au Registre.

Assujettissement du plan aux conventions relatives aux réclamations territoriales autochtones

- Publication of management plans
- (3) Once the management plan is completed, it must be included in the public 20

Publication des plans d'aménagement

Monitoring (4) The responsible minister must monitor implementathe implementation of the management plan tion of management and must fully assess its implementation five plans years after the plan comes into effect.

registry.

(4) Il incombe au ministre compétent d'assurer le suivi de sa mise en oeuvre et d'évaluer celle-ci au bout de cinq ans.

Snivi de la mise en oeuvre du plan

Other sections (5) Subsections 41(2) and (7) and sections 25 of Act 42, 45, 46, 47 and 48 apply to the development applicable to management and implementation of management plans plans with such modifications as the circumstances require.

(5) Les paragraphes 41(2) et (7) et les articles 42, 45, 46, 47 et 48 s'appliquent, avec 25 les adaptations nécessaires, à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans d'aménagement.

Dispositions applicables aux plans d'aménagement

Agreements and Permits

Powers of responsible minister

Restriction on

responsible minister

50. (1) The responsible minister may make 30 an agreement with a person, or issue a permit to a person, authorizing them to engage in an activity affecting

Accords et permis

50. (1) Le ministre compétent peut conclure un accord avec une personne, ou lui délivrer un permis, l'autorisant à exercer des activités 30 touchant:

a) une espèce inscrite, ses résidences ou

b) une espèce visée par l'article 33 ou ses

toute autre partie de son habitat essentiel;

Accords et permis

Obligation de

consulter

- (a) a listed species, its residences or any 35 other part of its critical habitat; or
- (b) a wildlife species to which section 33 applies or its residences.
- (2) The agreement must not be made, or the permit must not be issued, unless the activity is
- (2) Cette activité doit satisfaire à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

menées par des personnes compétentes;

a) il s'agit de recherches scientifiques portant sur la conservation de l'espèce

35

(a) scientific research relating to the conservation of the species and conducted by qualified individuals;

40

résidences.

- (b) an activity that benefits the species or is required to enhance its chance of survival in the wild: or
- (c) a lawful activity that will only incidentally harm the species.

Consultation

(3) The responsible minister must consult with a wildlife management board established under aboriginal land claims legislation before issuing a permit or making an agreement concerning a species that is within the author-10 nes avant de délivrer un permis ou de conclure ity of such a board.

Preconditions

- (4) Before making an agreement with or issuing a permit to a person referred to in subsection (1), the responsible minister must determine that 15
 - (a) all reasonable alternatives to the activity that would reduce the impact on the species have been considered and the best alternative has been adopted:
 - (b) all feasible measures will be taken to 20 minimize the impact of the activity on the species or its habitat or residence; and
 - (c) the activity will not jeopardize the survival and recovery of the species.

The responsible minister must provide rea-25 sons for the determination to the person.

Terms and conditions

(5) The agreement or permit shall contain any terms and conditions governing the activity that the responsible minister considers necessary for protecting the species, minimiz-30 la protection de l'espèce, minimiser les conséing the impact of the authorized activity on the species or providing for its recovery.

Review of agreements and permits

the agreement or permit if an emergency order is made with respect to the wildlife species. (7) The responsible minister may amend a

(6) The responsible minister must review

Amendment of agreements and permits

permit or agreement as required to ensure the survival and recovery of a species.

Maximum term

(8) No permit shall be issued for a term longer than three years and no agreement shall 40 permis est de trois ans et celle d'un accord est be made for a term longer than five years.

- b) il s'agit d'une activité qui profite à l'espèce ou d'une activité nécessaire pour augmenter les chances de survie de l'espèce à l'état sauvage;
- 5 c) il s'agit d'une activité légale qui ne cause 5 du tort à l'espèce que de façon incidente.

(3) Le ministre compétent est tenu de consulter le conseil de gestion des ressources fauniques constitué en vertu des lois relatives aux revendications territoriales des Autochto-10 un accord concernant une espèce soumise à l'autorité d'un tel conseil.

Consultations

(4) Avant de conclure l'accord ou délivrer le permis, le ministre compétent veille à ce 15 que:

Conditions préalables

- a) toutes les solutions de rechange susceptibles de minimiser les conséquences négatives des activités sur l'espèce ont été envisagées et que la meilleure solution a été 20 retenue;
- b) toutes les mesures possibles soient prises afin de minimiser les conséquences négatives des activités pour l'espèce, son habitat ou sa résidence; 25
- c) les activités ne mettent pas en péril la survie et le rétablissement de l'espèce.

Le ministre compétent fournit à la personne les motifs à l'appui de sa décision.

(5) Il assortit l'accord ou le permis de toutes 30 Conditions les conditions - régissant l'exercice des activités - qu'il estime nécessaires pour assurer quences négatives des activités pour elle ou permettre son rétablissement. 35

(6) Il est tenu de réviser l'accord ou le permis si un arrêté d'urgence est pris à l'égard 35 de l'espèce.

Révision des accords et permis

Modification

des accords et

- (7) Il peut modifier le permis ou l'accord au besoin afin d'assurer la survie et le rétablisse-40 ment d'une espèce.
- (8) La durée maximale de validité d'un de cinq ans.

Durée de validité

permis

15

nature.

permis.

Regulations

(9) The Minister may make regulations respecting the issuance, renewal, revocation, amendment and suspension of agreements and permits.

Règlement

Agreements and permits under other Acts

51. An agreement, permit, licence, order or 5 other similar document authorizing a person to engage in an activity mentioned in subsection 50(1) and made or issued by the responsible minister under another Act of Parliament under that subsection if

51. Tout accord, permis, licence, arrêté ou 5 autre document semblable conclu, délivré ou pris par le ministre compétent en application d'une autre loi fédérale et ayant pour objet d'autoriser l'exercice d'activités visées au has the same effect as an agreement or permit 10 paragraphe 50(1) a le même effet qu'un 10 accord ou permis prévu à ce paragraphe si :

(9) Il peut, par règlement, régir la délivran-

ce, le renouvellement, l'annulation, la modifi-

cation et la suspension des accords ou des

par d'autres

- (a) before making or issuing it, the responsible minister determines that the requirements of subsections 50(4), (5) and (8) are met; and
- a) avant de conclure l'accord ou de délivrer le permis, le ministre compétent s'assure

que les exigences des paragraphes 50(4), (5) et (8) sont remplies;

b) après avoir conclu l'accord ou délivré le permis, le ministre compétent se conforme aux exigences du paragraphe 50(6).

(b) after making or issuing it, the responsible minister complies with the requirements of subsection 50(6).

52. Les accords visés aux articles 50 ou 51

Publication des accords

15

Publication of agreements

52. Each agreement made under section 50 or in effect under section 51 must be included 20 sont versés au Registre. in the public registry.

Project Review

Notification of Minister

53. (1) A person who is required by or under an Act of Parliament to ensure that an assessment of the environmental effects of a project is conducted must, without delay, 25 mentaux d'un projet notifie sans tarder au notify the Minister in writing of the project if it is likely to affect

Révision des projets

53. (1) Toute personne tenue, sous le régime

ministre tout projet susceptible de toucher une 25 espèce inscrite comme vulnérable, menacée,

d'une loi fédérale, de veiller à ce qu'il soit

procédé à l'évaluation des effets environne-

en voie de disparition ou disparue du pays, ou

son habitat essentiel, ou, dans le cas d'un

Threatened Animals ou la Red List of Threate-

ned Plants de l'Union mondiale pour la

toute espèce inscrite sur la Red List of 30

Avis an ministre

- (a) a wildlife species that is listed as vulnerable, threatened, endangered or ex-30 projet mis en oeuvre à l'extérieur du Canada. tirpated, or its critical habitat; or
- (b) in the case of a project outside Canada, a wildlife species on the Red List of Threatened Animals or the Red List of Threatened Plants of the World Conservation Union. 35

Required action

(2) The person must identify the effects of the project on the wildlife species and its critical habitat and, if the project is carried out, must ensure that measures are taken to avoid or lessen the effects and to monitor them. The 40 sement de l'espèce soient prises en vue de les measures must be taken in a way that is consistent with the recovery plan for the species.

(2) La personne détermine les effets du projet sur l'espèce sauvage ou son habitat35 essentiel et, le cas échéant, veille à ce que des mesures compatibles avec le plan de rétabliséviter ou de les amoindrir et de les contrôler.

Réalisations escomptées

(3) The following definitions apply in this section.

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent 40 Définitions 45 au présent article.

Definitions

"person" « personne » "person" includes an association or organization, and a responsible authority as defined in subsection 2(1) of the Canadian Environmental Assessment Act.

"project" « projet »

"project" means a project as defined in sub- 5 section 2(1) of the Canadian Environmental Assessment Act.

« personne » S'entend également d'une association de personnes, d'un organisme et d'une autorité responsable au sens du paragraphe 2(1) de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

"person

« personne »

« projet » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

CONTRÔLE D'APPLICATION

l'application de la présente loi.

54. (1) Le ministre compétent peut dé-

signer, individuellement ou par catégorie, les 10

(2) La désignation de fonctionnaires pro-

vinciaux est toutefois subordonnée à l'agré-

ment du gouvernement provincial intéressé.

« projet » "project"

Désignation

Fonction-

provinciaux

naires

ENFORCEMENT MEASURES

Enforcement officers

54. (1) A responsible minister may designate any person or class of persons to act as enforcement officers for the purposes of this 10 agents de l'autorité chargés de contrôler Act.

Designation of provincial government employees

(2) The responsible minister may not designate any person or class of persons employed by the government of a province unless that government agrees. 15

Certificate of designation

(3) An enforcement officer must be provided with a certificate of designation as an enforcement officer in a form approved by the responsible minister and, on entering any place under this Act, the officer must, if so 20 lieu visité. requested, show the certificate to the occupant or person in charge of the place.

(3) Les agents sont munis d'un certificat de désignation en la forme approuvée par le ministre compétent qu'ils présentent, sur Présentation du certificat

Powers of peace officers

Exemptions

enforcement activities

for law

(4) For the purposes of this Act, enforcement officers have all the powers of a peace officer, but the responsible minister may 25 specify limits on those powers when designating any person or class of persons.

(5) For the purpose of investigations and other law enforcement activities under this

and conditions that he or she considers necessary, exempt from the application of any provision of this Act, the regulations or an emergency order

(a) enforcement officers that the responsi-35 ble minister has designated and who are carrying out duties or functions under this Act: and

(b) persons acting under their direction and control. 40

Obstruction

(6) When an enforcement officer is carrying out duties or functions under this Act, no person shall

demande, au responsable ou à l'occupant du 20

(4) Pour l'application de la présente loi, les agents ont tous les pouvoirs d'un agent de la paix paix; le ministre compétent peut toutefois restreindre ceux-ci lors de la désignation.

Assimilation à agent de la

(5) Pour les enquêtes et autres mesures de 25 Exemption contrôle d'application de la présente loi, le Act, a responsible minister may, on any terms 30 ministre compétent peut, aux conditions qu'il juge nécessaires, soustraire tout agent désigné par lui agissant dans l'exercice de ses fonctions — ainsi que toute autre personne agis-30 sant sous la direction ou l'autorité de celuici — à l'application de la présente loi, de ses règlements ou des arrêtés d'urgence, ou de telle de leurs dispositions.

> (6) Il est interdit d'entraver volontairement 35 Entrave l'action des agents dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

5

document;

Visite

- (a) knowingly make any false or misleading statement either orally or in writing to the enforcement officer; or
- (b) otherwise wilfully obstruct the enforcement officer.

Inspections

- 55. (1) For the purpose of ensuring compliance with any provision of this Act, the regulations or an emergency order, an enforcement officer may, subject to subsection any place in which the officer believes, on reasonable grounds, there is any thing to which the provision applies or any document relating to its administration, and the enforcement officer may 15
 - (a) open or cause to be opened any container that the enforcement officer believes, on reasonable grounds, contains any such thing or document:
 - (b) inspect the thing and take samples free 20 of charge;
 - (c) require any person to produce the document for inspection or copying, in whole or in part; and
 - (d) seize any thing by means of or in relation 25 L'avis de l'agent doit être fondé sur des motifs 20 to which the enforcement officer believes. on reasonable grounds, the provision has been contravened or that the enforcement officer believes, on reasonable grounds, will provide evidence of a contravention.

- 55. (1) En vue de faire observer toute disposition de la présente loi, de ses règlements et des arrêtés d'urgence, l'agent peut, à toute heure convenable et sous réserve du (3), at any reasonable time, enter and inspect 10 paragraphe (3), procéder à la visite de tout lieu 5 s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve un objet visé par la disposition ou un
 - document relatif à son application. Il peut : a) ouvrir ou faire ouvrir tout contenant où,

à son avis, se trouve un tel objet ou 10

- b) examiner l'objet et en prélever gratuitement des échantillons:
- c) exiger la communication du document, pour examen ou reproduction totale ou 15 partielle;
- d) saisir tout objet qui, à son avis, a servi ou donné lieu à une contravention à la disposition ou qui peut servir à la prouver.

raisonnables.

Conveyance

- (2) For the purposes of carrying out the inspection, the enforcement officer may stop a conveyance or direct that it be moved to a place where the inspection can be carried out.
- (2) L'agent peut procéder à l'immobilisation du moyen de transport qu'il entend visiter et le faire conduire en tout lieu où il peut effectuer la visite.

Moyens de transport

Local

d'habitation

25

- (3) The enforcement officer may not enter 35 a dwelling place except with the consent of the occupant or person in charge of the dwelling
- place or under the authority of a warrant. (4) If on ex parte application a justice, as
- defined in section 2 of the Criminal Code, is 40 paix au sens de l'article 2 du Code crimisatisfied by information on oath that
 - (a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a dwelling place,
 - (b) entry to the dwelling place is necessary 45 in relation to the administration of this Act or the regulations, and

(3) Dans le cas d'un local d'habitation, l'agent ne peut procéder à la visite sans l'autorisation du responsable ou de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

perquisition

(4) Sur demande ex parte, le juge de 30 Mandat de nel — peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'agent à procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une 35 dénonciation faite sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

Warrant

Dwelling

place

Perquisition

sans mandat

Garde

(c) entry to the dwelling place has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry will be refused,

the justice may issue a warrant authorizing the enforcement officer to enter the dwelling 5 place subject to any conditions that may be specified in the warrant.

Search and seizure without warrant

56. For the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations or an emergency order, an enforcement officer may exercise the 10 powers of search and seizure provided in section 487 of the Criminal Code without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumwarrant.

Custody of things seized

- 57. (1) Subject to subsections (2) and (3), if an enforcement officer seizes a thing under this Act or under a warrant issued under the Criminal Code. 20
 - (a) sections 489.1 and 490 of the Criminal Code apply; and
 - (b) the enforcement officer, or any person that the officer may designate, must retain custody of the thing subject to any order 25 made under section 490 of the Criminal Code.

Forfeiture if ownership not ascertainable

- (2) If the lawful ownership of or entitlement to the seized thing cannot be ascertained any proceeds of its disposition, are forfeited to
 - (a) Her Majesty in right of Canada, if the thing was seized by an enforcement officer employed in the public service of Canada;
 - (b) Her Majesty in right of a province, if the thing was seized by an enforcement officer employed by the government of that province.
- Perishable things
- (3) If the seized thing is perishable, the 40 enforcement officer may dispose of it or destroy it, and any proceeds of its disposition must be
 - (a) paid to the lawful owner or person lawfully entitled to possession of the thing, 45 unless proceedings under this Act are commenced within ninety days after its seizure; or

- a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent:
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou de ses règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a 5 des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.
- 56. En vue de faire observer la présente loi, ses règlements et les arrêtés d'urgence, l'agent peut exercer sans mandat les pouvoirs men-10 tionnés à l'article 487 du Code criminel en matière de perquisition et de saisie lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve stances, it would not be feasible to obtain the 15 que les conditions de délivrance de celui-ci 15 soient réunies.

57. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3):

- a) les articles 489.1 et 490 du Code criminel s'appliquent en cas de saisies d'objets 20 effectuées par l'agent en vertu de la présente loi ou d'un mandat délivré au titre du Code criminel:
- b) la garde de ces objets incombe, sous réserve d'une ordonnance rendue aux ter-25 mes de l'article 490 du Code criminel, à l'agent ou à la personne qu'il désigne.
- (2) Dans le cas où leur propriétaire légitime — ou la personne qui a légitimement droit within thirty days after its seizure, the thing, or 30 à leur possession — ne peut être identifié dans 30 les trente jours suivant la saisie, les objets, ou le produit de leur aliénation, sont confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, selon que l'agent saisissant 35 est un fonctionnaire de l'administration publi-35 que fédérale ou un fonctionnaire de la province en question.

(3) L'agent peut aliéner ou détruire les objets saisis périssables; le produit de l'aliénation est soit remis à leur propriétaire légitime 40 ou à la personne qui a légitimement droit à leur possession, soit, lorsque des poursuites fondées sur la présente loi ont été intentées dans les quatre-vingt-dix jours suivant la saisie, retenu par l'agent jusqu'au règlement de 45 l'affaire.

Biens périssables

Confiscation

de plein droit

(b) retained by the enforcement officer pending the outcome of the proceedings.

Abandon

(4) The owner of the seized thing may abandon it to Her Majesty in right of Canada or a province.

Disposition by responsible minister

58. Any thing that has been forfeited or abandoned under this Act is to be dealt with and disposed of as the responsible minister may direct.

Liability for

59. The lawful owner and any person 10 lawfully entitled to possession of any thing seized, abandoned or forfeited under this Act are jointly and severally liable for all the costs of inspection, seizure, abandonment, forfeiture or disposition incurred by Her Majesty in 15 la visite, à l'abandon, à la saisie, à la excess of any proceeds of disposition of the thing that have been forfeited to Her Majesty under this Act.

Application for investigation

60. (1) A person who is resident in Canada and at least eighteen years of age may apply to 20 dix-huit ans et résidant au Canada peut the responsible minister for an investigation of whether an alleged offence has been committed or whether anything directed towards its commission has been done.

Statement to accompany application

- (2) The application must be in a form 25 approved by the responsible minister and must include a solemn affirmation or declaration containing
 - (a) the name and address of the applicant;
 - (b) a statement that the applicant is at least 30 eighteen years old and a resident of Canada;
 - (c) a statement of the nature of the alleged offence and the name of each person alleged to be involved;
 - (d) a summary of the evidence supporting 35 the allegations;
 - (e) the names and addresses of each person who might be able to give evidence about the alleged offence, together with a summary of the evidence they might give, to the 40 extent that this information is available to the applicant;
 - (f) a description of any document or other material that the applicant believes should be considered in the investigation and, if 45 possible, a copy of the document; and

(4) Le propriétaire légitime de tout objet saisi peut l'abandonner au profit de Sa Majes-5 té du chef du Canada ou d'une province.

Abandon

58. Il est disposé des objets confisqués ou abandonnés ou du produit de leur aliénation 5 disposition conformément aux instructions du ministre compétent.

Instructions

Frais

59. Le propriétaire légitime et toute personne ayant légitimement droit à la possession des objets saisis, abandonnés ou confisqués au 10 titre de la présente loi sont solidairement responsables de toute partie des frais — liés à confiscation ou à l'aliénation — supportés par Sa Majesté qui excède le produit de 15 l'aliénation.

Demande

60. (1) Toute personne âgée d'au moins demander au ministre compétent l'ouverture d'une enquête en vue de déterminer si une 20 infraction a été perpétrée ou si un acte concourant à la perpétration d'une infraction a été commis.

d'enquête

(2) La demande, établie en la forme approuvée par le ministre compétent, est accompa-25 gnée d'une affirmation ou déclaration solennelle qui énonce :

Teneur

- a) les nom et adresse de l'auteur de la demande:
- b) le fait que l'auteur de la demande a au 30 moins dix-huit ans et réside au Canada:
- c) la nature de l'infraction reprochée et le nom des personnes à qui elle est imputée;
- d) un bref exposé des éléments de preuve à l'appui de la demande; 35
- e) les nom et adresse de chaque personne qui pourrait être en mesure de témoigner au sujet de l'infraction imputée, ainsi qu'un bref exposé des éléments de preuve qu'elle pourrait donner, dans la mesure où ces 40 renseignements sont connus de l'auteur de la demande;
- f) une description de tout document ou autre pièce dont, selon l'auteur de la demande, il faudrait tenir compte dans le cadre de 45

(g) details of any previous contact between the applicant and the responsible minister about the alleged offence.

l'enquête de même que, si possible, une copie de tel document;

g) le détail de toute communication antérieure de l'auteur de la demande avec le ministre compétent au sujet de l'infraction 5 imputée.

Investigation

61. (1) The responsible minister must twenty days of receiving it and must investigate all matters that he or she considers necessary to determine the facts relating to the alleged offence.

61. (1) Le ministre compétent accuse acknowledge receipt of the application within 5 réception de la demande dans les vingt jours et fait enquête sur tous les points qu'il juge indispensables pour établir les faits afférents 10 à l'infraction reprochée.

Enquête

Frivolous or vexatious applications

(2) No investigation is required if the 10 responsible minister decides that the application is frivolous or vexatious.

(2) Le ministre compétent ne fait pas enquête s'il estime que la demande est futile ou vexatoire.

Demande futile on vexatoire

Notice of decision

(3) If the responsible minister decides not to conduct the investigation, he or she must, within sixty days after the application for 15 soixante jours suivant réception de la demaninvestigation is received, give notice of the decision, including the justification, to

de.

requise, le ministre compétent donne, dans les de, un avis de la décision et les motifs de celle-ci à l'auteur de la demande et à chaque personne à qui la demande impute la perpétra-20 tion de l'infraction et dont l'adresse est

donnée dans la demande.

(3) S'il décide qu'une enquête n'est pas 15

Avis de la décision de ne pas enquêter

(a) the applicant; and

(b) each person alleged in the application to have been involved in the commission of 20 the offence for whom an address is given in the application.

When notice need not be

(4) The responsible minister need not give the notice if an investigation in relation to the application.

(4) Le ministre compétent n'est pas tenu de donner l'avis si une enquête relativement à alleged offence is ongoing apart from the 25 l'infraction reprochée dans la demande est 25 déjà en cours indépendamment de la deman-

Absence

Progress reports

Responsible

minister may

to Attorney

General

62. (1) After acknowledging receipt of the application, the responsible minister must report to the applicant every ninety days on the progress of the investigation, the estimated 30 time it will take to complete and the action, if any, that the responsible minister has taken or proposes to take, but a report is not required if the investigation is suspended or concluded before the end of the ninety days. 35

62. (1) À intervalles de quatre-vingt-dix jours à partir du moment où il accuse réception de la demande jusqu'à l'interruption ou la 30 clôture de l'enquête, le ministre compétent informe l'auteur de la demande du déroulement de l'enquête, du délai qu'il estime nécessaire pour la compléter et des mesures qu'il a prises ou entend prendre. 35

Information de l'auteur de la demande

(2) At any stage of the investigation, the responsible minister may send any documents send evidence or other evidence to the Attorney General for consideration of whether an offence has been or is about to be committed, and for any action 40 that the Attorney General may wish to take.

(2) Il peut, à toute étape de l'enquête, transmettre des documents ou autres éléments de preuve au procureur général pour lui permettre de déterminer si une infraction a été commise ou est sur le point de l'être et de 40 prendre les mesures de son choix.

Communication de documents au procureur général

Suspension or conclusion of investigation

Report if

investigation

suspended

- 63. (1) The responsible minister may suspend or conclude the investigation if he or she is of the opinion that
 - (a) the alleged offence does not require further investigation; or
 - (b) the investigation does not substantiate the alleged offence or any other offence.
- (2) If the investigation is suspended, the responsible minister must
 - information obtained during the investigation and stating the reasons for its suspension and the action, if any, that the responsible minister has taken or proposes to take;
 - (b) send a copy of the report to the 15 applicant; and
 - (c) notify the applicant if the investigation is subsequently resumed.
- Report when (3) When the investigation is concluded, investigation the responsible minister must concluded
 - (a) prepare a written report describing the information obtained during the investigation and stating the reasons for its conclusion and the action, if any, that the responsible minister has taken or proposes to take; 25
 - (b) send a copy of the report to the applicant and to each person whose conduct was investigated.

A copy of the report sent to a person whose 30 conduct was investigated must not disclose the name or address of the applicant or any other personal information about them.

When report (4) If another investigation in relation to the need not be sent application, the responsible minister need not send copies of a report described in subsection (2) or (3) until the other investigation is

suspended or concluded.

63. (1) Le ministre compétent peut interrompre ou clore l'enquête s'il estime que l'infraction reprochée ne justifie plus sa poursuite ou que ses résultats ne permettent 5 pas de conclure à la perpétration d'une 5 infraction.

Interruption ou clôture de l'enquête

(2) En cas d'interruption de l'enquête, il rédige un rapport exposant l'information (a) prepare a written report describing the 10 recueillie, les motifs de l'interruption et les mesures qu'il a prises ou entend prendre et en 10 envoie un exemplaire à l'auteur de la demande; le cas échéant, il lui notifie la reprise de l'enquête.

Rapport en d'interruption

(3) Une fois l'enquête close, il établit un 20 rapport exposant l'information recueillie, les 15 d'enquête motifs de la clôture et les mesures qu'il a prises ou entend prendre et en envoie une copie à l'auteur de la demande et aux personnes dont le comportement a fait l'objet de l'enquête. La copie du rapport envoyée à ces 20 dernières ne doit mentionner ni les nom et adresse de l'auteur de la demande, ni aucun autre renseignement personnel à son sujet.

Rapport de

(4) Si une enquête relative à l'infraction alleged offence is ongoing apart from the 35 reprochée est en cours indépendamment de la 25 demande, le ministre compétent peut attendre l'interruption ou la clôture de cette enquête avant d'envoyer l'exemplaire du rapport visé au paragraphe (2) ou (3).

Absence de

donnant lieu

au recours

ENDANGERED SPECIES PROTECTION ACTION

64. (1) A person who has applied for an 40 investigation may bring an endangered species protection action if

(a) the responsible minister has failed to provide

ACTION EN PROTECTION

64. (1) La personne qui a demandé une 30 Circonstances enquête peut intenter une action en protection dans les cas suivants :

a) le ministre compétent a omis de fournir :

Circumstances in which a person may bring an action

- (i) the notice required by subsection 61(3), within the time required by that subsection, or
- (ii) the report required by subsection 62(1), within the time required by that 5 subsection:
- (b) the responsible minister has not conducted and reported on the investigation within a reasonable time:
- (c) the person has received a notice under 10 subsection 63(1) or a progress report under subsection 64(1) or a report under subsection 63(3) and is not satisfied with the justification provided in the notice, or the progress of an investigation provided in the 15 progress report or the reasons for the suspension of an investigation provided in the report, as the case may be; or
- (d) an offence under this Act is about to be committed. * 20

- (i) l'avis requis en vertu du paragraphe 61(3) dans le délai imparti à ce paragraphe,
- (ii) le rapport requis en vertu du paragraphe 62(1) dans le délai imparti à ce 5 paragraphe;
- b) le ministre compétent n'a pas procédé à l'enquête ou établi un rapport d'enquête dans un délai raisonnable;
- c) la personne a reçu soit un avis conformé-10 ment au paragraphe 63(1), soit un rapport de déroulement d'une enquête conformément au paragraphe 64(1), soit un rapport conformément au paragraphe 63(3) et elle n'est pas satisfaite soit de la justification 15 fournie dans l'avis, soit de l'état d'une enquête dont le rapport de déroulement fait mention, soit des motifs, fournis dans le rapport, de la suspension d'une enquête, selon le cas;
- d) une infraction à la présente loi est sur le point d'être commise.

(2) L'action peut être intentée devant tout tribunal compétent contre la personne dont le comportement reproché constitue une infrac-25 tion ou concourt à sa perpétration et :

Nature de l'action

Nature of the action

Relief that

may be

claimed

- (2) The action may be brought in any court of competent jurisdiction against a person who committed, or has done anything directed towards the commission of, an offence that
 - (a) was alleged in the application for the 25 investigation; and
 - (b) caused or will cause harm to an individual of a listed extirpated, endangered or threatened species, its critical habitat or the residence of an individual.
- (3) In the action, the person may claim any or all of the following:
 - (a) a declaratory order;
 - (b) an order, including an interlocutory order, requiring the defendant to refrain 35 from doing anything that, in the opinion of the court, may constitute or be directed towards an offence;
 - (c) an order, including an interlocutory order, requiring the defendant to do any-40 thing that, in the opinion of the court, may prevent an offence;
 - (d) an order to the parties to negotiate corrective measures with respect to the

- a) faisait l'objet de la demande;
- b) a causé ou causera une atteinte importante à un individu d'une espèce inscrite comme disparue du pays, en voie de 30 disparition ou menacée, à son habitat essentiel ou à la résidence d'un individu.
- (3) Dans le cadre de son action, la personne peut demander :

Objet de l'action

35

- a) un jugement déclaratoire;
- b) une ordonnance, provisoire ou non, enjoignant au défendeur de s'abstenir de tout acte qui, selon le tribunal, constituerait une infraction ou concourrait à sa perpétration;

 40
- c) une ordonnance, provisoire ou non, enjoignant au défendeur d'accomplir un acte qui, selon le tribunal, pourrait empêcher la perpétration de l'infraction;
- d) une ordonnance enjoignant aux parties 45 de négocier des mesures correctives visant

significant harm resulting from the offence and to report to the court on the negotiations within a time set by the court;

- (e) an order requiring the defendant to take measures to redress the harm caused to a 5 species or its habitat or to pay to the Minister an amount to be used to compensate for the harm caused to the species or its habitat; and
- (f) any other appropriate relief, including 10 the costs of the action, but not including damages.

Circumstances in which a person may bring an action

65. (1) A person described in subsection 60(1) who has not applied for an investigation may bring an endangered species protection 15 intenter une action en protection contre une action against a person who the person believes is about to do or is likely to do any act or thing constituting or directed toward the commission of an offence under this Act that will or is likely to harm an individual of a 20 concourt à sa perpétration et qui causera ou listed extirpated, endangered or threatened species, its critical habitat or the residence of an individual. The action may be brought in any court of competent jurisdiction.

Relief that may be claimed

(2) In the action, the person may claim any 25 relief referred to in paragraph 64(3)(b), (c) or (e).

No action for remedial conduct

- 66. An endangered species protection action may not be brought if the alleged conduct
 - (a) was or will be taken to protect a listed 30 endangered or threatened species or its habitat or to protect the environment, national security, safety or health, including animal and plant health;
 - (b) is an activity described in paragraph 35 39(1)(a), (b), (c) or (d); or
 - (c) is an activity authorized under section 50 or by any document referred to in section 51 that is in effect under that section.

à remédier à une atteinte importante découlant de la perpétration de l'infraction et de faire rapport au tribunal sur l'état des négotiations dans le délai fixé par celui-ci;

- e) une ordonnance exigeant du défendeur 5 qu'il prenne des mesures afin de remédier à l'atteinte causée à une espèce ou à son habitat ou qu'il paie au ministre un montant destiné à réparer l'atteinte causée à une espèce ou à son habitat; 10
- f) toute autre mesure de redressement — notamment le paiement des frais de justice — mis à part l'attribution de dommages-intérêts.
- 65. (1) Toute personne visée au paragraphe 15 Circonstances 60(1) qui n'a pas demandé d'enquête peut autre personne que la première croit sur le point ou vraisemblablement sur le point d'accomplir un acte ou de faire quelque chose 20 qui constitue une infraction à la présente loi ou risque de causer une atteinte importante à un individu d'une espèce inscrite comme disparue du pays, en voie de disparition ou mena-25 cée, à son habitat essentiel ou à la résidence d'un individu. L'action peut être intentée devant tout tribunal compétent.

donnant lieu au recours

(2) Dans l'action, la personne peut demander tous les recours prévus aux alinéas 30 64(3)b), c) ou e).

Recours disponibles

66. L'action en protection est irrecevable dans les cas où le comportement reproché :

Irrecevabilité de l'action

- a) d'une part, est ou était destiné à proté-35 ger:
 - (i) soit une espèce inscrite comme menacée ou en voie de disparition, ou son habitat.
 - (ii) soit l'environnement, la santé notamment celle des animaux et des végé-40 taux — ou la sécurité nationale ou du public;
- b) d'autre part, constitue une activité visée aux alinéas 39(1)a), b), c) ou d):
- c) constitue une activité autorisée en vertu 45 de l'article 50 ou autorisée par un document

Notice of the action

67. (1) The plaintiff in an endangered species protection action must give notice of the action in the public registry no later than ten days after the document originating the action is first served on a defendant.

Notice of other matters

(2) The court may order any party to the action to give notice in the public registry of any other matter relating to the action.

Attorney General to be served

68. (1) A plaintiff must serve the Attorney ing an endangered species protection action within ten days after first serving the document on a defendant.

Attorney General may participate

(2) The Attorney General is entitled to otherwise. Notice of a decision of the Attorney General to participate must be given to the plaintiff and the public registry within fortyfive days after the copy of the originating document is served on the Attorney General.

Right of appeal

(3) The Attorney General is entitled to appeal from a judgment in the action and to make submissions and present evidence in an appeal.

Other participants

69. (1) The court may allow any person to 25 participate in an endangered species protection action in order to provide fair and adequate representation of the private and public interests involved, including governmental interests. 30

Manner and terms of participation

(2) The court may determine the manner and terms of the person's participation, including the payment of costs.

Burden of proof

probabilities.

Undertakings to pay damages

71. In deciding whether to dispense with an undertaking to pay damages caused by an interlocutory order, the court in an endangered species protection action may consider any 40 special circumstances, including whether the action is a test case, raises a novel point of law or is in the public interest. No undertaking

mentionné à l'article 51 qui est en vigueur en vertu de cet article.

67. (1) Le demandeur doit donner avis de l'action au Registre dans les dix jours suivant la signification de l'acte introductif d'instance 5 au défendeur ou, s'il y en a plusieurs, au 5 premier d'entre eux.

Introduction d'instance

(2) Le tribunal peut en outre obliger une partie à donner avis au Registre de tout acte de procédure ou autre point se rapportant à 10 l'action.

Autres avis

68. (1) Le demandeur doit signifier une General with a copy of the document originat-10 copie de l'acte introductif d'instance au procureur général dans les dix jours suivant la signification de celui-ci au défendeur ou, s'il 15 y en a plusieurs, au premier d'entre eux.

Signification au procureur général

(2) Le procureur général peut intervenir participate in the action, either as a party or 15 dans l'action, en qualité de partie ou à un autre titre. Le cas échéant, il donne avis de sa décision au demandeur et au Registre dans les 20 quarante-cinq jours suivant la date à laquelle l'acte introductif d'instance lui a été signifié.

Participation du procureur général

(3) Le procureur général peut interjeter appel d'un jugement rendu dans l'action et présenter des éléments de preuve et des 25 observations dans le cadre d'un appel.

Droit d'appel du procureur général

69. (1) Le tribunal peut permettre à quiconque d'intervenir dans l'action pour assurer une représentation appropriée et équitable de tous les intérêts privés et publics en cause. 30

participants

(2) Le tribunal peut fixer les modalités de cette participation, y compris du paiement des frais de justice.

Modalités de participation

70. The burden of proof in an endangered

70. Dans une action en protection, la charge species protection action is on a balance of 35 de la preuve repose sur la prépondérance des 35 probabilités.

Charge de la preuve

71. Pour décider d'exempter ou non de l'engagement de payer les dommages causés par une ordonnance provisoire, le tribunal peut tenir compte des circonstances particu-40 lières de l'espèce, y compris le fait qu'il s'agit d'une cause type ou que l'action soulève un nouveau point de droit ou est dans l'intérêt

Obligation de payer les dommages

shall be given to pay damages where these damages exceed one thousand dollars.

public. Il n'est pas souscrit d'engagement de payer les dommages si ceux-ci dépassent mille dollars.

Remedies

72. If a court finds that the plaintiff is entitled to judgment in an endangered species protection action, it may grant any relief 5 dées dans le cadre du paragraphe 64(3). mentioned in subsection 64(3).

72. S'il accueille l'action, le tribunal peut accorder les mesures de redressement deman- 5

73. (1) Compte tenu des efforts déjà fournis

par le défendeur pour remédier à l'atteinte ou

au risque d'atteinte, l'ordonnance visant la

ment à une atteinte découlant de la perpétra-

Jugement

Orders to negotiate corrective measures

- 73. (1) A court order to negotiate corrective measures with respect to significant harm caused by an offence may include the following measures to the extent that they are 10 négociation de mesures correctives relative-10 reasonable, practical and ecologically sound:
 - (a) measures for the prevention, reduction or elimination of the harm or the risk of harm:
 - (b) measures to assist in the recovery of the 15 species involved and its habitat; and
 - (c) the payment of money by the defendant, as the court may direct to achieve the purposes of the measures.

Before making the order, the court must take 20 into account any efforts that the defendant has already made to deal with the harm or risk of harm.

tion de l'infraction peut exiger que celles-ci soient raisonnables, pratiques et respectueuses de l'environnement et qu'elles portent sur les points suivants : a) la prévention, la diminution ou l'élimina-

tion de l'atteinte ou du risque d'atteinte à

b) le rétablissement de l'espèce et de son

c) le paiement par le défendeur de la somme

que le tribunal juge indiquée pour la mise en

l'espèce;

habitat;

Ordonnances relatives aux mesures correctives

20

Autres

ordonnances

- (2) The court may also make interlocutory ation of the corrective measures runs smooth-
 - (b) requiring any party to prepare a draft of 30 the measures; and
 - (c) setting a time limit for the negotiations.

ly, including orders (a) for the payment of the costs of negotiation:

(3) The court may appoint a person who is not a party to prepare draft corrective measures if the parties cannot agree on the 35 ves si elles ne peuvent s'entendre ou si measures or the court is not satisfied with the measures that they negotiate.

- (2) Le tribunal peut aussi rendre des ordonor ancillary orders to ensure that the negoti-25 nances provisoires ou accessoires visant à25 assurer le bon déroulement de la négociation, notamment en ce qui concerne :
 - a) le paiement des frais y afférents;

oeuvre des mesures correctives.

- b) la préparation de projets de mesures par 30 les parties;
- c) le délai accordé pour la négociation.

(3) Il peut nommer une autre personne que les parties pour préparer des mesures correctilui-même trouve inacceptables celles qu'elles 35 ont négociées.

Nomination d'un tiers

(4) The court may order the parties to prepare other corrective measures if it is not satisfied with the measures that they negoti-40 inacceptables celles qu'elles ont négociées.

(4) Il peut ordonner aux parties de préparer de nouvelles mesures correctives s'il trouve

Ordonnance visant la préparation de nouvelles correctives

Order to prepare other measures

ate.

Appointment

of other

person to prepare

measures

Other orders

Approval and effective date

- (5) The court may approve corrective measures that the parties negotiate or corrective measures prepared by a person appointed under subsection (3), and the approved measures come into effect on a day determined by 5 the court.
- (5) Il peut approuver les mesures correctives négociées par les parties ou celles qui sont préparées par un tiers et fixer la date de leur prise d'effet.

Approbation

Restriction on orders to negotiate corrective measures

- 74. A court may not order the negotiation of corrective measures if it determines that
 - (a) the objectives mentioned in paragraphs 73(1)(a) to (c) have already been achieved; 10
 - (b) corrective measures that meet the same objectives have already been ordered under this Act or any other law in force in Canada.
- 74. Le tribunal ne peut ordonner aux parties 5 Restriction de négocier des mesures correctives s'il estime:
 - a) soit que les objectifs mentionnés aux alinéas 73(1)a) à c) ont été atteints;
 - b) soit que la préparation de mesures 10 correctives visant ces objectifs a déjà été ordonnée en vertu de la présente loi ou de toute autre règle de droit en vigueur au Canada.

Settlement or discontinuance

75. An endangered species protection ac- 15 tion may be settled or discontinued only with the approval of the court and on terms that it considers appropriate.

75. L'action en protection ne peut faire 15 Désistement l'objet d'un désistement ou d'une transaction qu'avec l'agrément du tribunal et selon les modalités qu'il estime indiquées.

transaction

Settlements and orders binding

- 76. If an endangered species protection settlement approved by a court,
 - (a) the resolution of any question of fact by the order or settlement is binding on a court in any other endangered species protection action in which it arises; and 25
 - (b) no other endangered species protection action may be brought with respect to the facts of the offence dealt with by the order

76. L'ordonnance ou le jugement rendu par action results in a final order of a court or a 20 le tribunal sur l'action en protection ou la 20 transaction qu'il a agréée ont les effets suivants:

Caractère obligatoire des décisions transactions

- or settlement. 77. The court shall not award costs in an 30 endangered species protection action unless
- a) la résolution d'une question de fait lie tous les tribunaux dans toute action en protection où la même question est soule-25

b) les faits reprochés aux défendeurs dans

l'action ne peuvent faire l'objet d'une autre

77. Le tribunal n'accorde pas les frais de 30 justice dans une action en protection à moins qu'il n'estime qu'il existe des motifs spéciaux de le faire.

Frais de instice

Evidence of offence

for doing so.

Costs

78. (1) In an endangered species protection action, the record of proceedings in any court 35 procès-verbaux de l'audience au cours de 35 in which the defendant was convicted of an offence is evidence that the defendant committed the offence.

the court finds that there are special reasons

78. (1) Dans les actions en protection, les laquelle le défendeur a été déclaré coupable d'une infraction font preuve de la perpétration de l'infraction.

action en protection.

Preuve d'infraction

Certificate evidence of conviction

- (2) In the action, evidence that a defendant a certificate stating with reasonable particularity the defendant's conviction and sentence.
- (2) De même, le certificat reproduisant de was convicted of an offence may be given by 40 façon assez détaillée la condamnation anté-40 rieure d'une personne et la peine qui lui a été infligée fait preuve de sa déclaration de culpabilité.

Preuve de condamnation antérieure

10

Signature on certificate

- (3) The certificate must be signed by
- (a) the judge or other person who made the conviction; or
- (b) the clerk of the court in which the conviction was made.

Once it is proved that the defendant is the offender mentioned in the certificate, it is evidence without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed it.

Civil remedies not affected

79. (1) No civil remedy for any conduct is suspended or affected by reason only that the conduct is an offence.

Remedies not repealed, etc.

(2) Nothing in this Act may be interpreted so as to repeal, remove or reduce any remedy 15 porter atteinte aux recours éventuels prévus available to any person under any law in force in Canada.

OFFENCES AND PUNISHMENT

Contraventions

- **80.** (1) Every person who contravenes section 33 or 34 or any prescribed provision of a regulation or an emergency order
 - (a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable
 - (i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$300,000, and
 - (ii) in the case of any other person, to a 25 fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or
 - (b) is guilty of an indictable offence and is 30
 - (i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$1,000,000, and
 - (ii) in the case of any other person, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding five 35 years, or to both.

A regulation or emergency order may prescribe which of its provisions may give rise to an offence.

(2) If a person is convicted of an offence a 40 second or subsequent time, the amount of the fine for the subsequent offence may, despite subsection (1), be double the amount set out in that subsection.

(3) Le certificat est signé soit par celui qui a prononcé la déclaration, soit par le greffier du tribunal en cause. Une fois établi que le défendeur et le contrevenant nommés dans le certificat sont bien une seule et même person- 5 ne, il fait preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui v est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Signature du certificat

79. (1) Le simple fait qu'un comportement constitue une infraction n'a aucun effet, 10 recours civils suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils.

(2) La présente loi n'a pas pour effet de par le droit en vigueur au Canada.

Absence d'effet sur l'existence de 15 recours

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions

- **80.** (1) Quiconque contrevient aux articles 33 ou 34 ou à toute disposition d'un règlement 20 ou d'un arrêté d'urgence prévue par ce règlement ou cet arrêté commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : 20
 - a) par procédure sommaire :
 - (i) dans le cas d'une personne morale, une amende maximale de 300 000 \$.
 - (ii) dans le cas d'une personne physique, une amende maximale de 50 000 \$ et un 25 emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines;
 - b) par mise en accusation:
 - (i) dans le cas d'une personne morale, une amende maximale de 1 000 000 \$,
 - (ii) dans le cas d'une personne physique, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Le règlement ou l'arrêté d'urgence peut préci-35 ser lesquelles de ses dispositions créent une infraction.

(2) Le montant des amendes prévues au paragraphe (1) peut être doublé en cas de récidive. 40

Récidive

Subsequent offence

Continuing offence

(3) A person who commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infraction continue

cumulative

(4) A fine imposed for an offence involving more than one animal, plant or other organism may be calculated in respect of each one as though it had been the subject of a separate total of that calculation.

(4) En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction portant sur plusieurs animaux, 5 végétaux ou autres organismes, l'amende peut être calculée sur chacun d'eux, comme s'ils information and the fine then imposed is the 10 avaient fait l'objet de dénonciations distinctes; l'amende finale infligée est alors la somme totale obtenue. 10

(5) Le tribunal peut, s'il constate que le

contrevenant a tiré des avantages financiers de

la perpétration de l'infraction, lui infliger,

dre à ces avantages, à titre d'amende supplé-

81. En cas de perpétration d'une infraction

geants, administrateurs ou mandataires qui 20

par une personne morale, ceux de ses diri-

l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui v ont

consenti ou participé, sont considérés comme

des coauteurs de l'infraction et encourent, sur

déclaration de culpabilité, la peine prévue,

mandataire ait été ou non identifié ou poursui-

83. Nul ne peut être déclaré coupable d'une

infraction s'il établit qu'il a exercé toute la

vie ou déclarée coupable.

tion.

15 indépendamment du maximum prévu, une amende d'un montant qu'il estime correspon-15

mentaire.

Amendes cumulatives

Amende

supplémen-

Additional

- (5) If a person is convicted of an offence and the court is satisfied that monetary benefits accrued to the person as a result of the commission of the offence.
 - (a) the court may order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of the monetary benefits; and
 - maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act.

(b) the additional fine may exceed the 20

Dirigeant d'une personne morale

Officers, etc., corporations

- 81. If a corporation commits an offence, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, or 25 acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or 30 que la personne morale ait été ou non poursui-25 convicted.
- 82. In any prosecution for an offence, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of agent is identified or has been prosecuted for
- the accused, whether or not the employee or 35 mandataire de l'accusé, que cet agent ou 30 the offence.

83. No person may be found guilty of an offence if the person establishes that they exercised all due diligence to prevent its 40 diligence voulue pour empêcher sa perpétra-35 commission.

82. Dans les poursuites pour infraction, il Infraction commise par suffit, pour prouver l'infraction, d'établir un mandataire qu'elle a été commise par un agent ou un

Disculpation

Defence of due diligence

Venue

Offences by

employees or

agents

- 84. A prosecution for an offence may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed;

84. La poursuite d'une infraction peut être intentée, entendue ou jugée soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance 45 l'objet de la poursuite, soit encore au lieu où 40 l'accusé est appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Ressort

5

- (b) the subject matter of the prosecution arose:
- (c) the accused was apprehended; or
- (d) the accused happens to be, or is carrying on business.

Forfeiture

85. (1) If a person is convicted of an offence, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, order that any seized thing by means of or in relation to which the offence was committed, or any proceeds of its 10 produit de leur aliénation. disposition, be forfeited to Her Majesty.

85. (1) Sur déclaration de culpabilité du contrevenant, le tribunal peut prononcer, en sus de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté des objets saisis ou du Confiscation

Return if no forfeiture ordered

- (2) If the convicting court does not order the forfeiture, the seized thing, or the proceeds of its disposition, must be returned to its lawful owner or the person lawfully entitled to it.
- (2) S'il ne prononce pas la confiscation, les objets saisis, ou le produit de leur aliénation, sont restitués au propriétaire légitime ou à la 15 personne qui a légitimement droit à leur possession. 10

Restitution d'un objet confisqué

Retention or

86. If a fine is imposed on a person convicted of an offence, any seized thing, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid or the thing may proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

86. En cas de déclaration de culpabilité, les objets saisis, ou le produit de leur aliénation, peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende; ces objets peuvent être vendus, s'ils be sold in satisfaction of the fine and the 20 ne l'ont pas déjà été, et le produit de leur 15 aliénation peut être affecté en tout ou en partie au paiement de l'amende.

Rétention ou

Orders of 87. If a person is convicted of an offence, the court may, in addition to any punishment offence and the circumstances surrounding its commission, make an order containing one or more of the following prohibitions, directions

or requirements:

(a) prohibiting the person from doing any 30 act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

- (b) directing the person to take any action that the court considers appropriate to 35 remedy or avoid any harm to any wildlife species that resulted or may result from the commission of the offence:
- (c) directing the person to publish, in any manner that the court considers appropri- 40 ate, the facts relating to the commission of the offence:
- (d) directing the person to pay a responsible minister or the government of a province an amount for all or any of the cost of remedial 45 or preventive action taken, or to be taken,

87. En sus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des imposed and having regard to the nature of the 25 circonstances de sa perpétration, le tribunal 20 peut rendre une ordonnance imposant au contrevenant tout ou partie des obligations suivantes:

Ordonnance du tribunal

- a) s'abstenir de tout acte ou activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de 25 l'infraction ou la récidive:
- b) prendre les mesures qu'il estime indiquées pour réparer ou éviter toute atteinte aux espèces sauvages résultant ou pouvant résulter de la perpétration de l'infraction; 30
- c) publier, de la façon qu'il juge indiquée, les faits liés à la perpétration de l'infraction;
- d) indemniser le ministre compétent ou le gouvernement de la province, en tout ou en partie, des frais supportés ou devant être 35 supportés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou pouvant résulter de la perpétration de l'infraction;
- e) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions qu'il estime raisonnables;

by or on behalf of the responsible minister or that government as a result of the commission of the offence:

- (e) directing the person to perform community service in accordance with any condi- 5 tions that the court considers reasonable;
- (f) directing the person to submit to the responsible minister, on application to the court by the responsible minister within three years after the conviction, any in-10 formation about the activities of the person that the court considers appropriate;
- (g) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good 15 conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences; and
- (h) directing the person to post a bond or pay into court an amount of money that the court 20 considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement under this section.

- f) fournir au ministre compétent, sur demande présentée par celui-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités qu'il estime justifiés en l'occurrence;
- g) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer une bonne conduite et empêcher toute récidive;
- h) en garantie de l'exécution des obligations imposées au titre du présent article, 10 fournir le cautionnement ou déposer auprès de lui le montant qu'il estime indiqué.

Suspended

88. (1) If a person is convicted of an offence and the court suspends the passing of the 25 731(1)a) du Code criminel, il sursoit au sentence under paragraph 731(1)(a) of the Criminal Code, the court may, in addition to any probation order made under that Act, make an order containing one or more of the prohibitions, directions or requirements men-30 plusieurs des obligations mentionnées à l'artitioned in section 87.

Imposition of

- (2) If the person does not comply with the order or is convicted of another offence, within three years after the order is made, the court may, on the application of the prosecu-35 celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre tion, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.
- Limitation period
- **89.** (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence may be 40 punissable sur déclaration de culpabilité par commenced at any time within, but not later than, two years after the day on which the subject matter of the proceedings became known to the responsible minister.

Responsible minister's certificate

(2) A document appearing to have been 45 issued by the responsible minister, certifying the day on which the subject matter of any proceedings became known to the responsible

- 88. (1) Lorsque, en vertu de l'alinéa prononcé de la peine, le tribunal, en plus de 15 toute ordonnance de probation rendue au titre de cette loi, peut, par ordonnance, enjoindre au contrevenant de se conformer à l'une ou cle 87. 20
- (2) Sur demande de la poursuite, le tribunal peut, lorsque la personne visée par l'ordonnance ne se conforme pas aux modalités de infraction dans les trois ans qui suivent la date 25 de l'ordonnance, prononcer la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu sursis.
- 89. (1) Les poursuites visant une infraction procédure sommaire se prescrivent par deux 30 ans suivant la date où les éléments constitutifs de l'infraction sont venus à la connaissance du

ministre compétent.

(2) Le document censé délivré par le ministre compétent et attestant la date où les 35 éléments sont venus à sa connaissance est admissible en preuve et fait foi de son contenu

Condamnation avec

Prononcé de la peine

Certificat

Prescription

References to

responsible minister

the

minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is proof of the matter asserted in it.

(3) A reference to the responsible minister in this section includes a provincial minister if

- (a) the responsible minister has delegated responsibility for the enforcement of this Act, the regulations or an emergency order 10 to the provincial minister; and
- (b) the offence is alleged to have been committed in that province.

sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

(3) Au présent article, toute mention du ministre compétent vise également le ministre 5 de la province où l'infraction aurait été commise si le ministre compétent lui a délégué ses pouvoirs et fonctions relativement aux mesures d'application de la présente loi, de ses règlements ou des arrêtés d'urgence.

Ministre provincial

ALTERNATIVE MEASURES

When alternative measures may be used

90. (1) Alternative measures may be used to deal with a person alleged to have committed 15 rechange n'est possible, compte tenu de an offence, but only if it is not inconsistent with the purposes of this Act to do so and the

following conditions are met:

- (a) the measures are part of a program of alternative measures authorized by the 20 Attorney General, after consultation with the responsible minister;
- (b) an information has been laid in respect of the offence:
- (c) the Attorney General, after consulting 25 with the responsible minister, is satisfied that the measures would be appropriate, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission and the following factors, namely, 30
 - (i) the protection of species at risk,
 - (ii) the person's history of compliance with this Act.
 - (iii) whether the offence is a repeated 35 occurrence,
 - (iv) any allegation that information is being or was concealed or other attempts to subvert the purposes and requirements of this Act are being or have been made, and 40
 - (v) whether any remedial or preventive action has been taken by or on behalf of the person in relation to the offence;

MESURES DE RECHANGE

90. (1) Le recours à des mesures de l'objet de la présente loi, que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les mesures font partie d'un programme 15 autorisé par le procureur général après consultation du ministre compétent;
- b) une dénonciation a été déposée à l'égard de l'infraction visée;
- c) le procureur général, après consultation 20 du ministre compétent, est convaincu que les mesures de rechange sont indiquées, compte tenu de la nature de l'infraction, des circonstances de sa perpétration et des éléments ou points suivants : 25
 - (i) la protection des espèces en péril,
 - (ii) les antécédents du suspect en ce qui concerne l'observation de la présente loi,
 - (iii) la question de savoir si l'infraction constitue une récidive, 30
 - (iv) toute tentative passée ou actuelle - d'action contraire aux objets ou exigences de la présente loi, notamment toute allégation de dissimulation de ren-35 seignements,
 - (v) le fait que des mesures préventives ou correctives ont été prises par le suspect - ou en son nom - à l'égard de l'infraction, ou leur absence totale;

Application

- (d) the person fully and freely consents to participate in the alternative measures after having been informed of them;
- (e) the person and the Attorney General have concluded an agreement respecting 5 the alternative measures within one hundred and eighty days after the person has, with respect to the offence,
 - (i) been served with a summons,
 - (ii) been issued an appearance notice, or 10
 - (iii) entered into a promise to appear or a recognizance;
- (f) before consenting to participate in the alternative measures, the person has been advised of the right to be represented by 15 counsel:
- (g) the person accepts responsibility for the act or omission that forms the basis of the offence:
- (h) there is, in the opinion of the Attorney 20 General, sufficient evidence to proceed with the prosecution of the offence; and
- (i) the prosecution of the offence is not barred at law.

- d) le suspect, informé des mesures de rechange, a librement manifesté sa ferme volonté de collaborer à leur mise en oeuvre:
- e) il a conclu avec le procureur général un accord sur les mesures de rechange dans les 5 cent quatre-vingts jours suivant la signification d'une sommation ou la délivrance d'une citation à comparaître ou la remise par lui d'une promesse de comparaître ou d'un engagement;
- f) il a été informé de son droit d'être représenté par un avocat avant de consentir à collaborer à la mise en oeuvre des mesures de rechange;
- g) il se reconnaît responsable de l'acte ou de 15 l'omission à l'origine de l'infraction;
- h) le procureur général estime qu'il y a des preuves suffisantes justifiant des poursuites relatives à l'infraction:
- i) aucune règle de droit ne fait obstacle à 20 l'exercice de poursuites relatives à l'infraction.

Restriction on

Admissions

in evidence

Dismissal of

charge

not admissible

- (2) Alternative measures must not be used 25 to deal with a person who
 - (a) denies participation or involvement in the commission of the alleged offence; or
 - (b) expresses the wish to have any charge 30 against them dealt with by the court.
- (3) No admission, confession or statement accepting responsibility for a given act or omission made by a person as a condition of being dealt with by alternative measures is
- admissible in evidence against the person in 35 civiles ou les poursuites pénales engagées any civil or criminal proceedings.
- (4) A court must dismiss a charge laid against a person in respect of an offence if alternative measures have been used to deal with the person in respect of the alleged 40 convaincu, selon la prépondérance des probaoffence and
 - (a) the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has totally complied with the agreement; or

- (2) Il ne peut y avoir de mesures de rechange lorsque le suspect :
 - a) soit nie toute participation à la perpétra-25 tion de l'infraction;
 - b) soit manifeste le désir de voir déférer au tribunal toute accusation portée contre lui.
- (3) Les aveux de culpabilité ou les reconnaissances de responsabilité faits pour pou-30 des aveux voir bénéficier de mesures de rechange ne sont pas admissibles en preuve dans les actions contre leur auteur.
 - Nonadmissibilité

rejetée

Restrictions

- (4) Dans le cas où il y a eu recours aux 35 Accusation mesures de rechange, le tribunal rejette l'accusation portée contre le suspect, s'il est bilités:
 - a) soit que celui-ci a entièrement respecté 40 l'accord;
 - b) soit qu'il a partiellement respecté l'accord, la poursuite étant, à son avis, injuste

(b) the court is satisfied on a balance of probabilities that the person has partially complied with the agreement and, in the opinion of the court, the prosecution of the charge would be unfair, having regard to the 5 circumstances and the person's performance with respect to the agreement.

eu égard aux circonstances et au degré d'exécution de celui-ci.

No bar to proceedings

- (5) The use of alternative measures to deal with a person is not a bar to proceedings against them under this Act.
- (5) Le recours aux mesures de rechange n'empêche pas l'exercice de poursuites dans 10 le cadre de la présente loi.

Possibilité de mesures de rechange et poursuites

Laving of information.

- (6) This section does not prevent any person from laying an information, obtaining the issue or confirmation of any process, or proceeding with the prosecution of any offence, in accordance with law.
- (6) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher, s'ils sont conformes à la loi, les dénonciations, l'obtention ou la confirmation d'un acte judiciaire ou l'engagement de 15 poursuites. 10

Dénonciation

Terms and conditions in agreement

- 91. (1) An alternative measures agreement may contain any terms and conditions, including, but not limited to,
 - (a) terms and conditions having any or all of the effects set out in section 87 or any other 20 terms and conditions having any of the effects prescribed by regulations that the Attorney General, after consultation with the responsible minister, considers appropriate; and
 - (b) terms and conditions relating to the costs associated with ensuring compliance with the agreement.

91. (1) L'accord peut être assorti de conditions, notamment en ce qui touche :

Conditions de l'accord

- a) l'assujettissement du suspect à tout ou partie des obligations énoncées à l'article 87 ou toute autre obligation réglementaire 15 que le procureur général juge indiquée après consultation du ministre compétent;
- b) les frais entraînés par le contrôle du respect de l'accord.

Supervision of compliance

- (2) Any governmental or non-governmental organization may supervise compliance 30 gouvernemental peut contrôler le respect de with the agreement.
- (2) Tout organisme gouvernemental ou non20 Organisme de contrôle l'accord.

Duration of agreement

- 92. An alternative measures agreement comes into effect on the day on which it is concluded or on any later day that is specified in the agreement and continues in effect for a 35 période — d'au plus trois ans — qui y est period of not more than three years specified in the agreement.
- 92. L'accord entre en vigueur à la date de sa conclusion ou à la date ultérieure qui y est fixée et demeure en vigueur pendant la 25 fixée.

Durée de l'accord

Filing in court for the purpose of public access

- 93. (1) The Attorney General must consult with the responsible minister before concludsubject to subsection (5), must have the agreement filed with the court in which the information was laid within thirty days after the agreement is concluded. The agreement is to be filed as part of the court record of the 45 auguel le public a accès. proceedings to which the public has access.
- 93. (1) Le procureur général consulte le ministre compétent avant de conclure un ing an alternative measures agreement and, 40 accord et, sous réserve du paragraphe (5), dans 30 les trente jours suivant la conclusion de l'accord, fait déposer celui-ci auprès du tribunal saisi de la dénonciation, comme partie du dossier judiciaire des procédures 35

Dépôt auprès du tribunal

Reports

(2) A report relating to the administration of and compliance with the agreement must be filed with the same court immediately after all the terms and conditions of the agreement respect of which the agreement was entered into have been dismissed.

(2) Un rapport relatif à l'application et au respect de l'accord est déposé auprès du même tribunal dès que les conditions dont il est assorti ont été exécutées ou que les accusahave been complied with or the charges in 5 tions ayant occasionné sa conclusion ont été 5 rejetées.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les

a) les secrets industriels de toute personne; 10

b) les renseignements financiers, commer-

ciaux, scientifiques ou techniques qui sont

de nature confidentielle et qui sont traités

comme tels de facon constante par toute

c) les renseignements dont la divulgation

risquerait vraisemblablement de causer des

pertes ou de faire réaliser des profits financiers appréciables à toute personne ou

d) les renseignements dont la divulgation

risquerait vraisemblablement d'entraver

des négociations menées par toute personne

en vue de la conclusion de contrats ou à

de nuire à sa compétitivité;

personne:

d'autres fins.

renseignements suivants sont énoncés dans

Rapport

Renseigne-

confidentiels

ments

15

25

Third party information

- (3) Subject to subsection (4), if any of the following information is to be part of the agreement or the report, it must be set out in 10 l'annexe de l'accord ou du rapport : a schedule to the agreement or to the report:
 - (a) trade secrets of any person;
 - (b) financial, commercial, scientific or technical information that is confidential information and is treated consistently in a 15 confidential manner by any person;
 - (c) information the disclosure of which could reasonably be expected to result in material financial loss or gain to any person, or could reasonably be expected to preju-20 dice the competitive position of any person;
 - (d) information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere with contractual or other negotiations of 25 any person.

(4) The parties to the agreement must agree on which information that is to be part of the agreement or the report is information that

(4) Les parties à l'accord s'entendent sur la question de savoir quels renseignements correspondent aux catégories précisées par les meets the requirements of paragraphs (3)(a) to 30 alinéas (3)a) à d).

Entente sur les renseignements à énoncer dans l'annexe

How the Schedule is to be kept secret (d).

Agreement on

information to

be in the

Schedule

(5) The Schedule is confidential and must not be filed with the court.

(5) L'annexe est confidentielle et n'est pas 30 Façon déposée auprès du tribunal.

secret de l'annexe Interdiction

d'assurer le

Prohibition of disclosure

(6) The responsible minister must not disclose any information set out in a schedule 35 niquer les renseignements contenus dans l'anto the agreement or to the report, except as authorized by section 98 or the Access to Information Act.

(6) Le ministre compétent ne peut communexe, sauf dans le cadre de l'article 98 ou de la Loi sur l'accès à l'information. 35

de communi-

Filing in public registry

- 94. The following documents must be included in the public registry:
 - (a) a copy of each agreement and report filed under section 93 or subsection 96(2);
 - (b) a notice that the agreement or report has been filed in court and is available to the 45 public.

94. Est versé au Registre soit un exemplaire 40 des accords — dans leurs versions successives — et des rapports visés à l'article 93 ou au paragraphe 96(2), soit un avis portant que ces accords ou rapports ont été déposés auprès du 40 tribunal et sont donc accessibles au public.

Registre

Stay of proceedings

95. (1) Despite section 579 of the Criminal Code, the Attorney General must, on filing an alternative measures agreement, stay the proceedings in respect of the alleged offence, or apply to the court for an adjournment of the 5 proceedings, for a period of not more than one year after the expiry of the agreement.

95. (1) Par dérogation à l'article 579 du Code criminel, sur dépôt de l'accord, le procureur général suspend les procédures à l'égard de l'infraction imputée — ou demande au tribunal de les ajourner — jusqu'au plus 5 tard un an après l'expiration de l'accord.

Arrêt des procédures

Recommencement of proceedings

(2) Proceedings stayed under subsection (1) may be recommenced without laying a new the case may be, by the Attorney General giving notice of the recommencement to the clerk of the court in which the stay of the proceedings was entered. If no such notice is given within one year after the expiration of 15 l'accord, les procédures sont réputées n'avoir the agreement, the proceedings are deemed never to have been commenced.

(2) Il peut reprendre les procédures suspendues, sans que soit nécessaire une nouvelle information or preferring a new indictment, as 10 dénonciation ou un nouvel acte d'accusation, selon le cas, simplement en en donnant avis au 10 greffier du tribunal où elles ont été suspendues; cependant, lorsqu'un tel avis n'est pas donné dans l'année qui suit l'expiration de

jamais été engagées.

Reprise des procédures

Application to agreement

96. (1) Subject to subsections 93(2) and (3). the Attorney General may vary the terms and ment on application by the person bound by the agreement and after consultation with the responsible minister. The Attorney General must be of the opinion that the variation is desirable because of a material change in the 25 modification de l'accord : circumstances since the agreement was concluded or last varied. The variation may include

96. (1) Sur demande de la personne liée par un accord, le procureur général peut, sous conditions of an alternative measures agree-20 réserve des paragraphes 93(2) et (3) et après consultation du ministre compétent, modifier les conditions de l'accord dans le sens qui lui 20 paraît justifié par tout changement important en l'espèce depuis la conclusion ou la dernière

Demande de modification de l'accord

15

- (a) decreasing the period for which the agreement is to remain in force; and 30
- (b) relieving the person of compliance with any condition that is specified in the agreement, either absolutely or partially or for any period that the Attorney General 35 considers desirable.
- a) soit en raccourcissant sa période de 25 validité:
- b) soit en dégageant la personne, absolument, partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle de ses conditions.

Filing varied agreement

- (2) An agreement that has been varied must be filed in accordance with section 90 with the court in which the original agreement was filed.
- (2) L'accord modifié est déposé auprès du 30 Dépôt de tribunal devant lequel il a initialement été modifié déposé.

Application of provisions dealing with records

- 97. Sections 98 to 100 apply only in respect 40 of persons who have entered into an alternative measures agreement, regardless of the degree of their compliance with the terms and conditions of the agreement.
- 97. Les articles 98 à 100 ne s'appliquent qu'aux personnes qui ont conclu un accord, peu importe qu'elles se conforment ou non 35 aux conditions de cet accord.

Dossier des suspects

Disclosure of information by a peace officer or an enforcement

officer

- 98. (1) A peace officer or enforcement 45 officer may disclose to any person any information in a record relating to an offence alleged to have been committed by a person,
- 98. (1) Un agent de la paix ou un agent de l'autorité peut communiquer à toute personne les renseignements contenus dans le dossier et comportant, entre autres, l'original ou une 40 l'autorité

Communication par un agent de la paix ou un agent de

including the original or a copy of any fingerprints or photographs of the person, if it is necessary to disclose the information in the conduct of the investigation of an offence.

Disclosure to an insurance company

(2) A peace officer or enforcement officer 5 may also disclose the information to an insurance company for the purpose of investigating a claim arising out of an offence committed or alleged to have been committed by the person to whom the record relates.

Government

records

- 99. (1) The responsible minister, any enforcement officer and any department or agency of a government in Canada with which the responsible minister has entered into an and use information obtained as a result of the use of alternative measures to deal with a person
 - (a) for the purposes of an inspection under this Act or an investigation of an offence 20 alleged to have been committed by a person;
 - (b) in proceedings against a person under this Act:
 - (c) for the purpose of the administration of 25 alternative measures programs; or
 - (d) otherwise for the administration of this Act.

Private records

Disclosure of

records

(2) Any person or organization may keep result of supervising compliance with an alternative measures agreement and use the information for the purpose of supervising

such compliance. 100. (1) A record or information referred to 35

in section 98 or 99 may be made available to

- (a) any judge or court for any purpose relating to proceedings relating to offences under this or any other Act committed or alleged to have been committed by the 40 person to whom the record relates;
- (b) any peace officer, enforcement officer or prosecutor
 - (i) for the purpose of investigating an offence under this or any other Act that 45 the person is suspected on reasonable grounds of having committed, or in

reproduction des empreintes digitales ou de toute photographie du suspect dont la communication s'impose pour la conduite d'une enquête relative à une infraction.

(2) Il peut, de même, communiquer à une 5 société d'assurances les renseignements contenus dans le dossier dans le cadre de toute enquête sur une réclamation découlant d'une infraction commise par l'intéressé ou qui lui 10 10 est imputée.

Communication à une société d'assurances

Dossiers

gouverne-

mentaux

- 99. (1) Le ministre compétent de même que les agents de l'autorité et tout ministère ou organisme public canadien avec qui il a conclu un accord en vertu de l'article 7 peuvent agreement under section 7 may keep records 15 conserver les dossiers qui sont en leur posses-15 sion par suite du recours à des mesures de rechange - et utiliser l'information qu'ils contiennent - aux fins suivantes:
 - a) une inspection faite en vertu de la présente loi ou d'une enquête sur une 20 infraction:
 - b) dans le cadre de poursuites engagées contre une personne sous le régime de la présente loi:
 - c) l'administration de programmes de me-25 sures de rechange;
 - d) en général, l'application de la présente
- (2) Toute personne ou tout organisme peut records of information obtained by them as a 30 conserver les dossiers qui sont en sa posses-30 sion par suite du contrôle du respect de l'accord et utiliser l'information qu'ils contiennent dans le cadre de ce contrôle.

Dossiers

100. (1) Ont accès à tout dossier visé à l'article 98 ou 99 :

Accès au dossier 35

- a) tout juge ou tribunal dans le cadre de poursuites relatives à des infractions — à la présente loi ou à d'autres lois - commises par la personne visée par le dossier ou qui lui sont imputées; 40
- b) un agent de la paix, un agent de l'autorité ou un poursuivant dans le cadre :
 - (i) d'une enquête sur une infraction à la présente loi ou à une autre loi — que l'on soupçonne, pour des motifs raison-45 nables, avoir été commise par cette

- respect of which the person has been arrested or charged, or
- (ii) for any purpose related to the administration of the case to which the record relates:
- (c) any member of a department or agency of a government in Canada, or any agent of such a government, that is
 - (i) engaged in the administration of alternative measures in respect of the 10
 - (ii) preparing a report in respect of the person under this Act; or
- (d) any other person who is deemed, or any person within a class of persons that is 15 deemed, by a judge of a court to have a valid interest in the record, to the extent directed by the judge, if
 - (i) the judge is satisfied that the disclosure is desirable in the public interest for 20 research or statistical purposes or in the interest of the proper administration of justice, and
 - (ii) the person gives a written undertaking not to subsequently disclose the 25 information except in accordance with subsection (2).

- personne ou relativement à laquelle elle a été arrêtée ou inculpée,
- (ii) de l'administration de l'affaire visée par le dossier;
- c) tout mandataire ou membre du personnel 5 d'un ministère ou d'un organisme public canadien chargé:
 - (i) de l'application de mesures de rechange concernant la personne,
 - (ii) de l'établissement d'un rapport sur 10 celle-ci en application de la présente loi;
- d) toute autre personne ou personne faisant partie d'une catégorie de personnes — qui s'engage par écrit à s'abstenir de toute communication postérieure, sauf en 15 conformité avec le paragraphe (2), et que le juge d'un tribunal estime avoir un intérêt valable dans le dossier selon la mesure qu'il détermine s'il est convaincu que la communication est souhaitable, selon le cas: 20
 - (i) dans l'intérêt public, à des fins statistiques ou de recherche,
 - (ii) dans l'intérêt de la bonne administration de la justice.

(2) Quiconque ayant, aux termes du sous-25 Révélation

Subsequent disclosure for research or statistical purposes

person to whom it relates.

in evidence.

(2) If a record is made available for inspection to any person under subparagraph (1)(d)(i) for research or statistical purposes, 30 rieurement communiquer les renseignements that person may subsequently disclose information contained in the record, but may not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the

35

Information.

copies

- (3) A person to whom a record is authorized to be made available under this section may be given any information contained in the record and may be given a copy of any part of the record. 40
- (4) This section does not authorize the introduction into evidence of any part of a
- (3) Les personnes qui peuvent, en application du présent article, avoir accès à un dossier ont le droit d'obtenir tout extrait de celui-ci ou tous les renseignements s'y trouvant.

alinéa (1)d)(i), accès à un dossier peut posté-

qui y sont contenus, mais seulement d'une

manière qui, normalement, ne permet pas

d'identifier la personne en cause.

Communication de renseignements et de copies

postérieure

30

record that would not otherwise be admissible

(4) Le présent article n'autorise pas la 35 Production en preuve production en preuve des pièces d'un dossier qui, par ailleurs, ne seraient pas admissibles en preuve.

Evidence

Exception

Exception for public access to court record

(5) For greater certainty, this section does not apply to an alternative measures agreement, a varied alternative measures agreement or a report that is filed with the court in accordance with section 93.

Information exchange agreements

101. The responsible minister may enter into an agreement with a department or agency of a government in Canada respecting the exchange of information for the purpose of ing a report in respect of a person's compliance with an alternative measures agreement.

Regulations

- 102. The responsible minister may make sures that may be used for the purposes of this Act including, but not limited to, regulations respecting
 - (a) the manner of preparing and filing reports relating to the administration of and 20 compliance with alternative agreements;
 - (b) the types of costs, and the manner of paying the costs, associated with ensuring compliance with alternative measures 25 agreements; and
 - (c) the terms and conditions that may be included in an alternative measures agreement and the effects of those terms and conditions. 30

COST RECOVERY

Fees and charges

- 103. (1) Her Majesty may recover any prescribed fee or charge from any person who requests
 - (a) an agreement or permit under section 50, or an amendment to or renewal of such 35 an agreement or permit; or
 - (b) the inclusion of a document in the public registry.
- Regulations
- (2) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may, consis- 40 gouverneur en conseil peut, à la condition de tent with the goal of promoting public access to information concerning endangered species, make regulations prescribing the fees and charges, or the manner of calculating them. 45

(5) Il est entendu que le présent article ne s'applique pas à l'accord — notamment dans sa version modifiée — ou au rapport déposé auprès du tribunal en conformité avec l'article

> Accord d'échange de renseigne-

> > ments

101. Le ministre compétent peut conclure un accord avec un ministère ou un organisme public canadien en vue de l'échange de renseignements aux fins de l'administration administering alternative measures or prepar-10 des mesures de rechange et de la préparation 10 d'un rapport concernant le respect par une personne d'un accord sur les mesures de rechange.

Règlements

- 102. Le ministre compétent peut prendre regulations respecting the alternative mea-15 des règlements concernant les mesures de 15 rechange qui peuvent être prises pour l'application de la présente loi, notamment des règlements visant :
 - a) les modalités d'établissement et de dépôt du rapport relatif à l'application et au 20 respect des accords;
 - b) les catégories et les modalités de paiement des frais entraînés par le contrôle du respect d'un accord;
 - c) les conditions dont peut être assorti un 25 accord et les obligations qu'elles imposent.

RECOUVREMENT DES FRAIS ET DROITS

Frais et droits

103. (1) Sa Majesté peut recouvrer auprès des intéressés les droits réglementaires pour les accords et permis visés à l'article 50, notamment pour leur renouvellement ou mo-30 dification, de même que pour le dépôt de tout document au Registre.

(2) Sur recommandation du ministre, le respecter l'objectif de favoriser l'accès du 35 public aux renseignements sur les espèces en danger, prendre des règlements prévoyant les

frais et droits ou leur mode de calcul.

Règlements

Annual report

to Parliament

REPORTS AND REVIEW OF ACT

104. The Minister must annually prepare a report on the administration and enforcement of this Act during the preceding calendar year and must have a copy of the report tabled in fifteen days that it is sitting after the completion of the report. The report must include a summary of

- (a) the species considered for designation or reclassification by COSEWIC and the deci- 10 sions made in that regard;
- (b) the preparation and implementation of recovery plans;
- (c) all permits and agreements issued or repealed under section 50 or 51; 15
- (d) all agreements made under section 6, 7 or 35:
- (e) enforcement and compliance actions taken, including the response to any requests for investigation; 20
- (f) regulations issued under section 45 and emergency orders issued or repeated under this Act; and
- (g) any other matters that the Minister considers relevant. 25

105. Three years after this section comes into force and at the end of each subsequent period of five years, the Minister must prepare a general report on the status of wildlife tabled in each House of Parliament within the first fifteen days that it is sitting after the completion of the report.

106. Three years after this section comes into force and at the end of each subsequent 35 présent article, et à intervalles de cinq ans par period of five years, a committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament is to be designated or established for the purpose of reviewing this Act. The committee is to undertake a comprehen-40 possible, cette loi ainsi que les conséquences sive review of the Act as soon as practicable, including a review of the effects of its application, and is to report to both Houses of Parliament within one year after the review is undertaken or within any additional time that 45 deux chambres du Parlement. the House of Commons may authorize.

RAPPORTS ET EXAMEN DE LA LOI

104. Le ministre établit chaque année un rapport sur l'application et la mise en oeuvre de la présente loi au cour de la précédente année civile. Il le fait déposer devant chaque each House of Parliament within the first 5 chambre du Parlement dans les quinze pre- 5 miers jours de séance de celle-ci suivant son achèvement. Ce rapport comporte un sommaire relativement aux objets suivants :

- a) les espèces dont le COSEPAC a envisagé la désignation ou la reclassification et les 10 décisions qu'il a prises à cet égard;
- b) l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de rétablissement;
- c) les permis délivrés et les accords conclus en vertu des articles 50 ou 51; 15
- d) les accords conclus en vertu des articles 6. 7 ou 35:
- e) les activités d'application et d'observation de la présente loi, y compris la réponse donnée aux demandes d'enquêtes; 20
- f) les règlements pris en vertu de l'article 47 et les arrêtés d'urgence pris ou annulés en vertu de la présente loi;
- g) tout autre sujet que le ministre juge pertinent. 25

105. Trois ans après l'entrée en vigueur du présent article, et à intervalles de cinq ans par la suite, le ministre établit un rapport sur la situation générale des espèces sauvages. Il le species. The Minister must have the report 30 fait déposer devant chaque chambre du Parle-30 ment dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant son achèvement.

> 106. Trois ans après l'entrée en vigueur du la suite, le comité de la Chambre des commu-35 nes, du Sénat ou des deux chambres désigné ou constitué à cette fin se saisit de la présente loi. Le comité examine à fond, dès que de son application en vue de la présentation, 40 dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, d'un rapport aux

Parlement

Examen de la loi et rapport au Parlement

Rapport au

Parlement

Reports to

Parliament

Parliamentary review and report

SCHEDULE (Section 2)

LIST OF WILDLIFE SPECIES AT RISK

ANNEXE (article 2)

LISTE DES ESPÈCES EN PÉRIL

PART I

EXTIRPATED SPECIES

MAMMALS

Bear, Grizzly (Ursus arctos) Prairie population

Ours grizzli population des Prairies

Ferret, Black-footed (Mustela nigripes)

Putois d'Amérique

Fox, Swift (Vulpes velox)

Renard véloce

Walrus, Atlantic (Odobenus rosmarus rosmarus) Northwest Atlantic population

Morse de l'Atlantique population du nord-ouest de l'Atlanti-

Whale, Grey (Eschrichtius robustus) Atlantic population

Baleine grise de Californie population de l'Atlantique

BIRDS

Prairie Chicken, Greater (Tympanuchus cupido)

Grande Poule-des-Prairies

REPTILES

Lizard, Pygmy Short-horned (Phrynosoma douglassii douglas-

Petit Phrynosome de Douglas

FISH

Chub, Gravel (Erimystax x-punctatus)

Gravelier

Paddlefish (Polyodon spathula)

Spatulaire

PLANTS

Blue-eye Mary (Collinsia verna)

Collinsie bicolore

Trefoil, Illinois Tick (Desmodium illinoense)

Desmodie d'Illinois

PARTIE I

ESPÈCES DISPARUES DU PAYS

MAMMIFÈRES

Baleine grise de Californie (Eschrichtius robustus) population de l'Atlantique

Whale, Grey Atlantic population

Morse de l'Atlantique (Odobenus rosmarus rosmarus) population du nord-ouest de l'Atlantique

Walrus, Atlantic Northwest Atlantic population

Ours grizzli population des Prairies (Ursus arctos)

Bear, Grizzly Prairie population

Putois d'Amérique (Mustela nigripes)

Ferret, Black-footed

Renard véloce (Vulpes velox)

Fox, Swift

OISEAUX

Grande Poule-des-Prairies (Tympanuchus cupido)

Prairie Chicken, Greater

REPTILES

Petit Phrynosome de Douglas (Phrynosoma douglassii douglas-

Lizard, Pygmy Short-horned

POISSONS

Gravelier (Erimystax x-punctatus)

Chub, Gravel

Spatulaire (Polyodon spathula)

Paddlefish

VÉGÉTAUX

Collinsie bicolore (Collinsia verna)

Blue-eye Mary

Desmodie d'Illinois (Desmodium illinoense)

Trefoil, Illinois Tick

PART II

ENDANGERED SPECIES

MAMMALS

Caribou, Peary (Rangifer tarandus pearyi) Banks Islands population

Caribou de Peary population de l'île Banks

Caribou, Peary (Rangifer tarandus pearyi) High Arctic popula-

Caribou de Peary population de la haute Arctique

Cougar (Felis concolor couguar) Eastern population

Couguar population de l'Est

Marmot, Vancouver Island (Marmota vancouverensis)

Marmotte de l'île Vancouver

Marten (Martes americana atrata) Newfoundland population

Martre d'Amérique population de Terre-Neuve

Whale, Bowhead (Balaena mysticetus) Eastern Arctic population

Baleine boréale population Arctique de l'Est

Whale, Bowhead (Balaena mysticetus) Western Arctic popula-

Baleine boréale population Arctique de l'Ouest

Whale, Right (Eubalaena glacialis)

Baleine noire

Whale, White (Beluga) (Delphinapterus leucas) St. Lawrence River population

Béluga (baleine blanche) population du fleuve St-Laurent

Whale, White (Beluga) (Delphinapterus leucas) Ungava Bay population

Béluga (baleine blanche) population de la baie d'Ungava

Whale, White (Beluga) (*Delphinapterus leucas*) Southeast Baffin Island Cumberland Sound population

Béluga (baleine blanche) population du sud-est de l'île de Baffin et du détroit de Cumberland

Wolverine (Gulo gulo) Eastern population

Carcajou population de l'Est

BIRDS

Crane, Whooping (Grus americana)

Grue blanche d'Amérique

Curlew, Eskimo (Numenius borealis)

Courlis esquimau

Bobwhite, Northern (Colinus virginianus)

Colin de Virginie

Duck, Harlequin (*Histrionicus histrionicus*) Eastern population Canard arlequin population de l'Est

PARTIE II

ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION

MAMMIFÈRES

Baleine boréale (Balaena mysticetus) population Arctique de l'Est

Whale, Bowhead Eastern Arctic population

Baleine boréale (Balaena mysticetus) population Arctique de l'Ouest

Whale, Bowhead Western Arctic population

Baleine noire (Eubalaena glacialis)

Whale, Right

Béluga (baleine blanche) (*Delphinapterus leucas*) population de la baie d'Ungava

Whale, White (Beluga) Ungava Bay population

Béluga (baleine blanche) (*Delphinapterus leucas*) population du fleuve St-Laurent

Whale, White (Beluga) St. Lawrence River population

Béluga (baleine blanche) (*Delphinapterus leucas*) population du sud-est de l'île de Baffin et du détroit de Cumberland

Whale, White (Beluga) Southeast Baffin Island Cumberland Sound population

Carcajou (Gulo gulo) population de l'Est

Wolverine Eastern population

Caribou de Peary (Rangifer tarandus pearyi) population de la haute Arctique

Caribou, Peary High Arctic population

Caribou de Peary (Rangifer tarandus pearyi) population de l'île

Caribou, Peary Banks Islands population

Couguar (Felis concolor couguar) population de l'Est

Cougar Eastern population

Marmotte de l'île Vancouver (Marmota vancouverensis)

Marmot, Vancouver Island

Martre d'Amérique (Martes americana atrata) population de Terre-Neuve

Marten Newfoundland population

OISEAUX

Bruant de Henslow (Ammodramus henslowii)

Sparrow, Henslow's

Canard arlequin (Histrionicus histrionicus) population de l'Est

Duck, Harlequin Eastern population

Chouette des terriers (Speotyto cuniclaria)

Owl, Burrowing

Chouette tachetée (Strix occidentalis)

Falcon, Anatum Peregrine (Falco peregrinus anatum)

Faucon pèlerin, anatum

Flycatcher, Acadian (Empidonax virescens)

Moucherolle vert

Owl, Burrowing (Speotyto cunicularia)

Chouette des terriers

Owl, Spotted (Strix occidentalis)

Chouette tachetée

Ployer, Mountain (Charadrius montanus)

Pluvier montagnard

Plover, Piping (Charadrius melodus)

Pluvier siffleur

Rail, King (Rallus elegans)

Râle élégant

Sparrow, Henslow's (Ammodramus henslowii)

Bruant de Henslow

Shrike, Loggerhead (Lanius ludovicianus migrans) Eastern population

Pie-grièche migratrice population de l'Est

Thrasher, Sage (Oreoscoptes montanus)

Moqueur des armoises

Warbler, Kirtland's (Dendroica kirtlandii)

Paruline de Kirtland

Warbler, Prothonotary (Protonotaria citrea)

Paruline orangée

AMPHIBIANS

Frog, Cricket (Acris crepitans)

Rainette grillon

REPTILES

Snake, Blue Racer (Coluber constrictor foxii)

Couleuvre agile bleue

Snake, Lake Erie Water (Nerodia sipedon insularum)

Couleuvre d'eau du lac Érié

Turtle, Leatherback (Dermochelys coriacea)

Tortue luth

FISH

Dace, Nooksack (Rhinicthys sp.)

Naseux de Nooksack

Sucker, Salish (Catostomus sp.)

Meunier de Salish

Trout, Aurora (Salvelinus fontinalis timagamiensis)

Omble Aurora

Whitefish, Acadian (Coregonus huntsmani)

Corégone d'Acadie

Owl, Spotted

Colin de Virginie (Colinus virginianus)

Bobwhite, Northern

Courlis esquimau (Numenius borealis)

Curlew, Eskimo

Faucon pèlerin, anatum (Falco peregrinus anatum)

Falcon, Anatum Peregrine

Grue blanche d'Amérique (Grus americana)

Crane, Whooping

Moqueur des armoises (Oreoscoptes montanus)

Thrasher, Sage

Moucherolle vert (Empidonax virescens)

Flycatcher, Acadian

Paruline de Kirtland (Dendroica kirtlandii)

Warbler, Kirtland's

Paruline orangée (Protonotaria citrea)

Warbler, Prothonotary

Pie-grièche migratrice (Lanius ludovicianus migrans) popula-

tion de l'Est

Shrike, Loggerhead Eastern population

Pluvier montagnard (Charadrius montanus)

Plover, Mountain

Pluvier siffleur (Charadrius melodus)

Plover, Piping

Râle élégant (Rallus elegans)

Rail, King

AMPHIBIENS

Rainette grillon (Acris crepitans)

Frog, Cricket

REPTILES

Couleuvre agile bleue (Coluber constrictor foxii)

Snake, Blue Racer

Couleuvre d'eau du lac Érié (Nerodia sipedon insularum)

Snake, Lake Erie Water

Tortue luth (Dermochelys coriacea)

Turtle, Leatherback

POISSONS

Corégone d'Acadie (Coregonus huntsmani)

Whitefish, Acadian

Meunier de Salish (Catostomus sp.)

Sucker, Salish

Naseux de Nooksack (Rhinicthys sp.)

Dace, Nooksack

Omble Aurora (Salvelinus fontinalis timagamiensis)

Trout, Aurora

PLANTS

Agalinis, Gattinger's (Agalinis gattingeri)

Agalinis de Gattinger

Agalinis, Skinner's (*Agalinis skinneriana*)

Agalinis de Skinner

Balsamroot, Deltoid (Balsamorhiza deltoidea)

Balsamorhize à feuilles deltoïdes

Buttercup, Water-plantain (Ranunculus alismaefolius var. alismaefolius)

Renoncule à feuilles d'alisme

Cactus, Eastern Prickly Pear (Opuntia humifusa)

Raquette de l'Est

Clover, Slender Bush (Lespedeza virginica)

Lespédèze de Virginie

Coreopsis, Pink (Coreopsis rosea)

Coréopsis rose

Fern, Southern Maidenhair (Adiantum capillus-veneris)

Adiante cheveux-de-Vénus

Gentian, White Prairie (Gentiana alba)

Gentiane blanche de la prairie

Lady's-slipper, Small White (Cypripedium candidum)

Cypripède blanc

Lotus, Seaside Birds-foot (Lotus formosissimus)

Lotier splendide

Lousewort, Furbish's (Pedicularis furbishiae)

Pédiculaire de Furbish

Lupine, Prairie (Lupinus lepidus var. lepidus)

Lupin élégant

Milkwort, Pink (Polygala incarnata)

Polygale incarnat

Mint, Hoary Mountain (Pycnanthemum incanum)

Pycnanthème gris

Mountain Avens, Eastern (Geum peckii)

Benoite de l'Est

Mouse-ear-cress, Slender (Halimolobos virgata)

Halimolobos mince

Orchid, Western Prairie White Fringed (Platanthera praeclara)

Platanthère blanchâtre de l'Ouest

Plantain, Heart-leaved (Plantago cordata)

Plantain à feuilles cordées

Pogonia, Large Whorled (Isotria verticillata)

Grande Pogonie verticillée

Pogonia, Small Whorled (Isotria medeoloides)

Petite Pogonie verticillée

VÉGÉTAUX

Adiante cheveux-de-Vénus (Adiantum capillus-veneris)

Fern, Southern Maidenhair

Agalinis de Gattinger (Agalinis gattingeri)

Agalinis, Gattinger's

Agalinis de Skinner (Agalinis skinneriana)

Agalinis, Skinner's

Balsamorhize à feuilles deltoïdes (Balsamorhiza deltoidea)

Balsamroot, Deltoid

Benoite de l'Est (Geum peckii)

Mountain Avens, Eastern

Chimaphile maculé (Chimaphila maculata)

Wintergreen, Spotted

Coréopsis rose (Coreopsis rosea)

Coreopsis, Pink

Cypripède blanc (Cypripedium candidum)

Lady's-slipper, Small White

Gentiane blanche de la prairie (Gentiana alba)

Gentian, White Prairie

Grande Pogonie verticillée (Isotria verticillata)

Pogonia, Large Whorled

Halimolobos mince (Halimolobos virgata)

Mouse-ear-cress, Slender

 $Hydrocotyle\ \grave{a}\ ombelle\ (\textit{Hydrocotyle}\ \textit{umbellata})$

Water-pennywort

Isoète d'Engelmann (Isoëtes engelmannii)

Quillwort, Engelmann's

Lespédèze de Virginie (Lespedeza virginica)

Clover, Slender Bush

Lotier splendide (Lotus formoissimus)

Lotus, Seaside Birds-foot

Lupin élégant (Lupinus lepidus var. lepidus)

Lupine, Prairie

Magnolier acuminé (Magnolia acuminata)

Tree, Cucumber

Pédiculaire de Furbish (Pedicularis furbishiae)

Lousewort, Furbish's

Petite Pogonie verticillée (Isotria medeoloides)

Pogonia, Small Whorled

Plantain à feuilles cordées (Plantago cordata)

Plantain, Heart-leaved

Platanthère blanchâtre de l'Ouest (Platanthera praeclara)

Poppy, Wood (Stylophorum diphyllum)

Stylophore à deux feuilles

Quillwort, Engelmann's (Isoëtes engelmannii)

Isoète d'Engelmann

Sundew, Thread-leaved (Drosera filiformis)

Rossolis filiforme

Tree, Cucumber (Magnolia acuminata)

Magnolier acuminé

Trillium, Drooping (Trillium flexipes) Raf.

Trillie incliné

Water-pennywort (Hydrocotyle umbellata)

Hydrocotyle à ombelle

Wintergreen, Spotted (Chimaphila maculata)

Chimaphile maculé

LICHENS

Seaside Centipede (Heterodermia stitchensis)

Hétérodermie maritime

PART III

THREATENED SPECIES

MAMMALS

Bison, Wood (Bison bison athabascae)

Bison des bois

Caribou, Peary (Rangifer tarandus pearyi) Low Arctic popula-

Caribou de Peary population de la basse Arctique

Caribou, Woodland (Rangifer tarandus caribou) Gaspé popula-

Caribou des bois population de la Gaspésie

Mole, Townsend's (Rcapanus townsendii)

Taupe de Townsend

Otter, Sea (Enhydra lutris)

Loutre de mer

Porpoise, Harbour (Phocoena phocoena) Northwest Atlantic population

Marsouin commun population de l'ouest de l'Atlantique

Shrew, Pacific Water (Sorex bendirii)

Musaraigne de Bendire

Whale, Humpback (Megaptera novaeangliae) North Pacific population

Rorqual à bosse population du Pacifique Nord

Orchid, Western Prairie White Fringed

Polygale incarnat (Polygala incarnata)

Milkwort, Pink

Pycnanthème gris (Pycnanthemum incanum)

Mint, Hoary Mountain

Raquette de l'Est (Opuntia humifusa)

Cactus, Eastern Prickly Pear

Renoncule à feuilles d'alisme (Ranunculus alismaefolius var. alismaefolius)

Buttercup, Water-plantain

Rossolis filiforme (Drosera filiformis)

Sundew, Thread-leaved

Stylophore à deux feuilles (Stylophorum diphyllum)

Poppy, Wood

Trillie incliné (Trillium flexipes) Raf.

Trillium, Drooping

LICHENS

Hétérodermie maritime (Heterdermia stitchensis)

Seaside Centipede

PARTIE III

ESPÈCES MENACÉES

MAMMIFÈRES

Béluga (baleine blanche) (*Delphinapterus leucas*) population de l'est de la baie d'Hudson

Whale, White (Beluga) Eastern Hudson Bay population

Bison des bois (Bison bison athabascae)

Bison, Wood

Caribou de Peary (Rangifer tarandus pearyi) population de la basse Arctique

Caribou, Peary Low Arctic population

Caribou des bois (Rangifer tarandus caribou) population de la Gaspésie

Caribou, Woodland Gaspé population

Loutre de mer (Enhydra lutris)

Otter, Sea

Marsouin commun (*Phocoena phocoena*) population de l'ouest de l'Atlantique

Porpoise, Harbour Northwest Atlantic population

Musaraigne de Bendire (Sorex bendirii)

Shrew, Pacific Water

Rorqual à bosse (Megaptera novaeangliae) population du Pacifique Nord

Whale, Humpback North Pacific population

Whale, White (Beluga) (*Delphinapterus leucas*) Eastern Hudson Bay population

Béluga (baleine blanche) population de l'est de la baie d'Hudson

BIRDS

Chat, Yellow-breasted (*Icteria virens auricollis*) British Columbia population

Paruline polyglotte population de la Colombie-Britannique

Murrelet, Marbled (Brachyramphus marmoratus)

Alque marbrée

Shrike, Loggerhead (Lanius ludovicianus excubitorides) Prairie population

Pie-grièche migratrice population des Prairies

Tern, Roseate (Sterna dougallii)

Sterne de Dougall

Warbler, Hooded (Wilsonia citrina)

Paruline à capuchon

Woodpecker, White-headed (Picoides albolarvatus)

Pic à tête blanche

REPTILES

Rattlesnake, Eastern Massasauga (Sistrurus catenatus catenatus)

Crotale Massasauga de l'Est

Turtle, Blanding's (Emydoidea blandingi) Nova Scotia population

Tortue mouchetée population de la Nouvelle-Écosse

Turtle, Spiny Softshell (Apalone spinifera)

Tortue molle à épines

FISH

Cisco, Blackfin (Coregonus nigripinnis)

Cisco à nageoires noires

Cisco, Shortjaw (Coregonus zenithicus)

Cisco à mâchoires égales

Cisco, Shortnose (Coregonus reighardi)

Cisco à museau court

Darter, Channel (Percina copelandi)

Dard oris

Darter, Eastern Sand (Ammocrypta pellucida)

Dard de sable

Madtom, Margined (Noturus insignis)

Chat-fou lisère

Redhorse, Black (Moxostoma duquesnei)

Suceur noir

Redhorse, Copper (Moxostoma hubbsi)

Suceur cuivré

Taupe de Townsend (Scapanus townsendii)

Mole, Townsend's

OISEAUX

Alque marbrée (Brachyramphus marmoratus)

Murrelet, Marbled

Paruline à capuchon (Wilsonia citrina)

Warbler, Hooded

Paruline polyglotte (*Icteria virens auricollis*) population de la Colombie-Britannique

Chat, Yellow-breasted British Columbia population

Pic à tête blanche (*Picoides albolarvatus*)

Woodpecker, White-headed

Pie-grièche migratrice (Lanius ludovicianus excubitorides) population des Prairies

Shrike, Loggerhead Prairie population

Sterne de Dougall (Sterna dougallii)

Tern, Roseate

REPTILES

Crotale Massasauga de l'Est (Sistrurus catenatus catenatus)

Rattlesnake, Eastern Massasauga

Tortue molle à épines (Apalone spinifera)

Turtle, Spiny Softshell

Tortue mouchetée (*Emydoidea blandingi*) population de la Nouvelle-Écosse

Turtle, Blanding's Nova Scotia population

POISSONS

Chabot à tête courte (Cottus confusus)

Sculpin, Shorthead

Chabot de profondeur des Grands Lacs (Myoxocephalus thompsoni)

Sculpin, Great Lakes Deepwater

Chat-fou lisère (Noturus insignis)

Madtom, Margined

Cisco à mâchoires égales (Coregonus zenithicus)

Cisco, Shortjaw

Cisco à museau court (Coregonus reighardi)

Cisco, Shortnose

Cisco à nageoires noires (Coregonus nigripinnis)

Cisco, Blackfin

Corégone du lac Simcoe (Coregonus clupeaformis)

Whitefish, Lake Simcoe

Dard de sable (*Ammocrypta pellucida*)

Darter, Eastern Sand

Sculpin, Great Lakes Deepwater (Myoxocephalus thompsoni)

Chabot de profondeur des Grands Lacs

Sculpin, Shorthead (Cottus confusus)

Chabot à tête courte

Stickleback, Enos Lake (Gasterosteus sp.)

Épinoche du lac Enos

Whitefish, Lake Simcoe (Coregonus clupeaformis)

Corégone du lac Simcoe

PLANTS

Ash, Blue (Fraxinus quadrangulata)

Frêne bleu

Aster, Anticosti (Aster anticostensis)

Aster d'Anticosti

Aster, White-top (Aster curtus)

Aster blanc à rayons courts

Aster, White Wood (Aster divaricatus)

Aster divariqué

Bluehearts (Buchnera americana)

Buchnera d'Amérique

Chestnut, American (Castanea dentata)

Châtaignier d'Amérique

Colicroot (Aletris farinosa)

Aletris farineuse

Deerberry (Vaccinium stamineum)

Airelle à longues étamines

Fern, Mosquito (Azolla mexicana)

Azolle du Mexique

Flag, Western Blue (Iris missouriensis)

Iris du Missouri

Gentian, Plymouth (Sabatia kennedyana)

Sabatia de Kennedy

Ginseng, American (Panax quinquefolium)

Ginseng d'Amérique

Goat's-rue (Tephrosia virginiana)

Téphrosie de Virginie

Golden Crest (Lophiola aurea)

Lophiolie d'Amérique

Golden Seal (Hydrastis canadensis)

Hydraste du Canada

Greenbrier, Carolinean (Smilax rotundifolia)

Smilax à feuilles rondes

Helleborine, Giant (Epipactis gigantea)

Épipactis géant

Dard gris (Percina copelandi)

Darter, Channel

Épinoche du lac Enos (Gasterosteus sp.)

Stickleback, Enos Lake

Suceur cuivré (Moxostoma hubbsi)

Redhorse, Copper

Suceur noir (Moxostoma duquesnei)

Redhorse, Black

VÉGÉTAUX

Abronie de sable (Abronia micrantha)

Verbena, Sand

Airelle à longues étamines (Vaccinium stamineum)

Deerberry

Aletris farineuse (Aletris farinosa)

Colicroot

Armeria de l'Athabasca (Armeria maritima ssp. interior)

Thrift, Athabasca

Aster blanc à rayons courts (Aster curtus)

Aster, White-top

Aster d'Anticosti (Aster anticostensis)

Aster, Anticosti

Aster divariqué (Aster divaricatus)

Aster, White Wood

Azolle du Mexique (Azolla mexicana)

Fern, Mosquito

Buchnera d'Amérique (Buchnera americana)

Bluehearts

Carmantine d'Amérique (Justicia americana)

Water-willow, American

Castilléjie dorée (Castilleja levisecta)

Paintbrush, Golden

Céanothe d'Amérique (Lachnanthes caroliana)

Redroot

Chardon de Pitcher (Cirsium pitcheri)

Thistle, Pitcher's

Châtaignier d'Amérique (Castanea dentata)

Chestnut, American

Chicot Févier (Gymnocladus dioica)

Tree, Kentucky Coffee

Clèthre à feuilles d'Aulne (Clethra alnifolia)

Pepperbush, Sweet

Épipactis géant (Epipactis gigantea)

Helleborine, Giant

Frêne bleu (Fraxinus quadrangulata)

Ash, Blue

Jacob's Ladder, van Brunt's (Polemonium van-bruntiae)

Polémoine de van Bruntie

Lipocarpha, Small-flowered (Lipocarpha micrantha)

Lipocarphe à petites fleurs

Mulberry, Red (Morus rubra)

Mûrier rouge

Paintbrush, Golden (Castilleja levisecta)

Castilléjie dorée

Pepperbush, Sweet (Clethra alnifolia)

Clèthre à feuilles d'Aulne

Pogonia, Nodding (Triphora trianthophora)

Triphore penché

Redroot (Lachnanthes caroliana)

Céanothe d'Amérique

Spiderwort, Western (Tradescantia occidentalis)

Tradescantie occidentale

Thistle, Pitcher's (Cirsium pitcheri)

Chardon de Pitcher

Thrift, Athabasca (Armeria maritima ssp. interior)

Armeria de l'Athabasca

Tree, Kentucky Coffee (Gymnocladus dioica)

Chicot Févier

Twayblade, Purple (Liparis liliifolia)

Liparis à feuilles de lis

Verbena, Sand (Abronia micrantha)

Abronie de sable

Violet, Bird's-foot (Viola pedata)

Violette pédalée

Violet, Yellow Montane (Viola praemorsa ssp. praemorsa)

Violette jaune des monts

Water-willow, American (Justicia americana)

Carmantine d'Amérique

Willow, Tyrrell's (Salix planifolia ssp. tyrrellii)

Saule de Tyrrell

Woodsia, Blunt-lobed (Woodsia obtusa)

Woodsia obstuse

Ginseng d'Amérique (Panax quinquefolium)

Ginseng, American

Hydraste du Canada (Hydrastis canadensis)

Golden Seal

Iris du Missouri (Iris missouriensis)

Flag, Western Blue

Liparis à feuilles de lis (Liparis liliifolia)

Twayblade, Purple

Lipocarphe à petites fleurs (Lipocarpha micrantha)

Lipocarpha, Small-flowered

Lophiolie d'Amérique (Lophiola aurea)

Golden Crest

Mûrier rouge (Morus rubra)

Mulberry, Red

Polémoine de van Bruntie (Polemonium van-bruntiae)

Jacob's Ladder, van Brunt's

Sabatia de Kennedy (Sabatia kennedyana)

Gentian, Plymouth

Saule de Tyrrell (Salix planifolia ssp. tyrrellii)

Willow, Tyrrell's

Smilax à feuilles rondes (Smilax rotundifolia)

Greenbrier, Carolinean

Téphrosie de Virginie (Tephrosia virginiana)

Goat's-rue

Tradescantie occidentale (Tradescantia occidentalis)

Spiderwort, Western

Triphore penché (Triphora trianthophora)

Pogonia, Nodding

Violette jaune des monts (Viola praemorsa ssp. praemorsa)

Violet, Yellow Montane

Violette pédalée (Viola pedata)

Violet, Bird's-foot

Woodsia obtuse (Woodsia obtusa)

Woodsia, Blunt-lobed

PART IV

PARTIE IV

VULNERABLE SPECIES

MAMMALS

Bat, Fringed Myotis (Myotis thysanodes)

Chauve-souris à queue frangée

Bat, Keen's Long-eared (Myotis keenii)

Chauve-souris de Keen

Bat, Pallid (Antrozous pallidus)

Chauve-souris blonde

Bat, Spotted (Euderma maculatum)

Oreillard maculé

Bear, Grizzly (Ursus arctos)

Ours grizzli

Bear, Polar (Ursus maritimus)

Ours polaire

Caribou, Woodland (Rangifer tarandus caribou) Western popu-

Caribou des bois population de l'Ouest

Ermine (Musteala erminea haidarum) Queen Charlotte Islands population

Hermine population des îles de la Reine-Charlotte

Fox, Grey (Urocyon cinereoargenteus)

Renard gris

Gopher, Plains Pocket (Geomys bursarius)

Gaufre brun

Mole, Eastern (Scalopus aquaticus)

Taupe à queue glabre

Mouse, Western Harvest (Reithrodontomys megalotis megalotis) British Columbia population

Souris des moissons population de la Colombie-Britannique

Prairie Dog, Black-tailed (Cynomys ludovicianus)

Chien de prairie

Rabbit, Nuttall's Cottontail (Sylvilagus nuttallii nuttallii) British Columbia population

Lapin de Nuttall population de la Colombie-Britannique

Rat, Ord's Kangaroo (Disodomys ordii)

Rat kangourou d'Ord

Seal, Harbour (Phoca vitulina mellonae) Lacs des loups marins population

Phoque commun population des lacs des Loups Marins

Shrew, Gaspé (Sorex gaspensis)

Musaraigne de Gaspé

Squirrel, Southern Flying (Glaucomys volans)

Petit Polatouche

ESPÈCES VULNÉRABLES

MAMMIFÈRES

Baleine à bec commune (Hyperoodon ampullatus) Océan Atlantique - ravin sous-marin au bord du plateau continental néoécossais

Whale, Northern Bottlenose Gully population, Atlantic Ocean

Béluga (baleine blanche) (Delphinapterus leucas) population de la haute Arctique et de la baie de Baffin

Whale, White (Beluga) Eastern High Arctic/Baffin Bay population

Carcajou (Gulo gulo) population de l'Ouest

Wolverine Western population

Caribou des bois (Rangifer tarandus caribou) population de l'Ouest

Caribou, Woodland Western population

Chauve-souris à queue frangée (Myotis thysanodes)

Bat, Fringed Myotis

Chauve-souris blonde (Antrozous pallidus)

Bat. Pallid

Chauve-souris de Keen (Myotis keenii)

Bat, Keen's Long-eared

Chien de prairie (Cynomys ludovicianus)

Prairie Dog, Black-tailed

Dauphin du Havre (Mesoplodon bidens)

Whale, Sowerby's Beaked

Gaufre brun (Geomys bursarius)

Gopher, Plains Pocket

Hermine (Mustela erminea haidarum) population des îles de la Reine-Charlotte

Ermine Queen Charlotte Islands population

Lapin de Nuttall (Sylvilagus nuttallii nuttallii) population de la Colombie-Britannique

Rabbit, Nuttall's Cottontail British Columbia population

Musaraigne de Gaspé (Sorex gaspensis)

Shrew, Gaspé

Oreillard maculé (Euderma maculatum)

Bat, Spotted

Ours grizzli (Ursus arctos)

Bear, Grizzly

Ours polaire (Ursus maritimus)

Bear, Polar

Petit Polatouche (Glaucomys volans)

Squirrel, Southern Flying

Whale, Blue (Balaenoptera musculus) Atlantic and Pacific populations

Rorqual bleu populations de l'Atlantique et du Pacifique

Whale, Fin (Balaenoptera physalus) Atlantic and Pacific populations

Rorqual commun populations de l'Atlantique et du Pacifique

Whale, Humpback (Megaptera novaeangliae) Western North Atlantic population

Rorqual à bosse population du nord-ouest de l'Atlantique

Whale, Northern Bottlenose (Hyperoodon ampullatus) Gully population, Atlantic Ocean

Baleine à bec commune Océan Atlantique, — ravin sous-marin au bord du plateau continental néoécossais

Whale, Sowerby's Beaked (Mesoplodon bidens)

Dauphin du Havre

Whale, White (Beluga) (Delphinapterus leucas) Eastern High Arctic/Baffin Bay population

Béluga (baleine blanche) population de la haute Arctique et de la baie de Baffin

Wolverine (Gulo gulo) Western population

Carcajou population de l'Ouest

RIRDS

Bittern, Least (Ixobrychus exilis)

Petit Butor

Chat, Yellow-breasted (*Icteria virens virens*) Eastern population Paruline polyglotte population de l'Est

Curlew, Long-billed (Numenius americanus)

Courlis à long bec

Falcon, Peale's Peregrine (Falco peregrinus pealei)

Faucon pèlerin, pealei

Falcon, Tundra Peregrine (Falco peregrinus tundrius)

Faucon pèlerin, toundra

Goshawk, Queen Charlotte (Accipiter gentilis laingi)

Autour des palombes des îles de la Reine-Charlotte

Gull, Ivory (Pagophila eburnea)

Mouette blanche

Gull, Ross' (Rhodostethia rosea)

Mouette rosée

Hawk, Ferruginous (Buteo regalis)

Buse rouilleuse

Hawk, Red-shouldered (Buteo lineatus)

Buse à épaulettes

Murrelet, Ancient (Synthliboramphus antiquus)

Alque à cou blanc

Phoque commun (*Phoca vitulina mellonae*) population des lacs des Loups Marins

Seal, Harbour Lacs des loups marins population

Rat kangourou d'Ord (Dipodomys ordii)

Rat, Ord's Kangaroo

Renard gris (*Urocyon cinereoargenteus*)

Fox, Grey

Rorqual à bosse (Megaptera novaeangliae) population du nordouest de l'Atlantique

Whale, Humpback Western North Atlantic population

Rorqual bleu (*Balaenoptera musculus*) populations de l'Atlantique et du Pacifique

Whale, Blue Atlantic and Pacific populations

Rorqual commun (*Balaenoptera physalus*) populations de l'Atlantique et du Pacifique

Whale, Fin Atlantic and Pacific populations

Souris des moissons (*Reithrodontomys megalotis megalotis*) population de la Colombie-Britannique)

Mouse, Western Harvest British Columbia population

Taupe à queue glabre (Scalopus aquaticus)

Mole, Eastern

OISEAUX

Alque à cou blanc (Synthliboramphus antiquus)

Murrelet, Ancient

Autour des palombes des îlés de la Reine-Charlotte (Accipiter gentilis laingi)

Goshawk, Queen Charlotte

Bruant d'Ipswich (Passerculus sandwichensis princeps)

Sparrow, Ipswich

Buse à épaulettes (Buteo lineatus)

Hawk, Red-shouldered

Buse rouilleuse (Buteo regalis)

Hawk, Ferruginous

Courlis à long bec (Numenius americanus)

Curlew, Long-billed

Effraie des clochers (Tyto alba)

Owl, Barn

Faucon pèlerin, toundra (Falco peregrinus tundrius)

Falcon, Tundra Peregrine

Faucon pèlerin, pealei (Falco peregrinus pealei)

Falcon, Peale's Peregrine

Hibou des marais (Asio flammeus)

Owl, Short-eared

Mouette blanche (Pagophila eburnea)

Gull, Ivory

Owl, Barn (Tyto alba)

Effraie des clochers

Owl, Flammulated (Otus flammeolus)

Petit-Duc nain

Owl, Short-eared (Asio flammeus)

Hibou des marais

Sparrow, Ipswich (Passerculus sandwichensis princeps)

Bruant d'Ipswich

Tern, Caspian (Sterna caspia)

Sterne caspienne

Warbler, Cerulean (Dendroica cerulea)

Paruline azurée

Warbler, Prairie (Dendroica discolor)

Paruline des prés

Waterthrush, Louisiana (Seiurus motacilla)

Paruline hochequeue

Woodpecker, Red-headed (Melanerpes erythrocephalus)

Pic à tête rouge

AMPHIBIANS

Salamander, Pacific Giant (Dicamptodon tennebrosus)

Grande Salamandre

Salamander, Smallmouth (Ambystoma texanum)

Salamandre à nez court

Toad, Fowler's (Bufo woodhousii fowleri)

Crapaud de Fowler

REPTILES

Lizard, Eastern Short-horned (Phrynosoma douglassii brevi-

Phrynosome de Douglas de l'Est

Skink, Northern Prairie (Eumeces septentrionalis septentrionalis)

Scinque des Prairies

Snake, Eastern Yellow-bellied Racer (Coluber constrictor flavi-

Couleuvre agile à ventre jaune de l'Est

Turtle, Spotted (Clemmys guttata)

Tortue ponctuée

Turtle, Wood (Clemmys insculpta)

Tortue des bois

FISH

Buffalo, Bigmouth (Ictiobus cyprinellus)

Buffalo à grande bouche

Buffalo, Black (Ictiobus niger)

Buffalo noir

Mouette rosée (Rhodostethia rosea)

Gull, Ross'

Paruline azurée (Dendroica cerulea)

Warbler, Cerulean

Paruline des prés (Dendroica discolor)

Warbler, Prairie

Paruline hochequeue (Seiurus motacilla)

Waterthrush, Louisiana

Paruline polyglotte (Icteria virens virens) population de l'Est

Chat, Yellow-breasted Eastern population

Petit Butor (Ixobrychus exilis)

Bittern, Least

Petit-Duc nain (Otus flammeolus)

Owl, Flammulated

Pic à tête rouge (Melanerpes erythracephalus)

Woodpecker, Red-headed

Sterne caspienne (Sterna caspia)

Tern, Caspian

AMPHIBIENS

Crapaud de Fowler (Bufo woodhousii fowleri)

Toad, Fowler's

Grande Salamandre (Dicamptodon tennebrosus)

Salamander, Pacific Giant

Salamandre à nez court (Ambystoma texanum)

Salamander, Smallmouth

REPTILES

Couleuvre agile à ventre jaune de l'Est (Coluber constrictor flaviventris)

Snake, Eastern Yellow-bellied Racer

Phrynosome de Douglas de l'Est (*Phrynosoma douglassii brevi*rostre)

Lizard, Eastern Short-horned

Scinque des Prairies (Eumeces septentrionalis septentrionalis)

Skink, Northern Prairie

Tortue des bois (Clemmys insculpta)

Turtle, Wood

Tortue ponctuée (Clemmys guttata)

Turtle, Spotted

POISSONS

Buffalo à grande bouche (Ictiobus cyprinellus)

Buffalo, Bigmouth

Buffalo noir (Ictiobus niger)

Buffalo, Black

Chub, Silver (Macrhybopsis storeriana)

Méné à grandes écailles

Chubsucker, Lake (Erimyzon sucetta)

Sucet de lac

Cisco, Spring (Coregonus sp.)

Cisco de printemps

Dace, Redside (Clinostomus elongatus)

Méné long

Dace, Speckled (Rhinichthys osculus)

Naseux moucheté

Dace, Umatilla (Rhinichthys umatilla)

Naseux d'Umatilla

Darter, Greenside (Etheostoma blennioides)

Dard vert

Gar, Spotted (Lepisosteus oculatus)

Lépisosté tacheté

Killifish, Banded (Fundulus diaphanus) Newfoundland popula-

Fondule barré population de Terre-Neuve

Kiyi (Coregonus kiyi)

Kivi

Lamprey, Chestnut (Ichthyomyzon castaneus)

Lamproie brune

Lamprey, Lake (Lampetra macrostoma)

Lamproie de lac

Lamprey, Northern Brook (Ichthyomyzon fossor)

Lamproie du nord

Madtom, Brindled (Noturus miurus)

Chat-fou tacheté

Minnow, Pugnose (Opsopoeodus emilae)

Petit-bec

Prickleback, Blackline (Acantholumpenus mackayi)

Terrassier à six lignes

Redhorse, River (Moxostoma carinatum)

Suceur ballot

Sardine, Pacific (Sardinops sagax)

Sardine du Pacifique

Sculpin, Fourhorn (Myoxocephalus quadricornis) Arctic Islands, freshwater form

Chaboisseau à quatre cornes forme d'eau douce des îles de l'Arctique

Shiner, Bigmouth (Notropis dorsalis)

Méné à grande bouche

Shiner, Pugnose (Notropis anogenus)

Méné camus

Chaboisseau à quatre cornes (*Myoxocephalus quadricornis*) forme d'eau douce des îles de l'Arctique

Sculpin, Fourhorn Arctic Islands, freshwater form

Chat-fou tacheté (Noturus miurus)

Madtom, Brindled

Cisco de printemps (Coregonus sp.)

Cisco, Spring

Corégone du Squanga (Coregonus sp.)

Whitefish, Squanga

Crapet menu (Lepomis humilis)

Sunfish, Orangespotted

Crapet rouge (Lepomis auritus)

Sunfish, Redbreast

Crapet sac-à-lait (Lepomis gulosus)

Warmouth

Dard vert (Etheostoma blennioides)

Darter, Greenside

Épinoche géante (Gasterosteus sp.)

Stickleback, Giant

Épinoche lisse des îles de la Reine-Charlotte (Gasterosteus aculeatus)

Stickleback, Charlotte Unarmoured

Esturgeon à museau court (Acipenser brevirostrum)

Sturgeon, Shortnose

Esturgeon blanc (Acipenser transmontanus)

Sturgeon, White

Esturgeon vert (Acipenser medirostris)

Sturgeon, Green

Fondule barré (Fundulus diaphanus) population de Terre-Neuve

Killifish, Banded Newfoundland population

Fondule rayée (Fundulus notatus)

Topminnow, Blackstripe

Kiyi (Coregonus kiyi)

Kiyi

Lamproie brune (Ichthyomyzon castaneus)

Lamprey, Chestnut

Lamproie de lac (Lampetra macrostoma)

Lamprey, Lake

Lamproie du nord (Ichthyomyzon fossor)

Lamprey, Northern Brook

Lépisosté tacheté (Lepisosteus oculatus)

Gar, Spotted

Loup de Bering (Anarhichas orientalis)

Wolffish, Bering

Shiner, Rosyface (Notropis rubellus) Manitoba population
Tête rose population du Manitoba

Shiner, Silver (Notropis photogenis) Méné miroir

Stickleback, Charlotte Unarmoured (Gasterosteus aculeatus) Épinoche lisse des îles de la Reine-Charlotte

Stickleback, Giant (Gasterosteus sp.)

Épinoche géante

Stoneroller, Central (Campostoma anomalum)

Roule-caillou

Sturgeon, Green (Acipenser medirostris)

Esturgeon vert

Sturgeon, Shortnose (Acipenser brevirostrum)

Esturgeon à museau court

Sturgeon, White (Acipenser transmontanus)

Esturgeon blanc

Sucker, Spotted (Minytrema melanops)

Meunier tacheté

Sunfish, Orangespotted (Lepomis humilis)

Crapet menu

Sunfish, Redbreast (Lepomis auritus)

Crapet rouge

Topminnow, Blackstripe (Fundulus notatus)

Fondule ravée

Warmouth (Lepomis gulosus)

Crapet sac-à-lait

Whitefish, Squanga (Coregonus sp.)

Corégone du Squanga

Wolffish, Bering (Anarhichas orientalis)

Loup de Bering

PLANTS

Aster, Bathurst (Aster subulatus var. obtusifolius)

Aster subulé

Aster, Gulf of St. Lawrence (Aster laurentianus)

Aster du golfe St-Laurent

Aster, Western Silver-leaf (Virgulus sericeus)

Aster soyeux

Bartonia, Branched (Bartonia paniculata)

Bartonie paniculé

Bulrush, Long's (Scirpus longii)

Scirpe de Long

Club-rush, Few-flowered (Scirpus verecundus)

Scirpe timide

Méné à grande bouche (Notropis dorsalis) Shiner, Bigmouth

Méné à grandes écailles (Macrhybopsis storeriana)

Chub, Silver

Méné camus (Notropis anogenus)

Shiner, Pugnose

Méné long (Clinostomus elongatus)

Dace, Redside

Méné miroir (Notropis photogenis)

Shiner, Silver

Meunier tacheté (Minytrema melanops)

Sucker, Spotted

Naseux d'Umatilla (Rhinichthys umatilla)

Dace, Umatilla

Naseux moucheté (Rhinichthys osculus)

Dace, Speckled

Petit-bec (Opsopoeodus emilae)

Minnow, Pugnose

Roule-caillou (Campostoma anomalum)

Stoneroller, Central

Sardine du Pacifique (Sardinops sagax)

Sardine, Pacific

Sucet de lac (Erimyzon sucetta)

Chubsucker, Lake

Suceur ballot (Moxostoma carinatum)

Redhorse, River

Terrassier à six lignes (Acantholumpenus mackayi)

Prickleback, Blackline

Tête rose (Notropis rubellus) population du Manitoba

Shiner, Rosyface Manitoba population

VÉGÉTAUX

Ariséma dragon (Arisaema dracontium)

Green Dragon

Aster du golfe St-Laurent

Aster, Gulf of St. Lawrence

Aster soyeux (Virgulus sericeus)

Aster, Western Silver-leaf

Aster subulé (Aster subulatus var. obtusifolius)

Aster, Bathurst

Bartonie paniculé (Bartonia paniculata)

Bartonia, Branched

Cephalanthère d'Austin (Cephalanthera austinae)

Orchid, Phantom

Columbo, American (Frasera caroliniensis)

Frasère de Caroline

Dense Blazing Star (Liatris spicata)

Liatris à épis

Fern, Broad Beech (Phegopteris hexagonoptera)

Thélyptéride hexagonale

Fleabane, Provancher's (Erigeron philadelphicus ssp. provancheri)

Erigéron de Provancher

Gentian, Victorin's (Gentiana victorinii)

Gentiane de Victorin

Goosefoot, Smooth (Chenopodium subglabrum)

Chénopode glabre

Green Dragon (Arisaema dracontium)

Ariséma dragon

Hackberry, Dwarf (Celtis tenuifolia)

Micocoulier à feuilles étroites

Hemlock, Victorin's Water (Cicuta maculata var. victorinii)

Cicutaire de Victorin

Hyacinth, Wild (Camassia scilloides)

Jacinthe des bois

Lilaeopsis (Lilaeopsis chinensis)

Lilaeopsis

Locoweed, Hare-footed (Oxytropis lagopus)

Oxytropis à patte de lièvre

Mallow, Swamp Rose (Hibiscus moscheutos)

Ketmie des marais

Meadowfoam, Macoun's (Limnanthes macounii)

Limnanthe de Macoun

Oak, Shumard (Quercus shumardii)

Chêne de Shumard

Orchid, Eastern Prairie White Fringed (Platanthera leucophaea)

Platanthère blanchâtre de l'Est

Orchid, Phantom (Cephalanthera austinae)

Cephalanthère d'Austin

Pondweed, Hill's (Potamogeton hillii)

Potamot de Hill

Quillwort, Bolander's (Isoetes bolanderi)

Isoète de Bolander

Rose, Climbing Prairie (Rosa setigera)

Rosier des Prairies

Rue-anemone, False (Isopyrum biternatum)

Isopyre

Chêne de Shumard (Quercus shumardii)

Oak, Shumard

Chénopode glabre (Chenopodium subglabrum)

Goosefoot, Smooth

Cicutaire de Victorin (Cicuta maculata var. victorinii)

Hemlock, Victorin's Water

Erigéron de Provancher (Erigeron philadelphicus ssp. provancheri)

Fleabane, Provancher's

Frasère de Caroline (Frasera caroliniensis)

Columbo, American

Gentiane de Victorin (Gentiana victorinii)

Gentian, Victorin's

Isoète de Bolander (Isoetes bolanderi)

Ouillwort, Bolander's

Isopyre (*Isopyrum biternatum*)

Rue-anemone, False

Jacinthe des bois (Camassia scilloides)

Hvacinth, Wild

Jonc de New Jersey (Juncus caesariensis)

Rush, New Jersey

Ketmie des marais (Hibiscus moscheutos)

Mallow, Swamp Rose

Liatris à épis (Liatris spicata)

Dense Blazing Star

Lilaeopsis (Lilaeopsis chinensis)

Lilaeopsis

Limnanthe de Macoun (Limnanthes macounii)

Meadowfoam, Macoun's

Micocoulier à feuilles étroites (Celtis tenuifolia)

Hackberry, Dwarf

Orme de Samarie (Ptelea trifoliata)

Tree, Hop

Oxytropis à patte de lièvre

Locoweed, Hare-footed

Platanthère blanchâtre de l'Est (Platanthera leucophaea)

Orchid, Eastern Prairie White Fringed

Potamot de Hill (Potamogeton hillii)

Pondweed, Hill's

Rosier des Prairies (Rosa setigera)

Rose, Climbing Prairie

Scirpe de Long (Scirpus longii)

Bulrush, Long's

Rush, New Jersey (Juncus caesariensis)

Jone de New Jersey

Soapweed (Yucca glauca)

Yucca glauque

Tree, Hop (Ptelea trifoliata)

Orme de Samarie

LICHENS

Cryptic Paw (Nephroma occultum)

Lichen cryptique

Oldgrowth Specklebelly (Pseudocyphellaria rainierensis)

Pseudocphellie des forêts surannées

Seaside Bone (Hypogymnia heterophylla)

Hypogymnie maritime

Scirpe timide (Scirpus verecundus)

Club-rush, Few-flowered

Thélyptéride hexagonale (Phegopteris hexagonoptera)

Fern, Broad Beech

Yucca glauque (Yucca glauca)

Soapweed

LICHENS

Hypogymnie maritime (*Hypogymnia heterophylla*)

Seaside Bone

Lichen cryptique (Nephroma occultum)

Cryptic Paw

Pseudocphellie des forêts surannées (Pseudocyphellaria rainie-

rensis)

Oldgrowth Specklebelly



C-301

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-301

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-301

PROJET DE LOI C-301

An Act to amend the Income Tax Act (deduction of property taxes paid in respect of a principal residence)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des impôts fonciers payés sur une résidence principale)

First reading, November 3, 1999

Première lecture le 3 novembre 1999



Mr. Epp M. Epp

SUMMARY

The purpose of this enactment is to allow a homeowner to deduct from his or her taxable income the property taxes paid on his or her principal residence.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre à tout propriétaire de déduire dans le calcul de son revenu les impôts fonciers qu'il a payés sur sa résidence principale.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-301

PROJET DE LOI C-301

An Act to amend the Income Tax Act (deduction of property taxes paid in respect of a principal residence)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des impôts fonciers payés sur une résidence principale)

RS cc 1 2 (5th Supp.); 1994. cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997. cc. 10. 12, 25 26; 1998, cc. 19, 21, 34; 1999, cc. 10, 17, 22, 26, 31

Her Maiesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1, 2 (5e suppl.); 1994, ch. 7. 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26: 1998, ch. 19, 21, 34; 1999, ch. 10. 17, 22, 26, 31

SHORT TITLE

- 1. This Act may be cited as the Homeowners' Freedom from Double Taxation Act.
- 2. The Income Tax Act is amended by adding the following after paragraph 60(m.1):

Property taxes paid in respect of a principal residence

(m.2) where the taxpayer is an individual, the property taxes paid to a province or a 10 Canadian municipality by the taxpayer in respect of property that is the taxpayer's principal residence and is owned by the taxpayer.

TITRE ABRÉGÉ

- 1. Loi sur l'élimination de la double 5 imposition du propriétaire d'une résidence 5 principale.
 - 2. La Loi de l'impôt sur le revenu est modifiée par adjonction, après l'alinéa 60m.1), de ce qui suit :

m.2) dans les cas où le contribuable est un 10 Impôts particulier, les impôts fonciers payés par celui-ci à une province ou à une municipalité canadienne sur un bien qui constitue sa résidence principale et dont il est proprié-15 taire.

payés sur une résidence principale

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Edition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-302

48 Elizabeth II, 1999

Second Session, Thirty-sixth Parliament,

C-302

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-302

PROJET DE LOI C-302

An Act to amend the Criminal Code (conditional sentencing)

Loi modifiant le Code criminel (octroi de sursis)

First reading, November 3, 1999

Première lecture le 3 novembre 1999



MR. HILL (Prince George—Peace River)

M. HILL (Prince George—Peace River)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that certain offences, particularly violent offences, are excluded from consideration for conditional sentencing.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de faire en sorte que certaines infractions, notamment les infractions comportant des actes de violence, soient exclues de la possibilité de faire l'objet de l'octroi d'un sursis.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-302

PROJET DE LOI C-302

An Act to amend the Criminal Code (conditional sentencing)

Loi modifiant le Code criminel (octroi de sursis)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991. cc. 1. 4. 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998.

cc. 7, 9, 15,

1999. c. 5

Imposing of

conditional

sentence

30, 34, 35, 37;

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46; L.R.. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18. 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999. ch. 5

- 1. The portion of section 742.1 of the Criminal Code before paragraph (a) is 5 remplacé par ce qui suit : replaced by the following:
- 742.1 Where a person is convicted of an offence and the court
- 1. L'article 742.1 du Code criminel est
- 742.1 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction et condamnée à un emprisonnement de moins de deux ans, le tribunal peut, s'il est convaincu que le fait de purger la peine au sein de la collectivité ne met 10 pas en danger la sécurité de celle-ci et est conforme à l'objectif et aux principes visés

Octroi du sursis

10

aux articles 718 à 718.2, ordonner au délinquant de purger sa peine dans la collectivité afin d'y surveiller le comportement de celuici, sous réserve de l'observation des conditions qui lui sont imposées en application de 5 l'article 742.3.

2. The Act is amended by adding the following after section 742.1.

Definition

- **742.01** In section 742.1, "offence" does not include any of the following offences:
 - (a) an offence that is punishable by a 5 tes: minimum term of imprisonment;
 - (b) paragraph 81(2)(a) (causing injury with intent);
 - (c) paragraph 220(b) (causing death by criminal negligence);
 - (d) section 221 (causing bodily harm by criminal negligence);
 - (e) paragraph 236(b) (manslaughter);
 - (f) paragraph 239(b) (attempt to commit murder); 15
 - (g) section 244.1 (causing bodily harm with intent air gun or pistol);
 - (h) section 246 (overcoming resistance to commission of offence);
 - (*i*) subsections 249(3) and (4) (dangerous 20 operation causing bodily harm and dangerous operation causing death);
 - (j) subsections 255(2) and (3) (impaired driving causing bodily harm and impaired driving causing death); 25
 - (k) section 264 (criminal harassment);
 - (l) section 266 (assault);
 - (m) section 267 (assault with a weapon or causing bodily harm);
 - (n) section 268 (aggravated assault); 30
 - (*o*) section 269 (unlawfully causing bodily harm);
 - (p) section 269.1 (torture)
 - (q) section 270 (assaulting a peace officer);
 - (r) section 271 (sexual assault);
 - (s) paragraph 272(2)(b) (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm);

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 742.1, de ce qui suit :

742.01 Dans l'article 742.1, le terme « infraction » ne vise pas les infractions suivan-10 tes:

Définition

35

- *a*) une infraction pour laquelle une peine d'emprisonnement minimale est prévu;
- b) alinéa 81(2)a) (lésions corporelles causées intentionnellement); 15
- c) alinéa 220b) (le fait de causer la mort par négligence criminelle);
- d) article 221 (le fait de causer des lésions corporelles par négligence criminelle);
- e) alinéa 236b) (homicide involontaire 20 coupable);
- f) alinéa 239b) (tentative de meurtre);
- g) article 244.1 (fait de causer intentionnellement des lésions corporelles — fusil ou pistolet à vent); 25
- h) article 246 (fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction);
- *i*) paragraphes 249(3) et (4) (conduite dangereuse causant des lésions corporelles et conduite dangereuse causant la mort); 30
- *j*) paragraphes 255(2) et (3) (conduite avec facultés affaiblies causant des lésions corporelles et conduite avec facultés affaiblies causant la mort);
- k) article 264 (harcèlement criminel);
- l) article 266 (voies de fait);
- m) article 267 (agression armée ou fait d'infliger des lésions corporelles);
- n) article 268 (voies de fait graves);
- *o*) article 269 (fait de causer illégalement 40 des lésions corporelles);
- p) article 269.1 (torture);

35

q) article 270 (voies de fait contre un agent de la paix);

- (t) paragraph 273(2)(b) (aggravated sexual assault);
- (u) paragraph 279(1.1)(b) (kidnapping);
- (v) subsection 279(2) (forcible confinement);
- (w) paragraph 279.1(2)(b) (hostage taking);
- (x) paragraph 344(b) (robbery);
- (y) paragraph 346(1.1)(b) (extortion);
- (z) section 433 (arson-disregard for human life);
- (z.1) section 434.1 (arson own property) where the commission of the offence seriously threatens the health or safety of another person;
- (z.2) section 436 (arson by negligence);
- (z.3) paragraph 465(1)(a) (conspiracy to commit murder);
- (z.4) an offence under section 5 (trafficking) of the *Controlled Drugs and Substances*Act; 20
- (z.5) an offence under section 6 (importing and exporting) of the *Controlled Drugs and Substances Act*; and
- (z.6) an offence under section 7 (production) of the *Controlled Drugs and Sub-25* stances Act

- r) article 271 (agression sexuelle);
- s) alinéa 272(2)b) (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou fait d'infliger des lésions corporelles);

3

10

- 5 t) alinéa 273(2)b) (agression sexuelle gra- 5 ve);
 - u) alinéa 279(1.1)b) (enlèvement);
 - v) paragraph 279(2)(séquestration);
 - w) alinéa 279.1(2)b) (prise d'otage);
 - x) alinéa 344b) (vol qualifié);
 - y) alinéa 346(1.1)*b*) (extorsion);

15

- z) article 433 (incendie criminel: indifférence à l'égard de la vie humaine);
- z.1) article 434.1 (incendie criminel : biens propres) lorsque la perpétration de l'infrac-15 tion constitue une menace grave envers la santé ou la sécurité d'autrui;
- z.2) article 436 (incendie criminel par négligence);
- z.3) alinéa 465(1)a) (complot en vue de 20 commettre un meurtre);
- z.4) infraction prévue à l'article 5 (trafic) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.
- z.5) infraction prévue à l'article 6 (importa-25 tion et exportation) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.
- z.6) infraction prévue à l'article 7 (production) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. 30





C-303

03 C-303

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Second session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-303

PROJET DE LOI C-303

An Act to amend the Criminal Code and the Young Offenders Act (capital punishment)

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants (peine capitale)

First reading, November 3, 1999

Première lecture le 3 novembre 1999



MR. HILL (Prince George—Peace River)

M. HILL (Prince George—Peace River)

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* and imposes the death penalty in all cases of first degree murder committed by a person eighteen years of age or more.

In addition, it provides that a person convicted of second degree murder may no longer apply to a judge for a reduction in the time to be served before the person is eligible for release or parole. This is also the case for a person under the age of eighteen who has been convicted of first degree murder and sentenced under the *Criminal Code* to imprisonment for life.

The enactment also changes the length of the prison terms that can be imposed under the *Young Offenders Act* on people under the age of eighteen who have committed first degree murder or second degree murder.

SOMMAIRE

Ce texte modifie le *Code criminel* et vise à imposer la peine de mort dans tous les cas de meurtre au premier degré commis par une personne âgée d'au moins dix-huit ans.

De plus, il prévoit qu'une personne déclarée coupable de meurtre au deuxième degré ne peut plus demander à un juge la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle. Il en est de même pour une personne âgée de moins de dix-huit ans et condamnée en vertu du *Code criminel* à l'emprisonnement à perpétuité pour avoir commis un meurtre au premier degré.

Ce texte modifie également les peines d'emprisonnement imposées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* aux personnes âgées de moins de dix-huit ans ayant commis un meurtre au premier ou au deuxième degré.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-303

PROJET DE LOI C-303

An Act to amend the Criminal Code and the Young Offenders Act (capital punishment) Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants (peine capitale)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989. c. 2: 1990. cc. 15. 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. cc. 1. 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47. 51; 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46: 1994, cc 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996. cc. 7. 8. 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15. 30, 34, 35, 37;

1. Section 235 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

235. (1) Every one who commits first degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced

1. L'article 235 du *Code criminel* est 5 remplacé par ce qui suit :

235. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné :

ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989. ch. 2; 1990. ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51: 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32. 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23. 30. 39: 1998. ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999,

L.R., ch.

C-46; L.R.,

ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52

(1er suppl.),

ch. 1, 24, 27, 35 (2e

suppl.), ch. 10, 19, 30, 34

(3e suppl.).

Peine pour meurtre au premier degré

ch. 5

1999. c. 5

Punishment

degree murder

for first

- (a) to death, where the person was eighteen years of age or more at the time of the commission of the offence; or
- (b) to imprisonment for life where the person was under the age of eighteen at the 5 time of the commission of the offence.

a) à mort lorsque le contrevenant avait au moins dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction:

b) à l'emprisonnement à perpétuité lorsque le contrevenant avait moins de dix-huit ans 5 au moment de la commission de l'infraction.

(2) Every one who commits second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(2) Ouiconque commet un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement 10 degré à perpétuité.

Peine pour meurtre au deuxième

Minimum punishment

Punishment

degree murder

for second

(3) For the purposes of Part XXIII, the 10 sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.

(3) Pour l'application de la partie XXIII, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine 15 minimale.

Peine minimale

2. The Act is amended by adding the following after section 675:

Right of appeal of person sentenced to death

675.1 (1) Notwithstanding any other provi- 15 sion of this Act, a person who has been sentenced to death may appeal to the court of appeal against the conviction on any ground of appeal that involves a question of law or fact or mixed law and fact.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 675, de ce qui suit :

675.1 (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, une personne condamnée à mort peut interjeter appel devant 20 la cour d'appel contre sa déclaration de culpabilité pour tout motif d'appel compor-20 tant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

Droit d'appel du condamné à mort

Notice deemed to have been given

(2) A person who has been sentenced to death shall, notwithstanding that the person has not given notice pursuant to section 678, be deemed to have given such notice and to have appealed against the conviction. 25 de culpabilité.

(2) Une personne qui a été condamnée à 25 Avis réputé mort est réputée, même si elle n'a pas donné l'avis prévu par l'article 678, avoir donné cet avis et avoir interjeté appel de sa déclaration

donné

Court of appeal may consider

(3) The court of appeal, on an appeal pursuant to this section, shall

(a) consider any ground of appeal alleged in the notice of appeal, if any notice has been 30 given; and

(b) consider the record to ascertain whether there are present any other grounds upon which the conviction ought to be set aside.

(3) La cour d'appel, à la suite d'un appel 30 Considéraprévu par le présent article :

tions par la cour d'appel

a) considère tout motif d'appel allégué dans l'avis d'appel, si un tel avis a été donné;

b) considère le dossier afin d'établir s'il renferme d'autres motifs pour lesquels la35 déclaration de culpabilité devrait être écartée.

3. Subsection 678(2) of the Act is replaced by the following:

Extension of

(2) The court of appeal or a judge thereof may at any time extend the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given, but this subsection does not apply where a sentence of 40 death has been imposed pursuant to a conviction.

3. Le paragraphe 678(2) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

(2) La cour d'appel ou l'un de ses juges peut 40 Prorogation proroger le délai de l'avis d'appel ou de l'avis d'une demande d'autorisation d'appel, mais le paragraphe ne s'applique présent lorsqu'une sentence de mort a été imposée à la suite d'une déclaration de culpabilité. 45

Effect of certificate from the registrar

(3) The production of a certificate from the registrar that notice of appeal has been given or the production of a certificate from the Minister of Justice that the Minister has exercised any of the powers conferred upon 5 him by section 690 is sufficient authority to suspend the execution of a sentence of death, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who 10 imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

Effet de la production du certificat du registraire

Suspension of execution of sentence of death

(4) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed, the execution of the sentence shall be suspended 15 until after the determination of the appeal pursuant to section 675.1 whether or not the production of a certificate mentioned in subsection (3) has been made, and where, as a result of such suspension, a new time is 20 required to be fixed for the execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

(3) La production d'un certificat du registraire qui atteste qu'un avis d'appel a été donné ou la production d'un certificat du ministre de la Justice qui atteste que ce dernier a exercé l'un des pouvoirs dont l'investit 5 l'article 690 constitue une autorisation suffisante de sursis à l'exécution d'une condamnation à mort et lorsque, conformément à ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, cette date 10 peut être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou par tout juge qui aurait pu tenir la même cour ou y siéger.

(4) Si, à la suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été 15 imposée, il doit être sursis à l'exécution de la condamnation jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel prévu par l'article 675.1 que le certificat mentionné au paragraphe (3) ait été produit ou non, et si, en conséquence de ce 20 sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, elle peut être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou

Sursis d'exécution d'une condamnation à mort

4. Subsection 682(4) of the Act is replaced 25 by the following:

Copies to interested parties

- (4) A party to an appeal is entitled to receive
- (a) without charge, if the appeal is against a conviction in respect of which a sentence of death has been imposed, or 30
- (b) on payment of any charges that are fixed by rules of court, in any other case,

a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1) and (2).

4. Le paragraphe 682(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

par tout juge qui pourrait avoir tenu la même

cour ou y avoir siégé.

(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir une copie ou une transcription de tout élément préparé en vertu des paragraphes (1) et (2) :

Copies aux parties intéressées

- a) soit sans frais, si l'appel vise une déclaration de culpabilité à l'égard de laquelle une condamnation à mort a été imposée;
- b) soit sur paiement des frais fixés par les 35 règles de cour, dans tout autre cas.

5. Section 691 of the Act is replaced by the 35 following:

Appeal from conviction

- 691. (1) A person who is convicted of an indictable offence other than an offence punishable by death and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to 40 est confirmée par la cour d'appel peut interjethe Supreme Court of Canada
 - (a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents; or

5. L'article 691 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- 691. (1) La personne déclarée coupable d'un acte criminel autre qu'une infraction 40 de culpabilité punissable de mort et dont la condamnation ter appel à la Cour suprême du Canada:
 - a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est 45 dissident:

Appel d'une déclaration

Appel

lorsque

l'acquitte-

ment est

annulé

(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.

Appeal where acquittal set aside

- (2) A person who is acquitted of an indictable offence other than an offence punishable by death or by reason of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder and whose acquittal is set aside by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada
 - (a) on any question of law on which a judge 10 of the court of appeal dissents;
 - (b) on any question of law, if the Court of Appeal enters a verdict of guilty against the person; or
 - (c) on any question of law, if leave to appeal 15 is granted by the Supreme Court of Canada.

6. The Act is amended by adding the following after section 691:

Appeal where sentence of death

- 691.1 Notwithstanding any other provision of this Act, a person
 - (a) who has been sentenced to death and whose conviction is affirmed by the court of appeal, or
 - (b) who is acquitted of an offence punishable by death and whose acquittal is set 25 aside by the court of appeal,

may appeal to the Supreme Court of Canada on any ground of law or fact or mixed law and fact.

7. Subsection 730(1) of the Act is replaced 30 by the following:

Absolute and conditional discharge

730. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which or an offence punishable by imprisonment for fourteen years or for life or by the death penalty, the court before which the accused appears may, if it considers it to be in the best public interest, instead of convicting the accused, by order direct that the accused be

- b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.
- (2) La personne qui est acquittée de l'accusation d'un acte criminel — sauf dans le cas 5 5 d'un acte criminel punissable de la peine de mort ou dans le cas d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux — et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel peut interjeter appel devant 10 la Cour suprême du Canada:
 - a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident:
 - b) sur toute question de droit, si la cour 15 d'appel a consigné un verdict de culpabili-
 - c) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada. 20

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 691, de ce qui suit :

691.1 Par dérogation à toute autre disposi-20 tion de la présente loi, peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada sur toute question 25 tion à mort de droit ou de fait ou toute question mixte de droit et de fait, toute personne qui, selon le cas:

Appel lors d'une condamna-

- a) a été condamnée à mort et dont la déclaration de culpabilité est confirmée par 30 la cour d'appel;
- b) est acquittée d'une infraction punissable de mort et dont l'acquittement est écarté par la cour d'appel.

7. Le paragraphe 730(1) de la même loi35 est remplacé par ce qui suit :

730. (1) Le tribunal devant lequel comparaît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable a minimum punishment is prescribed by law 35 d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit 40 pas de peine minimale ou qui n'est pas punissable de la peine de mort, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il interests of the accused and not contrary to the 40 y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans 45 nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous

Absolutions inconditionnelles et conditions

discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order made under subsection 731(2).

8. Paragraph 745(a) of the Act is replaced by the following:

(a) in respect of a person who has been convicted of high treason, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence.

8. L'alinéa 745a) de la même loi est

du paragraphe 731(2).

inconditionnellement ou aux conditions pré-

vues dans une ordonnance rendue aux termes

5 remplacé par ce qui suit :

a) pour haute trahison, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

9. Section 745.1 of the Act is replaced by the following:

Persons under

- 745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the 15 avait moins de dix-huit ans à la date de offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for 20 ment, selon le cas: parole until the person has served
 - (a) such period between ten and fifteen years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the 25 trial, ten years, in the case of a person convicted of first degree murder who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence;
 - (b) twenty-five years, in the case of a person 30 convicted of first degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence:
 - (c) such period between five and seven years of the sentence as is specified by the 35 judge presiding at the trial or, if no period is specified by the judge presiding at the trial, five years, in the case of a person convicted of second degree murder who was under the age of sixteen at the time of the commission 40 of the offence; and
 - (d) seven years, in the case of a person convicted of second degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence. 45

10. Section 745.3 of the Act is replaced by the following:

9. L'article 745.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- 745.1 En cas de condamnation à l'empri-10 Mineurs sonnement à perpétuité d'une personne qui l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération condi-15 tionnelle est subordonné à l'accomplisse
 - a) de dix ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré et qu'elle avait moins 20 de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus quinze ans;
 - b) de vingt-cinq ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de 25 meurtre au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction;
 - c) de cinq ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meur-30 tre au deuxième degré et qu'elle avait moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus sept ans;
 - d) de sept ans de la peine lorsque cette 35 personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction.

10. L'article 745.3 de la même loi est40 remplacé par ce qui suit :

Mineurs

Persons under sixteen

745.3 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of sixteen at the time of the commission of the before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce 10 a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for 15 release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that 20

- (a) in the case of first degree murder, is between ten and fifteen years, and
- (b) in the case of second degree murder, is between five years and seven years,

that the law would require the accused to serve 25 before the accused is eligible to be considered for release on parole.

11. Section 745.5 of the Act is replaced by the following:

Persons under sixteen

745.5 At the time of the sentencing under 30 section 745.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the 35 moment de la commission de l'infracoffender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court, may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recom- 40 mendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that

- (a) in the case of first degree murder, is between ten years and fifteen years, and 45
- (b) in the case of murder in the second degree, is between five years and seven years,

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé avant moins de seize ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier offence, the judge presiding at the trial shall, 5 ou au deuxième degré, lui poser la question 5 suivante:

> Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième) degré, et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à 10 perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recomman-15 dation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi :

- a) dans le cas d'un meurtre au premier degré à au moins dix ans et à au plus 20 quinze ans;
- b) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré à au moins cinq ans et à au plus sept ans.

11. L'article 745.5 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de seize ans au 30 tion — ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal - peut, compte tenu de l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances 35 entourant sa perpétration, ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 745.3, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle :

a) dans le cas d'un meurtre au premier 40 degré, à la période, comprise entre dix et quinze ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances;

Mineurs

Permission

de sortir et

semi-liberté

Permission

semi-liberté

de sortir et

without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

12. (1) Paragraph 745.6(1)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) has been convicted of high treason, or
- (2) Subsection 745.6(2) of the Act is repealed.
- 13. (1) The portion of subsection 746.1(2)of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Temporary absences and day parole

- (2) Subject to subsections (3) to (5), in respect of a person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the 15 tion conditionnelle, il ne peut être accordé, specified number of years of imprisonment,
- (2) Paragraph 746.1(3) of the Act is replaced by the following:
- Temporary (3) Notwithstanding the Corrections and absences and day parole person convicted of second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprison-

for parole

(a) no day parole may be granted under the 30 Corrections and Conditional Release Act;

ment the person is to serve without eligibility

- (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and Reformatories Act; and
- (c) no absence with escort otherwise than 35 for medical reasons may be authorized under either of those Acts.
- (4) Notwithstanding the Corrections and Conditional Release Act, in the case of any person convicted of first degree murder who 40 personne qui commet, avant l'âge de dix-huit was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sen-

- b) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, à la période, comprise entre cinq et sept ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances.
- 12. (1) L'alinéa 745.6(1)a) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :
- a) elle a été déclarée coupable de haute trahison:
 - (2) Le paragraphe 745.6(2) de la même loi est abrogé. 10
- 13. (1) Le passage du paragraphe 746.1(2) de la même loi précédant l'alinéa a) 10 est remplacé par ce qui suit :
 - (2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), en cas de condamnation à l'emprisonnement 15 à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libérasauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai : 20

(2) Le paragraphe 746.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (3) Malgré la Loi sur le système correction-Conditional Release Act, in the case of any 20 nel et la mise en liberté sous condition, la personne qui commet, avant l'âge de dix-huit 25 ans, un meurtre au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la eligibility for parole for a specified number of 25 présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du 30 dernier cinquième de ce délai, être admissible:
 - a) à la semi-liberté prévue par la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition: 35
 - b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par cette loi ou la Loi sur les prisons et les maisons de correction;
 - c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour 40 d'autres raisons que des raisons médicales.
 - (4) Malgré la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la ans, un meurtre au premier degré et qui fait 45 l'objet d'une condamnation d'emprisonne-

Permission de sortir et semi-liberté

Temporary absences and day parole

Permission

tenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of vears pursuant to this Act, until the expiration of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,

- (a) no day parole may be granted under the Corrections and Conditional Release Act:
- (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and Reformatories Act; and 10
- (c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons may be authorized under either of those Acts.
- (5) Notwithstanding the Corrections and 15 Conditional Release Act, in the case of any person convicted of second degree murder who was eighteen years or more at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without 20 eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole,
 - (a) no day parole may be granted under the 25 Corrections and Conditional Release Act;
 - (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and Reformatories Act; and
 - (c) no absence with escort otherwise than 30 for medical reasons may be authorized under either of those Acts.
- 14. The Act is amended by adding the following after section 746.1:

ment à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, avant l'expiration de ce délai, être admissible :

- a) à la semi-liberté prévue par la Loi sur le 5 système correctionnel et la mise en liberté sous condition:
- b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par cette loi ou la Loi sur les prisons et les maisons de correction: 10
- c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour d'autres raisons que des raisons médicales.
- (5) Malgré la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la 15 semi-liberté personne qui commet, lorsqu'elle a dix-huit ans ou plus, un meurtre au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à 20 la libération conditionnelle ne peut, avant l'expiration de ce délai, être admissible :

a) à la semi-liberté prévue par la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition: 25

- b) à la permission de sortir sans surveillance prévue par cette loi ou la Loi sur les prisons et les maisons de correction;
- c) à la permission de sortir sous surveillance, sous le régime de l'une de ces lois, pour 30 d'autres raisons que des raisons médicales.
- 14. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 746.1, de ce qui suit :

CAPITAL PUNISHMENT

746.11 A sentence of death shall be 35 executed by the intravenous injection of sodium thiopental administered in a quantity and in a manner calculated to cause death.

PEINE CAPITALE

746.11 L'exécution d'une condamnation à mort se fait par injection intraveineuse de 35 thiopental de sodium administré en une quantité et d'une façon calculée pour provoquer la

Injection intraveineuse

dation by jury

746.12 (1) Where a jury finds an accused guilty of an offence punishable by death, the 40 sé coupable d'une infraction punissable de 40 judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to it the following question:

746.12 (1) Lorsqu'un jury déclare un accumort, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante:

Recommandation par le

Recommen-

Intravenous

injection

You have found the accused guilty and the law requires that I now pronounce sentence of death against the accused. Do you wish to make any recommendation as to whether or not the accused should be granted clemency? 5 You are not required to make any recommendation but if you do make a recommendation either in favour of clemency or against it, your recommendation will be included in the report that I am required to make of this case to the 10 Attorney General of Canada and will be given due consideration.

Where jury is unable to agree on recommenda-

(2) If the jury reports to the judge that it is unable to agree upon a recommendation, either in favour of clemency or against it, and 15 the judge is satisfied that further retention of the jury would not lead to agreement, the judge shall ascertain the number of jurors who are in favour of making a recommendation for clemency and the number of jurors who are 20 against making such a recommendation and shall include such information in the report required by section 746.13.

Sentence of death to be reported to the Attorney General of Canada

746.13 A judge who sentences a person to death shall appoint a day for the execution of 25 à la peine de mort doit fixer une date pour the sentence, and in appointing that day shall allow a period of time that, in his opinion is sufficient to enable the Governor General to signify the pleasure of the Governor General before that day, and shall forthwith make a 30 report of the case to the Attorney General of Canada for the information of the Governor General

Appeal to court of appeal

746.14 (1) Where an accused is sentenced to death pursuant to a conviction and the 35 culpabilité a entraîné la condamnation à mort sentence has not been commuted pursuant to subsection 746.15(1), the appeal from the conviction made pursuant to section 675.1 shall be heard and determined as soon as practicable and the sentence shall not be 40 executed until after the determination of the appeal.

Appeal to Supreme Court of Canada

(2) Where an appeal from a conviction for an offence punishable by death is dismissed by the court of appeal and the sentence has not 45 been commuted pursuant to subsection 746.15(1)

Vous avez déclaré l'accusé coupable et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine de mort. Désirez-vous recommander qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit? Vous n'êtes pas tenus de faire une 5 recommandation, mais si vous recommandez qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit, votre recommandation sera insérée dans le rapport sur cette cause que je dois soumettre au procureur général du Canada et 10 il en sera dûment tenu compte.

(2) Si, dans son rapport au juge, le jury déclare qu'il est incapable de s'entendre sur une recommandation portant qu'il soit ou non usé de clémence et si le juge est convaincu 15 qu'aucune entente ne résultera de nouvelles délibérations du jury, le juge doit établir le nombre des jurés qui favorisent la présentation d'une recommandation à la clémence et le nombre de ceux qui s'y opposent et inclure 20 ce renseignement dans le rapport qu'exige l'article 746.13.

Impossibilité d'entente sur une recommandation

746.13 Un juge qui condamne une personne l'exécution de la sentence et, en fixant cette 25 date, accorder un délai suffisant, à son avis, pour permettre au gouverneur général de signifier son bon plaisir avant cette date, et il doit sans retard adresser au procureur général du Canada un rapport de l'affaire pour trans-30 mission au gouverneur général.

Rapport de la sentence de mort au procureur général du Canada

746.14 (1) Lorsqu'une déclaration de d'un accusé et que la peine n'a pas été conformément au paragraphe 35 746.15(1), l'appel de la déclaration de culpabilité prévu par l'article 675.1 doit être entendu et jugé dès que possible et la sentence ne peut être exécutée avant le jugement sur l'appel. 40

Appel devant une cour d'appel

(2) Lorsqu'un appel d'une déclaration de culpabilité pour une infraction punissable de mort est rejeté par la cour d'appel et que la peine n'a pas été commuée conformément au paragraphe 746.15(1): 45

Appel à la Cour suprême du Canada

- (a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the period for giving notice of appeal; and
- (b) any appeal from the judgment of the court of appeal shall be heard and deter- 5 mined as soon as practicable after notice is given thereof, and the sentence shall not be executed until after the determination of the appeal.

New time for the execution

(3) Where the execution of a sentence of 10 death has been suspended pursuant to subsection (1) or (2) and the conviction for which the sentence was imposed is affirmed on appeal, a new time for the execution of the sentence, not less than sixty days and not more than 15 ninety days after the delivery of the judgment in appeal, shall be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

Commuting death sentence

746.15 (1) The Governor in Council may 20 commute a sentence of death imposed upon a person in respect of an offence to imprisonment for life where a majority of the jurors who found the person guilty of the offence recommended in favour of commuting the 25 sentence.

Effects of commutation

- (2) Notwithstanding this Act, the Corrections and Conditional Release Act or any other Act of Parliament, where the Governor in Council commutes a death sentence imposed 30 on a person to imprisonment for life,
 - (a) no parole may be granted;
 - (b) no day parole may be granted under the Corrections and Conditional Release Act;
 - (c) no absence without escort may be 35 authorized under that Act or the Prisons and Reformatories Act; and
 - (d) no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's inquest 40 may be authorized under either the Corrections and Conditional Release Act or the Prisons and Reformatories Act.

- a) la sentence ne peut être exécutée qu'après l'expiration du délai accordé pour donner avis d'un appel;
- b) un appel du jugement de la cour d'appel doit être entendu et jugé dès que possible 5 après réception de l'avis, et la sentence ne peut être exécutée avant le jugement sur l'appel.
- (3) Lorsque l'exécution d'une condamnation à mort a été suspendue conformément aux 10 paragraphes (1) ou (2) et que la déclaration de culpabilité qui a entraîné la condamnation est confirmée en appel, une nouvelle date d'exécution de la condamnation, date postérieure d'au moins soixante et d'au plus quatre-vingt-15 dix jours à celle du prononcé du jugement rendu en appel, doit être fixée par le juge qui a imposé la sentence ou tout juge ayant siégé à la même cour.

Nouvelle date d'exécution

746.15 (1) Le gouverneur en conseil peut 20 Commutacommuer la condamnation à mort d'une personne pour une infraction en une peine d'emprisonnement à perpétuité lorsque la majorité des jurés qui ont déclaré la personne coupable de l'infraction a recommandé cette 25 commutation.

peine de mort

- (2) Par dérogation à la présente loi, à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et à toute autre loi fédérale, lorsque le gouverneur en conseil30 commue la condamnation à mort d'une personne à une peine d'emprisonnement à perpétuité, il ne peut être accordé à cette personne :
 - a) de libération conditionnelle;
 - b) de semi-liberté en application de la Loi35 sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition:
 - c) de permission de sortir sans escorte sous le régime de la loi visée à l'alinéa b) ou de la Loi sur les prisons et les maisons de 40 correction:
 - d) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une des lois visées à l'alinéa c), sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures 45 judiciaires ou d'enquêtes du coroner.

Effets de la commutation

When judge may reprieve

(3) Where a judge who sentences a person to death or any judge who might have held or sat in the same court considers that the person should be recommended for the royal mercy, or that, for any reason, it is necessary to delay 5 the execution of the sentence, the judge may. at any time, reprieve the person for any period that is necessary for the purpose.

(3) Lorsqu'un juge qui condamne une personne à mort ou tout juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou v avoir siégé estime que la personne devrait être recommandée à la clémence royale, ou que, pour une raison 5 quelconque, il est nécessaire de retarder l'exécution de la sentence, le juge peut, à toute époque, accorder à cette personne un sursis pour toute période qui est nécessaire à cette 10

Sursis accordé par un juge

Notice to authorities

(4) A copy of an instrument duly certified by the Clerk of the Privy Council or a writing 10 certifiée par le greffier du Conseil privé ou un under the hand of the Attorney General of Canada or Deputy Attorney General of Canada declaring that a sentence of death is commuted is sufficient notice to and authority for all persons having control over the prisoner 15 to do all things necessary to give effect to the commutation.

(4) Une copie d'un instrument dûment écrit sous le seing du procureur général du Canada ou du procureur général adjoint, déclarant qu'une sentence de mort a été 15 commuée, constitue, pour toutes personnes ayant autorité sur le prisonnier, un avis et une autorisation suffisants de faire tout ce qui est requis pour donner effet à la commutation.

Avis aux

Sentence of death in N.W.T. Yukon and Nunavut

(5) A judge who sentences a person to death in the Northwest Territories, in the Yukon Territory or in Nunavut shall, after appointing 20 a day for the execution of the sentence, forthwith forward to the Attorney General of Canada full notes of the evidence taken at the trial and his report upon the case, and the execution of the sentence shall be suspended 25 until the report is received and the pleasure of the Governor General is signified, and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who 30 imposed the sentence or any judge having equivalent jurisdiction.

(5) Un juge qui condamne une personne à 20 Sentence de mort dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le territoire du Yukon ou au Nunavut doit, après avoir fixé une date pour l'exécution de la sentence, envoyer immédiatement au procureur général du Canada des notes complètes 25 de la preuve recueillie lors du procès, ainsi que son rapport sur l'affaire, et l'exécution de la sentence est suspendue jusqu'à ce que le rapport soit reçu et que le gouverneur général signifie son bon plaisir. Lorsque, par suite de 30 cette suspension, il est nécessaire de fixer une

mort dans les Territoires du N.-O., dans le territoire du Yukon et au Nunavut

Pregnancy

746.16 (1) A female person who is sentenced to death may move in arrest of execution on the ground that she is pregnant.

746.16 (1) Une personne du sexe féminin condamnée à mort peut demander à la cour 35 qu'il soit sursis à son exécution pour le motif qu'elle est enceinte.

autre date pour l'exécution de la sentence, cette date peut être fixée par le juge qui a

imposé la sentence ou par tout juge possédant

une juridiction équivalente.

Femme enceinte

35

Examination

(2) Where a motion is made under subsection (1), the court shall direct one or more registered medical practitioners to be sworn to examine the female person together or successively and to determine whether or not she is 40 pregnant.

(2) Lorsqu'une motion est présentée en 40 Examen vertu du paragraphe (1), la cour ordonne à un ou plusieurs médecins inscrits de prêter serment pour examiner la personne du sexe féminin, soit ensemble, soit successivement, et de déterminer si elle est enceinte ou non.

Arresting execution

(3) Where, from the report of a medical practitioner sworn under subsection (2), it appears to the court that the female person is pregnant, execution shall be arrested until she is delivered of the child or until it is no longer possible in the course of nature that she should be so delivered.

(3) Lorsque, sur rapport d'un médecin assermenté en vertu du paragraphe (2), il apparaît à la cour que la personne du sexe féminin est enceinte, il est sursis à l'exécution 5 de la sentence jusqu'après son accouchement 5 ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible, dans le cours de la nature, qu'elle soit ainsi délivrée.

Sursis à l'exécution

Prisoner to be confined apart

746.17 (1) A person who is sentenced to death shall be confined in a safe place within a prison apart from all other prisoners.

746.17 (1) Une personne qui est condamnée à mort doit être enfermée en un lieu sûr dans 10 10 les limites d'une prison et isolée de tous les autres prisonniers.

Prisonnier enfermé à

Who to have access

(2) No person other than the keeper of the prison and his servants, the prison doctor and a minister or a representative of a faith professed by the person who is sentenced to death shall have access to the person who is 15 sentenced to death unless permission is given in writing by a judge of the court by which the sentence was imposed or by the sheriff.

(2) Nul autre que le gardien de la prison et ses serviteurs, le médecin de la prison et un ministre ou représentant d'un culte dont le 15 condamné se réclame n'a accès auprès d'une personne condamnée à mort, à moins qu'une permission écrite n'ait été donnée par un juge de la cour qui a prononcé la sentence ou par le 20 shérif.

Accès auprès prisonnier condamné à

Place of execution

746.18 (1) A sentence of death shall be executed within the walls of a prison.

746.18 (1) Une sentence de mort doit être 20 exécutée à l'intérieur des murs d'une prison.

Lieu de l'exécution

Who shall attend

(2) The sheriff, the keeper of the prison, the prison doctor and any other persons required by the sheriff shall be present at the execution of a sentence of death.

(2) Le shérif, le gardien de la prison, le médecin de la prison et toutes autres personnes requises par le shérif doivent assister à 25 l'exécution d'une sentence de mort.

Présence obligatoire

Who may attend

(3) A minister or a representative of a faith 25 professed by the person who is sentenced to death and any other person whom the sheriff considers it proper to admit may attend the execution of a sentence of death.

(3) Peuvent assister à l'exécution d'une sentence de mort:

Présence. facultative.

a) un ministre ou un représentant d'un culte dont le condamné se réclame;

b) toute personne que le shérif juge opportun d'admettre.

Certificate of death

746.19 (1) The prison doctor shall, as soon 30 as possible after a sentence of death has been executed, examine the body of the executed person, ascertain the fact of death and sign and deliver to the sheriff a certificate in Form 52.

746.19 (1) Le médecin de la prison doit, le plus tôt possible après qu'une sentence de mort a été exécutée, examiner le corps de la35 personne exécutée, constater le fait de la mort. signer une déclaration selon la formule 52 et

Certificat de

Declaration by sheriff and keeper

(2) The sheriff, the keeper of the prison and 35 any other persons who are present at the execution of a sentence of death shall, if required by the sheriff, sign a declaration in Form 53.

(2) Le shérif, le gardien de la prison et toutes autres personnes qui assistent à l'exécution 40 du gardien d'une sentence de mort doivent, s'ils en sont requis par le shérif, signer une déclaration selon la formule 53.

la remettre au shérif.

Déclaration du shérif et

exécutée.

recevoir.

ordonne autrement.

Deputies may act

746.2 Any duty that is imposed upon a sheriff, keeper of the prison or prison doctor by section 746.18 may, and in his absence shall, be performed by his lawful deputy or assistant or by the officer or person who 5 ordinarily acts for him or with him.

746.2 Tout devoir imposé à un shérif, à un gardien de la prison ou à un médecin de la prison en vertu de l'article 746.18 peut, et en son absence, doit être accompli par son substitut ou adjoint légal, ou par le fonction- 5 naire ou la personne qui ordinairement agit pour lui ou avec lui.

Adjoint du shérif du gardien ou du médecin

Coroner's inquest

746.21 (1) A coroner of a district, county or place where a sentence of death is executed shall, within twenty-four hours after the execution of the sentence, hold an inquest on 10 the body of the executed person.

746.21 (1) Un coroner d'un district, d'un comté ou d'un lieu où une sentence de mort est exécutée, doit, dans les vingt-quatre heures 10 qui suivent l'exécution de la sentence, tenir une enquête sur le corps de la personne exécutée.

Enquête du coroner

Identity of the body of the executed person

(2) The coroner shall, at the inquest referred to in subsection (1), inquire into and ascertain the identity of the body of the executed person and whether sentence of death was duly 15 executed.

(2) Le coroner doit, à l'enquête mentionnée au paragraphe (1), s'enquérir et s'assurer de 15 l'identité du corps de la personne exécutée, et constater si la sentence de mort a été dûment

Identité du corps de la personne exécutée

Inquisition in duplicate

(3) The coroner shall prepare the inquisition in duplicate and shall deliver one to the sheriff.

(3) Le coroner doit préparer le procès-verbal de l'enquête en double exemplaire et en 20 remettre un au shérif.

Procès-verhal en double exemplaire

Documents to be sent to Attorney General of Canada

746.22 Where a sentence of death is executed, the sheriff shall, as soon as possible, 20 executée, le shérif doit, le plus tôt possible, send the certificates mentioned in section 746.19 and the inquisition referred to in subsection 746.21(3) to the Attorney General of Canada or to the person who, from time to time, is appointed by the Governor in Council 25 to receive them.

746.22 Lorsqu'une sentence de mort est envoyer les certificats mentionnés à l'article 746.19 et le procès-verbal mentionné au 25 paragraphe 746.21(3) au procureur général du Canada ou à la personne qui, à l'occasion, est

Documents envoyés au procureur général du Canada

Place of burial

746.23 The body of a person who is executed pursuant to a sentence of death shall be buried within the prison in which the sentence was executed, unless the Lieutenant- 30 Governor in Council, the Commissioner of the Yukon Territory, the Commissioner of the Northwest Territories or the Commissioner of Nunavut, as the case may be, otherwise orders.

746.23 Le corps d'une personne qui est 30 Lieu de exécutée en conformité d'une sentence de mort doit être inhumé dans les limites de la prison où la sentence a été exécutée, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, le commissaire du territoire du Yukon, le com-35 missaire des Territoires du Nord-Ouest ou le commissaire du Nunavut, selon le cas, n'en

désignée par le gouverneur en conseil pour les

l'inhumation

Saving

746.24 Failure to comply with sections 35 746.15 to 746.22 does not make the execution of a sentence of death illegal where the execution would otherwise have been legal.

746.24 L'omission de se conformer aux articles 746.15 à 746.22 ne rend pas illégale 40 l'exécution d'une sentence de mort dans les cas où l'exécution aurait autrement été légale.

Réserve

Regulations

Public office

vacated for

conviction

746.25 The Governor in Council may make regulations with respect to the execution of sentences of death.

15. Subsection 750(1) of the Act is replaced by the following:

750. (1) Where a person is convicted of an indictable offence for which the person is sentenced to death or to imprisonment for two years or more and holds, at the time that or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.

16. Part XXVIII of the Act is amended by adding the following forms after Form 51:

FORM 52

(subsection 746.19(1))

CERTIFICATE OF EXECUTION OF SENTENCE OF DEATH

I, A.B., prison doctor of the (prison), at 15 _, hereby certify that I examined the body of C.D. on whom sentence of death was _ day executed in the said prison and that I found that the said C.D. was dead.

Dated	this		day	of	A.D. 20
	_, at _	·			

Prison Doctor

FORM 53

(subsection 746.19(2))

DECLARATION OF SHERIFF AND OTHERS

We, the undersigned, hereby declare that sentence of death was this day executed on 25 tes que sentence de mort a été, ce jour, 25 C.D., in our presence in the (prison) at

Dated	this	 day	of	 A.D.
	at			

746.25 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort.

15. Le paragraphe 750(1) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

750. (1) Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient vacant dès que son titulaire a été déclaré coupable d'un acte criminel et condamné à person is convicted, an office under the Crown 10 mort ou à un emprisonnement de deux ans ou 10 plus.

Règlements

Vacance

16. La partie XXVIII de la même loi est modifiée par adjonction, après la formule 51. des formules suivantes :

FORMULE 52

(paragraphe 746.19(1))

CERTIFICAT D'EXÉCUTION DE LA SENTENCE DE MORT

Je, A.B., médecin de la (prison), à15 __, certifie par les présentes que j'ai examiné le corps de C.D., sur lequel sentence de mort a été exécutée ce jour, dans ladite prison, et que j'ai constaté la mort dudit C.D.

Daté du	jour de	 en 1'an 20
de grâce	, à	

Médecin de la prison

FORMULE 53

(paragraphe 746.19(2))

DÉCLARATION DU SHÉRIF ET D'AUTRES

Nous, soussignés, déclarons par les présenexécutée en notre présence sur C.D. dans la (prison) à

Daté	du _	jour	de	,	en
'an de	grâce	_, à			

Sheriff of Keeper of the prison of	Shérif de
Others	Autres

R.S., c. Y-1; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 24 (2nd Supp.), c. 1 (3rd Supp.), c. 1 (4th Supp.); 1991, c. 43; 1992, cc. 1, 11, 47; 1993, cc. 28, 45; 1994, c. 26; 1995, cc. 19, 22, 27, 39; YOUNG OFFENDERS ACT

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

L.R., ch. Y-1; L.R., ch. 27 (1er suppl.), ch. 24 (2e suppl.), ch. 1 (3e suppl.); ch. 1 (4e suppl.); 1991, ch. 43; 1992, ch. 1, 11, 47; 1993, ch. 28, 45; 1994, ch. 26; 1995, ch. 19, 22, 27, 39; 1996, ch.

17. (1) Paragraph 20(1)(k.1) of the *Young Offenders Act* is replaced by the following:

- (k.1) order the young person to serve a disposition
 - (i) in the case of first degree murder 10 committed when the young person was sixteen or seventeen, not exceeding twenty-five years and not less than fifteen years comprised of
 - (A) a committal to custody, to be 15 served continuously, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), be less than ten years from the date of committal, and
 - (B) a placement under conditional 20 supervision to be served in the community in accordance with section 26.2,
 - (i.1) in the case of first degree murder committed when the person was under the age of sixteen, not exceeding fifteen 25 years and not less than ten years comprised of
 - (A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), 30 be less than seven years from the date of committal, and
 - (B) a placement under conditional supervision to be served in the commu-

- 17. (1) L'alinéa 20(1)k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est remplacé par ce qui suit :
 - *k*.1) l'imposition par ordonnance :
 - (i) dans le cas d'un meurtre au premier degré commis à l'âge de seize ou dix-sept ans, d'une peine de quinze à vingt-cinq ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de 15 façon continue, pour une période minimale de dix ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition, au sein de la 20 collectivité conformément à l'article 26.2,
 - (i.1) dans le cas d'un meurtre au premier degré commis avant l'âge de seize ans, d'une peine de dix à quinze ans consis-25 tant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période minimale de sept ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1),30 et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition, au sein de la collectivité conformément à l'article 26.2,
 - (ii) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, d'une peine de cinq à dix ans 35 consistant, d'une part, en une mesure de

Combined

duration of

dispositions

- nity in accordance with section 26.2, and
- (ii) in the case of second degree murder, not exceeding ten years and not less than five years comprised of
 - (A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), be less than four years from the date of 10 committal, and
 - (B) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 26.2; and

placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période minimale de quatre ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), et, d'autre part, en la mise en liberté sous 5 condition, au sein de la collectivité conformément à l'article 26.2;

(2) Subsection 20(4) of the Act is replaced 15 by the following:

(4) Subject to subsection (4.1), where more than one disposition is made under this section in respect of a young person with respect to duration of those dispositions shall not exceed three years, except where one of those offences is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of ous combined duration of those dispositions shall not exceed

(a) in the case of first degree murder committed when the person was sixteen or seventeen, twenty-five years; 30

- (b) in the case of first degree murder committed when the person was under the age of sixteen, fifteen years; or
- (c) in the case of second degree murder, ten years. 35

(3) Paragraph 20(4.1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) the combined duration of all the dispositions may exceed three years, except where the offence is, or one of the previous 40 offences was
 - (i) first degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code. committed when the person was sixteen or seventeen, in which case the continu- 45 ous combined duration of the dispositions may exceed twenty-five years,

(2) Le paragraphe 20(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (4) Sous réserve du paragraphe (4.1), lors-10 Durée totale que plusieurs décisions sont prises dans le cadre du présent article à l'endroit d'un different offences, the continuous combined 20 adolescent pour des infractions différentes, leur durée totale continue ne doit pas dépasser trois ans, sauf dans le cas où l'une de ces 15 infractions est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de the Criminal Code, in which case the continu-25 l'article 231 du Code criminal, auquel cas leur durée totale continue ne peut être supérieure :
 - a) à vingt-cinq ans dans le cas d'un meurtre 20 au premier degré commis à l'âge de seize ou dix-sept ans;
 - b) à quinze ans dans le cas d'un meurtre au premier degré commis avant l'âge de seize 25
 - c) à dix ans dans le cas d'un meurtre au deuxième degré.

(3) L'alinéa 20(4.1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) la durée totale d'application des déci-30 sions peut être supérieure à trois ans, sauf dans le cas où cette nouvelle infraction ou l'une des infractions antérieures est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du 35 Code criminel, auquel cas leur durée totale continue peut être supérieure :

- (ii) first degree murder committed when the person was under the age of sixteen, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed fifteen years, or
- (iii) second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed ten years.

COMING INTO FORCE

Coming into force

18. This Act shall come into force one year immediately following the day it is assented to.

- (i) à <u>vingt-cinq</u> ans dans le cas d'un meurtre au premier degré <u>commis à l'âge</u> de seize ou dix-sept ans,
- (ii) à quinze ans dans le cas d'un meurtre au premier degré commis avant l'âge de 5 seize ans,
- (iii) à dix ans dans le cas d'un meurtre au deuxième degré.

ENTRÉE EN VIGUEUR

18. La présente loi entre en vigueur un an après sa sanction.

Entrée en vigueur un an 10

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

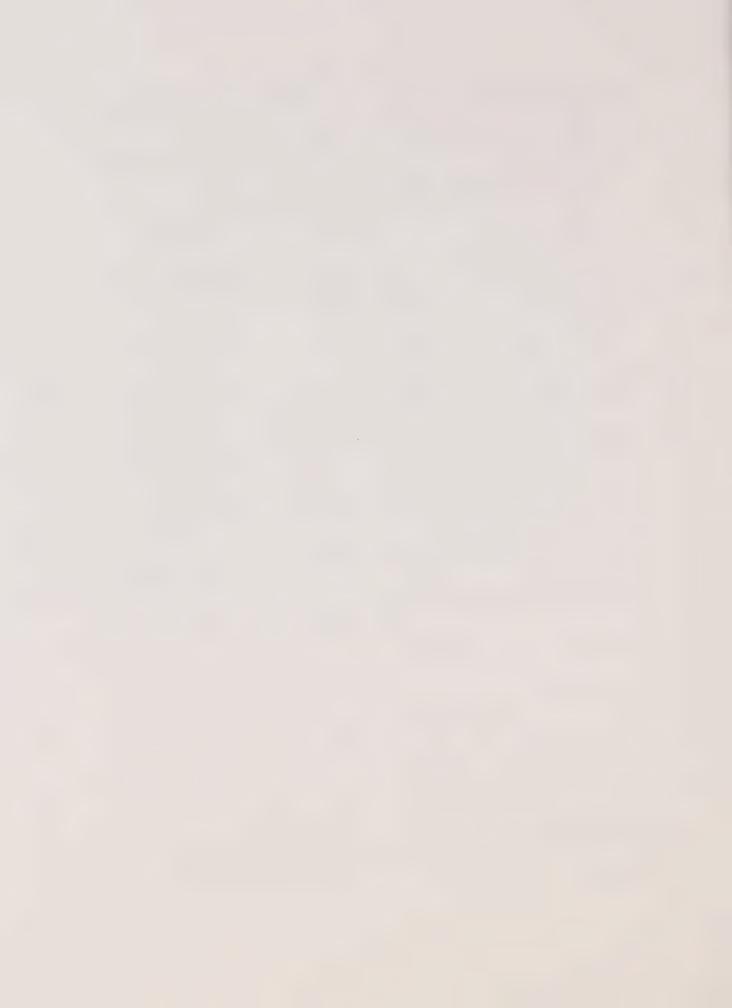
Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-304

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-304

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-304

PROJET DE LOI C-304

An Act to amend the Divorce Act (joint custody)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (garde partagée des enfants)

First reading, November 4, 1999

Première lecture le 4 novembre 1999



MR. HILL (Prince George—Peace River)

M. HILL (Prince George—Peace River)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that courts grant custody of a child of the marriage to both spouses unless there exists evidence that to do so would not be in the best interests of the child.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de faire en sorte que les tribunaux accordent la garde de l'enfant d'un mariage aux deux époux, à moins qu'il n'y ait des éléments de preuve indiquant qu'il ne serait pas dans le meilleur intérêt de l'enfant de le faire.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-304

PROJET DE LOI C-304

An Act to amend the Divorce Act (joint custody)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (garde partagée des enfants)

R.S., cc. 3, 27 (2nd Supp.); 1990, c. 18; 1992, c. 51; 1993, cc. 8, 28; 1997, c. 1; 1998, cc. 15, 30; 1999, cc. 3, 31 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La Loi sur le divorce est modifiée par

confiant la garde d'un enfant à charge conjoin-10

5 adjonction, après l'intertitre précédant 5

l'article 16, de ce qui suit :

tement aux deux époux.

tribunal.

L.R., ch. 3. 27 (2e suppl.); 1990, ch. 18; 1992, ch. 51; 1993, ch. 8. 28; 1997, ch. 1; 1998, ch. 15, 30; 1999, ch. 3, 31

1. The *Divorce Act* is amended by adding the following immediately after the heading preceding section 16:

15.4 (1) Subject to subsections (2) to (5), where a court of competent jurisdiction, on application, makes an order respecting the custody of a child of the marriage, the order 10 shall grant custody of the child to both spouses jointly.

15.4 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à Ordonnance de garde partagée (5), le tribunal compétent rend, sur demande, dans une action en divorce, une ordonnance

Autre

ordonnance

Other order

Order for joint

custody

(2) The court may, on application by either or both spouses or any other person, make an order respecting any or all children of the 15 marriage that is different from the order provided for in subsection (1) where, in the opinion of the court, the best interests of the child or children so require.

(2) Le tribunal peut, sur demande des époux ou de l'un d'eux ou de toute autre personne, rendre une ordonnance relative à la garde des enfants à charge différente de celle prévue au 15 paragraphe (1), s'il estime que l'intérêt de l'enfant ou des enfants le justifie.

Application by other person (3) A person, other than a spouse, may not 20 make an application under subsection (1) or (2) without leave of the court.

(3) Pour présenter une demande au titre du paragraphe (1) ou (2), une personne autre qu'un époux doit obtenir l'autorisation du 20

Demande par une autre personne

Arrangement

- (4) In proceedings under this section, where the spouses have entered into an arrangement respecting the custody of a child that is 25 different from the joint custody provided for in subsection (1), the court may
- a) soit rendre une ordonnance pour y donner effet:

ce qui est prévu au paragraphe (1), le tribunal

(4) Si les époux ont convenu un arrangement relatif à la garde d'un enfant différent de

- (a) make an order giving effect to the arrangement; or
- b) soit, s'il estime que l'arrangement est préjudiciable à l'enfant, rendre toute autre ordonnance qu'il estime indiquée à cet30 égard.
- (b) where, in its opinion, the arrangement is 30 detrimental to the child, make any other

Entente

25

order that it believes is in the best interests of the child.

Abuse or neglect

(5) Where the court finds, on application by one of the spouses or by any other person, that a child of the marriage has suffered neglect, abuse or other mistreatment by one of the spouses, the court may make an order respecting the custody of the child that it believes is in the best interests of the child.

Terms and conditions

(6) The court may make an order under this 10 section that is different from the order provided for in subsection (1) for a definite or indefinite period or until the happening of a specified event and may impose such other terms, conditions or restrictions in connection 15 l'ordonnance peut être assujettie aux modalitherewith as it thinks fit and just.

Order respecting change of residence

(7) Without limiting the generality of subsection (6), the court may include in an order under this section a term requiring any marriage and who intends to change the place of residence of that child to notify, at least thirty days before the change or within such other period before the change as the court may specify, any person who is granted access 25 to that child of the change, the time at which the change will be made and the new place of residence of the child.

Factors

- (8) In making an order under this section, the court
 - (a) shall take into consideration only the best interests of the child of the marriage as determined by reference to the condition, means, needs and other circumstances of 35 the child;
 - (b) shall not take into consideration the past conduct of any person unless the conduct is relevant to the ability of that person to act as a parent of a child; and
 - (c) shall give effect to the principle that a 40 child of the marriage should have as much contact with each spouse as is consistent with the best interests of the child and, for that purpose, shall take into consideration

(5) S'il est prouvé, à la suite d'une demande présentée par l'un des époux ou par toute autre personne, qu'un enfant à charge a été victime de négligence, d'abus ou de tout autre mauvais traitement de la part de l'un des époux, le 5 tribunal peut rendre, relativement à la garde de l'enfant, l'ordonnance qu'il estime indiquée.

Abus ou négligence

(6) La durée de validité de l'ordonnance différente de celle prévue au paragraphe (1)10 rendue par le tribunal conformément au présent article peut être déterminée ou indéterminée ou dépendre d'un événement précis; tés ou restrictions que le tribunal estime justes 15 et appropriées.

Modalités de l'ordonnance

(7) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (6), le tribunal peut inclure dans l'ordonnance, qu'il rend au titre du présent person who has custody of a child of the 20 article, une disposition obligeant la personne 20 qui a la garde d'un enfant à charge et qui a l'intention de changer le lieu de résidence de celui-ci, d'informer au moins trente jours à l'avance, ou dans le délai antérieur au changement que lui impartit le tribunal, toute person-25 ne qui a un droit d'accès à cet enfant du moment et du lieu du changement.

Ordonnance relative au changement de résidence

(8) En rendant une ordonnance conformé-30 ment au présent article, le tribunal

considérés

- a) ne tient compte que de l'intérêt de 30 l'enfant à charge, défini en fonction de ses ressources, de ses besoins et, d'une façon générale, de sa situation;
- b) ne tient pas compte de la conduite antérieure d'une personne, sauf si cette 35 conduite est liée à l'aptitude de la personne à agir à titre de père ou de mère;
- c) applique le principe selon lequel l'enfant à charge doit avoir avec chaque époux le plus de contact compatible avec son propre 40 intérêt et, à cette fin, tient compte du fait que la personne pour qui la garde est demandée est disposée ou non à faciliter ce contact.

the willingness of the person for whom custody is sought to facilitate such contact.

2. (1) Subsections 16(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Access

16. (1) A court of competent jurisdiction 5 may, on application by either or both spouses or by any other person, make an order respecting access to any or all children of the marriage.

Interim order for custody

(2) Where an application is made under 10 subsection (1), the court may, on application by either or both spouses or by any other person, make an interim order respecting the custody of or the access to, or the custody of marriage pending determination of the application under subsection (1) or under subsection 15.4(2) or (5).

(2) Subsection 16(4) of the Act is replaced by the following:

Joint access

(4) The court may make an order under this section granting access to any or all children of the marriage to any one or more persons.

2. (1) Les paragraphes 16(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

16. (1) Le tribunal compétent peut, sur demande des époux ou de l'un d'eux ou de toute autre personne, rendre une ordonnance 5 relative à l'accès auprès des enfants à charge.

Accès

Ordonnance

de garde

provisoire

(2) Le tribunal peut, sur demande des époux ou de l'un d'eux ou de toute autre personne, rendre une ordonnance provisoire relative soit à la garde des enfants à charge ou de l'un 10 d'eux, soit à l'accès auprès de ces enfants, soit and access to, any or all children of the 15 aux deux, dans l'attente d'une décision sur la demande visée au paragraphe (1) ou 15.4(2) ou (5).

(2) Le paragraphe 16(4) de la même loi 15 20 est remplacé par ce qui suit :

(4) L'ordonnance rendue par le tribunal conformément au présent article peut prévoir l'accès auprès des enfants à charge ou de l'un d'eux par une ou plusieurs personnes. 20

Accès par plusieurs personnes

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-305

C-305

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

PROJET DE LOI C-305

An Act to amend the Criminal Code (prohibiting certain offenders from changing their name)

Loi modifiant le Code criminel (interdiction à certains contrevenants de changer leur nom)

First reading, November 4, 1999

Première lecture le 4 novembre 1999



Mr. White (Langley—Abbotsford)

M. WHITE (Langley—Abbotsford)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prevent violent offenders from changing their name either during or after incarceration.

SOMMAIRE

Ce texte vise à empêcher les auteurs de crimes violents de changer leur nom soit pendant leur incarcération, soit après.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

PROJET DE LOI C-305

An Act to amend the Criminal Code (prohibiting certain offenders from changing their name)

Loi modifiant le Code criminel (interdiction à certains contrevenants de changer leur nom)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51. 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2: 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51: 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R., ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7 9, 15, 30, 34 35, 37; 1999, ch. 5

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 727:

Order respecting change of name

30, 34, 35, 37;

1999, c. 5

727.1 (1) Where an offender is convicted of first degree murder, second degree murder or an offence under section 273 (aggravated sexual assault), the court that sentences the offender, in addition to any other punishment 10 that may be imposed for that offence or any

1. Le *Code criminel* est modifié par 5 adjonction, après l'article 727, de ce qui 5 suit :

727.1 (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction de meurtre au premier degré, de meurtre au deuxième degré ou d'une infraction à l'article 273 (agression 10 sexuelle grave), le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine déjà

Ordonnance relative au changement de nom other condition prescribed in the order of discharge, shall make an order prohibiting the offender from changing his or her name by application under provincial law or informally by assuming another name.

infligée au contrevenant ou de toute autre condition déjà imposée dans l'ordonnance d'absolution, rendre une ordonnance lui interdisant de présenter une demande de change-5 ment de nom conformément aux lois provin- 5 ciales ou de se servir d'un nom d'emprunt non officiel.

Conditions or exemptions

(2) The court may make the order of prohibition subject to any conditions or exemptions that it directs.

Conditions (2) Le tribunal peut assortir l'interdiction de on exceptions toute condition ou de toute exception qu'il

10

Duration of order

(3) The prohibition may be for life or for any shorter duration that the court considers 10 ou pour une période plus courte, selon ce que desirable and begins on the date on which the order is made.

(3) L'interdiction peut être faite à perpétuité le tribunal estime approprié. L'interdiction vaut du jour où l'ordonnance est rendue.

estime appropriée.

Durée d'application

compétent

Appropriate court

(4) A court that makes an order of prohibition or, where the court is for any reason unable to act, another court of equivalent 15 jurisdiction in the same province may, on application of the offender or the prosecutor, require the offender to appear before it at any time.

(4) Le tribunal qui prononce cette interdic-15 Tribunal tion, ou une autre cour de compétence équivalente si le premier tribunal n'est pas en mesure d'agir pour un motif quelconque, peut sur demande du contrevenant ou du poursuivant, exiger du contrevenant qu'il comparaisse 20 devant lui toutes les fois que le tribunal le juge utile.

Variation of conditions

(5) After hearing the parties on an applica- 20 tion under subsection (3), the court may vary the conditions prescribed in the order if, in the opinion of the court, the variation is desirable because of changed circumstances.

(5) Après avoir entendu les parties à Modification conditions

Offence

- (6) Every person who is bound by an order 25 of prohibition and who does not comply with the order is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two 30
 - (b) an offence punishable on summary conviction.

l'occasion d'une demande présentée conformément au paragraphe (3), le tribunal peut 25 modifier les conditions de l'ordonnance si, à son avis, cette modification est justifiée par le changement des circonstances.

Infraction

- (6) Quiconque, étant soumis à une telle ordonnance d'interdiction, omet de conformer, est coupable:
 - a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
 - b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 35 sommaire.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-306

PROJET DE LOI C-306

An Act to amend the Debt Servicing and Reduction Account Act (gifts to the Crown) Loi modifiant la Loi sur le compte de service et de réduction de la dette (dons à l'État)

First reading, November 4, 1999

Première lecture le 4 novembre 1999



Palates sur

MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

SUMMARY

This enactment will ensure that gifts to the Crown given for the purpose of debt reduction or without designation will be kept as a credit in a special account within the Debt Servicing and Reduction Account and will be applied only to debt reduction and not to deficit reduction, rebates, refunds or remittances.

It also provides that the annual report of the Auditor General of Canada must report on the expenditures from the account.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de garantir que les dons faits à l'État dans le but de réduire la dette ou sans affectation seront portés au crédit d'un compte spécial au compte de service et de réduction de la dette et que les sommes ainsi données serviront uniquement à la réduction de la dette et non à celle du déficit, à des remises, des dégrèvements ou des remboursements.

Le projet de loi dispose que le vérificateur général doit faire rapport sur les paiements faits sur le compte.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-306

PROJET DE LOI C-306

An Act to amend the Debt Servicing and Reduction Account Act (gifts to the Crown)

Loi modifiant la Loi sur le compte de service et de réduction de la dette (dons à l'État)

1992, c. 18: 1997, c. 10

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Paragraph 4(d) of the *Debt Servicing* the following:

(d) an amount received as a gift to the Crown for the purpose of reducing the debt.

2. Section 5 of the Act is renumbered as the following:

(2) No amount charged to the Debt Servicing and Reduction Account under subsection (1) may be charged to or reduce the balance in the Canada Debt Reduction Account.

3. The Act is amended by adding the following after section 5:

5.1 (1) There shall be credited to an account forming a part of the Debt Servicing and Reduction Account, to be known as the 20 réduction de la dette appelé « compte de Canada Debt Reduction Account, every amount that is paid into the Consolidated Revenue Fund that is accounted for in the accounts of Canada in respect of the 1999-2000 or a subsequent fiscal year and that 25 is an amount received as a gift to the Crown

- (a) for the purposes of paying interest on or the principal of a debt incurred by the government under the authority of a borrowing authority Act; or 30
- (b) without any condition or requirement as to the use of the amount.

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, ch. 18; 1997. ch. 10

1. L'alinéa 4d) de la Loi sur le compte de and Reduction Account Act is replaced by 5 service et de réduction de la dette est 5 remplacé par ce qui suit :

d) d'une somme reçue à titre de don à l'État dans le but de réduire la dette.

2. L'article 5 de la même loi devient le subsection 5(1) and is amended by adding 10 paragraphe 5(1) et est modifié par adjonc-10 tion de ce qui suit :

(2) Nul paiement porté au débit du compte de service et de réduction de la dette en vertu du paragraphe (1) n'est porté au débit du 15 compte de réduction de la dette du Canada, ni 15 n'a pour effet de réduire le solde de ce dernier compte.

Interdiction

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

5.1 (1) Sont portés au crédit d'un compte 20 Don à l'État faisant partie du compte de service et de réduction de la dette du Canada » toutes les sommes versées au Trésor et comptabilisées dans les comptes du Canada pour les exercices 25 1999-2000 et suivants à titre de don à l'État :

- a) soit dans le but de payer le principal d'une dette qu'il a contractée sous le régime d'une loi portant pouvoir d'emprunt, ou les intérêts v afférents:
- b) soit sans qu'aucune condition ou exigence ne soit posée quant à sa destination.

Gifts to pay

deht

Restriction

Utilisation

des fonds

Use of funds

R.S., c. A-17; 1992, c. 54;

1994. c. 32:

1995. c. 43:

1998. c. 31:

1999. cc. 17.

Report to

House of

Commons

(2) An amount in the Canada Debt Reduction Account shall be applied

- (a) only to pay interest on or the principal of a debt incurred by the government under the authority of a borrowing authority Act; and
- (b) only in a fiscal year in which the government has presented to the House of Commons a budget in which the proposed expenditures for the fiscal year do not exceed the proposed revenues for the fiscal 10

4. Section 7 of the Auditor General Act is amended by adding after subsection (2) the following:

(2.1) Each report of the Auditor General 15 shall state whether all payments from the Canada Debt Reduction Account under the Debt Servicing and Reduction Account Act, during the year in respect of which the report is made, have been made in accordance with 20 visé par son rapport ont été effectués conforthe provisions of section 5.1 of that Act.

(2) Une somme portée au compte de réduction de la dette du Canada ne peut servir:

a) qu'au paiement du principal d'une dette contractée par l'État sous le régime d'une 5 loi portant pouvoir d'emprunt ou des intérêts v afférents;

b) qu'à l'égard d'un exercice pour lequel le gouvernement a présenté à la Chambre des communes un budget dans lequel les prévi-10 sions de dépenses de l'exercice ne dépassent pas les prévisions de revenu de l'exer-

4. L'article 7 de la Loi sur le vérificateur général est modifié par adjonction, après le 15 paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le rapport du vérificateur général

application de la Loi sur le compte de service 20

indique si tous les paiements prélevés sur le

compte de réduction de la dette du Canada en

et de réduction de la dette pendant l'exercice

mément aux dispositions de l'article 5.1 de

L.R., ch. A-17: 1992 ch. 54; 1994. ch. 32; 1995. ch. 43; 1998. ch. 31; 1999. ch. 17, 31

Rapport à la Chambre des communes

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

cette loi.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-307

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-307

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

PROJET DE LOI C-307

An Act to amend the Broadcasting Act (designation of cable channels)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (désignation des canaux de la télévision par câble)

First reading, November 4, 1999

Première lecture le 4 novembre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prevent the C.R.T.C from directing that cable companies must provide specified programs in the channel 2 to 13 range to enable channel position to be determined by market demand and viewer preference rather than administrative allocation. It will allow cable companies to negotiate channel positioning with the television stations.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'empêcher le C.R.T.C. d'exiger des compagnies de câble qu'elles fournissent des programmes déterminés sur les canaux 2 à 13 et de laisser la détermination du choix du canal se faire par les forces du marché et la préférence des auditeurs plutôt que par attribution administrative. Il sera permis aux compagnies de câble de déterminer le choix du canal, par négociations avec les postes de télévision.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

PROJET DE LOI C-307

An Act to amend the Broadcasting Act (designation of cable channels)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (désignation des canaux de la télévision par câble)

1991, c. 11; 1993, c. 38; 1994, cc. 18, 26; 1995, cc. 1, 11, 29, 44; 1996, c. 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, ch. 11; 1993, ch. 38; 1994, ch. 18, 26; 1995, ch. 1, 11, 29, 44; 1996, ch. 31

1. Paragraph 3(1)(t) of the *Broadcasting* after subparagraph (ii):

(ii.1) should be free to determine, together with the broadcasting undertakings whose programs they distribute, which of the available channels the programs will 10 be carried on:

2. Section 26 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Channel allocation

(1.1) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council shall not issue any 15 direction to the Commission to require a distribution undertaking to provide a service from a programming undertaking on a particular channel or to prevent the distribution undertaking and programming undertaking 20 from determining between them which of the available channels a particular program should be carried on.

1. L'alinéa 3(1)t) de la Loi sur la radiodif-Act is amended by adding the following 5 fusion est modifié par adjonction, après le 5 sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

> (ii.1) devraient être libres de déterminer, avec les entreprises de radiodiffusion dont elles distribuent les programmes, sur lesquels des canaux libres ces pro-10 grammes seront transmis.

2. L'article 26 de la même loi est modifié, par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Par dérogation au paragraphe (1), le 15 Répartition gouverneur en conseil ne donnera pas d'instructions au Conseil aux fins d'exiger qu'une entreprise de distribution fournisse les services d'une entreprise de programmation sur un canal déterminé ou d'empêcher l'entreprise 20 de distribution et l'entreprise de programmation de décider entre elles sur lequel des canaux libres un programme déterminé devrait être transmis.

des canaux

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-308

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-308

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act to amend the Income Tax Act

First reading, November 4, 1999

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

Première lecture le 4 novembre 1999



Mr. Stoffer

M. Stoffer

SUMMARY

The purpose of this enactment is to allow members of community service groups a tax credit in respect of their annual membership dues.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre aux membres de groupes de services communautaires d'obtenir un crédit d'impôt pour leurs cotisations annuelles.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

R.S., cc. 1, 2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29. 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996. cc. 11. 21, 23; 1997, cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19, 21, 34; 1999. cc. 10. 17, 22, 26, 31

Deduction by

individual of

service group

membership

dues

community

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1, 2 (5c suppl.); 1994, ch. 7. 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41: 1995, ch. 1 3, 11, 18, 21 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26; 1998, ch. 19, 21, 34; 1999 ch. 10. 17, 22, 26, 31

1. The Income Tax Act is amended by adding the following after section 122.51:

122.52 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted such amount as the individual claims not exceeding the amount determined by the formula

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

where

A is the appropriate percentage for the year:

- B is the lesser of \$200 and the total amount of annual dues paid by the individual in 15 the year to maintain his or her membership in one or more community service groups;
- C is the highest percentage referred to in subsection 117(2) that applies in determining tax that might be payable under this Part for 20 the year; and
- D is the total amount of annual dues paid by the individual in the year to maintain his or her membership in one or more community service groups. 25

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est 5 modifiée par adjonction, après l'article 5 122.51, de ce qui suit :

122.52 (1) Un particulier peut déduire dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas le montant 10 de services 10 calculé selon la formule suivante :

Crédit d'impôt pour la cotisation du membre d'un groupe communautaires

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

où:

A représente le taux de base pour l'année;

- B le moins élevé de 200 \$ et du montant total 15 des cotisations annuelles payées par le particulier pour l'année pour conserver son adhésion à un ou à plusieurs groupes de services communautaires;
- C le taux le plus élevé, mentionné au para- 20 graphe 117(2), applicable au calcul de l'impôt qui pourrait être payable en vertu de la présente partie pour l'année;
- D le montant total des cotisations annuelles payées par le particulier pour l'année pour 25 conserver son adhésion à un ou à plusieurs groupes de services communautaires.

362277

5

2

(2) The Minister may make regulations defining the expression "community service group" and any expressions referred to in that

definition for the purposes of subsection (1).

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le ministre peut, par règlement, définir l'expression « groupe de services communautaires » ainsi que toute expression mentionnée dans une telle définition.

Règlement

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



C-309

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-309

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

PROJET DE LOI C-309

An Act to amend the Food and Drugs Act (mandatory labelling for genetically modified foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (étiquetage obligatoire des aliments modifiés génétiquement)

First reading, November 4, 1999

Première lecture le 4 novembre 1999



Ms. Alarie M^{ME} Alarie

SUMMARY

This enactment amends the *Food and Drugs Act* and provides that the Minister of Health is responsible for establishing that a food or one or more of its components has been genetically modified. If it is established that a food or one or more of its components has been genetically modified, the Minister shall cause the name of the food to be published in the *Canada Gazette*. The Minister shall also prepare a list of all such foods and cause a copy to be sent at no cost to any one who requests it.

No one may sell this food or a food product containing this food in a package unless a label is affixed to the package containing the following notice:

This product or one or more of its components has been genetically modified

In addition, no one may sell a food or food product containing the food in a package unless a poster in the prescribed form has been placed near the food containing the following notice:

Genetically modified

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* et prévoit que le ministre de la Santé est chargé d'établir qu'un aliment ou qu'un ou plusieurs de ses composants sont modifiés génétiquement. Le cas échéant, il fait publier, dans la *Gazette du Canada*, le nom de l'aliment. Il dresse également une liste de tous ces aliments et en fait parvenir une copie, gratuitement, à toute personne qui lui en fait la demande.

Il est par la suite interdit de vendre, dans un emballage, cet aliment ou un produit alimentaire contenant cet aliment, à moins d'apposer sur l'emballage une étiquette comportant la mention suivante :

> Ce produit ou un ou plusieurs de ses composants ont été modifiés génétiquement

Il est aussi interdit de vendre, sans emballage, cet aliment ou un produit alimentaire contenant cet aliment, à moins d'apposer, près de l'aliment, une affiche réglementaire comportant la mention suivante :

Modifié génétiquement

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

PROJET DE LOI C-309

An Act to amend the Food and Drugs Act (mandatory labelling for genetically modified foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (étiquetage obligatoire des aliments modifiés génétiquement)

R.S., c. F-27; R.S., ec. 27. 31 (1st Supp.), c. 27 (3rd Supp.), c 42 (4th Supp.); 1992, c. 1; 1993, cc 34, 37, 44; 1994, cc. 26. 38, 47; 1995, c. 1; 1996, cc. 8, 16, 19; 1997. cc. 6.

"genetically

modified

« modifié

génétique-

Duties of

Minister

ment »

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. F-27; L.R. ch. 27, 31 (1er suppl.). ch. 27 (3° suppl), ch. 42 (4c suppl.); 1992. ch. 1; 1993. ch. 34, 37, 44; 1994, ch 26, 38, 47: 1995. ch. 1: 1996, ch. 8. 16, 19; 1997, ch. 6, 18

1. Section 2 of the Food and Drugs Act is the following:

"genetically modified", with respect to a food or one of its components, means that the genetic make-up of the food or component has been modified by a technique that combines 10 DNA fragments of the food or component with DNA fragments from another source in a way that could not occur without the use of modern technology.

1. L'article 2 de la Loi sur les aliments et amended by adding, in alphabetical order, 5 drogues est modifié par adjonction, selon 5 l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

> « modifié génétiquement » Relativement à un aliment ou à un de ses composants, s'entend du fait que leur patrimoine génétique est modifié au moven d'une technique utilisant 10 la recombinaison de fragments d'ADN afin de lier entre eux des fragments d'origines différentes d'une manière qui ne pourrait se produire sans l'utilisation de la technologie 15 moderne.

2. La même loi est modifiée par adjonc-

« modifié génétiquement » "genetically modified

2. The Act is amended by adding the 15 following after section 7:

Genetically modified food

7.1 (1) The Minister is responsible for establishing, on the basis of scientific evidence, that a food or one or more of its 20 components is genetically modified.

tion, après l'article 7, de ce qui suit : Aliment modifié génétiquement

7.1 (1) Le ministre est chargé d'établir, sur fondement d'éléments de preuves scientifi-20 ques, qu'un aliment ou qu'un ou plusieurs de ses composants sont modifiés génétiquement.

Obligation du

- (2) As soon as the Minister declares that a food or one or more of its components is genetically modified, the Minister shall cause the name of the food to be published in the 25 Canada Gazette.
- (2) Dès que le ministre déclare qu'un aliment ou qu'un ou plusieurs de ses composants sont modifiés génétiquement, il fait25 publier, dans la Gazette du Canada, le nom de l'aliment.

Publication dans la Gazette du Canada

Publication in

the Canada

Gazette

List

(3) The Minister shall prepare a list of all foods whose names have been published in the Canada Gazette under subsection (2) and shall cause a copy to be sent to any person who requests it.

(3) Le ministre dresse une liste de tous les aliments dont les noms ont été publiés dans la Gazette du Canada en vertu du paragraphe (2) et en fait parvenir une copie gratuitement à 5 toute personne qui en fait la demande.

Liste

5

Internet

(4) The Minister shall cause an electronic version of the list to be posted on a site of the Government of Canada that is generally accessible to persons who have access to what is commonly referred to as the Internet. 10

(4) Le ministre fait inscrire la liste sur un site du gouvernement du Canada accessible sur le réseau communément appelé Internet.

Réseau Internet

Access to the Internet

(5) The Minister shall ensure that an electronic version of any list posted on the Internet under subsection (4) is accessible, without a password, free and in downloadable form.

(5) Le ministre veille à ce que les intéressés puissent, gratuitement et sans l'utilisation 10 réseau Internet d'un mot de passe, télécharger de l'Internet la liste qui v est inscrite en vertu du paragraphe 15 (4).

7.2 À compter de la seizième journée

suivant la publication du nom d'un aliment 15

dans la Gazette du Canada en vertu du

Accès au

Sale prohibited

7.2 Beginning on the sixteenth day following publication of the name of a food in the Canada Gazette under subsection 7.1(2), no person shall sell the food or a food product of which the food is a component in a package, 20 unless a label is affixed to the package that contains the following notice:

paragraphe 7.1(2), il est interdit de vendre, dans un emballage, cet aliment ou un produit alimentaire dont cet aliment est un des composants, à moins d'apposer ou de faire 20 apposer sur l'emballage, selon la forme régle-

This product or one or more of its components has been genetically modified Ce produit ou un ou plusieurs de ses

suivante: 25 composants ont été modifiés génétiquement

35

Vente interdite

This product or one or more of its components have been genetically modified

mentaire, une étiquette comportant la mention

25

Ce produit ou un ou plusieurs de ses composants ont été modifiés génétiquement

Sale prohibited

7.3 Beginning on the sixteenth day following publication of the name of a food in the Canada Gazette under subsection 7.1(2), no person shall sell the food or a food product of 30 which the food is a component, unless a sign in the prescribed form has been posted near the food that contains the following notice:

> Genetically modified Modifié génétiquement

7.3 À compter de la seizième journée suivant la publication du nom d'un aliment dans la Gazette du Canada en vertu du 30 paragraphe 7.1(2), il est interdit de vendre. sans emballage, cet aliment ou un produit alimentaire dont cet aliment est un des composants, à moins d'apposer ou de faire apposer près de l'aliment une affiche, selon la 35 forme réglementaire, comportant la mention suivante:

> Genetically modified Modifié génétiquement

Vente interdite

- 3. Subsection 30(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (e):
 - (e.1) respecting the form of the label referred to in section 7.2 and the sign 5 referred to in section 7.3;
- 3. Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :
 - e.1) prévoir la forme de l'étiquette visée à l'article 7.2 et de l'affiche visée à l'article 5 7.3:





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Statutory Instruments Act (disallowance procedure for statutory instruments)

Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires (procédure d'annulation des textes réglementaires)

First reading, November 5, 1999

Première lecture le 5 novembre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

This enactment would establish a statutory disallowance procedure that would be applicable to all statutory instruments subject to review and scrutiny by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations. In so doing, this enactment would ensure that Parliament will have the opportunity to disallow any statutory instrument made pursuant to authority delegated by Parliament or made by or under the authority of the Cabinet.

SOMMAIRE

Le présent texte établirait une procédure d'annulation de textes réglementaires qui s'appliquerait à tous les textes réglementaires, sous réserve de la révision et du contrôle du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation. Ainsi, le présent texte accorderait au Parlement la possibilité d'annuler tout texte réglementaire présenté en vertu d'un pouvoir délégué par lui ou tout texte réglementaire pris par le cabinet en vertu de son autorité.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Statutory Instruments (disallowance procedure statutory instruments)

Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires (procédure d'annulation des textes réglementaires)

R.S., c. S-22: R.S., c. 31 (1st Supp.). c. 31 (4th Supp.), c. 51 (4th Supp.); 1993, cc. 28, 34: 1998. c. 15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. S-22; L.R., ch. 31 (1^{cr} suppl.), ch. 31 (4c suppl.), ch. 51 (4c suppl.); 1993, ch. 28, 34; 1998, ch. 15

1. The Statutory Instruments Act is section 19:

PROCEDURE FOR THE DISALLOWANCE OF SUBORDINATE AND DELEGATED LEGISLATION

Resolution to revoke a statutory instrument

Only one

report per

Content of

sitting

report

- 19.1 (1) The Committee referred to in section 19 may make a report to the House of Commons containing a single resolution that, if the report is concurred in, would be an order 10 of the House to revoke the statutory instrument, or portion thereof, referred to the Committee pursuant to section 19, where the Governor in Council or a Minister of the Crown has the power to revoke the statutory 15 instrument.
- (2) Not more than one report made pursuant to subsection (1) shall be laid before the House of Commons during any sitting day.
- (3) A member who presents a report made 20 pursuant to subsection (1) shall state that it contains a resolution pursuant to subsection (1), identify the statutory instrument, or portion thereof, in relation to which the report is made and indicate that the text of that 25 statutory instrument, or portion thereof, is included in the report.

1. La Loi sur les textes réglementaires est amended by adding the following after 5 modifiée par l'adjonction, après l'article 5 19, de ce qui suit :

> PROCÉDURE D'ANNULATION DE LA LÉGISLATION DÉLÉGUÉE

19.1 (1) Le comité visé à l'article 19 peut présenter à la Chambre des communes un rapport comportant une seule résolution qui, si le rapport est adopté, constituera un ordre de 10 la Chambre d'abroger tout ou partie du texte réglementaire référé au comité en vertu de l'article 19, si un ministre ou le gouverneur en conseil a le pouvoir d'abroger ce texte réglementaire. 15

Résolution portant abrogation d'un texte réglementaire

(2) La Chambre des communes ne reçoit pas plus d'un rapport au cours de la même séance.

Un seul rapport par séance

(3) Lors de la présentation d'un rapport conformément au paragraphe (1), le député 20 qui le présente doit déclarer que le rapport contient une proposition visée au paragraphe (1), mentionner le texte réglementaire ou la partie de tel texte visée faisant l'objet du rapport et indiquer que le texte pertinent ou la 25 partie de tel texte visée figure dans le rapport.

Teneur du rapport

362085

Présomption

d'adoption

Débat

Deeming provision

(4) A resolution referred to in subsection (1) shall be deemed to have been adopted by the House of Commons on the fifteenth sitting day after the report in which it is contained is presented to the House unless, before that 5 time, a motion for the consideration of the House to the effect that the resolution not be adopted is filed with the Speaker of the House by a Minister of the Crown.

(4) La résolution visée au paragraphe (1) est réputée adoptée par la Chambre des communes le quinzième jour de séance suivant le dépôt du rapport qui comporte la résolution, à moins qu'avant ce moment, une motion 5 tendant au rejet de la résolution par la Chambre n'ait été déposée, par un ministre de Sa Majesté, auprès du président de la Chambre des communes pour considération par cette dernière.

considération par la Chambre des communes

conformément au paragraphe (4), la Chambre

Time for consideration of motion

(5) Where a motion for the consideration of 10 the House of Commons is filed in accordance with subsection (4), the House shall meet at 1:00 p.m. on the Wednesday next, at which time the order of business shall be the consideration of the motion.

10 Moment du (5) Lorsqu'une motion a été déposée pour

Dehate

(6) A motion considered in accordance with subsection (5) shall be debated without interruption for not more than one hour and, on the conclusion of such debate or at the expiry of one hour, the Speaker of the House of 20 Commons shall forthwith put, without further debate or amendment, every question neces-

se réunit à 13 heures le mercredi suivant, et à l'ordre des travaux figure alors la prise en 15 15 considération de cette motion.

Time limit on speeches

sary for the disposal of the motion. (7) No member shall speak more than once or for more than ten minutes during the 25 consideration of a motion in accordance with

du paragraphe (5) dure au maximum une heure et, à la fin du débat ou à l'expiration de

l'heure, le Président de la Chambre met 20 immédiatement aux voix, sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de la motion.

(6) Le débat sur une motion étudiée en vertu

résolution.

conformément au paragraphe (5).

More than one

motion

subsection (5).

Durée des (7) Aucun député ne peut prendre la parole discours plus d'une fois ni durant plus de dix minutes, 25 au cours du débat sur la motion étudiée

(8) Where more than one motion is made pursuant to subsection (4), the House of Commons shall consider such motions in the 30 order in which they may be set down for consideration at the request of a Minister of the Crown, provided that all such motions are grouped together for debate.

(8) Si plus d'une motion est présentée en vertu du paragraphe (4), la Chambre les aborde selon un ordre de prise en considéra-30

tion établi à la demande d'un ministre de Sa Majesté. Toutefois, toutes les motions de ce genre sont groupées pour les fins du débat.

(9) Lorsqu'une résolution est réputée adop-

ment au paragraphe (4), le texte réglementaire

visé par la résolution ou la partie de tel texte

ainsi visée est réputé abrogé le trentième jour

suivant celui de l'adoption réputée de la

Deeming provision

(9) Where a resolution is deemed to have 35 been adopted by the House of Commons pursuant to subsection (4), the statutory instrument, or portion thereof, to which the resolution relates shall be deemed to be revoked on the thirtieth day following the day on which 40 the resolution is deemed to have been adopted.

Présomption d'abrogation tée par la Chambre des communes conformé-35

Plusieurs

motions

Deeming provision (10) Where a motion referred to in subsection (4) is considered by the House of Commons but is not adopted, the statutory instrument, or portion thereof, to which the resolution that is the subject of the motion relates shall be deemed to be revoked on the thirtieth day following the day on which the motion was considered.

(10) Lorsqu'une résolution visée au paragraphe (4) est étudiée par la Chambre des communes mais n'est pas adoptée, le texte réglementaire ou la partie du texte visée par la motion est réputé révoqué le trentième jour 5 suivant celui de l'étude de la résolution par la Chambre.

Présomption d'abrogation

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



C-311

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

PROJET DE LOI C-311

An Act to promote the use of plain language in federal statutes and regulations

Loi favorisant l'emploi de la langue commune dans les lois et les règlements fédéraux

First reading, November 5, 1999

Première lecture le 5 novembre 1999



MR. WHITE (North Vancouver)

M. WHITE (North Vancouver)

The purpose of this enactment is to ensure the use of plain language in federal legislation so that such legislation may be readily understood by non-lawyers.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but d'assurer l'emploi de la langue courante dans la rédaction de la législation fédérale de façon à ce que celle-ci puisse être comprise aisément par les non-juristes.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

PROJET DE LOI C-311

An Act to promote the use of plain language in federal statutes and regulations

Loi favorisant l'emploi de la langue commune dans les lois et les règlements fédéraux

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Plain Language Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur l'usage de la langue commune.

Titre abrégé

INTERPRETATION

2. In this Act

"Language Review Committee" means the Committee established by section 3;

DÉFINITION

- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi,
- « autorité réglementaire » s'entend au sens que lui donne l'article 2 de la Loi sur les textes réglementaires.

« autorité réglementaire » regulationmaking authority"

- "regulation" means a regulation within the ments Act;
- "regulation-making authority" means a regulation making authority within the meaning of section 2 of the Statutory Instruments Act.
- meaning of section 2 of the Statutory Instru-10 « Comité de révision linguistique » s'entend 10 « Comité de du comité constitué en vertu de l'article 3.

révision linguistique » Language Review Committee"

« règlement » s'entend au sens que lui donne 15 l'article 2 de la Loi sur les textes réglementaires.

« règlement » "regulation"

CONSTITUTION OF AUTHORITY

Language Committee established

Short title

Definitions

"Language

Committee'

« Comité de

linguistique »

"regulation"

« règlement »

"regulation-

réglementaire »

making

authority" « autorité

Review

révision

3. There is hereby established a committee called the Language Review Committee consisting of three members from each political party represented in the House of Commons and a Chairperson who is a member of any 20 communes et un président également membre political party represented in the House.

COMITÉ DE RÉVISION LINGUISTIQUE

3. Est constitué le Comité de révision 15 Constitution linguistique dont la composition est la suivante: trois représentants de chacun des partis politiques représentés à la Chambre des d'un de ces partis.

4. At the commencement of each session of Parliament, the Speaker of the House of Commons shall appoint the members of the Language Review Committee as well as the 25 du Comité de révision linguistique. Chairperson of that Committee.

4. Au début de chaque session du Parlement, le président de la Chambre des communes nomme le président et les autres membres Nomination

Appointment

362082

Fonctions

DUTIES AND POWERS OF LANGUAGE REVIEW COMMITTEE

FONCTIONS ET POUVOIRS DU COMITÉ DE **RÉVISION LINGUISTIQUE**

- 5. Subject to section 9, the Language Review Committee shall review
 - (a) every bill referred to it under section 7; and
 - (b) every draft of a proposed regulation 5 referred to it under section 8:

and shall recommend and report to the House of Commons any changes that in its opinion will simplify the language in that bill or proposed regulation.

Powers

6. The Language Review Committee may to advise and assist the Committee in the 15 les sur un sujet qui se rapporte à ses travaux. 15

5. Sous réserve de l'article 9, le Comité de révision linguistique examine :

- a) tout projet de loi qui lui est soumis conformément à l'article 7:
- b) tout avant-projet de règlement qui lui est 5 soumis conformément à l'article 8.

Il fait rapport à la Chambre des communes et lui recommande, au besoin, les modifications qu'il estime de nature à simplifier le langage 10 du texte soumis.

engager, à titre temporaire, pour le conseiller

et l'assister dans l'exécution de ses fonctions,

des personnes ayant des connaissances spécia-

6. Le Comité de révision linguistique peut

engage, on a temporary basis, the services of persons having specialized knowledge of any matter relating to the work of the Committee

performance of its duties.

Pouvoirs

10

REFERENCE OF LEGISLATION TO LANGUAGE REVIEW COMMITTEE

Bills to be referred to Committee

7. (1) Subject to section 9, every bill that has passed second reading in the House of Commons shall be referred forthwith to the Language Review Committee.

RENVOI AU COMITÉ DE RÉVISION LINGUISTIQUE

7. (1) Sous réserve de l'article 9, tout projet de loi qui a été adopté en deuxième lecture à la Chambre des communes est renvoyé immé-20 diatement au Comité de révision linguistique.

phe (1) doit, aux termes du Règlement de la

Chambre des communes, être renvoyé à un

comité prévu par ce dernier, ce renvoi est

l'objet d'un rapport de celui-ci.

rapport sur l'avant-projet.

Comité de révision linguistique, n'a pas fait25

(2) Lorsqu'un projet de loi visé au paragra-20 Renvoi

Proiets de loi déférés au Comité

Deferred reference

Draft of

proposed

regulations to

be referred to

Committee

- (2) Where a bill described in subsection (1) is to be referred, pursuant to the Standing Orders of the House of Commons, to any committee referred to in those Orders, no such reference shall occur until the bill has been 25 différé tant que le projet de loi, soumis au referred to and reported on by the Language Review Committee.
- **8.** (1) Despite any other Act of Parliament, every regulation-making authority shall refer to the Language Review Committee a draft of 30 dre un règlement soumet le texte de l'avantevery regulation it proposes to make and shall not make the regulation until the draft has been reported on by the Committee.

8. (1) Malgré toute autre loi fédérale, l'autorité réglementaire qui projette de prenprojet de tel règlement au Comité de révision 30 linguistique et s'abstient de prendre le règlement jusqu'à ce que ce comité ait présenté son

Avant-projets de règlement déférés au Comité

Application

(2) Subsection (1) does not apply to a proposed regulation that, if made, is required 35 avant-projets de règlement dont la Loi sur les 35 to be published in the Canada Gazette under the Statutory Instruments Act.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique qu'aux textes réglementaires exigerait la publication du règlement dans la Gazette du Canada si le règlement correspondant à l'avant-projet était pris.

Application

Exemption

9. This Act does not apply to a Government bill where the Government House Leader advises the House of Commons, after the introduction of the bill in the House, that the Review Committee.

9. La présente loi ne s'applique pas dans le cas d'un projet de loi du gouvernement si le leader parlementaire du gouvernement avise la Chambre des communes, après la présentabill is exempt from review by the Language 5 tion du projet de loi à la Chambre, que ce 5 dernier est exempt du renvoi au Comité de révision linguistique.

Exception

COMING INTO FORCE

Coming into force

10. This Act shall come into force two months after it is assented to.

ENTRÉE EN VIGUEUR

10. La présente loi entre en vigueur deux mois après sa sanction.

Entrée en vigneur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-312

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-312

PROJET DE LOI C-312

An Act to amend the National Archives of Canada Act and the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur les Archives nationales du Canada et la Loi sur la statistique

First reading, November 5, 1999

Première lecture le 5 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

The purpose of this enactment is to mandate the Chief Statistician of Canada to transfer to the National Archivist of Canada all census information that has been collected since the 1906 census and that will be collected in every future census. Such transfer is currently prohibited. The National Archivist of Canada may make such information available to the public for research and statistical purposes provided that 92 years have elapsed since its collection.

SOMMAIRE

Ce texte enjoint au statisticien en chef du Canada de transférer à l'Archiviste national du Canada tous les renseignements recueillis au moyen d'un recensement depuis le recensement de 1906 ainsi que ceux qui le seront à l'avenir. Un tel transfert est actuellement interdit. L'archiviste national du Canada peut mettre de tels renseignements à la disposition du public pour des travaux de recherche ou de statistique, à la condition qu'une période d'au moins 92 ans se soit écoulée depuis le recensement.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II. 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-312

PROJET DE LOI C-312

An Act to amend the National Archives of Canada Act and the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur les Archives nationales du Canada et la Loi sur la statistique

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 1 (3rd) Supp.); 1990, c. 3; 1992, c 1; 1995, c. 29

Release of

NATIONAL ARCHIVES OF CANADA ACT

LOI SUR LES ARCHIVES NATIONALES DU CANADA

L.R., ch. 1 (3c suppl.); 1990, ch. 3; 1992, ch. 1; 1995, ch. 29

- 1. Section 4 of the National Archives of following after subsection (4):
- 1. L'article 4 de la Loi sur les Archives Canada Act is amended by adding the 5 nationales du Canada est modifié par ad-5 jonction, après le paragraphe (4), de ce qui

(5) Despite any other provision in this or any other Act of Parliament or a regulation information made thereunder, the Archivist may disclose to any person or body for research or statistical 10 purposes any information under the control of the Archivist that is contained in a census of population taken before or after the coming into force of this section, provided that 92 years have elapsed since the census containing 15

the information was taken.

(5) Malgré toute autre disposition de la présente loi, de toute autre loi fédérale ou de leurs règlements, l'archiviste peut communi-10 quer à toute personne ou à tout organisme pour des travaux de recherche ou de statistique les renseignements qui ont été placés sous son contrôle et qui ont été obtenus au moyen d'un recensement de la population tenu avant ou 15 après l'entrée en vigueur du présent article, à la condition qu'une période d'au moins 92 ans se soit écoulée depuis le recensement.

Communication de renseignements obtenus au moven d'un recensement

R.S., c. S-19: 1988, c. 65; 1990. c. 45: 1992. c. 1

STATISTICS ACT

LOI SUR LA STATISTIQUE

L.R., ch. S-19; 1988. ch. 65: 1990. ch. 45; 1992.

- 2. The Statistics Act is amended by adding the following after section 21:
- 2. La Loi sur la statistique est modifiée par adjonction, après l'article 21, de ce qui 20 suit:

Transfer of

obtained after

section comes

1906 but

before this

into force

TRANSFER OF CENSUS OF POPULATION TO NATIONAL ARCHIVES

21.1 (1) Despite any other provision in this or any other Act of Parliament or a regulation made thereunder, the Chief Statistician shall, not later than 30 days after the day this section comes into force, transfer to the National Archivist for archival purposes, the information contained in every census of population taken in Canada after 1906 but prior to the coming into force of this section.

Transfer of census information obtained after this section comes into force

(2) Despite any other provision in this or 10 any other Act of Parliament or a regulation made thereunder, the Chief Statistician shall, not later than five years following every census taken in Canada after the coming into force of this section, transfer the information 15 contained in that census to the National

Archivist for archival purposes.

TRANSFERT DES RENSEIGNEMENTS OBTENUS AU MOYEN D'UN RECENSEMENT DE LA POPULATION AUX ARCHIVES NATIONALES

21.1 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, de toute autre loi fédérale ou de leurs règlements, le statisticien en chef transfert, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du présent article, à l'archiviste 5 national aux fins d'archives, les renseignements obtenus au moyen de tout recensement de la population tenu au Canada après 1906 mais avant l'entrée en vigueur du présent article.

Transfert des renseignements obtenus au moyen d'un recensement 5 après 1906 mais avant l'entrée en vigueur du présent article

(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi, de toute autre loi fédérale ou de leurs règlements, le statisticien en chef transfert, dans les cinq ans suivant tout recensement tenu au Canada après l'entrée en vigueur 15 du présent article, les renseignements obtenus au moyen de ce recensement à l'archiviste national aux fins d'archives.

Transfert des renseignements obtenus au moyen d'un recensement après l'entrée en vigueur du présent atticle

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-313

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

PROJET DE LOI C-313

An Act respecting the commercialization of VIA Rail Canada Inc.

Loi concernant la commercialisation de VIA Rail Canada

First reading, November 5, 1999

Première lecture le 5 novembre 1999



Mr. Gouk M. Gouk

The purpose of this enactment is to enable the Minister of Transport to sell the shares of VIA Rail.

It transfers the existing shares into the name of the Minister in trust for the Crown. It also allows the company to issue other shares. Sale of all shares must be on terms satisfactory to the Minister of Transport and the Minister of Finance.

It also authorizes the Minister to enter into agreements to sell the existing or later issued shares of the company and sell or settle its debts or obligations.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'habiliter le ministre des Transports à vendre les actions de VIA Rail.

Le texte transfert les actions présentement émises au ministre, en fiducie pour le compte de la Couronne. Il autorise de plus la société à émettre d'autres actions. La vente des actions est assujettie aux conditions agréées par le ministre des Transports et le ministre des Finances.

Le texte autorise également le ministre à conclure des accords de vente des actions existantes de la société et de celles qui seront émises à l'avenir et à vendre ou régler ses titres d'emprunt et ses obligations.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

PROJET DE LOI C-313

An Act respecting the commercialization of VIA Rail Canada Inc.

Loi concernant la commercialisation de VIA Rail Canada Inc.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

Definitions

- 1. This Act may be cited as the VIA Rail Commercialization Act.
- 2. (1) The definitions in this section apply in this Act.
- "Minister" « ministre » "VIA Rail"

« VIA Rail »

- "Minister" means the Minister of Transport.
- "VIA Rail" means the corporation incorporated under the Canada Business Corpora-10 tions Act under the name VIA Rail Canada Inc.

Same meaning as c.

(2) Unless a contrary intention appears, words and expressions used in this Act have Corporations Act.

Purpose

3. The purpose of this Act is to provide for the privatization of VIA Rail by the sale of its shares.

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in 20 right of Canada.

SHARES

Authority re c.

5. (1) The shares of VIA Rail issued immediately prior to the coming into force of this section are hereby transferred to the Minister who, for the purposes of section 90 of 25 ministre qui, pour les fins de l'article 90 de la 25 the Financial Administration Act, is hereby authorized to acquire the shares.

Shares held in trust

(2) The shares mentioned in subsection (1) shall be registered in the books of VIA Rail in the name of the Minister in trust for Her 30 Majesty in right of Canada, and the Minister shall hold and sell them in accordance with this Act.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur la commercialisation de VIA Rail 5 Canada Inc.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« ministre » Le ministre des Transports.

- « VIA Rail » S'entend de la société commerciale constituée en personne morale en ver-10 tu de la Loi sur les sociétés par actions sous le nom de VIA Rail Canada Inc.
- (2) À moins que l'intention contraire ne ressorte du contexte, les termes et expressions the same meaning as in the Canada Business 15 utilisés dans la présente loi ont le même sens 15 que dans la Loi sur les sociétés par actions.
 - 3. La présente loi a pour objet de pourvoir à la privatisation de VIA Rail par la vente de ses actions.
 - 4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 20 Sa Majesté Canada

ACTIONS

- 5. (1) Les actions de VIA Rail mises en circulation immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont dévolues au Loi sur la gestion des finances publiques, est par les présentes autorisé à acquérir ces actions.
- (2) Les actions visées au paragraphe (1) sont inscrites dans les registres de VIA Rail au 30 fiducie nom du ministre, en fiducie pour Sa Maiesté du chef du Canada. Le ministre les détient et en dispose conformément aux dispositions de la présente loi.

Titre abrégé

Définitions

« ministre »

Minister « VIA Rail » VIA Rail"

Terminologie

Objet

Autorisation parlementaire en vertu de la Loi sur la gestion des

Actions détenues en

Émission et

actions de

VIA Rail

Opérations

autorisées

relativement

aux actions

aliénation des

Issue and disposal of shares by VIA Rail

6. For the purposes of complying with section 90 of the Financial Administration. Act, while VIA Rail is a Crown corporation within the meaning of section 83 of that Act, VIA Rail is hereby authorized to issue and sell or otherwise dispose of shares of VIA Rail on and after the day on which this section comes into force, with the approval of the Minister and the Minister of Finance.

6. Aux fins de respect des exigences de l'article 90 de la *Loi sur la gestion des finances* publiques, aussi longtemps que VIA Rail est une société d'État au sens de l'article 83 de 5 cette loi, elle est par les présentes autorisée à 5 émettre et à vendre ou autrement aliéner ses actions à compter de la date à laquelle le présent article entre en vigueur et moyennant l'approbation du ministre et du ministre des Finances. 10

Dealing with shares by Minister

7. (1) For the purposes of section 90 of the 10 Financial Administration Act, the Minister is hereby authorized to acquire, hold, dispose of and otherwise deal with shares of VIA Rail on and after the day on which this section comes into force and on such terms and conditions as 15 the Minister, with the approval of the Minister of Finance, considers appropriate.

7. (1) Pour l'application de l'article 90 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le ministre est autorisé en vertu de la présente loi à acquérir, détenir et aliéner les actions de VIA Rail, ou de procéder à tout autre genre 15 d'opérations à leur égard, à compter de la date à laquelle le présent article entre en vigueur aux conditions que le ministre juge appropriées avec l'agrément du ministre des Finances. 20

(2) Les actions dévolues au ministre en

vertu du paragraphe (1) sont inscrites en son

Canada, aux registres de VIA Rail et il les

détient et les aliène conformément à la25

Registration and holding of shares

(2) Shares acquired by the Minister pursuant to subsection (1) shall be registered in the name of the Minister in the books of VIA 20 nom, en fiducie pour Sa Majesté du chef du Rail, in trust for Her Majesty in right of Canada, and the Minister shall hold and sell them in accordance with this Act.

Inscription aux registres

FINANCIAL ARRANGEMENTS

Discharge

- 8. The Minister, with the approval of the Minister of Finance, may
 - (a) enter into an agreement or other arrangement with VIA Rail or any other person respecting the acquisition, holding, service, disposal or discharge of or other dealing with any debt or obligation incurred 30
 - (b) enter into any agreement or arrangement necessary or incidental to any activity referred to in subsection 7(1); and

by, or security interest in, VIA Rail;

(c) pay from the proceeds of any sale of 35 shares, debts or obligations of, or security interests in, VIA Rail, amounts in respect of any agreement or arrangement referred to in paragraph (a) or (b).

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

présente loi.

8. Le ministre peut, moyennant l'agrément 25 du ministre des Finances :

Exécution

- a) conclure tout accord ou autre convention soit avec VIA Rail, soit avec toute autre 30 personne relativement à l'acquisition, la détention, l'administration, la cession ou l'exécution de tout titre d'emprunt émis ou de toute obligation contractée par VIA Rail et à toute sûreté consentie sur ses biens et 35 relativement à toute autre opération s'y rapportant;
- b) conclure tout accord ou convention nécessaire ou accessoire aux opérations visées au paragraphe 7(1);
- c) payer, sur les recettes de toute vente d'actions, de titres d'emprunt ou d'obligations de VIA Rail ou celles de l'octroi de sûreté par elle, les montants relatifs à tout accord ou convention visés aux alinéas a)45 ou *b*).

Adjustment of accounts of Canada

R.S., c. F-8

RS c F-11

Coming into

9. The Minister, after consultation with the President of the Treasury Board, shall cause such adjustments to be made in the accounts of Canada as are required as a result of any transaction authorized or required by this Act.

9. Après consultation avec le président du Conseil du Trésor, le ministre fait faire, aux comptes du Canada, les ajustements exigés en raison de toute opération autorisée ou rendue 5 nécessaire par la présente loi.

Ajustements des comptes du Canada

L.R., ch. F-8

L.R., ch. F-11

L.R., ch.

Entrée en

vigueur

M-13

20

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

10. Schedule I of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* is amended by striking out the following:

VIA Rail Canada Inc.
VIA Rail Canada Inc.

Financial Administration Act

11. Part 1 of Schedule III of the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

VIA Rail Canada Inc.
VIA Rail Canada Inc.

R.S., c. M-13 Municipal Grants Act

12. Schedule III of the *Municipal Grants Act* is amended by striking out the following:

VIA Rail Canada Inc. VIA Rail Canada Inc.

13. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

10. L'annexe I de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces est modifiée par suppression de ce qui suit :

0 VIA Rail Canada Inc. 10

Loi sur la gestion des finances publiques

11. La partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur* la gestion des finances publiques est modifiée par suppression de ce qui suit :

VIA Rail Canada Inc. 15
VIA Rail Canada Inc.

Loi sur les subventions aux municipalités

12. L'annexe III de la Loi sur les subventions aux municipalités est modifiée par suppression de ce qui suit :

VIA Rail Canada Inc.

VIA Rail Canada Inc.

13. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing.
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

20

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa. Canada K1A 089



C-314

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

PROJET DE LOI C-314

An Act to amend the Firearms Act and the Criminal Code (no registration of firearms that are not restricted or prohibited firearms)

Loi modifiant la Loi sur les armes à feu et le Code criminel (dispense d'enregistrer les armes à feu qui ne sont ni des armes à feu à autorisation restreinte ni des armes à feu prohibées)

First reading, November 5, 1999

Première lecture le 5 novembre 1999



Mr. Gouk M. Gouk

The purpose of this enactment is to amend the *Firearms Act* to remove the need to register "long guns" and to repeal the offences under the *Criminal Code* that are related to having an unregistered "long gun" or being in a vehicle in which there is an unregistered "long gun".

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est de modifier la *Loi sur les armes à feu* afin d'en retirer l'obligation d'enregistrer les armes d'épaule et d'abroger les dispositions créant des infractions au *Code criminel* du fait d'avoir en sa possession une arme d'épaule non enregistrée ou de se trouver dans un véhicule où il y a une telle arme d'épaule non enregistrée.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante: 2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

PROJET DE LOI C-314

An Act to amend the Firearms Act and the Criminal Code (no registration firearms that are not restricted or prohibited firearms)

Loi modifiant la Loi sur les armes à feu et le Code criminel (dispense d'enregistrer les armes à feu qui ne sont ni des armes à feu à autorisation restreinte ni des armes à feu prohibées)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1995. c. 39: 1996, c. 19; 1999, cc. 3.

Interpreta-

registration

Scope of

registration

tion re

FIREARMS ACT

LOI SUR LES ARMES À FEU

1995, ch. 39; 1996, ch. 19; 1999, ch. 3,

1. Section 2 of the Firearms Act is subsection (3):

(4) Provisions of this Act relating to powers or requirements to issue, revoke, seize, surrender, verify, request the production of, lend or otherwise deal with a registration certificate 10 apply only to circumstances involving a firearm that is a restricted or prohibited firearm.

1. L'article 2 de la Loi sur les armes à feu amended by adding the following after 5 est modifié par adjonction, après le para-5 graphe (3), de ce qui suit :

(4) Les dispositions de la présente loi ayant trait aux pouvoirs ou à l'obligation de délivrer, de révoquer, de saisir, de remettre, de vérifier, d'exiger un certificat d'enregistrement ou 10 d'en exiger la production ou de faire autre chose à son égard ne s'appliquent que dans les circonstances où sont en cause des armes à feu qui sont des armes à feu à autorisation restreinte ou des armes à feu prohibées.

Interprétation quant à l'enregistrement

(5) For greater certainty, nothing in this Act requires a person to register a firearm unless it 15 loi n'a pour effet d'exiger d'une personne is a restricted firearm or a prohibited firearm.

(5) Il est entendu que rien dans la présente qu'elle enregistre une arme à feu, à moins que cette arme à feu soit une arme à feu à autorisation restreinte ou une arme à feu 20 prohibée.

Portée de l'enregistreR.S., c. C-46:

R.S., ee. 2, 11, 27, 31, 47, 51,

Supp.), cc. 1, 24, 27, 35

(2nd Supp.)

34 (3rd

cc. 10, 19, 30,

Supp.), cc. 1

(4th Supp.):

1989, c. 2; 1990, cc. 15.

16, 17, 44;

28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22

1991, cc. 1, 4.

27, 38, 41, 47

51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45,

46: 1994. cc

12, 13, 38, 44 1995, ec. 5,

19, 22, 27, 29

1996. cc. 7. 8.

16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9,

16, 17, 18, 23 30, 39; 1998.

30, 34, 35, 37;

cc. 7, 9, 15.

1999, c. 5

32, 39, 42;

23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50

52 (1st

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.). ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.). ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (49 suppl.); 1989. ch. 2: 1990. ch. 15, 16, 17 44 1991 ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51: 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40. 45, 46; 1994. ch 12 13 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22. 27, 29, 32, 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18. 23 30 39-1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999. ch. 5

- 2. In sections 3 to 7, references to provisions in the *Criminal Code* are references to those provisions as enacted by section 139 of chapter 39 of the Statutes of Canada, 1995.
- 3. (1) Section 91 of the *Criminal Code* is 5 amended by replacing paragraph (1)(b) by the following:
 - (b) a registration certificate if the firearm is a prohibited firearm or a restricted firearm.
- 2. Dans les articles 3 à 7, les renvois aux dispositions du *Code criminel* sont des renvois aux dispositions édictées en vertu de l'article 139 du chapitre 39 des Lois du Canada de 1995.
- 3. (1) L'article 91 du *Code criminel* est modifié par substitution, au paragraphe 1, de ce qui suit :
- 91. (1) Sous réserve <u>du paragraphe</u> (4) et de l'article 98, commet une infraction quiconque 10 a en sa possession une arme à feu sans être titulaire à la fois d'un permis qui l'y autorise et, s'il s'agit d'une arme à feu à autorisation restreinte ou d'une arme à feu prohibée, du certificat d'enregistrement de cette arme.
- (2) Subsection 91(5) of the Act is re-10 pealed.
- 4. (1) Section 92 of the Act is amended by replacing paragraph (1)(b) by the following:
- (2) Le paragraphe 91(5) de la même loi est abrogé.
- 4. (1) L'article 92 de la même loi est modifié par substitution, au paragraphe (1), de ce qui suit :

(b) a registration certificate if the firearm is a prohibited firearm or a restricted firearm.

92. (1) Sous réserve <u>du paragraphe</u> (4) et de l'article 98, commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sachant qu'il n'est pas le titulaire d'un permis qui l'y autorise et, s'il s'agit d'une arme à feu à 5 autorisation restreinte ou d'une arme à feu prohibée, du certificat d'enregistrement de cette arme.

Possession non autorisée d'une arme à feu infraction délibérée

- (2) Subsection 92(5) of the Act is repealed.
- 5. (1) Section 94 of the Act is amended by 5 replacing subparagraph (a)(i)(B) by the following:
 - (B) a registration certificate if the firearm is a prohibited firearm or a restricted firearm,

- (2) Subsection 94(5) of the Act is repealed.
- 6. The word "firearm" in paragraphs 105(1)(a) and (b) of the Act is replaced by the words "restricted firearm or prohibited 15 firearm".
- 7. The word "firearm" in paragraphs 106(1)(a) and (b) of the Act is replaced by the words "restricted firearm or prohibited firearm".

- (2) Le paragraphe 92(5) de la même loi est abrogé.
- 5. (1) L'article 94 de la même loi est modifié par substitution, au sous-alinéa (1)a)(i), de ce qui suit :
 - (i) soit celui-ci ou tout autre occupant du véhicule est titulaire à la fois d'une 15 autorisation ou d'un permis qui l'autorise à l'avoir en sa possession et à la transporter, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte et, s'il s'agit d'une 20 arme à autorisation restreinte ou d'une arme à feu prohibée, du certificat d'enregistrement de cette arme,
- (2) Le paragraphe 94(5) de la même loi est abrogé.
- 6. Dans les alinéas 105(1)a) et b) de la même loi, l'expression « une arme à feu » est remplacée par l'expression « une arme à feu à autorisation restreinte ou une arme à feu prohibée ».
- 7. Dans les alinéas 106(1)a) et b) de la même loi, l'expression « une arme à feu » est remplacée par l'expression « une arme 20 à feu à autorisation restreinte ou une arme à feu prohibée ».

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-315

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-315

PROJET DE LOI C-315

An Act to provide for the settlement of labour disputes affecting west coast ports by final offer arbitration

Loi portant règlement des conflits de travail dans les ports de la côte ouest par arbitrage des propositions finales

First reading, November 15, 1999

Première lecture le 15 novembre 1999



Mr. Johnston

This enactment provides a process for final offer arbitration to prevent strikes or lockouts at ports on the west coast of Canada.

SOMMAIRE

Ce texte pourvoit à une forme d'arbitrage des propositions finales afin de prévenir les grèves et les lock-outs dans les ports de la côte ouest du Canada.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-315

PROJET DE LOI C-315

An Act to provide for the settlement of labour disputes affecting west coast ports by final offer arbitration

Loi portant règlement des conflits de travail dans les ports de la côte ouest par arbitrage des propositions finales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Final Offer Arbitration in Respect of West Coast Ports 5 finales dans les opérations des ports de la côte 5 Operations Act.

TITRE ABRÉGÉ 1. Loi sur l'arbitrage des propositions

Titre abrégé

DEFINITION

"Minister" « ministre »

2. In this Act, "Minister" means Minister within the meaning of the Canada Labour Code.

DÉFINITION

2. Dans la présente loi, « ministre » s'en-

« ministre » "Minister"

GENERAL

General

3. For greater certainty, this Act applies to 10 any collective agreement extended between an employer and it's employees under the West Coast Ports Operations Act, 1995 and any subsequent collective agreement between those parties.

DISPOSITION GÉNÉRALE

tend du ministre au sens du Code canadien du

travail.

générale

3. Il demeure entendu que la présente loi 10 Disposition s'applique à toutes les conventions collectives prolongées entre un employeur et ses employés en vertu de la Loi de 1995 sur les opérations portuaires de la côte ouest et aux 15 conventions de travail intervenues par la suite 15 entre les mêmes parties.

ORDER OF THE MINISTER

Order of the Minister

- 4. Notwithstanding the provisions of the Canada Labour Code, where the Minister is of the opinion that a strike or a lockout in a west coast port poses an immediate and substantial threat to the economy of Canada or to the 20 réelle pour l'économie du Canada ou pour national interest, the Minister may, by order,
 - (a) suspend the right to strike or lockout in that port; and
 - (b) when a strike or lockout has occurred, direct the employer to resume operations 25 and the employees to return to work, as the case may be.

DÉCRET DU MINISTRE

4. Par dérogation aux dispositions du Code canadien du travail, s'il est d'avis qu'une grève ou un lock-out dans un port de la côte ouest représente une menace immédiate et 20 l'intérêt national, le ministre peut, par décret, à la fois:

Décret du

ministre

- a) suspendre le droit de grève ou de lock-out dans ce port;
- b) s'il y a déjà grève ou lock-out, ordonner à l'employeur de reprendre les opérations et aux employés de retourner au travail, selon le cas.

FINAL OFFER ARBITRATION

Notice of final arbitration

5. Where the Minister makes an order pursuant to section 4, the Minister shall forthwith give notice to the trade union and the employer that the collective bargaining dispute is to be settled by final offer arbitration.

Joint recommendation of arbitrator

6. The trade union and the employer may, within seven days following receipt of the notice given under section 5, provide the Minister with the name of a person they jointly recommend be appointed arbitrator for the 10 sent conjointement comme arbitre pour procé-10 purpose of final offer arbitration.

Appointment of arbitrator

- 7. The Minister shall, within fifteen days of giving the notice under section 5,
 - (a) appoint the arbitrator jointly recommended by the trade union and the employ- 15 er under section 6: or
 - (b) where the trade union and the employer have not jointly recommended an arbitrator, appoint as arbitrator for final offer arbitration such person as the Minister considers 20 appropriate.

Rules of procedure

8. (1) In the absence of an agreement by the arbitrator and the parties as to the procedure to be followed, a final offer arbitration shall be Minister, with the approval of the Governor in Council, may prescribe.

Procedure

(2) The arbitrator shall conduct the arbitration proceedings as expeditiously as possible and, subject to subsection (1), in such manner 30 réserve du paragraphe (1), de la manière qu'il as the arbitrator considers appropriate, having regard to the circumstances of the matter.

Final offer

- 9. (1) An arbitrator appointed under section 7 shall forthwith require the trade union and the employer to provide to the arbitrator, in 35 lui fournissent chacun, par écrit, dans les writing, within fifteen days,
 - (a) a list of the matters agreed upon by both parties and a proposal in contractual language to give effect to these matters;
 - (b) a list of the matters remaining in dispute; 40
 - (c) the final offer submitted by the trade union and the final offer submitted by the employer.

ARBITRAGE DES PROPOSITIONS FINALES

5. Lorsqu'il prend un décret en vertu de l'article 4, le ministre donne immédiatement avis au syndicat et à l'employeur que le différend syndical-patronal sera réglé par 5 arbitrage des propositions finales.

Avis d'arbitrage propositions

6. Dans les sept jours qui suivent la réception de l'avis visé à l'article 5, le syndicat et l'employeur peuvent fournir au ministre le nom de la personne qu'ils propo-

Choix commun d'un arbitre

7. Dans les quinze jours qui suivent la transmission, par le le ministre, de l'avis visé à l'article 5, celui-ci nomme comme arbitre :

der à l'arbitrage des propositions finales.

Désignation de l'arbitre

- a) soit la personne proposée conjointement 15 par le syndicat et l'employeur conformément à l'article 6:
- b) soit la personne qu'il considère apte si le syndicat et l'employeur n'ont pas conjointement proposé quelqu'un pour procéder à 20 l'arbitrage des propositions finales.
- 8. (1) À défaut d'entente entre l'arbitre et les parties sur la procédure à suivre, l'arbitrage des propositions finales est régi par les governed by such rules of procedure as the 25 règles de procédure édictées par le ministre, 25 avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Règles de procédure

(2) L'arbitre mène les procédures d'arbitrage avec autant de célérité que possible et, sous juge appropriée, selon les circonstances du 30 cas.

Procédure

9. (1) L'arbitre désigné en vertu de l'article 7 exige du syndicat et de l'employeur qu'ils quinze jours de la demande : 35

Proposition

- a) une liste des sujets ayant fait l'objet d'une entente accompagnée du libellé qu'ils proposent pour la mise en oeuvre de ces ententes:
- b) une liste des sujets qui font encore l'objet 40 d'un différend:
- c) le libellé de la proposition finale de règlement du syndicat et celui de la proposition finale de l'employeur.

Décision de

L'arbitre

Determination by arbitrator

- (2) Within ninety days after being appointed or within such greater period as the Minister may, on application by the arbitrator, agree to, the arbitrator shall
 - (a) determine the matters on which the trade 5 union and the employer are in agreement;
 - (b) determine the matters remaining in dispute;
 - (c) select, in order to resolve the matters remaining in dispute, either the final offer 10 submitted by the trade union or the final offer submitted by the employer; and
 - (d) make a decision in respect of the resolution of the matters referred to in this subsection and send a copy of the decision 15 to the trade union, the employer and the Minister.
- (3) If either party fails to submit a final offer submit final to the arbitrator within the time specified in final offer submitted by the other party.

(2) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent sa nomination, ou dans le délai supérieur que lui accorde le ministre, l'arbitre:

- a) détermine les sujets sur lesquels le 5 syndicat et l'employeur ont conclu une entente:
- b) détermine les sujets qui font encore l'objet d'un différend;
- c) choisit, pour résoudre les sujets faisant 10 encore l'objet d'un différend, soit la proposition finale du syndicat, soit la proposition finale de l'employeur;
- d) rend une décision relativement à la solution des sujets visés au présent article et 15 transmet une copie à chacun du syndicat, de l'employeur et du ministre.
- (3) Si l'une ou l'autre des parties omet de soumettre une proposition finale à l'arbitre subsection (1), the arbitrator shall select the 20 dans le délai prévu au paragraphe (1), celui-ci 20 choisit la proposition finale soumise par l'autre partie.

Défaut de soumettre une proposition

Arbitrator's decision final

Failure to

- 10. (1) The decision of the arbitrator made pursuant to section 9 is binding on the trade union and the employer from the day following the day it is received by the last to receive 25 it, or from a subsequent day specified by the arbitrator.
- 10. (1) La décision rendue par l'arbitre en vertu de l'article 9 lie le syndicat et l'employeur à compter, soit du lendemain du jour 25 où la dernière partie la reçoit, soit d'une date postérieure que l'arbitre précise.

La décision de l'arbitre est exécutoire

Retroactive effect

- (2) Subsection (1) does not prevent the decision of the arbitrator from including the date it is reported to the trade union and the employer.
- (2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire que certains éléments de la décielements that are effective from a date prior to 30 sion de l'arbitre ne prennent effet à une date 30 antérieure à celle de la décision.

Rétroactivité

Decision not reviewed

- (3) The decision of the arbitrator made pursuant to section 9 is final and shall not be questioned or reviewed in any court.
 - (3) La décision qu'un arbitre rend en vertu de l'article 9 est définitive et ne peut être ni 35 contestée ni révisée par voie judiciaire.

définitif de la décision

Proceedings prohibited

- (4) No order shall be made, no process entered into and no proceeding taken in any courf
 - (a) to question the appointment of an arbitrator by the Minister; or 40
 - (b) to review, prohibit or restrain any proceeding of an arbitrator appointed under this Act.
- Recours (4) Il n'est admis aucun recours ou décision 35 judiciaire visant:

interdits

- a) soit à contester la nomination d'un arbitre par le ministre;
- b) soit à réviser, empêcher ou limiter l'action d'un arbitre nommé en vertu de la 40 présente loi.

Report, record of proceeding not evidence

11. No report of an arbitrator and no document provided to the arbitrator by the trade union or the employer is admissible in evidence in any court in Canada except in the case of a prosecution for perjury.

Inadmissibilité en iustice

Status

12. For the purposes of the Federal Court Act, an arbitrator appointed under this Act is not a federal board, commission or other tribunal within the meaning of that Act.

Payment of fees and costs

13. The fees and costs of an arbitrator 10 resulting from performance of the obligations under this Act shall be paid equally by the employer and the trade union.

11. Les rapports de l'arbitre et les pièces fournies à ce dernier par le syndicat ou par l'employeur ne sont pas admissibles en justice, sauf dans le cas de poursuite pour parjure.

12. Pour l'application de la Loi sur la Cour 5 Statut fédérale, l'arbitre nommé en vertu de la présente loi ne constitue pas un office fédéral au sens de cette loi.

> Paiement des honoraires et des frais de

13. Les honoraires de l'arbitre et les frais qu'il a encourus dans l'exécution des fonc-10 tions que la présente loi lui attribue sont supportés à parts égales par l'employeur et par le syndicat.

l'arbitre

OFFENCES AND PENALTIES

Offence and penalty

14. Every employer that contravenes an guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$25,000 for each day that the lockout continues.

Offence and penalty

15. Every trade union that contravenes an order of the Minister made under section 4 is 20 du ministre pris en vertu de l'article 4 commet guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$25,000 for each day that the strike continues.

INFRACTIONS ET PEINES

14. L'employeur qui contrevient à un décret order of the Minister made under section 4 is 15 du ministre pris en vertu de l'article 4 commet 15 une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 25 000 \$ pour chaque jour au cours duquel le lock-out se poursuit.

Infraction et peine

15. Le syndicat qui contrevient à un décret 20 Infraction et une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 25 000 \$ pour chaque jour au cours duquel la grève se poursuit.

peine

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-316

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

PROJET DE LOI C-316

An Act to amend the Transfer of Offenders Act (removal of foreign offenders)

Loi modifiant la Loi sur le transfèrement des délinquants (renvoi de délinquants étrangers)

First reading, November 15, 1999

Première lecture le 15 novembre 1999



MR. PERIC

M. PERIC

This enactment provides for the transfer, by court order, on application by the Crown, of a foreign offender serving a sentence of ten years or more, to a country of which the offender is a citizen and that consents to accept the offender. Transfer on Crown application may only be made to countries that provide similar rights of conditional release to those extant in Canada.

This is in addition to the present provisions that allow a foreign offender to make an application to the Minister for such a transfer.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de pourvoir au transfèrement, par ordonnance judiciaire, des délinquants étrangers qui purgent une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus au Canada vers un État dont ils sont citoyens et qui les accepte. L'ordonnance de transfèrement ne peut être accordée à la Couronne qu'en cas de transfèrement vers des États qui ont des conditions de mise en liberté sous condition semblables à celles qui s'appliquent au Canada.

Ce texte s'ajoute aux dispositions présentes qui permettent à un délinquant étranger de présenter une demande de transfèrement au ministre.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

PROJET DE LOI C-316

An Act to amend the Transfer of Offenders Act (removal of foreign offenders)

Loi modifiant la Loi sur le transfèrement des délinquants (renvoi de délinquants étrangers)

R.S., c. T-15; R.S., cc. 27, 31 (1st Supp.); 1992. c. 20; 1993, c. 34; 1995, cc. 22, 42

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. T-15; L.R. ch. 27, 31 (1^{er} suppl.); 1992, ch. 20; 1993, ch. 34; 1995, ch. 22,

1. The Transfer of Offenders Act is section 20:

Application to transfer foreign offender

20.1 (1) The Crown may apply to the Federal Court of Canada for an order that a foreign offender serving a sentence of a term of imprisonment in Canada of ten years or 10 more be removed from Canada and transferred to the custody of a foreign state.

Order

(2) The court may grant the order if the offender is a citizen of the foreign state and the state has consented to the transfer.

Conduct of hearing

(3) The hearing on the application shall be conducted according to the principles provided for inquiries in sections 29 to 31 of the Immigration Act.

Other provisions of order

(4) The order may also include provisions 20 respecting the matters referred to in, and on the same basis as provided in, section 33 of the Immigration Act.

1. La Loi sur le transfèrement des délinamended by adding the following after 5 quants est modifiée par adjonction, après 5 l'article 20, de ce qui suit :

20.1 (1) La Couronne peut présenter à la Cour fédérale du Canada une demande d'ordonnance de transfèrement, du Canada vers un État étranger, pour y être sous garde, d'un 10 délinquant étranger qui purge au Canada une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus.

Demande de transfèrement d'un délinquant

(2) La Cour peut accorder l'ordonnance si le délinquant est citoven de cet État étranger 15 et si ce dernier consent à son transfèrement.

Conditions d'octroi de l'ordonnance

(3) L'audition de cette demande d'ordonnance est tenue selon les principes applicables aux enquêtes visées aux articles 29 à 31 de la Loi sur l'immigration.

Tenue d'une audition

(4) L'ordonnance peut aussi comporter des 20 dispositions relatives aux sujets mentionnés à l'article 33 de la Loi sur l'immigration, conformément aux conditions énoncées dans cet article.

Dispositions supplémentaires de l'ordonnance Restrictions

(5) No order shall be made to transfer a foreign offender to a foreign state unless the foreign state agrees to provide, or the law of the foreign state provides for, conditional basis to that provided in Canada.

(5) Nul délinquant étranger ne peut être transféré vers un État étranger en vertu d'une ordonnance rendue en vertu du présent article si cet État étranger ne consent pas à accorder. release of the foreign offender on a similar 5 la mise en liberté sous condition du délinquant 5 à des conditions équivalentes à celles applicables au Canada ou si les lois de cet État étranger ne comportent pas des dispositions équivalentes à ces conditions.

Restrictions

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

C-317

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

PROJET DE LOI C-317

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale An Act to change the name of the electoral district of Lac-Saint-Jean du Lac-Saint-Jean First reading, November 16, 1999

Première lecture le 16 novembre 1999



MR. TREMBLAY (Lac-Saint-Jean)

M. TREMBLAY (Lac-Saint-Jean)

This enactment changes the name of the electoral district of Lac-Saint-Jean to Lac-Saint-Jean — Saguenay.

SOMMAIRE

Le texte a pour but de remplacer le nom de la circonscription électorale du Lac-Saint-Jean par le nom Lac-Saint-Jean — Saguenay.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

PROJET DE LOI C-317

An Act to change the name of the electoral district of Lac-Saint-Jean

changer le nom Loi visant circonscription électorale du Lac-Saint-Jean

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, paragraph 30 of that part relating to the province of Quebec is amended by substituting the name "Lac-Saint-Jean - Saguenay" for the name "Lac-Saint-Jean".

1. Dans le décret de représentation déclaré force by Proclamation of January 8, 1996, 5 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 5 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, le paragraphe 30 de la partie relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom «Lac-10 Saint-Jean — Saguenay » au nom «Lac-10

modifié : « Lac-Saint-Jean -Saguenay »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Saint-Jean ».

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Name

"Lac-

changed to

Saint-Jean -

Saguenay"





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-318

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

PROJET DE LOI C-318

An Act to require the establishment of national training and certification standards for trades that receive apprenticeship training

Loi tendant à exiger l'établissement de normes de formation et d'accréditation pour les métiers qui forment des apprentis

First reading, November 16, 1999

Première lecture le 16 novembre 1999



MR. MAHONEY

M. MAHONEY

The purpose of this enactment is to facilitate the setting of national standards of apprenticeship training and certification that will have national recognition. The Minister will establish organizations with representation from government and stakeholders to achieve this objective.

There will be an annual report to Parliament that is deemed referred to a standing committee.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de faciliter l'établissement de normes de formation et d'accréditation de l'apprentissage qui soient reconnues à l'échelle nationale. Le ministre constitue des organisations formées de représentants du gouvernement et des groupes intéressés à la réalisation de l'objet de la loi.

Il y aura un rapport annuel déposé au Parlement qui sera réputé déféré à un comité permanent.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

PROJET DE LOI C-318

An Act to require the establishment of training and national certification trades standards for that receive apprenticeship training

Loi tendant à exiger l'établissement de normes de formation et d'accréditation pour les métiers qui forment des apprentis

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

"Minister"

« ministre »

1. This Act may be cited as the Apprenticeship National Standards Act.

2. The definitions in this section apply in

Definitions this Act.

> "Minister" means the Minister of Human Resources Development.

trade organization.

"NATO" « Organisation nationale d'apprentissage et d'accréditation »

"provincial minister' « ministre provincial »

Apprenticeship trades determined

NATOs established "provincial minister" means a minister of the Crown in right of a province who has responsibility for training programs for trades in the province.

15

3. (1) The Minister shall determine which trades traditionally include or should include apprenticeship as a part of their training and certification in Canada.

(2) The Minister shall, in cooperation with 20 the provincial ministers, establish a NATO in respect of every trade identified under subsection (1).

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur les normes nationales d'appren-5 tissage.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« ministre » Le ministre du Développement des ressources humaines.

"NATO" means a national apprenticeship 10 « ministre provincial » Le ministre de la Cou-10 ronne du chef d'une province responsable des programmes de formation technique des apprentis dans la province.

> « Organisation nationale d'apprentissage et d'accréditation » L'organisation nationale 15 d'apprentissage et d'accréditation établie pour chaque métier.

> 3. (1) Le ministre détermine quels métiers forment traditionnellement ou devraient former leurs aspirants par apprentissage et accré-20 ditation au Canada.

> (2) Le ministre constitue, en coopération avec les ministres provinciaux, une organisation nationale d'apprentissage et d'accréditation pour chaque métier où la formation est, à 25 son avis, traditionnellement donnée par apprentissage, conformément aux décisions qu'il a arrêtées en vertu du paragraphe (1).

Titre abrégé

5

Définitions

« ministre » "Minister

« ministre provincial » 'provincial

minister"

« Organisation nationale d'apprentissage et d'accréditation »
"NATO"

Détermination des métiers qui forment des apprentis

Constitution des organisations d'apprentissage

Composition.

mission et

mandat

Membership and functions

4. (1) Subject to subsection 5(2), a NATO shall have the membership and functions and its members the terms of office determined by the regulations.

Funding

(2) A NATO may receive and shall account 5 for such funds from the federal government as are appropriated to the purpose.

Representation in membership

(3) The membership of a NATO shall include representatives of the Minister, the provincial ministers, labour organizations, 10 industry organizations and post-secondary educational institutions as determined by the regulations.

tion and expenses

(4) Members of a NATO may receive such as are provided for in the regulations.

Objective of

5. (1) A NATO shall have the objective of developing national standards of apprenticeship training and qualification that will be nationally recognized for the trade it repre-20 sents.

Functions and responsibilities

(2) A NATO shall have the functions and responsibilities necessary to achieve its objective as determined in consultation between the Minister, the provincial ministers and the 25 les responsabilités qu'elles doivent assumer advisory groups that are recognized by the Minister as representing industry and labour with respect to the trade it represents regarding apprenticeship in the provinces.

Cooperation with existing groups

(3) A NATO shall cooperate with existing 30 groups that plan and administer trade training.

Regulations

- 6. The Governor in Council may, on the advice of the Minister, make regulations
 - (a) establishing the functions and responsibilities of NATOs; and

4. (1) Sous réserve du paragraphe 5(2), la composition des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation, leur mission et le mandat de leurs membres sont déterminés par règlement.

(2) Chaque organisation nationale d'apprentissage et d'accréditation peut recevoir les fonds que le gouvernement fédéral lui attribue pour ses fins et elle rend compte de l'utilisation de ces fonds. 10

Financement

(3) Les organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation sont composées de représentants du ministre, des ministres provinciaux, des syndicats ouvriers, des organismes industriels et des institutions d'enseigne-15 ment postsecondaire, selon les modalités établies par règlement.

Composition organisations

(4) Les membres des organisations nationaremuneration and reimbursement of expenses 15 les d'apprentissage et d'accréditation reçoivent la rémunération établie par règlement et 20 sont indemnisés de leurs frais selon les modalités fixées par règlement.

Rémunération des membres et indemnisation de leurs frais

5. (1) Chacune des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation a pour mission d'établir des normes de formation et 25 de compétence d'apprentissage pour le métier qu'elle représente.

Mission des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation

(2) Les attributions que doivent avoir les organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation pour remplir leur mission et 30 sont déterminées par consultations entre le ministre, les ministres provinciaux, les groupes consultatifs reconnus par le ministre à titre de représentants de l'industrie et des syndicats 35 quant à ce qui concerne l'apprentissage dans les provinces dans le métier qu'elles représentent.

Attributions et responsabi-

(3) Les organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation sont tenues de 40 coopérer avec les groupes déjà existants qui planifient et administrent la formation technique.

Coopération des groupes déjà existants

- 6. Le gouverneur en conseil peut, sur l'avis du ministre, prendre des règlements aux fins 45 suivantes:
- 35 a) déterminer le rôle et les responsabilités des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation;

Règlements

(b) providing for the remuneration of and reimbursement of expenses to members of NATOS

Agreements

7. The Minister may make agreements with with apprenticeship training and certification in order to fulfil the purposes of this Act.

Report to Parliament

8. (1) The Minister shall cause to be prepared and laid before each House of Parliament a report in respect of each calendar 10 year respecting the operations and achievements of the NATOs established pursuant to this Act.

Referred to committee

(2) The report, on being laid before the such standing committee of the House as is appointed to deal with apprenticeship training matters.

Committee report

(3) The standing committee may include in its report recommendations on the function of 20 dans son rapport, des recommandations sur le NATOs, on the operation of this Act and whether this Act should be amended or, if its objective has been achieved, repealed.

- b) déterminer la rémunération des membres des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation et les modalités d'indemnisation de leurs frais.
- 7. Le ministre peut conclure des accords 5 Accords provinces or with organizations concerned 5 avec les provinces ou des organismes intéressés à la formation et à l'accréditation d'apprentis en vue de réaliser les objets de la présente loi.
 - 8. (1) Pour chaque année civile, le ministre 10 Rapport au fait préparer et déposer devant chacune des chambres du Parlement un rapport relatif au fonctionnement et aux réalisations des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation constituées en vertu de la présente loi. 15
- (2) Dès qu'il est déposé devant chacune des House of Commons, is deemed referred to 15 chambres du Parlement, le rapport est réputé déféré au comité permanent de cette chambre chargé d'examiner les questions relatives à la formation en apprentissage. 20
 - (3) Le comité permanent peut présenter, fonctionnement des organisations nationales d'apprentissage et d'accréditation, sur l'application de la présente loi et indiquer s'il y a lieu 25 de modifier la loi, si son objet a été réalisé ou s'il y a lieu de l'abroger.

Parlement

Renvoi au comité

Rapport du

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-319

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-319

PROJET DE LOI C-319

An Act to amend the Food and Drugs Act (nutrition information on foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (information nutritionnelle sur les aliments)

First reading, November 17, 1999

Première lecture le 17 novembre 1999



M. WAPPEL

MR. WAPPEL

This enactment amends the *Food and Drugs Act*. It prohibits a person from packaging a food intended for retail sale or importing a packaged food intended for retail sale unless the person places a label on the package that clearly indicates, in English and in French,

- (a) where the total surface area of the package is equal to or greater than 120 square centimetres, the amount of calories, total fat, saturated fat, trans fat, cholesterol, sodium, total carbohydrate, dietary fibre, sugar, protein, iron, calcium, folic acid, potassium, vitamin A and vitamin C contained in one portion; and
- (b) where the total surface area of the package is equal to or less than 120 square centimetres:
 - (i) the nutrition information required by paragraph (a), or
 - (ii) a toll-free telephone number allowing consumers to obtain, in both official languages, the nutrition information referred to above.

The enactment also provides that a person may not sell a food in bulk or sell unpackaged fruits or vegetables unless the nutrition information referred to above is provided at the retail point of sale.

This enactment does not apply to a person who

- (a) in either or both of the two years before the year in which the person packages a food intended for retail sale or imports a packaged food for retail sale, has less than \$500,000 in annual gross revenues from the activities referred to in the enactment; and
- (b) does not indicate the nutrient content of the food on the label or at the retail point of sale.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues*. Il interdit à une personne d'emballer un aliment destiné à la vente au détail et d'importer un aliment emballé destiné à la vente au détail sans qu'elle n'appose sur l'emballage une étiquette indiquant clairement, en anglais et en français :

- a) dans le cas où la superficie totale de l'emballage est égale ou supérieure à 120 cm², la quantité par portion, de calories, de graisses au total, de graisses saturées, d'acides gras *trans*, de cholestérol, de sodium, de glucides au total, de fibres alimentaires, de sucre, de protéines, de fer, de calcium, d'acide folique, de potassium, de vitamine A et de vitamine C;
- b) dans le cas où la superficie totale de l'emballage est inférieure à 120 cm² :
 - (i) soit l'information nutritionnelle visée à l'alinéa a),
 - (ii) soit un numéro de téléphone permettant d'obtenir sans frais, dans les deux langues officielles cette information nutritionnelle.

Ce texte prévoit également qu'une personne ne peut vendre en vrac un aliment ni vendre des fruits ou des légumes non emballés à moins de donner l'information nutritionnelle visée ci-dessus au point de vente au détail.

Ce texte ne s'applique pas à une personne si à la fois :

- a) dans l'une ou l'autre des deux années précédant celle où elle emballe un aliment destiné à la vente au détail ou importe un aliment emballé destiné à la vente au détail, elle a un chiffre d'affaires brut inférieur à 500 000 \$ par année provenant de ces activités;
- b) elle n'indique pas la teneur en nutriments de l'aliment sur l'étiquette ou au point de vente au détail de l'aliment.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-319

PROJET DE LOI C-319

An Act to amend the Food and Drugs Act (nutrition information on foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (information nutritionnelle sur les aliments)

R.S., c. F-27; R.S., cc. 27. 31 (1st Supp.), c. 27 (3rd Supp.), c. 42 (4th Supp.); 1992, c. 1; 1993, cc. 34, 37, 44; 1994. cc. 26. 38, 47; 1995. c. 1; 1996, cc 8, 16, 19; 1997, cc. 6. 18

"food

intended for

retail sale'

« aliment

vente au

détail »

destiné à la

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. F-27: L.R.. ch 27 31 (1er suppl.). ch. 27 (3) suppl.), ch. 42 (4e suppl.); 1992 ch. 1; 1993, ch. 34, 37, 44: 1994 ch 26, 38, 47: 1995, ch. 1: 1996, ch. 8. 16, 19: 1997. ch. 6, 18

« aliment

vente au

détail »

"food intended for

10 retail sale

destiné à la

1. Section 2 of the Food and Drugs Act is betical order:

"food intended for retail sale" does not include

- (a) food sold in a restaurant:
- (b) alcoholic beverages:
- (c) food prepared on the premises of a retail business:
- (d) food normally used in religious ceremonies; or
- (e) a prescribed food containing negligible 15 amounts of the nutrients listed in subparagraph 4.1(1)(a)(iii) where there is no nutrient content claim on the label or any advertising accompanying the food.

"nutrient content claim" means a statement 20 that describes, directly or indirectly, the amounts of certain nutrients in a food or group of foods.

1. L'article 2 de la Loi sur les aliments et amended by adding the following in alpha- 5 drogues est modifié par adjonction, selon 5 l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

- « aliment destiné à la vente au détail » Ne comprend pas:
 - a) les repas fournis dans les restaurants;
 - b) les boissons alcooliques;
 - c) un aliment préparé sur les lieux d'un commerce au détail:
 - d) un aliment habituellement destiné à des cérémonies religieuses;
 - e) un aliment réglementaire contenant des 15 quantités négligeables d'éléments nutritionnels énumérés au sous-alinéa 4.1(1)a)(iii), et pour lequel aucune mention de la teneur en nutriments n'apparaît sur l'étiquette ou sur toute publicité accompa-20 gnant l'aliment.
- « mention de la teneur en nutriments » Mention décrivant, directement ou indirecte-

« mention de la teneur en nutriments » "nutrient content claim'

"nutrient content claim' « mention de la teneur en nutriments »

"portion" « portion »

2

"portion" means a fixed quantity of a particular food customarily consumed at a single eating occasion as prescribed by regulation.

ment, la teneur de certains nutriments d'un aliment ou groupe d'aliments.

« portion » Quantité déterminée d'aliments habituellement consommée au cours d'un seul repas, telle que définie par règlement.

« portion » "portion"

Information

nutritionnelle

2. The Act is amended by adding the 5 following after section 4:

Nutrition information

- 4.1 (1) Subject to subsection (2) and notwithstanding section 8 of the Consumer Packaging and Labelling Act, no person shall package a food intended for retail sale or 10 import a packaged food intended for retail sale unless a label is affixed to the package clearly showing, in English and in French, in the prescribed manner and form,
 - (a) where the total surface area of the 15 package is equal to or greater than 120 square centimetres:
 - (i) the number of portions per package,
 - (ii) the size of the portion expressed in common household measurements as 20 prescribed by regulation,
 - (iii) the amount of calories, total fat, saturated fat, trans fat, cholesterol, sodium, total carbohydrate, dietary fibre, sugar, protein, iron, calcium, folic acid, 25 potassium, vitamin A and vitamin C contained in one portion; and
 - (b) where the total surface area of the package is less than 120 square centimetres:
 - (i) the nutrition information required by 30 paragraph (a), or
 - (ii) a toll-free telephone number and a statement that a person may obtain, in both official languages, the nutrition information referred to in paragraph (a). 35

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :

4.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et par dérogation à l'article 8 de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consomma-10 tion, nul ne peut emballer un aliment destiné à la vente au détail ni importer un aliment emballé destiné à la vente au détail à moins d'apposer sur l'emballage une étiquette indiquant clairement, en anglais et en français et 15 en la forme et selon les modalités réglementai-

a) dans le cas où la superficie totale de l'emballage est égale ou supérieure à 120 cm^2 :

- (i) le nombre de portions contenu dans l'emballage,
- (ii) la taille de la portion exprimée en mesures courantes réglementaires,
- (iii) la quantité par portion, de calories, 25 de graisses au total, de graisses saturées, d'acides gras trans, de cholestérol, de sodium, de glucides au total, de fibres alimentaires, de sucre, de protéines, de fer, de calcium, d'acide folique, de 30 potassium, de vitamine A et de vitamine C:
- b) dans le cas où la superficie totale de l'emballage est inférieure à 120 cm² :
 - (i) soit l'information nutritionnelle visée 35 à l'alinéa a).
 - (ii) soit un numéro de téléphone sans frais et une mention indiquant qu'une personne peut obtenir, dans les deux langues officielles, cette information nutrition-40 nelle.

(2) Subsection (1) does not apply to a person where

- (a) in either or both of the two years before the year in which the person packages a food intended for retail sale or imports a 40
- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne si, à la fois :
 - a) dans l'une ou l'autre des deux années précédant celle où elle emballe un aliment 45 destiné à la vente au détail ou importe un

Exception

Exception

5

packaged food intended for retail sale, the person has less than \$500,000 in gross annual revenues from those activities; and

- (b) the label contains no nutrient content claim.
- aliment emballé destiné à la vente au détail. elle a un chiffre d'affaires brut inférieur à 500 000 \$ par année provenant de ces activités:
- b) l'étiquette ne porte aucune mention de la 5 teneur en nutriments de l'aliment.

Nutrition information

(3) No person shall sell a food in bulk or sell unpackaged fruits or vegetables unless the nutrition information referred to in subparagraph 4.1(1)(a)(iii) is provided in the prescribed manner and form at the retail point of 10 sale.

(3) Nul ne peut vendre en vrac un aliment ou vendre des fruits ou des légumes non emballés à moins de donner l'information nutritionnelle visée au sous-alinéa 4.1(1)a)(iii) au point de 10 vente au détail, en la forme et selon les modalités réglementaires.

Information nutritionnelle

Exception

- (4) Subsection (3) does not apply to a person where
 - (a) in either or both of the two years before the year in which the person sells a food in 15 bulk or sells unpackaged fruits or vegetables, the person has less than \$500,000 in gross annual revenues from those activities:
 - (b) no nutrient content claim is made at the 20 point of sale.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à une personne si, à la fois :

Exception

- a) dans l'une ou l'autre des deux années 15 précédant celle où elle vend en vrac un aliment ou vend des fruits ou légumes non emballés, elle a un chiffre d'affaires brut inférieur à 500 000 \$ par année provenant de ces activités: 20
- b) elle ne fait pas mention de la teneur en nutriment de l'aliment au point de vente au détail.

Nutrition information by telephone

(5) A person who is required to place a telephone number on a label for the purposes of paragraph (1)(b) shall maintain the telephone number in operation and shall provide 25 the information required under paragraph (1)(a) in both official languages.

(5) Quiconque est tenu d'apposer sur une étiquette un numéro de téléphone pour les fins 25 téléphonique de l'alinéa (1)b) est tenu de maintenir en fonction ce numéro de téléphone et de donner, dans les deux langues officielles, les informa-

tions requises en vertu de l'alinéa (1)a).

Information nutritionnelle

Exception

(6) For the purposes of subsections (1), (3) and (5), a person who provides nutrition information on a food under those subsections 30 that differs by no more than ten per cent from the nutritional content of a sample of the food as determined by an inspector under this Act does not commit an offence.

(6) Pour l'application des paragraphes (1),30 Exception (3) et (5), ne constitue pas une infraction le fait que l'information nutritionnelle d'un aliment donnée par une personne pour les fins de ces paragraphes diffère jusqu'à dix pour cent de la teneur en nutriments d'un échantillon de cet 35 aliment établie par un inspecteur en vertu de la présente loi.

3. The Act is amended by adding the 35 following after section 29:

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 29, de ce qui suit :

RESEARCH AND STUDIES

RECHERCHES

48 ELIZ. II

Recherches

Research and studies

4

- 29.1 The Minister may conduct research and studies to determine the quantities of nutrients listed in subparagraph 4.1(1)(a)(iii) that are present in average specimens of fresh and, where appropriate, their respective grades.
- 29.1 Le ministre peut procéder à des recherches afin de déterminer les quantités des nutriments mentionnés au sous-alinéa 4.1(1)a)(iii) qui se trouvent dans des spécimeats, poultry, seafood, fruits and vegetables 5 mens moyens de viande, de volaille, de 5 poissons, de fruits de mer, de fruits et de légumes et, le cas échéant, leur catégorie.

4. (1) Subsection 30(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

- (b.1) the determination, for the purposes of subsection 4.1(1), of the size of the portion of a particular food that is customarily consumed at a single eating occasion so that consumers may compare foods in the same 15 category in order to monitor their daily intake of the nutrients listed in subsection 4.1(1):
- (b.2) the determination of the manner in which the nutrition information required by 20 section 4.1 shall be indicated on the labels in order to
 - (i) allow consumers to easily locate, read and understand the nutrition information on the label, and 25
 - (ii) help consumers understand the relative significance of the nutrition information in relation to their daily diet:
- (b.3) the removal from the definition of "food intended for retail sale" of foods that 30 contain none of the nutrients listed in subparagraph 4.1(1)(a)(iii) or that contain only negligible amounts of them where there is no nutrient content claim on the label of such foods and no nutrient content 35 claim is made at the point of sale:
- (b.4) the amendment of the list of nutrients required by subparagraph 4.1(1)(a)(iii).

4. (1) Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 10 b), de ce qui suit :

- b.1) déterminer pour les fins du paragraphe 4.1(1) des portions fixes pour des quantités d'aliments habituellement consommées au cours d'un seul repas afin de permettre aux consommateurs de com-15 parer les aliments d'une même catégorie et de contrôler leur consommation quotidienne des éléments nutritionnels énumérés à ce paragraphe;
- b.2) déterminer la manière dont l'informa-20 tion nutritionnelle exigée en vertu de l'article 4.1 est indiquée sur les étiquettes afin :
 - (i) de permettre aux consommateurs de repérer, de lire et de comprendre facilement l'information. 25
 - (ii) d'aider les consommateurs à comprendre l'importance relative de cette information par rapport à leur régime alimentaire quotidien;
- b.3) soustraire de la définition de « aliment 30 destiné à la vente au détail » les aliments ne contenant aucun des éléments nutritionnels énumérés au sous-alinéa 4.1(1)a)(iii) ou ne contenant qu'une quantité négligeable de ceux-ci lorsque leur étiquette ne porte 35 aucune mention de la teneur en nutriments de ces aliments et qu'il n'y est fait aucune mention de la teneur en nutriments de ces aliments à leur point de vente au détail:
- b.4) modifier la liste d'éléments nutrition-40 nels visée au sous-alinéa 4.1(1)a)(iii).
- (2) Section 30 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):
- (2) L'article 30 de la même loi est modifié 40 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Consulta-

(1.1) Before making a regulation under paragraphs (1)(b.1) to (b.3), the Governor in Council shall consult at least two organizations that represent the interests of Canadian consumers and at least two organizations that 5 represent the interests of food manufacturers, packers or distributors in Canada.

(1.1) Avant de prendre un règlement visé aux alinéas (1)b.1) à b.3), le gouverneur en conseil consulte au moins deux organisations représentant les intérêts des consommateurs canadiens et au moins deux organisations 5 représentant les intérêts des fabricants, conditionneurs ou distributeurs d'aliments au Canada.

Consulta-

5. Section 31.1 of the Act is replaced by the following:

Offence related to food

- **31.1** (1) Every person who contravenes any 10 provision of this Act or the regulations, as it relates to food, with the exception of section 4.1 and the regulations made thereunder, is guilty of an offence and liable
 - (a) on summary conviction, to a fine not 15 exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or
 - (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment 20 for a term not exceeding three years, or to both.

5. L'article 31.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

31.1 (1) Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements d'application de la présente partie à l'égard d'aliments — à l'exception de l'article 4.1 et de ses règlements — commet une 15 infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infraction se rapportant à des aliments

Infraction se

rapportant à

des aliments

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces 20 peines;
- b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

(2) Quiconque contrevient à l'article 4.1 ou

à ses règlements commet une infraction et

Offence relating to food

- (2) Every person who contravenes section 4.1 or any of the regulations made thereunder is guilty of an offence and liable
 - (a) on summary conviction,
 - (i) for a first offence, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding three months or to both, or
 - (ii) for a subsequent offence, to a fine not exceeding \$100,000 and to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or
 - (b) on conviction on indictment, to a fine 35 not exceeding \$200,000 and to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

- 25 encourt, sur déclaration de culpabilité : a) par procédure sommaire :
 - (i) pour une première infraction, une 30 amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois mois, ou l'une de ces peines,
 - (ii) en cas de récidive, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprison-35 nement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;
 - b) par mise en accusation, une amende maximale de 200 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces 40 peines.

6. Subsection 32(1) of the Act is replaced by the following:

32. (1) A prosecution for a summary conviction offence or an indictable offence under this Act or regulations, with the exception of section 4.1 and the regulations made

6. Le paragraphe 32(1) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

32. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissables 45 sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire — à l'exception de l'article 4.1 et

Prescription

Limitation period for offences respecting food thereunder, may be instituted at any time within two years after the time when the subject matter of the proceedings becomes known to the Minister or, in the case of a relates to food, to the Minister of Agriculture and Agri-Food.

ses règlements — se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre ou, dans le cas où l'infraction a trait à des aliments, le ministre de l'Agriculture et de . contravention of a provision of the Act that 5 l'Agroalimentaire a eu connaissance des élé-5 ments constitutifs de celle-ci.

Exception

(1.1) A prosecution for a contravention of section 4.1, or the regulations made thereunder, may be instituted at any time.

(1.1) Une poursuite visant une infraction à l'article 4.1 ou à ses règlements peut être 10 intentée en tout temps.

Exception

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

PROJET DE LOI C-320

An Act to amend the Criminal Code (offence committed outside Canada)	Loi modifiant le Code criminel (infraction commise l'étranger)
First reading, November 17, 1999	Première lecture le 17 novembre 1999



Mr. Wappel M. Wappel

This enactment provides that every person who, outside Canada, commits an act or omission that is an offence under the *Criminal Code* shall be deemed to have committed that act or omission in Canada.

SOMMAIRE

Le texte prévoit que toute personne qui commet, à l'extérieur du Canada, un acte qui constitue une infraction prévue par le *Code criminel* est réputée avoir commis cet acte au Canada.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

PROJET DE LOI C-320

An Act to amend the Criminal Code (offence committed outside Canada)

Loi modifiant le Code criminel (infraction commise à l'étranger)

R.S., c. C-46; R.S., ec. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1. 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), ec. 1. 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.): 1989, c. 2: 1990, cc. 15. 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4. 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993. ec. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, ec. 5, 19, 22, 27, 29 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23 30, 39; 1998. cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37;

1999, c. 5

Offence

outside

Canada

committed

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46: L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.). ch. 1, 24, 27, 35 (2^e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4^e suppl.); 1989, ch. 2; 1990. ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51: 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18. 23, 30, 39; 1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999,

L.R., ch.

1. The Criminal Code is amended by 7(3.7):

(3.701) Despite any other provision in this or any other Act of Parliament, but subject to subsection (3.703), every one who commits an mitted in Canada would constitute an offence under this Act, shall be deemed to have committed that act in Canada if the person

1. Le Code criminel est modifié par adding the following after subsection 5 adjonction, après le paragraphe 7(3.7), de 5 ce qui suit :

(3.701) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou de toute autre loi fédérale mais sous réserve du paragraphe (3.703), toute act or omission outside Canada that, if com-10 personne qui commet à l'étranger un acte qui, 10 s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée à la présente loi, est réputée avoir commis cet acte au Canada si l'auteur de

Infraction commise à l'extérieur du Canada

général de la

province

who commits the act or omission is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of the *Immigration Act* or is present in Canada after the commission of the act or omission.

Attorney General of a province (3.702) Notwithstanding any other provision of this Act, no proceedings may be commenced with respect to an act or omission referred to in subsection (3.701) without the personal consent in writing of the Attorney 10 General of the province in which the person who commits the act or omission is present or, where the person is present in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut, of the Attorney General of Canada.

For greater certainty

(3.703) Subsection (3.701) does not preclude the application of subsections (1) to (3.5), (3.7) to (4.1) and 46(3) or sections 57, 58, 74, 75 or 477.1.

l'acte a la citoyenneté canadienne, est un résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration* ou se trouve au Canada après la perpétration de l'acte.

(3.702) Par dérogation aux autres disposi- 5 tions de la présente loi, les poursuites à l'égard du fait visé au paragraphe (3.701) ne peuvent être intentées sans le consentement écrit du procureur général de la province où se trouve l'auteur de l'acte ou, s'il se trouve dans le 10 territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou dans le territoire du Nunavut, du procureur général du Canada.

Précision

(3.703) Le paragraphe (3.701) ne fait pas obstacle à l'application des paragraphes (1) à 15 (3.5), (3.7 à 4.1) et 46(3) ainsi que des articles 57, 58, 74, 75 et 477.1.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-321

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-321

PROJET DE LOI C-321

An Act to amend the Criminal Code to provide for the forfeiture of property relating to child pornography crimes

Loi modifiant le Code criminel en vue de permettre la confiscation des biens se rapportant aux crimes ayant trait à la pornographie juvénile

First reading, November 17, 1999

Première lecture le 17 novembre 1999



Mr. Casson M. Casson

The purpose of this enactment is to allow a court that convicts a person of an offence under the child pornography provisions of the *Criminal Code* to order the forfeiture of anything by means of which or in relation to which the offence was committed.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre au tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction en vertu des dispositions du *Code criminel* portant sur la pornographie juvénile d'ordonner la confiscation de toutes choses au moyen desquelles ou en liaison avec lesquelles l'infraction a été commise.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-321

PROJET DE LOI C-321

An Act to amend the Criminal Code to provide for the forfeiture of property relating to child pornography crimes

Loi modifiant le Code criminel en vue de permettre la confiscation des biens se rapportant aux crimes ayant trait à la pornographie juvénile

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. I, 24, 27, 35 (2nd Supp.). cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31. 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. cc. 1. 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5. 19, 22, 27, 29. 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998,

cc. 7, 9, 15,

1999, c. 5

Order of

forfeiture

30, 34, 35, 37;

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R., ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1^{et} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989. ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 38, 41, 47, 51; 1993. ch. 7, 25, 28 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13. 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22 27, 29, 32, 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 5

L.R., ch.

- 1. The Criminal Code is amended by adding the following after section 163.1:
- 163.2 Where a person is convicted of an offence under subsection 163.1(2), (3) or (4), the court that convicts the person may, in addition to any other punishment imposed on the person, order that anything by means of 10 choses au moyen desquelles ou en liaison avec
- 1. Le Code criminel est modifié par 5 adjonction, après l'article 163.1, de ce qui 5 suit:

163.2 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue aux paragraphes 163.1(2), (3) ou (4), le tribunal qui l'a reconnu coupable peut ordonner que toutes 10

Ordonnance confiscation which or in relation to which the offence was committed be forfeited to Her Majesty in right of the province in which the person is convicted, for disposal as the Attorney General may direct.

lesquelles l'infraction a été commise soient, outre toute autre peine qui lui a été imposée, confisquées au profit de Sa Majesté du chef de la province où cette personne a été reconnue 5 coupable, pour qu'il en soit disposé conformé-5 ment aux instructions du procureur général.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-322

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-322

PROJET DE LOI C-322

An Act to amend the Income Tax Act and the National Defence Act (rental of a residence)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur la défense nationale (location d'une résidence)

First reading, November 17, 1999

Première lecture le 17 novembre 1999



MR. MARTIN (Esquimalt—Juan de Fuca)

M. MARTIN (Esquimalt—Juan de Fuca)

This enactment amends the *Income Tax Act* and provides that a non-commissioned member or officer within the meaning of the *National Defence Act* may, in calculating his or her income, deduct an amount equal to thirty per cent of the monthly rent paid to the Minister of National Defence or the Canadian Forces for the rental of a residence or other living accommodations in order to provide housing for the non-commissioned member or officer, or for a child or spouse of the non-commissioned member or officer, not exceeding \$400 per month.

This enactment amends the *National Defence Act* and provides that the Minister of National Defence or, as the case may be, the Canadian Forces, may not require or receive from a non-commissioned member or an officer, as rent for living accommodations, a monthly rent higher than what was received by the Minister or the Canadian Forces in respect of that or equivalent living accommodations in January 1995.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* et prévoit qu'un militaire du rang ou un officier au sens de cette loi peut déduire dans le calcul de son revenu un montant égal à trente pour cent du loyer mensuel qu'il a versé au ministre de la Défense nationale ou aux Forces canadiennes pour la location d'une résidence ou d'un autre logement, afin de se loger ou de loger un de ses enfants ou son conjoint, jusqu'à concurrence de 400 \$ par mois.

Ce texte modifie également la *Loi sur la défense nationale* et prévoit que le ministre de la Défense nationale ou, selon le cas, les Forces canadiennes ne peuvent exiger ni recevoir d'un militaire de rang ou d'un officier, à titre de loyer pour la fourniture d'un logement, un loyer mensuel supérieur à celui ayant été reçu par le ministre ou les Forces canadiennes pour le mois de janvier 1995 pour ce logement ou un logement similaire.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-322

PROJET DE LOI C-322

· An Act to amend the Income Tax Act and the National Defence Act (rental of a residence)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur la défense nationale (location d'une résidence)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

L.R., ch. 1, 2 (5e suppl.); 1994, ch. 7 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1. 3, 11, 18, 21 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26: 1998, ch. 19, 21, 34; 1999, ch. 10, 17, 22, 26, 31

- 1. (1) Subsection 8(1) of the *Income Tax* after paragraph (c):
 - (c.1) where the taxpayer is a non-commissioned member or an officer within the meaning of the National Defence Act, an amount equal to thirty per cent of the 10 monthly rent paid by the taxpayer for the rental of a residence or other living accommodations of the Minister of National Defence or the Canadian Forces in order to provide housing for the taxpayer, or a child 15 or spouse of the taxpayer, not exceeding \$400 per month;
- (2) Subsection (1) apply to the 1999 and subsequent taxation years.

- 1. (1) Le paragraphe 8(1) de la Loi de Act is amended by adding the following 5 l'impôt sur le revenu est modifié par adjonc- 5 tion, après l'alinéa c), de ce qui suit :
 - c.1) lorsque le contribuable est un militaire du rang ou un officier au sens de la Loi sur la défense nationale, un montant égal à trente pour cent du loyer mensuel qu'il a 10 versé pour la location d'une résidence ou d'un autre logement du ministre de la Défense nationale ou des Forces canadiennes, afin de se loger ou de loger un de ses enfants ou son conjoint, jusqu'à concurren-15 ce de 400 \$ par mois;
 - (2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1999 et suivantes.

R.S., ec. 1, 2

(5th Supp.);

1994, cc. 7, 8,

13, 21, 28, 29,

38. 41: 1995.

18, 21, 38, 46;

1996. cc. 11.

21, 23; 1997.

cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc.

1999. cc. 10, 17,

19, 21, 34;

22, 26, 31

R.S., c. N-5:

R.S., cc. 27 31, 41 (1st

Supp.), c. 34

(3rd Supp.).

cc. 6, 22 (4th Supp.); 1990,

c. 14: 1991, c 43: 1992, cc.

16, 20; 1993,

c. 34: 1995.

cc. 11, 39; 1996, c. 19;

1997. c. 18:

1998. c. 35

National Defence Act

Loi sur la défense nationale

L.R., ch. N-5; L.R., ch. 27, 31, 41 (1et suppl.), ch. 34 (3e suppl.), ch. 6, 22 (4e suppl.); 1990, ch. 14; 1991, ch. 43; 1992, ch. 16, 20; 1993, ch. 34; 1995, ch. 11, 39; 1996, ch. 18; 1997, ch. 18; 1998, ch. 35

2. The *National Defence Act* is amended by adding the following after section 35:

Rent

35.1 The Minister or, as the case may be, the Canadian Forces, shall not require of or receive from a non-commissioned member or 5 officer as rent for living accommodations to the non-commissioned member or officer, or child or wife of the non-commissioned member or officer, a monthly rent higher than that paid to the Minister or the Canadian Forces by 10 the non-commissioned member or officer in respect of that or similar living accommodations in January 1995.

2. La *Loi sur la défense nationale* est modifiée par adjonction, après l'article 35, de ce qui suit :

35.1 Le ministre ou, selon le cas, les Forces canadiennes ne peuvent exiger ni recevoir 5 d'un militaire du rang ou d'un officier, à titre de loyer pour la fourniture d'un logement au militaire du rang ou à l'officier, à l'un de ses enfants ou à son conjoint, un loyer mensuel supérieur à celui ayant été versé au ministre ou 10 aux Forces canadiennes par le militaire du rang ou l'officier, pour le mois de janvier 1995, pour ce logement ou un logement similaire.

Love

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 089

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 089



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-323

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-323

PROJET DE LOI C-323

An Act to amend the Employment Insurance Act, 1999 (schedule I)

Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (annexe I)

First reading, November 18, 1999

Première lecture le 18 novembre 1999



Mr. Crête

M. Crête

This enactment amends Schedule I (Table of Weeks of Benefit) of the $\it Employment$ Insurance Act.

SOMMAIRE

Ce texte modifie l'annexe I (table des semaines de prestations) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-323

PROJET DE LOI C-323

An Act to amend the Employment Insurance Act. 1999 (schedule I)

Loi de 1999 modifiant la Loi l'assurance-emploi (annexe I)

1996, c. 23; 1997. c. 26: 1998, cc. 19, 21: 1999, c. 17

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1997, ch. 26; 1998, ch. 19. 21; 1999, ch.

15

20

1. The last line of the Table following ance Act is replaced by the following:

more than 13% but not more than 14%	420
more than 14% but	-0.5
not more than 15%	385
more than 15%	350

2. The last two lines of the Table following

subsection 7.1(1) are replaced by the follow-	
ing:	
more than 13% but	

more than 15%/ plus de 15 %	438	525	613	700	
more than 14% but not more than 15%/ plus de 14 % mais au plus 15 %	481	578	674	770	
not more than 14%/ plus de 13 % mais au plus 14 %	525	630	735	840	

- 3. Paragraph 10(8)(c) of the Act is re-25 placed by the following:
 - (c) 50 weeks of benefit has been paid to the claimant in the claimant's benefit period; or
- 4. The Act is amended by adding the following after section 153.1:

1. La dernière ligne du tableau suivant le subsection 7(2) of the Employment Insur- 5 paragraphe 7(2) de la Loi sur l'assurance- 5 emploi est remplacée par ce qui suit :

plus de 13 % mais		
au plus 14 %	420	
plus de 14 % mais 10 au plus 15 %		
10 au plus 15 %	385	10
plus de 15 %	350	

2. Les deux dernières lignes du tableau suivant le paragraphe 7.1(1) de la même loi sont remplacées par ce qui suit :

3.	L'alinéa	10(8)c)	de	la	même	loi	est	25
remn	olacé par o	ce aui su	it:					

- c) le prestataire a reçu des prestations pendant cinquante semaines au cours de sa période de prestations;
- 4. La même loi est modifiée par adjonc-30 tion, après l'article 153.1, de ce qui suit : 30

PART VIII.2

REGULATIONS

Regulations

- 153.2 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, within three months following the coming into force of this section, the Governor shall make regulations
 - (a) for the operation of sections 1 to 3 and 5 5 of the Act to amend the Employment Insurance Act, 1999; and
 - (b) amending sections of this Act to make them more consistent with sections 1 to 3 and 5 of the Act to amend the Employment 10 Insurance Act, 1999.

Coming into regulations

(2) Subject to subsection (3), regulations made under subsection (1) shall come into force three months after this section comes into force.

Approval of the House of Commons

- (3) The coming into force of any regulations that amend or repeal regulations made by the Governor in Council under subsection (1) is subject to approval by resolution of the House of Commons, and the regulations shall come 20 Chambre des communes par résolution. Le into force on the day after the House of Commons approves the regulations by resolution.
- 5. Schedule I of the Act is replaced by the following:

PARTIE VIII.2

RÈGLEMENTS

153.2 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent article, le gouverneur en conseil prend les règlements nécessaires:

Règlements

- a) au fonctionnement des articles 1 à 3 et 5 de la Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi;
- b) afin de modifier les articles de la présente loi pour les harmoniser avec les articles 1 à 10 3 et 5 de la Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), un règlement pris en vertu du paragraphe (1) entre en vigueur trois mois après l'entrée en 15 15 vigueur du présent article.

Entrée en vigueur des règlements

(3) L'entrée en vigueur de tout règlement modifiant ou abrogeant un règlement pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) est assujettie à l'approbation de la 20 cas échéant, ce règlement entre en vigueur le jour suivant cette approbation.

Approbation Chambre des communes

5. L'annexe I de la même loi est rempla-25 cée par ce qui suit : 25

SCHEDULE I (Subsection 12(2))

TABLE OF WEEKS OF BENEFIT

				Re	egional Rate	of Unemplo	yment					
Number of hours of insurable employment in qualifying period	6% and under	More than 6% but not more than 7%	More than 7% but not more than 8%	More than 8% but not more than 9%	More than 9% but not more than 10%	More than 10% but not more than 11%	More than 11% but not more than 12%	More than 12% but not more than 13%	More than 13% but not more than 14%	More than 14% but not more than 15%	More than 15% but not more than 16%	More than 16%
350 – 384											37	39
385 – 419										36	38	40
420 - 454									35	37	39	41
455 – 489								34	36	38	40	42
490 - 524							33	35	37	39	41	43
525 - 559						30	34	36	38	40	42	44
560 - 594					27	31	35	37	39	41	43	45
595 - 629				24	28	32	36	38	40	42	44	46
630 - 664			21	25	29	33	37	39	41	43	45	47
665 – 699		19	22	26	30	34	38	40	42	44	46	48
700 – 734	17	20	23	27	31	35	39	41	43	45	47	49
735 – 769	18	21	24	28	32	36	40	42	44	46	48	50
770 – 804	19	22	25	29	33	37	41	43	45	47	49	50
805 – 839	20	23	26	30	34	38	42	44	46	48	50	50
840 – 874	21	24	27	31	35	39	43	45	47	49	50	50
875 – 909	22	25	28	32	36	40	44	46	48	50	50	50
910 – 944	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
945 – 979	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
980 – 1014	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1015 – 1014	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1015 – 104	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1015 – 108	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
		29			40	43		50	50	50	50	50
1120 – 115	26		32	36			48		50	50	50	50
1155 – 118	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1190 – 122	27	30	33	37	41	45	49	50		50	50	50
1225 – 125	27	30	33	37	41	45	49	50	50			
1260 – 129	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1295 – 132	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1330 – 136	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1365 – 139	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1400 – 143	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1435 – 146	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1470 – 150	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1505 – 153	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1540 – 157	32	35	38	42	46	50	50	50	50	50	5()	50
1575 – 160	32	35	38	42	46	50	50	50	50	50	50	50
1610 – 164	33	36	39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1645 – 167	33	36	39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1680 – 171	34	37	40	44	48	50	50	50	50	5()	50	50
1715 – 174	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
1750 – 178	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	5()	50
1785 – 181	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	5()	50
1820 -	36	39	42	46	50	50	50	5()	50	5()	50	50

ANNEXE I (paragraphe 12(2))

TABLEAU DES SEMAINES DE PRESTATIONS

					Taux régio	nal de chôm	age					
Nombre d'heures d'emploi assurable au cours de la période de référence	6 % et moins	Plus de 6 % mais au plus 7 %	Plus de 7 % mais au plus 8 %	Plus de 8 % mais au plus 9 %	Plus de 9 % mais au plus 10 %	Plus de 10 % mais au plus 11 %	Plus de 11 % mais au plus 12 %	Plus de 12 % mais au plus 13 %	Plus de 13 % mais au plus 14 %	Plus de 14 % mais au plus 15 %	Plus de 15 % mais au plus 16 %	Plus d
350 – 384											37	39
385 – 419										36	38	40
420 – 454									35	37	39	41
455 – 489								34	36	38	40	42
490 – 524							33	35	37	39	41	43
525 – 559						30	34	36	38	40	42	43
					27	31	35	37	39		43	45
560 – 594				24	27					41		
595 – 629			21	24	28	32	36	38	40	42	44	46
630 – 664		10	21	25	29	33	37	39	41	43	45	47
665 – 699	17	19	22	26	30	34	38	40	42	44	46	48
700 – 734	17	20	23	27	31	35	39	41	43	45	47	49
735 – 769	18	21	24	28	32	36	40	42	44	46	48	50
770 – 804	19	22	25	29	33	37	41	43	45	47	49	50
805 – 839	20	23	26	30	34	38	42	44	46	48	50	50
840 – 874	21	24	27	31	35	39	43	45	47	49	50	50
875 – 909	22	25	28	32	36	40	44	46	48	50	50	50
910 - 944	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
945 – 979	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
980 – 1014	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1015 – 104	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1050 - 108	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1085 – 111	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1120 – 115	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1155 – 118	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1190 – 122	27	30	33	37	41	45	49	50	50	50	50	50
1225 – 125	27	30	33	37	41	45	49	50	50	50	50	50
1260 – 129	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1295 – 132	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1330 – 136	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1365 – 139	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1400 – 143	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1435 – 146	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1470 – 150	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1505 – 153	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1540 – 157	32	35	38	42	46	50	50	50	50	50	50	50
1575 – 160	32	35	38	42	46	50	50	50	50	50	50	50
1610 – 164	33	36	39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1645 – 167	33	36	39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1680 - 171	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
1715 – 174	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
1750 – 178	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	50	50
1785 – 181	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	50	50
1820 -	36	39	42	46	50	50	50	50	50	50	50	50

Coming into force

6. Sections 1 to 3 and 5 shall come into force three months after this Act is assented to.

6. Les articles 1 à 3 et 5 entrent en vigueur trois mois après la date de sanction de la présente loi.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





C-324 C-324

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

PROJET DE LOI C-324

An Act to amend the Employment Insurance Act (determination of insurable employment)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (détermination de l'emploi assurable)

First reading, November 18, 1999

Première lecture le 18 novembre 1999



M. Crête

Mr. Crête

SUMMARY

Under the terms of this enactment, the decision as to whether a person is employed in insurable employment is made by the Canada Employment Insurance Commission.

SOMMAIRE

Aux termes de ce texte, la décision quant à savoir s'il y a exercice d'un emploi assurable revient à la Commission de l'assurance-emploi du Canada.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II. 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

PROJET DE LOI C-324

An Act to amend the Employment Insurance Act (determination of insurable employment)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (détermination de l'emploi assurable)

1996, c. 23; 1997, c. 26; 1998, cc. 19, 21; 1999, c.

Determi-

nation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch. 23: 1997, ch. 26; 1998, ch. 19, 21; 1999, ch.

- 1. The Employment Insurance Act is section 89:
- 89.1 (1) The Commission shall determine whether a person is or was employed in insurable employment in the following cases:

- (a) the person has presented a claim for 10 benefit under this Act; or
- (b) the person or the employer or purported employer of that person has requested a determination by the Commission.

Representation

(2) The Commission shall afford any person 15 who may be affected by the application under subsection (1) an opportunity to furnish information and to make representations to protect his interest.

Notification

(3) The Commission shall, with all due 20 dispatch, determine the question raised by the application and shall thereupon notify any person affected.

Appeal

89.2 (1) A person affected by the decision of the Commission or the employer or pur-25 suivant la date où la décision de la Commisported employer of that person may, within ninety days after the decision under subsection (1) is communicated to him, appeal from the decision to the Minister.

1. La Loi sur l'assurance-emploi est amended by adding the following after 5 modifiée par adjonction, après l'article 89, 5 de ce qui suit :

> 89.1 (1) La Commission décide s'il y a ou s'il y a eu exercice d'un emploi assurable dans les cas suivants:

Détermination de l'emploi assurable

- a) une demande de prestations est présentée 10 en vertu de la présente loi;
- l'employé en cause, ou ployeur — effectif ou présenté comme tel — de celui-ci, lui en fait la demande.
- (2) La Commission donne à toute personne 15 Observations qui peut être concernée par la demande introduite en vertu du paragraphe (1) la possibilité de fournir des renseignements et de présenter des observations pour protéger ses intérêts. 20

(3) La Commission doit, avec toute la diligence voulue, régler la question soulevée par la demande et communiquer sa décision à toute personne concernée.

Notification

89.2 (1) Dans les quatre-vingt-dix jours 25 Appel sion visée au paragraphe (1) lui a été notifiée, l'employé en cause ou l'employeur — effectif ou présenté comme tel — de celui-ci peut interjeter appel de la décision devant le 30 ministre.

Decision

(2) The Minister shall decide the appeal within a reasonable time after receiving it and shall notify the affected persons of the decision.

(2) Le ministre règle la question soulevée par l'appel dans les meilleurs délais et notifie le résultat aux personnes concernées.

Décision: appel

2. Paragraph 90(1)(a) of the Act is 5 repealed.

2. L'alinéa 90(1)a) de la même loi est abrogé.

3. Subsection 96(2) of the Act is replaced by the following:

3. Le paragraphe 96(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Refund - appeal decision

(2) If an amount on account of a premium has been deducted from the remuneration of a 10 cotisation a été retenue sur la rétribution d'une person during a year, or has been paid by an employer with respect to a person employed by the employer during a year, and by a decision on an appeal under section 89.2, 91, 92 or 103 it is decided that the amount so 15 89.2, 91, 92 ou 103, il est statué que la somme deducted or paid exceeds the amount required to be deducted or paid, or should not have been deducted or paid, the Minister shall refund the excess amount or the amount that should not have been deducted or paid if the person or the 20 plus tard trente jours après avoir reçu commuemployer applies in writing to the Minister within 30 days after the decision is communicated to the person or employer, as the case may be.

(2) Lorsque la totalité ou une partie d'une personne au cours d'une année ou versée par 10 un employeur pour une personne exerçant un emploi à son service au cours d'une année et que, par décision rendue au titre de l'article ainsi retenue ou versée dépasse celle à retenir 15 ou à verser - ou n'aurait pas dû être retenue ou versée —, le ministre doit, si cette personne ou l'employeur le lui demande par écrit au nication de la décision, rembourser l'excé-20 dent — ou la somme — ainsi retenu ou versé.

Remboursement décision rendue sur appel

4. Section 103 of the Act is replaced by the 25 following:

4. L'article 103 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Appeal to the Tax Court of

103. (1) The Commission or a person affected by a decision on an appeal to the Minister under section 89.2, 91 or 92 may appeal from the decision to the Tax Court of 30 quatre-vingt-dix jours suivant la communica-Canada in accordance with the Tax Court of Canada Act and the applicable rules of court made thereunder within 90 days after the decision is communicated to the Commission ot the person, or within such longer time as the 35 ces quatre-vingt-dix jours, interjeter appel Court allows on application made to it within 90 days after the expiration of those 90 days.

103. (1) La Commission ou une personne que concerne une décision rendue au titre de 25 l'article 89.2, 91 ou 92, peut, dans les tion de la décision ou dans le délai supplémentaire que peut accorder la Cour canadienne de l'impôt sur demande à elle présentée dans les 30 quatre-vingt-dix jours suivant l'expiration de devant la Cour canadienne de l'impôt de la manière prévue par la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt et les règles de cour 35 applicables prises en vertu de cette loi.

Appel devant

la Cour

canadienne

de l'impôt

Communication of decision

(2) The determination of the time at which a decision on an appeal to the Minister under section 89.2, 91 or 92 is communicated to the 40 92 est communiquée à la Commission ou à une Commission or to a person shall be made in accordance with the rule, if any, made under paragraph 20(1.1)(h.1) of the Tax Court of Canada Act.

(2) La détermination du moment auquel une décision rendue au titre de l'article 89.2, 91 ou personne est faite en conformité avec la règle 40 éventuellement établie en vertu de l'alinéa 20(1.1)h.1) de la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt.

Communication de la

Decision

Authority to

decide

questions

- (3) On an appeal, the Tax Court of Canada
- (a) may vacate, confirm or vary a decision on an appeal under section 89.2 or 91 or an assessment that is the subject of an appeal under section 92;
- (b) in the case of an appeal under section 92. may refer the matter back to the Minister for reconsideration and reassessment; and
- (c) shall without delay notify in writing the parties to the appeal of its decision and 10 reasons.

5. Subsection 104(1) of the Act is replaced by the following:

104. (1) The Tax Court of Canada and the of fact or law necessary to be decided in the course of an appeal under section 89.2, 91 or 103 or to reconsider an assessment under section 92 and to decide whether a person may

6. Paragraph 108(1)(n) of the Act is replaced by the following:

(n) regulating the procedure to be followed in making rulings or deciding appeals under sections 89.2 to 92; 25

(3) Sur appel interjeté en vertu du présent article, la Cour canadienne de l'impôt peut annuler, confirmer ou modifier la décision rendue au titre de l'article 89.2, 91 ou 92 ou, 5 s'il s'agit d'une décision rendue au titre de 5 l'article 92, renvoyer l'affaire au ministre pour qu'il l'étudie de nouveau et rende une nouvelle décision; dès lors, elle est tenue de notifier par écrit sa décision et ses motifs aux parties concernées. 10

Décision de la Cour canadienne de l'impôt

Pouvoir décisionnel.

5. Le paragraphe 104(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

104. (1) La Cour canadienne de l'impôt et Minister have authority to decide any question 15 le ministre ont le pouvoir de décider toute question de fait ou de droit qu'il est nécessaire 15 de décider pour rendre une décision au titre de l'article 89.2, 91 ou 103 ou pour considérer une évaluation qui doit l'être au titre de be or is affected by the decision or assessment. 20 l'article 92, ainsi que de décider si une personne est ou peut être concernée par la 20 décision ou l'évaluation.

6. L'alinéa 108(1)n) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

n) fixant la procédure à suivre pour rendre une décision au titre des articles 89.2 à 92; 25

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing,

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Ottawa, Canada K1A 0S9





C-325

C-325

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

PROJET DE LOI C-325

An Act to amend the Statutory Instruments Act (disallowance procedure for statutory instruments)

Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires (procédure d'annulation des textes réglementaires)

First reading, November 18, 1999

Première lecture le 18 novembre 1999



Mr. Grewal

M. GREWAL

SUMMARY

This enactment would establish a statutory disallowance procedure that would be applicable to all statutory instruments subject to review and scrutiny by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations. In so doing, this enactment would ensure that Parliament will have the opportunity to disallow any statutory instrument made pursuant to authority delegated by Parliament or made by or under the authority of the Cabinet.

SOMMAIRE

Le présent texte établirait une procédure d'annulation de textes réglementaires qui s'appliquerait à tous les textes réglementaires, sous réserve de la révision et du contrôle du comité mixte permanent d'examen de la réglementation. Ainsi, le présent texte accorderait au Parlement la possibilité d'annuler tout texte réglementaire pris en vertu d'un pouvoir délégué par lui ou tout texte réglementaire pris par le cabinet ou sous son autorité.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

PROJET DE LOI C-325

An Act to amend the Statutory Instruments (disallowance procedure statutory instruments)

Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires (procédure d'annulation des textes réglementaires)

R.S., 1985, c. S-22; R.S., c. 31 (1st Supp.), c. 31 (4th Supp.). c. 51 (4th Supp.); 1993. c. 34 1998, c. 15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., 1985, ch. S-22: L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 31 (4e suppl.), ch. 51 (4e suppl.); 1993, ch. 34; 1998, ch. 15

1. The Statutory Instruments Act is section 19:

PROCEDURE FOR THE DISALLOWANCE OF SUBORDINATE AND DELEGATED LEGISLATION

Resolution to revoke a statutory instrument

Only one

report per

Content of

sitting

19.1 (1) The committee referred to in section 19 may make a report to the House of Commons containing only a resolution that a statutory instrument, or portion thereof, be 10 revoked.

(2) Not more than one report made pursuant to subsection (1) shall be laid before the House of Commons during any sitting day.

(3) A member who presents a report made 15 pursuant to subsection (1) shall state that it contains a resolution pursuant to subsection (1), identify the statutory instrument, or portion thereof, in relation to which the report is made and indicate that the text of that 20 statutory instrument, or portion thereof, is included in the report.

(4) A resolution referred to in subsection (1) shall be deemed to have been adopted by the House of Commons on the fifteenth sitting day 25 after the report in which it is contained is

1. La Loi sur les textes réglementaires est amended by adding the following after 5 modifiée par adjonction, après l'article 19, 5 de ce qui suit :

PROCÉDURE D'ANNULATION DE LA LÉGISLATION DÉLÉGUÉE

19.1 (1) Le comité visé à l'article 19 peut présenter à la Chambre des communes un rapport comportant seulement une résolution qu'un texte réglementaire ou qu'une partie 10 d'un texte réglementaire soit abrogé.

Résolution portant abrogation d'un texte réglementaire

(2) La Chambre des communes ne reçoit pas plus d'un rapport au cours de la même séance.

Un seul rapport par

(3) Lors de la présentation d'un rapport 15 Teneur du rapport conformément au paragraphe (1), le député qui le présente doit déclarer que le rapport contient une résolution visée au paragraphe (1), indiquer le texte réglementaire ou la partie de tel texte faisant l'objet du rapport et 20 indiquer que le texte pertinent figure dans le rapport.

Présomption d'adoption

(4) La résolution visée au paragraphe (1) est réputée adoptée par la Chambre des communes le quinzième jour de séance suivant le 25 dépôt du rapport qui comporte la résolution, à

Deeming provision presented to the House unless, before that time, a motion for the consideration of the House to the effect that the resolution not be adopted is filed with the Speaker of the House by a Minister of the Crown.

moins qu'avant ce moment, une motion tendant au rejet de la résolution par la Chambre n'ait été déposée, par un ministre de Sa Majesté, auprès du président de la Chambre 5 des communes pour considération par cette 5 dernière.

Time for consideration of motion

(5) Where a motion for the consideration of the House of Commons is filed in accordance with subsection (4), the House shall meet at 1:00 o'clock p.m. on the Wednesday next, at which time the order of business shall be the 10 consideration of the motion

(5) Lorsqu'une motion a été déposée pour considération par la Chambre des communes conformément au paragraphe (4), la Chambre se réunit à treize heures le mercredi suivant, et 10 à l'ordre des travaux figure alors la prise en considération de cette motion.

Moment du

Debate

(6) A motion considered in accordance with subsection (5) shall be debated without interruption for not more than one hour and, on the conclusion of such debate or at the expiry of 15 one hour, the Speaker of the House of Commons shall forthwith put, without further debate or amendment, every question necessary for the disposal of the motion.

(6) Le débat sur une motion étudiée en vertu du paragraphe (5) dure au maximum une heure et, à la fin du débat ou à l'expiration de 15 l'heure, le président de la Chambre met immédiatement aux voix, sans autre débat ni amendement, toute question nécessaire pour disposer de la motion.

Débat

Time limit on speeches

(7) No member shall speak more than once 20 or for more than ten minutes during the consideration of a motion in accordance with subsection (5).

(7) Aucun député ne peut prendre la parole 20 Durée des discours plus d'une fois ni durant plus de dix minutes, au cours du débat sur la motion étudiée conformément au paragraphe (5).

(8) Si plus d'une motion est présentée en

vertu du paragraphe (4), la Chambre les 25

aborde selon un ordre de prise en considéra-

tion établi à la demande d'un ministre de Sa

Majesté. Toutefois, toutes les motions de ce

genre sont groupées pour les fins du débat.

More than one motion

(8) Where more than one motion is made pursuant to subsection (4), the House of 25 Commons shall consider such motions in the order in which they may be set down for consideration at the request of a Minister of the Crown, provided that all such motions are grouped together for debate. 30

Plusieurs motions

Deeming provision

(9) Where a resolution is deemed to have been adopted by the House of Commons pursuant to subsection (4), the statutory instrument, or portion thereof, to which the resolution relates shall be deemed to be revoked on 35 ainsi visée est réputé abrogé le trentième jour the thirtieth day following the day on which the resolution is deemed to have been adopted.

(9) Lorsqu'une résolution est réputée adop-30 Présomption tée par la Chambre des communes conformément au paragraphe (4), le texte réglementaire visé par la résolution ou la partie de tel texte suivant celui de l'adoption réputée de la35 résolution.

d'abrogation

Deeming provision

- (10) Where a motion referred to in subsection (4) is considered by the House of Commons but is not adopted, the statutory instrument, or portion thereof, to which the relates shall be deemed to be revoked on the thirtieth day following the day on which the motion was considered.
- (10) Lorsqu'une résolution visée au paragraphe (4) est étudiée par la Chambre des communes mais n'est pas adoptée, le texte réglementaire visé par la résolution ou la resolution that is the subject of the motion 5 partie de tel texte ainsi visée est réputé abrogé 5 le trentième jour suivant celui de l'étude de la motion par la Chambre.

Présomption d'abrogation

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





C-326

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-326

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-326

PROJET DE LOI C-326

An Act respecting the territorial integrity of Canada	,	Loi concernant l'integrite territoriale du Canada	
First reading, November 18, 1999		Première lecture le 18 novembre 1999	



Mr. Grewal

M. GREWAL

SUMMARY

The purpose of this enactment is to affirm Canada's sovereign indivisibility and to preserve its territorial integrity.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but d'affirmer la souveraineté indivisible du Canada et de préserver l'intégrité de son territoire.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-326

PROJET DE LOI C-326

An Act respecting the territorial integrity of Canada

WHEREAS Canada is a sovereign nation comprised of provinces and territories united under the Constitution to form a federal state that is one and indivisible and may, by maintaining the territorial integrity of the state, best 5 serve the interests of all Canadians and secure the reputation that it now enjoys in the world community as a nation in which two founding cultures and other diverse elements have demonstrated an ability to live and work together 10 for the common good within a strong and united federation:

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi concernant l'intégrité territoriale du Canada

Attendu:

Préambule

que le Canada est une nation souveraine composée de provinces et de territoires réunis dans le cadre de la Constitution pour former un État fédéral, un et indivisible, et 5 qu'en maintenant l'intégrité territoriale de l'État, il pourra mieux servir les intérêts de tous les Canadiens et assurer sa réputation mondiale en tant que nation où les deux cultures fondatrices et divers autres élé-10 ments ont montré qu'ils pouvaient vivre ensemble et travailler conjointement au bien commun au sein d'une fédération forte et unie:

15 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 15 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

Preamble

1. This Act may be cited as Reform's Territorial Protection Act.

INTERPRETATION

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

ing as in the Constitution Act, 1982.

"Constitution of Canada « Constitution

- du Canada »
- "federation" « fédération »
- "territory of Canada' « territoire du Canada »
- da. "territory of Canada" means all that territory 25 « territoire du Canada » Tout le territoire sur over which the Crown in right of Canada exercises sovereign jurisdiction, together with

such territory as may be added by constitu-

tional amendment.

"federation" means the federal state of Cana-

da created under the Constitution of Cana-

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi proposée par le parti Réformiste sur la protection du territoire.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 20 Définitions à la présente loi.

"Constitution of Canada" has the same mean- 20 « Constitution du Canada » La Constitution du Canada au sens de cette expression en vertu de la Loi constitutionnelle de 1982.

« Constitution du Canada » "Constitution of Canada'

Titre abrégé

- « fédération » L'État fédéral du Canada cons-25 « fédération » titué en vertu de la Constitution du Canada.
 - lequel Sa Majesté du chef du Canada exerce sa souveraineté, ainsi que tout territoire qui pourrait s'y ajouter par modification consti-30 tutionnelle.

'federation'

« territoire du Canada » "territory of Canada*

Principes

PRINCIPLES

Principles

2

- 3. This Act reaffirms that the Government of Canada has a moral and legal responsibility to maintain and protect the territorial integrity of the federation as it presently exists, or as its territory may be increased in future by constitutional amendment or otherwise, and that this responsibility is based on the following principles:
 - (a) that Canada is a sovereign state that is one and indivisible: 10
 - (b) that it is comprised of provinces and territories united under the Constitution to form a federal state:
 - (c) that there is no provision in the Constitution for the withdrawal from the federation 15 of a province or territory;
 - (d) that the federation may not be deprived of any part of the territory of Canada except with its consent and by due process of constitutional amendment; 20
 - (e) that no province or territory may unilaterally withdraw from the federation; and
 - (f) that the Government of Canada may take such steps as it deems necessary to maintain 25 and protect the territorial integrity of the federation in the interests of all Canadians. of whatever race and creed, in accordance with these principles.

PRINCIPES

3. La présente loi réaffirme que le gouvernement du Canada a l'obligation morale et légale de préserver et protéger l'intégrité du territoire de la fédération tel qu'il existe 5 actuellement, ou du territoire tel qu'il pourrait 5 être étendu au moyen d'une modification constitutionnelle ou autrement, et que cette obligation repose sur les principes suivants :

- a) Le Canada est un État souverain, un et indivisible: 10
- b) Il se compose de provinces et de territoires réunis dans le cadre de la Constitution pour former un État fédéral;
- c) La Constitution ne renferme pas de disposition concernant le retrait de la fédé-15 ration d'une province ou d'un territoire;
- d) La fédération ne peut être privée d'aucune partie du territoire du Canada si ce n'est avec son consentement et selon la procédure légale de modification constitutionnelle; 20
- e) Aucune province ni aucun territoire ne peut se retirer unilatéralement de la fédération;
- f) Le gouvernement du Canada peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la25 préservation et à la protection de l'intégrité territoriale de la fédération dans l'intérêt de tous les Canadiens, de toutes races et croyances, en conformité avec ces principes. 30

TERRITORIAL PROTECTION

referendum on unilateral withdrawal

No secession

- **4.** (1) No province or territory shall initiate, 30 authorize, sponsor or permit a referendum to be held on any question purporting to seek a mandate for the withdrawal of that province or territory from the federation without the federation's consent.
- (2) No province or territory shall, either unilaterally or in conjunction with any other province or territory, attempt to or declare its intention to secede from the federation and form a separate state.

PROTECTION DU TERRITOIRE

4. (1) Aucune province ni aucun territoire ne peut organiser, autoriser, parrainer ou permettre la tenue d'un référendum sur une question tendant à obtenir le mandat pour une province ou un territoire de se retirer de la35 35 fédération sans le consentement de celle-ci.

référendum

(2) Aucune province ni aucun territoire ne peut, soit unilatéralement soit conjointement avec une autre province ou un territoire, tenter de se séparer de la fédération pour former un 40

40 État séparé ou déclarer son intention de le faire.

Séparation interdite

3

Maintenance of federal jurisdiction

(3) If any province or territory, acting alone or in conjunction with any other province or territory, contravenes this section, the Government of Canada may take such steps as it tion over that province or territory and to enforce the laws of Canada as they may apply to residents of that province or territory.

(3) Si une province ou un territoire, seul ou conjointement avec une autre province ou un territoire, contrevient au présent article, le gouvernement du Canada peut prendre les deems necessary to maintain federal jurisdic- 5 mesures qu'il estime nécessaires pour mainte- 5 nir sa compétence sur cette province ou ce territoire et pour faire appliquer les lois du Canada qui s'appliquent aux habitants de la province ou du territoire.

Coming into force

5. This Act comes into force on a date to be fixed by the Governor in Council.

5. La présente loi entre en vigueur à la date 10 Entrée en 10 fixée par décret.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





C-327

C-327

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-327

PROJET DE LOI C-327

An Act to amend the Farm Income Protection Act (crop damage by gophers)

Loi modifiant la Loi sur la protection du revenu agricole (dommages aux récoltes causés par les gaufres)

First reading, November 18, 1999

Première lecture le 18 novembre 1999

MR. BENOIT



SUMMARY

The purpose of this enactment is to allow for the development of programs to cover such losses as damage by gophers or other rodents, particularly where traditional methods of crop protection, such as the use of poison, are limited by law on environmental, wildlife protection, safety or other grounds.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre la mise en oeuvre de programmes ou de régimes pour garantir les pertes telles que les dommages causés par les gaufres ou les autres rongeurs, en particulier lorsque la législation limite pour des motifs liés à l'environnement, à la protection de la faune ou de la flore ou à la sécurité ou pour d'autres motifs l'utilisation de techniques de récoltes traditionnelles, notamment l'utilisation de poison.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-327

PROJET DE LOI C-327

An Act to amend the Farm Income Protection Act (crop damage by gophers)

Loi modifiant la Loi sur la protection du revenu agricole (dommages aux récoltes causés par les gaufres)

1991, c. 22; 1994, c. 38; 1999, c. 17

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, ch. 22; 1994, ch. 38; 1999, ch. 17

1. Subsection 4(2) of the Farm Income following after paragraph (b):

(b.1) where a farmer's ability to use a product that has previously been commonly used to protect a crop from damage by pests is limited by law on environmental, wildlife 10 protection, safety or other grounds, the loss that results should be compensated;

1. Le paragraphe 4(2) de la Loi sur la Protection Act is amended by adding the 5 protection du revenu agricole est modifié 5 par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit:

b.1) la nécessité pour les cultivateurs d'être indemnisés à l'égard des pertes subies du fait que la législation limite pour des motifs 10 liés à l'environnement, à la protection de la faune ou de la flore ou à la sécurité ou pour d'autres motifs l'utilisation d'un produit qui était auparavant généralement utilisé pour protéger les récoltes des dommages 15 causés par des animaux nuisibles;

2. The Act is amended by adding the following after section 8 of the Act:

8.1 An agreement that provides for a crop 15 insurance program shall include provision for insurance for damage caused by gophers in areas where the control of gophers has been limited as a result of restrictions on the use of products that have previously been commonly 20 used to control gophers on the grounds of environmental or wildlife protection;

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 8, de ce qui suit :

8.1 L'accord instituant un régime d'assurance-récolte prévoit une clause de garantie 20 pour les dommages causés par les gaufres dans des régions où le contrôle de ces derniers a été limité par suite de restrictions — concernant l'utilisation de produits qui étaient auparavant généralement utilisés pour contrôler les gau-25 fres — en vue de protéger l'environnement, la faune ou la flore.

Dommages causés par les gaufres

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Gopher

damage





C-328

C-328

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-328

PROJET DE LOI C-328

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (withdrawal of applications for full parole by offenders serving two or more years) Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (retrait de demandes de libération conditionnelle totale par des délinquants purgeant une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus)

First reading, November 19, 1999

Première lecture le 19 novembre 1999



Mr. Cadman

SUMMARY

The purpose of this enactment is to provide that if an offender serving a sentence of two years or more withdraws a request for parole or advises the Board of a wish not to be considered for full parole, at a late stage in the preparation of a review without good reason, the Board shall not consider the offender for full parole for a period of two years.

This will prevent an application being withdrawn without good reason after substantial preparation has been made and renewed again shortly thereafter.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'édicter que si un délinquant purgeant une peine de deux ans ou plus retire sa demande de libération conditionnelle ou s'il avise la Commission qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale tard dans le processus d'examen sans motif valable, la Commission refusera de procéder à l'examen de son cas en vue de la libération conditionnelle totale pendant deux ans.

Cette mesure empêche le retrait sans raison valable d'une demande d'examen alors que des préparatifs importants ont déjà été faits et le renouvellement de la même demande peu de temps plus tard.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à Γ'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-328

PROJET DE LOI C-328

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (withdrawal of applications for full parole by offenders serving two or more years)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (retrait de demandes de libération conditionnelle totale par des délinquants purgeant une . d'emprisonnement de deux ans ou plus)

1992, c. 20; 1993, c. 34; 1995, cc. 22 39, 42: 1996. c. 19; 1997, c. 17; 1998, c. 35: 1999, cc. 5. 18, 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, ch. 20; 1993, ch. 34; 1995, ch. 22. 39, 42; 1996. ch. 19; 1997, ch. 17; 1998. ch. 35; 1999. ch. 5, 18, 31

1. Section 123 of the Corrections and adding the following after subsection (7):

Withdrawal of application

- (8) If an offender referred to in subsection (1) who has applied for a review for full parole or who has been notified that the Board intends to carry out a review for full parole of 10 the offender
 - (a) withdraws the application made under this section and the regulations pursuant to subsection (7), or
 - (b) advises the Board pursuant to subsection 15 (2) of a wish not to be considered for full parole,

and the withdrawal or giving of advice, as the case may be, is made after the later of

- (c) the day that is the midpoint between the 20 date set for the review and the date the offender is notified of that date, and
- (d) the day sixty days before the date set for the review,

the Board shall not review the offender for full 25 parole until two years after the date of the withdrawal or advice, as the case may be.

1. L'article 123 de la Loi sur le système Conditional Release Act is amended by 5 correctionnel et la mise en liberté sous 5 condition est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

(8) Si un délinquant visé au paragraphe (1) qui a présenté une demande d'examen aux fins de la libération conditionnelle totale ou qui a 10 été avisé par la Commission qu'elle a l'intention de procéder à l'examen de son cas aux fins de la libération conditionnelle totale :

a) soit retire la demande qu'il a présentée en vertu du présent article et des règlements 15 pris en vertu du paragraphe (7);

- b) soit avise la Commission, conformément au paragraphe (2), qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle 20
- si le retrait de cette demande ou la transmission de cet avis, selon le cas, survient après le dernier jour en date:
 - c) soit du jour qui marque le milieu de la période séparant la date fixée pour l'exa-25 men de sa demande et le jour où le délinquant est avisé de cette date;
 - d) soit du jour qui marque le soixantième jour précédant la date fixée pour l'examen 30 de son cas:

Retrait de la demande

Exception

(9) Subsection (8) does not apply if the withdrawal or advice was, in the opinion of the Board, justifiable on the basis of the illness, mental or physical capacity of the offender or could materially affect the review.

la Commission n'examine pas son cas aux fins de la libération conditionnelle totale avant deux ans de la date soit du retrait de la demande, soit de la transmission de l'avis.

(9) Le paragraphe (8) ne s'applique pas au 5 Exception retrait d'une demande ou à la transmission d'un avis qui, de l'avis de la Commission, dépend de la maladie ou de l'incapacité soit other cause beyond the offender's control that 5 physique, soit mentale du délinquant ou de tout autre cause hors de son contrôle qui aurait 10 pu avoir une influence importante sur l'examen.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-329

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

C-329

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

First reading, November 22, 1999

An Act to amend the Access to Information Act

PROJET DE LOI C-329

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information

Première lecture le 22 novembre 1999



M. BAILEY MR. BAILEY

SUMMARY

The purpose of this enactment is to subject the Canadian Wheat Board to the provisions of the Access to Information Act.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'assujettir la Commission canadienne du blé aux dispositions de la Loi sur l'accès à l'information.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

PROJET DE LOI C-329

An Act to amend the Access to Information Act

modifiant la Loi sur Loi l'accès à l'information

R.S., c. A-1; R.S., cc. 22, 27, 28, 33, 44, 46 (1st Supp.), cc. 1, 8, 19, 36 (2nd Supp.), cc. 1, 3, 12, 17, 18, 20, 24, 28, 33 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 10, 11, 16, 21, 28, 31, 32, 41, 47 (4th Supp.); 1989, cc. 3, 27; 1990, cc. 1. 2. 3. 13: 1991, cc. 3, 6, 16, 38; 1992, cc. 1, 21, 33, 34, 36, 37, 44; 1993, cc. 1, 2, 3, 27, 28, 31, 34, 38; 1994, cc. 10, 26, 31. 38, 40, 41, 43; 1995, cc. 1, 5, 11, 12, 18, 28, 29, 41, 45; 1996, cc. 8, 9, 10, 11, 16; 1997, cc. 6, 9, 20, 23; 1998, cc. 9, 10, 21, 25, 26, 31, 35. 37; 1999, cc. 9,

16, 17, 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. A-1; L.R., ch. 22. 27, 28, 33, 44, 46 (1cr suppl.), ch. 1, 8 19 36 (20 suppl.), ch. 1, 3, 12, 17, 18, 20, 24, 28, 33 (3c suppl.), ch. 1, 7, 10, 11, 16, 21, 28, 31, 32, 41, 47 (4° suppl.); 1989, ch. 3, 27; 1990, ch. 1. 2. 3. 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992, ch. 1. 21, 33, 34, 36, 37, 44; 1993, ch. 1, 2, 3, 27, 28, 31, 34, 38; 1994, ch. 10, 26, 31, 38, 40, 41, 43; 1995, ch. 1, 5, 11, 12, 18, 28, 29, 41, 45; 1996, ch. 8, 9, 10, 11, 16; 1997, ch. 6, 9, 20, 23; 1998, ch. 9, 10, 21, 25, 26, 31, 35, 37 1999, ch. 9, 16,

- 1. (1) The definition "head" in section 3 by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and adding the following after that paragraph:
 - (a.1) in the case of the Canadian Wheat Board, the person appointed as the presi-10 dent of the Canadian Wheat Board in accordance with section 3.09 of the Canadian Wheat Board Act; or
- 1. (1) La définition du terme « responsaof the Access to Information Act is amended 5 ble d'institution fédérale » à l'article 3 de la 5 Loi sur l'accès à l'information est modifiée par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit:
 - a.1) la personne nommée président directeur général de la Commission canadienne 10 du blé en conformité avec l'article 3.09 de la Loi sur la Commission canadienne du blé:

15

20

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Canadian Wheat Board" « Commission canadienne du blé »

"Canadian Wheat Board" means the Canadian Wheat Board continued by section 3 of the Canadian Wheat Board Act;

(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Commission canadienne du blé » La Commission canadienne du blé prorogée par 5 l'article 3 de la Loi sur la Commission canadienne du blé.

« Commission canadienne du blé » Canadian Wheat Board'

2. Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

2. L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de 10 ce qui suit:

Records of the Canadian Wheat Board

- (1.1) Subsection (1) does not apply to any of the following records controlled by the Canadian Wheat Board until the record has been in 10 existence for more than two years.
 - (a) accounting records;
 - (b) commodity price risk reports;
 - (c) competitor price comparisons;
 - (d) contract negotiation records;
 - (e) customer satisfaction reports;
 - (f) internal audit reports;
 - (g) marketing analyses;
 - (h) pool account transactions;
 - (i) sales performance analyses; and
 - (i) sales contracts.

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux documents relevant de la Commission canadienne du blé qui suivent, si leur existence ne remonte pas à plus de deux ans :

Documents de la Commission canadienne du blé

15

- a) les livres comptables;
- b) les rapports portant sur le risque des fluctuations des prix des marchandises;
- c) les comparaisons des prix de la concurrence:
- d) les documents de négociation contrac-20 tuelle:
- e) les rapports sur la satisfaction des clients;
- f) les rapports de vérification interne;
- g) les analyses relatives à la commercialisa-
- h) les opérations sur des comptes de mise en commun;
- i) les analyses du résultat des ventes;
- *i*) les contrats de vente.

3. Section 18 of the Act is renumbered as subsection 18(1) and is amended by adding the following:

3. L'article 18 de la même loi devient le 30 paragraphe 18(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Presumption

- (2) Where a person makes a request under 25 this Act for a record controlled by the Canadian Wheat Board and that record has been in existence for more than two years, the disclosure of the information contained in the record is deemed not to prejudice the competi- 30 tion des renseignements qu'il contient est tive position of the Board for the purposes of paragraph (1)(b).
- (2) Lorsqu'une personne fait une demande en vertu de la présente loi pour que lui soit communiqué un document qui relève de la35 Commission canadienne du blé et dont l'existence remonte à plus de deux ans, la divulgaréputée, pour l'application de l'alinéa (1)b), ne pas porter atteinte à la situation concurren-40 tielle de celle-ci.

Présomption

4. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions":

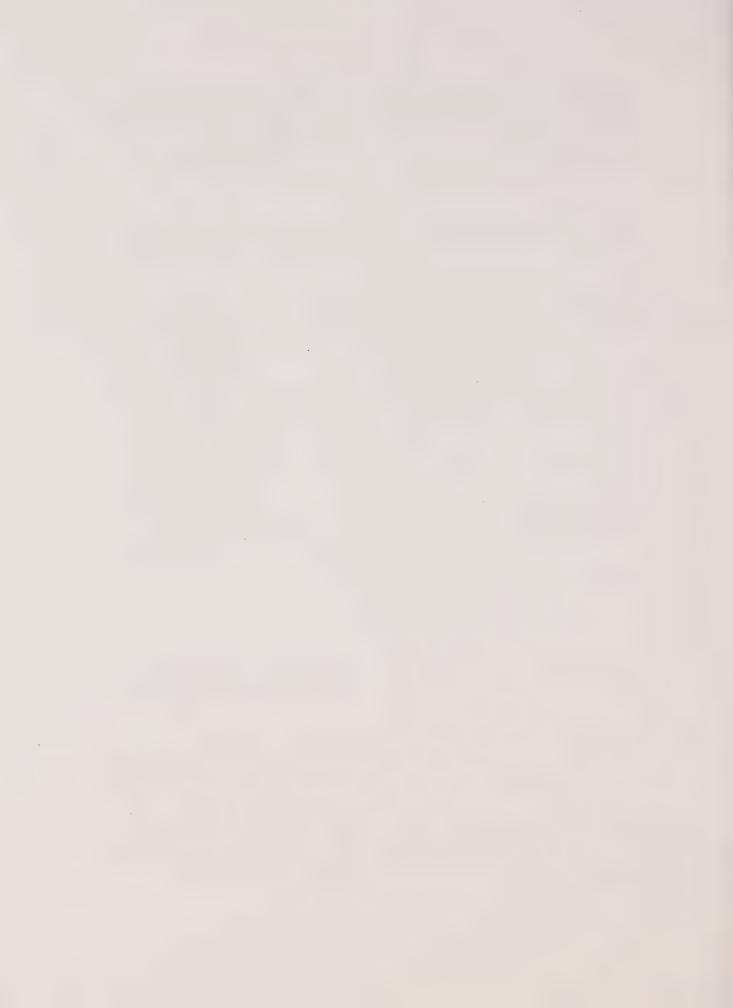
Canadian Wheat Board

Commission canadienne du blé

- 4. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :
- 5 Commission canadienne du blé 5
 Canadian Wheat Board

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-330

C-330

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-330

PROJET DE LOI C-330

An Act to amend the Privacy Act

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. REYNOLDS

M. REYNOLDS

SUMMARY

The purpose of this enactment is to invest the Privacy Commissioner with the power to determine whether personal information should be disclosed by a government institution under subsection (2.1) of the *Privacy Act*. That power is currently exercised by the head of such an institution.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de conférer au Commissaire à la protection de la vie privée le pouvoir de décider si une institution fédérale devrait communiquer des renseignements personnels en vertu du paragraphe (2.1) de la *Loi sur les renseignements personnels*. Présentement, ce pouvoir est exercé par le responsable de l'institution.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-330

PROJET DE LOI C-330

An Act to amend the Privacy Act

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels

R.S., c. P-21; R.S., cc. 22 27, 44, 46 (1st Supp.), cc. 8, 19, 20 (2nd Supp.), cc. 1, 3, 18, 20, 24, 28 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 10, 11, 21. 28, 31, 41, 47 (4th Supp.); 1989, cc. 3, 27; 1990, cc 1, 3, 13; 1991, cc. 3, 6, 16, 38; 1992, cc 1, 21, 33, 37, 44; 1993, cc. 1, 3, 28, 31, 34; 1994, cc 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, cc. 1, 5, 11, 12, 18, 29, 45 1996, cc. 8, 9, 10, 11, 16; 1997, cc. 6, 9, 20; 1998, cc. 10, 25, 26, 31,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. P-21; L.R.. ch. 22, 27. 44, 46 (1er suppl.), ch. 8, 19, 20 (2e suppl.), ch. 1. 3, 18, 20, 24, 28 (3e suppl.), ch. 1, 7, 10, 11, 21, 28, 31, 41, 47 (4e suppl.); 1989, ch. 3. 27; 1990, ch. 1, 3, 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992, ch. 1, 44; 1993, ch. 34; 1994, ch. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, ch. 1, 5, 11, 12, 18, 29, 45; 1996, ch. 8, 9, 10, 11, 16; 1997. ch. 6, 9, 20; 1998, ch. 10. 25, 26, 31, 35

- 1. Paragraph 7(b) of the *Privacy Act* is replaced by the following:
 - (b) for a purpose for which the information may be disclosed to the institution under subsection 8(2) or is required to be disclosed under subsection 8(2.1).
- 2. Subsection 8(2) of the Act is amended 10 by adding the word "and" at the end of paragraph (k) and by replacing paragraphs (l) and (m) by the following:
 - (*l*) to any government institution for the purpose of locating an individual in order to 15 collect a debt owing to Her Majesty in right of Canada by that individual or make a

- 1. L'alinéa 7b) de la Loi sur la protection 5 des renseignements personnels est remplacé 5 par ce qui suit :
 - b) qu'aux fins auxquelles ils peuvent lui être communiqués en vertu du paragraphe 8(2) ou celles auxquelles ils doivent l'être en vertu du paragraphe 8(2.1).
 - 2. Le paragraphe 8(2) de la même loi est modifié par substitution, aux alinéas l) et m), de ce qui suit :
 - l) communication à toute institution fédérale en vue de joindre un débiteur ou un 15 créancier de Sa Majesté du chef du Canada et de recouvrer ou d'acquitter la créance.

payment owing to that individual by Her Majesty in right of Canada.

Where personal information shall be disclosed

Notice of

disclosure

subsection

under

- (2.1) Subject to any other Act of Parliament, the head of a government institution shall disclose personal information under the control of a government institution for any purpose where the head of the institution is advised, in writing, by the Privacy Commissioner, that in the opinion of the Commission-
 - (a) the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure, or
- (b) disclosure would clearly benefit the individual to whom the information relates, 15 and shall do so forthwith.

3. Subsection 8(5) of the Act is replaced by the following:

(5) Where personal information is to be institution pursuant to subsection (2.1), the Privacy Commissioner may, if the Commissioner deems it appropriate, notify the individual to whom the information relates that the information is to be disclosed.

(2.1) Sous réserve de toute autre loi fédérale, le responsable de l'institution est tenu de communiquer immédiatement les renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale, à quelque fin que ce soit, si le 5 Commissaire à la protection de la vie privée lui indique par écrit qu'il est d'avis :

a) que des raisons d'intérêt public justifient nettement une éventuelle violation de la vie privée; 10

b) que l'individu concerné tirerait un avantage certain de leur communication.

Obligation de communiquer les renseignements

3. Le paragraphe 8(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsque le responsable d'une institu-15 disclosed by the head of a government 20 tion fédérale est sur le point de communiquer des renseignements personnels en vertu du paragraphe (2.1), le Commissaire à la protection de la vie privée peut, s'il le juge à propos, aviser l'individu que les renseignements 20 25 concernent cette communication prochaine.

Avis de communication faite en vertu du paragraphe

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-331

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-331

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-331

PROJET DE LOI C-331

An Act to amend the Immigration Act (persons without identification not to be allowed into Canada as immigrants or refugees or under a Minister's permit)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (refoulement des personnes sans pièces d'identité qui cherchent à entrer au Canada comme immigrantes ou réfugiées ou en vertu d'un permis ministériel)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. Reynolds

M. REYNOLDS

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that only those persons who produce sufficient identification to show that they should not be excluded will be allowed to enter Canada as immigrants, under a Minister's permit or as Convention refugees.

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est de faire en sorte que seules les personnes produisant suffisamment de documents d'identité pour démontrer qu'elles n'appartiennent pas à une catégorie de personnes inadmissibles peuvent être autorisées à entrer au Canada à titre d'immigrantes, de réfugiées au sens de la Convention ou en vertu d'un permis ministériel.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-331

PROJET DE LOI C-331

An Act to amend the Immigration Act (persons without identification not to be allowed into Canada as immigrants or refugees or under a Minister's permit)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (refoulement des personnes sans pièces d'identité qui cherchent à entrer au Canada comme immigrantes réfugiées ou en vertu d'un permis ministériel)

R.S., c. 1-2: R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10. 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.), 30 (4th Supp.); 1990. cc. 8, 16, 17, 38, 44: 1992 cc. 1, 47, 49, 51: 1993. c. 28; 1994, cc 26. 31: 1995. cc. 5, 15; 1996, cc. 8. 11, 16, 19; 1997, c. 22 1998. c. 30;

1999, c. 3

Case of

refugees

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 10, 46 (2° suppl.), ch. 30 (3c suppl.), ch. 1. 28, 29, 30 (49 suppl.); 1990, ch. 8. 16. 17. 38, 44; 1992. ch. 1. 47. 49. 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31: 1995. ch. 5, 15; 1996, ch. 8. 11, 16, 19; 1997, ch. 22; 1998. ch. 30; 1999, ch. 3

1. Subsection 4(2.1) of the *Immigration Act* is replaced by the following:

- (2.1) Subject to any other Act of Parliament, a person who is determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee has, while lawfully in Canada, a right established that the person is a person described in paragraph 19(1)(c.1), (c.2), (d), (e), (f), (g), (g.1), (j), (k) or (l) or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment 15
 - (a) more than six months has been imposed;
 - (b) five years or more may be imposed.
- 2. The Act is amended by adding the 20 following after section 12:

1. Le paragraphe 4(2.1) de la Loi sur 5 *l'immigration* est remplacé par ce qui suit :

- (2.1) Sous réserve des autres lois fédérales, la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été reconnu en vertu de la présente loi ou dans le cadre des règlements et to remain in Canada except where it is 10 qui se trouve légalement au Canada a le droit 10 d'y demeurer, sauf si elle tombe sous le coup des alinéas 19(1)c.1, c.2, d, e, f, g, g.1, i), k) ou l) ou a été déclarée coupable d'une infraction prévue par une loi fédérale :
 - a) soit pour laquelle une peine d'emprison-15 nement de plus de six mois a été infligée;
 - b) soit qui peut être punissable d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à
 - 2. La même loi est modifiée par adjonc-20 tion, après l'article 12, de ce qui suit :

Cas des réfugiés

Obligation

identité

d'établir son

Identification

12.1 An immigration officer shall not allow a person to come into Canada or be granted admission if the person does not produce to the immigration officer documents or other records that are sufficient to identify the person.

3. Subsection 19(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (g):

(g.1) persons who do not produce sufficient identification to satisfy an immigration 10 officer that they do not fall into any of the categories described in this subsection or subsection (2);

4. Subsection 37(2) of the Act is amended (a):

(a.1) a person who has not produced sufficient identification to satisfy the Minister that the person does not fall into any of the categories described in paragraph (a), 20 (b) or (c) or who, if the person were a permanent resident, could be removed from Canada under section 27 or under this subsection or subsection (2); or

5. The Act is amended by adding the 25 following after section 44:

Identification

44.1 No person shall be determined to be a Convention refugee unless the person produces sufficient identification to enable it to be established that the person is not a person 30 described in paragraph 4(2.1) or a person who could be denied refugee status under any other provision of this Act.

12.1 Un agent d'immigration ne peut autoriser une personne à entrer au Canada ou à y être admise si cette personne ne lui produit pas les pièces ou autres documents suffisants pour 5 permettre à l'agent d'établir son identité.

3. Le paragraphe 19(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit:

g.1) les personnes qui ne produisent pas suffisamment de documents d'identité pour 10 convaincre l'agent d'immigration qu'elles n'appartiennent pas à l'une des catégories mentionnées au présent paragraphe ou au paragraphe (2);

4. Le paragraphe 37(2) de la même loi est 15 by adding the following after paragraph 15 modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit:

a.1) les personnes qui ne produisent pas suffisamment de documents d'identité pour convaincre le ministre qu'elles n'appartien-20 nent pas à l'une des catégories de personnes visées aux alinéas a), b) ou c) ou celles qui, si elles étaient résidentes permanentes, pourraient faire l'objet d'une mesure de renvoi du Canada en vertu, soit de l'article 25 27, soit du présent paragraphe, soit du paragraphe (2);

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 44, de ce qui suit :

44.1 Le statut de réfugié ne peut être 30 Obligation reconnu à quelqu'un s'il ne produit pas suffisamment de documents d'identité pour permettre d'établir qu'il n'appartient pas aux catégories de personnes mentionnées au paragraphe 4(2.1) ni à une catégorie de personnes 35 auxquelles le statut de réfugié peut être refusé en vertu d'une autre disposition de la présente loi.

d'établir son

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-332

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-332

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-332

PROJET DE LOI C-332

An Act to amend the Immigration Act and the Criminal Code (refugee or immigrant applicants convicted of an offence on indictment)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et le Code criminel (revendicateurs du statut de réfugié ou candidats immigrants déclarés coupables d'un acte criminel par mise en accusation)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. Reynolds

M. REYNOLDS

SUMMARY

This enactment deals with persons who commit indictable offences in Canada while applying to remain in Canada as refugees or to come into or remain in Canada as immigrants.

It provides that a court that sentences such a person for an indictable offence is empowered to order the person removed from Canada. Such a person is not thereafter entitled to bail pending an appeal or to be released in Canada by any form of early release or unescorted temporary absence, but may only be released outside Canada.

The court may set a period of time before which the person may apply again as a refugee or immigrant. If no time is set, the Act provides for three years. Those persons who are awaiting the time at which they may apply for citizenship will have three years added to the waiting period.

Dependents may also be removed but are not subject to a disqualifying period before reapplying.

A prosecutor who intends to ask for deportation as a part of the sentence must give the accused notice of the intent before plea is entered.

SOMMAIRE

Ce texte vise les personnes qui commettent un acte criminel au Canada alors qu'elles ont déjà revendiqué le statut de réfugié ou demandé d'être admises au Canada ou d'y demeurer à titre d'immigrant.

Il édicte que le tribunal qui prononce la peine infligée à une telle personne peut ordonner son expulsion du Canada. Dans ce cas, la personne n'est pas admissible à caution en cas d'appel ni admissible à quelque forme de libération anticipée ou de sortie sans surveillance que ce soit au Canada. Elle peut cependant être mise en liberté à l'étranger.

Le tribunal peut préciser le délai pendant lequel la personne ne peut présenter de demande à titre de réfugié ou d'immigrant. Faute de précision dans l'ordonnance, le projet de loi fixe ce délai à trois ans. Le délai normal pendant lequel une personne admise au Canada aurait dû attendre pour présenter une demande de citoyenneté est prolongé de trois ans pour les personnes ainsi condamnées.

Les personnes à charge peuvent aussi être expulsées, mais elles ne sont pas sujettes à un délai d'attente supplémentaire avant de présenter une nouvelle demande.

Le poursuivant qui a l'intention de demander l'expulsion de la personne à titre de peine doit donner avis de son intention à l'accusé avant que celui-ci n'enregistre son plaidoyer.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-332

PROJET DE LOI C-332

An Act to amend the Immigration Act and the Criminal Code (refugee or immigrant applicants convicted of an offence on indictment)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et le Code criminel (revendicateurs du statut de réfugié ou candidats immigrants déclarés coupables d'un acte criminel par mise en accusation)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

IMMIGRATION ACT

LOI SUR L'IMMIGRATION

L.R., ch. I-2; L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.). ch. 10, 46 (2^e suppl.), ch. 30 (3e suppl.), ch. 1 28, 29, 30 (4^e suppl.); 1990, ch. 8, 16, 17, 38, 44; 1992, ch. 1, 47, 49, 51; 1993, ch. 28; 1994, ch. 26, 31; 1995. ch. 5, 15; 1996, ch. 8, 11, 16, 19; 1997, ch. 22 1998, ch. 30; 1999, ch. 3

- 1. Section 3 of the Immigration Act is paragraph (f):
 - (f.1) to remove from Canada persons who have been ordered to be so removed under section 32.2:
- 2. The Act is amended by adding the 10 following after section 32.1:

32.2 (1) In this section, "indictable offence" means any offence under an Act of Parliament in a case where a conviction was secured by way of indictment.

- 1. L'article 3 de la Loi sur l'immigration amended by adding the following after 5 est modifié par adjonction, après l'alinéa f), 5 de ce qui suit :
 - f.1) de renvoyer du Canada les personnes dont le renvoi a été ordonné en vertu de 1'article 32.2:
 - 2. La même loi est modifiée par adjonc-10 tion, après l'article 32.1, de ce qui suit :

32.2 (1) Pour l'application du présent article, « acte criminel » s'entend d'une infraction à une loi fédérale dont une personne 15 a été reconnue coupable par mise en accusa-15 tion.

Interpretation

R.S., c. I-2;

46 (2nd Supp.), c. 30

30 (4th Supp.); 1990,

(3rd Supp.),

cc. 1, 28, 29,

cc. 8, 16, 17. 38, 44; 1992. cc. 1, 47, 49, 51; 1993, c.

28: 1994. cc

26, 31: 1995.

1996, cc. 8.

11, 16, 19;

1997, c. 22;

1998, c. 30;

1999, c. 3

cc. 5, 15;

R.S., c. 31 (1st

Supp.), cc. 10,

Définition

Déclaration

de culpabilité

revendicateur

du statut de

réfugié

Claimant for refugee status convicted

- (2) Subject to section 726.11 of the Criminal Code, where a court convicts a person of an indictable offence and the person has made a Convention refugee claim but had not, at the the right to come into Canada, or the person has been determined to be a Convention refugee but has not, at the time of conviction, become a citizen, the court that makes the conviction may, in addition to any sentence I imposed, on its own motion or on the application of the Crown, order
 - (a) that the person leave Canada immediately and the sentence be suspended until the person returns to Canada; or 15
 - (b) that the person serve a term of imprisonment, not be released in Canada and be removed from Canada immediately on having completed the sentence or on becoming entitled, pursuant to any Act, to be 20 released before the end of the full term of the sentence.

Applicant for immigration

- (3) Subject to section 726.11 of the Criminal Code, where a court convicts a person of an indictable offence and the person has 25 d'un acte criminel une personne qui a, soit fait sought landing but had not, at the time the offence was committed, been granted the right to come into Canada, or the person has been granted landing, but has not, at the time of conviction, become a citizen, the court that 30 makes the conviction may, in addition to any sentence imposed, on its own motion or on the application of the Crown, order
 - (a) that the person leave Canada immediately and the sentence be suspended until 35 the person returns to Canada; or
 - (b) that the person serve a term of imprisonment, not be released in Canada and be removed from Canada immediately on having completed the sentence or on be-40 coming entitled, pursuant to any Act, to be released before the end of the full term of the sentence.

- (2) Sous réserve de l'article 726.11 du Code criminel, lorsqu'il reconnaît coupable d'un acte criminel soit une personne qui a revendiqué le statut de réfugié et qui a commis cet acte time the offence was committed, been granted 5 criminel avant d'avoir obtenu le droit d'entrer 5 au Canada, soit une personne à laquelle le statut de réfugié a été définitivement reconnu et qui a été déclarée coupable de cet acte criminel avant de devenir citoven, le tribunal peut, de son propre chef ou à la demande de la 10 Couronne, en plus de toute autre peine qu'il impose:
 - a) soit ordonner à la personne déclarée coupable de quitter le Canada immédiatement, sa condamnation étant assortie d'un 15 sursis jusqu'à ce qu'elle rentre au Canada;
 - b) soit condamner la personne à une peine d'emprisonnement, à être purgée avant son renvoi du Canada et la condamner à être renvoyée du Canada après avoir purgé sa 20 peine ou, le cas échéant, dès qu'elle acquiert, en vertu d'une loi quelconque, le droit à une libération avant d'avoir purgé la totalité de sa peine.
 - (3) Sous réserve du paragraphe 726.11 du 25 Déclaration Code criminel, lorsqu'il reconnaît coupable une demande d'établissement au Canada à titre d'immigrant et qui au moment de commettre cet acte criminel n'avait pas encore été 30 autorisée à entrer au Canada, soit obtenu le droit d'établissement et qui, au moment d'être reconnue coupable, n'était pas encore devenue citoyen, le tribunal peut, en plus de toute autre peine qu'il impose : 35
 - a) soit ordonner à la personne déclarée coupable de quitter le Canada immédiatement, sa condamnation étant assortie d'un sursis jusqu'à ce qu'elle rentre au Canada;
 - b) soit condamner la personne à une peine 40 d'emprisonnement, à être purgée avant son renvoi du Canada et la condamner à être renvoyée du Canada après avoir purgé sa peine ou, le cas échéant, dès qu'elle acquiert, en vertu d'une loi quelconque, le 45 droit à une libération avant d'avoir purgé la totalité de sa peine.

de culpabilité l'immigration No bail, release or unescorted absence in Canada

32.3 (1) Notwithstanding any other provision of this or any other Act, a person who is the subject of an order made under paragraph 32.2(2)(b) or 32.2(3)(b), who becomes entitled, under any Act, to release of any form on or before the completion of the full term of the sentence, shall not be released in Canada, but shall be first removed from Canada and then released outside Canada.

32.3 (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à celles des autres lois, la personne visée par une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 32.2(2)b) ou de l'alinéa 32.2(3)b) qui serait autrement admis- 5 sible à une forme quelconque de libération avant d'avoir purgé la totalité de sa peine ne peut être mise en liberté au Canada, mais elle est d'abord renvoyée du Canada, puis mise en liberté à l'étranger.

(2) Par dérogation aux autres dispositions

de la présente loi et à celles des autres lois, la

personne assujettie à une ordonnance pronon-

cée en vertu de l'alinéa 32.2(2)b) ou 32.2(3)b)

a) à aucun cautionnement ni à aucune autre

b) à aucune forme de sortie sans surveillan-

séjour au Canada à titre de réfugié ou d'immi-25

n'est admissible:

ce.

grant.

forme de liberté provisoire;

15

Interdiction de remettre en liberté au

Interdiction

d'admettre à

caution, à une

libération ou à une sortie

surveillance

15

No bail. release or unescorted absence

or

(2) Notwithstanding any other provision of 10 this or any other Act, a person who is the subject of an order made under paragraph

32.2(2)(b) or 32.2(3)(b) shall not be granted (a) bail or any other form of interim release:

(b) any temporary absence from custody

that is not escorted.

32.4 (1) A court making an order under section 32.2 may also order that a specified period must elapse before the person may 20 make a new application to remain or come into Canada as a refugee or immigrant.

32.4 (1) Le tribunal qui rend une ordonnan-20 Délai ce en vertu de l'article 32.2 peut préciser le délai qui doit s'écouler avant que la personne visée par l'ordonnance puisse présenter une nouvelle demande d'établissement ou de

préalable à une nouvelle demande

If no order made

Time before

application

new

(2) If no order is made by the court under subsection (1), the person convicted, if not yet admitted to Canada as an immigrant or 25 determined to be a Convention refugee, may not apply for landing in Canada or to be a Convention refugee until three years after the date of conviction.

(2) Si le tribunal ne précise pas le délai d'inhabilité à présenter une demande et si la personne n'a pas encore été admise au Canada à titre d'immigrant ou le statut de réfugié ne 30

lui a pas encore été définitivement reconnu, elle ne peut ni présenter une nouvelle demande afin d'être admise au Canada à titre d'immigrant ni revendiquer de nouveau le statut de réfugié moins de trois ans après la35 date de sa déclaration de culpabilité.

Absence de précision l'ordonnance

Removal of dependants

32.5 A court making an order under section 30 32.2 may also order the removal from Canada of any person who entered Canada as a dependant of the person convicted, and was a dependant of the person convicted on the date the offence was committed.

32.5 Le tribunal qui rend une ordonnance conformément à l'article 32.2 peut aussi ordonner le renvoi du Canada de toute personne qui est entrée au Canada à titre de personne 40 à charge de la personne déclarée coupable qui 35 était à la charge de cette dernière à la date à laquelle l'infraction a été commise.

Renvoi des personnes à charge

Exécution

ordonnances

Enforcement

32.6 For the purpose of enforcing an order made under subsection 32.2(2) or (3) or section 32.5, a court may, by order, exercise any power respecting the removal or deportation of the person from Canada that may be 5 exercised under this Act by the Minister, an immigration officer, an adjudicator or any other official.

Right to be heard

32.7 In considering whether to make an court shall permit the convicted person or dependant, as the case may be, to make representations to the court as to why the order should not be made or the power exercised.

Exemption from Privacy

32.8 Notwithstanding the *Privacy Act*, the 15 Crown, for the purpose of applying for an order under section 32.2, 32.5 or 32.6, is entitled to receive and to present to the court all information respecting the person that is held by any official under the authority of this 20 Act and relevant to the question of whether the order should be made.

Appeal

32.9 (1) An order made by a court under section 32.2, 32.5 or 32.6 may be appealed under Part XXI of the Criminal Code.

Other procedures excluded

(2) Notwithstanding any other provision of this Act, a person who is the subject of an order of a court pursuant to section 32.2, 32.5 or 32.6 may not appeal or apply for a review of the order under any provision of this Act, nor by 30 any procedure other than that described in subsection (1).

Other procedures

(3) Notwithstanding any other provision of this Act, if a person is made the subject of an order of a court pursuant to section 32.2, 32.5 35 or 32.6, any extant application, appeal or other procedure made by the person under any other provision of this Act that is related to the person's right to remain in Canada is discontinued.

32.6 Pour l'application d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 32.2(2) ou (3) ou de l'article 32.5, le tribunal peut, par ordonnance, exercer tous les pouvoirs relatifs au renvoi et à l'expulsion des personnes du 5 Canada que le ministre, un agent d'immigration, un arbitre ou un autre fonctionnaire peut exercer en vertu de la présente loi.

> Droit à une audition

32.7 Avant de rendre une ordonnance en order under section 32.2, 32.5 or 32.6, the 10 vertu de l'article 32.2, 32.5 ou 32.6, le tribunal 10 est tenu de donner à la personne déclarée coupable ou à ses personnes à charge, selon le cas, la possibilité de présenter au tribunal les arguments par lesquels elle fait valoir que le tribunal ne devrait pas rendre l'ordonnance ou 15 exercer le pouvoir en cause.

> 32.8 Par dérogation à la Loi sur la protection des renseignements personnels, pour les fins d'une demande d'ordonnance en vertu de l'article 32.2, 32.5 ou 32.6, la Couronne peut 20 prendre connaissance et soumettre au tribunal tout renseignement relatif à la personne dont un fonctionnaire peut avoir eu communication en vertu de la présente loi et qui est pertinent à la décision du tribunal de rendre ou non 25 l'ordonnance.

Exception à la Loi sur la protection des renseignements personnels

32.9 (1) L'ordonnance rendue par un tribunal en vertu de l'article 32.2, 32.5 ou 32.6 est susceptible d'appel conformément à la partie XXI du Code criminel. 30

Appel

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, une personne visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 32.2, 32.5 ou 32.6 ne peut interjeter appel, ou demander de contrôle judiciaire de l'ordon-35 nance ni en vertu de l'une ou l'autre des dispositions de la présente loi ni en vertu de quelque autre recours si ce n'est l'appel prévu au paragraphe (1).

Exclusion des autres recours

(3) Par dérogation aux autres dispositions 40 Déchéance de la présente loi, lorsqu'une ordonnance est rendue contre une personne en vertu de l'article 32.2, 32.5 ou 32.6, toute demande, appel ou autre procédure en instance à laquelle la personne est demanderesse en vertu de la 45 présente loi et qui porte sur son droit de 40 demeurer au Canada est abandonnée.

des autres recours

Minimum 3 year delay for citizenship

32.10 A person who is already admitted to Canada or has been determined to be a Convention refugee, who is convicted of an indictable offence before becoming a citizen, and in respect of whom no order has been made pursuant to section 32.2, may not apply to become a citizen until three years later than would otherwise be the case.

32.10 La personne déjà admise au Canada à titre d'immigrant ou à laquelle le statut de réfugié a été définitivement reconnu qui est déclarée coupable d'un acte criminel avant d'être devenue citoyen et contre laquelle 5 aucune ordonnance n'a été rendue en vertu de l'article 32.2 ne peut demander à nouveau de devenir citoyen moins de trois ans après la date à laquelle elle aurait normalement eu droit de présenter cette demande si elle n'avait 10 pas été ainsi déclarée coupable.

Report de la demande de citovenneté

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989. c. 2: 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4 28 40 43 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47. 51: 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45. 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995. cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23 30, 39; 1998. cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46: L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.). ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16. 17, 44; 1991 ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51: 1993. ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12. 13. 38, 44; 1995 ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9. 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999,

3. The Criminal Code is amended by adding the following after section 726.1:

Deportation order

1999, c. 5

726.11 Where an accused is convicted of an offence and, pursuant to subsection 32.2(2) or (3) of the *Immigration Act*, may be ordered to be removed from Canada as a consequence, the order may only be made if the prosecutor 15 (3) de la Loi sur l'immigration, à être expulsé satisfies the court that the accused, before making a plea, was notified that the order for removal would be sought.

3. Le Code criminel est modifié par 10 adjonction, après l'article 726.1, de ce qui suit:

726.11 Lorsqu'un accusé est déclaré coupa-15 Mesure ble d'une infraction pour laquelle il peut être condamné, en vertu d'une ordonnance à intervenir en vertu du paragraphe 32.2(2) ou du Canada, l'ordonnance ne peut être pronon-20 cée à moins que le poursuivant convainque le tribunal que l'accusé, avant d'enregistrer son plaidoyer, a reçu avis que l'ordonnance d'expulsion serait demandée.

d'expulsion

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-333

C-333

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-333

PROJET DE LOI C-333

An Act to amend the Immigration Act (removal of those convicted of serious criminal offence)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (renvoi des personnes déclarées coupables d'une infraction criminelle grave)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. REYNOLDS

M. REYNOLDS

SUMMARY

The purpose of this enactment is to provide for the removal from Canada of any immigrant or person seeking immigrant status who is convicted of a serious criminal offence in Canada. If the order for removal is sought by the Crown, it is mandatory.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de pourvoir au renvoi du Canada de tout immigrant ou de toute personne demandant le statut d'immigrant et qui est déclarée coupable au Canada d'une infraction criminelle grave. Si l'ordonnance est requise par la Couronne, le tribunal est tenu de la rendre.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-333

PROJET DE LOI C-333

An Act to amend the Immigration Act (removal of those convicted of serious criminal offence)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (renvoi des personnes déclarées coupables d'une infraction criminelle grave)

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.). cc. 1, 28, 29, 30 (4th Supp.); 1990. cc. 8, 16, 17, 38. 44: 1992. cc. 1, 47, 49, 51; 1994, cc. 26, 31; 1995, ec. 5, 15; 1996. cc. 8. 11, 16, 19; 1997. c. 22; 1998. c. 30; 1999. cc. 3. 18 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. I-2: L.R., ch. 31 (1er suppl.). ch. 10, 46 (2° suppl.), ch. 30 (39 suppl.), ch. 1 28, 29, 30 (49 suppl.); 1990. ch. 8, 16, 17, 38, 44: 1992 ch. 1. 47. 49. 51; 1994, ch. 26, 31; 1995, ch. 5, 15; 1996, ch. 8, 11, 16, 19; 1997, ch. 22: 1998, ch. 30; 1999, ch. 3. 18, 31

1. Section 3 of the Immigration Act is paragraph (f):

- (f.1) to provide for the deportation of any person in Canada who is a landed immigrant or seeking immigrant status and who is convicted of a serious criminal offence in 10 Canada:
- 2. The Act is amended by adding the following after section 32.1:
- 32.2 (1) In this section and in paragraph offence under the Criminal Code, or any other Act, for which a person, if convicted, may be sentenced to a term of imprisonment of seven vears or more.
- (2) A court that convicts a person who is in 20 Canada as a landed immigrant or seeking landing as an immigrant of a serious criminal offence shall, on the application of the Crown, or may, on its own motion, order, in addition to any other punishment imposed, that the 25 à l'initiative de la Couronne, ou peut, s'il le 25 person be removed from Canada.

1. L'article 3 de la Loi sur l'immigration amended by adding the following after 5 est modifié par adjonction, après l'alinéa f) 5 de ce qui suit :

- f.1) de pourvoir au renvoi de toute personne sollicitant le statut d'immigrant ou le droit d'établissement qui est déclarée coupable, au Canada, d'une infraction criminelle 10 grave;
- 2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 32.1, de ce qui suit :
- **32.2** (1) Au présent article et à l'alinéa 3f.1), 3(f.1), "serious criminal offence" means an 15 « infraction criminelle grave » s'entend d'une 15 « infraction criminelle grave » s'entend d'une 15 infraction au Code criminel ou à une autre loi qui rend la personne, qui en est déclarée coupable, passible d'une peine de sept ans ou plus d'emprisonnement.

Définition de « infraction grave »

(2) Le tribunal qui déclare une personne se 20 Ordonnance trouvant au Canada, à titre d'immigrant ayant obtenu le droit d'établissement ou sollicitant ce droit, coupable d'une infraction criminelle grave est tenu, si l'ordonnance est demandée

de renvoi

Order for removal

Definition of

'serious

criminal offence

Powers of court

(3) For the purposes of subsection (2), the court may order the exercise of any power that may be exercised by the Minister or any other person under this Act in respect of deportation or removal.

Hearing

(4) An order for removal on the motion of the court shall be considered forthwith on sentencing the person convicted and the person shall have the right to be heard on the question of whether the order should issue.

Appeal

(5) An order for removal from Canada may be appealed in the same manner as the sentence or conviction for the serious criminal offence may be appealed, but is not otherwise subject to any appeal or other procedure under 15 criminelle grave; mais cette ordonnance n'outhis or any other Act.

fait de son propre chef, ordonner, en plus de toute autre peine qu'il impose, que cette personne soit renvoyée du Canada.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), le tribunal peut ordonner l'application de toute 5 mesure que le ministre ou quelque autre personne a le pouvoir d'ordonner en vertu de 5 la présente loi à l'égard de l'exclusion ou du renvoi d'une personne.

Pouvoirs du tribunal

Appel

(4) Une ordonnance de renvoi proposée à 10 Audition l'initiative du tribunal est jugée lors du prononcé de la sentence à laquelle la personne déclarée coupable est condamnée et cette 10 dernière a le droit de présenter des observations sur l'opportunité de rendre cette ordon-15

(5) Une ordonnance de renvoi du Canada est susceptible d'appel selon les mêmes modalités qu'une peine ou qu'une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction 20 vre droit à aucun autre appel ou recours en vertu de la présente loi ou de quelque autre

nance.

loi.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-334

C-334

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-334

PROJET DE LOI C-334

An Act to amend the Criminal Code (wearing of war decorations)

Loi modifiant le Code criminel (port de décorations militaires)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. Reynolds

M. REYNOLDS

SUMMARY

This enactment allows a relative of a deceased veteran to wear any decoration, etc. awarded to such veterans without facing criminal sanctions. The decoration must be worn on the right side of the relative's chest.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre à un parent d'un ancien combattant décédé de porter, le jour du Souvenir, sans risque de sanctions criminelles, les décorations militaires qui ont été accordées à cet ancien combattant. Le parent de l'ancien combattant doit porter ces décorations sur le côté droit de la poitrine.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-334

PROJET DE LOI C-334

An Act to amend the Criminal Code (wearing of war decorations)

Loi modifiant le Code criminel (port de décorations militaires)

R.S., c. C-46: R.S., cc. 2, 11, 27. 31, 47, 51. 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991. cc. 1. 4. 28, 40, 43; 1992, cc. 1. 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8 16, 19, 31, 34; 1997. cc. 9. 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998. cc. 7, 9, 15. 30, 34, 35, 37; 1999, ec. 2, 3, 5, 17, 18, 25,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R.. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.). ch. 1. 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.). ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (40 suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991 ch. 1, 4, 28, 40. 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27. 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7. 25. 28 34. 37. 40. 45, 46; 1994. ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7. 8. 16. 19, 31, 34; 1997. ch. 9. 16. 17. 18. 23, 30, 39; 1998, ch. 7 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999. ch. 2, 3, 5, 17, 18, 25, 28, 31, 32

- 1. (1) Section 419 of the Criminal Code is amended by adding the following:
- (2) No person who is a relative of a deceased veteran commits an offence under paragraph (1)(b) where the person wears, on the right side of the person's chest, a distinctive mark 10 relating to wounds received or service performed in war by that veteran or wears, on the
- 1. (1) L'article 419 du Code criminel renumbered as subsection 419(1) and is 5 devient le paragraphe 419(1) et est modifié, 5 par adjonction, de ce qui suit :
 - (2) Ne commet pas l'infraction prévue à l'alinéa (1)b) quiconque, étant un parent d'un ancien combattant décédé, porte, le jour du Souvenir, du côté droit de la poitrine, soit une 10 marque distinctive concernant des blessures recues ou du service accompli dans une guerre

Exception

362316

28, 31, 32

Exception

right side of the person's chest, a military medal, ribbon, badge, chevron or any decoration or order that is awarded to that veteran for war services and the person does so on Remembrance Day.

Definition

(3) In subsection (2), "veteran" has the meaning assigned in section 2 of the War Veterans Allowance Act.

Interpretation

(4) A person who has been legally adopted by a relative of a deceased veteran or by that 10 adoptée par le parent d'un ancien combattant veteran is deemed to be a relative of that veteran for the purposes of subsection (2).

Regulations

(5) Despite subsection (2), a person who is a relative of a deceased veteran commits an offence under paragraph (1)(b) where the 15 person wears a distinctive mark or a military medal, ribbon, badge, chevron, decoration or order described in that paragraph while wearing, with lawful authority, a uniform of the Canadian Forces or any other navy, army or air 20 marine, de l'armée ou de l'aviation. force.

par cet ancien combattant, soit une médaille, un ruban, un insigne ou un chevron militaire, ou toute décoration ou ordre accordé à cet ancien combattant pour services de guerre.

- (3) Pour l'application du paragraphe (2), 5 Définition « ancien combattant » s'entend au sens de cette expression en vertu de l'article 2 de la Loi sur les allocations aux anciens combattants.
- (4) La personne qui a été légalement 10 Interprétadécédé ou par l'ancien combattant lui-même est réputée parente de cet ancien combattant pour les fins du paragraphe (2).
- (5) Par dérogation au paragraphe (2), com-15 Dérogation met l'infraction visée à l'alinéa (1)b) quiconque porte une marque distinctive, une médaille, un ruban, un insigne, un chevron militaire ou toute décoration ou ordre militaire, alors qu'il porte légalement un uniforme des Forces 20 canadiennes ou de tout autre service de la

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

C-335

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-335

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-335

PROJET DE LOI C-335

An Act to amend the Criminal Code, the Young Offenders Act and the Transfer of Offenders Act (death penalty) Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur les jeunes contrevenants et la Loi sur le transfèrement des délinquants (peine de mort)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. Reynolds

M. REYNOLDS

SUMMARY

The purpose of this enactment is to impose the death sentence in all cases of aggravated first degree murder committed by a person eighteen years of age and over at the time of the commission of the murder.

Aggravated first degree murder is first degree murder committed in a heinous manner that defies human dignity.

SOMMAIRE

Ce texte vise à imposer la peine de mort dans tous les cas de meurtre grave au premier degré commis par une personne âgée d'au moins dix-huit ans lors de la perpétration du meurtre.

Le meurtre grave au premier degré est un meurtre au premier degré commis de façon haineuse et en défiant la dignité humaine.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-335

PROJET DE LOI C-335

An Act to amend the Criminal Code, the Young Offenders Act and the Transfer of Offenders Act (death penalty) Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur les jeunes contrevenants et la Loi sur le transfèrement des délinquants (peine de mort)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-46; R.S., ec. 2, 11, 27, 31, 47, 51. 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.) cc. 10, 19, 30. 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989. c. 2: 1990. cc. 15. 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4. 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27. 38. 41. 47 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8 16, 19, 31, 34; 1997. cc. 9, 16. 17. 18. 23. 30, 39; 1998, cc. 7. 9. 15. 30, 34, 35, 37; 1999, cc. 2, 3, 5, 17, 18, 25,

10, 19, 30, 34 (3e suppl.). ch. 1. 23. 29. 30. 31. 32. 40, 42, 50 (40 suppl.); 1989. ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51: 1993. ch. 7, 25, 28 34, 37, 40, 45, 46: 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27. 29. 32. 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997. ch. 9. 16. 17. 18. 23, 30, 39; 1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 2, 3, 5, 17, 18, 25, 28, 31, 32

L.R., ch.

C-46; L.R.

ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52

(1er suppl.),

ch. 1, 24, 27, 35 (2°

suppl.), ch.

1. (1) Subsection 231(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

1. (1) Le paragraphe 231(1) du *Code* 5 *criminel* est remplacé par ce qui suit :

28. 31. 32

Classification of murder

231. (1) Murder is aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder.

231. (1) Il existe trois catégories de meurtres : les meurtres graves au premier degré, les meurtres au premier degré et les meurtres au deuxième degré.

Classification

Aggravated first degree murder

(1.1) Murder is aggravated first degree manner that defies human dignity.

(1.1) Le meurtre grave au premier degré est 5 Meurtre murder when it is committed in a heinous 5 le meurtre au premier degré commis de façon haineuse et en défiant la dignité humaine.

premier degré

(2) Subsection 231(7) of the Act is re-

placed by the following:

(2) Le paragraphe 231(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Second degree murder

(7) All murder that is not aggravated first degree murder or first degree murder is 10 la catégorie des meurtres graves au premier second degree murder.

(7) Les meurtres qui n'appartiennent pas à 10 Meurtre au degré ou des meurtres au premier degré sont des meurtres au deuxième degré.

degré

2. Section 235 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

2. L'article 235 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de 15 ce qui suit:

(1.1) Quiconque commet un meurtre grave

Punishment for aggravated first degree murder

- (1.1) Every one who commits aggravated first degree murder is guilty of an indictable 15 au premier degré est coupable d'un acte offence and shall be sentenced
 - criminel et doit être condamné: a) à mort lorsque le contrevenant avait au 20

Peine pour meurtre grave au premier degré

- (a) to death, where the offender was eighteen years of age or more at the time the offence was committed; and
- moins dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction:
- (b) to imprisonment for life, where the 20 offender was less than eighteen years old at the time the offence was committed.
- b) à l'emprisonnement à perpétuité lorsque le contrevenant avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infrac-25 tion.

3. Section 582 of the Act is replaced by the following:

3. L'article 582 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

High treason. aggravated first degree murder and first degree murder

582. No person shall be convicted for the 25 offence of high treason, aggravated first degree murder or first degree murder unless in the indictment charging the offence he is specifically charged with that offence.

582. Seules les personnes inculpées expressément dans l'acte d'accusation de haute 30 trahison, de meurtre grave au premier degré ou de meurtre au premier degré peuvent être déclarées coupables de ces infractions.

Haute trahison. meurtre grave au premier degré et meurtre au premier degré

4. Section 610 of the Act is amended by 30 adding the following after subsection (3):

4. L'article 610 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de 35 ce qui suit :

Previous charges

(3.1) A conviction or an acquittal on an indictment for aggravated first degree murder bars a subsequent indictment for the same second degree murder, and a conviction or acquittal on an indictment for first degree murder or second degree murder bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as aggravated first degree murder. 40

(3.1) Une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre grave au premier degré constitue une homicide charging it as first degree murder or 35 fin de non-recevoir contre un acte d'accusa-40 tion subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre au premier degré ou meurtre au deuxième degré, et une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un

Accusations antérieures

5. Paragraph 634(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) twenty peremptory challenges, where the accused is charged with high treason, aggravated first degree murder or first 5 degree murder;

6. Section 662 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Aggravated first degree murder charged

(2.1) For greater certainty and without limiting the generality of subsection (1), 10 ce de la portée générale du paragraphe (1), where a count charges aggravated first degree murder and the evidence does not prove aggravated first degree murder but proves first degree murder or second degree murder or an attempt to commit first degree murder or 15 second degree murder, the jury may find the accused not guilty of aggravated first degree murder but guilty of first degree murder, second degree murder or an attempt to commit first degree murder or second degree murder, 20 meurtre au premier degré, de meurtre au as the case may be.

7. Subsection 675(2.2) of the Act is replaced by the following:

Persons under eighteen

(2.1) A person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the 25 ans au moment de la perpétration de l'infracoffence for which the person was convicted of aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder and sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served the 30 period specified by the judge presiding at the trial may appeal to the court of appeal against the number of years in excess of the minimum number of years of imprisonment without eligibility for parole that are required to be 35 served in respect of that person's case.

8. The Act is amended by adding the following after section 675:

acte d'accusation de meurtre au premier degré ou de meurtre au deuxième degré constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre grave au premier 5 degré.

5. L'alinéa 634(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) vingt, dans le cas où l'accusé est inculpé de haute trahison, de meurtre grave au 10 premier degré ou de meurtre au premier degré:

6. L'article 662 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Il demeure entendu que, sans préjudilorsqu'un chef d'accusation inculpe de meurtre grave au premier degré et que les témoignages ne prouvent pas le meurtre grave au 20 premier degré, mais prouvent le meurtre au premier degré ou au deuxième degré ou une tentative de commettre un meurtre au premier degré ou au deuxième degré, le jury peut déclarer l'accusé non coupable de meurtre 25 grave au premier degré, mais coupable de deuxième degré ou de tentative de commettre un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré, selon le cas.

7. Le paragraphe 675(2.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) La personne âgée de moins de dix-huit tion et condamnée à l'emprisonnement à 35 dix-huit ans perpétuité pour meurtre grave au premier degré, meurtre au premier degré ou meurtre au deuxième degré peut interjeter appel, devant la cour d'appel, de tout délai préalable à sa libération conditionnelle — fixé par le 40 juge qui préside le procès — qui est supérieur au nombre d'années minimal applicable en pareil cas.

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 675, de ce qui suit :

Personnes âgées de moins de

Inculpation

de meurtre

Right of appeal of person sentenced to

675.1 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, a person who has been sentenced to death may appeal to the court of appeal against his conviction on any ground of appeal that involves a question of law or fact 5 or mixed law and fact.

675.1 (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, une personne condamnée à mort peut interjeter appel devant la cour d'appel contre sa déclaration de culpabilité pour tout motif d'appel compor- 5 tant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

Droit d'appel du condamné

Notice deemed to have been given

(2) A person sentenced to death shall, notwithstanding that the person has not given notice pursuant to section 678, be deemed to have given such notice and to have appealed 10 against the conviction.

(2) Une personne qui a été condamnée à mort est réputée, même si elle n'a pas donné l'avis prévu par l'article 678, avoir donné cet 10 avis et avoir interjeté appel de sa déclaration de culpabilité.

Avis réputé donné

Court of appeal may consider

(3) A court of appeal, pursuant to an appeal pursuant to this section, shall

- (a) consider any ground of appeal alleged in the notice of appeal, if any notice of appeal 15 has been given; and
- (b) consider the record to establish whether there are present any other grounds upon which the conviction ought to be set aside.
- (3) La cour d'appel, à la suite d'un appel prévu par le présent article :

Considérations par la cour d'appel

- a) considère tout motif d'appel allégué dans 15 l'avis d'appel, si un tel avis a été donné;
- b) considère le dossier afin d'établir s'il renferme d'autres motifs pour lesquels la déclaration de culpabilité devrait être écartée. 20

9. Subsection 678(2) of the Act is replaced 20 by the following:

Extension of

(2) The court of appeal or a judge thereof may at any time extend the time within which notice of appeal or notice of an application for leave to appeal may be given, but this 25 présent paragraphe ne s'applique subsection does not apply where a sentence of death has been imposed pursuant to a conviction.

9. Le paragraphe 678(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

> Prorogation du délai

(2) La cour d'appel ou l'un de ses juges peut proroger le délai de l'avis d'appel ou de l'avis d'une demande d'autorisation d'appel, mais le 25 lorsqu'une sentence de mort a été imposée à la suite d'une déclaration de culpabilité.

Effect of certificate from the registrar

time

(3) The production of a certificate from the or the production of a certificate from the Minister of Justice that the Minister has exercised any of the powers conferred upon him by section 690 is sufficient authority to suspend the execution of a sentence of death, 35 and where, pursuant to such suspension, a new time is required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court. 40 sentence ou par tout juge qui aurait pu tenir la 40

(3) La production d'un certificat du regisregistrar that notice of appeal has been given 30 traire qui atteste qu'un avis d'appel a été 30 donné ou la production d'un certificat du ministre de la Justice qui atteste que ce dernier a exercé l'un des pouvoirs dont l'investit l'article 690 constitue une autorisation suffisante de sursis à l'exécution d'une condamna-35 tion à mort et lorsque, conformément à ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, cette date peut être fixée par le juge qui a imposé la

même cour ou y siéger.

Effet de la production du certificat du registraire Suspension of execution of sentence of death

(4) Where, pursuant to a conviction, a sentence of death has been imposed, the execution of the sentence shall be suspended until after the determination of the appeal pursuant to section 675.1 whether or not the 5 production of a certificate mentioned in subsection (3) has been made, and where, as a result of such suspension, a new time is required to be fixed for the execution of the imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

(4) Si, à la suite d'une déclaration de culpabilité, une condamnation à mort a été imposée, il doit être sursis à l'exécution de la condamnation jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel prévu par l'article 675.1 que le certifi- 5 cat mentionné au paragraphe (3) ait été produit ou non, et si, en conséquence de ce sursis, une nouvelle date doit être fixée pour l'exécution de la condamnation, elle peut être sentence, it may be fixed by the judge who 10 fixée par le juge qui a imposé la sentence ou 10 par tout juge qui pourrait avoir tenu la même cour ou v avoir siégé.

Sursis d'exécution d'une condamnation à mort

10. Subsection 682(4) of the Act is replaced by the following:

Copies to interested parties

- (4) A party to an appeal is entitled to receive 15
- (a) without charge, if the appeal is against a conviction in respect of which a sentence of death has been imposed, or
- (b) on payment of any charges that are fixed 20 by rules of court, in any other case,

a copy or transcript of any material that is prepared under subsections (1) and (2).

11. Section 691 of the Act is replaced by the following:

Appeal from conviction

- **691.** (1) A person who is convicted of an 25 indictable offence other than an offence punishable by death and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada
 - (a) on any question of law on which a judge 30 of the court of appeal dissents; or
 - (b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.

Appeal where acquittal set aside

- (2) A person who is acquitted of an punishable by death or by reason of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder and whose acquittal is set aside by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada
 - (a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents;

10. Le paragraphe 682(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Une partie à l'appel a le droit de recevoir 15 Copies aux une copie ou une transcription de tout élément préparé en vertu des paragraphes (1) et (2) :

intéressées

- a) soit sans frais, si l'appel vise une déclaration de culpabilité à l'égard de laquelle une condamnation à mort a été 20 imposée;
- b) soit sur paiement des frais fixés par les règles de cour, dans tout autre cas.

11. L'article 691 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

691. (1) La personne déclarée coupable d'un acte criminel autre qu'une infraction punissable de mort et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada: 30

Appel d'une déclaration. de culpabilité

- a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident:
- b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour 35 suprême du Canada.
- (2) La personne qui est acquittée de l'accuindictable offence other than an offence 35 sation d'un acte criminel - sauf dans le cas d'un acte criminel punissable de la peine de mort ou dans le cas d'un verdict de non-res-40 ponsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux - et dont l'acquittement est annulé 40 par la cour d'appel peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada:
 - a) sur toute question de droit au sujet de 45 laquelle un juge de la cour d'appel est dissident:

l'acquittement est

- (b) on any question of law, if the court of appeal enters a verdict of guilty against the person; or
- (c) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.

12. The Act is amended by adding the following after section 691:

Appeal where sentence of death

- 691.1 Notwithstanding any other provision of this Act, a person
 - (a) who has been sentenced to death and 10 whose conviction is affirmed by the court of appeal, or
 - (b) who is acquitted of any offence punishable by death and whose acquittal is set aside by the court of appeal, 15

may appeal to the Supreme Court of Canada on any ground of law or fact or mixed law and fact.

13. Subsection 730(1) of the Act is replaced by the following:

Absolute and conditional discharge

730. (1) Where an accused, other than a corporation, pleads guilty to or is found guilty of an offence, other than an offence for which a minimum punishment is prescribed by law or an offence punishable by imprisonment for 25 fourteen years or for life or by the death penalty, the court before which the accused appears may, if it considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, instead of convicting the 30 nuire à l'intérêt public, au lieu de le condamaccused, by order direct that the accused be discharged absolutely or on the conditions prescribed in a probation order made under subsection 731(2).

14. Section 745.1 of the Act is replaced by 35 the following:

Persons under eighteen

745.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of 40 l'infraction pour laquelle elle a été déclarée aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the 45 sement, selon le cas: person has served

- b) sur toute question de droit, si la cour d'appel a consigné un verdict de culpabili-
- c) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour 5 suprême du Canada.

12. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 691, de ce qui suit :

691.1 Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, peut interjeter appel à 10 la Cour suprême du Canada sur toute question de droit ou de fait ou toute question mixte de droit et de fait, toute personne qui, selon le

Appel lors d'une condamnation à mort

Absolutions

tionnelles et

conditions

incondi-

- a) a été condamnée à mort et dont la 15 déclaration de culpabilité est confirmée par la cour d'appel;
- b) est acquittée d'une infraction punissable de mort et dont l'acquittement est écarté par la cour d'appel. 20

13. Le paragraphe 730(1) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

730. (1) Le tribunal devant lequel comparaît un accusé, autre qu'une personne morale, qui plaide coupable ou est reconnu coupable 25 d'une infraction pour laquelle la loi ne prescrit pas de peine minimale ou qui n'est pas punissable de la peine de mort, d'un emprisonnement de quatorze ans ou de l'emprisonnement à perpétuité peut, s'il considère qu'il 30 y va de l'intérêt véritable de l'accusé sans ner, prescrire par ordonnance qu'il soit absous inconditionnellement ou aux conditions prévues dans une ordonnance rendue aux termes 35 du paragraphe 731(2).

14. L'article 745.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

745.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui 40 avait moins de dix-huit ans à la date de coupable de meurtre grave au premier degré, meurtre au premier degré ou meurtre au deuxième degré, le bénéfice de la libération 45 conditionnelle est subordonné à l'accomplis-

Mineurs

- (a) such period between five and seven years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the trial, five years in the case of a person 5 convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence:
- (a.1) such period between ten and fifteen 10 years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial, or if no period is specified by the judge presiding at the trial, ten years, in the case of a person convicted of aggravated first degree murder 15 who was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence:
- (a.2) fifteen years, in the case of a person convicted of aggravated first degree murder who was sixteen or seventeen years of age 20 at the time of the commission of the offence:
- (b) ten years, in the case of a person convicted of first degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time 25 of the commission of the offence; and
- (c) seven years, in the case of a person convicted of second degree murder who was sixteen or seventeen years of age at the time of the commission of the offence.
- 15. Section 745.3 of the Act is replaced by the following:

Persons under

745.3 Where a jury finds an accused guilty of aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder and the 35 accusé ayant moins de seize ans à la date de accused was under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of aggravated first degree murder (or first degree murder or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do 45 tuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligi-

- a) de cinq ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré ou de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait moins de seize ans au moment de la perpétration de 5 l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus sept ans;
- a.1) de dix ans de la peine lorsque cette personne a été déclarée coupable de meurtre grave au premier degré et qu'elle avait 10 moins de seize ans au moment de la perpétration de l'infraction, délai que le juge qui préside le procès peut porter à au plus quinze ans;
- a.2) de quinze ans de la peine lorsque cette 15 personne a été déclarée coupable de meurtre grave au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction:
- b) de dix ans de la peine lorsque cette 20 personne a été déclarée coupable de meurtre au premier degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction;
- c) de sept ans de la peine lorsque cette 25 personne a été déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et qu'elle avait seize ou dix-sept ans au moment de la perpétration de l'infraction.

15. L'article 745.3 de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

745.3 Le juge qui préside le procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un l'infraction coupable de meurtre grave au 35 premier degré, de meurtre au premier degré, ou de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante:

40 Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre grave au premier degré, de meurtre au pre-40 mier degré ou de meurtre au deuxième degré, et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpéavez la faculté de le faire, quant à la période 45 d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération condition-

Mineurs

Mineurs

ble for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that

- (a) in the case of aggravated first degree murder, is between ten and fifteen years,
- (b) in the case of first degree murder or second degree murder, is between five 10 years and seven years,

the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

nelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi:

- a) dans le cas d'un meurtre grave au premier degré à au moins dix ans et à au plus quinze 5
- b) dans le cas d'un meurtre au premier degré ou d'un meurtre au deuxième degré, à au moins cinq ans et à au plus sept ans.

16. Section 745.5 of the Act is replaced by 15 the following:

Persons under sixteen

745.5 At the time of the sentencing under section 745.1 of an offender who is convicted of aggravated first degree murder, first degree under the age of sixteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 745.3, by order, er is to serve that

- (a) in the case of aggravated first degree murder, is between ten years and fifteen years, and
- (b) in the case of murder in the first degree 35 or murder in the second degree, is between five years and seven years,

without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

17. Paragraph 745.6(1)(a) of the Act is 40 replaced by the following:

- (a) has been convicted of high treason, first degree murder or second degree murder, or
- 18. Subsection 746.1(3) of the Act is replaced by the following:

16. L'article 745.5 de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

745.5 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 745.1, le juge qui préside le procès du délinquant déclaré coupamurder or second degree murder and who was 20 ble de meurtre grave au premier degré, de 15 meurtre au premier degré ou de meurtre au deuxième degré et qui avait moins de seize ans au moment de la commission de l'infraction - ou en cas d'empêchement, tout juge court, may, having regard to the age and 25 du même tribunal - peut, compte tenu de 20 l'âge et du caractère du délinquant, de la nature de l'infraction et des circonstances entourant sa perpétration, ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'artidecide the period of imprisonment the offend-30 cle 745.3, fixer, par ordonnance, le délai25 préalable à sa libération conditionnelle :

- a) dans le cas de meurtre grave au premier degré, à la période comprise entre dix et quinze ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances;
- b) dans le cas d'un meurtre au premier degré ou d'un meurtre au deuxième degré, à la période comprise entre cinq et sept ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances. 35

17. L'alinéa 745.6(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) elle a été déclarée coupable de haute trahison, de meurtre au premier degré ou de meurtre au deuxième degré; 40
- 18. Le paragraphe 746.1(3) de la même 45 loi est remplacé par ce qui suit :

Sorties sans

surveillance

semi-liberté

ou sous

Temporary absences and day parole

- (3) In the case of any person convicted of aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sen- 5 tenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility 10 ble: for parole.
 - (a) no day parole may be granted under the Corrections and Conditional Release Act;
 - (b) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and 15 Reformatories Act: and
 - (c) except with the approval of the National Parole Board, no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend judicial proceedings or a coroner's 20 inquest may be authorized under either of those Acts.
- 19. The Act is amended by adding the following after section 746.1:

CAPITAL PUNISHMENT

746.11 A sentence of death shall be 25 executed by the intravenous injection of sodium thiopental administered in a quantity and in a manner calculated to cause death.

746.12 (1) Where a jury finds an accused guilty of an offence punishable by death, the 30 sé coupable d'une infraction punissable de judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to it the following question:

You have found the accused guilty and the law requires that I now pronounce a sentence of 35 exige que je prononce maintenant contre lui la death against the accused. Do you wish to make any recommendation as to whether or not the accused should be granted clemency? You are not required to make any recommendation but if you do make a recommendation 40 qu'il soit usé ou non de clémence à son eneither in favour of clemency or against it, your recommendation will be included in the report that I am required to make of this case to the Attorney General of Canada and will be given due consideration. 45

(3) La personne qui commet, avant l'âge de dix-huit ans, un meurtre grave au premier degré, un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré et qui fait l'objet d'une condamnation d'emprisonnement à 5 perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle ne peut, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, être admissi-

a) à la semi-liberté prévue par la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition:

- b) à la permission de sortir sans escorte prévue par cette loi ou la Loi sur les prisons 15 et les maisons de correction:
- c) à la permission de sortir avec escorte, prévue par l'une de ces lois, sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou 20 d'enquêtes du coroner, sans l'agrément de la Commission nationale des libérations conditionnelles
- 19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 746.1, de ce qui suit :

PEINE CAPITALE

746.11 L'exécution d'une condamnation à mort se fait par injection intraveineuse de thiopental de sodium administré en une quantité et d'une façon calculée pour provoquer la

Injection intraveineuse

746.12 (1) Lorsqu'un jury déclare un accumort, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante:

Vous avez déclaré l'accusé coupable et la loi peine de mort. Désirez-vous recommander qu'il soit usé ou non de clémence à son endroit? Vous n'êtes pas tenus de faire une re-40 commandation, mais si vous recommandez droit, votre recommandation sera insérée dans

le rapport sur cette cause que je dois soumettre au procureur général du Canada et il en sera 45 dûment tenu compte.

Recommandation par le

dation by jury

Recommen-

Intravenous

injection

Impossibilité

d'entente sur

recommanda-

Where jury is unable to agree on recommenda-

(2) If the jury reports to the judge that it is unable to agree upon a recommendation, either in favour of clemency or against it, and the judge is satisfied that further retention of judge shall ascertain the number of jurors who are in favour of making a recommendation for clemency and the number of jurors who are against making such a recommendation and required by section 746.13.

Sentence of death to be reported to the Attorney General of Canada

746.13 A judge who sentences a person to death shall appoint a day for the execution of the sentence, and in appointing that day shall allow a period of time that, in his opinion, is 15 date, accorder un délai suffisant, à son avis, 15 sufficient to enable the Governor General to signify the pleasure of the Governor General before that day, and shall forthwith make a report of the case to the Attorney General of Canada for the information of the Governor 20 mission au gouverneur général. General.

Appeal to court of appeal

746.14 (1) Where an accused is sentenced to death pursuant to a conviction and the sentence has not been commuted pursuant to subsection 746.15(1), the appeal from the 25 conviction made pursuant to section 675.1 shall be heard and determined as soon as practicable and the sentence shall not be executed until after the determination of the appeal.

Appeal to Supreme Court of Canada

- (2) Where an appeal from a conviction for an offence punishable by death is dismissed by the court of appeal and the sentence has not been commuted pursuant to subsection 746.15(1)
 - (a) the sentence shall not be executed until after the expiration of the period for giving notice of appeal; and
 - (b) any appeal from the judgment of the court of appeal shall be heard and deter- 40 mined as soon as practicable after notice is given thereof, and the sentence shall not be executed until after the determination of the appeal.

(2) Si, dans son rapport au juge, le jury déclare qu'il est incapable de s'entendre sur une recommandation portant qu'il soit ou non usé de clémence et si le juge est convaincu the jury would not lead to agreement, the 5 qu'aucune entente ne résultera de nouvelles 5 délibérations du jury, le juge doit établir le nombre des jurés qui favorisent la présentation d'une recommandation à la clémence et le nombre de ceux qui s'y opposent et inclure shall include such information in the report 10 ce renseignement dans le rapport qu'exige 10 l'article 746.13.

> 746.13 Un juge qui condamne une personne à la peine de mort doit fixer une date pour l'exécution de la sentence et, en fixant cette pour permettre au gouverneur général de signifier son bon plaisir avant cette date, et il doit sans retard adresser au procureur général du Canada un rapport de l'affaire pour trans-20

Rapport de la sentence de mort au procureur général du Canada

746.14 (1) Lorsqu'une déclaration de culpabilité a entraîné la condamnation à mort d'un accusé et que la peine n'a pas été commuée conformément au paragraphe 746.15(1), l'appel de la déclaration de culpa-25 bilité prévu par l'article 675.1 doit être entendu et jugé dès que possible et la sentence ne peut être exécutée avant le jugement sur 30 l'appel.

Appel devant une cour d'appel

- (2) Lorsqu'un appel d'une déclaration de 30 culpabilité pour une infraction punissable de mort est rejeté par la cour d'appel et que la peine n'a pas été commuée conformément au 35 paragraphe 746.15(1):
- Appel à la suprême du Canada
 - a) la sentence ne peut être exécutée 35 qu'après l'expiration du délai accordé pour donner avis d'un appel;
 - b) un appel du jugement de la cour d'appel doit être entendu et jugé dès que possible après réception de l'avis, et la sentence ne 40 peut être exécutée avant le jugement sur l'appel.

d'exécution

New time for the execution

(3) Where the execution of a sentence of death has been suspended pursuant to subsection (1) or (2) and the conviction for which the sentence was imposed is affirmed on appeal. a new time for the execution of the sentence, not less than sixty days and not more than ninety days after the delivery of the judgment in appeal, shall be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge who might have held or sat in the same court.

(3) Lorsque l'exécution d'une condamnation à mort a été suspendue conformément au paragraphe (1) ou (2) et que la déclaration de culpabilité qui a entraîné la condamnation est confirmée en appel, une nouvelle date d'exé- 5 cution de la condamnation, date postérieure d'au moins soixante et d'au plus quatre-vingtdix jours à celle du prononcé du jugement rendu en appel, doit être fixée par le juge qui 10 a imposé la sentence ou tout juge ayant siégé 10 à la même cour.

746.15 (1) Le gouverneur en conseil peut

commuer la condamnation à mort d'une

personne pour une infraction en une peine

majorité des jurés qui ont déclaré la personne

coupable de l'infraction a recommandé cette

fédérale, lorsque le gouverneur en conseil

commue la condamnation à mort d'une personne à une peine d'emprisonnement à perpé-

d'emprisonnement à perpétuité lorsque la 15

Commuting death sentence

746.15 (1) The Governor in Council may commute a sentence of death imposed upon a person in respect of an offence to imprisonment for life where a majority of the jurors who found the person guilty of the offence 15 recommended in favour of commuting the sentence.

Commutation de la peine de mort

Effects of commutation

- (2) Notwithstanding this Act, the Corrections and Conditional Release Act or any other Act of Parliament, where the Governor in 20 liberté sous condition et à toute autre loi Council commutes a death sentence imposed on a person to imprisonment for life,
 - (a) parole shall not be granted;
 - (b) no day parole may be granted under the Corrections and Conditional Release Act; 25
 - (c) no absence without escort may be authorized under that Act or the Prisons and Reformatories Act; and
 - (d) no absence with escort otherwise than for medical reasons or in order to attend 30 judicial proceedings or a coroner's inquest may be authorized under either of the Corrections and Conditional Release Act or the Prisons and Reformatories Act.

- (2) Par dérogation à la présente loi, à la Loi Effets de la commutation sur le système correctionnel et la mise en 20
 - a) de libération conditionnelle;

commutation.

b) de semi-liberté en application de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition:

tuité, il ne peut être accordé à cette personne : 25

- c) de permission de sortir sans escorte sous 30 le régime de la loi visée à l'alinéa b) ou de la Loi sur les prisons et les maisons de correction:
- d) de permission de sortir avec escorte, sous le régime d'une des lois visée à l'alinéa c),35 sauf pour des raisons médicales ou pour comparution dans le cadre de procédures judiciaires ou d'enquêtes du coroner.

When judge may reprieve

- (3) Where a judge who sentences a person 35 to death or any judge who might have held or sat in the same court considers that the person should be recommended for the royal mercy, or that, for any reason, it is necessary to delay the execution of the sentence, the judge may, 40 quelconque, il est nécessaire de retarder at any time, reprieve the person for any period that is necessary for the purpose.
 - (3) Lorsqu'un juge qui condamne une personne à mort ou tout juge qui pourrait avoir 40 un juge tenu la même cour ou y avoir siégé estime que la personne devrait être recommandée à la clémence royale, ou que, pour une raison l'exécution de la sentence, le juge peut, à toute 45 époque, accorder à cette personne un sursis

accordé par

Notice to

(4) A copy of an instrument duly certified by the Clerk of the Privy Council or a writing under the hand of the Attorney General of Canada or Deputy Attorney General of Canada declaring that a sentence of death is commuted is sufficient notice to and authority for all persons having control over the prisoner to do all things necessary to give effect to the commutation.

fin.

pour toute période qui est nécessaire à cette

avant autorité sur le prisonnier, un avis et une

requis pour donner effet à la commutation.

autorisation suffisants de faire tout ce qui est 10

(4) Une copie d'un instrument dûment certifiée par le greffier du Conseil privé ou un écrit sous le seing du procureur général du 5 Canada ou du procureur général adjoint, 5 déclarant qu'une sentence de mort a été commuée, constitue, pour toutes personnes

Avis aux autorités

Sentence of death in N.W.T. Yukon and

(5) A judge who sentences a person to death 10 in the Northwest Territories, in the Yukon Territory or in Nunavut shall, after appointing a day for the execution of the sentence, forthwith forward to the Attorney General of Canada full notes of the evidence taken at the 15 trial and his report upon the case, and the execution of the sentence shall be suspended until the report is received and the pleasure of the Governor General is signified, and where, pursuant to such suspension, a new time is 20 signifie son bon plaisir. Lorsque, par suite de required to be fixed for execution of the sentence, it may be fixed by the judge who imposed the sentence or any judge having equivalent jurisdiction.

(5) Un juge qui condamne une personne à mort dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le Territoire du Yukon et au Nunavut doit, après avoir fixé une date pour l'exécution de 15 la sentence, envoyer immédiatement au procureur général du Canada des notes complètes de la preuve recueillie lors du procès, ainsi que son rapport sur l'affaire, et l'exécution de la sentence est suspendue jusqu'à ce que le 20 rapport soit reçu et que le gouverneur général cette suspension, il est nécessaire de fixer une autre date pour l'exécution de la sentence, cette date peut être fixée par le juge qui a25 imposé la sentence ou par tout juge possédant une juridiction équivalente.

Sentence de mort dans les Territoires du N.-O., dans le Territoire du Yukon et au Nunavut

Pregnancy

746.16 (1) A female person who is sen-25 tenced to death may move in arrest of execution on the ground that she is pregnant.

746.16 (1) Une personne du sexe féminin condamnée à mort peut demander à la cour qu'il soit sursis à son exécution pour le motif 30 qu'elle est enceinte.

ment pour examiner la personne du sexe35

féminin, soit ensemble, soit successivement, et de déterminer si elle est enceinte ou non.

Femme enceinte

Examination

Arresting

execution

(2) Where a motion is made under subsection (1), the court shall direct one or more registered medical practitioners to be sworn to 30 ou plusieurs médecins inscrits de prêter serexamine the female person together or successively and to determine whether or not she is pregnant.

Examen (2) Lorsqu'une motion est présentée en vertu du paragraphe (1), la cour ordonne à un

(3) Where, from the report of a medical practitioner sworn under subsection (2), it 35 assermenté en vertu du paragraphe (2), il appears to the court that the female person is pregnant, execution shall be arrested until she is delivered of the child or until it is no longer possible in the course of nature that she should be so delivered.

(3) Lorsque, sur rapport d'un médecin apparaît à la cour que la personne du sexe 40 féminin est enceinte, il est sursis à l'exécution de la sentence jusqu'après son accouchement ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible, dans 40 le cours de la nature, qu'elle soit ainsi

délivrée.

Sursis à l'exécution

45

Prisoner to be confined apart

746.17 (1) A person who is sentenced to death shall be confined in a safe place within a prison apart from all other prisoners.

746.17 (1) Une personne qui est condamnée à mort doit être enfermée en un lieu sûr dans les limites d'une prison et isolée de tous les autres prisonniers.

Prisonnier enfermé à part

Who to have access

(2) No person other than the keeper of the prison and his servants, the prison doctor and a minister or a representative of a faith professed by the person who is sentenced to death shall have access to the person who is sentenced to death unless permission is given in writing by a judge of the court by which the 10 de la cour qui a prononcé la sentence ou par le sentence was imposed or by the sheriff.

(2) Nul autre que le gardien de la prison et 5 Accès auprès 5 ses serviteurs, le médecin de la prison et un ministre ou représentant d'un culte dont le condamné se réclame n'a accès auprès d'une personne condamnée à mort, à moins qu'une permission écrite n'ait été donnée par un juge 10 shérif.

prisonnier condamné à mort

Place of execution

746.18 (1) A sentence of death shall be executed within the walls of a prison.

746.18 (1) Une sentence de mort doit être Lieu de l'exécution exécutée à l'intérieur des murs d'une prison.

Who shall attend

(2) The sheriff, the keeper of the prison, the prison doctor and any other persons required 15 médecin de la prison et toutes autres personby the sheriff shall be present at the execution of a sentence of death

Présence (2) Le shérif, le gardien de la prison, le 15 obligatoire nes requises par le shérif doivent assister à

Who may attend

(3) A minister or a representative of a faith professed by the person who is sentenced to death and any other person whom the sheriff 20 considers it proper to admit may attend the execution of a sentence of death.

(3) Peuvent assister à l'exécution d'une sentence de mort : 20

l'exécution d'une sentence de mort

Présence facultative

a) un ministre ou un représentant d'un culte dont le condamné se réclame:

b) toute personne que le shérif juge opportun d'admettre.

Certificate of death

Declaration

keeper

by sheriff and

746.19 (1) The prison doctor shall, as soon as possible after a sentence of death has been executed, examine the body of the executed 25 person, ascertain the fact of death and sign and deliver to the sheriff a certificate in Form 52.

746.19 (1) Le médecin de la prison doit, le 25 Certificat de plus tôt possible après qu'une sentence de mort a été exécutée, examiner le corps de la personne exécutée, constater le fait de la mort,

signer une déclaration selon la formule 52 et

la remettre au shérif.

(2) The sheriff, the keeper of the prison and any other persons who are present at the execution of a sentence of death shall, if 30 required by sheriff, sign a declaration in Form 53.

(2) Le shérif, le gardien de la prison et toutes autres personnes qui assistent à l'exécution d'une sentence de mort doivent, s'ils en sont requis par le shérif, signer une déclaration selon la formule 53. 35

Déclaration du shérif et du gardien

Deputies may

746.2 Any duty that is imposed upon a sheriff, keeper of the prison or prison doctor by section 746.18 may, and in his absence 35 prison en vertu de l'article 746.18 peut, et en shall, be performed by his lawful deputy or assistant or by the officer or person who ordinarily acts for him or with him.

746.2 Tout devoir imposé à un shérif, à un gardien de la prison ou à un médecin de la son absence, doit être accompli par son substitut ou adjoint légal, ou par le fonction-40 naire ou la personne qui ordinairement agit pour lui ou avec lui.

Adjoint du shérif, du gardien ou du médecin

Coroner's inquest

746.21 (1) A coroner of a district, county or place where a sentence of death is executed shall, within twenty-four hours after the execution of the sentence, hold an inquest on the body of the executed person.

746.21 (1) Un coroner d'un district, d'un comté ou d'un lieu où une sentence de mort est exécutée, doit, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'exécution de la sentence, tenir 5 une enquête sur le corps de la personne 5 exécutée.

Enquête du coroner

Identity of the body of the executed person

(2) The coroner shall, at the inquest referred to in subsection (1), inquire into and ascertain the identity of the body of the executed person and whether sentence of death was duly executed.

(2) Le coroner doit, à l'enquête mentionnée au paragraphe (1), s'enquérir et s'assurer de l'identité du corps de la personne exécutée, et constater si la sentence de mort a été dûment 10 10 exécutée.

Identité du corps de la personne exécutée

Inquisition in duplicate

(3) The coroner shall prepare the inquisition in duplicate and shall deliver one to the sheriff.

(3) Le coroner doit préparer le procès-verbal de l'enquête en double exemplaire et en remettre un au shérif.

Procès-verbal en double exemplaire

Documents to be sent to Attorney General of Canada

746.22 Where a sentence of death is executed, the sheriff shall, as soon as possible, send the certificates mentioned in section 15 envoyer les certificats mentionnés à l'article 746.19 and the inquisition referred to in subsection 746.21(3) to the Attorney General of Canada or to the person who, from time to time, is appointed by the Governor in Council to receive them.

746.22 Lorsqu'une sentence de mort est 15 Documents exécutée, le shérif doit, le plus tôt possible, 746.19 et le procès-verbal mentionné au paragraphe 746.21(3) au procureur général du Canada ou à la personne qui, à l'occasion, est 20 désignée par le gouverneur en conseil pour les 20 recevoir.

général du Canada

Place of burial

746.23 The body of a person who is executed pursuant to a sentence of death shall be buried within the prison in which the sentence was executed, unless the Lieutenant-Governor in Council, the Commissioner of the 25 Yukon Territory, the Commissioner of the Northwest Territories or the Commissioner of Nunavut, as the case may be, otherwise orders.

746.23 Le corps d'une personne qui est exécutée en conformité d'une sentence de mort doit être inhumé dans les limites de la 25 prison où la sentence a été exécutée, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, le commissaire du Territoire du Yukon, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest ou le

commissaire du Nunavut, selon le cas, n'en 30

ordonne autrement.

l'inhumation

Lieu de

Saving

746.24 Failure to comply with sections 746.15 to 746.22 does not make the execution 30 articles 746.15 à 746.22 ne rend pas illégale of a sentence of death illegal where the execution would otherwise have been legal.

746.24 L'omission de se conformer aux Réserve l'exécution d'une sentence de mort dans les

Regulations

746.25 The Governor in Council may make regulations with respect to the execution of sentences of death.

746.25 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en ce qui regarde 35 l'exécution des sentences de mort.

cas où l'exécution aurait autrement été légale. 35

Règlements

20. Subsection 750(1) of the Act is replaced by the following:

750. Where a person is convicted of an indictable offence for which the person is sentenced to death or to imprisonment for two 40 vacant dès que son titulaire a été déclaré years or more and holds, at the time that

20. Le paragraphe 750(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 40

750. Tout emploi public, notamment une fonction relevant de la Couronne, devient coupable d'un acte criminel et condamné à Vacance

Public office vacated for conviction

"serious

personal

iniury

offence

« sévices graves à la

personne »

person is convicted, an office under the Crown or other public employment, the office or employment forthwith becomes vacant.

21. The definition of "serious personal replaced by the following:

"serious personal injury offence" means

- (a) an indictable offence, other than high treason, treason, aggravated first degree murder, first degree murder or second 10 degree murder, involving
 - (i) the use or attempted use of violence against another person, or
 - (ii) conduct endangering or likely to endanger the life or safety of another 15 person or inflicting or likely to inflict severe psychological damage another person.

and for which the offender may be sentenced to imprisonment for ten years or more; or 20

- (b) an offence or attempt to commit an offence mentioned in section 271(sexual assault), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 273 (aggravated sexual 25 assault).
- 22. Part XXVIII of the Act is amended by adding the following forms after Form 51:

mort ou à un emprisonnement de deux ans ou plus.

21. La définition « sévices graves à la injury offence" in section 752 of the Act is 5 personne » à l'article 752 de la même loi est remplacée par ce qui suit :

« sévices graves à la personne » Selon le cas :

- a) les infractions la haute trahison, la trahison, le meurtre grave au premier degré, le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré exceptés — punissa-10 bles, par mise en accusation, d'un emprisonnement d'au moins dix ans et impliquant:
 - (i) soit l'emploi, ou une tentative d'emploi, de la violence contre une autre 15 personne,
 - (ii) soit une conduite dangereuse, ou susceptible de l'être, pour la vie ou la sécurité d'une autre personne ou une conduite ayant infligé, ou susceptible 20 d'infliger, des dommages psychologiques graves à une autre personne;
- b) les infractions ou tentatives de perpétration de l'une des infractions visées aux articles 271 (agression sexuelle), 27225 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 273 (agression sexuelle grave).
- 22. La partie XXVIII de la même loi est 30 modifiée par adjonction, après la formule 51. des formules suivantes :

« sévices graves à la personne » 'serious personal offence'

FORM 52

(subsection 746.19(1))

CERTIFICATE OF EXECUTION OF SENTENCE OF DEATH	CERTIFICAT D'EXÉCUTION DE LA SENTENCE DE MORT
I, A.B., prison doctor of the (<i>prison</i>), at, hereby certify that I examined the body of C.D. on whom sentence of death was this day executed in the said prison and that I found that the said C.D. was dead. 5	Je, A.B., médecin de la (<i>prison</i>), à, certifie par les présentes que j'ai examiné le corps de C.D., sur lequel sentence de mort a été exécutée ce jour, dans ladite prison, et que j'ai constaté la mort dudit C.D. 5
Dated this day of A.D, at	Daté du jour de en l'an de grâce, à
Prison Doctor	Médecin de la prison
FORM 53	FORMULE 53
(subsection 746.19(2))	(paragraphe 746.19(2))
DECLARATION OF SHERIFF AND OTHERS	DÉCLARATION DU SHÉRIF ET D'AUTRES
We, the undersigned, hereby declare that 10 sentence of death was this day executed on C.D., in our presence in the (<i>prison</i>) at	Nous, soussignés, déclarons par les présen-10 tes que sentence de mort a été, ce jour, exécutée en notre présence sur C.D. dans la (prison) à
Dated this day of A.D, at 15	Daté du jour de, en l'an de grâce, à 15
Sheriff of	Shérif de Gardien de la prison de
Others	

FORMULE 52

(paragraphe 746.19(1))

	CERTIFICAT D'EXÉCUTION DE LA SENTENCE DE MORT
5	Je, A.B., médecin de la (<i>prison</i>), à, certifie par les présentes que j'ai examiné le corps de C.D., sur lequel sentence de mort a été exécutée ce jour, dans ladite prison, et que j'ai constaté la mort dudit C.D. 5
	Daté du jour de en l'an de grâce, à
	Médecin de la prison
	FORMULE 53
	(paragraphe 746.19(2))
	DÉCLARATION DU SHÉRIF ET D'AUTRES
)	Nous, soussignés, déclarons par les présen-10 tes que sentence de mort a été, ce jour, exécutée en notre présence sur C.D. dans la (prison) à

personnes 20

R.S., c. Y-1;

Supp.), c. 24

(2nd Supp.).

Supp.), c. 1

(4th Supp.);

1991, c. 43:

1992, cc. 1.

cc. 28, 45:

1994, c. 26:

1995. cc. 19, 22, 27, 39;

1996, c. 19; 1998. c. 15:

1999, c. 3

Election -

offence of

murder

11, 47; 1993,

c. 1 (3rd

R.S., c. 27 (1st

YOUNG OFFENDERS ACT

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

L.R., ch. Y-1: L.R., ch. 27 (1er suppl.). ch. 24 (2° suppl.), ch. 1 (3e suppl.). ch. 1 (40 suppl.); 1991. ch. 43: 1992 ch. 1. 11. 47: 1993, ch. 28. 45: 1994, ch 26-1995 ch. 19. 1996. ch. 19: 1998, ch. 15: 1999, ch. 3

23. Paragraph 16(1.01)(a) of the Young Offenders Act is replaced by the following:

(a) aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the 5 Criminal Code:

24. Subsection 19(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Notwithstanding section 5, where a mitted aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, the youth court, before properson to elect to be tried by a youth court judge alone or by a judge of a superior court of criminal jurisdiction with a jury, and where a young person elects to be tried by a judge of a jury, the young person shall be dealt with as provided in this Act.

25. (1) The portion of subsection 20(1) of the Young Offenders Act before paragraph (a) is replaced by the following:

20. (1) Where a youth court finds a young person guilty of an offence, it shall consider any pre-disposition report required by the court, any representations made by the parties to the proceedings or their counsel or agents 30 and by the parents of the young person and any other relevant information before the court, and the court shall then make any one of the following dispositions, other than the disposition referred to in paragraph (k.1), or any 35 tes, à l'exception de celle prévue à l'alinéa number thereof that are not inconsistent with

23. L'alinéa 16(1.01)a) de la Loi sur les jeunes contrevenants est remplacé par ce qui suit:

a) article 231 (meurtre grave au premier degré, meurtre au premier degré ou meurtre 5 au deuxième degré);

24. Le paragraphe 19(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Par dérogation à l'article 5, lorsqu'un young person is charged with having com-10 adolescent est accusé de meurtre grave au 10 premier degré, de meurtre au premier degré ou de meurtre au deuxième degré, au sens de l'article 231 du Code criminel, le tribunal pour adolescents lui demande, avant le procès, de ceeding with the trial, shall ask the young 15 décider s'il choisit d'être jugé soit par un juge 15 du tribunal pour adolescents, soit par un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle et un jury; s'il choisit d'être jugé par un juge d'une cour supérieure de juridiction criminela superior court of criminal jurisdiction with 20 le et un jury, la présente loi est celle qui lui est 20 applicable.

25. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la Loi sur les jeunes contrevenants précé-25 dant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

20. (1) Dans le cas où il trouve l'adolescent 25 Décisions possibles coupable d'une infraction, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de tout rapport prédécisionnel qu'il aura exigé, des observations faites à l'instance par les parties, leurs représentants ou avocats et par les père et mère 30 de l'adolescent et de tous éléments d'information pertinents qui lui ont été soumis; il prononce ensuite l'une des décisions suivank.1), en la combinant éventuellement avec une 35

Choix en cas de meurtre

Dispositions that may be made

each other, and where the offence is aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, the court paragraph (k.1) and may make such other disposition as the court considers appropriate

(2) Paragraph 20(1)(k.1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (i):

- (i.1) in the case of the aggravated first degree murder, fifteen years comprised
 - (A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that 15 shall not, subject to subsection 26.1(1), exceed ten years from the date of committal, and
 - (B) a placement under conditional supervision to be served in the commu- 20 nity in accordance with section 26.2,

(3) Subsections 20(4) and (4.1) of the Act are replaced by the following:

- (4) Subject to subsection (4.1), where more in respect of a young person with respect to different offences, the continuous combined duration of those dispositions shall not exceed three years, except where one of those ofdegree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, in which case the continuous combined duration of those dispositions shall not exceed 35
 - (a) fifteen years in the case of aggravated first degree murder;
 - (b) ten years in the case of first degree murder; or
 - (c) seven years in the case of second degree 40 murder.
- (4.1) Where a disposition is made under this section in respect of an offence committed by a young person after the commencement of, but before the completion of, any dispositions 45 commise par l'adolescent pendant la durée made in respect of previous offences committed by the young person,

ou plusieurs autres compatibles entre elles; dans le cas où l'infraction est le meurtre grave au premier degré, le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de shall make the disposition referred to in 5 l'article 231 du Code criminel, le tribunal 5 prononce la décision visée à l'alinéa k.1) et, le cas échéant, toute autre disposition qu'il estime indiquée :

(2) L'alinéa 20(1)k.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de 10 10 ce qui suit:

i.1) dans le cas d'un meurtre grave au premier degré, d'une peine maximale de quinze ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée 15 de façon continue, pour une période maximale de dix ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition, au sein de la collectivité 20 conformément à l'article 26.2.

(3) Les paragraphes 20(4) et (4.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (4) Sous réserve du paragraphe (4.1), lorsthan one disposition is made under this section 25 que plusieurs décisions sont prises dans le 25 cadre du présent article à l'endroit d'un adolescent pour des infractions différentes, leur durée totale continue ne doit pas dépasser trois ans, sauf dans le cas où l'une de ces fences is aggravated first degree murder, first 30 infractions est le meurtre grave au premier 30 degré, le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel, auguel cas leur durée totale continue ne peut être supérieure :
 - a) dans le cas de meurtre grave au premier 35 degré, à quinze ans;
 - b) dans le cas d'un meurtre au premier degré, à dix ans;
 - c) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, à sept ans. 40
 - (4.1) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où une décision est prise au titre du présent article relativement à une infraction d'application de décisions relatives à des 45

Durée de décisions prononcées à des dates différentes

Durée totale

des décisions

Combined duration of dispositions

Duration of dispositions different times 15

- (a) the duration of the disposition made in respect of the subsequent offence shall be determined in accordance with subsections (3) and (4):
- (b) the disposition may be served consecu- 5 tively to the dispositions made in respect of the previous offences; and
- (c) the combined duration of all the dispositions may exceed three years, except where the offence is, or one of the previous 10 offences was.
 - (i) aggravated first degree murder, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed fifteen years,
 - (ii) first degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed 20 ten years, or
 - (iii) second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed seven years. 25

26. Subsection 45(2.1) of the Act is replaced by the following:

(2.1) Where a special records repository has been established pursuant to subsection 45.02(1), all records in the central repository 30 condamnations pour meurtre grave au premier referred to in subsection 41(1) that relate to a conviction for aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code or an offence referred to in the 35 férés, dès que les circonstances énoncées au schedule shall, when the circumstances set out in subsection (1) are realized in respect of the records, be transferred to that special records repository.

27. (1) Subsection 45.02(2) of the Act is 40 replaced by the following:

(2) A record that relates to a conviction for the offence of aggravated first degree murder, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the 45 degré au sens de l'article 231 du Code criminel Criminal Code or an offence referred to in any of paragraphs 16(1.01)(b) to (d) may be kept indefinitely in the special records repository.

infractions antérieures commises par celui-

- a) la durée de la décision est déterminée en conformité avec les paragraphes (3) et (4);
- b) les effets qu'elle comporte peuvent 5 s'ajouter à ceux des décisions antérieures:
- c) la durée totale d'application des décisions peut être supérieure à trois ans, sauf dans le cas où cette nouvelle infraction ou l'une des infractions antérieures est le 10 meurtre grave au premier degré, le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel, auquel cas leur durée totale continue peut être supérieure, dans le cas de 15 meurtre grave au premier degré à quinze ans, dans le cas d'un meurtre au premier degré, à dix ans et, dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, à sept ans.

26. Le paragraphe 45(2.1) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Les dossiers du répertoire visé au paragraphe 41(1) qui se rapportent aux degré, meurtre au premier degré ou meurtre 25 au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel et aux condamnations pour une infraction visée à l'annexe doivent être transparagraphe (1) s'appliquent, au répertoire 30 spécial constitué en application de l'article 45.02(1).

27. (1) Le paragraphe 45.02(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le dossier relatif à une condamnation 35 Dossier pour meurtre grave au premier degré, meurtre au premier degré ou meurtre au deuxième ou à une condamnation pour une infraction visée aux alinéas 16(1.01)b) à d) peut être 40 conservé indéfiniment au répertoire spécial.

Transfert de dossiers

relatif à un

meurtre

Records relating to murder

Transfer of

relating to serious

records

offences

(2) Paragraph 45.02(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) where the young person has subsequently been charged with the commission of aggravated first degree murder, first degree 5 murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code or an offence referred to in the schedule, to any peace officer for the purpose of investigating any offence that 10 the young person is suspected of having committed, or in respect of which the young person has been arrested or charged, whether as a young person or as an adult;

(2) L'alinéa 45.02(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas où l'adolescent est ultérieurement inculpé de meurtre grave au premier degré, de meurtre au premier degré ou de 5 meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel ou d'une infraction visée à l'annexe, un agent de la paix lorsque l'accès est nécessaire dans le cadre d'une enquête portant sur une infrac-10 tion que l'on soupçonne avoir été commise par l'adolescent, ou relativement à laquelle l'adolescent - en tant que tel ou à l'âge adulte — a été arrêté ou inculpé;

R.S., c. T-15: R.S., ec. 27. 31 (1st Supp.); 1992. c. 20: 1993. c 34; 1995, cc. 22, 42

TRANSFER OF OFFENDERS ACT

LOI SUR LE TRANSFÈREMENT DES DÉLINOUANTS

L.R., ch. T-15; L.R., ch. 27, 31 (1er suppl.); 1992, ch. 20: 1993, ch. 34; 1995, ch. 22,

28. Section 9 of the Transfer of Offenders 15 *Act* is replaced by the following:

Eligibility for parole. murder cases

9. A Canadian offender who has been sentenced to imprisonment for life for the conviction of an offence that, if it had been committed in Canada, would have constituted 20 perpétrée au Canada, aurait été un meurtre au murder within the meaning of section 229 or 230 of the Criminal Code and who is transferred to Canada becomes eligible for parole when ten years have elapsed after his conviction unless the documents supplied by the 25 déclaration de culpabilité sauf si les docuforeign state in which the offender was convicted and sentenced show to the satisfaction of the Minister that the circumstances in which the offence was committed were such that, if it had been committed in Canada after 30 telles que, si elle avait été perpétrée au Canada July 26, 1976, it would have been first degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, in which case the offender becomes eligible for parole when fifteen years have elapsed after his conviction or it would 35 nelle qu'à l'expiration d'un délai de quinze have been aggravated first degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, in which case the offender becomes eligible for parole when twenty-five years have elapsed after his conviction.

28. L'article 9 de la Loi sur le transfère-15 ment des délinquants est remplacé par ce qui suit:

9. Un délinquant canadien condamné à l'emprisonnement à vie pour avoir été déclaré coupable d'une infraction qui, si elle avait été 20 e-meurtres sens de l'article 229 ou 230 du Code criminel et qui est transféré au Canada devient admissible à la libération conditionnelle à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de sa 25 ments que fournit l'État étranger où il fut déclaré coupable et condamné établissent, à la satisfaction du ministre, que les circonstances entourant la perpétration de l'infraction sont 30 après le 26 juillet 1976, il se serait agi d'un meurtre au premier degré au sens de l'article 231 du Code criminel; dans un tel cas, il ne devient admissible à la libération condition-35 ans à compter de sa déclaration de culpabilité ou il se serait agi d'un meurtre grave au premier degré au sens de l'article 231 du Code criminel, dans un tel cas, il ne devient40 40 admissible à la libération conditionnelle qu'à l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans à compter de sa déclaration de culpabilité.

Admissibilité à la libération conditionnell-

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-336

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-336

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-336

PROJET DE LOI C-336

An Act to amend the Official Languages Act (provision of bilingual services)

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (prestation de services bilingues)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. Pankiw M. Pankiw

SUMMARY

The purpose of this enactment is to redefine the criteria, set out in the Official Languages Act, by which the language rights guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms will be provided, so as to avoid unnecessary expense.

It sets a standard of twenty five percent of the population speaking an official language as a significant demand that warrants service in the official language.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de modifier les conditions énoncées dans la *Loi sur les langues officielles* régissant les droits linguistiques garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*, et ce, afin d'éviter des dépenses inutiles.

Le texte prévoit également que l'emploi d'une langue officielle fait l'objet d'une demande importante qui justifie la prestation de services dans cette langue si le nombre des personnes qui parlent celle-ci représente au moins vingt-cinq pour cent de la population.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-336

PROJET DE LOI C-336

An Act to amend the Official Languages Act (provision of bilingual services)

WHEREAS the policy of official bilingualism has served as a source of national division rather than national unity; and

WHEREAS the policy of national bilingualism was created without the support of the ma- 5 iority of Canadians; and

WHEREAS it is estimated that the annual cost of official bilingualism for the public and private sectors is five billion dollars; and

WHEREAS the international language of 10 business is English, which constitutes a greater incentive for francophones to learn English as a second language than for anglophones to learn French as a second language; and

WHEREAS while pursuing a policy of official 15 bilingualism in the rest of Canada, the Government of Canada has tolerated the declaration of the National Assembly of Ouebec that the only official language of Quebec is French, which has undermined the rights of 20 Quebec's anglophones; and

WHEREAS it is a matter of public concern that the Official Languages Act has resulted in discrimination against unilingual anglophones seeking employment with and ad-25 vancement within the federal government;

Now Therefore Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (prestation de services bilingues)

Attendu:

Préambule

que la politique officielle du bilinguisme a servi à diviser les Canadiens plutôt qu'à promouvoir l'unité nationale;

qu'elle a été établie sans l'appui de la 5 majorité des Canadiens:

que les coûts qu'elle génère chaque année pour les secteurs publics et privés sont estimés à cinq milliards de dollars;

que, compte tenu du fait que l'anglais est la 10 langue internationale des affaires, les francophones sont davantage incités à apprendre l'anglais comme langue seconde que ne le sont les anglophones à apprendre le français; 15

que, pendant qu'il mettait à effet cette politique dans le reste du pays, le gouvernement du Canada a toléré la déclaration de l'Assemblée nationale du Ouébec suivant laquelle le français constitue la seule langue 20 officielle du Québec, nuisant ainsi aux droits des anglophones au Québec;

que le fait que les anglophones unilingues cherchant des emplois ou des promotions au sein du gouvernement fédéral aient, par 25 suite de l'adoption de la Loi sur les langues officielles, fait l'objet de discrimination est une question d'intérêt public,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 30 Canada, édicte:

1. Section 2 of the Official Languages Act 30 is amended by deleting the word "and" at the end of paragraph (b) and adding the following after paragraph (b):

(b.1) ensure due economy in the provision

1. L'article 2 de la Loi sur les langues officielles est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

L.R. 1985 ch 31 (4e suppl.); 1993, ch. 28; 1995, ch. 11

of services in an official language by 35

b.1) de veiller, dans le cadre de la prestation 35 de services dans une langue officielle, à ce

R.S., 1985, c. 31 (4th Supp.): 1993, c. 28:

1995, c. 11

Preamble

Demande

requiring that they be provided only where there is a significant proportion of the population that has the official language as a mother tongue; and

2. The Act is amended by adding the 5 following after section 23:

Demand by at least twenty five percent

- 23.1 For the purposes of sections 22 and 23 a demand is significant for service in an official language if the number of persons who speak the language as a mother tongue is at 10 least twenty five percent of the total number of persons
 - (a) who reside in the area, or
- (b) who require the service while travelling as the case may be.

qu'ils soient offerts de façon économique en exigeant qu'ils ne le soient que si elle est la langue maternelle d'une partie importante de la population;

- 2. La même loi est modifiée par adjonc- 5 tion, après l'article 23, de ce qui suit :
- 23.1 Pour l'application des articles 22 et 23, l'emploi d'une langue officielle fait l'objet d'une demande importante si elle est la langue maternelle d'au moins vingt-cinq pour cent du 10 nombre total des personnes qui, selon le cas :
 - a) résident dans la région visée;
 - b) demandent que des services aux voyageurs leur soient offerts.

15

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-337

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-337

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-337

PROJET DE LOI C-337

An Act to amend the Parliament of Canada Act (recognized political parties)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (partis reconnus)

First reading, November 23, 1999

Première lecture le 23 novembre 1999



Mr. Pankiw M. Pankiw

SUMMARY

The purpose of this enactment is to provide that only parties with a recognized membership of ten percent or more of the total membership of the House of Commons with representation from at least three provinces or territories shall be recognized political parties. Members of other caucuses shall be regarded as independents.

To complete the effect of this enactment, amendments to the *Standing Orders* of the House would be proposed to remove any recognized party status for parties that have less than ten percent of the membership of the House or representation from less than three provinces or territories.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit qu'un parti n'a le statut de parti reconnu que si, d'une part, il compte officiellement un nombre de députés correspondant à dix pour cent ou plus du nombre total des députés à la Chambre des communes et, d'autre part, il est représenté dans au moins trois provinces ou territoires. Les députés des autres partis sont considérés comme des députés indépendants.

Pour permettre l'application de ce texte, des modifications au Règlement de la Chambre des communes devront être proposées afin de supprimer le statut de parti reconnu à l'égard des partis comptant un nombre de députés inférieur à dix pour cent du nombre des députés à la Chambre ou des partis qui sont représentés dans moins de trois provinces ou territoires.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-337

PROJET DE LOI C-337

An Act to amend the Parliament of Canada Act (recognized political parties)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (partis reconnus)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 50 of the Parliament of Canada after subsection (1):

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 50 de la Loi sur le Parlement Act is amended by adding the following 5 du Canada est modifié par adjonction, après 5 le paragraphe (1), de ce qui suit :

L.R., ch. P-1; L.R., ch. 31, 42 (1er suppl.), ch. 38 (20 suppl.), ch. 1 (4^c suppl.); 1991, ch. 20. 30; 1993, ch. 13, 28; 1994, ch. 18; 1996. ch. 16, 35; 1997, ch. 32; 1998, ch. 23

Partis reconnus

« parti 10 "recognized political party.

- (1.1) The following definition applies in subsection (2):
- "recognized political party" means a party that has a recognized membership in the 10 House of Commons that
 - (a) is equal to or exceeds ten percent of the total membership of the House, and
 - (b) has members representing electoral districts in at least three provinces or 15 territories.
- 2. Subparagraphs 50(2)(b)(i) and (ii) of the Act are replaced with the following:
 - (i) the caucus of the party in opposition having the largest recognized member- 20 ship in the House may appoint one member of the Board, and
 - (ii) the caucus of the party in opposition having the second largest recognized membership in the House may appoint 25 one member of the Board if that party is

- (1.1) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).
- « parti reconnu » Parti comptant officiellement à la Chambre des communes :
 - a) d'une part, un nombre de députés correspondant à dix pour cent ou plus du nombre total des députés à la Chambre;
 - b) d'autre part, des députés représentant des circonscriptions dans au moins trois provin-15 ces ou territoires.
- 2. L'alinéa 50(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - b) si l'Opposition comporte plusieurs groupes parlementaires comptant officiellement 20 douze députés ou plus :
 - (i) celui de ces groupes qui compte officiellement le plus grand nombre de députés peut nommer un député,
 - (ii) celui de ces groupes qui est officielle-25 ment le deuxième pour ce qui est du

R.S., c. P-1; R.S., ec. 31, 42 (1st Supp.), c. 38 (2nd Supp.), c. I (4th Supp.); 1991, cc. 20, 30; 1993, cc. 13, 28; 1994, c. 18: 1996, cc 16, 35; 1997. c. 32; 1998, c 23

Recognized political parties

"recognized political party « parti reconnu »

Recognized

political

political

party'

« parti

reconnu »

parties "recognized a recognized political party, and if it is not, the caucus of the party mentioned in subparagraph (i) may appoint a second member of the Board.

- 3. Section 62 of the Act is renumbered as 5 subsection (2), and is amended by adding the following before subsection (2):
- (1) The following definition applies in this section:
- that has a recognized membership in the House of Commons that
 - (a) is equal to or exceeds ten percent of the total membership of the House, and
 - (b) has members representing electoral 15 districts in at least three provinces or territories.
- 4. Paragraphs 62(2) of the Act are amended by striking out the expression twelve or more persons in the House" where it occurs in paragraphs (b), (d) and (f) and substituting in each case, the expression "recognized political party".

nombre des députés peut, s'il est un parti reconnu, en nommer un et, s'il ne l'est pas, le groupe visé au sous-alinéa (i) peut nommer un second député.

- 3. L'article 62 de la même loi devient le 5 paragraphe (2) et est modifié par adjonction, avant le paragraphe (2), de ce qui suit :
- (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

reconnus

reconnu »

political

party'

"recognized

- "recognized political party" means a party 10 | « parti reconnu » Parti comptant officielle-10 « parti ment à la Chambre des communes :
 - a) d'une part, un nombre de députés correspondant à dix pour cent ou plus du nombre total des députés à la Chambre;
 - b) d'autre part, des députés représentant des 15 circonscriptions dans au moins trois provinces ou territoires.
- 4. Dans les alinéas 62(2)b, d) et f) de la même loi, « parti comptant officiellement "party that has a recognized membership of 20 au moins douze députés » est remplacé par 20 « parti reconnu ».

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-338

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-338

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-338

PROJET DE LOI C-338

An Act to amend the Income Tax Act (deductibility of expense of tools provided as a requirement of employment)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des dépenses afférentes à la fourniture d'outils nécessaires à son emploi)

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom

M. Nystrom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to allow employees to deduct the cost of providing tools for their employment if they are required to do so by the employer as a condition of employment. The deduction includes an allowance in respect of the capital cost of the tools and rental, maintenance and insurance expenses.

Regulations would set the appropriate depreciation rates applicable to the capital costs for various types of tools.

SOMMAIRE

L'objet de ce texte est de permettre aux personnes employées de déduire le coût des outils nécessaires à leur emploi qu'ils fournissent s'ils sont tenus de le faire par leur employeur à titre de condition de leur emploi. La déduction comprend à la fois l'amortissement de ces outils et les frais de location, d'entretien et d'assurance qui s'y rapportent.

Les règlements détermineraient les taux d'amortissement applicables aux différentes catégories d'outils.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-338

PROJET DE LOI C-338

An Act to amend the Income Tax Act (deductibility of expense of tools provided as a requirement of employment)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des dépenses afférentes à la fourniture d'outils nécessaires à son emploi)

R.S., cc. 1, 2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997, cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19, 21, 34; 1999, cc. 10, 17, 22, 26, 31 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. 1, 2 (5° suppl.); 1994, ch. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26; 1998, ch. 19, 21, 34; 1999, ch. 10, 17, 22, 26, 31

- 1. Subsection 8(1) of the *Income Tax Act* is amended by deleting the word "and" at the end of paragraph (p), by adding the word "and" at the end of paragraph (q) and by adding the following after paragraph (q):
 - (r) where the taxpayer was employed in the 10 year and, as a term of the employment, was required to provide any of the tools needed in the course of the employment for a period in the year, an amount (not exceeding the taxpayer's income for the year from the 15 employment computed without reference to this paragraph) equal to the total of
 - (i) amounts expended by the taxpayer before the end of the year for rental, maintenance and insurance of the tools, 20 except to the extent that the amounts are otherwise deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year, and
 - (ii) the allowance in respect of the capital 25 cost to the taxpayer of the tools provided for by regulation.

- 1. Subsection 8(1) of the *Income Tax Act*1. Le paragraphe 8(1) de la *Loi de l'impôt*is amended by deleting the word "and" at 5 sur le revenu est modifié par adjonction, 5
 the end of paragraph (p), by adding the après l'alinéa q), de ce qui suit:
 - r) lorsque le contribuable a été employé au cours de l'année et que, à titre de condition de son emploi, il était tenu de fournir des outils nécessaires à l'exécution des fonc-10 tions de son emploi pendant une partie de l'année, un montant jusqu'à concurrence du revenu de cet emploi que le contribuable a gagné pour l'année, calculé sans tenir compte du présent alinéa, égal au total : 15
 - (i) des sommes qu'il a dépensées avant la fin de l'année pour la location, l'entretien et l'assurance de ces outils, sauf si elles sont déduites, par ailleurs, dans le calcul du revenu du contribuable pour une 20 année d'imposition quelconque,
 - (ii) de l'amortissement de ces outils pour le contribuable, déterminé par règlement.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-339

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-339

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-339

PROJET DE LOI C-339

An Act to amend the Interest Act (interest payable on repayment of a mortgage loan before maturity)

Loi modifiant la Loi sur l'intérêt (intérêts payables lors du remboursement d'un prêt hypothécaire avant son échéance)

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom

M. Nystrom

SUMMARY

This enactment amends the *Interest Act*. It provides that a financial institution that makes a mortgage loan of five hundred thousand dollars or less to a natural person must allow the person to repay the loan before its maturity, in return for the payment of prescribed interest in lieu of notice.

The financial institutions to which this enactment applies are banks to which the *Bank Act* applies, companies to which the *Trust and Loan Companies Act* applies and foreign companies to which the *Insurance Companies Act* applies.

The enactment also provides that such financial institutions shall, in the manner prescribed by regulation, include a statement in the mortgage document written in plain language, in terms generally understood by the public, explaining whether the borrower may repay the mortgage loan before maturity and the circumstances in which the borrower may exercise that right.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'intérêt*. Il prévoit qu'une institution financière qui consent un prêt hypothécaire de cinq cent mille dollars ou moins à une personne physique doit permettre à cette dernière de rembourser le prêt avant son échéance, moyennant le versement d'intérêts réglementaires pour tenir lieu d'avis.

Les institutions financières visées par ce texte sont les banques régies par la *Loi sur les banques*, les sociétés régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, et les sociétés ou sociétés étrangères régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances*.

Ce texte prévoit aussi que ces institutions financières doivent, conformément aux règlements, inscrire dans l'acte hypothécaire de façon simple et précise et en des termes généralement compris par la population si une personne peut rembourser un prêt hypothécaire avant son échéance et les conditions d'exercice de ce droit.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-339

PROJET DE LOI C-339

An Act to amend the Interest Act (interest payable on repayment of a mortgage loan before maturity)

Loi modifiant la Loi sur l'intérêt (intérêts payables lors du remboursement d'un prêt hypothécaire avant son échéance)

R.S., c. I-15; 1992, c. 1; 1993, c. 28; 1996, c. 17; 1998, c. 15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. I-15; 1992, ch. 1; 1993, ch. 28; 1996, ch. 17; 1998, ch. 15

Nul autre

pavable

intérêt n'est

1. The *Interest Act* is amended by adding the following after section 9:

When no further interest payable

9.1 (1) Whenever any principal money or interest secured by mortgage on real property is not, under the terms of the mortgage, payable by a natural person before a time at least one year and no more than five years after 10 the date of the mortgage, then, if at any time before the expiration of this period, any natural person liable to pay or entitled to redeem the mortgage tenders or pays, to the person entitled to receive the money, the 15 amount due for principal money and interest to the time of payment, as calculated under sections 6 to 9, together with the prescribed interest in lieu of notice, no further interest shall be chargeable, payable or recoverable at 20 any time thereafter on the principal money or interest due under the mortgage.

Exception

(2) Nothing in this section applies to any mortgage on real property given by a joint stock company or other corporation, nor to 25 any debenture issued by any such company or corporation, for the payment of which security has been given by way of mortgage on real property.

1. La *Loi sur l'intérêt* est modifiée par 5 adjonction, après l'article 9, de ce qui suit :

9.1 (1) Lorsqu'un principal ou un intérêt garanti par hypothèque sur biens-fonds à une personne physique n'est pas payable, d'après les modalités de l'acte d'hypothèque, avant qu'il se soit écoulé au moins une année et au 10 plus cinq années à compter de la date de l'hypothèque, alors, si, à quelque époque avant l'expiration de ce délai, la personne physique tenue de payer ou ayant droit de purger l'hypothèque, offre ou paie à la person-15 ne qui a droit de recevoir l'argent, la somme due à titre de principal et l'intérêt jusqu'à la date du paiement calculé conformément aux articles 6 à 9, en y ajoutant les intérêts réglementaires pour tenir lieu d'avis, nul autre 20 intérêt n'est exigible, payable ou recouvrable à une époque ultérieure sur le principal ni sur l'intérêt dû en vertu de l'acte d'hypothèque.

(2) Le présent article n'a pas pour effet de s'appliquer à une hypothèque sur biens-fonds 25 consentie par une compagnie par actions ou autre personne morale, non plus qu'aux débentures émises par une telle compagnie ou personne morale, dont le remboursement a été garanti au moyen d'hypothèques sur biens-30 fonds.

Exception

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations fixing the rate of interest payable under subsection (1) and the method of calculating it.

2. The Act is amended by adding the 5 following after section 10:

When no further interest payable

- 10.1 (1) Where a financial institution makes a loan to a natural person of five hundred thousand dollars or less, secured by a mortgage on property and required to be repaid 10 either on a fixed future date or by instalments, the financial institution shall disclose to the borrower, in accordance with the regulations, whether the borrower has the right to repay the amount borrowed before the maturity of the 15 loan and, if so
 - (a) particulars of the circumstances in which the borrower may exercise that right,
 - (b) the prescribed amount of interest re-20 ferred to in sections 9.1 and 10 in lieu of notice and the manner in which the interest is calculated.

Regulations

(2) Subject to subsection (3), the Governor in Council may make regulations respecting 25 gouverneur en conseil peut prendre des règlesuch other matters or things as are necessary to carry out the purposes of subsection (1).

Information to be included

(3) Regulations made under subsection (2) shall provide that the information to be communicated by the financial institution 30 devant être communiqués par l'institution shall be included in the mortgage document and expressed in plain language in terms generally understood by the public.

Definition of "financial institution'

(4) For the purposes of this section, "financial institution" means a bank to which the 35 « institution financière » s'entend d'une ban-Bank Act applies, a company to which the Trust and Loan Companies Act applies and a foreign company to which the Insurance Companies Act applies.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer le taux des intérêts à payer en vertu du paragraphe (1) et son mode de calcul.

2. La même loi est modifiée par adjonc- 5 tion, après l'article 10, de ce qui suit :

- 10.1 (1) Une institution financière qui consent à une personne physique un prêt de cinq cent mille dollars ou moins, garanti par une hypothèque sur biens-fonds et remboursa-10 ble au Canada à date fixe ou en plusieurs versements doit lui faire connaître, conformément aux règlements, si elle peut rembourser le prêt avant échéance et, si oui :
 - a) les conditions d'exercice de ce droit, y 15 compris des précisions sur les cas où peut se faire cet exercice;
 - b) le montant des intérêts réglementaires visés aux articles 9.1 et 10 pour tenir lieu d'avis et du mode de calcul applicable. 20

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le ments pour l'application du paragraphe (1).

Règlements

Précision

- (3) Le règlement pris en vertu du paragraphe (2) doit prévoir que les renseignements 25 financière doivent être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de façon simple et précise et en des termes généralement compris par la population. 30
- (4) Pour l'application du présent article, que régie par la Loi sur les banques, d'une société régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt et d'une société ou sociétés 35 étrangères régies par la Loi sur les sociétés d'assurances.

Définition de x institution financière »

Règlements

Nul autre

payable

intérêt n'est

3

10

Offence and munishment

- 10.2 (1) Every person who, without reasonable cause, contravenes any provision of section 10.1 or a regulation made under this section is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable on summary 5 par procédure sommaire : conviction
 - (a) in the case of a natural person, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to
 - (b) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$500,000.

Liability of officers and directors

(2) Where a corporation commits an offence under subsection (1), any officer or director of the corporation who is in a position 15 to direct or influence the policies of the corporation in respect of conduct prohibited by this section is a party to and guilty of the offence and liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation 20 has been prosecuted or convicted, unless the officer or director establishes that the officer or director exercised due diligence to prevent the commission of the offence.

Order to comply

(3) Where a person has been convicted of an 25 offence under subsection (1), the court may, in addition to any punishment it may otherwise impose, order the person to comply with the provisions in respect of which the person was convicted. 30

Effect of offence on contracts

(4) A contravention of section 10.1 or the regulations made thereunder does not invalidate any contract entered into in contravention of the provision.

10.2 (1) Commet une infraction quiconque contrevient, sans motif valable, à l'article 10.1 ou à un règlement pris en vertu de cet article et est passible sur déclaration de culpabilité

peine

Personnes

morales et

leurs dirigeants

- a) s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines;
- b) s'il s'agit d'une personne morale, d'une 10 amende maximale de 500 000 \$.
- (2) En cas de perpétration par une personne morale de l'infraction visée au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants ou administrateurs qui sont en mesure de diriger ou d'influencer les 15 principes qu'elle suit relativement aux actes interdits par cet article sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou 20 déclarée coupable, sauf si le dirigeant ou l'administrateur établit qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher la perpétration de l'infraction.

(3) Le tribunal peut, en sus de toute autre 25 Ordonnance peine qu'il a le pouvoir d'infliger, ordonner à l'auteur d'une infraction visée au paragraphe (1) de se conformer aux dispositions enfreintes.

visant au respect de la

(4) Le contrat conclu en contravention de 30 Contrat l'article 10.1 ou de tout règlement pris en vertu de cet article n'est pas nul pour autant.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-340

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-340

PROJET DE LOI C-340

An Act to amend the Bank Act (bank mergers)

Loi modifiant la Loi sur les banques (fusion de banques)

First reading, November 25, 1999 Prem

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom M. Nystrom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prevent the merger of banks with each other or with federally incorporated bodies to create one bank, unless the Superintendent of Financial Institutions advises the Minister of Finance that the merger is necessary to prevent an insolvency or informs the Minister that none of the applicants wishing to merge is about to become insolvent, in which case the merger would have to be approved by a resolution of the Senate and House of Commons.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'empêcher des banques de se fusionner entre elles ou avec d'autres personnes morales constituées sous le régime fédéral et de créer une nouvelle banque, à moins que le surintendant des institutions financières n'atteste au ministre que la fusion est nécessaire pour prévenir l'insolvabilité de l'une d'elles ou qu'il informe le ministre qu'aucun des requérants demandant la fusion n'est sur le point de devenir insolvable. Dans ce dernier cas, la fusion doit être agréée par une résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-340

PROJET DE LOI C-340

An Act to amend the Bank Act (bank mergers)

Loi modifiant la Loi sur les banques (fusion de banques)

1991. cc. 46. 47, 48; 1992. ec. 27, 51; 1993, cc. 6. 28, 34, 44; 1994, cc. 24. 26, 47; 1996. c. 6: 1997, c. 15; 1998, cc. 30, 36; 1999. cc. 3, 28, 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, ch. 46. 47, 48; 1992. ch. 27, 51; 1993, ch. 6, 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996. ch. 6; 1997, ch. 15; 1998, ch. 30, 36; 1999, ch. 3, 28. 31

1. The portion of subsection 223(1) of the Bank Act following paragraph (c) is re- 5 banques est remplacé par ce qui suit : placed by the following:

the Minister may issue letters patent amalgamating and continuing the applicants as one bank provided

- (d) the Minister is advised, in writing, by the 10 Superintendent, whether or not the Superintendent has
 - (i) taken control of any applicant or of the assets of any applicant under subsection 648(1), or
 - (ii) taken control of any applicant or the assets of any applicant under subsection 510(1) of the Trust and Loan Companies

as the case may be, that, in the opinion of the 20 Superintendent, at least one of the applicants is not financially sound and the amalgamation would prevent the applicant from becoming insolvent, or

(e) the Superintendent provides the Minis-25 ter with a written statement informing the Minister that, in the opinion of the Superintendent, none of the applicants is about to become insolvent, the statement is tabled in the House of Commons by the Minister and 30

1. Le paragraphe 223(1) de la Loi sur les

223. (1) Sur requête conjointe, soit de plusieurs banques, soit d'une ou plusieurs banques et d'une ou plusieurs personnes morales qui sont constituées sous le régime d'une loi fédérale, soit de plusieurs personnes 10 morales ainsi constituées, le ministre peut délivrer des lettres patentes les fusionnant et les prorogeant en une seule banque pourvu que le surintendant:

a) soit lui ait fait savoir qu'il est d'avis, qu'il 15 ait ou non, selon le cas:

- (i) soit pris le contrôle de l'un des requérants ou de l'actif de l'un des requérants en vertu du paragraphe 648(1), 20
- (ii) soit pris le contrôle de l'un des requérants ou de l'actif de l'un des requérants en vertu du paragraphe 510(1) de la Loi sur les sociétés de fiducie et de 25

qu'au moins l'un des requérants n'est pas financièrement viable et qu'une fusion l'empêcherait de devenir insolvable;

Demande de fusion

15

the amalgamation is approved by a resolution of the House of Commons supported by a majority of the members of that House and a resolution of the Senate supported by a

majority of the members of that House.

(1.1) The definitions in this subsection apply in subsection (1).

"insolvent" means insolvent within the meaning of the Winding-up and Restructur-

"joint application" includes a joint application for letters patent of amalgamation continuing applicants as one bank made to the Minister before the coming into force of subsection (1).

Interpretation

Interpreta-

"insolvent

"ioint

application*

« requête conjointe »

« insolvable »

tion

(1.2) In subsection (1) and sections 224 to 231, "amalgamation" includes the acquisition or establishment of control over the business of a bank or a body corporate.

2. Subsection 229(1) of the Act is replaced 20 by the following:

Issue of letters patent

229. (1) Where an application has been made to the Minister in accordance with section 228, the Minister may, subject to the conditions set out in paragraphs 223(1)(d) and 25 paragraphe 223(1), délivrer des lettres paten-(e), issue letters patent of amalgamation continuing the applicants as one bank.

b) soit lui transmette un avis l'informant qu'à son avis aucun des requérants n'est sur le point de devenir insolvable, que cet avis soit déposé devant la Chambre des communes et que la fusion soit approuvée par une 5 résolution du Sénat agréée par la majorité des sénateurs et par une résolution de la Chambre des communes agréée par la majorité des députés de la Chambre.

(1.1) Les définitions qui suivent s'appli-10 Interprétaquent au paragraphe (1).

« insolvable » s'entend au sens de la Loi sur les liquidations et les restructurations.

« insolvable » "insolvent

10 « requête conjointe » vise également une requête conjointe de lettres patentes de fusion 15 prorogeant les requérants en une seule banque présentée au ministre avant l'entrée en vigueur du paragraphe (1).

« requête conjointe » "joint application"

(1.2) Au paragraphe (1) et aux articles 224 à 231, « fusion » vise également l'acquisition 20 ou la prise du contrôle des affaires d'une banque ou d'une personne morale.

Interpréta-

2. Le paragraphe 229(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

229. (1) Le ministre peut, sur demande 25 Délivrance de présentée conformément à l'article 228, et sous réserve des conditions énoncées au tes fusionnant et prorogeant les requérants en une seule et même banque. 30

lettres patentes

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

C-341 C-341

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-341

PROJET DE LOI C-341

An Act to establish the office of Pension Ombudsman to investigate administrative difficulties encountered by persons in their dealings with government in respect of benefits under the Canada Pension Plan or the Old Age Security Act or tax liability on such benefits and to review the policies and practices applied in the administration and adjudication of such benefits and liabilities

Loi établissant le poste d'ombudsman des pensions dont la mission est d'enquêter sur les difficultés de nature administrative qu'éprouve toute personne qui traite avec le gouvernement de questions relatives aux prestations prévues par le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou aux obligations fiscales concernant de telles prestations et d'examiner les politiques et les pratiques utilisées pour administrer de telles prestations ou obligations et statuer sur celles-ci

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom M. Nystrom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to establish the office of Pension Ombudsman to assist persons dealing with the government on benefits under the Canada Pension Plan or the Old Age Security Act or tax liabilities thereon in case where they are dealt with unfairly or unreasonably or with unreasonable delay. The Ombudsman may investigate complaints and report on complaints that are not satisfactorily resolved. The reports may be to the relevant minister as to specific details of complaints, or in general terms to a Standing Committee of the House of Commons.

The Ombudsman may propose changes in the way the public is served in these matters with respect to fairness, reasonableness and promptness.

If a department fails to improve its policies and practices at the suggestion of the Ombudsman, the Ombudsman may make a report to the Minister, and the report must then be laid before Parliament.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'établir le poste d'ombudsman des pensions. Celui-ci est chargé d'aider les personnes qui traitent avec le gouvernement de questions relatives aux prestations prévues par le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou aux obligations fiscales concernant de telles prestations lorsqu'elles font l'objet d'un traitement inéquitable ou déraisonnable ou qu'elles sont traitées dans un délai déraisonnable. L'ombudsman peut faire enquête relativement à des plaintes et faire rapport sur celles qui ne sont pas réglées de façon satisfaisante. Il peut soumettre un rapport au ministre compétent concernant des détails particuliers de la plainte ou rédiger en termes généraux un rapport qu'il soumet à un comité permanent de la Chambre des communes.

L'ombudsman peut proposer des modifications sur la façon de servir le public en ce qui concerne le traitement équitable et raisonnable et dans les meilleurs délais de ces questions.

Si le ministère concerné n'améliore pas ses politiques et ses pratiques à la suite des recommandations de l'ombudsman, ce dernier peut présenter un rapport au ministre, qui doit alors le déposer au Parlement.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-341

PROJET DE LOI C-341

An Act to establish the office of Pension Ombudsman to investigate administrative difficulties encountered by persons in their dealings with government in respect of benefits under the Canada Pension Plan or the Old Age Security Act or tax liability on such benefits and to review the policies and practices applied in the administration and adjudication of such benefits and liabilities

Loi établissant le poste d'ombudsman des pensions dont la mission est d'enquêter SHT les difficultés de nature administrative qu'éprouve toute personne qui traite avec le gouvernement de questions relatives aux prestations prévues par le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou aux obligations fiscales concernant de telles prestations et d'examiner les politiques et les pratiques utilisées pour administrer de telles prestations ou obligations et statuer sur celles-ci

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the Pension Ombudsman Act.

2. The definitions in this section apply in

this Act. "Department" means the Department of Hu-

man Resources Development. "Minister" means the Minister of Human Re- 10

sources Development.

"Ombudsman" means the person holding the office of Pension Ombudsman established pursuant to section 3.

"relevant department" means the Department 15 or the Department of National Revenue as the case may be.

"Standing Committee" means the Standing Committee of the House of Commons appointed by the House to deal with matters 20 related to pensions and other benefits for senior citizens.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur l'ombudsman des pensions.

5

Titre abrégé

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.

« comité permanent » Le comité permanent de la Chambre des communes chargé d'étudier les questions relatives aux pensions et autres prestations pour les personnes âgées. 10

« comité permanent » "Standing Committee"

« ministère » Le ministère du Développement des ressources humaines.

« ministère » "Department"

« ministère concerné » Le ministère ou le ministère du Revenu national, selon le cas.

« ministère concerné » "relevant department"

« ministre » Le ministre du Développement 15 « ministre » des ressources humaines.

« ombudsman » La personne titulaire du poste d'ombudsman des pensions institué en vertu de l'article 3.

« ombudsman » "Ombudsman"

"relevant department" « ministère concerné »

Short title

Definitions

"Department"

« ministère »

"Minister"

« ministre »

"Ombudsman"

« ombudsman »

'Standing Committee" « comité permanent » Office established

Function of

- 3. (1) There is hereby established the office of Pension Ombudsman.
- (2) The function of the Pension Ombuds-25 man is
 - (a) to investigate administrative difficulties as to fairness, reasonableness and promptness encountered by persons in their dealings with government in respect of benefits under the Canada Pension Plan or the Old 5 Age Security Act or tax liability on such benefits:
 - (b) to review the policies and practices applied in the administration and adjudication of such benefits and liabilities with 10 respect to fairness, reasonableness and promptness; and
 - (c) to make reports on cases where difficulties are not satisfactorily resolved or where policies and practices are not adequately 15 adjusted on the Ombudsman's request.

Appointment and term

4. (1) The Governor in Council shall appoint a Pension Ombudsman recommended by the Minister from a list of persons nominated by the Standing Committee.

Removal

- (2) The Ombudsman holds office during good behaviour for a term of five years, but may be
 - (a) removed by the Governor in Council at any time on a resolution of the House of 25 Commons following a report recommending removal by the Standing Committee; or
 - (b) suspended by the Governor in Council on the recommendation of the Minister. made at any time when the House is 30 adjourned for a period of four weeks or more, or is dissolved, for a period expiring thirty days after the day the House next sits.

- 3. (1) Est institué le poste d'ombudsman des 20 Constitution pensions.
- (2) L'ombudsman des pensions a pour mission:
 - a) d'enquêter sur les difficultés de nature administrative qu'éprouve toute personne relativement au caractère équitable et raisonnable et à la célérité du traitement par le gouvernement de questions relatives aux 5 prestations prévues par le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou aux obligations fiscales concernant de telles prestations;
 - b) d'examiner, en ce qui concerne leur 10 caractère équitable et raisonnable et la célérité avec laquelle elles sont suivies, les politiques et les pratiques suivies pour administrer de telles prestations et obligations ou statuer sur celles-ci: 15
 - c) de faire des rapports sur les cas où les difficultés ne sont pas résolues de façon satisfaisante ou sur les cas où les politiques et les pratiques ne sont pas modifiées de façon acceptable après qu'il en a fait la 20 demande.
- 4. (1) Le gouverneur en conseil nomme à titre d'ombudsman des pensions la personne recommandée par le ministre parmi les candi-20 dats dont le nom figure à une liste établie par 25 le comité permanent.

- (2) L'ombudsman occupe son poste à titre inamovible pour un mandat de cinq ans. Il peut toutefois:
 - a) soit être révoqué par le gouverneur en 30 conseil, sur résolution de la Chambre des communes après rapport du comité permanent recommandant sa révocation;
 - b) soit être suspendu par le gouverneur en conseil, sur recommandation faite par le35 ministre lorsque la Chambre a ajourné pour une période d'au moins quatre semaines ou qu'elle a été dissoute, durant une période prenant fin trente jours après que la Chambre siège de nouveau.

Mission de l'ombudsman

de la fonction

Révocation

Nomination

et mandat

Acting Ombudsman

- (3) In the event of the absence, incapacity or suspension of the Ombudsman, the Governor 35 suspension de l'ombudsman, le gouverneur en in Council may, on the recommendation of the Minister, appoint another person to act as Ombudsman until the Ombudsman returns, the suspension is terminated or another Ombudsman is appointed, as the case may be.
 - (3) En cas d'absence, d'empêchement ou de conseil peut nommer, sur recommandation du ministre, une autre personne pour agir à titre d'ombudsman jusqu'à ce que ce dernier 45 reprenne ses fonctions, que la suspension soit 40 levée ou qu'un autre ombudsman soit nommé. selon le cas.

Ombudsman intérimaire

No more than two terms

(4) No person may serve more than two terms as Ombudsman.

(4) Nul ne peut occuper la fonction d'ombudsman pendant plus de deux mandats.

Maximum de deux mandats

Remunera-

(5) The Ombudsman shall receive such remuneration, benefits and reimbursement of Council.

(5) L'ombudsman reçoit la rémunération et les avantages fixés par le gouverneur en expenses as is ordered by the Governor in 5 conseil et il est indemnisé de ses frais selon les 5 modalités établies par ce dernier.

Rémunéra-

Part of the Public Service

Staff

(6) The Office of the Ombudsman is a part of the Public Service of Canada.

(6) Le bureau de l'ombudsman est réputé faire partie de la fonction publique du Canada.

Fonctionnaire

(7) The Ombudsman may hire, under the are necessary to carry out the purposes of this Act.

(7) L'ombudsman peut engager, conformé-Public Service Act, such officers and staff as 10 ment à la Loi sur la fonction publique, le 10 personnel nécessaire à l'application de la présente loi.

Personnel

COMPLAINTS AND INVESTIGATIONS

Complaints

5. (1) Any person who claims to have encountered administrative difficulties as to fairness, reasonableness and promptness, in 15 ment au caractère équitable et raisonnable et 15 their dealings with a relevant department in respect of benefits under the Canada Pension Plan or the Old Age Security Act or tax liability on such benefits may make a complaint to the Ombudsman. 20 ou aux obligations fiscales concernant de 20

PLAINTES ET ENQUÊTES

difficultés de nature administrative, relative-

à la célérité du traitement par le ministère

concerné de questions relatives aux presta-

tions prévues par le Régime de pensions du

Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse

telles prestations, peut déposer une plainte

auprès de l'ombudsman.

5. (1) Quiconque prétend avoir eu des

Plaintes

- Investigations
- (2) The Ombudsman shall investigate those complaints received pursuant to subsection (1) that show reasonable grounds to believe that there has been unfair or unreasonable treatment, or unreasonable delay by the De-25 traitement injuste ou déraisonnable ou d'un partment respecting a benefit or by the Department of National Revenue respecting tax liability on a benefit.
 - (2) L'ombudsman fait enquête relativement à la plainte qu'il reçoit conformément au paragraphe (1), s'il y a un motif raisonnable de 25 croire qu'une prestation a fait l'objet d'un délai déraisonnable par le ministère ou qu'une obligation fiscale concernant une prestation a fait l'objet d'un tel traitement ou d'un tel délai 30 par le ministère du Revenu national.

Enquêtes

Departmental information

- (3) For the purposes of an investigation, the Ombudsman may request information from 30 te, exiger du ministère concerné des renseithe relevant department that is relevant to the complaint being investigated and the department shall provide the information requested.
- (3) L'ombudsman peut, aux fins de l'enquêgnements se rapportant à la plainte qui fait l'objet de l'enquête et ce dernier est tenu de les 35 fournir.

Demande de renseigne-

Confidential information

(4) The Ombudsman may, under subsection ant, include a request for information respecting the complainant that is confidential, and the relevant department shall, notwithstanding any other Act, provide the information covered by the consent.

Information kept confidential

(5) The Ombudsman shall keep confidential all information provided by the relevant department pursuant to subsection (4), except as necessary for a report under subsection (7) fying the complainant.

Report

- (6) If, after investigation, the Ombudsman is not satisfied that the relevant department has dealt fairly, reasonably and with due dispatch with the complainant, either before 10 or after the complaint or investigation, the Ombudsman.
 - (a) having given written notice to the relevant department that a report will be made to the minister in charge of the 15 department, including a draft of the proposed report,
 - (b) having considered any representation sent to the Ombudsman by the relevant department, respecting the proposed report 20 and made such changes in the proposed report as appear in the opinion of the Ombudsman to be warranted, on the basis of such representations, and
 - (c) having received the prior written con-25 sent of the complainant,

may report the matter in detail to the minister in charge of the relevant department, and the report shall be revealed by the minister only to the officials of the relevant department. 30

Reports to the Standing Committee

(7) The Ombudsman may make reports from time to time to the Standing Committee on matters that the Ombudsman has investigated and reported on to the department pursuant to subsection (6) if the Ombudsman 35 is not satisfied with the action taken by the department in the matter.

Complainant not identified

(8) A report under subsection (7) shall be in general terms and not identify a complainant.

(4) L'ombudsman peut, en conformité avec (3), with the written consent of the complain-35 le paragraphe (3), avec le consentement écrit du plaignant, inclure une demande de renseignements confidentiels concernant le plai-40 gnant, et le ministère concerné doit, par dérogation à toute autre loi, fournir les 40 renseignements visés par le consentement.

Renseignements confidentiels

(5) L'ombudsman garde confidentiel tous les renseignements que lui fournit le ministère concerné en conformité avec le paragraphe (4), sauf dans la mesure nécessaire à l'égard that contains such information without identi- 5 des rapports visés au paragraphe (7) qui 5 contiennent de tels renseignements, auquel cas, il ne doit pas révéler l'identité du plaignant.

Confidentialité des renseignements

Rapport

(6) L'ombudsman peut, une fois l'enquête terminée, s'il n'est pas convaincu que le 10 plaignant a fait l'objet, antérieurement ou postérieurement à la plainte ou à l'enquête, d'un traitement équitable et raisonnable et dans les meilleurs délais de la part du ministère concerné, présenter un rapport détaillé sur 15 la question au ministre responsable du ministère concerné - qui ne peut en révéler l'existence qu'aux fonctionnaires du ministère concerné - après que les conditions suivantes ont été remplies : 20

a) il a informé le ministère concerné, au moyen d'un avis écrit auquel est joint un projet du rapport, qu'un tel rapport sera présenté au ministre responsable de ce ministère; 25

- b) il a considéré les observations qui lui ont été faites par le ministère concerné au sujet du rapport proposé et il y a apporté les modifications qui lui semblent justifiées, compte tenu de telles observations; 30
- c) il a reçu préalablement le consentement écrit du plaignant.
- (7) L'ombudsman peut présenter un rapport au comité permanent portant sur toute question sur laquelle il a fait enquête et présenté un 35 rapport au ministère concerné en conformité avec le paragraphe (6), s'il n'est pas satisfait des mesures prises par ce dernier sur la question.
- (8) Le rapport visé au paragraphe (7) est 40 Identité du rédigé en termes généraux et ne révèle pas l'identité du plaignant.

permanent

Rapport au

plaignant non

UNFAIR OR UNREASONABLE ADMINISTRATION POLICIES AND PRACTICES

POLITIQUES ET PRATIQUES ADMINISTRATIVES INÉOUITABLES ET DÉRAISONNABLES

Notice re unfair policies

- 6. (1) If the Ombudsman is of the opinion, based on complaints that have been investigated pursuant to section 5, that the relevant department's policies and practices result in able delays in dealing with persons respecting benefits under the Canada Pension Plan or the Old Age Security Act or tax liabilities thereon. the Ombudsman may give notice to the Ombudsman considers should be made.
- 6. (1) S'il est d'avis, d'après les plaintes qui ont donné lieu à des enquêtes en vertu de l'article 5, que les politiques et les pratiques du ministère concerné donnent lieu à un unfair or unreasonable treatment or unreason- 5 traitement inéquitable ou déraisonnable ou 5 entraînent des délais déraisonnables lorsqu'il traite avec des personnes de questions relatives aux prestations prévues par le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de relevant department of the changes that the 10 la vieillesse ou aux obligations fiscales 10 concernant de telles prestations, l'ombudsman peut signifier au ministère concerné les modifications qu'il estime nécessaires.

Notification: politiques inéquitables

Changes to be made

- (2) Within ninety days of receiving a notice under subsection (1), the relevant department shall advise the Ombudsman of the changes that will be made in the department's policies 15 l'ombudsman les modifications qu'il apporteand practices.
 - (2) Dans les quatre-vingt-dix jours de la réception de la notification visée au paragra-15 modifications phe (1), le ministère concerné indique à ra à ses politiques et pratiques.

Obligation d'apporter les

Changes unsatisfactory or not made

- (3) If the Ombudsman is not satisfied with the changes proposed by the department under subsection (2), or if on investigation, the Ombudsman finds that the proposed changes 20 have not been made, the Ombudsman shall submit a report on the matter to the minister responsible for the administration of the department.
- (3) S'il n'est pas satisfait des modifications que le ministère concerné se propose d'appor-20 ter en vertu du paragraphe (2) ou s'il constate, après enquête, que les modifications proposées n'ont pas été apportées, l'ombudsman soumet un rapport sur le cas au ministre responsable de l'administration du ministère 25 concerné.

Modifications inadéquates apportées

Report referred to the Standing Committee

- (4) The Minister shall forthwith cause every 25 report received pursuant to subsection (3) to be laid before both Houses of Parliament and it shall be deemed to have been referred to the Standing Committee for review and report to the House of Commons.
- (4) Le ministre fait déposer sans délai devant les deux chambres du Parlement tout rapport recu en vertu du paragraphe (3). Le rapport est réputé déféré au comité permanent 30 pour examen et rapport à la Chambre des 30 communes.

Renvoi du rapport au comité permanent

Notice of Ombudsman's services

- 7. The Department of Human Resources Development and the Department of National Revenue shall post at every place where it regularly receives persons to deal with benefits under the Canada Pension Plan or the Old 35 Age Security Act or tax liabilities thereon, a notice in the form prescribed by the Ombudsman, describing the function of the office of the Ombudsman and the means of contacting the office.
- 7. Le ministère du Développement des ressources humaines et le ministère du Revenu national affichent dans tout établissement 35 où ils accueillent régulièrement des personnes pour traiter de questions relatives aux prestations prévues par le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou aux obligations fiscales concernant de 40 telles prestations un avis en la forme prescrite 40 par l'ombudsman faisant connaître les services de l'ombudsman et indiquant comment on peut communiquer avec son bureau.

Avis de l'existence des services Lombudsman

Annual Report

8. The Ombudsman shall submit to the Minister by April 1 of every year a report on the functions of the office of the Pension Ombudsman during the previous year and the laid before both Houses of Parliament.

8. L'ombudsman soumet au ministre, au plus tard le 1er avril de chaque année, un rapport sur les opérations de son bureau pour l'exercice précédent. Le ministre fait déposer Minister shall forthwith cause the report to be 5 ce rapport devant les deux chambres du 5 Parlement dès réception.

Rapport annuel

OFFENCES AND PENALTIES

False information

Refusal to

information

provide

- 9. (1) Every complainant, member of a relevant department or other person who knowingly provides false information to the Ombudsman in connection with this Act is 10 ment, fournit de faux renseignements à l'om-10 guilty of an offence.
- (2) Every person who refuses or fails to provide information requested by the Ombudsman under the authority of this Act is guilty of an offence.

to both in the case of a second or subsequent

Punishment (3) Every person who commits an offence under this Act is liable, on summary conviction, to a fine not exceeding \$1,000 for a first offence and to a fine not exceeding \$5,000 or imprisonment for not more than six months, or 20

offence.

INFRACTIONS ET PEINES

9. (1) Commet une infraction tout plaignant, tout fonctionnaire d'un ministère concerné ou toute autre personne qui, sciembudsman dans le cadre de la présente loi.

Communication de faux renseignements

(2) Commet une infraction quiconque refuse ou omet de fournir des renseignements exigés par l'ombudsman des pensions dans le 15 cadre de l'application de la présente loi.

Refus de fournir des renseignements

Peine

(3) Quiconque commet une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 1 000 \$ pour la première infraction et, dans le cas d'une deuxième ou 20 d'une infraction subséquente, soit d'une amende maximale de 5 000 \$, soit d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de ces deux peines à la fois.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-342

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-342

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-342

PROJET DE LOI C-342

An Act to amend the Bank Act, the Insurance Companies Act and the Trust and Loan Companies Act (repayment of a mortgage loan before the maturity of the loan) Loi modifiant la Loi sur les banques, la Loi sur les sociétés d'assurances et la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (remboursement d'un prêt hypothécaire avant son échéance)

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom

M. Nystrom

SUMMARY

This enactment provides that a financial institution that grants a mortgage loan of five hundred thousand dollars or less to a natural person must, pursuant to regulation, include in the mortgage document a statement as to whether the borrower can repay a mortgage loan before maturity and the conditions for the exercise of that right, expressed in plain language in terms generally understood by the public.

The financial institutions to which this enactment applies are banks to which the *Bank Act* applies, companies and foreign companies to which the *Insurance Companies Act* applies and companies to which the *Trust and Loan Companies Act* applies.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit qu'une institution financière qui consent un prêt hypothécaire de cinq cent mille dollars ou moins à une personne physique doit, conformément aux règlements, inscrire dans l'acte hypothécaire, de façon simple et précise et en des termes généralement compris par la population, si une personne peut rembourser un prêt hypothécaire avant échéance et les conditions d'exercice de ce droit.

Les institutions financières visées par ce texte sont les banques régies par la *Loi sur les banques*, les sociétés ou sociétés étrangères régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances* et les sociétés régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-342

PROJET DE LOI C-342

An Act to amend the Bank Act, the Insurance Companies Act and the Trust and Loan Companies Act (repayment of a mortgage loan before the maturity of the loan) Loi modifiant la Loi sur les banques, la Loi sur les sociétés d'assurances et la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (remboursement d'un prêt hypothécaire avant son échéance)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

BANK ACT

LOI SUR LES BANQUES

1991, ch. 46, 47, 48; 1992, ch. 27, 51; 1993, ch. 6, 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6; 1997, ch. 15; 1998, ch. 30, 36; 1999, ch. 3, 28, 31

- 1. Paragraph 450(2)(a) of the *Bank Act* is replaced by the following:
 - (a) a loan in excess of five hundred thousand dollars or such other amount as may be prescribed, where the loan is secured by a mortgage on real property;
- 2. Section 452 of the Act is amended by 10 adding the following after subsection (1):

Information to be included

1991. cc. 46.

47, 48; 1992. cc. 27, 51;

1993. cc. 6.

28, 34, 44;

1994, cc. 24, 26, 47; 1996.

c. 6; 1997, c.

15; 1998, cc.

30, 36; 1999,

ec. 3, 28, 31

(1.1) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall 15 provide that the information to be communicated by the bank shall be included in the mortgage document and expressed in plain language, in terms generally understood by the public.

- 1. L'alinéa 450(2)a) de la Loi sur les 5 banques est remplacé par ce qui suit :
 - a) aux prêts de <u>plus de cinq cent</u> mille dollars ou de tout autre montant fixé par règlement qui sont garantis par hypothèque immobilière:
 - 2. L'article 452 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :
- (1.1) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par hypothèque immobilière et se rapportant aux 15 renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de façon simple et précise et en des termes généralement compris 20 par la population.

Précision

1991. cc. 47.

48; 1992, c. 51; 1993, cc

28, 34, 44; 1994. cc. 24. 26, 47; 1996.

c. 6; 1997, c.

15; 1998, c.

INSURANCE COMPANIES ACT

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

1991, ch. 47, 48; 1992, ch. 51: 1993, ch. 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996. ch. 6; 1997. ch. 15; 1998. ch. 30

Précision

3. Paragraph 480(2)(a) of the *Insurance* Companies Act is replaced by the following:

- (a) a loan in excess of five hundred thousand dollars or such other amount as may be prescribed, where the loan is 5 secured by a mortgage on real property;
- 4. Section 482 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Information to be included

- (1.1) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a 10 paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall provide that the information to be communicated by the company shall be included in the mortgage document and expressed in plain 15 hypothécaire et formulés de façon simple et language, in terms generally understood by the public.
- 5. Paragraph 599(2)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) a loan in excess of five hundred 20 thousand dollars or such other amount as may be prescribed, where the loan is secured by a mortgage on real property;
- 6. Section 601 of the Act is renumbered as subsection 601(1) and is amended by adding 25 paragraphe 601(1) et est modifié par adthe following:

Information to be included

(2) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall 30 provide that the information to be communicated by the foreign company shall be included in the mortgage document and expressed in plain language, in terms generally understood by the public.

- 3. L'alinéa 480(2)a) de la Loi sur les sociétés d'assurances est remplacé par ce qui suit:
 - a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant réglemen- 5 taire, qui sont garantis par hypothèque immobilière:
- 4. L'article 482 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit: 10
- (1.1) Tout règlement pris en vertu du hypothèque immobilière et se rapportant aux renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements 15 doivent notamment être inscrits dans l'acte précise et en des termes généralement compris par la population.

5. L'alinéa 599(2)a) de la même loi est20 remplacé par ce qui suit :

- a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant réglementaire, qui sont garantis par hypothèque immobilière; 25
- 6. L'article 601 de la même loi devient le jonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit:
- (2) Tout règlement pris en vertu du paragra-30 Précision phe (1) à l'égard d'un prêt garanti par hypothèque immobilière et se rapportant aux renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements doivent notamment être inscrits dans l'acte 35 hypothécaire et formulés de façon simple et précise et en des termes généralement compris 35 par la population.

1991, cc. 45. 47, 48; 1992. c. 51; 1993, cc. 28, 34, 44 1994. cc. 24. 26, 47; 1996, c. 6; 1997, c. 15; 1998, c.

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

1991, ch. 45. ch. 51; 1993, ch. 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6; 1997, ch. 15 1998, ch. 30

- 7. Paragraph 436(2)(a) of the Trust and Loan Companies Act is replaced by the following:
 - (a) a loan in excess of five hundred thousand dollars or such other amount as 5 may be prescribed, where the loan is secured by a mortgage on real property;
- 8. Section 438 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Information to be included

1991, cc. 46,

47, 48; 1992,

cc. 27, 51;

1993, cc. 6,

28, 34, 44;

1994, cc. 24. 26, 47; 1996.

c. 6; 1997, c.

15: 1998. cc

30, 36; 1999

ec. 3, 28, 31

(1.1) Any regulation made under subsection 10 (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall provide that the information to be communicated by the company shall be included in the 15 mortgage document and expressed in plain language, in terms generally understood by the public.

CONDITIONAL AMENDMENTS

Bank Act

- 7. L'alinéa 436(2)a) de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt est remplacé par ce qui suit:
 - a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant fixé par 5 règlement, qui sont garantis par hypothèque immobilière:
- 8. L'article 438 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit:

(1.1) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par hypothèque immobilière et se rapportant aux renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements 15 doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de façon simple et précise et en des termes généralement compris par la population.

Précision

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

Loi sur les banques

1991, ch. 46, 47, 48; 1992, ch. 27, 51: 1993. ch. 6. 28, 34, 44: 1994, ch. 24, 26, 47: 1996. ch. 6; 1997. ch. 15; 1998. ch. 30, 36; 1999, ch. 3, 28, 31

- 9. If section 49 of An Act to amend certain laws relating to financial institutions, being 20 législation relative aux institutions financièchapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 1 of this Act, section 1 of this Act is replaced by the following:
- 1. Subsection 450(2) of the Bank Act is 25 replaced by the following:
- (2) Subsection (1) does not apply in respect of
 - (a) a loan in excess of five hundred thousand dollars or such other amount as 30 may be prescribed, where the loan is secured by a mortgage on real property; or
- 9. Si l'article 49 de la Loi modifiant la 20 res, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, ce dernier article est remplacé par ce qui suit :
- 1. Le paragraphe 450(2) de la Loi sur les banques est remplacé par ce qui suit :
 - (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant réglemen-30 taire, qui sont garantis par hypothèque immobilière;

Exceptions

Exceptions

- (b) a loan that is one of a prescribed class of loans.
- 10. If section 50 of An Act to amend certain laws relating to financial institutions, being comes into force before section 2 of this Act, section 2 of this Act is replaced by the following:
- 2. Section 452 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Information to be included

1991. cc. 47.

48; 1992, c.

51: 1993. cc

1994, cc. 24.

26, 47; 1996.

c. 6; 1997, c.

15; 1998. c.

28, 34, 44;

(4) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall cated by the bank shall be included in the mortgage document and expressed in plain language, in terms generally understood by the public.

b) aux autres catégories de prêts prévues par règlement.

- 10. Si l'article 50 de la Loi modifiant la législation relative aux institutions financièchapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, 5 res, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), 5 entre en vigueur avant l'article 2 de la présente loi, ce dernier article est remplacé par ce qui suit :
 - 2. L'article 452 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (3), de 10 ce qui suit :
- (4) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par hypothèque immobilière et se rapportant aux renseignements exigés en vertu de l'alinéa 15 provide that the information to be communi-15 (1)a) doit prévoir que ces renseignements doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de façon simple et précise et en des termes généralement compris par la population. 20

Précision

Insurance Companies Act

Loi sur les sociétés d'assurances

1991, ch. 47. 48; 1992, ch. 51; 1993, ch. 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6; 1997. ch. 15; 1998. ch. 30

- 11. If section 256 of An Act to amend 20 certain laws relating to financial institutions, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 3 of this Act, section 3 of this Act is replaced by the following:
- 3. Subsection 480(2) of the Insurance *Companies Act* is replaced by the following:

application

- (2) Subsection (1) does not apply in respect of
 - (a) a loan in excess of five hundred 30 thousand dollars or such other amount as may be prescribed, where the loan is secured by a mortgage on real property; or
 - (b) a loan that is one of a prescribed class of loans. 35
- 12. If section 257 of An Act to amend certain laws relating to financial institutions, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 4 of

- 11. Si l'article 256 de la Loi modifiant la législation relative aux institutions financières, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 3 de la présente loi, ce dernier article est remplacé 25 25 par ce qui suit :
 - 3. Le paragraphe 480(2) de la *Loi sur les* sociétés d'assurances est remplacé par ce qui suit:
 - 30 Exceptions (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :
 - a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant réglementaire, qui sont garantis par hypothèque immobilière;
 - b) aux autres catégories de prêts prévues 35 par règlement.
 - 12. Si l'article 257 de la Loi modifiant la législation relative aux institutions financières, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 4 de la 40

this Act, section 4 of this Act is replaced by the following:

4. Section 482 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Information to be included

Non-

application

- (4) Any regulation made under subsection 5 (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall provide that the information to be communicated by the company shall be included in the 10 mortgage document and expressed in plain language, in terms generally understood by the public.
- 13. If section 307 of An Act to amend being chapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 5 of this Act, section 5 of this Act is replaced by the following:
- 5. Subsection 599(2) of the Act is replaced 20 by the following:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of

- (a) a loan in excess of five hundred thousand dollars or such other amount as 25 may be prescribed, where the loan is secured by a mortgage on real property; or
- (b) a loan that is one of a prescribed class of loans.
- 14. If section 308 of An Act to amend 30 certain laws relating to financial institutions, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 6 of this Act, section 6 of this Act is replaced by the following:
- 6. Section 601 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):
- (5) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the 40 hypothèque immobilière et se rapportant aux information required by paragraph (1)(a) shall provide that the information to be communicated by the foreign company shall be included in the mortgage document and expressed in plain language, in terms generally 45 précise et en des termes généralement compris understood by the public.

présente loi, ce dernier article est remplacé par ce qui suit :

4. L'article 482 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Précision

- (4) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par hypothèque immobilière et se rapportant aux renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements 10 doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de facon simple et précise et en des termes généralement compris par la population.
- 13. Si l'article 307 de la Loi modifiant la 15 certain laws relating to financial institutions, 15 législation relative aux institutions financières, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 5 de la présente loi, ce dernier article est remplacé par ce qui suit :
 - 5. Le paragraphe 599(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

Exceptions

- a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant réglemen-25 taire, qui sont garantis par hypothèque immobilière:
- b) aux autres catégories de prêts prévues par règlement.
- 14. Si l'article 308 de la Loi modifiant la 30 législation relative aux institutions financières, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 6 de la présente loi, ce dernier article est remplacé 35 par ce qui suit :
 - 6. L'article 601 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :
 - (5) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par 40 renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de façon simple et 45 par la population.

Précision

- 15. If section 308 of An Act to amend certain laws relating to financial institutions, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 6 of this Act, section 6 of this Act is replaced by the following:
- 6. Section 601 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Information to be included

1991, cc. 45.

47, 48; 1992.

cc. 28, 34, 44;

1994, cc. 24,

26, 47; 1996.

c. 6: 1997. c.

15; 1998, c.

c. 51; 1993.

(1.1) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a 10 mortgage on property that relates to the information required by paragraph (1)(a) shall provide that the information to be communicated by the foreign company shall be included in the mortgage document and ex-15 pressed in plain language, in terms generally understood by the public.

Trust and Loan Companies Act

- 15. Si l'article 308 de la Loi modifiant la législation relative aux institutions financières, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 6 de la 5 présente loi, ce dernier article est remplacé 5 par ce qui suit :
 - 6. L'article 601 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :
 - (1.1) Tout règlement pris en vertu du 10 Précision paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par hypothèque immobilière et se rapportant aux renseignements visés à l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire 15 et formulés de façon simple et précise et en des termes généralement compris par la population.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

1991, ch. 45. 47, 48; 1992. ch. 51; 1993, ch. 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47 1996, ch. 6; 1997, ch. 15 1998, ch. 30

Exceptions

- 16. If section 379 of An Act to amend certain laws relating to financial institutions, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 20 1997, comes into force before section 7 of this Act, section 7 of this Act is replaced by the following:
- 7. Subsection 436(2) of the Trust and Loan
- 16. Si l'article 379 de la Loi modifiant la législation relative aux institutions financiè-20 res, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 7 de la présente loi, ce dernier article est remplacé par ce qui suit :
- 7. Le paragraphe 436(2) de la *Loi sur les* 25 Companies Act is replaced by the following: 25 sociétés de fiducie et de prêt est remplacé par ce qui suit :

(2) Subsection (1) does not apply in respect of

- (a) a loan in excess of five hundred thousand dollars or such other amount as may be prescribed, where the loan is 30 secured by a mortgage on real property; or
- (b) a loan that is one of a prescribed class of loans.
- 17. If section 379 of An Act to amend certain laws relating to financial institutions, 35 législation relative aux institutions financièbeing chapter 15 of the Statutes of Canada, 1997, comes into force before section 8 of this Act, section 8 of this Act is replaced by the following:

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :
- a) aux prêts de plus de cinq cent mille dollars ou de tout autre montant réglemen-30 taire, qui sont garantis par hypothèque immobilière:
- b) aux autres catégories de prêts prévues par règlement.
- 17. Si l'article 379 de la Loi modifiant la 35 res, chapitre 15 des Lois du Canada (1997), entre en vigueur avant l'article 8 de la présente loi, ce dernier article est remplacé par ce qui suit: 40

Exceptions

8. Section 438 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Information to be included

(4) Any regulation made under subsection (1) with respect to a loan secured by a mortgage on property that relates to the 5 hypothèque immobilière et se rapportant aux information required by paragraph (1)(a) shall provide that the information to be communicated by the company shall be included in the mortgage document and expressed in plain language, in terms generally understood by 10 précise et en des termes généralement compris the public.

8. L'article 438 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un prêt garanti par 5 renseignements exigés en vertu de l'alinéa (1)a) doit prévoir que ces renseignements doivent notamment être inscrits dans l'acte hypothécaire et formulés de façon simple et 10 par la population.

Précision

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





C-343

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-343

PROJET DE LOI C-343

An Act to establish the office of Credit Ombudsman to be an advocate for the interests of consumers and small business in credit matters and to investigate and report on the provision by financial institutions of consumer and small business credit by community and by industry in order to ensure equity in the distribution of credit resources Loi établissant le poste d'ombudsman du crédit dont la mission est de faire valoir les intérêts des consommateurs et des petites entreprises en matière de crédit, d'enquêter et faire rapport sur l'octroi du crédit aux consommateurs et aux petites entreprises par les institutions financières selon les localités et les industries, afin d'assurer une répartition équitable des ressources en matière de crédit

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



M. Nystrom

Mr. Nystrom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to establish the office of Credit Ombudsman to be an advocate for the interests of consumers in credit matters and to investigate and report on the provision by financial institutions of consumer and small business credit by electoral district or community, by industry group and by sex of the applicant, in order to ensure equity in the distribution of credit resources.

Financial institutions who fail to improve credit policies and practices on the request of the Ombudsman will be reported to the Minister and the report referred to the Standing Committee on Finance for investigation.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'établir le poste d'ombudsman du crédit. Celui-ci est chargé de promouvoir les intérêts des consommateurs en matière de crédit et de faire enquête et rapport sur l'octroi du crédit par les institutions financières aux consommateurs et aux petites entreprises selon les localités, les classes d'industries et le sexe des demandeurs de crédit, afin d'assurer l'équité de la répartition des sources de crédit.

Les institutions financières qui manqueront d'améliorer leurs politiques et leurs pratiques en matière de crédit à la demande de l'ombudsman du crédit seront dénoncées au ministre dans un rapport déféré au comité permanent des finances pour enquête.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-343

An Act to establish the office of Credit Ombudsman to be an advocate for the interests of consumers and business in credit matters and to investigate and report on the provision by financial institutions of consumer and small business credit by community and by industry in order to ensure equity in the distribution of credit resources

PROJET DE LOI C-343

Loi établissant le poste d'ombudsman du crédit dont la mission est de faire valoir les intérêts des consommateurs et des petites entreprises en matière de crédit, d'enquêter et faire rapport sur l'octroi du crédit aux consommateurs et aux petites entreprises par les institutions financières selon les localités et les industries, afin d'assurer une répartition équitable des ressources en matière de crédit

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the Credit Ombudsman Act.

2. The definitions in this section apply in this Act.

"community" « localité »

Short title

Definitions

"electoral

"financial

institution'

« institution financière »

« circonscrip-

district"

tion »

"community" means an area the Ombudsman considers to be appropriate for providing information on credit for the purposes of this 10 Act and may consist of all or parts of one or more electoral districts.

"electoral district" has the meaning given to that expression in the Canada Elections Act.

"financial institution" means a bank, trust company, credit union or other organization established by or pursuant to an Act of Parliament or the legislature of a province that, as a part of its normal business, lends money 20 or provides credit.

"Minister" means the Minister of Finance.

"small business" means a business that is entitled to a small business deduction under section 125 of the *Income Tax Act*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur l'ombudsman du crédit.

Titre abrégé

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.

« circonscription » Circonscription au sens de la Loi électorale du Canada.

« circonscription » "electoral district*

« comité permanent » Le comité permanent de la Chambre des communes chargé d'étu-10 dier les questions relatives aux finances.

« comité permanent » "Standing Committee'

« institution

financière »

« institution financière » S'entend d'une banque, d'une société de fiducie, d'une caisse populaire ou de tout autre organisme constitué en vertu d'une loi fédérale ou d'une loi 15 de la législature d'une province qui, dans le cours normal de ses opération, prête de l'argent ou fournit du crédit.

institution"

« localité » Territoire qui, d'après l'ombudsman, constitue une subdivision appropriée 20 pour fins de communication d'information dans le cadre de l'application de la présente loi; il peut s'agir de circonscriptions ou de parties de celles-ci.

« localité » "community"

« ministre » Le ministre des Finances.

25 « ministre » Minister.

"Minister" « ministre » "small business" « petite

entreprise»

362251

5

15

"Standing Committee' « comité permanent » "Standing Committee" means the Standing Committee of the House of Commons appointed to deal with matters of finance.

« petite entreprise » Entreprise admissible à la déduction accordée aux petites entreprises en vertu de l'article 125 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

« petite entreprise » "small business"

Office established

3. (1) There is hereby established the office of Credit Ombudsman.

3. (1) Est institué le poste d'ombudsman du 5 Constitution 5 crédit.

de la fonction

Function of office

(2) The Credit Ombudsman shall be an advocate for the interests of consumers in credit matters and investigate and report on the provision by financial institutions of try and by community in order to ensure equity in the distribution of credit resources.

(2) L'ombudsman du crédit a pour mission de faire valoir les intérêts des consommateurs en matière de crédit et de faire enquête et rapport sur la prestation, par les institutions 10 consumer and small business credit by indus-10 financières, de crédit aux consommateurs et aux petites entreprises, selon les industries et les localités afin de pourvoir à une distribution équitable des ressources en matière de crédit.

Mission de l'ombudsman

Appointment

4. (1) The Governor in Council shall appoint a Credit Ombudsman selected by the Minister from a list recommended by the 15 choisie par le ministre parmi les candidats Standing Committee.

4. (1) Le gouverneur en conseil nomme à 15 Nomination titre d'ombudsman du crédit la personne dont le nom figure à une liste établie par le comité permanent.

Term

(2) The Credit Ombudsman holds office during good behaviour for a term of five years, but may be removed by the Governor in Council at any time on a resolution of the 20 gouverneur en conseil, sur résolution de la House of Commons following a report by the Standing Committee.

(2) L'ombudsman du crédit occupe son 20 Mandat poste à titre inamovible pour un mandat de cinq ans, sous réserve de révocation par le Chambre des communes après rapport du 25 comité permanent.

Ombudsman

Acting Ombudsman

(3) In the event of the absence, resignation or incapacity of the Credit Ombudsman, the dation of the Minister, appoint another person to act as Credit Ombudsman for a term not exceeding six months.

(3) En cas d'absence, de démission ou d'incapacité d'agir de l'ombudsman du crédit, Governor in Council may, on the recommen-25 le gouverneur en conseil peut nommer, sur recommandation du ministre, une autre personne pour agir à titre d'ombudsman du crédit 30 pendant une période maximale de six mois.

Maximum de deux mandats

intérimaire

No more than two terms

(4) No person may serve more than two terms as Credit Ombudsman.

(4) Nul ne peut occuper la fonction d'om-30 budsman du crédit pendant plus de deux mandats.

nération et les avantages fixés par le gouver-

neur en conseil et il est indemnisé de ses frais

(5) L'ombudsman du crédit reçoit la rému-35 Rémunéra-

Remunera-

(5) The Credit Ombudsman shall receive such remuneration, benefits and reimbursement of expenses as is ordered by the Governor in Council.

selon les modalités établies par ce dernier. (6) Le bureau de l'ombudsman du crédit est réputé faire partie de la fonction publique du 40

Fonctionnaire

Part of Public Service

(6) The Office of the Credit Ombudsman is 35 a part of the Public Service of Canada.

> (7) L'ombudsman du crédit peut engager, conformément à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique, le personnel nécessaire à

Canada.

Personnel

45

(7) The Credit Ombudsman may hire, under the Public Service Employment Act, such officers and staff as are necessary to carry out the purposes of this Act. 40 l'application de la présente loi.

Staff

ADVOCACY

Consumer and small business complaints

5. (1) The Credit Ombudsman may receive and investigate complaints in writing from consumers or small business of cases where financial institutions have unreasonably refused credit, placed unreasonable conditions 5 financières ont refusé du crédit sans justificaon credit availability or refused to deal fairly with applicants for credit.

DÉFENSE DES DROITS DES CONSOMMATEURS

5. (1) L'ombudsman du crédit peut recevoir les plaintes formulées par écrit par les consommateurs et les petites entreprises et faire enquête dans les cas où des institutions tion, posé des conditions déraisonnables à l'octroi de crédit ou refusé de traiter des demandeurs de crédit équitablement.

Plaintes des consommateurs et des petites entreprises

Investigations

(2) The Credit Ombudsman shall investigate those complaints referred to the office that appear to show that a financial institution 10 tées et qui paraissent démontrer qu'une instihas unreasonably refused credit, placed unreasonable conditions on credit availability or refused to deal fairly with an applicant for credit.

(2) L'ombudsman du crédit fait enquête relativement aux plaintes qui lui sont présen-10 tution financière a refusé du crédit sans justification, a posé des conditions déraisonnables à l'octroi de crédit ou a refusé de traiter équitablement un demandeur de crédit. 15

Criteria

(3) The Credit Ombudsman shall establish 15 and make public criteria for the granting or refusing of credit on an equitable basis and for avoiding unfair discrimination in the availability of credit on the basis of community or industry and shall apply those criteria in an 20 localités et les industries. L'ombudsman du investigation under this section.

Critères

Enquêtes

critères en vertu desquels l'octroi ou le refus de crédit repose sur des fondements équitables et évite de donner lieu à une discrimination injuste dans la disponibilité de crédit selon les 20 crédit rend ces critères publics et les applique aux enquêtes qu'il mène en vertu du présent article

loi, une institution financière est tenue de

coopérer avec l'ombudsman du crédit relati-

vement à une enquête menée en vertu du

présent article et de fournir les renseigne-

relativement à cette enquête, y compris des

renseignements confidentiels concernant le

ment par écrit à cette divulgation.

ments exigés par l'ombudsman du crédit30

(3) L'ombudsman du crédit établit les

Information from financial institution

(4) A financial institution shall, notwithstanding any other Act, cooperate with the Credit Ombudsman in an investigation under this section and provide the information 25 requested by the Credit Ombudsman respecting the credit application in case, including information that is private concerning the complainant if the complainant has consented thereto in writing. 30 plaignant si ce dernier a donné son consente-

(4) Malgré les dispositions de toute autre 25 Renseignel'institution financière

inéquitable

Report of unfair dealing

- (5) If the Credit Ombudsman is not satisfied that the financial institution has dealt fairly with the complainant initially or following the investigation, the Credit Ombudsman may, after giving ninety days prior written notice to 35 donné un avis écrit de quatre-vingt-dix jours the financial institution, and with the prior written consent of the complainant
 - (5) S'il est d'avis, de prime abord ou après 35 Rapport de enquête, que l'institution financière n'a pas traité le plaignant de manière équitable, l'ombudsman du crédit peut, après avoir à l'institution financière et moyennant le 40 consentement écrit du plaignant :
 - (a) report the matter in detail to the Minister in a report to be kept confidential; and
- a) faire un rapport au ministre qui demeure confidentiel:
- (b) report the matter in general terms in a 40 periodic report to the Standing Committee and, in so doing, may name the financial
- b) faire un rapport en termes généraux à l'occasion du rapport périodique qu'il fait 45 au comité permanent; il peut dans ce

institution but not the consumer or small business.

FINANCIAL INSTITUTIONS WITH UNFAIR LENDING POLICIES

Notice re unfair policies

6. (1) If the Credit Ombudsman is of the opinion, based on complaints that have been investigated pursuant to section 5, that a financial institution has credit policies and practices in one or more communities that are unfair, the Credit Ombudsman may give notice to the institution of the changes that are tices.

Changes to be made

(2) Within ninety days of receiving a notice under subsection (1), the financial institution shall advise the Credit Ombudsman of the institution's credit policies and practices.

Changes unsatisfactory or not made

(3) If the Credit Ombudsman is not satisfied with the changes proposed by a financial institution under subsection (2), or if, on that the proposed changes have not been made, the Credit Ombudsman shall submit a report on the matter to the Minister.

Report referred to Standing Committee

(4) The Minister shall forthwith cause every be laid before both Houses of Parliament and it shall be deemed to have been referred to the Standing Committee for review and report to the House of Commons.

DISCLOSURE OF CREDIT AVAILABILITY

Collection and disclosure of information

- 7. The Credit Ombudsman shall
- (a) collect information on credit sought from and granted by financial institutions to consumers and small business to ascertain, by statistical analysis, whether the availability of credit is equitably distributed on 35 a community basis and on an industry basis throughout Canada;
- (b) for the purposes of paragraph (a), require every financial institution, when a consumer or small business has applied for 40

rapport nommer l'institution financière. mais non le consommateur ou la petite entreprise.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES APPLIOUANT DES POLITIQUES DE PRÊT INÉQUITABLES

6. (1) S'il est d'avis, d'après les plaintes qui ont donné lieu à des enquêtes en vertu de 5 5 l'article 5, qu'une institution financière applique, dans une ou plusieurs localités, des politiques et des pratiques de crédit inéquitables, l'ombudsman du crédit peut signifier à cette institution les changements nécessaires 10 necessary to establish fair policies and prac- 10 pour instituer des politiques et des pratiques équitables.

Notification d'appliquer des politiques de crédit équitables

(2) Dans le délai de quatre-vingt-dix jours de la réception de la notification visée au paragraphe (1), l'institution financière indi-15 changements changes that will be made in the financial 15 que à l'ombudsman du crédit les modifications qu'elle apportera à ses politiques et pratiques en matière de crédit.

Obligation d'appliquer

(3) S'il n'est pas satisfait des changements que l'institution propose d'appliquer en vertu20 du paragraphe (2) ou s'il constate, après investigation, the Credit Ombudsman finds 20 enquête, que les changements proposés n'ont pas été appliqués, l'ombudsman du crédit soumet un rapport au ministre sur le cas.

Changements inadéquats ou appliqués

(4) Le ministre fait déposer devant les deux 25 Renvoi du report received pursuant to subsection (2) to 25 chambres du Parlement tout rapport établi en vertu du paragraphe (2). Le rapport est réputé déféré au comité permanent pour examen et rapport à la Chambre des communes.

rapport au comité permanent

COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS SUR LA DISPONIBILITÉ DU CRÉDIT

7. L'ombudsman du crédit :

30

a) recueille des renseignements sur les demandes de crédit faites aux institutions financières par les consommateurs et les petites entreprises et sur les octrois de crédit par ces dernières à ces mêmes consomma-35 teurs et petites entreprises afin de vérifier, au moyen d'analyses statistiques, si la disponibilité de crédit est équitablement

répartie, en fonction des localités et des

30 Collecte et communication de renseignements

credit, to complete a form showing information prescribed by the Credit Ombudsman respecting the granting or refusal of the credit and give it to the consumer or small business who may, if the consumer or 5 small business so chooses, complete it and send it to the Credit Ombudsman, with the further information prescribed by the Credit Ombudsman, including the rate of interest charged and other terms of the loan, the 10 electoral district, community and industry group in which the consumer or small business resides or operates and, in the case of an individual, the sex of the individual seeking the credit: 15

- (c) analyze and prepare reports on the availability of credit in different electoral districts or other communities and industry groups, and to male and female applicants;
- (d) submit reports prepared under para-20 graph (c) to the Standing Committee; and
- (e) cooperate with consumer groups, business groups and financial institutions to facilitate the achievement of the purposes of this Act. 25

classes d'industries, dans l'ensemble du Canada:

- b) exige, pour l'application de l'alinéa a), des institutions financières qu'elles remplissent, chaque fois qu'un consommateur 5 ou une petite entreprise fait une demande de crédit, une formule où elles indiquent les renseignements prescrits par l'ombudsman du crédit quant à l'octroi ou au refus du crédit et la remettent au consommateur ou 10 à la petite entreprise, qui peut la compléter et la transmettre à l'ombudsman du crédit. En outre, cette formule comporte les autres renseignements prescrits par l'ombudsman du crédit, notamment le taux d'intérêt exigé 15 et les autres conditions du prêt et indique la circonscription et la localité où le consommateur habite ou celles où la petite entreprise est située, de même que la classe d'industries à laquelle le consommateur ou 20 la petite entreprise appartient. Dans le cas d'un particulier, la formule indique de plus le sexe du demandeur de crédit;
- c) analyse la disponibilité du crédit selon les localités, les classes d'industries et le sexe 25 des demandeurs de crédit et établit des rapports sur ces sujets;
- d) soumet au comité permanent les rapports établis en vertu de l'alinéa c);
- e) coopère avec les groupes de consomma-30 teurs, de gens d'affaires et d'institutions financières afin de faciliter la réalisation de l'objet de la présente loi.

GENERAL

Information confidential

8. (1) Except in reference to a report under paragraph 4(a), the Credit Ombudsman shall keep confidential all information received pursuant to this Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the 30 information is evidence of or relevant to the investigation of an offence under the Criminal Code or any other Act of Parliament.

Power to define and prescribe.

9. The Credit Ombudsman may, with the prior approval of the Minister, define commu-35 probation préalable du ministre, prendre des nities and industry groups and prescribe forms and information to be provided or volunteered for the purposes of this Act.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8. (1) Sauf à l'égard d'un rapport visé à l'alinéa 4a), l'ombudsman du crédit garde 35 confidentiels confidentiels tous les renseignements qu'il reçoit en vertu de la présente loi.

Renseigne-

Exception

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des renseignements offerts en preuve ou pertinents à une enquête relative à une 40 infraction au Code criminel ou à toute autre loi fédérale.
- 9. L'ombudsman du crédit peut, avec l'aprèglements afin de définir les localités et les 45 classes d'industries, prescrire les formules et

Pouvoir de prendre des règlements

Notice of Ombudsman's services

- 10. The Credit Ombudsman may require every financial institution to
 - (a) post prominently at every place of business where credit may be applied for,
 - (b) include in advertisements or other communications, whether physical or electronic, offering credit

a notice, in the form prescribed by the Credit Ombudsman, describing the function of the 10 office of the Credit Ombudsman and the means of contacting the office.

Annual report

11. The Credit Ombudsman shall submit to the Minister by April 1 of every year a report Ombudsman during the previous year and on the availability of credit on an equitable basis in Canada, and the Minister shall forthwith cause the report to be laid before both Houses of Parliament. 20

OFFENCES AND PENALTIES

False information

12. (1) Every person who provides false information to the Credit Ombudsman in connection with the operation of this Act is guilty of an offence.

Refusal to provide information

(2) Every person who refuses or fails to 25 provide information requested by the Credit Ombudsman under the authority of this Act is guilty of an offence.

Punishment

(3) Every person who commits an offence under this Act is liable, on summary convic- 30 présente loi est passible, sur déclaration de tion, to a fine not exceeding \$5,000 for a first offence and to a fine not exceeding \$25,000 or imprisonment for not more than six months, or to both, in the case of a second or subsequent offence.

les renseignements à produire, soit obligatoirement, soit à titre facultatif, pour l'application de la présente loi.

10. L'ombudsman du crédit peut exiger des institutions financières qu'elles connaître les services de l'ombudsman du crédit, en la forme prescrite et indique, 5 notamment, comment on peut communiquer avec le bureau de l'ombudsman:

Avis de l'existence des services de l'ombudsman du crédit

- a) soit en affichant un avis bien en vue dans 10 toutes leurs places d'affaires où il est possible de demander du crédit;
- b) soit en faisant paraître ces renseignements dans les annonces et autres communications d'offres de crédit, que ces annon-15 ces et communications soient sur support physique ou électronique.
- 11. L'ombudsman du crédit soumet au ministre, au plus tard le 1er avril de chaque on the functions of the office of Credit 15 année, un rapport sur les opérations de son 20 bureau pour l'exercice précédent et sur l'équité de la distribution du crédit au Canada. Le ministre fait déposer ce rapport devant les deux chambres du Parlement dès réception.

Rapport annuel

INFRACTIONS ET PEINES

12. (1) Est coupable d'une infraction qui-25 Communicaconque fournit de faux renseignements à l'ombudsman du crédit dans le cadre de l'application de la présente loi.

tion de faux renseignements

(2) Est coupable d'une infraction quiconque refuse ou omet de fournir des renseigne-30 ments exigés par l'ombudsman du crédit dans le cadre de l'application de la présente loi.

(3) Quiconque commet une infraction à la

fournir des renseigne-

culpabilité par procédure sommaire, d'une 35 amende maximale de 5 000 \$ pour la première infraction et, dans le cas d'une deuxième ou d'une infraction subséquente, soit d'une

35 amende maximale de 25 000 \$, soit d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de 40 ces deux peines à la fois.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Refus de

Peine



C-344

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

C-344

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-344

PROJET DE LOI C-344

An Act to provide for the study of proportional representation in federal elections and a national referendum on the recommendations that result from the study

Loi pourvoyant à l'examen de la représentation proportionnelle pour les élections fédérales et à la tenue d'un référendum national sur les recommandations découlant de cet examen

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom

M. NYSTROM

SUMMARY

The purpose of this enactment is to provide for the consideration of proportional representation in the House of Commons. A report will be prepared by an all-party committee after public hearings.

A referendum will be held and the question shall be whether electors favour replacing the present system with a system proposed by the Committee as concurred in by the House.

The referendum may be held either before or at the same time as the next general election.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de pourvoir à l'examen de la représentation proportionnelle à la Chambre des communes. Un rapport sera présenté après examen par un comité représentant tous les partis et après des audiences publiques.

Il y aurait référendum sur la question de savoir si les électeurs sont en faveur de remplacer le système actuel par un système proposé par le Comité à la Chambre et entériné par cette dernière.

Le référendum pourrait être tenu soit avant l'élection générale suivante, soit en même temps que celle-ci.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-344

PROJET DE LOI C-344

An Act to provide for the study of proportional representation in federal elections and a referendum national on the recommendations that result from the Loi pourvoyant l'examen la représentation proportionnelle pour les élections fédérales et à la tenue d'un référendum national les recommandations découlant cet examen

Her Majesty, by and with the advice and

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-

consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

> 1. Loi sur l'examen de la représentation 5 proportionnelle.

ment du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Definitions

"Minister"

« ministre »

Short title

2. The definitions in this section apply in this Act.

Representation Review Act.

1. This Act may be cited as the *Proportional*

5 Définitions

Titre abrégé

« Comité sur

"Minister" means the member of the Oueen's Privy Council for Canada designated by the à la présente loi. « Comité sur la représentation proportionnelle » Le comité composé de représentants

2. Les définitions qui suivent s'appliquent

"proportional representation" « représentation proportion-

nelle »

Governor in Council under subsection 4(3) 10 of the Canada Elections Act.

la représentation de tous les partis reconnus à la Chambre des 10 proportionnelle » "Proportional Representation Committee" « ministre »

"Minister"

« représentation

proportionnelle »

'propor-

representa-

tional

tion'

Comité

d'examen

"proportional representation" means an election process that provides for the allocation of some of the seats in a House to members democratically designated by parties so that 15 the overall proportion of seats held in the House by each party approximates to the proportion of votes cast for the party on a national basis.

"Proportional Representation Committee" 20

means such committee with representation

from all recognized parties in the House of

Commons as the House may appoint for the

« ministre » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 4(3)15 de la Loi électorale du Canada.

communes désigné par la Chambre pour

l'application de la présente loi.

"Proportional Representation Committee" « Comité sur la représentation proportionnelle »

« représentation proportionnelle » Le processus électoral qui pourvoit à l'attribution d'un certain nombre de sièges dans une chambre d'assemblée aux députés démo-20 cratiquement désignés par les partis de sorte que la représentation en nombre de sièges de chaque parti dans la chambre soit approximativement égale à la fraction du nombre de voix exprimées pour ce parti à 25 l'échelle nationale sur le nombre total de voix exprimées lors de l'élection.

purpose of this Act.

- 3. The Proportional Representation Com- 25 mittee shall
- 3. Le Comité sur la représentation proportionnelle a pour mission:
- a) de tenir un train de consultations sur la 30 question de savoir si le principe de la
- (a) conduct a process of public consultation on the question of whether the electoral

Committee study

362257

process for membership of the House of Commons should include the principle of proportional representation;

- (b) study election systems outside Canada that include an element of proportional 5 representation;
- (c) report to the House on its recommendations; and
- (d) include in the report a draft question to be put to the electors of Canada in a 10 referendum under the Referendum Act in the form:
- "Are you in favour of replacing the present system of electing members of the House of Commons with (here is to be stated the 15 proposed new system), YES or NO?"

Timing of study

4. The Proportional Representation Committee shall commence its deliberations promptly on receiving its instructions.

Public hearings

5. The Committee shall include public 20 hearings in every province and territory during its process of public consultation.

Information to public on recommendations

6. (1) When the House of Commons has concurred in the report of the Committee and the question or the report or the report and 25 ou après qu'elle a entériné une version question as amended by the House, the Minister shall cause to be prepared and tabled in the House a detailed plan by which electors will be informed of the report and the text of the question and given sufficient information 30 seront renseignés quant au rapport et à la to allow them to make an informed decision when the referendum is held, and move a motion seeking the concurrence of the House in the plan.

Public informed

(2) When the plan referred to in subsection 35 (1) has been approved by the House, the Minister shall cause it to be carried out in a timely manner having regard to the date the referendum is to be held pursuant to section 7.

Proclamation of referendum

7. The Governor in Council shall, by 40 proclamation issued in the manner provided in section 3 of the Referendum Act, direct that the opinion of electors be obtained on the referen-

- représentation proportionnelle devrait être appliqué au processus électoral en vertu duquel les députés sont élus à la Chambre des communes;
- b) d'examiner les systèmes électoraux des 5 pays étrangers qui comportent un élément de représentation proportionnelle;
- c) de faire rapport à la Chambre de ses recommandations:
- d) de formuler dans son rapport la question 10 à poser aux électeurs du Canada à l'occasion d'un référendum à tenir en vertu de la Loi référendaire selon les termes suivants :
- « Êtes-vous en faveur de remplacer le système actuel d'élection des députés à la15 Chambre des communes par (indiquer le nouveau système proposé), OUI ou NON?»
- 4. Le Comité sur la représentation proportionnelle commence ses délibérations le plus 20 tôt possible après avoir reçu son mandat.

Progrès de l'examen

5. Le Comité tient des audiences publiques dans chacune des provinces et territoires pendant le train de consultations publiques auquel il procède.

Audiences publiques

Renseigne-

fournir au

ments à

public

6. (1) Lorsque la Chambre des communes a entériné le rapport du Comité et la question, modifiée soit du rapport, soit de la question, soit de l'un et l'autre, le ministre fait préparer 30 et déposer à la Chambre des communes un plan détaillé en vertu duquel les électeurs question et il recevront suffisamment de renseignements pour leur permettre d'arriver35 à une décision éclairée lors de la tenue du référendum. Le ministre propose une motion d'approbation de son plan à la Chambre des communes.

(2) Après l'approbation du plan mentionné 40 Exécution du au paragraphe (1) par la Chambre des communes, le ministre le fait mettre en oeuvre de façon expéditive, compte tenu de la date fixée

7. Le gouverneur en conseil, par proclama-45 Proclamation tion délivrée conformément à l'article 3 de la Loi référendaire, fait consulter les électeurs par voie de référendum sur la question soumi-

pour le référendum en vertu de l'article 7.

référendaire

dum question by putting the question or the question as amended by the House of Commons, as the case may be, before or at the same time as the next general election of members to the House of Commons.

se à la Chambre des communes ou modifiée par elle, selon le cas, soit avant l'élection générale suivante des députés de la Chambre des communes, soit à l'occasion de cette 5 élection.

5

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-345

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-345

PROJET DE LOI C-345

An Act to amend the Canada Pension Plan (early pension entitlement for police officers and firefighters)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (droit à une pension anticipée pour les agents de police et les pompiers)

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. Nystrom M. Nystrom

SUMMARY

The purpose of this enactment is to allow police officers and firefighters who retire at fifty years of age or more after at least five years of service, for the years between the ages of fifty-five and sixty, to elect to be deemed self-employed for earnings up to the total of the last year's earnings in the force, or, if actually self-employed, to add a sum up to that total to their actual self-employment earnings.

The existing maximum levels of contribution will still apply, and the police or firefighters continuing contributions will make the full contributions of a self-employed person.

It also entitles police officers and firefighters who retire at fifty to an unreduced pension at age sixty or a pension reduced by the 0.5 per cent per month formula if commenced at an age between fifty-five and sixty.

The Governor in Council has the power to prescribe the forces of police or firefighters in which this amendment would apply because of early retirement applying to their service.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre aux agents de police et aux pompiers qui prennent leur retraite après avoir atteint l'âge de cinquante ans ou plus et ayant accumulé au moins cinq ans de service, de choisir, entre l'âge de cinquante-cinq ans et celui de soixante ans, d'être réputés des travailleurs autonomes ayant eu des gains au plus égaux à la somme de ceux de leur dernière année de service dans ce corps de police ou de pompiers et, s'ils sont effectivement travailleurs autonomes, de ceux qu'ils touchent à titre de travailleur autonome.

Les maximums en vigueur continueraient de s'appliquer, et les policiers et pompiers qui continueront de cotiser au régime seront assujettis à la contribution totale de travailleur autonome.

Le texte autorise de plus les policiers et les pompiers qui prennent leur retraite à l'âge de cinquante ans de retirer, à soixante ans, une pleine pension, ou une pension réduite selon le barème de un demi de un pour cent par mois, s'ils commencent à la retirer entre l'âge de cinquantecinq ans et celui de soixante ans.

Le gouverneur en conseil a le pouvoir de désigner par règlement les corps de police et de pompiers auxquels la modification s'appliquerait à cause de la mise en oeuvre d'une retraite précoce dans leur service.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-345

PROJET DE LOI C-345

An Act to amend the Canada Pension Plan (early pension entitlement for police officers and firefighters)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (droit à une pension anticipée pour les agents de police et les pompiers)

R.S., 1985, c. C-8; R.S., cc. 6, 41 (1st Supp.), cc. 5, 13, 27, 30 (2nd Supp.), cc. 18, 38 (3rd Supp.), cc. 1, 46, 51 (4th Supp.); 1990, c. 8; 1991, cc. 14 44 49 1992, cc. 1, 2, 27, 48; 1993, 24, 27, 28; 1994, cc. 13, 21; 1995, c. 33; 1996, cc. 11, 16, 23; 1997, c. 40; 1998, c. 19;

1999, c. 17

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., 1985. ch. C-8: L.R. ch. 6, 41 (1er suppl.), ch. 5, 13, 27, 30 (26 suppl.), ch. 18 38 (30 suppl.), ch. 1, 46 51 (48 suppl.); 1990. ch. 8: 1991. ch 14 44 49; 1992, ch. 1, 2, 27, 48; 1993, ch. 24. 27, 28; 1994, ch. 13, 21; 1995, ch. 33; 1996, ch. 11, 16, 23; 1997 ch. 40; 1998, ch. 19; 1999,

1. Section 2 of the Canada Pension Plan is "self-employed earnings" by the following:

"self-employed earnings" for a person for a year means an amount calculated in accordance with section 14 or 14.1;

- 1. L'article 2 du Régime de pensions du amended by replacing the definition of 5 Canada est modifié par substitution, à la 5 définition de « gains provenant du travail qu'une personne exécute pour son propre compte », de ce qui suit :
 - « gains provenant du travail qu'une personne exécute pour son propre compte » Pour une 10 année, un montant calculé en conformité avec l'article 14 ou l'article 14.1.

« gains provenant du qu'une personne exécute pour son propre compte » employed earnings

2. The Act is amended by adding the 10 following after section 14.1:

14.2 Notwithstanding section 14, a person who has fulfilled no less than five years service with a prescribed force of police officers or firefighters, and who retires from 15 that service on attaining an age of no less than fifty years, may, for any year commencing the

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14.1, de ce qui suit :

14.2 Par dérogation à l'article 14, une 15 Agents de personne qui a accompli au moins cinq ans de service dans un corps de police ou de pompiers agréé par règlement et qui prend sa retraite de ce service après avoir atteint l'âge de cinquante ans, peut, pour toute année à compter de 20

police et pompiers

362256

« gains provenant du travail qu'une personne exécute pour son propre compte »

"self-

employed

earnings

Police and firefighters year of attaining the age of fifty-six years until the year of attaining the age of sixty years, elect to be deemed to be self-employed for all or a part of the year for the purposes of sections 13 and 14 and to continue to make contributions, subject to the other provisions of this Act respecting the maximum contributions permitted, on the basis of self-employed earnings that are the sum of

- (a) any contributory self-employed earn-16 ings the person may have from actual self-employment; and
- (b) an amount not exceeding the amount of salary or wages received by the person in the last twelve months of service as a police 15 officer or firefighter.
- 3. The Act is amended by adding the following after section 44:
- 44.1 In the case of a contributor who has fulfilled no less than five years service with a 20 accompli au moins cinq ans de service dans un prescribed force of police officers or firefighters and who retires from that service on attaining an age of no less than fifty years, in section 44, the word "sixty-five" shall be read as "sixty" and the word "sixty" shall be read 25 as "fifty-five".
- 4. Section 46 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):
- (6.1) In the case of a contributor who has fulfilled no less than five years service with a 30 accompli au moins cinq ans de service dans un prescribed force of police officers or firefighters and who retires from that service on attaining an age of no less than fifty years, in subsections (3) and (6), the word "sixty-five" shall be read as "sixty".
- 5. Section 48 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

l'année où elle atteint l'âge de cinquante-six ans, jusqu'à celle où elle atteindra l'âge de soixante ans, choisir d'être réputée avoir exécuté un travail pour son propre compte, pour tout ou une partie de l'année, pour 5 l'application des articles 13 et 14, et de continuer à verser des cotisations, sous réserve des autres dispositions de la présente loi relatives aux cotisations maximales permises, en fonction de gains provenant d'un travail 10 qu'une personne exécute pour son propre compte consistant en la somme :

- a) des gains cotisables provenant du travail que la personne a réellement exécuté pour son propre compte; 15
- b) du montant équivalant au salaire ou traitement que la personne a touché au cours des douze derniers mois de service qu'elle a accomplis à titre d'agent de police ou de pompier. 20
- 3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 44, de ce qui suit :
- 44.1 Dans le cas d'un cotisant qui a corps de police ou de pompiers agréé par 25 règlement et qui a pris sa retraite de ce service après avoir atteint l'âge de cinquante ans, à l'article 44, la mention de l'expression « soixante-cing » vaut mention du mot « soixante » et la mention du mot « soixante » 30 vaut mention de l'expression « cinquantecinq ».
- 4. L'article 46 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit: 35
- (6.1) Dans le cas d'un cotisant qui a corps de police ou de pompiers agréé par règlement et qui a pris sa retraite de ce service après avoir atteint l'âge de cinquante ans, aux 40 paragraphes (3) et (6), la mention de l'expres-35 sion « soixante-cinq » vaut mention du mot « soixante ».
 - 5. L'article 48 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de 45 ce qui suit :

Agents de pompiers

Agents de police et pompiers

Police and firefighters

Police and

firefighters

Police and firefighters

Police and

firefighters

Police and

firefighters

(3.1) In the case of a contributor who has fulfilled no less than five years service with a prescribed force of police officers or firefighters and who retires from that service on attaining an age of no less than fifty years, in 5 subsection (3), the word "sixty-five" shall be read as "sixty".

(3.1) Dans le cas d'un cotisant qui a accompli au moins cinq ans de service dans un corps de police ou de pompiers agréé par règlement et qui a pris sa retraite de ce service après avoir atteint l'âge de cinquante ans, au 5 paragraphe (3), la mention de l'expression « soixante-cinq » vaut mention du mot « soixante ».

Agents de police et pompiers

6. Section 49 of the Act is renumbered as subsection 49(1) and is amended by adding the following:

(2) In the case of a contributor who has fulfilled no less than five years service with a prescribed force of police officers or firefighters and who retires from that service on attaining an age of no less than fifty years, in 15 subsection (1), the word "sixty-five" shall be read as "sixty".

6. L'article 49 de la même loi devient le paragraphe 49(1) et est modifié par adjonc-10 10 tion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Dans le cas d'un cotisant qui a accompli au moins cinq ans de service dans un corps de police ou de pompiers agréé par règlement et qui a pris sa retraite de ce service après avoir 15 atteint l'âge de cinquante ans, au paragraphe (1), la mention de l'expression « soixantecinq » vaut mention du mot « soixante ».

Agents de police et pompiers

7. Section 56 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(6.1) In the case of a contributor who has 20 fulfilled no less than five years service with a prescribed force of police officers or firefighters and who retires from that service on attaining an age of no less than fifty years, in subsection (6), the word "sixty-five" shall be 25 read as "sixty".

7. L'article 56 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de 20 ce qui suit :

(6.1) Dans le cas d'un cotisant qui a accompli au moins cinq ans de service dans un corps de police ou de pompiers agréé par règlement et qui a pris sa retraite de ce service 25 après avoir atteint l'âge de cinquante ans, au paragraphe (6), la mention de l'expression « soixante-cinq » vaut mention du mot « soixante ».

Agents de police et pompiers

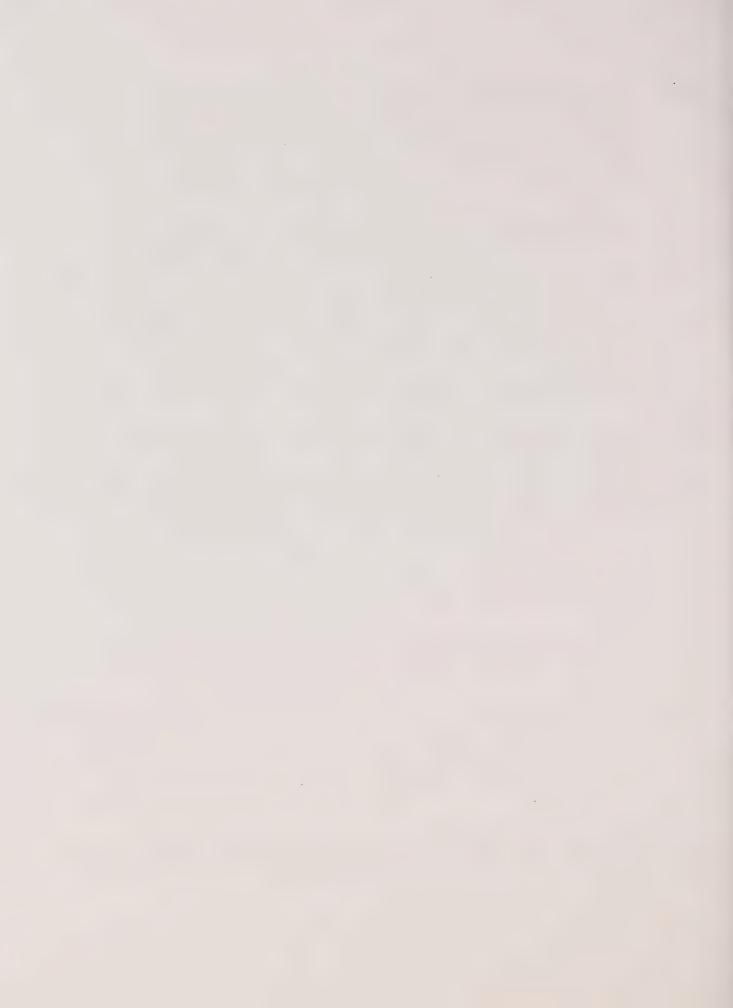
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-346

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-346

PROJET DE LOI C-346

An Act to amend the National Capital Act and to make consequential amendments to other Acts (federal capital)

Loi modifiant la Loi sur la capitale nationale et d'autres lois en conséquence (capitale fédérale)

First reading, November 25, 1999

Première lecture le 25 novembre 1999



Mr. de Savoye M. de Savoye

The purpose of this enactment is to change the name of the National Capital Commission to the Federal Capital Commission in every Act of Parliament and any instrument made under an Act of Parliament.

SOMMAIRE

Ce texte vise à modifier, dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application l'appellation capitale nationale pour celle de capitale fédérale.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-

PROJET DE LOI C-

An Act to amend the National Capital Act and to make consequential amendments to other Acts (federal capital)

Loi modifiant la Loi sur la capitale nationale et d'autres lois en conséquence (capitale fédérale)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. N-4; R.S., cc. 1, 45 (4th Supp.); 1992. c. 1; 1995, c. 29; 1996, c. 10

NATIONAL CAPITAL ACT

LOI SUR LA CAPITALE NATIONALE

L.R., ch. N-4; L.R., ch. 1, 45 (4e suppl.); 1992. ch. 1: 1995, ch. 29; 1996. ch. 10

5

- 1. The long title of the National Capital Act is replaced by the following:
- 1. Le titre intégral de la Loi sur la capitale 5 nationale est remplacé par ce qui suit :

An Act respecting the development and improvement of the Federal Capital Region

concernant l'aménagement Loi l'embellissement de la région de la capitale fédérale

- 2. Section 1 of the Act is replaced by the following:
- 2. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 1. This Act may be cited as the Federal Capital Act.

1. Loi sur la capitale fédérale.

Titre abrégé

- 3. The definitions of "Commission", 10 "local municipality" and "National Capital Region" in section 2 of the Act are
- 3. Les définitions « Commission », « municipalité locale » et « région de la capitale 10 nationale » à l'article 2 de la même loi sont remplacées par ce qui suit :
- replaced by the following: "Commission" "Commission" means the Federal Capital « Commission » Commission referred to in section 3:
 - « Commission » La Commission de la capita-15 le fédérale constituée par l'article 3.

« Commission » "Commission"

"Federal Capital Region' « région de la capitale fédérale »

municipality"

« municipa-lité locale »

"local

Short title

"Federal Capital Region" means the seat of the Government of Canada and its surrounding area, more particularly described in the schedule:

« municipalité locale » Municipalité située, 15 en tout ou partie, dans la région de la capitale fédérale.

« municipalité locale » "local municipality'

- wholly or partly within the Federal Capital Region;
- "local municipality" means a municipality 20 « région de la capitale fédérale » Le siège du gouvernement du Canada et ses alentours, plus particulièrement définis dans l'annexe. 20

« région de la capitale fédérale > "Federal Capital Region"

- 4. (1) Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:
- 4. (1) Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

362117

Corporation established

3. (1) There is hereby established a corporation, to be called the Federal Capital Commission, consisting of a Chairperson, a Vice-Chairperson and thirteen other members.

3. (1) Est constituée la Commission de la capitale fédérale, dotée de la personnalité morale et composée de quinze membres, ou commissaires, dont le président et le vice-président.

Constitution Commission

(2) Paragraphs 3(4)(c) and (d) of the Act 5 are replaced by the following:

- c) one from a municipality in Ontario, other than the city of Ottawa, wholly or partly within the Federal Capital region;
- (d) one from a municipality in Quebec, 10 other than the city of Hull, wholly or partly within the Federal Capital Region; and

(2) Les alinéas 3(4)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- c) un d'une municipalité ontarienne, autre que la ville d'Ottawa, située, en tout ou en partie, dans la région de la capitale fédéra-10
- d) un d'une municipalité québécoise, autre que la ville de Hull, située, en tout ou en partie, dans la région de la capitale fédéra-15

5. Section 5 of the Act is replaced by the following:

Head office

5. (1) The head office of the Commission 15 shall be in the Federal Capital Region.

Meetings

(2) The Commission shall meet at least three times a year in the Federal Capital Region.

5. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5. (1) Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale fédérale.

(2) La Commission se réunit au moins trois 20 Réunions

Siège

6. Subsections 9(3) and (4) of the Act are 20 replaced by the following:

Other committees

(3) The Commission may establish a Federal Capital Planning Committee and such other committees as it considers necessary or desirable for the administration of this Act. 25 pour l'application de la présente loi.

6. Les paragraphes 9(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

fois par an dans la région de la capitale

fédérale.

(3) La Commission peut créer un comité 25 Autres d'aménagement de la capitale fédérale ainsi que les autres comités qu'elle estime utiles

Expenses of (4) Each member of the Executive Commitcommittee tee, Federal Capital Planning Committee or members

other committee established under this section is entitled to be paid reasonable travel and other expenses incurred by the member in the 30 ment et autres entraînés par l'exercice de leurs performance of his duties.

(4) Les membres du comité directeur, du comité d'aménagement de la capitale fédérale 30 comités ou de tout autre comité créé sous le régime du présent article ont droit aux frais de déplacefonctions.

Dépenses des membres des

7. (1) Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

Objects and purposes of Commission

- 10. (1) The objects and purposes of the Commission are to 35
 - (a) prepare plans for and assist in the development, conservation and improvement of the Federal Capital Region in order that the nature and character of the seat of the Government of Canada may be commen- 40 surate with its significance for the federation; and

7. (1) Le paragraphe 10(1) de la même loi35 est remplacé par ce qui suit :

10. (1) La Commission a pour mission :

Mission de la Commission

a) d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale fédérale et de concou-40 rir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance pour la fédération.

(b) organize, sponsor or promote such public activities and events in the Federal Capital Region as will enrich the cultural and social fabric of Canada, taking into account the national character of Canada, 5 the equality of status of the official languages of Canada and the heritage of the people of Canada.

(2) Paragraphs 10(2)(h) and (h.1) of the Act are replaced by the following:

- (h) conduct investigations and researches in connection with the planning of the Federal Capital Region;
- (h.1) subject to any other Act of Parliament, coordinate the policies and programs of the 15 Government of Canada respecting the organization, sponsorship or promotion by departments of public activities and events related to the Federal Capital Region; and

8. Section 11 of the Act is replaced by the 20 following:

Coordination development

11. The Commission shall, in accordance with general plans prepared under this Act, coordinate the development of public lands in the Federal Capital Region.

9. Subsection 12(1) of the Act is replaced by the following:

Development proposals

- 12. (1) Where
- (a) any department proposes to erect, alter, extend or demolish a building or other work 30 on any lands in the Federal Capital Region,
- (b) any person proposes to erect, alter, extend or demolish a building or other work on public lands in the Federal Capital 35 Region, or
- (c) any department or person proposes to change the use of public lands in the Federal Capital Region,

the department or person shall, prior to the commencement of the project, submit a pro-40 posal therefor to the Commission for approval.

10. Section 12.1 of the Act is replaced by the following:

b) d'organiser, de parrainer ou de promouvoir, dans la région de la capitale fédérale. des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du 5 caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens.

(2) Les alinéas 10(2)h) et h.1) de la même 10 loi sont remplacés par ce qui suit : 10

- h) mener des enquêtes et recherches sur la planification de la région de la capitale fédérale;
- h.1) sous réserve de toute autre loi fédérale, coordonner les orientations et les program-15 mes du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'organisation, le parrainage ou la promotion, par les ministères, d'activités et de manifestations publiques liées à la région de la capitale fédérale; 20

8. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. La Commission coordonne, conformément aux plans généraux établis en application de la présente loi, l'aménagement des 25 ment 25 terrains publics dans la région de la capitale fédérale.

Coordination l'aménage-

9. Le paragraphe 12(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. (1) Doivent être soumis à la Commis-30 Présentation sion, pour approbation préalable, les projets visant:

des projets

- a) des travaux, par un ministère, de construction, de modification, d'agrandissement ou de démolition d'un bâtiment ou 35 autre ouvrage sur des terrains de la région de la capitale fédérale;
- b) des travaux, par une personne, de construction, de modification, d'agrandissement ou de démolition d'un bâtiment ou 40 autre ouvrage sur des terrains publics de la région de la capitale fédérale;
- c) le changement, par un ministère ou une personne, de l'affectation de terrains publics dans la région de la capitale fédérale. 45

10. L'article 12.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Proposals for sale of public lands

12.1 (1) Proposals by any department for the sale of public lands in the Federal Capital Region shall be submitted to the Commission for approval prior to the sale.

Prohibition

- (2) No public lands in the Federal Capital 5 Region shall be sold without the approval of the Commission.
- 11. Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:

Power to construct railway

- 13. (1) The Commission may construct in 10 the Federal Capital Region, in accordance with plans prepared under this Act, a railway and related facilities.
- 12. The title of the Schedule to the Act is replaced by the following:

DESCRIPTION OF FEDERAL CAPITAL REGION

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

References

- 13. In any other Act of Parliament and in any instrument made under an Act of Parliament, unless the context otherwise requires,
 - (a) every reference to the National Capital Act shall be read as a reference to the Federal Capital Act;
 - (b) every reference to the National Capital shall be read as a reference to the Federal 25 Capital; and
 - (c) every reference to the National Capital Commission shall be read as a reference to the Federal Capital Commission.

12.1 (1) Tout projet de vente, par un ministère, de terrains publics dans la région de la capitale fédérale doit être soumis à la Commission, pour approbation préalable.

Projet de

(2) Il est interdit de vendre un terrain public 5 Interdiction de la région de la capitale fédérale sans l'approbation de la Commission.

11. Le paragraphe 13(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

13. (1) La Commission peut construire dans 10 Construction la région de la capitale fédérale, conformément aux plans établis selon la présente loi, un chemin de fer et des installations connexes.

d'un chemin de fer

12. Le titre de l'annexe de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit : 15

DÉLIMITATION DE LA RÉGION DE LA CAPITALE FÉDÉRALE

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

13. Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, sauf indication 20 contraire du contexte : 20

Terminologie

- a) la mention de «Loi sur la capitale nationale » vaut mention de «Loi sur la capitale fédérale »;
- b) la mention de « capitale nationale » vaut mention de « capitale fédérale » 25
- c) la mention de « Commission de la capitale nationale » vaut mention de « Commission de la capitale fédérale ».

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-347

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

PROJET DE LOI C-347

An Act to amend the Criminal Code (desecration of the flag)

Loi modifiant le Code criminel (profanation du drapeau)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



M. Harris

Mr. Harris

This enactment makes it a criminal offence to desecrate the national flag of Canada. $% \label{eq:condition}%$

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de considérer comme une infraction criminelle la profanation du drapeau national du Canada.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

PROJET DE LOI C-347

An Act to amend the Criminal Code (desecration of the flag)

Loi modifiant le Code criminel (profanation du drapeau)

R.S., c. C-46: R.S., ec. 2, 11, 27, 31, 47, 51. 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34, 1997. cc. 9, 16, 17, 18, 23 30, 39; 1998. cc. 7. 9. 15. 30, 34, 35, 37; 1999, cc. 2, 3, 5, 17, 18, 25,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989. ch. 2; 1990, ch. 15, 16. 17, 44; 1991. ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28 34, 37, 40, 45, 46; 1994. ch. 12, 13 38. 44: 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996. ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34 35, 37; 1999 ch. 2, 3, 5, 17, 18, 25, 28, 31, 32

1. The Criminal Code is amended by adding the following after section 56:

Desecrating Canadian flag

28.31.32

56.1 (1) Every one who, without lawful excuse, wilfully burns, defaces, defiles, mutilates, tramples upon or otherwise desecrates the national flag of Canada is guilty of an and liable to a fine not exceeding five

1. Le Code criminel est modifié par 5 adjonction, après l'article 56, de ce qui 5 suit:

56.1 (1) Toute personne qui, sans excuse légitime, délibérément, brûle, défigure, souille, mutile, piétine ou profane de quelque manière que ce soit le drapeau national du 10 offence punishable on summary conviction 10 Canada commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure som-

Profanation du drapeau canadien

thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

maire et est passible d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces deux peines.

Exception

(2) No person contravenes subsection (1) where the person disposes of the national flag of Canada because the flag has become worn, 5 qu'il est usé, sali ou endommagé. soiled or damaged.

(2) Nul ne contrevient au paragraphe (1) s'il 5 Exception se défait du drapeau national du Canada parce

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-348

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-348

PROJET DE LOI C-348

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act, the Carriage by Air Act, the Cree-Naskapi (of Quebec) Act, the Criminal Code, the Pension Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur le transport aérien, la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, le Code criminel, la Loi sur les pensions et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



MR. HARB

M. HARB

The purpose of this enactment is to eliminate the expression "illegitimate child" where it appears in federal legislation.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de supprimer toutes les mentions de l'expression « enfant illégitime » dans les lois fédérales.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-348

PROJET DE LOI C-348

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act, the Carriage by Air Act, the Cree-Naskapi (of Quebec) Act, the Criminal Code, the Pension Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur le transport aérien, la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, le Code criminel, la Loi sur les pensions et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES **CANADIENNES**

L.R 1985 ch. C-17; L.R., ch. 31 (1er suppl.); ch. 13, (2° suppl.); 1989, ch. 6; 1992, ch. 46; 1998, ch. 35; 1999. ch. 26

1. Subsection 2(2) of the Canadian Forces following:

Definition of 'child'

R.S., 1985, c.

C-17; R.S., c.

Supp.); c. 13

(2nd Supp.);

1989, c. 6;

1992, c. 46; 1998, c. 35;

1999, c. 26

31 (1st

(2) Words in this Act referring to the child of a person include a stepchild of that person, a child born of that person and another person of the birth who, at the time of that person's death, was being maintained by him and was wholly or substantially dependent on him for support, and an individual adopted either legally or in fact by that person while the 15 individual was under eighteen years of age.

1. Le paragraphe 2(2) de la Loi sur la Superannuation Act is replaced by the 5 pension de retraite des Forces canadiennes 5 est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans la présente loi, les mentions de l'enfant d'une personne comprennent un beau-fils ou une belle-fille par remariage, un who were not married to each other at the time 10 enfant né de cette personne et d'une autre 10 personne avec laquelle elle n'était pas mariée au moment de la naissance, aux besoins de qui cette personne subvenait au moment de son décès et qui était entièrement ou pour une grande part à la charge de cette personne pour 15 sa subsistance, ainsi qu'un individu adopté légalement ou en fait par cette personne, alors que celui-ci avait moins de dix-huit ans.

Définition de « enfant »

R.S., c. C-26; 1999, c. 21

1984, c. 18

CARRIAGE BY AIR ACT

LOI SUR LE TRANSPORT AÉRIEN

L.R., ch. C-26; 1999, ch 21

2. Section 1 of Schedule II to the Carriage by Air Act is replaced by the following:

1. The liability shall be enforceable for the benefit of such of the members of the passenger's family as sustained damage by reason of 5 subi quelque préjudice par suite de sa mort. the death of the passenger.

In this paragraph, reference to a "member of a family" is to a wife or husband, parent, step-parent, grandparent, brother, sister, halfchild.

In deducing any such relationship, no person who is an adopted person or who was born of persons who were not married to each from that relationship solely by reason of being adopted or having been born of persons who were not married to each other at the time of the birth, as the case may be.

CREE-NASKAPI (OF QUEBEC) ACT

3. Paragraph (b) of the definition "Inuk 20 of Fort George" (in the singular) or "Inuit of Fort George" (in the plural) in subsection 2(1) of the Cree-Naskapi (of Quebec) Act is replaced by the following:

(b) is a descendant of a person described in 25 paragraph (a),

2. L'article 1 de l'annexe II de la Loi sur le transport aérien est remplacé par ce qui

1. La responsabilité s'exerce au bénéfice des membres de la famille du voyageur qui ont 5

Dans le présent paragraphe, « membre d'une famille » s'entend de l'épouse ou de l'époux, du père ou de la mère, du beau-père brother, half-sister, child, step-child or grand- 10 ou de la belle-mère, du grand-père ou de la 10 grand-mère, du frère, de la soeur, du demi-frère, de la demi-soeur, de l'enfant, du beau-fils ou de la belle-fille, du petit-fils ou de la petite-fille.

Toutefois, dans l'établissement de cette 15 parenté, cette parenté ne peut être refusée à nulle personne adoptée non plus qu'à nulle other at the time of the birth shall be excluded 15 personne née de personnes qui n'étaient pas mariées l'une à l'autre au moment de sa naissance pour le seul motif qu'elle est20 adoptée ou qu'elle est née de personnes qui n'étaient pas mariées l'une à l'autre au moment de sa naissance, selon le cas.

LOI SUR LES CRIS ET LES NASKAPIS DU QUÉBEC

1984, ch. 18

- 3. L'alinéa b) de la définition de « Inuk de Fort George » (singulier ou « Inuit de Fort25 George ») (pluriel) au paragraphe 2(1) de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, est remplacé par ce qui suit :
 - b) le descendant de la personne visée à l'alinéa a); 30

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31. 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2: 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. cc. 1. 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51: 1993. cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998,

cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37;

1999, c. 5

"child"

« enfant »

R.S., c. P-6;

R.S., c. 16 (1st

Supp.); cc. 3, 12 (2nd

Supp.); cc. 20,

43; 1992, c.

24; 1995, cc 17, 18; 1999,

c. 10

37 (3rd Supp.); 1989, c. 6; 1990, c. CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46; L.R.. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2° suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3^c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991. ch. 1. 4. 28. 40. 43: 1992. ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995. ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 5

4. The definition "child" in section 214 of the Criminal Code is replaced by the following:

"child" includes an adopted child or a child born of persons who were not married to 5 each other at the time of the birth;

4. La définition de « enfant », à l'article 214 du Code criminel, est remplacée par ce qui suit:

« enfant » S'entend notamment d'un enfant adoptif ou d'un enfant né de personnes qui 5 n'étaient pas mariées l'une à l'autre au moment de sa naissance.

« enfant » "child"

PENSION ACT

LOI SUR LES PENSIONS

L.R., ch. P-6; L.R., ch. 16 (1cr suppl.); ch. 3, 12 (2° suppl.); ch. 20, 37 (3° suppl.); 1989, ch. 6; 1990, ch. 43; 1992 ch. 24; 1995, ch. 17, 18; 1999, ch. 10

5. The definition "child" in subsection 3(1) of the *Pension Act* is replaced by the following:

"child", in relation to a member of the forces 10 « enfant » Enfant d'un membre des forces ou or a prisoner of war, means a child born of that member or prisoner and another person, whether or not that person was married

5. La définition de « enfant », au paragraphe 3(1) de la Loi sur les pensions, est remplacée par ce qui suit : 10

d'un prisonnier de guerre, que ce membre des forces ou ce prisonnier de guerre ait été ou non marié à l'autre parent de l'enfant au « enfant »

"child" « enfant » to that member or prisoner at the time of the birth, or a stepchild, an adopted child or a foster child of that member or prisoner;

moment de la naissance de celui-ci. Y sont assimilés son beau-fils, sa belle-fille, son enfant adoptif ainsi que l'enfant placé chez

R.S., c. R-11; R.S., c. 13 (2nd Supp.); 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1998, c. 11; 1999, c. 26

POYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

R-11; L.R., ch. 13 (2c suppl.); 1989, ch. 6; 1992, ch. 46; 1998. ch. 11; 1999, ch. 26

6. The definition "child" in subsection Superannuation Act is replaced by the following:

6. La définition de « enfant », au para- 5 3(1) of the Royal Canadian Mounted Police 5 graphe 3(1) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, est remplacée par ce qui suit :

"child" « enfant » "child" includes a child born of persons who were not married to each other at the time of the birth, a stepchild and an adopted 10 child;

« enfant » Sont assimilés à des enfants les enfants de personnes qui n'étaient pas mariées 10 l'une à l'autre au moment de la naissance de l'enfant, un beau-fils ou une belle-fille par remariage et un enfant adoptif.

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

C-349

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-349

PROJET DE LOI C-349

An Act to amend the Competition Act (vertically integrated gasoline suppliers)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (fournisseurs d'essence à intégration verticale)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides that certain vertically integrated gasoline suppliers who manufacture more than twenty percent of the gasoline they sell at retail are unduly lessening competition in the supply.

Such an arrangement constitutes an offence under the Act.

The new offence applies from January 1, 2001.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit que certains fournisseurs d'essence à intégration verticale qui fabriquent plus de vingt pour cent de l'essence qu'ils vendent au détail réduisent indûment la concurrence dans la fourniture de ce produit. Ils commettent ainsi une infraction à la *Loi sur la concurrence*.

La nouvelle infraction s'applique à compter du 1er janvier 2001.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-349

PROJET DE LOI C-349

An Act to amend the Competition Act integrated (vertically gasoline suppliers)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (fournisseurs d'essence à intégration verticale)

R.S., c. C-34; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 19 (2nd Supp.), c. 34 (3rd Supp.), cc. 1, 10 (4th Supp.); 1990, c. 37; 1991, cc. 45, 46, 47; 1992, cc. 1, 14; 1993, c. 34; 1995, c. 1; 1999. cc. 2. 28. 31

Vertically

integrated

gasoline

suppliers

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-34; L.R. ch. 27 (1er suppl.), ch. suppl.), ch. 34 (3e suppl.), ch. 1, 10 (4e suppl.); 1990, ch. 37; 1991, ch. 45, 46, 47: 1992, ch. 1, 14; 1993, ch. 34; 1995. ch. 1; 1999, ch. 2, 28, 31

1. The Competition Act is amended by adding the following after section 45.1:

45.2 (1) In this section "vertically integrated gasoline supplier" means a corporation that supplies gasoline at retail

(a) whose retail sales of gasoline represent more than five percent by value of the total 10 of all retail sales of gasoline

- (i) in Canada, or
- (ii) in a province; and
- (b) who manufactures, or is affiliated with one or more corporations that manufacture, 15 more than twenty percent of the gasoline the supplier sells at retail.

1. La Loi sur la concurrence est modifiée 5 par adjonction, après l'article 45.1, de ce 5 qui suit:

45.2 (1) Dans le présent article, « fournisseur d'essence à intégration verticale » s'entend d'une personne morale qui fournit de 10 l'essence sur le marché de détail et :

Fournisseurs d'essence à intégration verticale

- a) d'une part, dont les ventes au détail d'essence représentent plus de cinq pour cent de la valeur de l'ensemble des ventes au détail d'essence réalisées :
 - (i) soit au Canada,

15

- (ii) soit dans une province;
- b) d'autre part, qui fabrique plus de vingt pour cent de l'essence qu'elle vend au détail

362144

Undue lessening of competition

(2) A supplier who is a vertically integrated gasoline supplier is deemed to lessen, unduly, competition in the supply of gasoline for the purposes of this Act.

Offence

(3) Every one who operates as a vertically 5 integrated gasoline supplier is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or to a fine not exceeding ten million dollars or to both.

Effective date

(4) Subsection (3) applies from January 1, 10 2001.

ou qui est affiliée à une ou plusieurs autres personnes morales qui fabriquent plus de vingt pour cent de l'essence qu'elle vend au détail.

(2) Pour l'application de la présente loi, tout 5 Réduction fournisseur qui est un fournisseur d'essence à intégration verticale est réputé réduire indûment la concurrence dans la fourniture de l'essence.

indue de la concurrence

(3) Quiconque agit comme fournisseur 10 Infraction d'essence à intégration verticale commet un acte criminel et encourt un emprisonnement maximal de cinq ans et une amende maximale de dix millions de dollars, ou l'une de ces peines.

(4) Le paragraphe (3) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Date d'entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-350

PROJET DE LOI C-350

An Act to provide for the use of a maximum speed control device for use on motor vehicles and to prohibit the manufacture and sale of motor vehicles that are not equipped with a maximum speed control device

Loi visant l'utilisation d'un régulateur de vitesse maximale lors de la conduite d'un véhicule automobile et interdisant la fabrication et la vente de véhicules automobiles non munis d'un régulateur de vitesse maximale

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

The purpose of this bill is to lower the maximum speed that may be reached by a motor vehicle by providing that such vehicles must be equipped with a maximum speed control device and prohibiting any person from removing the device, rendering it inoperative or reducing its operating capacity.

SOMMAIRE

Ce projet de loi a pour but de diminuer la vitesse maximale que peut atteindre un véhicule automobile en prévoyant que ces véhicules soient munis d'un régulateur de vitesse maximale et en interdisant à toute personne d'enlever ce dispositif, de le rendre inopérant ou d'en diminuer la capacité de fonctionnement.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-350

PROJET DE LOI C-350

An Act to provide for the use of a maximum speed control device for use on motor vehicles and to prohibit the manufacture and sale of motor vehicles that are not equipped with a maximum speed control device

Loi visant l'utilisation d'un régulateur de vitesse maximale lors de la conduite d'un véhicule automobile et interdisant la fabrication et la vente de véhicules automobiles non munis d'un régulateur de vitesse maximale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Maximum Speed Control Device Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur l'utilisation d'un régulateur de 5 vitesse maximale.

Definitions

"maximum

speed control

device « régulateur

de vitesse

maximale »

DEFINITIONS

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

« régulateur

de vitesse

maximale »

"maximum

Titre abrégé

5

- "maximum speed control device" means a prescribed speed control device that cuts off fuel to the engine of a motor vehicle when 10 the speed of the motor vehicle reaches 115 kilometres an hour.
- « régulateur de vitesse maximale » Régulateur de vitesse réglementaire qui interrompt l'alimentation du moteur d'un véhicule au-10 tomobile lorsque la vitesse de ce véhicule atteint 115 kilomètres à l'heure.

« véhicule automobile » Tout véhicule concu pour être mû ou tiré sur les routes par des moyens autres que la force musculaire. Sont 15

inclus dans la présente définition les bicy-

clettes à moteur auxiliaire, les cyclomo-

teurs et les motoneiges à l'exception :

« véhicule automobile » motor

vehicle'

- "motor vehicle" means any vehicle designed to be driven or drawn on roads by any means other than exclusively by muscular power, 15 and includes pedal cycles with auxiliary motors, minibikes and motorized snow vehicles, but does not include
 - (a) any vehicle designed for running exclusively on rails; 20
 - (b) a vehicle used by peace officers;
 - (c) a vehicle used by firefighters or fire prevention officers;
 - (d) ambulances; or
 - (e) a prescribed vehicle.

a) des véhicules conçus pour rouler exclusivement sur des rails; 20

- b) des véhicules utilisés par les agents de la paix;
- c) des véhicules utilisés par les pompiers ou par des préposés à la prévention des incendies: 25
- d) des ambulances:

25

e) de tout véhicule réglementaire.

"motor vehicle' « véhicule automobile »

362242

speed control device

DÉFINITIONS

Interdictions

5

PROHIBITIONS

Prohibitions

- 3. A person shall not
- (a) manufacture, in Canada, a motor vehicle that is not equipped with a maximum speed control device for the purpose of selling it in Canada;
- (b) sell, in Canada, a motor vehicle, imported into Canada after the coming into force of this paragraph, unless the vehicle has been equipped with a maximum speed control device: 10
- (c) knowingly remove and render inoperative a maximum speed control device installed on a motor vehicle, after the coming into force of this paragraph, nor reduce its operating capacity where the 15 person knows or has reasonable grounds to believe that the motor vehicle will be used
 - (i) without being equipped with a maximum speed control device, or
 - (ii) when the maximum speed control 20 device does not operate correctly or is inoperative; or
- (d) drive a motor vehicle sold in Canada, after the coming into force of this Act, with a maximum speed control device where the 25 person knows or has reasonable grounds to believe that the maximum speed control device has been removed, does not operate correctly or is inoperative.

INTERDICTIONS

3. Une personne ne peut :

- a) fabriquer, au Canada, un véhicule automobile non muni d'un régulateur de vitesse maximale dans le but de le vendre au Canada:
- b) vendre, au Canada, un véhicule automobile — ayant été importé au Canada après l'entrée en vigueur du présent paragraphe — sans que celui-ci ne soit muni d'un régulateur de vitesse maximale; 10
- c) sciemment enlever ou rendre inopérant un régulateur de vitesse maximale ayant été apposé sur un véhicule automobile après l'entrée en vigueur du présent alinéa, ou en diminuer la capacité de fonctionnement, 15 alors qu'elle sait ou a des motifs raisonnables de croire que le véhicule à moteur sera utilisé:
 - (i) sans qu'il soit muni du régulateur de vitesse maximale, 20
 - (ii) alors que le régulateur de vitesse ne fonctionne pas correctement ou est inopérant;
- d) conduire un véhicule automobile avant été vendu au Canada, après l'entrée en 25 vigueur du présent paragraphe, avec un régulateur de vitesse maximale alors qu'elle sait ou a des motifs raisonnables de croire que le régulateur de vitesse maximale a été enlevé, ne fonctionne pas correctement ou 30 est inopérant.

OFFENCES AND PENALTIES

Offences and penalty

- **4.** Everyone who contravenes paragraph 30 3(a) or (b) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding fifty thousand dollars.
- 4. Quiconque contrevient aux paragraphes 3a) ou b) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquan-35 te mille dollars.

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions et

Offences and penalty

- 5. Everyone who contravenes paragraph 3(c) or (d) is guilty of an offence and liable on 35 3c) ou d) commet une infraction et encourt, summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.
- 5. Quiconque contrevient aux paragraphes sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille 40 dollars.

Infractions et peine

Règlement

Entrée en

vigueur

REGULATIONS

Regulations

- **6.** The Governor in Council may make regulations
 - (a) defining a speed control device for the purposes of this Act; and
 - (b) providing for exceptions to the defini- 5 tion of "motor vehicle".

COMING INTO FORCE

Coming into force

7. This Act shall come into force one year after the day on which it is assented to.

RÈGLEMENT

- **6.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) définir ce qui constitue un régulateur de vitesse, pour l'application de la présente loi:
 - b) prévoir toute exception à la définition de « véhicule automobile ».

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. La présente loi entre en vigueur un an après la date de sa sanction.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-351

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-351

PROJET DE LOI C-351

An Act to amend the Wages Liability Act (definition of "adult")	Loi modifiant la Loi sur la responsabilité des salaire (définition d'« adulte »)
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999



M. HARB Mr. Harb

This enactment amends the *Wages Liability Act* to add a definition of "adult". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute une définition d'« adulte » à la *Loi sur la responsabilité des salaires*, afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-351

PROJET DE LOI C-351

Loi modifiant la Loi sur la responsabilité des

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée

générale des Nations Unies a adopté la

que le Canada a ratifié cette Convention le 5

que la Convention propose une définition

d'« enfant » qui devrait s'appliquer unifor-

Convention relative aux droits de l'enfant;

salaires (définition d'« adulte »)

Attendu:

Preamble

An Act to amend the Wages Liability Act (definition of "adult")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "adult" should be consistent with that of "child":

R.S., c. W-1

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

mément à toutes les lois fédérales: que la définition d'« adulte » devrait cor-10

31 décembre 1991:

respondre avec celle d'« enfant »,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. W-1

Préambule

1. Section 7 of the Wages Liability Act is amended by adding the following:

Definition of "adult

(6) In subsection (1), "adult" means a person who is eighteen years of age or more.

1. L'article 7 de la Loi sur la responsabilité 15 renumbered as subsection 7(1) and is 15 des salaires devient le paragraphe 7(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

> (6) Pour l'application du paragraphe (1), « adulte » désigne une personne âgée d'au moins dix-huit ans.

Définition de « adulte »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada - Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-352

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

PROJET DE LOI C-352

An Act to amend the Privacy Act (definition of "minor")

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels (définition de « mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment amends the *Privacy Act* to add a definition of "minor" to the section allowing for regulations. This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la protection des renseignements* personnels en ajoutant à l'article prévoyant la prise de règlements une définition de « mineur », afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

PROJET DE LOI C-352

An Act to amend the Privacy Act (definition of "minor")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "minor" should be consistent with that of "child":

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels (définition de « mineur »)

Attendu:

10

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que la définition de « mineur » devrait 10 correspondre à celle d'enfant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

P-21; L.R. ch. 22, 27, 44, 46 (1er suppl.), ch. 8. 19, 20 (2° suppl.), ch. 1, 3, 18, 20, 24, 28 (3e suppl.), ch. I, 7, 10, 11, 21, 28, 31, 41, 47 (4e suppl.); 1989, ch. 3 27; 1990, ch. 1, 3, 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992. ch. 1. 21, 33, 37 44; 1993, ch. 1. 3. 28. 31. 34; 1994, ch. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, ch. 1 5, 11, 12, 18, 29, 45; 1996, ch. 8, 9, 10, 11, 16; 1997. ch. 6, 9, 20: 1998, ch. 10, 25, 26, 31, 35; 1999, ch.

17, 31

R.S., c. P-21; R.S., cc. 22. 27, 44, 46 (1st Supp.), cc. 8, 19, 20 (2nd Supp.), cc. 1, 3, 18, 20, 24, 28 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 10, 11, 21 28, 31, 41, 47 (4th Supp.); 1989. cc. 3. 27; 1990, cc 1, 3, 13; 1991, cc. 3. 6, 16, 38; 1992, cc 1, 21, 33, 37. 44; 1993, cc. 1. 3. 28. 31 34; 1994, cc. 26, 31, 35, 38, 41, 43; 1995, cc. 1, 5, 11. 12, 18, 29, 45; 1996, cc. 8, 9, 10, 11, 16; 1997, cc. 6, 9, 20; 1998, cc. 10, 25, 26, 31, 35; 1999, cc. 17, 31

Preamble

362239

Préambule

1. Section 77 of the *Privacy Act* is amended by adding the following after subsection (1):

Definition of "minor"

- (1.1) In subsection (1), "minor" means a person under eighteen years of age.
- 1. L'article 77 de la *Loi sur la protection* des renseignements personnels est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :
- (1.1) Pour l'application du paragraphe (1), 5 Définition de « mineur » désigne une personne âgée de moins de dix-huit ans.



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-353

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-353

PROJET DE LOI C-353

An Act to amend the Land Titles Act (age of majority and definition of "infant")

Loi modifiant la Loi sur les titres de biens-fonds (majorité et définition de « mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999

Wersily of Total

M. HARB

Mr. Harb

The *Land Titles Act* has been repealed with respect to the Northwest Territories and the Yukon Territory, but remains in force with respect to Nunavut.

This enactment changes the meaning of full age (of majority) in various provisions of the Act to eighteen years. It ensures that "infant" and "infancy" in relation to land transactions will also mean a person under eighteen. The Act will then be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

La Loi sur les titres de biens-fonds a été abrogée à l'égard des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, mais continue de s'appliquer à l'égard du Nunavut.

Ce texte ramène la majorité à dix-huit ans dans diverses dispositions de la loi. Il fait en sorte que les termes « mineur » et « minorité », en ce qui regarde les opérations foncières, désignent également une personne âgée de moins de dix-huit ans. Ainsi, la loi sera interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-353

PROJET DE LOI C-353

An Act to amend the Land Titles Act (age of majority and definition of "infant")

Loi modifiant la Loi sur les titres de biens-fonds (majorité et définition de « mineur »)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Con-

Attendu:

Préambule

vention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

> que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

AND WHEREAS the age of majority and the definition of "infant" should be consistent 10 with the definition of "child";

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the

advice and consent of the Senate and House of

Commons of Canada, enacts as follows:

que la majorité et la définition de « mi-10 neur » devraient concorder avec la définition d'« enfant ».

R.S., c. L-5; 1999, c. 31

Preamble

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du

Canada, édicte: 15

1. L'article 2 de la Loi sur les titres de

huit ans, le terme minorité ayant un sens 20

L.R., ch. L-5; 1999, ch. 31

1. Section 2 of the Land Titles Act is 15 amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « mineur » "infant" means a person under eighteen years of age and "infancy" has a corresponding meaning: 20

biens-fonds est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : « mineur » Personne âgée de moins de dix-

« mineur » "infant"

2. Section 198 of the Act is replaced by the

following:

2. L'article 198 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

correspondant.

Proof of majority of transferor etc.

198. The registrar may require evidence that any person making a transfer, mortgage, encumbrance or lease is of the full age of 25 hypothèque, une charge ou un bail est âgée de eighteen years.

198. Le registrateur peut exiger la preuve qu'une personne souscrivant un transport, une 25 dix-huit ans révolus.

Preuve que la personne contractante est majeure

3. The Act is amended by replacing the expression "full age of nineteen years", where it occurs in Forms 7, 25 and 29, with the expression "full age of eighteen years". 30 l'expression « dix-huit ans accomplis ».

3. La même loi est modifiée par remplacement, dans les formules 7, 25 et 29, de l'expression « dix-neuf ans accomplis » par 30

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-354

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-354

PROJET DE LOI C-354

An Act to amend the Pension Fund Societies Act (definition of "minor child")	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de caisse de retrai (définition d'« enfant mineur »)	
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999	



M. HARB

MR. HARB

This enactment amends the *Pension Fund Societies Act* to add a definition of "minor child". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute à la *Loi sur les sociétés de caisse de retraite* une définition d'« enfant mineur » afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-354

PROJET DE LOI C-354

An Act to amend the Pension Fund Societies
Act (definition of "minor child")

Loi modifiant la Loi sur les sociétés de caisse de retraite (définition d'« enfant mineur »)

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by 5 Canada on December 31, 1991;

Whereas the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "minor 10 child" should be consistent with that of "child";

R.S., c. P-8; 1992, c. 1; 1995, c. 1 Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the *Pension Fund Societies Act* is replaced by the following:

Definitions

"minor child" « enfant mineur »

"parent corporation" « personne morale mère » 2. In this Act,

"minor child" means a person under eighteen years of age;

"parent corporation" means the corporation any of whose officers establish or take proceedings to establish a pension fund society under this Act. Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que la définition d'«enfant mineur» devrait 10 correspondre à celle de « mineur »,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. P-8; 1992, ch. 1; 1995, ch. 1

Préambule

- 1. L'article 2 de la Loi sur les sociétés de 15 caisse de retraite est remplacé par ce qui suit :
- **2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi :

20 « enfant mineur » Personne âgée de moins de 20 dix-huit ans.

) « enfant mineur » "minor child"

Définitions

« personne morale mère » La personne morale dont quelques-uns des dirigeants constituent ou travaillent à constituer une société de caisse de retraite sous le régime de la pré-25 sente loi.

« personne morale mère » "parent corporation"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

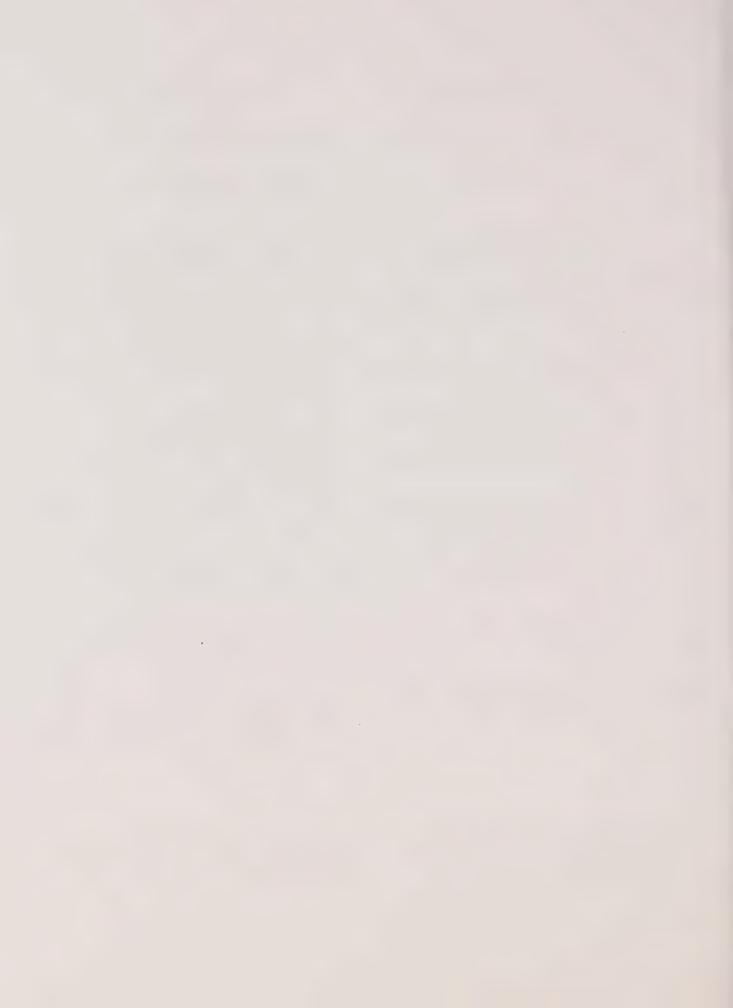
Available from

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-355

PROJET DE LOI C-355

An Act to amend the Insurance Companies Act (definition of "infant")

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurances (définition de « mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



This enactment ensures that the term "infant", in the context of dealings regarding insurance, will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « mineur », dans le domaine des assurances, soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'« enfant » proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2e session, 36e législature. 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-355

PROJET DE LOI C-355

Preamble

1991. cc. 47.

48; 1992, c.

51; 1993, cc

34, 44; 1994.

1997. c. 15; 1998, c. 30;

1999, cc. 1, 3,

28.31

cc. 24, 26, 47; 1996, c. 6;

An Act to amend the Insurance Companies Act (definition of "infant")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "infant" should be consistent with that of "child": 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurances (définition de « mineur »)

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que la définition de « mineur » devrait 10 correspondre à celle d'« enfant »,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1991 ch 47. 48: 1992, ch. 51: 1993. ch. 34. 44: 1994. ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6; 1997, ch. 15: 1998, ch. 30; 1999, ch. 1 3 28 31

1. Subsection 2(1) of the Insurance Companies Act is amended by adding the follow-15 compagnies d'assurances est modifié, par ing in alphabetical order:

"infant" « mineur » "infant" means a person under eighteen years of age;

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur les 15 adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« mineur » Personne âgée de moins de dix-20 huit ans.

« mineur » "infant"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-356

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-356

PROJET DE LOI C-356

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act (definition of "child")	Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canac (définition d'« enfant »)
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999



This enactment amends the Royal Canadian Mounted Police Act to add a definition of "child" to the section that relates to children who testify being accompanied by parents.

This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* en ajoutant une définition d'« enfant » au paragraphe permettant aux parents d'assister au témoignage de leur enfant, afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-356

PROJET DE LOI C-356

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act (definition of "child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie rovale Canada du (définition d'« enfant »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R-10; ch. 27 (1er suppl.), ch. 8 (2e suppl.), ch. 1 (4e suppl.); 1990, ch. 8; 1993 ch 28 34: 1994, ch. 26; 1996, ch.

- 1. Section 24.1 of the Royal Canadian Mounted Police Act is amended by adding the following after subsection (10):
- (10.1) In subsection (10), "child" means a 15 person under eighteen years of age.

1. L'article 24.1 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce 15 qui suit:

(10.1) Pour l'application du paragraphe (10), « enfant » désigne une personne âgée de moins de dix-huit ans.

Définition de « enfant »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Preamble

R.S., c. R-10; c. 27 (1st

Supp.), c. 8

(2nd Supp.).

Supp.); 1990, c. 8; 1993, cc.

28, 34; 1994,

c. 26; 1996, c.

Definition of

"child

c. 1 (4th



C-357

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-357

PROJET DE LOI C-357

An Act to amend the Indian Act (definition of "infant child")

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (définition d'« enfant mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



This enactment ensures that the term "infant child" in relation to guardianship and administration of the property of Indian children will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « enfant mineur », pour ce qui regarde la tutelle et l'administration des biens des enfants d'Indiens, soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-357

PROJET DE LOI C-357

An Act to amend the Indian Act (definition of "infant child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the use of "infant child" should be consistent with that of "child":

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senateand House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (définition d'« enfant mineur »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que le sens d'« enfant mineur » devrait 10 correspondre à celui d'« enfant »,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. I-5; L.R., ch. 27. 32 (1cr suppl.), ch. 27 (2° suppl.), ch. 17, 43, 48 (4c suppl.); 1990, ch. 16, 17; 1992, ch. 1. 51; 1993, ch. 28; 1996, ch. 23; 1998, ch. 30; 1999, ch.

1. Subsection 2(1) of the Indian Act is amended by adding the following in alpha-15 Indiens est modifié par adjonction, selon betical order:

"infant child" « enfant mineur »

Preamble

R.S., c. I-5;

R.S., cc. 27,

Supp.), c. 27

(2nd Supp.), cc. 17, 43, 48

(4th Supp.);

1990, cc. 16, 17; 1992, cc. 1, 51; 1993, c

28; 1996, c.

23: 1998. c. 30; 1999, c. 3

32 (1st

"infant child" means a person under eighteen years of age;

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur les 15 l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« enfant mineur » Personne âgée de moins de dix-huit ans.

« enfant mineur » "infant child'

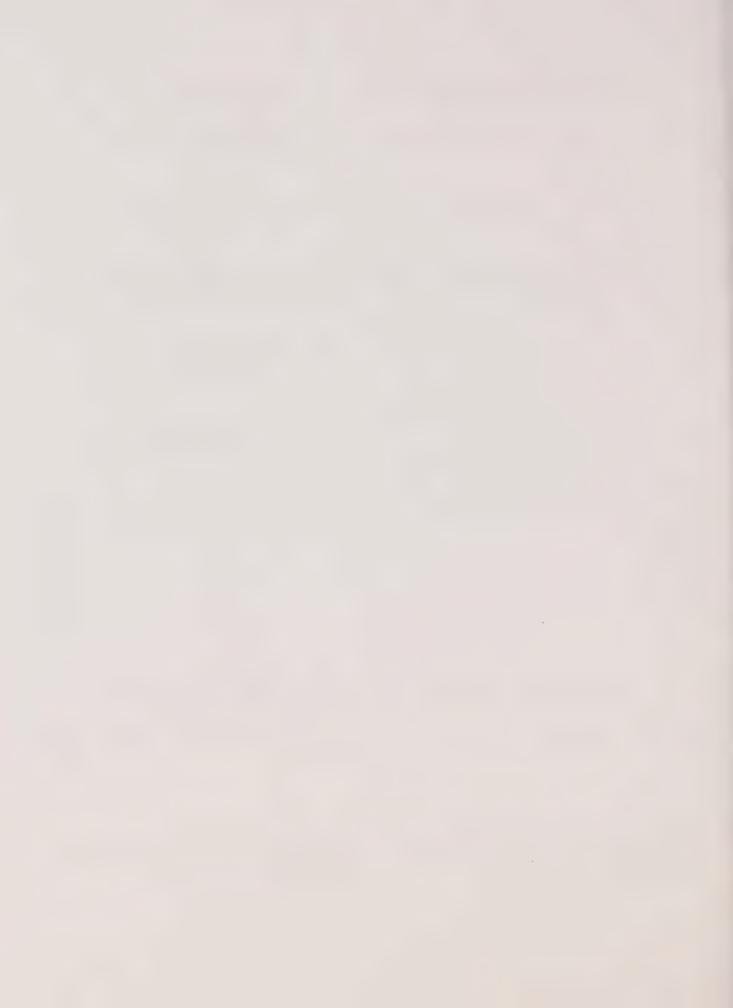
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-358 C-358

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-358

PROJET DE LOI C-358

An Act to amend the Hazardous Products Act (definition of Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (définition "child") d'« enfant »)

> Première lecture le 26 novembre 1999 First reading, November 26, 1999



M. HARB

MR. HARB

This enactment ensures that "child" in relation to protection from hazardous products will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « enfant » soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition proposée par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2e session, 36e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-358

PROJET DE LOI C-358

Preamble

R.S., c. H-3;

(3rd Supp.), c

Supp.); 1992.

c. 1; 1996. c.

13; 1999, c.

"child"

« entant »

8: 1997. cc. 9.

R.S., c. 24

15 (4th

An Act to amend the Hazardous Products Act (definition of "child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now. THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senateand House of 10 Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (définition d'« enfant »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. H-3: du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 24 (3e suppl.), ch. 15 (4e suppl.); 1992, ch. 1: 1996. ch. 8: 1997. ch. 9, 13;

1999, ch. 31

1. Section 2 of the Hazardous Products Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" means a person under eighteen years 15 « enfant » Personne âgée de moins de dix-huit of age;

1. L'article 2 de la Loi sur les produits dangereux est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

ans.

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-359

PROJET DE LOI C-359

An Act to amend the Government Employees Compensation Act (definition of "infant")

Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État (définition de « mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



This enactment ensures that "infant" will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte que le terme « mineur » soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-359

PROJET DE LOI C-359

An Act to amend the Government Employees Compensation Act (definition "infant")

Preamble

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation:

AND WHEREAS the definition of "infant" should be consistent with the definition of 10 "child":

R.S., c. G-5; 1993, c. 28: 1996. c. 10

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

agents de l'État (définition « mineur ») Attendu:

Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des

5

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que la définition de « mineur » devrait être 10 conforme à la définition d'« enfant ».

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. G-5; 1993, ch. 28; 1996, ch. 10

1. Section 2 of the Government Employees 15 Compensation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"infant" « mineur » "infant" means a person who is less than eighteen years of age;

1. L'article 2 de la Loi sur l'indemnisation 15 des agents de l'État est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui

« mineur » Personne âgée de moins de dix-20 huit ans.

« mineur » "infant"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-360

PROJET DE LOI C-360

An Act to amend the Extradition Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur l'extradition (définition d'« enfant »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



This enactment ensures that "child", in relation to extradition crimes, will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte qu'en matière d'extradition, le terme « enfant » soit interprété conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-360

PROJET DE LOI C-360

An Act to amend the Extradition Act (definition of "child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 1999, ch. 18 Commons of Canada, enacts as follows:

1. Item 12 of Schedule I to the Extradition Act is replaced by the following:

12. Stealing a child under eighteen years of age

Loi modifiant la Loi sur l'extradition (définition d'« enfant »)

Attendu:

5

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. L'article 12 de l'annexe I de la Loi sur l'extradition est remplacé par ce qui suit :

12. Vol d'un enfant âgé de moins de 15 15 dix-huit ans

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Preamble

1999, c. 18





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-361

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-361

PROJET DE LOI C-361

An Act to amend the Interpretation Act (definition of child) Loi modifiant la Loi d'interprétation (définition d'enfant)

First reading, November 26, 1999 Première 1

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

This enactment provides a definition of "child" as a person under eighteen years of age that applies to all Acts and regulations except in cases where a different age is set for particular reasons. This does not apply where the word implies only a relationship regardless of age or where the issue of the person's majority is subject to provincial law.

This definition is consistent with the principles of the United Nations Convention on the Rights of the Child, to which Canada is a signatory.

The enactment will ensure that "child" has a consistent meaning in Canadian enactments.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« enfant » comme personne âgée de moins de dix-huit ans qui s'applique à toutes les lois et à tous les règlements, sauf si un âge différent est établi pour des raisons particulières. Cette définition ne s'applique pas si le contexte implique l'affiliation plutôt que l'âge, ou si la majorité est déterminée par le droit provincial.

Cette définition est conforme aux principes de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à laquelle le Canada adhère.

Ce texte fait en sorte que le mot « enfant » ait le même sens dans tous les textes législatifs canadiens.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-361

PROJET DE LOI C-361

An Act to amend the Interpretation Act (definition of child)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R. ch. Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi d'interprétation (définition d'enfant)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

(1er suppl.). ch. 27 (29 suppl.); 1990. ch. 17; 1992 ch. 1, 47, 51 1993, ch. 28. 34, 38; 1995 ch. 39; 1996 ch. 31; 1997 ch. 39; 1998. ch. 15, 30

1. Subsection 35(1) of the Interpretation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" « enfant »

Preamble

R.S., c. I-21;

R.S., ec. 11,

(2nd Supp.); 1990, c. 17;

1992, cc. 1

47, 51; 1993 cc. 28, 34, 38;

1995, c. 39;

1996, c. 31;

1997, c. 39

1998, cc. 15,

27 (1st Supp.), c. 27

> "child" means a person who is less than eigh- 15 | « enfant » Personne âgée de moins de dix-huit teen years of age, unless a different age is specifically provided, or the word is used in a context that implies that relationship and not age is the issue, or the person's majority is governed by provincial law; 20

1. Le paragraphe 35(1) de la Loi d'interprétation est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

ans, sauf si un autre âge est précisé ou que le terme est employé dans un contexte impliquant l'affiliation plutôt que l'âge, ou si la majorité est déterminée par le droit pro-20 vincial.

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-362

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-362

PROJET DE LOI C-362

Canadian Child Rights Act	Loi canadienne sur les droits de l'enfant
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999



The purpose of this enactment is to recognize in law the basic rights of the child enumerated in the United Nations Convention on the Rights of the Child that are not already covered by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

SOMMAIRE

Ce texte a pour but de reconnaître en droit les droits fondamentaux des enfants énoncés dans la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, mais qui ne sont pas prévus dans la *Charte canadienne des droits et libertés*.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-362

PROJET DE LOI C-362

Canadian Child Rights Act

Preamble

Whereas the United Nations has, in the Universal Declaration of Human Rights and in the International Convention on Human Rights, proclaimed and agreed that everyone is entitled to the rights and freedoms set forth 5 therein without distinction of any kind such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status;

WHEREAS the United Nations has, in the 10 *Universal Declaration of Human Rights*, proclaimed that childhood is entitled to special care and assistance:

Whereas the family, as the fundamental group of society and the natural environment 15 for the growth and well-being of all its members and particularly children, should be afforded the necessary protection and assistance so that it can fully assume its responsibilities within the community;

WHEREAS every child, for the full and harmonious development of personality, should grow up in a family environment in an atmosphere of happiness, love and understanding;

Whereas every child should be fully pre-25 pared to live an individual life in society and be brought up in the spirit of the ideals of the *Charter of the United Nations*, and in particular in the spirit of peace, dignity, tolerance, freedom, equality and solidarity;

30

WHEREAS the need to extend particular care to the child has been stated in the Geneva Declaration of the Rights of the Child of 1924, the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political 35 Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the statutes and relevant instruments of specialized agencies and international organizations concerned with the welfare of children;

Loi canadienne sur les droits de l'enfant

Attendu:

Préambule

que les Nations Unies, dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont proclamé et convenu que 5 chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute 10 autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation:

que les Nations Unies, dans la *Déclaration* universelle des droits de l'homme, ont 15 proclamé que l'enfant a droit à une aide et à une assistance spéciales;

que la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel de la croissance et du bien-être de tous ses membres, et en 20 particulier des enfants, doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la société:

que chaque enfant, pour l'épanouissement 25 harmonieux de sa personnalité, doit grandir dans le milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension;

qu'il importe de préparer pleinement l'enfant à avoir une vie individuelle dans la 30 société, et de l'élever dans l'esprit des idéaux proclamés dans la *Charte des Nations Unies*, et, en particulier, dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté, d'égalité et de solidarité;

que la nécessité d'accorder une protection spéciale à l'enfant a été énoncée dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le 40

WHEREAS every child, by reason of physical and mental immaturity, needs special safeguards and care, including appropriate legal protection:

AND WHEREAS the Canadian Charter of 5 Rights and Freedoms guarantees many but not all of the rights mentioned in this preamble;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows: 10

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans les statuts et les instruments appropriés des institutions spéciali- 5 sées et des organisations internationales qui se préoccupent du bien-être de l'enfant;

que l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spé-10 ciaux, notamment d'une protection juridique appropriée;

que la Charte canadienne des droits et libertés garantit la plupart, mais non la totalité des droits énoncés dans le présent 15 préambule.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes, édicte :

Definition

- 1. In this Act, "child" means a person who has not attained the age of eighteen years.
- 1. Dans la présente loi, « enfant » s'entend 20 Définition d'une personne qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans.

Interests of

- 2. Every administrative or judicial action affecting a child, taken under the authority of makes express alternate provision, be taken with the interests of the child as the primary consideration.
- 2. Dans toute décision administrative ou judiciaire concernant un enfant, prise en vertu any Act of Parliament shall, unless the law 15 d'une loi fédérale, l'intérêt supérieur de 25 l'enfant doit être une considération primordiale, sauf si la disposition législative édicte quelque autre considération.

Intérêt de

Parental responsibility

- 3. Every child is entitled to receive the well-being, if it is not being provided by parents and those with specific responsibility for the child.
- 3. Chaque enfant a droit à la protection et protection and care necessary for the child's 20 aux soins nécessaires à son bien-être, si les 30 parents ou les personnes qui sont responsables de lui ne les lui fournissent pas.

Responsabilité des

Child services

- 4. Every service provided for the care or protection of children shall be provided in 25 et la protection des enfants doivent être conformity with any standard set under the authority of any Act of Parliament or of the legislature of a province relating to safety. health, number and suitability of staff and competent supervision. 30 nel et les contrôles appropriés.
- 4. Les services fournis pour assurer les soins conformes aux normes fixées en vertu des lois 35 fédérales ou de celles de l'assemblée d'une province en ce qui concerne la sécurité, la santé, le nombre et la compétence du person-

Services aux enfants

Parental rights and responsibilities

- 5. Subject to section 2, every legal and administrative decision respecting a child shall recognize the responsibilities, rights and duties of parents or those acting in their place.
- 5. Sous réserve de l'article 2, toute décision 40 Droits et administrative ou judiciaire concernant un enfant doit tenir compte des droits et devoirs des parents ou des personnes qui agissent en leur nom.

devoirs des parents

Children's rights

- 6. Every child has the right
- (a) to life, survival and the fullest possible development within the child's potential;
- (b) to be registered at birth, to acquire a name and citizenship according to law and, 5 where necessary, to have the assistance of the state to ensure that this is done:
- (c) to remain with and be brought up by and have regular contact with the child's parents, except where, by due process of law, 10 a different course is determined:
- (*d*) to be informed of the whereabouts of the parents if separated by action of the state;
- (e) not to be adopted except by a process approved by law; 15
- (f) not to be subject to sale or traffic for any purpose;
- (g) when capable of forming independent views, to be heard on all matters respecting the child, directly or by counsel or an agent; 20
- (h) to receive advice and guidance respecting the rights guaranteed by this Act and the Canadian Charter of Rights and Freedoms;
- (i) if convicted of an offence, to have the decision and the measures imposed re-25 viewed by a higher court;
- (j) if deprived of liberty by process of law, to be treated with humanity and respect and have access to legal and other appropriate assistance;
- (k) to access to health care at the highest attainable standard;
- (*l*) if physically or mentally disabled, to receive the appropriate care free of charge to foster the child's development, so far as 35 is reasonably possible, in education and employment and in achieving as normal as possible a life within the community;
- (m) to a standard of living that is adequate for physical, mental, spiritual, moral and 40 social development, to be provided primarily by the parents, but assisted where necessary by the state;
- (n) to free primary and secondary education directed to the fullest possible development 45

6. Tout enfant a droit:

Droits des

- a) à la vie, à la survie et au plein développement de ses capacités;
- b) à l'enregistrement de sa naissance, à un nom, d'acquérir une nationalité conformé- 5 ment à la loi et, au besoin, de compter sur l'État pour veiller à l'application de ces droits:
- c) de demeurer avec ses parents et d'être élevé par eux et d'entretenir régulièrement 10 des contacts avec eux, sauf s'il en est décidé autrement en application de la loi;
- d) en cas de séparation décidée par l'État, d'être tenu informé du lieu où se trouvent ses parents;
- e) de ne pas être adopté autrement qu'en application de la loi;
- f) de ne pas faire l'objet de vente ou de traite à quelque fin que ce soit;
- g) s'il est capable de discernement, d'être 20 entendu sur toutes les questions le concernant, directement ou par l'intermédiaire d'un avocat ou représentant;
- h) de recevoir l'orientation et les conseils appropriés sur les droits garantis par la 25 présente loi et par la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- i) s'il est reconnu coupable d'une infraction, de faire appel de la décision et des mesures arrêtées devant une instance judi-30 ciaire supérieure;
- j) s'il est privé de liberté en application de la loi, d'être traité avec humanité et respect et d'avoir accès à l'assistance juridique ou à toute assistance appropriée; 35
- *k*) de jouir du meilleur état de santé possible;
- l) s'il est mentalement ou physiquement handicapé, de recevoir gratuitement l'aide nécessaire à son développement dans la 40 mesure du possible, en matière d'éducation et d'emploi en vue de mener une vie aussi normale que possible dans la société;
- m) à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, 45 mental, spirituel, moral et social, les pa-

Dérogation

- of the child's personality, talents and physical and mental abilities:
- (*o*) to rest, leisure, play and recreation and access to culture and the arts;
- (p) to protection from commercial exploitation and from work that may be hazardous or harmful or that may interfere with education:
- (q) to be protected by appropriate steps to be taken by the state from the illicit use of 10 narcotic drugs or psychotropic substances;
- (r) to be protected from sexual exploitation or abuse; and
- (s) to have physical and psychological recovery and social reintegration after any 15 form of neglect, exploitation or abuse.

rents devant s'acquitter de cette responsabilité au premier chef, mais avec l'aide de l'État au besoin:

- n) à l'enseignement primaire et secondaire gratuit en vue de favoriser le plus possible 5 l'épanouissement de sa personnalité et le développement de ses dons et de ses aptitudes physiques et mentales;
- o) au repos, aux loisirs, au jeu et à des activités récréatives, ainsi qu'à la culture et 10 aux arts:
- p) d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation;
- q) d'être protégé par des mesures appropriées prises par l'État contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- r) d'être protégé contre l'exploitation ou la 20 violence sexuelle;
- s) s'il a été victime de négligence, d'exploitation ou de sévices, de recevoir des services de réadaptation physique et psychologique et de réinsertion sociale.

7. Nulle disposition d'une loi fédérale n'aura pour effet de porter atteinte ou de déroger aux droits énoncés à l'article 6, sauf s'il est prévu dans la disposition qu'elle s'applique par dérogation à la présente loi.

Effect of other legislation

7. No provision of any other Act of Parliament shall be applied so as to take away or derogate from any right established by section 6, unless the provision states that it 20 operates notwithstanding this Act.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-363

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-363

PROJET DE LOI C-363

An Act to amend the Territorial Lands Act (definition of "adult")

Loi modifiant la Loi sur les terres territoriales (définition d'« adulte »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



MR. HARB M. HARB

This enactment amends the *Territorial Lands Act* to add a definition of "adult". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute une définition d'« adulte » à la *Loi sur les terres territoriales*, afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-363

PROJET DE LOI C-363

An Act to amend the Territorial Lands Act (definition of "adult")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "adult" should be consistent with that of "child": 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les terres territoriales (définition d'« adulte »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que la définition d'« adulte » devrait cor-10 respondre avec celle d'« enfant »,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. T-7; L.R., ch. 7 (3e suppl.); 1991, ch. 2 24, 50; 1992. ch. 1; 1993. ch. 28, 41: 1994, ch. 26; 1998 ch 15 1999, ch. 3

1. Section 20 of the Territorial Lands Act subsection (5):

Definition of "adult

R.S., c. T-7; R.S., c. 7 (3rd Supp.); 1991, cc. 2, 24, 50; 1992, c. 1;

1993, cc. 28

41; 1994, c.

26; 1998, c.

15; 1999, c. 3

Preamble

(6) In subsection (5), "adult" means a person who is eighteen years of age or more.

1. L'article 20 de la Loi sur les terres 15 is amended by adding the following after 15 territoriales est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

> (6) Pour l'application du paragraphe (5), « adulte » désigne une personne âgée d'au moins dix-huit ans. 20

Définition de « adulte »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Government Publishers

C-364

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-364

PROJET DE LOI C-364

An	Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act First reading, November 26, 1999			Fiscal	Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
					Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

The purpose of this enactment is to ensure that there is a standard school-leaving age of eighteen years across Canada by making provision for a deduction from the Canada Health and Social Transfer to a province if the school-leaving age is not eighteen years.

SOMMAIRE

Le présent texte a pour objet d'établir à dix-huit ans l'âge minimum d'abandon de la fréquentation scolaire dans toutes les provinces au Canada en prévoyant une réduction de la contribution versée au titre du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour les provinces qui permettent l'abandon de la fréquentation scolaire avant l'âge de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parliamentaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-364

PROJET DE LOI C-364

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

R.S., c. F-8; R.S., cc. 22, 39, 44 (1st Supp.), cc. 7. 15, 26, 28 (2nd Supp.), cc. 9, 11, 31 (3rd Supp.). cc. 7, 33, 35, 46 (4th Supp.); 1990, c. 39; 1991, cc. 9, 10, 38, 51; 1992, cc 1, 10; 1993, cc. 28, 34; 1994, c. 2; 1995, cc. 17. 24, 28, 29; 1996. cc. 8 11, 18; 1997. c. 10; 1998. cc. 10, 19, 21; 1999. cc. 11,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. F-8; L.R., ch. 22, 39, 44 (1er suppl.), ch. 7 15, 26, 28 (2e suppl.), ch. 9, 11, 31 (3e suppl.), ch. 7 33, 35, 46 (4e suppl.); 1990, ch. 39; 1991. ch. 9, 10, 38. 51: 1992, ch. 1. 10: 1993. ch. 28, 34; 1994, ch. 2; 1995, ch. 17. 24, 28, 29; 1996, ch. 8. 11, 18; 1997. ch. 10: 1998. ch. 10, 19, 21; 1999, ch. 11, 26, 31

1. Section 19 of the Federal-Provincial adding the following after subsection (2):

Criteria for eligibility

26, 31

(3) In order that a province may qualify for a full cash contribution referred to in section 14 for a fiscal year, the laws of the province must make it compulsory for a person required 10 by law to attend school, or who is excused by law from attending school by reason that the person is receiving satisfactory instruction at home or elsewhere, to remain in school or to continue that instruction, as the case may be, 15 until the person attains the age of eighteen years.

Exception

(4) The criteria in subsection (3) are not contravened by a law exempting a person from attending school or continuing instruc- 20 fréquenter l'école, soit de recevoir une instion, as the case may be, until the person

- 1. L'article 19 de la Loi sur les arrange-Fiscal Arrangements Act is amended by 5 ments fiscaux entre le gouvernement fédéral 5 et les provinces est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :
 - (3) Est admise à recevoir, pour un exercice, la pleine contribution pécuniaire prévue à l'article 14 la province dont les règles de droit 10 imposent aux personnes légalement tenues de fréquenter l'école ou légalement exemptées de la fréquenter parce qu'elles reçoivent à la maison ou ailleurs une instruction adéquate, l'obligation d'ainsi continuer à fréquenter 15 l'école ou de continuer à recevoir l'instruction adéquate, selon le cas, jusqu'à l'âge de dix-huit ans.
 - (4) La disposition d'une loi portant exemption pour une personne de l'obligation soit de 20 truction adéquate, jusqu'à l'âge de dix-huit

Admissibilité

Exception

attains the age of eighteen years, on the basis that it is in the best interests of the person to be so exempted.

Apprenticeship

- (5) For the purposes of subsections (3) and program approved by the government of a province.
- 2. The Act is amended by adding the following after section 23:

Consultation

23.01 (1) The Minister shall, as an essential 10 and continuing indication of the interest of the Government of Canada in post-secondary education, consult with the governments of the provinces with regard to the relationship between the programs and activities of the 15 Government of Canada and the governments of the provinces that relate to post-secondary education.

Annual report

(2) The Minister shall, no later than June 15 in each year, lay before each House of 20 plus tard le 15 juin de chaque année, devant Parliament a report on the consultations held in the preceding fiscal year pursuant to subsection (1).

ans, pour le motif qu'il est dans l'intérêt supérieur de la personne d'être ainsi exemptée de cette obligation ne contrevient pas aux exigences du paragraphe (3).

- (5) Pour l'application des paragraphes (3) et 5 Apprentis-(4), "school" includes an apprenticeship 5 (4), est réputée équivalente à la fréquentation de l'école la participation à un programme d'apprentissage approuvé par le gouvernement de la province.

 - 2. La même loi est modifiée par adjonc-10 tion, après l'article 23, de ce qui suit :

23.01 (1) À titre d'indication absolue et permanente de l'intérêt du gouvernement du Canada pour l'éducation postsecondaire, le ministre procède à consulter le gouvernement 15 des provinces sur les rapports entre les programmes et mesures du gouvernement du Canada et ceux des provinces qui portent sur l'éducation postsecondaire.

Consultations

(2) Le ministre prépare et fait déposer, au 20 Rapport chacune des chambres du Parlement un rapport sur les consultations menées pendant l'exercice précédent en application du paragraphe (1). 25

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





C-365

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

PROJET DE LOI C-365

An Act to amend the Criminal Code (definition of "child")

Loi modifiant le Code criminel (définition d'« enfant »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment amends the *Criminal Code* to add a definition of "child" in certain sections where the term refers to a person of a certain age, which the Act does not presently specify, rather than referring to a descendant relationship.

A new definition of "child" for Part VIII of the Act that deals with offences against the person provides that in that Part "child" means a person under 18. This revised definition and an amendment to paragraph 215(1)(a) set the age of a child in respect of whom the head of a family is under a legal duty to provide necessaries of life at eighteen, not sixteen as in present law.

Certain provisions of the Act in which special age limits have been set for particular reasons for the protection of younger children are not amended.

This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old, except in cases where a lower age is specifically provided to give added protection to younger children.

SOMMAIRE

Ce texte modifie le *Code criminel* en ajoutant une définition d'« enfant » à certains articles où le terme désigne une personne d'un certain âge, sans que la loi le précise, plutôt qu'une personne ayant un lien de descendance.

La nouvelle définition d'« enfant » de la partie VIII qui traite des infractions contre la personne fait en sorte que dans cette partie « enfant » désigne une personne âgée de moins de dix-huit ans. Cette définition révisée et la modification de l'alinéa 215(1)a) établissent à dix-huit ans, plutôt qu'à seize ans comme l'indique la loi actuellement, l'âge en fonction duquel le chef de famille est légalement tenu de fournir à l'enfant les choses nécessaires à son existence.

Certains articles du Code qui fixent des limites d'âge précises dans le but de protéger les enfants plus jeunes ne sont pas modifiés.

Le texte fait en sorte que le Code sera interprété conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans, sauf dans les cas où une limite d'âge inférieure a été fixée dans le but précis de mieux protéger les enfants plus jeunes.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

PROJET DE LOI C-365

An Act to amend the Criminal Code (definition of "child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now. Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant le Code criminel (définition d'« enfant »)

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

(1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2c suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3c suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4c suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996.

ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34;

1997, ch. 9, 16, 17, 18,

23, 30, 39:

1998, ch. 7

9, 15, 30, 34 35, 37; 1999, ch. 2, 3, 5, 17, 18, 25, 28, 31, 32

ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52

Préambule

Preamble

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8. 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, cc. 2, 3, 5, 17, 18, 25, 28, 31, 32

1. Section 43 the *Criminal Code* is renumbered as subsection 43(1) and is amended by adding the following:

Definition of "child"

- (2) In subsection (1), "child" means a person under eighteen years of age.
- 2. The definition "child" in section 214 of the Act is replaced by the following:

"child" « enfant »

- "child" means a person who is under eighteen years of age and includes an adopted child and an illegitimate child; 10
- 3. Paragraph 215(1)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) as a parent, foster parent, guardian or head of a family, to provide necessaries of life for a child of the family;

- 1. L'article 43 du *Code criminel* devient le paragraphe 43(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), Définition de « enfant » désigne une personne âgée de 5 moins de dix-huit ans.
 - 2. La définition d'« enfant », à l'article 214 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :
 - « enfant » S'entend d'un enfant âgé de moins 10 « enfant » de dix-huit ans et notamment d'un enfant adoptif et d'un enfant illégitime.
 - 3. L'alinéa 215(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - a) en qualité de père ou de mère, de parent 15 nourricier, de tuteur ou de chef de famille, de fournir les choses nécessaires à l'existence d'un enfant de la famille;

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

C-366

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-366

PROJET DE LOI C-366

An Act to amend the Canada Transportation Act (definition of "adult")

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (définition d'« adulte »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment amends the *Canada Transportation Act* to add a definition of "adult". This ensures that the Act will be interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte ajoute à la *Loi sur les transports au Canada* la définition d'« adulte » afin de faire en sorte que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-366

PROJET DE LOI C-366

Preamble

An Act to amend the Canada Transportation Act (definition of "adult") WHEREAS, on November 20, 1989, the Con-

vention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

Whereas the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "adult" should be consistent with the definition of 10 "child":

1996, cc. 10, 18

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 6 of the *Canada Transportation* 15 *Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"adult" « adulte »

"adult" means a person who is eighteen years of age or more;

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (définition d'« adulte »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que la définition d'« adulte » devrait cor-10 respondre avec celle d'« enfant »;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : 1996, ch. 10.

1. L'article 6 de la *Loi sur les transports au* 15 *Canada* est modifié, par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« adulte » Personne âgée d'au moins dix-huit ans.

« adulte » "adult"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-367

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

PROJET DE LOI C-367

An Act to amend the Divorce Act (right of spouses' parents to access to or custody of child)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (droit de garde ou d'accès auprès d'un enfant par les parents des époux)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides that a person wishing to make an application under the *Divorce Act* to be granted access to or custody of a grandchild does not have to obtain leave of the court to make the application.

These amendments would be subject to a review by a parliamentary committee three years after their coming into force.

SOMMAIRE

Ce texte fait en sorte qu'une personne qui désire présenter une requête conformément à la *Loi sur le divorce* afin d'obtenir la garde d'un petit-enfant ou l'accès auprès de celui-ci n'aura plus à obtenir l'autorisation du tribunal pour le faire.

Les présentes modifications feront l'objet d'un examen par un comité parlementaire trois ans après leur entrée en vigueur.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

PROJET DE LOI C-367

An Act to amend the Divorce Act (right of spouses' parents to access to or custody of child)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (droit de garde ou d'accès auprès d'un enfant par les parents des époux)

R.S., cc. 3, 27 (2nd Supp.); 1990, c. 18; 1992, c. 51; 1993, cc. 8, 28: 1997, c. 1: 1998, cc. 15. 30: 1999, cc 3, 31

Application

Past conduct

by other

person

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 3. 27 (2e suppl.); 1990, ch. 18; 1992. ch. 51; 1993. ch. 8, 28; 1997, ch. 1; 1998, ch. 15 30; 1999, ch. 3, 31

1. (1) Subsection 16(3) of the Divorce Act is replaced by the following:

(3) A person, other than a spouse or a parent of a spouse, may not make an application under subsection (1) or (2) without leave of the court.

1. (1) Le paragraphe 16(3) de la *Loi sur le* 5 divorce est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour présenter une demande au titre des paragraphes (1) et (2), une personne autre qu'un époux ou un de ses parents doit obtenir l'autorisation du tribunal.

Demande par une autre personne

(2) Subsections 16(9) and (10) of the Act 10 are replaced by the following:

(9) In making an order under this section, the court shall not take into consideration the past conduct of any person unless the conduct the best interests of the child.

(2) Les paragraphes 16(9) et (10) de la 10 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(9) En rendant une ordonnance conformément au présent article, le tribunal ne tient pas compte de la conduite antérieure d'une peris relevant to the ability of that person to act in 15 sonne, sauf si cette conduite est liée à 15 l'aptitude de la personne à agir dans l'intérêt de l'enfant.

Conduite antérieure

(10) En rendant une ordonnance conformément au présent article, le tribunal applique le principe selon lequel l'enfant à charge doit 20 leurs parents le plus de contact compatible avec son propre intérêt et, à cette fin, tient compte du fait que la personne pour qui la garde ou l'accès est demandé est disposée ou 25 25 non à faciliter ce contact.

Maximum de communica-

2. (1) Le paragraphe 17(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Maximum contact

(10) In making an order under this section, the court shall give effect to the principle that a child of the marriage should have as much contact with each spouse and each parent of a 20 avoir avec chacun des époux et chacun de spouse as is consistent with the best interests of the child and, for that purpose, shall take into consideration the willingness of the person for whom custody or access is sought to facilitate such contact.

2. (1) Subsection 17(2) of the Act is replaced by the following:

Application by other person

- (2) A person, other than a former spouse or a parent of a spouse, may not make an application under paragraph (1)(b) without leave of the court.
- (2) Subsection 17(9) of the Act is replaced 5 by the following:

Maximum contact

(9) In making a variation order varying a custody order, the court shall give effect to the principle that a child of the marriage should have as much contact with each former spouse 1 and each parent of a spouse as is consistent with the best interests of the child and, for that purpose, where the variation order would grant custody of or access to the child to a access, the court shall take into consideration the willingness of that person to facilitate such contact.

Review after three years

3. (1) On the expiration of three years after the coming into force of this Act, its 20 ans à compter de l'entrée en vigueur de la provisions shall be referred to such committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as may be designated or established for that purpose.

Report

(2) The committee designated or estab-25 lished for the purpose of subsection (1) shall review the provisions and operation of this Act and, within six months after the review is undertaken or within such further rize, shall submit a report to Parliament thereon, including such recommendations pertaining to the continuation of those provisions and changes required therein as the committee may wish to make.

(2) Pour présenter une demande au titre de l'alinéa (1)b), une personne autre qu'un ex-époux ou un de ses parents doit obtenir l'autorisation du tribunal.

Demande par une autre personne

Maximum de

communica-

- (2) Le paragraphe 17(9) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :
- (9) En rendant une ordonnance modificative d'une ordonnance de garde, le tribunal applique le principe selon lequel l'enfant à charge doit avoir avec chacun des ex-époux et 10 chacun de leurs parents le plus de contact compatible avec son propre intérêt et, si l'ordonnance modificative doit accorder la garde ou l'accès à une personne qui ne l'a pas person who does not currently have custody or 15 actuellement, le tribunal tient compte du fait 15 que cette personne est disposée ou non à faciliter ce contact.
 - 3. (1) À l'expiration d'un délai de trois présente loi, les dispositions de la loi sont 20 déférées au comité de la Chambre des communes, du Sénat ou des deux chambres du Parlement constitué ou désigné à cette

Examen après trois

(2) Le comité désigné ou constitué aux 25 Rapport à la fins du paragraphe (1) procède à l'analyse exhaustive de la présente loi et des conséquences de son application. Il dispose de six mois, ou du délai supérieur autorisé par la time as the House of Commons may autho- 30 Chambre des communes, pour exécuter son 30 mandat et présenter au Parlement son rapport, en l'assortissant éventuellement de ses recommandations quant au maintien en vigueur de ces dispositions et aux modifi-35 cations à y apporter. 35

communes

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-368

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-368

PROJET DE LOI C-368

An Act to amend the Excise Tax Act (definition of "child")	Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (définition d'« enfant »)		
First reading, November 16, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999		



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides a definition of the term "child" to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« enfant » afin que le terme soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-368

PROJET DE LOI C-368

An Act to amend the Excise Tax Act (definition of "child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. E-15; L.R., Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (définition d'« enfant »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales.

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

ch. 15 (1er suppl.), ch. 1, 7.42 (20 suppl.), ch. 18, 28, 41, 42 (3e suppl.), ch. 12, 47 (4e suppl.); 1988, ch. 65; 1989. ch. 22; 1990. ch. 45; 1991, ch. 42; 1992, ch. 1, 27, 28, 29; 1993, ch. 25, 27, 38; 1994, ch. 9, 13. 21. 29. 41: 1995, ch. 5, 36, 41, 46: 1996. ch. 10. 20, 21, 23, 31: 1997. ch. 10, 26; 1998. ch. 19, 21; 1999, ch. 17. 26, 28, 31

R.S., c. E-15: R.S., c. 15 (1st Supp.), cc. 1, 7, 42 (2nd Supp.), cc. 18, 28, 41, 42 (3rd Supp.), cc. 12, 47 (4th Supp.); 1988. c. 65; 1989, c. 22: 1990. c. 45; 1991, c. 42; 1992, co 1, 27, 28, 29; 1993, cc. 25 27, 38: 1994. cc. 9, 13, 21, 29, 41; 1995. cc. 5, 36, 41, 46: 1996. cc 10, 20, 21, 23 31: 1997. cc 10, 26; 1998. cc. 19, 21; 1999, cc. 17. 26, 28, 31

Preamble

1. Schedule V to the Excise Tax Act is amended by adding the following immediately before Part I:

INTERPRETATION

Definition of "child

1. In this Schedule, unless a different definition is provided, "child" means a person who is less than eighteen years of age.

est modifiée par adjonction, précédant immédiatement la partie I, de ce qui suit : 15

INTERPRÉTATION

1. L'annexe V de la Loi sur la taxe d'accise

1. Dans la présente annexe, sauf indication contraire, « enfant » désigne une personne âgée de moins de dix-huit ans.

Définition de « enfant »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa, Canada K1A 0S9







Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-369

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-369

PROJET DE LOI C-369

An Act to amend the Excise Act (definition of "adult") Loi modifiant la Loi sur l'accise (définition d'« adulte »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides a definition of the term "adult" to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« adulte », afin que ce terme soit interprété conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui désigne une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-369

PROJET DE LOI C-369

An Act to amend the Excise Act (definition of "adult")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS, when "adult" is used in legislation, it should have a consistent definition; 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur l'accise (définition d'« adulte »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales:

que le terme « adulte » devrait toujours 10 avoir la même définition dans les lois,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. E-14: L.R. ch. 15, 27 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 7, 42 (2^c suppl.), ch. 12 (4^c suppl.); 1989, ch. 22; 1990, ch. 45; 1991. ch 42: 1993. ch. 25; 1994, ch. 13, 29, 37; 1995, ch. 36, 41; 1996. ch. 21; 1997, ch. 18, 36; 1999, ch. 17,

1. Section 2 of the Excise Act is amended by adding the following in alphabetical 15 modifié par adjonction, selon l'ordre alphaorder:

"adult" « adulte »

Preamble

R.S., c. E-14;

R.S., cc. 15,

Supp.), cc. 1, 7, 42 (2nd

Supp.), c. 12

(4th Supp.); 1989, c. 22;

1990, c. 45; 1991, c. 42;

1993, c. 25; 1994, cc. 13, 29, 37; 1995,

cc. 36, 41;

1996, c. 21;

1997, cc. 18,

36; 1999, сс.

17.31

27 (1st

"adult" means a person who is eighteen years of age or more;

1. L'article 2 de la Loi sur l'accise est 15 bétique, de ce qui suit :

« adulte » Personne âgée d'au moins dix-huit ans.

« adulte » "adult"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-370

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

PROJET DE LOI C-370

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (definition of "child") Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (définition d'« enfant »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment provides a definition of the term "child" to ensure that it is interpreted consistently with the definition proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years of age.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« enfant » afin qu'elle soit interprétée conformément à la définition proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui désigne une personne âgée de moins de dix-huit ans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

PROJET DE LOI C-370

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (definition of "child")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 1992, ch. 20: Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (définition d'« enfant »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1993, ch. 34: 1995, ch. 22 39, 42; 1996. ch. 19; 1997. ch. 17; 1998. ch. 35; 1999. ch. 5, 18, 31

1. Subsection 99(1) of the Corrections and Conditional Release Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" means a person who is less than eigh- 15 teen years of age;

1. Le paragraphe 99(1) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition est modifié par adjonction, 15 selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« enfant » Personne âgée de moins de dix-huit ans;

« enfant » "child"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Preamble

1992, c. 20;

1993. c. 34:

1995, cc. 22, 39, 42; 1996.

c. 19; 1997.

c. 17: 1998

c. 35; 1999.

cc. 5, 18, 31

"child"

« enfant »





C-371

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-371

PROJET DE LOI C-371

An Act to amend the Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgments Convention Act (definition of "infant" in matters originating in Canada) Loi modifiant la Loi sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale (définition de « mineur » dans les affaires d'origine canadienne)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999

JAN 24 2000

Mr. Harb

M. Harb

This enactment provides a definition of "infant" as being a person under the age of eighteen for Canadian matters, to ensure that, with respect to such matters, the *Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgments Convention Act* is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

With respect to U.K. matters, the definition is of course for the United Kingdom Parliament to determine.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de « mineur » comme étant une personne âgée de moins de dix-huit ans aux fins des affaires canadiennes pour que dans de telles affaires la Loi sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant

En ce qui concerne les affaires britanniques, il appartient au Parlement du Royaume-Uni d'établir une telle définition.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-371

PROJET DE LOI C-371

An Act to amend the Canada-United Kingdom Commercial Judgments Civil and Convention Act (definition of "infant" in matters originating in Canada)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation, and "infant" is often used in the same sense;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur la Convention Canada-Royaume-Uni relative jugements matière civile commerciale (définition de « mineur » dans les affaires d'origine canadienne)

Attendu:

5

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nation Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales et que « mineur » est souvent employé dans le 10 même sens.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch.

1. The Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgments Convention Act is amended by adding the following after 15 matière civile et commerciale est modifiée section 2:

"Infant" defined

Preamble

R.S., c. C-30

2.1 In this Act, in respect of any matter that originates in Canada or in respect of any matter where Canadian law is determined to be the proper law, "infant" means a person 20 s'applique, « mineur » s'entend d'une personwho is less than eighteen years of age.

1. La Loi sur la Convention Canada-15 Royaume-Uni relative aux jugements en par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit:

2.1 Dans la présente loi, en ce qui concerne 20 « Mineur » les affaires d'origine canadienne ou les affaires où il est déterminé que le droit canadien ne âgée de moins de dix-huit ans.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9







Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-372

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-372

PROJET DE LOI C-372

An Act to amend the Canada Cooperative Associations Act
(definition of "infant")

Loi modifiant la Loi sur les associations coopératives du
Canada (définition de « mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides a definition of the term "infant" to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years of age.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de « mineur » afin que le terme soit interprété comme désignant une personne âgée de moins de dix-huit ans, conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-372

PROJET DE LOI C-372

Preamble

R.S., c. C-40;

Supp.), c. 1 (4th Supp.);

1991, c. 48;

1992, cc. 1,

27; 1994, c.

1996, c. 6; 1998, cc. 1,

30

24; 1995, c. 1;

R.S., c. 31 (1st

An Act to amend the Canada Cooperative Associations Act (definition of "infant")

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "infant" should have a consistent definition: 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les associations coopératives du Canada (définition de « mineur »)

Attendu:

5

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que le terme « mineur » devrait toujours 10 avoir la même définition,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. C-40: L.R. ch. 31 (1er suppl.), ch. 1 (4e suppl.); 1991, ch. 48; 1992, ch. 1, 27; 1994, ch. 24: 1995, ch. 1: 1996, ch. 6; 1998, ch. 1, 30

1. Subsection 3(1) of the Canada Cooperathe following in alphabetical order:

"infant" « mineur » "infant" means an individual who is less than eighteen years of age;

1. Le paragraphe 3(1) de la Loi sur les 15 tive Associations Act is amended by adding 15 associations coopératives du Canada est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

> « mineur » Personne âgée de moins de dix-20 huit ans.

« mineur » "infant"

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9







C-373

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

PROJET DE LOI C-373

An Act to amend the Canada Student Loans Act (definition of full age)	Loi modifiant la Loi fédérale sur les prêts aux étudiar (définition de majeur)
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides a definition of "full age" as being eighteen years of age or more to ensure that this expression in the *Canada Student Loans Act* is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de « majeur » comme désignant une personne d'au moins dix-huit ans afin que ce terme dans la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* soit interprété conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à Γadresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

PROJET DE LOI C-373

Preamble

R.S., c. S-23;

1991, c. 47; 1993, cc. 12, 28; 1994, c.

28; 1996, cc.

11, 18; 1998.

c. 21; 1999, c

Definition of

'full age

An Act to amend the Canada Student Loans Act (definition of full age)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation, and the definition of "full age" is a related issue;

Now, Therefore. Her Majesty, by and with the 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants (définition de majeur)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer unifor mément à toutes les lois fédérales, et que la définition de « majeur » est une question 10 connexe.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. S-23; 1991, ch. 47; 1993, ch. 12, 28; 1994, ch. 28; 1996, ch. 11, 18; 1998, ch. 21; 1999, ch. 28

1. Section 19 of the *Canada Student Loans*Act is renumbered as subsection 19(1) and is amended by adding the following:

(2) In subsection (1), "full age" means eighteen years of age or more.

1. L'article 19 de la Loi fédérale sur les 15 prêts aux étudiants devient le paragraphe 15 19(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Dans le paragraphe (1), «majeur» désigne une personne d'au moins dix-huit 20 ans.

Définition de « majeur »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9







C-374

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-374

PROJET DE LOI C-374

An Act to amend the Canada Shipping Act (definitions of child and infant)

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (définitions d'enfant et de mineur)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment provides definitions of "child" and "infant" as being a person under the age of eighteen to ensure that these words in the *Canada Shipping Act*, where age is an issue, are interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte des définitions d'enfant et de mineur comme étant une personne de moins de dix-huit ans afin que ces termes dans la *Loi* sur la marine marchande du Canada soient interprétés, lorsqu'il est question d'âge, conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-374

PROJET DE LOI C-374

Preamble

R.S., c. S-9;

R.S., cc. 27,

Supp.), c. 6

(3rd Supp.), c

3, 17;

1990, cc. 16,

17, 44; 1991.

cc. 1, 27, 31,

51; 1993, c.

36: 1994. cc

24, 41; 1995

cc. 21, 31; 1997, c. 1;

1998, cc. 6,

10, 16, 30;

28, 31

1999, cc. 19,

cc. 1, 5; 1996,

c. 24; 1992,

31 (1st Supp.), cc. 1,

40 (4th Supp.); 1989, An Act to amend the Canada Shipping Act (definitions of child and infant)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation, and "infant" is often used in the same sense:

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (définitions d'enfant et de mineur)

Attendu:

Préamhule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales, et que « mineur » a souvent le même sens,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. S-9; L.R., ch. 27, 31 (1er suppl.), ch. 1, suppl.), ch. 6 (3e suppl.). ch. 40 (4e suppl.); 1989, ch. 3, 17; 1990, ch. 16, 17, 44; 1991, ch. 24; 1992. ch. 1, 27, 31, 51; 1993, ch. 36; 1994, ch. 24, 41; 1995, ch. 1, 5; 1996, ch. 21, 31; 1997, ch. 1; 1998, ch. 6, 10, 16, 30; 1999, ch. 19, 28, 31

- 1. Section 652 of the Canada Shipping Act is amended by adding the following after subsection (2):
- (3) In this section, "infant" means a person who is less than eighteen years of age.
- 1. L'article 652 de la Loi sur la marine marchande du Canada est modifié par 15 15 adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:
 - (3) Dans le présent article, « mineur » désigne une personne de moins de dix-huit 20 ans.

« mineur »

Definition of 'infant

362216

Définition de

2. Section 660.10 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

Definition of "child"

(6.1) In subsection (6), "child" means a person who is less than eighteen years of age.

2. L'article 660.10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(6.1) Dans le paragraphe (6), « enfant » Définition de désigne une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de designe une personne de moins de dix-huit 5 de la contraction de de la contraction de de la contraction de la contraction de de la contraction de de la contraction de designe une personne de la contraction de

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



Palametor

C-375

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-375

PROJET DE LOI C-375

An Act to amend the Canada Health Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé (définition d'« enfant »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides a definition of "child" as being a person under the age of eighteen in order to ensure that the *Canada Health Act* is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition d'« enfant » comme étant une personne âgée de moins de dix-huit ans afin que la *Loi canadienne sur la santé* soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-375

PROJET DE LOI C-375

Preamble

An Act to amend the Canada Health Act (definition of "child") WHEREAS, on November 20, 1989, the Con-

vention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation:

R.S., c. C-6; 1995, c. 17; 1996, c. 8; 1999, c. 26

Now. THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 L.R., ch. C-6; Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé (définition d'« enfant »)

Attendu:

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales,

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1995, ch. 17; 1996. ch. 8: 1999, ch. 26

1. Section 2 of the Canada Health Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"adult" « adulte »

"child" « enfant » "adult" means a person who is eighteen years 15 « adulte » Personne âgée d'au moins dix-huit of age or older;

"child" means a person who is less than eighteen years of age:

1. L'article 2 de la Loi canadienne sur la santé est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

« adulte »

« enfant » Personne âgée de moins de dix-huit ans.

« enfant »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Coverament Falancians

C-376

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-376

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-376

PROJET DE LOI C-376

An Act to require Crown corporations and departments of government to have annual internal audits the reports of which are to be submitted to the Auditor General of Canada Loi exigeant la vérification interne annuelle des sociétés d'État et des ministères fédéraux et la présentation de rapports au vérificateur général du Canada

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

The purpose of this enactment is to require Crown corporations and departments to complete an annual internal audit and audit report, using internal or external auditors who are to be qualified as prescribed by the Auditor General. The internal audit report is then to be submitted to the head of the corporation or minister for the department, and to the Auditor General. Either of them may require further examination of records

This will secure a greater involvement and commitment of Crown corporations and departments in their own financial regulation and will assist the Auditor General in the timely fulfilment of the duties required under the *Auditor General Act*.

SOMMAIRE.

Ce texte vise à obliger les sociétés d'État et les ministères à procéder à la vérification interne annuelle de leurs activités par l'entremise de vérificateurs internes ou externes qui possèdent les qualifications exigées par le vérificateur général. Le rapport de vérification interne doit ensuite être soumis au premier dirigeant de la société d'État ou au ministre responsable du ministère, ainsi qu'au vérificateur général, qui peuvent exiger au besoin un examen supplémentaire des registres.

Ces mesures visent à accroître la participation et l'engagement des sociétés d'État et des ministères dans leur propre gestion financière et à aider le vérificateur général à s'acquitter en temps opportun des fonctions prévues par la Loi sur le vérificateur général.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-376

PROJET DE LOI C-376

An Act to require Crown corporations and departments of government to have annual internal audits the reports of which are to be submitted to the Auditor General of Canada

Loi exigeant la vérification interne annuelle des sociétés d'État et des ministères fédéraux et la présentation de rapports au vérificateur général du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

"Auditor

General"

"Crown

« société d'État »

Purposes

corporation"

« vérificateur général »

- 1. This Act may be cited as the *Departmental Internal Audit Act*.
- Definitions 2. The definitions in this section apply in this Act.
 - "Auditor General" means the Auditor General of Canada appointed pursuant to the Auditor General Act.
 - "Crown corporation" has the meaning assigned to that expression by section 83 of the *Financial Administration Act*.
 - "department" has the meaning assigned to that expression by section 2 of the *Financial* 15 *Administration Act*.

"department" « ministère »

- 3. The purposes of this Act are
- (a) to secure a greater involvement and commitment of Crown corporations and departments in their own financial regula- 20 tion; and
- (b) to assist the Auditor general in the timely fulfilment of the duties required under the Auditor General Act.

Annual internal audit

4. (1) Every Crown corporation and depart- 25 ment shall, in respect of each fiscal year, cause to be prepared an internal audit and financial statement of its operations.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur la vérification interne des minis-5 tères.

pliquent

- **2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- « ministère » S'entend au sens de l'article 2 de la Loi sur la gestion des finances publiques.
- 10 « société d'État » S'entend au sens de l'article 10
 83 de la Loi sur la gestion des finances publiques.
 - « vérificateur général » Le vérificateur général du Canada nommé en vertu de la *Loi sur le vérificateur général*.

3. La présente loi a pour objet :

- a) d'accroître la participation et l'engagement des sociétés d'État et des ministères dans leur propre gestion financière;
- b) d'aider le vérificateur général à s'acquit-20 ter en temps opportun des fonctions prévues par la *Loi sur le vérificateur général*.

4. (1) Chaque société d'État et chaque ministère doit, pour chaque exercice, faire procéder à la vérification interne de ses 25 activités et à l'établissement des états financiers y afférents.

Vérification interne annuelle

362241

Titre abrégé

Définitions

« ministère » "department"

« société d'État » "Crown corporation"

« vérificateur général » "Auditor 15 General"

Objet

agréés

Vérificateurs

Approved auditors

- (2) The internal audit shall be carried out by
- (a) internal auditors consisting of members of the staff of the Crown corporation or department with the qualifications prescribed by the Auditor General:
- (b) external auditors being independent auditors being persons not on the staff of the Crown corporation or department, being persons with the qualifications prescribed by the Auditor General; or 10
- (c) a combination of the persons described in paragraphs (a) and (b), as prescribed by the Auditor General.

Internal audit report

- 5. (1) The internal audit report shall be submitted to
 - (a) the head of the Crown corporation or the minister for the department, as the case may be; and
 - (b) the Auditor General.

Further examination

(2) The head or minister or the Auditor 20 General, after reviewing the internal audit report, may require further examination of financial records to be carried out and, if warranted, a revised internal audit report to be submitted.

Use by Auditor General

6. The Auditor General may use the internal audit report prepared pursuant to section 5 in the fulfilment of the Auditor General's duties under the Auditor General Act and may also make further inquiries and examinations of 30 registres de la société d'État ou du ministère the records of the Crown corporation or department as are necessary to fulfill those duties.

Qualificaprescribed

7. The Auditor General may, for the purpose of section 4, prescribe the qualifications of 35 cation de l'article 4, préciser les qualifications 35 persons and combinations of persons who may carry out internal audits.

- (2) La vérification interne est effectuée. selon le cas :
 - a) par des vérificateurs internes qui font partie du personnel de la société d'État ou du ministère et qui possèdent les qualifica- 5 tions exigées par le vérificateur général;
 - b) par des vérificateurs externes indépendants qui ne font pas partie du personnel de la société d'État ou du ministère et qui possèdent les qualifications exigées par le 10 vérificateur général:
 - c) par tout regroupement de personnes visées aux alinéas a) et b) qu'exige le vérificateur général.
- 5. (1) Le rapport de vérification interne est 15 Rapport de 15 soumis:

vérification interne

- a) au premier dirigeant de la société d'État ou au ministre responsable du ministère, selon le cas;
- b) au vérificateur général.

20

(2) Le premier dirigeant, le ministre ou le vérificateur général peut, après avoir examiné le rapport de vérification interne, exiger un examen supplémentaire des registres financiers et, au besoin, la présentation d'un rapport 25 25 de vérification interne révisé.

> Usage du vérificateur général

supplémen-

6. Le vérificateur général peut utiliser le rapport de vérification interne visé à l'article 5 pour s'acquitter des fonctions prévues par la Loi sur le vérificateur général et soumettre les 30 à tout autre examen ou enquête nécessaire à cette fin.

7. Le vérificateur général peut, pour l'appliexigées des personnes chargées de la vérification interne et prescrire tout regroupement de

personnes à affecter à cette tâche.

Qualifica-

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Government Foldstein

C-377

C-377

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-377

PROJET DE LOI C-377

An Act to amend the Canada Pension Plan (definition of "child")	Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (définiti de « enfant »)	
First roading, November 26, 1000	Pramière lecture le 26 novembre 1000	
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999	



Mr. Harb

M. HARB

This enactment amends the definition of "child" in the *Canada Pension Plan* to reflect the definition proposed by the United Nations in the Convention on the Rights of the Child, an agreement that was ratified by Canada in December 1991.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la définition de « enfant » pour refléter la définition proposée par les Nations Unies dans la Convention relative aux droits de l'enfant, entente ratifiée par le Canada en décembre 1991.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-377

PROJET DE LOI C-377

An Act to amend the Canada Pension Plan (definition of "child")

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (définition de « enfant »)

Preamble

R.S., c. C-8;

(1st Supp.).

30 (2nd

38 (3rd

cc. 5, 13, 27,

Supp.), cc. 18,

Supp.), cc. 1,

Supp.); 1990.

c. 8; 1991, cc

1992. cc. 1. 2 27, 48; 1993.

cc. 24. 27. 28:

1994, cc. 13.

21; 1995. с 33: 1996, cc

11, 16, 23;

1997, c. 40: 1998. c. 19;

1999, c. 17

46, 51 (4th

14, 44, 49;

R.S., cc. 6, 41

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

WHEREAS the United Nations Convention on the Rights of the Child was ratified by Can- 5 ada on December 13, 1991:

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

que, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies:

que le Canada a ratifié cette Convention le 13 décembre 1991:

que la Convention propose une définition de « enfant » qu'il y a lieu d'appliquer uniformément dans les lois fédérales.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 6. 41 (1er suppl.), ch. 5, 13, 27, 30 (2° suppl.), ch. 18, 38 (3e 46, 51 (4e ch. 8; 1991, ch. 14, 44, 49; 1992, ch. 1, 2, 27, 48; 1993. ch. 24. 27, 28; 1994. ch. 13, 21; 1995, ch. 33; 1996, ch. 11. 16, 23; 1997 ch. 40; 1998. ch. 19; 1999. ch. 17

1. (1) The definitions "child" and "orphan" in subsection 42(1) of the Canada

- "child" means a child of a contributor who is less than eighteen years of age;
- "orphan" of a contributor means a dependent child of a contributor who has died but does not include a dependent child described in 20 paragraph (4)(c);

1. (1) Les définitions de « enfant » et « orphelin », au paragraphe 42(1) du Régi-15 Pension Plan are replaced by the following: 15 me de pensions du Canada, sont remplacées par ce qui suit :

- « enfant » Enfant d'un cotisant, âgé de moins de dix-huit ans.
- « orphelin » À l'égard d'un cotisant, enfant à 20 « orphelin » charge d'un cotisant décédé, à l'exclusion d'un enfant à charge décrit à l'alinéa (4)c).

« enfant » "child"

"child" « enfant »

"orphan" « orphelin »

362214

Préambule

suppl.), ch. 1, suppl.); 1990,

L.R., ch. C-8:

Interpréta-

tion

25

Interpreta-

tion

- (2) The definitions "dependent child" and "disabled contributor's child" in subsection 42(1) of the Act are repealed.
- (3) Section 42 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) For the purposes of this Part, "child of a contributor" includes a child of a contributor, whether born before or after the contributor's death, and also includes an individual adopted legally or in fact by the contributor 10 while the individual was under twenty-one years of age, and an individual of whom, either legally or in fact, the contributor had, or immediately before the individual reached twenty-one years of age did have, the custody 15 and control, but does not include a child of the contributor who is adopted legally or in fact by someone other than the contributor or his spouse prior to the death or disability of the contributor, unless the contributor was main- 20 taining the child as defined by regulation.

Interpreta-

- (4) For the purposes of this Part, "dependent child of a contributor" includes a child of a contributor who
 - (a) is less than eighteen years of age;
 - (b) is eighteen or more years of age but less than twenty-five years of age and is in full-time attendance at a school or university as defined by regulation; or
 - (c) is a child other than a child described in 30 paragraph (b), is eighteen or more years of age and is disabled, having been disabled without interruption since the time he or she reached eighteen years of age or the contributor died, whichever occurred later. 35

Interpreta-

(5) For the purposes of this Part, "disabled contributor's child" or any form of that expression of like import includes a dependent child of a contributor who is disabled, but does not include a dependent child described in 40 à charge décrit à l'alinéa (4)c). Pour plus de paragraph (4)(c).

- (2) Les définitions de « enfant à charge » et « enfant d'un cotisant invalide », au paragraphe 42(1) de la même loi, sont abrogées.
- (3) L'article 42 de la même loi est modifié 5 5 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :
 - (3) Pour l'application de la présente partie, est assimilé à un enfant, à l'égard d'un cotisant, l'enfant du cotisant, posthume ou 10 non: sont également assimilés à un enfant un particulier adopté légalement ou de fait par le cotisant alors que ce particulier était âgé de moins de vingt et un ans et un particulier dont, légalement ou de fait, le cotisant a eu ou, 15 immédiatement avant que ce particulier atteigne vingt et un ans, avait la garde ou la surveillance, à l'exclusion, sauf si le cotisant entretenait l'enfant au sens où l'entendent les règlements, d'un enfant du cotisant qui, avant 20 le décès ou l'invalidité de ce dernier, est adopté légalement ou de fait par quelqu'un d'autre que le cotisant ou son conjoint.
 - (4) Pour l'application de la présente partie, est assimilé à un enfant à charge, à l'égard 25 d'un cotisant, l'enfant du cotisant qui est :

Interpréta-

- a) soit âgé de moins de dix-huit ans;
- b) soit âgé de dix-huit ans ou plus mais de moins de vingt-cinq ans et fréquente à plein temps une école ou une université selon la 30 définition qu'en donnent les règlements;
- c) soit un enfant non visé à l'alinéa b), âgé de dix-huit ans ou plus et invalide, ayant été frappé d'invalidité sans interruption depuis le moment où il a atteint l'âge de dix-huit 35 ans ou depuis que le cotisant est décédé, en choisissant celui de ces deux événements qui est survenu le dernier.
- (5) Pour l'application de la présent partie, est assimilé à un enfant d'un cotisant invalide 40 l'enfant d'un cotisant invalide qui est à la charge de ce dernier, à l'exclusion d'un enfant certitude, est assimilée à l'expression « enfant d'un cotisant invalide » toute expression déri-45

vée ayant une signification semblable.

Interpréta-

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

XB -B5L



C-378

C-378

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-378

PROJET DE LOI C-378

An Act to amend the Divorce Act (definition of "child")	Loi modifiant la Loi sur le divorce (définition de « enfant »	
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999	



Mr. Harb

M. Harb

The enactment amends the definition of "child of the marriage" in the *Divorce Act* by including in this term persons between the ages of 16 and 18 years. This reflects the definition of "child" proposed by the United Nations in the Convention on the Rights of the Child, an agreement that was ratified by Canada in December 1991.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la définition de « enfant à charge », dans la *Loi sur le divorce*, en y incluant les personnes âgées entre 16 et 18 ans. Ceci reflète la définition de « enfant » proposée par les Nations Unies dans la Convention relative aux droits de l'enfant, entente ratifiée par le Canada en décembre 1991.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-378

PROJET DE LOI C-378

An Act to amend the Divorce Act (definition of "child")

Loi modifiant la Loi sur le divorce (définition de « enfant »)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted Attendu:

by the United Nations General Assembly; WHEREAS the United Nations Convention que, le 20 novembre 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies:

on the Rights of the Child was ratified by Ca- 5 nada on December 13, 1991;

que le Canada a ratifié cette Convention le 13 décembre 1991:

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

que la Convention propose une définition de « enfant » qu'il y a lieu d'appliquer uniformément dans les lois fédérales. 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the 10 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 3, 27 (2e suppl.); 1990, ch. 18; 1992, ch. 51; 1993, ch. 8, 28; 1997, ch. 1; 1998, ch. 15, 30; 1999, ch. 3, 31

« enfant à

"child of the

charge »

marriage

1. (1) The definition of "child of the marriage" in subsection 2(1) of the Divorce Act is replaced by the following:

1. (1) La définition de « enfant à charge », au paragraphe 2(1) de la Loi sur le divorce, 15 15 est remplacée par ce qui suit :

"child of the marriage' « enfant à charge »

Preamble

R.S., cc. 3, 27

(2nd Supp.);

1990, c. 18;

1992, c. 51;

1993, cc. 8, 28; 1997, c. 1;

1998, cc. 15,

30; 1999, cc.

3, 31

"child of the marriage" means a child of two spouses or former spouses who, at the material time, is under the age of eighteen years.

(2) Subsection 2(2) of the Act is amended

paragraph (a), by adding the word "and" at

the end of paragraph (b) and by adding the

« enfant à charge » Enfant des deux époux ou ex-époux qui, à l'époque considérée, est âgé de moins de dix-huit ans.

(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est 20 by striking out the word "and" at the end of 20 modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) il a au moins dix-huit ans et qui est à leur charge, sans pouvoir, pour cause de maladie ou d'invalidité ou pour toute autre cause, 25 cesser d'être à leur charge ou subvenir à ses propres besoins.

following after paragraph (b): (c) any child who is eighteen years of age or over and under their charge but unable, by 25 reason of illness, disability or other cause, to withdraw from their charge or to obtain the necessaries of life.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

362213

Préambule





C-379

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-379

PROJET DE LOI C-379

An Act to amend the Canada Business Corporations Act (definitions of "infant" and "minor")

Loi modifiant (définition definition def

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions (définitions d'« enfant » et de « mineur »)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment provides definitions of "infant" and "minor" as being a person under the age of eighteen in order to ensure that the *Canada Business Corporations Act* is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte les définitions d'« enfant » et de « mineur » comme étant une personne âgée de moins de dix-huit ans afin que la *Loi sur les sociétés par actions* soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-379

PROJET DE LOI C-379

An Act to amend the Canada Business (definitions Corporations Act "infant" and "minor")

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés actions (définitions par d'« enfant » et de « mineur »)

Preamble

R.S., c. C-44:

Supp.), c. 27

(2nd Supp.).

Supp.); 1990, c. 17; 1991,

cc. 45, 46, 47;

27, 51; 1994,

1992, cc. 1

cc. 21, 24;

1996, cc. 6, 10; 1998, c. 1;

1999, cc. 3,

c. 1 (4th

R.S., c. 27 (1st

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly;

Attendu:

Préambule

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation, and the words "infant" and "minor" also need consistent definitions:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

10

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales et que les définitions d'« enfant » et de « mineur » 10 devraient être cohérentes.

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. C-44; L.R.. ch. 27 (1er suppl.), ch. suppl.), ch. l (4^e suppl.); 1990, ch. 17 1991, ch. 45. 46, 47; 1992 ch. 1, 27, 51: 1994, ch. 21. 24: 1996, ch. 6, 10; 1998, ch. 1; 1999, ch. 3, 31

1. Subsection 2(1) of the Canada Business Corporations Act is amended by adding the 15 ne sur les sociétés par actions est modifié par following in alphabetical order:

"infant" « enfant » "infant" means a person who is less than eighteen years of age and "infancy" has a corresponding meaning;

"minor" « mineur » "minor" means a person who is less than 20 eighteen years of age and "minority" has a corresponding meaning;

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi canadien-15 adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

« enfant » Personne âgée de moins de dix-huit ans, le terme « enfance » ayant un sens cor-20 respondant.

« enfant » "infant"

« mineur » Personne âgée de moins de dixhuit ans, le terme « minorité » ayant un sens correspondant.

« mineur » 'minor

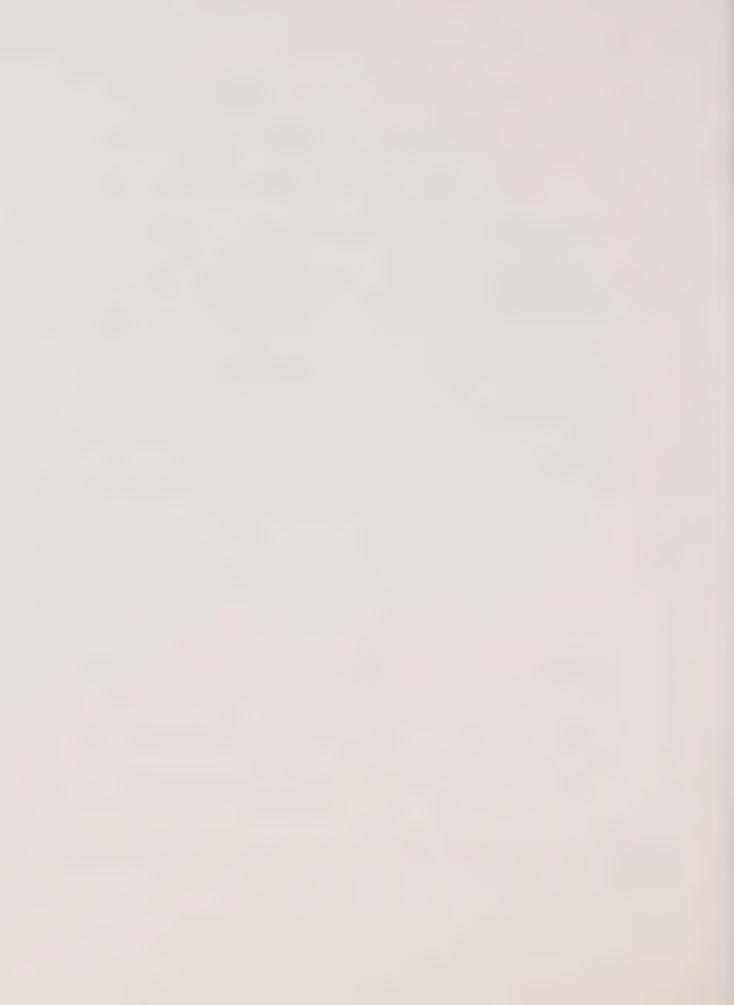
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



CA1 XB -B56 C-380



C-380

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-380

PROJET DE LOI C-380

An Act to amend the Bills of Exchange Act (definitions of "infant" and "minor")	Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (définition d'« enfant » et de « mineur »)
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment provides definitions of "infant" and "minor" as being a person under the age of eighteen in order to ensure that the *Bills of Exchange Act* is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child.

SOMMAIRE

Ce texte édicte les définitions d'« enfant » et de « mineur » comme étant une personne âgée de moins de dix-huit ans afin que la loi soit interprétée conformément à la définition d'« enfant » proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-380

PROJET DE LOI C-380

Preamble

(definitions of "infant" and "minor") WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted

An Act to amend the Bills of Exchange Act

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

by the United Nations General Assembly;

AND WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation and the words "infant" and "minor" also need consistent definitions:

R.S., c. B-4:

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les lettres de change d'« enfant » (définitions « mineur »)

Attendu:

10

Préambule

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991;

que la Convention propose une définition d'« enfant » qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales et que les définitions d'enfant et de mineur devraient 10 être cohérentes.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. B-4: 1999, ch. 28

1. Section 2 of the Bills of Exchange Act is amended by adding the following in alpha-15 change est modifié par adjonction, selon betical order:

"infant" « entant » "infant" means a person who is less than eighteen years of age;

"minor" « mineur » "minor" means a person who is less than eighteen years of age;

1. L'article 2 de la Loi sur les lettres de 15 l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« enfant » Personne âgée de moins de dix-huit

« enfant » "intant"

« mineur » Personne âgée de moins de dix-20 « mineur » huit ans.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa, Canada K1A 0S9







C-381

•

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature,, 48 Elizabeth II, 1999

C-381

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-381

PROJET DE LOI C-381

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment amends the Canadian Bill of Rights to include the right to proper housing at a reasonable cost and free of unreasonable barriers.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Déclaration canadienne des droits* en y ajoutant le droit à un logement adéquat à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2e session, 36e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-381

PROJET DE LOI C-381

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement)

Preamble

WHEREAS the Parliament of Canada recognizes the dignity and worth of all individuals and acknowledges that individuals have the right to enjoy the security and benefits provided only by proper housing;

AND WHEREAS continued access to proper housing, free of unreasonable financial or other barriers, is necessary to ensure that right;

Now. Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Commons of Canada, enacts as follows:

1960. c. 44; 1985, c. 26; 1992, c. 1

1. Section 1 of the *Canadian Bill of Rights* is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) the right of the individual to proper 15 housing, at a reasonable cost and free of unreasonable barriers;

Attendu:

que le Parlement du Canada reconnaît la dignité et la valeur de tous les individus et que chacun a droit à la sécurité et aux avantages que procure un logement adé- 5 quat;

que l'exercice de ce droit passe par l'accès permanent à un logement adéquat, sans obstacles injustifiés, notamment financiers,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 1 de la Déclaration canadienne des droits est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

1960, ch. 44; 1985, ch. 26; 1992, ch. 1

Préambule

b.1) le droit de l'individu à un logement adéquat, à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés;

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

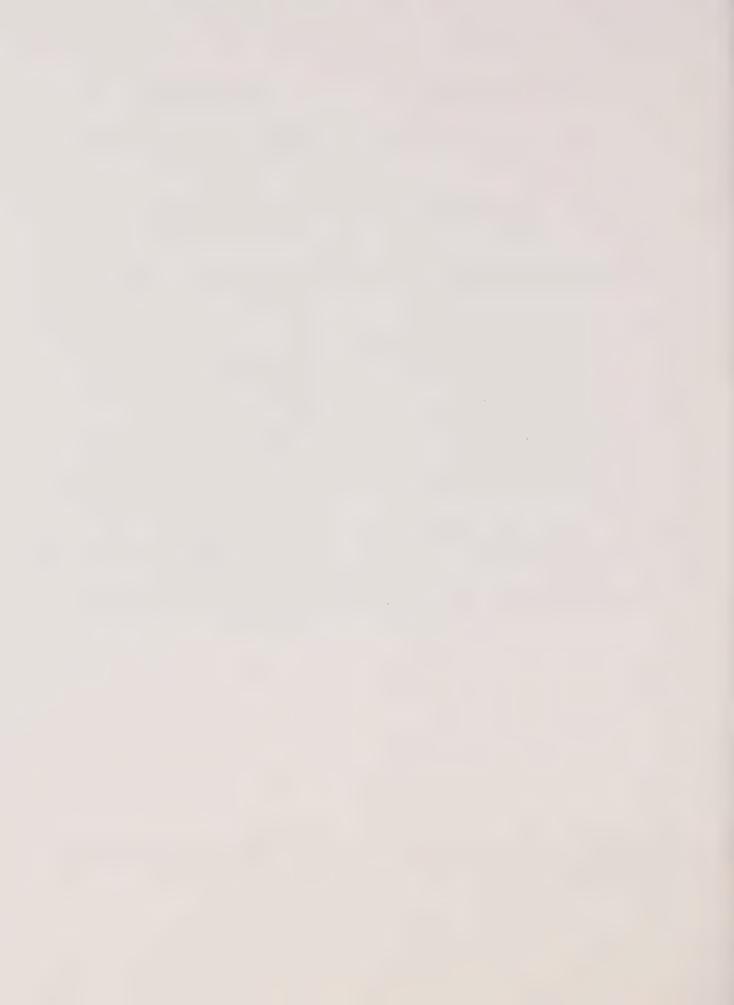
Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Government Palatrious

C-382

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-382

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-382

PROJET DE LOI C-382

An Act to establish national standards across Canada for education provided by the provinces	Loi prévoyant l'établissement de normes nationales relativement à l'éducation assurée par les provinces	
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999	



Mr. Harb M. Harb

The purpose of this enactment is to establish a process of consultation between governments, education professionals, industry, labour, parents, youth, voluntary organizations and other sectors that will facilitate the establishment of national education standards.

The standards are to include a standard age to which education shall continue, improvements in core subjects, student motivation, teacher development, better links with employers and more attention to employment-oriented training, student assessments, credit transfers and adult literacy programs.

The Minister of Industry has the responsibility of initiating the process of consultation, initially through a conference with provincial officials, and is to report to Parliament on progress.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'établir un processus de consultations entre les gouvernements, les professionnels de l'éducation, les entreprises, les travailleurs, les parents, les jeunes, les organisations bénévoles et d'autres secteurs afin de faciliter l'établissement de normes nationales en matière d'éducation.

Ces normes porteront sur l'âge standard de fréquentation scolaire, les améliorations des matières essentielles, la motivation des étudiants, le perfectionnement des enseignants, l'amélioration des rapports avec les employeurs et une attention plus soutenue aux programmes portant sur la formation professionnelle, l'évaluation des étudiants, les transferts de crédits et l'alphabétisation des adultes.

Le ministre de l'Industrie est chargé d'engager le processus de consultations d'abord en convoquant une conférence des autorités provinciales et, ensuite, en faisant régulièrement rapport au Parlement des progrès réalisés.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-382

PROJET DE LOI C-382

An Act to establish national standards across Canada for education provided by the provinces

WHEREAS it is recognized that Canadians can achieve higher education standards and establish improved education systems

throughout the country;

Whereas an improved education will improve the quality of life for Canadians and also make them more competitive in the world in the future;

WHEREAS continued access to quality education without financial or other barriers 10 will be critical in maintaining and improving the education standards of Canadians;

WHEREAS improvement in education in Canada in the future can only be achieved through cooperative partnerships of govern-15 ments, education professionals, industry, labour, parents, youth, voluntary organizations and individual Canadians:

Whereas the Parliament of Canada has the objective of establishing national goals so that 20 Canada will remain internationally competitive, such standards to include school attendance, performance standards and achievement, career-oriented elements in curricula, teacher development and adult literacy; 25

AND WHEREAS legislative jurisdiction over education rests with the provinces, and this Act is not intended to abrogate or derogate from or in any way impair that jurisdiction, but to provide a catalyst for interprovincial coop-30 eration to achieve the goals established in this Act;

Now, THEREFORE. Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

35

Loi prévoyant l'établissement de normes nationales relativement à l'éducation assurée par les provinces

Attendu:

Préambule

qu'il est reconnu que les Canadiens peuvent relever leurs normes d'éducation et améliorer les systèmes d'éducation dans tout le pays;

que l'amélioration de l'éducation relèvera la qualité de vie des Canadiens en plus d'accroître à l'avenir leur compétitivité à l'échelle mondiale;

que l'accès continu à une éducation de 10 qualité, sans obstacles financiers ou autres, sera déterminant pour le maintien et l'amélioration des normes d'éducation des Canadiens:

que l'amélioration future de l'éducation au 15 Canada ne pourra se réaliser que par la coopération des gouvernements, des professionnels de l'éducation, des entreprises, des travailleurs, des parents, des jeunes, des organismes bénévoles et de chaque Cana-20 dien:

que le Parlement du Canada s'est donné le but d'établir, afin que le Canada reste compétitif à l'échelle internationale, des objectifs nationaux visant notamment la 25 fréquentation scolaire, les normes de rendement et la réussite, l'inclusion dans les programmes d'études d'éléments axés sur la carrière, le perfectionnement des enseignants et l'alphabétisation chez les adultes; 30

que la compétence législative en matière d'éducation a été conférée aux provinces et que la présente loi vise non pas à porter atteinte ou à déroger à cette compétence, mais à servir de catalyseur pour que la 35 coopération interprovinciale amène la réalisation des objectifs établis par la présente loi,

Preamble

Short title

1. This Act may be cited as the Education Standards Act.

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

"Canadian" « Canadien » "Canadian" means a citizen or resident of 5 « Canadien » Citoyen ou résident du Canada. Canada.

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister of Industry.

Canadian education policy

3. It is hereby established that the primary objective of Canadian education standards policy is to protect, promote and improve the 10 quality of education for Canadians and to facilitate reasonable access to education without financial or other barriers.

Purpose of Act

4. The purpose of this Act is to establish national standards for education through a 15 normes nationales au moyen d'un processus consultative process among governments, education professionals, industry, labour, parents, youth, voluntary organizations and individual Canadians representing all sectors of the population.

National standards for education

- 5. The national standards for education in Canada shall include, but not be limited to, the following:
 - (a) every person who is required to attend school or complete an apprenticeship pro-25 gram should be required by law to remain at a school or in the program until reaching a standard age or completing a requisite number of years in the program;
 - (b) there should be incentives to motivate 30 students to complete their education;
 - (c) there should be improved standards in the core subjects of mathematics, grammar and the sciences:
 - (d) curricula should include appropriate 35 elements, specifically oriented toward skills needed in employment, that will prepare students for entry into the work force:
 - (e) there should be a national strategy for 40 the training, recruitment and retention of well-qualified and motivated teachers at all levels of education:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Titre abrégé: Loi sur les normes d'éducation.

Titre abrégé

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« Canadien » "Canadian

Définitions

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« ministre » *Minister

3. La politique canadienne relative aux 10 Politique normes d'éducation a pour premier objectif de protéger, de favoriser et d'améliorer la qualité de l'éducation offerte aux Canadiens et de faciliter l'accès raisonnable à l'éducation sans obstacles financiers ou autres. 15

nationale de l'éducation

4. La présente loi a pour objet d'établir des de consultation entre les gouvernements, les professionnels de l'éducation, les entreprises, les travailleurs, les parents, les jeunes, les 20 organismes bénévoles et les particuliers repré-20 sentant les divers éléments de la population.

Ohiet

5. Les normes nationales en matière d'éducation au Canada comprennent notamment ce qui suit, - cette énumération n'étant nulle-25 ment limitative:

nationales d'éducation

- a) quiconque est tenu de fréquenter l'école ou de terminer un programme d'apprentissage devrait être obligé par la loi à continuer de fréquenter une école ou de suivre le 30 programme d'apprentissage jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge prévu ou participé au programme pendant le nombre d'années requis;
- b) des mesures incitatives devraient être 35 prises pour motiver les étudiants à terminer leurs études;
- c) les normes devraient être améliorées en ce qui concerne les matières essentielles suivantes: les mathématiques, la grammai-40 re, les sciences;
- d) les programmes d'études devraient inclure des éléments appropriés axés sur les compétences requises pour occuper un emploi, afin de préparer les étudiants à 45 entrer sur le marché du travail;

- (f) educators should have regular professional development programs available to them to keep them informed on new training methods and technology and new developments in the subjects they teach;
- (g) there should be closer links between the different elements of the education system, and industry and other employers;
- (h) there should be national standards for assessing, screening and evaluating stu-10 dents across Canada:
- (i) there should be an improved system to facilitate transfer of credits for students who move within Canada;
- (j) there should be reasonable support 15 across Canada to enable disadvantaged young Canadians to complete their education to a level that will enable them to join all Canadians in obtaining employment that is reasonably commensurate with their 20 ambitions and abilities; and
- (k) there should be reasonable opportunities for adult Canadians who are no longer in an education program to achieve functional literacy in at least one of the official 25 languages of Canada.

- e) une stratégie nationale devrait être élaborée en ce qui concerne la formation, le recrutement et le maintien d'un personnel d'enseignants très qualifié et motivé, à tous les niveaux d'études:
- f) des programmes de perfectionnement devraient être offerts aux éducateurs afin de les tenir au courant des nouvelles méthodes et technologies de formation ainsi que des développements récents dans les matières 10 qu'ils enseignent;
- g) les liens entre les différents éléments du système d'éducation et les employeurs du secteur industriel et des autres secteurs devraient être resserrés;
- h) il devrait y avoir des normes nationales visant l'appréciation, la sélection et l'évaluation des étudiants où que ce soit au Canada;
- i) le transfert des crédits des étudiants qui 20 déménagent d'un endroit à un autre au Canada devrait être facilité par un système amélioré:
- j) les jeunes Canadiens défavorisés devraient bénéficier partout au Canada d'une 25 aide raisonnable leur permettant de compléter leur éducation jusqu'à un niveau qui leur permettra d'avoir au même titre que tous les autres Canadiens la possibilité d'obtenir un emploi adapté à leurs ambi-30 tions et à leurs talents:
- k) les Canadiens adultes qui ne sont plus aux études devraient avoir la possibilité raisonnable de parvenir à un alphabétisme fonctionnel dans l'une au moins des langues 35 officielles du Canada.

6. (1) The Minister shall

- (a) promote and encourage the institution of the standards referred to in section 5 across Canada; and
- (b) advise the heads of departments, boards and agencies of the Government of Canada and of the corporations named in Schedule III to the *Financial Administration Act* that may be involved in the education, training 35

6. (1) Le ministre :

- a) favorise et encourage l'institution des normes visées à l'article 5 dans tout le Canada; 40
- b) avise les responsables des ministères et organismes fédéraux et des personnes morales mentionnées à l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui sont impliqués dans le domaine de l'éduca-45

Mise en oeuvre du processus de consultation

Implementation of consultative process

and professional development of teachers of initiatives they may take and cooperation they may offer to facilitate the achievement of the standards referred to in section 5.

conference

(2) The Minister may convene a conference 5 of the ministers and department heads responsible for education and advanced education in each of the provinces and territories to plan the initiation of the consultative process referred to in section 4.

Agreements

(3) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into agreements with any government of any province or any agency thereof, or with any other person respecting the achievement of the objectives 15 of this Act.

Report to Parliament

7. The Minister shall, no later than July 1 next following the commencement of this Act and no later than every July 1 and January 1 thereafter, prepare and lay before Parliament 20 1er janvier, le ministre établit et fait déposer a report on the activities undertaken pursuant to this Act, the results achieved and the ministers' recommendations for further action to achieve the purpose of this Act.

Coming into

8. This Act comes into force on a day to be 25 fixed by order of the Governor in Council.

tion, de la formation ou du perfectionnement professionnel des enseignants des initiatives qu'ils peuvent prendre et de la coopération qu'ils peuvent offrir pour faciliter la réalisation des normes visées à 5 L'article 5.

(2) Le ministre peut convoquer une conférence des ministres et responsables de ministère chargés de l'éducation et des études supérieures dans les provinces et territoires 10 pour planifier la mise en oeuvre du processus de consultation visé à l'article 4.

Conférence planification

(3) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des accords avec le gouvernement de toute province, avec 15 tout organisme d'un tel gouvernement ou avec quelque personne que ce soit relativement à la réalisation des objectifs de la présente loi.

Accords

7. Au plus tard le premier jour de juillet suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, 20 et par la suite au plus tard tous les 1er juillet et devant le Parlement un rapport sur les activités engagées en application de la présente loi, sur les résultats atteints et sur les mesures supplé-25 mentaires que les autres ministres ou luimême recommandent pour la réalisation de l'objet de la présente loi.

Rapport au

Parlement

8. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en 30 conseil.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing. Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



C-383



C-383

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-383

PROJET DE LOI C-383

An Act to establish national literacy standards across Canada

Loi visant à établir des normes nationales d'alphabétisation à la grandeur du Canada

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

The purpose of this enactment is to require a Minister to consult with provincial and territorial governments, education and literacy experts, industry, labour, the media and literacy students to report on illiteracy and national literacy goals and standards and to propose a policy by which the goals and standards may be achieved.

There will also be a review of teaching programs to reflect the emphasis on literacy, a process of consultation with business and labour to increase literacy in the workplace, a register of literacy resources, and a media campaign on literacy awareness.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'exiger du ministre qu'il consulte les gouvernements provinciaux et territoriaux, des experts en enseignement et en alphabétisation, des représentants de l'industrie et des travailleurs, des médias et des étudiants en alphabétisation, qu'il soumette un rapport sur l'analphabétisme, sur des normes et des objectifs nationaux d'alphabétisation et qu'il propose une politique propre à réaliser ces objectifs et à mettre ces normes en application.

Il y aura aussi un examen des programmes d'enseignement pour donner plus d'importance à l'alphabétisation, un train de consultation avec les milieux d'affaires et les travailleurs en vue d'augmenter l'alphabétisation en milieu de travail, un registre des ressources en matière d'alphabétisation et une campagne de publicité sur la sensibilisation à l'alphabétisme.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-383

PROJET DE LOI C-383

An Act to establish national literacy standards across Canada

Whereas literacy is a fundamental prerequisite for social and economic development and should be recognized as a basic human right;

WHEREAS thirty-eight per cent of Canadian 5 citizens have difficulty reading and writing;

WHEREAS, on a national level, illiteracy costs Canadian society ten billion dollars annually:

Whereas literacy programs in Canada gen-10 erally lack the adequate funding, coordination with other programs and accessibility necessary for long-term success;

WHEREAS the supply of unskilled labour in Canada is increasing, yet employment oppor- 15 tunities for these workers are decreasing;

WHEREAS illiteracy serves to facilitate and perpetuate the economic stagnation of those whom it affects, which will in turn severely impede Canada's ability to maintain its posi-20 tion as an innovative and competitive world leader:

AND WHEREAS the Parliament of Canada has the objective of ensuring that a mechanism is established to facilitate the cooperation of 25 all levels of government, student bodies, educational institutions, ministries of education, business, industry, communities and the media in reducing illiteracy;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the 30 advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi visant à établir des normes nationales d'alphabétisation à la grandeur du Canada

Attendu:

Préambule

que l'alphabétisation constitue une condition essentielle de l'épanouissement économique et social et qu'il y a lieu de la reconnaître à titre de droit fondamental:

que trente-huit pour cent des Canadiens éprouvent des difficultés à lire et à écrire;

qu'à l'échelle nationale, l'analphabétisme coûte dix milliards de dollars par année à la société;

qu'en général, au Canada, les programmes d'alphabétisation manquent de financement et de coordination avec les autres programmes et qu'ils n'ont pas le degré d'accessibilité qui les rendraient utiles à 15 long terme;

qu'au Canada, l'offre de main-d'oeuvre non qualifiée croît tandis que les possibilités d'embauchage pour ces travailleurs diminuent; 20

que l'analphabétisme contribue à perpétuer la faiblesse économique de ceux qui en sont victimes et que cette faiblesse économique rendra difficile, à long terme, au Canada de maintenir sa position concurrentielle parmi 25 les nations industrialisées;

que le Parlement du Canada a pour objectif d'assurer l'établissement de moyens propres à favoriser la coopération de tous les niveaux de gouvernement, des organisa-30 tions étudiantes, des institutions d'enseignement, des ministères de l'éducation, du milieu des affaires et de l'industrie, des sociétés et des médias dans le but de réduire l'analphabétisme,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Preamble

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the National Literacy Standards Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur les normes nationales d'alphabétisation.

Titre abrégé

INTERPRETATION

Definitions

Short title

2. The definitions in this section apply in this Act.

"Canadian" « Canadien » Canada.

"literacy" « alphahétisation »

"literacy" means the ability to read, write, speak, understand and calculate in a language used and to a standard necessary to and the home.

"Minister" « ministre » "Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act. 15

Purpose

3. The purpose of this Act is to provide for a process that will be a catalyst for the establishment of national standards for literacy through consultation.

Provincial jurisdiction not affected

4. Nothing in this Act abrogates or dero-20 gates from the jurisdiction of a province.

Consultation and report

- 5. (1) The Minister shall, during the twelvemonth period following the commencement of this Act, consult with
 - (a) the ministers and heads of departments 25 responsible for education and literacy in the provinces and territories,
 - (b) experts in education and literacy,
 - (c) representatives of business and labour,
 - 30 (d) representatives of the media, and
 - (e) literacy students

to make a report on the causes of illiteracy, proposed national literacy goals, national literacy standards and a proposed policy by which the goals and standards may be 35 Le ministre procède à ces consultations dans achieved.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Canadian" means a citizen or a resident of 5 « alphabétisation » La capacité de lire, d'écri-5 re, de parler, de comprendre et de compter dans une langue et selon un niveau de compétence qui permettent d'être fonctionnel dans la société, au travail et à domicile.

« alphabéti-"literacy"

function in the community, the workplace 10 « Canadien » S'entend d'une personne possé-10 dant la citoyenneté canadienne ou résidant au Canada.

« Canadien » 'Canadian'

« ministre » S'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de 15 la présente loi.

« ministre » "Minister"

3. L'objet de la présente loi est d'établir un mécanisme qui provoquera les consultations nécessaires à la promulgation de normes nationales d'alphabétisation. 20

Objet

4. La présente loi n'a pas pour effet de diminuer ou d'affecter la compétence des provinces de quelque manière que ce soit.

Sauvegarde compétences provinciales

5. (1) Pendant l'année qui suit la mise en vigueur de la présente loi, le ministre procède 25 à des consultations avec les personnes suivantes:

rapport

35

- a) les ministres et les chefs des ministères responsables de l'éducation et de l'alphabétisation dans les provinces et les territoires; 30
- b) des experts en enseignement et en alphabétisation;
- c) des représentants des milieux d'affaires et des syndicats;
- d) des représentants des médias;
- e) des étudiants en alphabétisation.

le but d'établir un rapport sur les causes de l'analphabétisme, sur les objectifs nationaux d'alphabétisation, sur les normes nationales 40 d'alphabétisation et sur la politique proposée pour atteindre ces objectifs et ces normes.

Consulta-

Consultation and report

- (2) The report shall include goals, standards and policies
 - (a) for Canadians who are entering or are currently in the school or advanced education systems; and
 - (b) for Canadians who are not involved in any formal education program, whether working in or out of the home, unemployed or retired.
- (2) Le rapport visé au paragraphe (1) comporte des objectifs, des normes et des politiques:

Consultations et rapport

- a) pour les Canadiens qui entrent dans le système d'éducation primaire ou supérieure 5 ou ceux qui fréquentent déjà ces écoles;
- b) pour les Canadiens qui ne fréquentent aucune école officielle, qu'ils travaillent à domicile ou ailleurs, ou qu'ils soient chômeurs ou retraités. 10

Consultation and report

- (3) The report shall include a proposal to 10 make a portion of the transfer payments to provinces in respect of education conditional on the adoption, by the province receiving the payment, of a national policy to achieve literacy goals and set literacy standards.
- (3) Le rapport visé au paragraphe (1) comporte une proposition de rendre certains paiements de transfert aux provinces en matière d'éducation conditionnels à l'adoption par chaque province bénéficiaire de tels 15 15 paiements d'une politique nationale visant à réaliser les objectifs d'alphabétisation et à décréter des normes d'alphabétisation.

Consulta-

Participation

Teacher involvement

- 6. The Minister shall consult with the ministers and heads of departments responsible for education and literacy in the provinces and territories and with teachers to carry out a review of teacher training and responsibility 20 ainsi qu'auprès des enseignants en vue d'exato develop proposed programs to reflect the need for an emphasis on
 - (a) literacy, language and critical thinking, and
 - (b) the involvement of all teachers, regard-25 less of discipline in monitoring students' basic reading and writing skills and, together with parents, encouraging students to value literacy,

and shall include the results of the consulta-30 tion in the report referred to in section 5.

- **6.** Le ministre procède à des consultations auprès des ministres et des chefs des ministè-20 enseignants res responsables de l'éducation et de l'alphabétisation dans les provinces et les territoires miner la formation et les responsabilités des enseignants à l'égard de la formulation de 25 programmes propres à tenir compte de la nécessité d'insister sur :
 - a) l'aptitude à lire et à écrire la langue et la pensée critique;
 - b) la participation des enseignants, quelle 30 que soit la matière qu'ils enseignent, à l'évaluation des habiletés de base des élèves à lire et à écrire et leur concours, avec les parents, à inciter les élèves à chérir l'aptitude à lire et à écrire. 35

Le ministre consigne les résultats de ces consultations dans le rapport visé à l'article 5.

Literacy in the workplace

7. The Minister shall consult with business, management and labour to encourage literacy in the workplace, the promotion of literacy awareness, the availability of seminars, train-35 ing and resource offices in the workplace to identify illiteracy and enable those with literacy problems to seek help in confidence, and to provide literacy incentives at work, and shall include the results of the consultation in 40 en lecture et en écriture de demander de l'aide the report referred to in section 5.

7. Le ministre procède à des consultations auprès de dirigeants d'entreprises et des milieux syndicaux dans le but de favoriser, en 40 milieu de travail, l'alphabétisation et l'intérêt pour l'alphabétisation, la disponibilité de séminaires, de formation et d'inventaires de ressources, de dépister l'analphabétisme et permettre à ceux qui éprouvent des difficultés 45 en privé et d'encourager l'alphabétisation en

L'alphabétisation en milieu de travail

4

Literacy in the community

8. The Minister shall consult with representatives of municipalities to encourage literacy programs in the community, the promotion of literacy awareness and the availability of seminars, training and resource offices in the 5 community to enable those with literacy problems to seek help in confidence, and shall include the results of the consultation in the report referred to in section 5.

milieu de travail. Le ministre consigne les résultats de ces consultations dans le rapport visé à l'article 5

8. Le ministre procède à des consultations auprès des représentants des municipalités 5 afin de promouvoir des programmes d'alphabétisation dans la société et de favoriser la sensibilité à l'alphabétisation, la disponibilité de séminaires, de formation et d'inventaires des ressources dans la société afin que ceux 10 qui éprouvent des difficultés à lire et à écrire puissent demander de l'aide en privé. Le ministre incorpore le résultat de ces consultations dans le rapport visé à l'article 5.

L'alphabétisation dans la société

Media and literacy

9. The Minister shall consult with the 10 minister responsible for the Canadian Radiotelevision and Telecommunications Commission to encourage the media to take initiatives to promote literacy awareness and take a leading role in devising a national advertising 15 campaign aimed at fighting illiteracy, and shall include the results of the consultation in the report referred to in section 5.

9. Le ministre procède à des consultations 15 L'alphabétiauprès du ministre responsable du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes en vue d'encourager les médias à prendre des mesures propres à favoriser la sensibilité à l'alphabétisation et à assumer un 20 rôle de premier plan dans la préparation d'une campagne nationale de publicité visant la lutte à l'analphabétisme. Le ministre incorpore les résultats de ces consultations dans le rapport visé à l'article 5. 25

Report laid before Parliament

10. The Minister shall lay the report prepared pursuant to section 5 before both Houses 20 établit en application de l'article 5 devant les of Parliament within twelve months after this Act comes into force.

10. Le ministre fait déposer le rapport qu'il deux chambres du Parlement dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la

présente loi.

Rapport au Parlement

Promotion of report

11. If the report laid before Parliament is adopted by the House of Commons, with or without amendment, the Minister may con-25 modification, ce dernier peut réunir une vene a conference of the ministers and heads of departments responsible for literacy and education in each of the provinces and territories to plan the initiation of the policies in the report in Canada. 30 des politiques proposées dans le rapport.

11. Si le Parlement approuve le rapport déposé devant lui par le ministre, avec ou sans conférence des ministres et chefs de ministères responsables de l'alphabétisation et de 35 l'éducation dans chaque province et territoire

afin de planifier la mise en oeuvre au Canada

Diffusion du rapport

30

Register of resources

12. (1) The Minister shall establish and maintain a register of resources that are available in Canada for literacy students, literacy teachers and literacy program administrators, and shall promote the effective use of 35 vent avoir recours au Canada. Le ministre the resources throughout Canada for literacy teaching and programs in educational institutions, the home and the workplace.

12. (1) Le ministre fait établir et tenir à jour un registre des ressources auxquelles les 40 ressources étudiants, les professeurs et les administrateurs de programmes d'alphabétisation peuencourage l'utilisation efficace de ces ressources, partout au Canada, dans l'enseignement 45 en alphabétisation et les programmes des maisons d'enseignement, en milieu de travail et à domicile.

Inventaires des

Inventaires

ressources

Register of resources

- (2) The register mentioned in subsection (1) may include as resources
 - (a) references to methods of achieving and improving literacy;
 - (b) analysis of literacy programs; and
 - (c) the identity of individuals and organizations that provide equipment, expertise or staff for activities related to literacy in Canada.

Literacy events

13. The Minister shall encourage and 10 promote literacy events such as writing and public speaking competitions in the same manner as athletic and scientific programs.

Agreements

14. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into agree-15 gouverneur en conseil, conclure avec le ments with the government of any province, or any agency thereof, or with any other person respecting the achievement of the objectives of this Act.

Annual report

15. After the adoption of the report referred 20 to in section 5, the Minister shall once a year prepare and lay before the House of Commons a report on the activities undertaken pursuant to this Act, the results achieved and the Ministers' recommendations for further ac-25 et comportant les recommandations du ministion to achieve the purposes of this Act.

COMING INTO FORCE

Coming into

16. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

- (2) Le registre visé au paragraphe (1) peut porter sur:
 - a) les méthodes propres à réaliser ou à améliorer l'alphabétisation:
- b) l'analyse des programmes d'alphabétisa- 5
 - c) la désignation des personnes ou organismes qui fournissent du matériel, du personnel ou des services consultatifs en matière de mesures d'alphabétisation au 10 Canada.
- 13. Le ministre encourage et favorise des activités d'alphabétisation tels des concours littéraires ou oratoires comme il favorise et encourage des activités sportives ou scientifi-15 ques.

Conventions

Rapport annuel

Promotion de

l'alphabéti-

- 14. Le ministre peut, avec l'approbation du gouvernement de toute province ou tout organisme qui en dépend ou avec quiconque 20 des conventions sur la mise en oeuvre des objets de la présente loi.
- 15. Après l'adoption du rapport visé à l'article 5, le ministre prépare chaque année un rapport, qu'il dépose à la Chambre des 25 communes, portant sur les mesures entreprises en vertu de la présente loi, les résultats obtenus tre sur les mesures nécessaires pour réaliser les objets de la présente loi. 30

ENTRÉE EN VIGUEUR

16. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-384



C-384

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-384

PROJET DE LOI C-384

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to literacy)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit à l'alphabétisation)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment amends the *Canadian Bill of Rights* to include the right of an individual to adequate training to develop the individual's full literacy potential, free of unreasonable financial or other barriers.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Déclaration canadienne des droits* en y ajoutant le droit de l'individu à des cours d'alphabétisation lui permettant de développer ses aptitudes, sans obstacles injustifiés, notamment financiers.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-384

PROJET DE LOI C-384

Preamble

(right to literacy) WHEREAS the Parliament of Canada recognizes the dignity and worth of all individuals and acknowledges that individuals have the

An Act to amend the Canadian Bill of Rights

right to enjoy the opportunities and benefits provided only through literacy;

AND WHEREAS the provision of literacy training, free of unreasonable financial or other barriers, is necessary to ensure that right;

Now. THEREFORE. Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Commons of Canada, enacts as follows:

1960, c. 44; 1985, c. 26; 1992, c. 1 Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit à l'alphabétisation)

Préambule

que le Parlement du Canada reconnaît la dignité et la valeur de tous les individus et que chacun a le droit de profiter des possibilités et des avantages que seule 5 l'alphabétisation peut procurer;

que l'exercice de ce droit passe par l'obtention de cours d'alphabétisation, sans obstacles injustifiés, notamment financiers,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 1960, ch. 44; du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1985, ch. 26; 1992, ch. 1

1. Section 1 of the Canadian Bill of Rights is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) the right of the individual to adequate 15 training to develop the individual's full literacy potential, free of unreasonable financial or other barriers;

1. L'article 1 de la Déclaration canadienne des droits est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit : 15

b.1) le droit de l'individu à des cours d'alphabétisation lui permettant de développer ses aptitudes, sans obstacles injustifiés, notamment financiers;

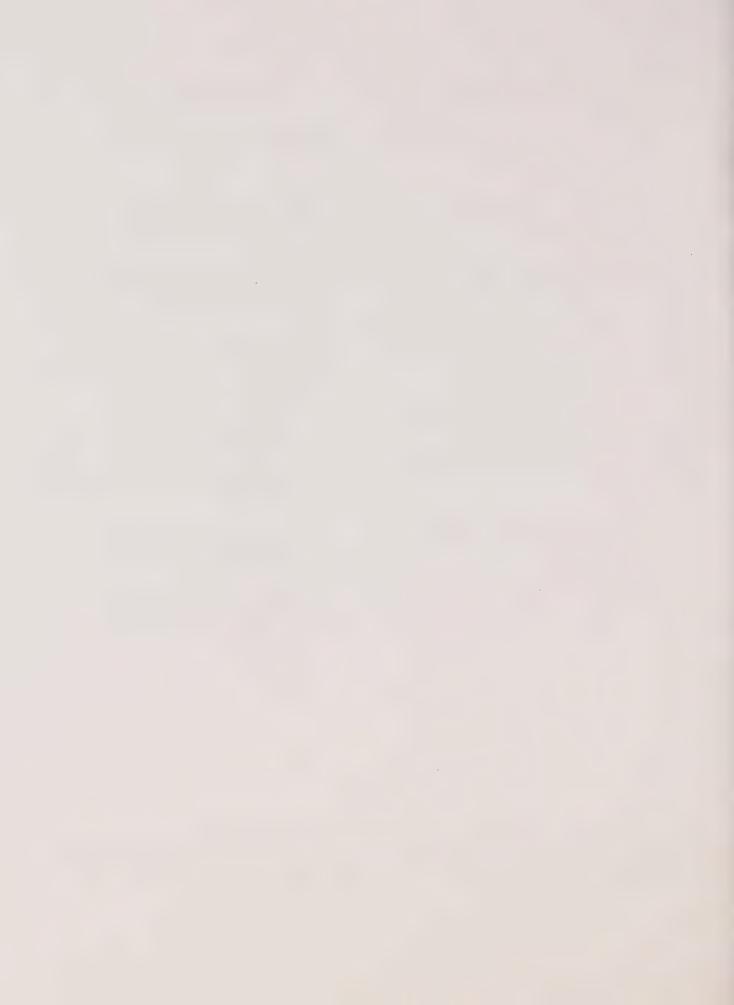
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-385

C-385

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-385

PROJET DE LOI C-385

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to education)	Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit l'éducation)
First reading, November 26, 1999	Première lecture le 26 novembre 1999



Mr. Harb M. Harb

This enactment amends the *Canadian Bill of Rights* to include the right of the individual to an education appropriate to the individual's potential, free of unreasonable financial or other barriers.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Déclaration canadienne des droits* en y ajoutant le droit de l'individu à une éducation correspondant à ses aptitudes, sans obstacles injustifiés, notamment financiers.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-385

PROJET DE LOI C-385

Preamble

1960, c. 44;

1985, c. 26;

1992, c. 1

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to education)

WHEREAS the Parliament of Canada recognizes the dignity and worth of all individuals and acknowledges that individuals have the right to enjoy the opportunities and benefits provided only through access to education;

AND WHEREAS continued access to education, free of unreasonable financial or other barriers, is necessary to ensure that right;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 10 1960, ch. 44: Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit à l'éducation)

Attendu:

Préambule

que le Parlement du Canada reconnaît la dignité et la valeur de tous les individus et que chacun a droit à la sécurité et aux avantages que seule l'éducation peut procu- 5

que l'exercice de ce droit passe par l'accès permanent à l'éducation, sans obstacles injustifiés, notamment financiers,

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1985, ch. 26; 1992, ch. 1

- 1. Section 1 of the Canadian Bill of Rights is amended by adding the following after paragraph (b):
 - (b.1) the right of the individual to an 15 education appropriate to the individual's potential, free of unreasonable financial or other barriers:

1. L'article 1 de la Déclaration canadienne des droits est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) le droit de l'individu à une éducation correspondant à ses aptitudes, sans obstacles injustifiés, notamment financiers;

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing,

Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-386

C-386

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-386

PROJET DE LOI C-386

An Act to amend the Immigration Act (requirement to show evidence of identity)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (production obligatoire d'une preuve d'identité)

First reading, November 26, 1999

Première lecture le 26 novembre 1999



The purpose of this enactment is to ensure that no persons will be admitted to Canada as visitors, immigrants or refugees unless they have first provided satisfactory evidence of identity to an immigration officer. If the immigration officer determines that there is no satisfactory evidence of identity, the matter may be appealed to a senior immigration officer whose decision on the matter is final and not subject to further appeal.

A senior immigration officer may order that the requirement not apply to a claimant for refugee status if the circumstances made it impossible or impracticable to bring such evidence and may make such order subject to conditions relating to the later determination of identity. If such conditions are breached the order may be cancelled.

The demand to show identity must be made within seven days of arrival in Canada and an appeal to a senior immigration officer must be settled within a further seven days.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de veiller à empêcher quiconque d'être admis au Canada comme visiteur, immigrant ou réfugié, à moins qu'il n'ait préalablement fourni à un agent d'immigration une preuve de son identité que ce dernier juge satisfaisante. Si ce dernier juge que tel n'est pas le cas, il peut être interjeté appel de sa décision à un agent principal dont la décision est définitive et non susceptible d'appel.

L'agent principal peut ordonner que la personne qui revendique le statut de réfugié soit soustraite à cette exigence si la production d'une telle preuve était, compte tenu des circonstances, impossible ou impraticable et assortir son ordonnance des conditions qu'il fixe concernant la détermination ultérieure de l'identité de cette personne. L'ordonnance peut être annulée si de telles conditions ne sont pas respectées.

La demande de production d'une preuve d'identité doit être faite dans les sept jours de l'arrivée au Canada de cette personne et l'appel interjeté auprès d'un agent principal doit également être réglé dans un délai de sept jours.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-386

PROJET DE LOI C-386

An Act to amend the Immigration Act (requirement to show evidence of identity)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration (production obligatoire d'une preuve d'identité)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Section 19(1) of the Immigration Act is paragraph (b):

(b.1) subject to subsections 44(2.4) and (2.5), persons who are unable to show evidence of their identity, except a claimant for Convention refugee status in respect of 10 whom a senior immigration officer has made an order, pursuant to subsection 44(2.4) that has not been cancelled pursuant to subsection 44(2.5), that the circumstances of the claimant's departure from the 15 country of origin or travel to Canada made it impossible or impracticable to bring such evidence;

1. Le paragraphe 19(1) de la Loi sur amended by adding the following after 5 l'immigration est modifié par adjonction, 5 après l'alinéa b), de ce qui suit :

L.R., ch. I-2;

L.R., ch. 31

(1er suppl.), ch. 10, 46 (29

suppl.), ch.

suppl.), ch. 1,

28, 29, 30 (49

suppl.); 1990.

ch. 8, 16, 17,

38, 44: 1992.

ch. 1, 47, 49,

51: 1994, ch.

26, 31; 1995.

1996, ch. 8,

11 16 19.

1997, ch. 22:

1998, ch. 30;

1999, ch. 3.

18, 31

ch 5 15:

30 (30

b.1) sous réserve des paragraphes 44(2.4) et (2.5), celles qui ne peuvent produire une preuve de leur identité, sauf celles qui revendiquent le statut de réfugié au sens de 10 la Convention et à l'égard desquelles un agent principal a, conformément au paragraphe 44(2.4), rendu une ordonnance — qui n'a pas été annulée en application du paragraphe 44(2.5) — portant que la 15 production d'une telle preuve était impossible ou impraticable compte tenu des circonstances dans lesquelles elles avaient quitté leur pays d'origine ou voyagé au 20 Canada;

2. Section 44 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

2. L'article 44 de la même loi est modifié 20 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:

R.S., c. I-2; R.S., c. 31 (1st Supp.), cc. 10, 46 (2nd Supp.), c. 30 (3rd Supp.), cc. 1, 28, 29, 30 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 16, 17. 38, 44; 1992. cc. 1, 47, 49, 51: 1994, cc 26, 31; 1995, cc. 5, 15; 1996, cc. 8, 11, 16, 19; 1997, c. 22: 1998, c. 30; 1999, cc. 3, 18.31

362101

Evidence of identity

(2.1) Subject to subsection (2.5), no person who claims to be a Convention refugee shall be permitted to come into or remain in Canada unless the person shows evidence of identity.

Preuve d'identité

Showing identity

(2.2) A person who arrives in Canada 5 claiming to be a Convention refugee must be asked within seven days of arrival to immediately produce evidence of identity satisfactory to an immigration officer.

(2.1) Sous réserve du paragraphe (2.5), nul ne peut entrer au Canada ou y demeurer, s'il revendique le statut de réfugié au sens de la Convention, à moins d'avoir produit une preuve de son identité.

(2.2) Un agent d'immigration doit, dans les

sept jours de l'arrivée de toute personne au

Canada qui revendique le statut de réfugié au

sens de la Convention, demander à celle-ci de

identité qu'il juge satisfaisante.

produire immédiatement une preuve de son 10

Production d'une preuve d'identité

Removal from Canada

(2.3) If the immigration officer determines 10 that a person referred to in subsection (2.1) does not have satisfactory evidence of identity, the person shall be removed from Canada forthwith.

(2.3) Si l'agent d'immigration juge que la personne visée au paragraphe (2.1) n'a pas de preuve satisfaisante de son identité, la person-

Renvoi

Exception

(2.4) A person referred to in subsection 15 (2.3) may, within forty-eight hours of being advised of the determination, give notice to appeal the determination to a senior immigration officer who shall, within seven days of the notice, hold a hearing to determine whether 20 sufficient evidence of identity was offered or if no, why the claimant does not have sufficient evidence of identity and, if the senior immigration officer is satisfied that the circumstances of the claimant's departure 25 from the country of origin or travel to Canada made it impossible or impracticable to bring such evidence, the officer may order, subject to such conditions as the officer may impose respecting the later determination of the 30 claimant's identity, that subsection (2.1) does not apply to the claimant.

ne est renvoyée immédiatement du Canada.

(2.4) La personne visée par une décision

rendue aux termes du paragraphe (2.3) peut, dans les quarante-huit heures après en avoir

été informée, interjeter appel de celle-ci, au

tient, dans les sept jours de la signification de

l'avis, une audience pour déterminer si une

preuve d'identité suffisante a été produite et,

si tel n'est pas le cas, pour en déterminer la

production d'une telle preuve était impossible

ou impraticable compte tenu des circonstan-

ces dans lesquelles la personne avait quitté son pays d'origine ou voyagé au Canada, il peut

l'application du paragraphe (2.1), sous réserve des conditions, s'il en est, qu'il fixe concer-

nant la détermination ultérieure de l'identité

de celle-ci.

ordonner que cette dernière soit soustraite à 30

raison; si ce dernier est convaincu que la 25

moyen d'un avis, à un agent principal qui 20

Exception

- (2.5) A senior immigration officer who determines that an order under subsection (2.4) was obtained by false or incomplete 35 information or that any condition the order was subject to has been breached, may cancel the order.
- (2.5) L'agent principal peut annuler l'or-35 Annulation donnance qu'il a rendue aux termes du paragraphe (2.4), s'il est d'avis qu'elle l'a été sur la foi de renseignements erronés ou incomplets ou que l'une des conditions dont elle était assortie n'a pas été respectée. 40

Decision final

Cancellation

of order

- (2.6) The decision of a senior immigration officer under subsection (2.4) or (2.5) is final 40 prévue au paragraphe (2.4) ou la décision and is not subject to appeal.
 - (2.6) L'ordonnance de l'agent principal d'annuler celle-ci en vertu du paragraphe (2.5) est définitive et n'est pas susceptible d'appel.

Décision définitive

de la décision

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-387



C-387

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-387

PROJET DE LOI C-387

Act to amend the Employment Insurance Act elimination of the waiting period in a natural disaster)	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (suppression d délai de carence lors d'un désastre naturel)
First reading, November 29, 1999	Première lecture le 29 novembre 1999



MR. BACHAND (Saint-Jean)

M. BACHAND (Saint-Jean)

This enactment amends the *Employment Insurance Act*. It provides that, where the Minister of Human Resources Development is of the opinion that a significant cessation of employment is occurring because of a natural disaster, the Minister may, by order, eliminate the waiting period in the benefit period of any employment insurance claimant who resides or works in the area to which the order applies.

The order may, if it so provides, be retroactive and have effect with respect to any period commencing not earlier than thirty days before it was made.

SOMMAIRE

Ce texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi*. Il prévoit que le ministre du Développement des ressources humaines peut, par décret, s'il est d'avis qu'il survient une cessation d'emploi importante à cause d'un sinistre naturel, supprimer le délai de carence de la période de prestations de tout prestataire d'assurance-emploi résidant ou travaillant dans la zone visée par le décret.

Le décret peut, s'il comporte une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure. Cette rétroactivité ne peut toutefois être antérieure de plus de trente jours de la prise du décret.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-387

PROJET DE LOI C-387

An Act to amend the Employment Insurance Act (elimination of the waiting period in a natural disaster)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (suppression du délai de carence lors d'un désastre naturel)

1996, c. 23; 1997. c. 26; 1998. cc. 19. 21; 1999, c.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch. 23: 1997, ch. 26; 1998, ch. 19, 21: 1999, ch.

1. The Employment Insurance Act is section 13:

Elimination of Waiting Period

Order

13.1 (1) Where the Minister is of the opinion that a significant cessation of employment is occurring in an area as the result of a natural disaster, the Minister may, by order, 10 eliminate the waiting period in the benefit period of any claimant who resides or works in the area to which the order applies.

Contents

- (2) The order shall include
- (a) a general description of the disaster;
- (b) a description of the area directly affected by the disaster; and
- (c) a statement that the waiting period does not apply to a claimant who resides or works in the area described under paragraph (b).

Definition of "natural disaster

(3) For the purposes of this section, "natural disaster" means an event, situation or climatic phenomenon that has the effect of paralysing a place, city, region, province or the whole of Canada for a period of at least seven consecu- 25 tive days.

1. La Loi sur l'assurance-emploi est amended by adding the following after 5 modifiée par adjonction, après l'article 13, 5 de ce qui suit :

Suppression du délai de carence

Décret

- 13.1 (1) Le ministre peut, par décret, s'il est d'avis qu'il survient une cessation d'emploi importante à cause d'un sinistre naturel, supprimer le délai de carence de la période de 10 prestations de tout prestataire résidant ou travaillant dans la zone visée par le décret.
 - (2) Le décret comporte :

15

Contenu

- a) une description sommaire du sinistre;
- b) une description de la zone directement 15 touchée par le sinistre;
- c) la mention que le délai de carence ne s'applique pas à un prestataire demeurant ou travaillant dans la zone décrite en vertu de l'alinéa b). 20
- (3) Pour l'application du présent article, « désastre naturel » s'entend d'un événement, d'une situation ou d'un phénomène climatique naturel ayant pour effet de paralyser une localité, une ville, une région, une province ou 25 l'ensemble du Canada pour une période minimale de sept jours consécutifs.

Définition de « désastre naturel »

Retroactive order

Regulations

- (4) An order made under subsection (1) may, if it so provides, be retroactive and have effect with respect to any period commencing not earlier than thirty days before it was made.
- (4) Un décret pris en application du paragraphe (1) peut, s'il comporte une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure. Cette rétroactivité ne peut toutefois être antérieure de plus de trente 5 jours de la prise du décret.

Effet rétroactif

- 2. The portion of section 54 of the Act 5 before paragraph (a) is replaced by the following:
- 5 2. Le passage de l'article 54 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

54. Subject to section 13.1, the Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

54. Sous réserve de l'article 13.1, la 10 Règlements Commission peut, avec l'agrément du gouver-10 neur en conseil, prendre des règlements :

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-388

C-388

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-388

PROJET DE LOI C-388

An Act to prohibit the use of chemical pesticides for non-essential purposes

Loi interdisant l'utilisation de pesticides à des fins non essentielles

First reading, December 1, 1999

Première lecture le 1^{er} décembre 1999



Ms. Jennings

MME JENNINGS

SUMMARY

The purpose of this enactment is to place a moratorium on the cosmetic use of chemical pesticides in the home and garden and on recreational facilities such as parks and golf courses, until scientific evidence that shows that such use is safe has been presented to Parliament and concurred in by a parliamentary committee.

SOMMAIRE

Ce texte vise à imposer un moratoire sur l'utilisation de pesticides à des fins esthétiques dans les maisons d'habitation et les jardins, ainsi que les lieux récréatifs tels les parcs et les terrains de golf, jusqu'à ce qu'une preuve scientifique de leur innocuité ait été présentée au Parlement et approuvée par un comité parlementaire.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-388

PROJET DE LOI C-388

An Act to prohibit the use of chemical pesticides for non-essential purposes

WHEREAS many chemical pesticides have been shown to be harmful to humans and domestic animals and some are carcinogenic;

Whereas the use of chemical pesticides on home lawns and gardens and on recreational 5 facilities such as parks and golf courses is particularly hazardous because they are not usually applied by professionals, and because of the likelihood of immediate and continuing use of the land by, and thus exposure of the 10 chemical pesticide to, the residents of the home, including children, pregnant women and others who may be particularly sensitive, and to domestic animals:

Whereas such home and recreational use of 15 pesticides tends to utilize heavier application rates than agricultural use;

WHEREAS chemical pesticides have only been used for home and recreational facilities for a relatively short period of time and other 20 non-toxic methods of pest control have been used in the past and are still available:

WHEREAS any advantage of such use of chemical pesticides is outweighed by the health and environmental risks:

25

AND WHEREAS more research is needed to determine which chemical pesticides are safe for home and recreational use:

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and 30 House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi interdisant l'utilisation de pesticides à des fins non essentielles

Attendu:

Préambule

qu'il est démontré que de nombreux pesticides sont nocifs pour les êtres humains et les animaux domestiques et que certains de ces produits sont cancérogènes;

que l'utilisation de pesticides sur les gazons et dans les jardins des maisons d'habitation ainsi que dans les lieux récréatifs, tels les parcs et les terrains de golf, présente certains dangers du fait que l'épandage 10 n'est pas habituellement effectué par des experts et que les habitants des maisons, notamment les enfants, femmes enceintes et autres personnes susceptibles d'être particulièrement sensibles à ces produits, en-15 courent un risque d'exposition à ceux-ci entraîné par l'utilisation immédiate et continue du terrain;

que la tendance résultant de l'utilisation de pesticides à des fins domestiques et récréa-20 tives est l'application de doses plus importantes que pour l'usage agricole;

que l'utilisation de pesticides à des fins domestiques et récréatives est relativement récente et que d'autres moyens non toxi-25 ques de lutte contre les parasites ont été employés dans le passé et sont toujours disponibles;

que les risques que l'utilisation de ces produits présente pour la santé et l'environ-30 nement l'emportent sur les avantages qui en découlent;

qu'il est essentiel de mener des recherches plus poussées pour établir quels pesticides peuvent être utilisés sans danger à des fins 35 domestiques et récréatives,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Preamble

RS. c P-9. R.S., ec. 27, 31 (1st Supp). 1993, c. 44; 1994. cc. 38. 47: 1995. c.

Moratorium on home and recreational

- 1. The Pest Control Products Act is amended by adding the following after section 5:
- **5.1** (1) With effect from April 22, 2000, which is recognized as Earth Day, no regulation made pursuant to this Act shall apply to the use of a control product:
 - (a) within a dwelling-house;
 - (b) on any parcel of land on which a dwelling-house is situated; 10
 - (c) on any place that is within one hundred metres of a parcel of land described in paragraph (b);
 - (d) in any school, hospital, office or similar building in which members of the public 15 customarily stay for more than a day or work; or
 - (e) on any private or public land that is customarily used by members of the public as visitors, licensees or in any other autho- 20 rized capacity for recreation or entertainment, including but not limited to parks and sports grounds.

Exception for (2) Paragraph (1)(c) does not apply to use in agricultural a building used for the husbandry of animals, 25 l'utilisation d'un produit antiparasitaire à buildings the cultivation of plants or the storage, processing, packaging or distribution of plants or animals or products made primarily from plants or animals, or in the immediate vicinity

of such a building.

Exception for scientifically approved products

- (3) Subsection (1) does not apply to a regulation made on or after April 22, 2000 that approves the use of a control product in a place mentioned in subsection (1) if, before the regulation comes into effect:
 - (a) the Minister of Health has laid before each House of Parliament a draft for the regulation and the scientific evidence on which the use of the control product in such a place has been determined to be safe for 40 the health of humans and domestic animals that customarily reside in dwelling-houses: and

1. La Loi sur les produits antiparasitaires est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

L.R., ch. P-9. L.R., ch. 27. suppl.); 1993. ch. 44; 1994. ch. 38, 47: 1995, ch. 40

Moratoire sur

domestique et

Lusage

récréatif

- **5.1** (1) À compter du 22 avril 2000, date 5 désignée comme Jour de la Terre, aucun 5 règlement pris en vertu de la présente loi ne peut s'appliquer à l'utilisation d'un produit antiparasitaire:
 - a) à l'intérieur d'une maison d'habitation:
 - b) sur un terrain où est située une maison 10 d'habitation:
 - c) dans tout lieu situé dans un rayon de cent mètres d'un terrain visé à l'alinéa b);
 - d) à l'intérieur de tout hôpital, école, bureau ou bâtiment semblable dans lequel des 15 membres du public demeurent habituellement pendant plus d'une journée ou travaillent habituellement;
 - e) sur tout terrain privé ou public notamment les parcs et les terrains sports — qu'utilisent habituellement membres du public, en tant que visiteurs ou titulaires d'une licence ou autre autorisation, à des fins récréatives ou de divertissement. 25
- (2) L'alinéa (1)c) ne s'applique pas à l'intérieur ou dans le voisinage immédiat d'un bâtiment servant à l'élevage d'animaux, la culture de végétaux ou l'entreposage, la 30 transformation, l'emballage ou la distribution 30 de végétaux ou d'animaux ou de produits qui en sont principalement dérivés.

(3) Est soustrait à l'application du paragraphe (1), tout règlement pris le 22 avril 2000 ou 35 après cette date qui autorise l'utilisation d'un produit antiparasitaire dans un lieu mentionné 35 à ce paragraphe si, avant son entrée en vigueur:

> a) le ministre de la Santé a déposé devant 40 chaque chambre du Parlement le projet de ce règlement et la preuve scientifique démontrant que l'utilisation du produit antiparasitaire dans ce lieu ne présente

> aucun danger pour la santé des êtres hu-45

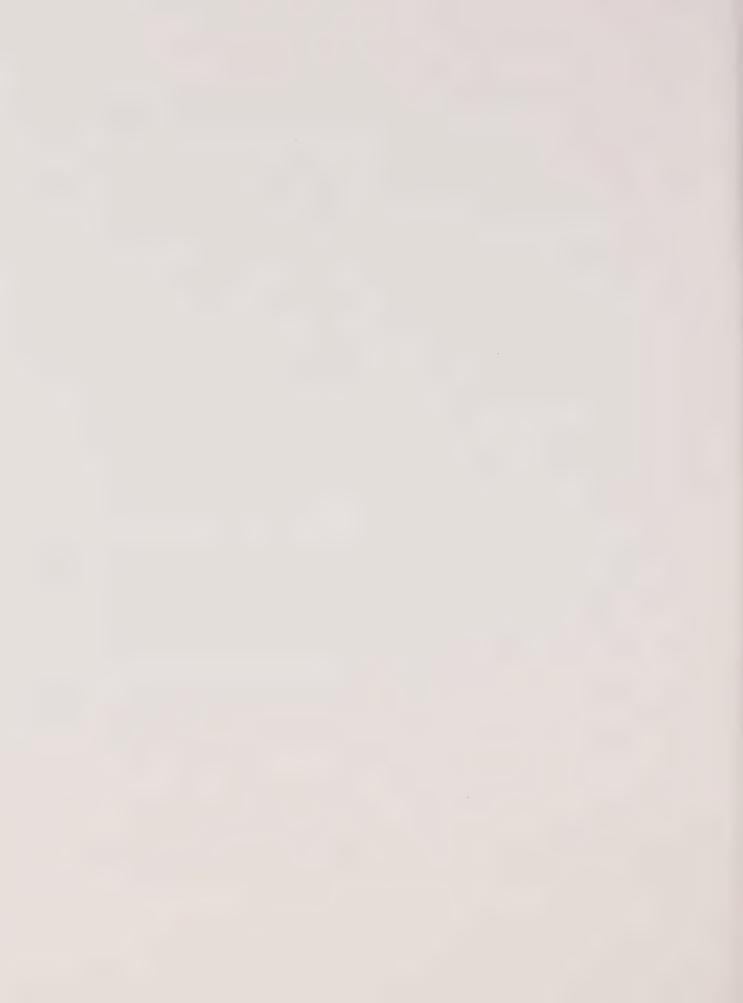
Exception pour les . bâtiments agricoles

Exception produits approuvés (b) the draft regulation and the scientific evidence have been referred a standing committee

of the House of Commons, and the standing committee has reported to the House its opin-5 ion that the proposed use of the control product in question is justified by the scientific evidence.

mains et des animaux domestiques qui demeurent habituellement dans des maisons d'habitation;

b) le projet de règlement et la preuve scientifique ont été renvoyés devant un 5 comité permanent de la Chambre des communes et ce comité a présenté à la Chambre un rapport concluant que l'utilisation projetée du produit antiparasitaire est justifiée par cette preuve.





C-389



C-389

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-389

PROJET DE LOI C-389

An Act to amend the Canada Shipping Act (discharge of ballast water)

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (rejet d'eau de lest)

First reading, December 1, 1999

Première lecture le 1^{er} décembre 1999



MR. THOMPSON (New Brunswick Southwest)

M. THOMPSON (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prevent the accidental introduction of living organisms that are not natural to Canada, into Canadian waters by the discharge of a ship's ballast water.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet d'empêcher l'introduction accidentelle, dans les eaux canadiennes, d'organismes vivants qui ne sont pas indigènes au Canada par le rejet de l'eau de lest d'un navire.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-389

PROJET DE LOI C-389

An Act to amend the Canada Shipping Act (discharge of ballast water)

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (rejet d'eau de lest)

R.S., c. S-9; R.S., cc. 27, 31 (1st Supp.), cc. 1, 27 (2nd Supp.), c. 6 (3rd Supp.), c. 40 (4th Supp.); 1989, cc. 3, 17; 1990, cc. 16, 17, 44; 1991, c. 24; 1992, cc. 1, 27, 31, 51; 1993, c. 36; 1994, cc. 24, 41; 1995. cc. 1, 5; 1996, cc. 21, 31; 1997, c. 1; 1998, cc. 6, 10, 16, 30; 1999, cc. 19, 28, 31

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. S-9; L.R., ch. 27, 31 (1^{cr} suppl.), ch. 1, 27 (2^c suppl.), ch. 6 (3c suppl.), ch. 40 (4c suppl.); 1989, ch. 3, 17; 1990, ch. 16, 17, 44; 1991. ch. 24; 1992, ch. 1, 27, 31, 51; 1993, ch. 36; 1994, ch. 24, 41; 1995, ch. 1, 5; 1996, ch. 21, 31; 1997, ch. 1 · 1998 ch 6, 10, 16, 30; 1999, ch. 19, 28 31

1. The definition "pollutant" in section by replacing the portion after paragraph (b) with the following:

and, without limiting the generality of the foregoing, includes crude oil, fuel oil, heavy diesel oil, lubricating oil, any other 10 persistent oil, ballast water that has not been exchanged in accordance with the regulations under this Part, and any substance or any substance of a class of substances that is prescribed for the purposes of this Part to 15 be a pollutant;

2. Section 657.1 of the Act is replaced, by the following:

1. Le passage précédant l'alinéa a) de la 654 of the Canada Shipping Act is amended 5 définition de « polluant », à l'article 654 de 5 la Loi sur la marine marchande du Canada, est remplacé par ce qui suit :

> « polluant » Les substances désignées par règlement, nommément ou par catégorie, comme polluantes pour l'application de la 10 présente partie, le pétrole brut, le fuel-oil, l'huile diesel lourde, l'huile de graissage, les autres hydrocarbures persistants, l'eau de lest qui n'a pas été remplacée conformément aux règlements d'application de la 15 présente partie et notamment les substances suivantes:

2. L'article 657.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« polluant » 'pollutant'

Regulations regarding ballast water

- 657.1 The Governor in Council may make regulations respecting the control and management of ballast water, including, but not limited to regulations
 - (a) providing that before entering waters to 5 which this Part applies every ship shall completely exchange its ballast water with fresh sea water at a point at sea beyond a prescribed distance from the coast of Canada or the coast of another country;
 - (b) providing exceptions to the application of regulations made pursuant to paragraph (a) in cases where a pollution prevention officer is satisfied that there is no risk of pollution of, or of the introduction of living 15 organisms that do not naturally occur into, waters to which this Part applies, taking into
 - (i) where the ship has been since it last partially or completely exchanged its 20 ballast water,
 - (ii) where it last partially or completely exchanged its ballast water,
 - (iii) when it last partially or completely exchanged its ballast water, and
 - (iv) the results of the analysis of any samples of ballast water provided to him;
 - (c) providing that a ship that does not have its ballast water properly secured from escape or accidental release may be refused 30 entry into or refused permission to remain in the said waters;
 - (d) providing that a ship may not discharge or exchange ballast water within the said waters without the prior permission of a 35 pollution prevention officer;
 - (e) providing that information relating to a ship's ballast water may, in the discretion of a pollution prevention officer be transmitted to the officer electronically or by 40 other indirect or facsimile means, without prejudice to the officer's right to subsequently demand to inspect the records of the ship in person; and
 - (f) defining "ballast water", "record" or 45 any other word or term not otherwise defined, for the purposes of this section.

- 657.1 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements sur le contrôle et la gestion de l'eau de lest, notamment en vue de :
 - a) prévoir, qu'avant de s'engager dans les eaux auxquelles la présente partie s'appli- 5 que, tout navire doit remplacer la totalité de son eau de lest par de l'eau de mer fraîche à un endroit en mer situé au-delà d'une distance déterminée des côtes du Canada ou de celles d'un autre pays;
 - b) prévoir des exceptions à l'application de la réglementation prévue à l'alinéa a), si un fonctionnaire chargé de la prévention de la pollution est convaincu qu'il n'y a pas de risque de pollution des eaux auxquelles la 15 présente partie s'applique ou d'introduction d'organismes vivants qui ne se trouvent pas naturellement dans ces eaux, en raison :
 - (i) des lieux où le navire s'est trouvé depuis que son eau de lest a été partielle-20 ment ou complètement remplacée pour la dernière fois.
 - (ii) de l'endroit où l'eau de lest du navire a été partiellement ou complètement remplacée, 25
 - (iii) du moment où l'eau de lest du navire a été partiellement ou complètement remplacée pour la dernière fois,
 - (iv) des résultats de l'analyse d'échantillons d'eau de lest qui lui ont été fournis; 30
 - c) prévoir qu'un navire dont l'eau de lest n'est pas raisonnablement à l'abri de toute fuite ou rejet accidentel peut se faire interdire d'entrer ou de demeurer dans lesdites eaux:
 - d) prévoir qu'un navire ne peut rejeter son eau de lest, ni procéder au remplacement de celle-ci, dans lesdites eaux, sans en avoir d'abord obtenu l'autorisation d'un fonctionnaire chargé de la prévention de la 40 pollution;
 - e) permettre que les renseignements relatifs à l'eau de lest d'un navire soient communiqués à un fonctionnaire chargé de la prévention de la pollution, à la discrétion de ce45 dernier, par des moyens électroniques ou autres, notamment par télécopieur, sans

Règlements concernant l'eau de lest

3. The portion of subsection 662(1) of the Act after subparagraph (a)(ii) is replaced by the following:

to provide the officer with reasonable information concerning the condition of the 5 ship, its ballast water, its equipment, radio equipment or machinery, the nature and quantity of its cargo and fuel and the manner in which and the locations in which the cargo and fuel of the ship are stowed and 10 any other reasonable information that the officer considers appropriate for the administration of this Part;

préjudice du droit de ce dernier d'exiger plus tard de voir personnellement les registres du navire:

f) définir, pour l'application du présent article, le mot « lest », et le mot « registre » 5 ou tout autre mot ou expression qui n'est pas déjà défini.

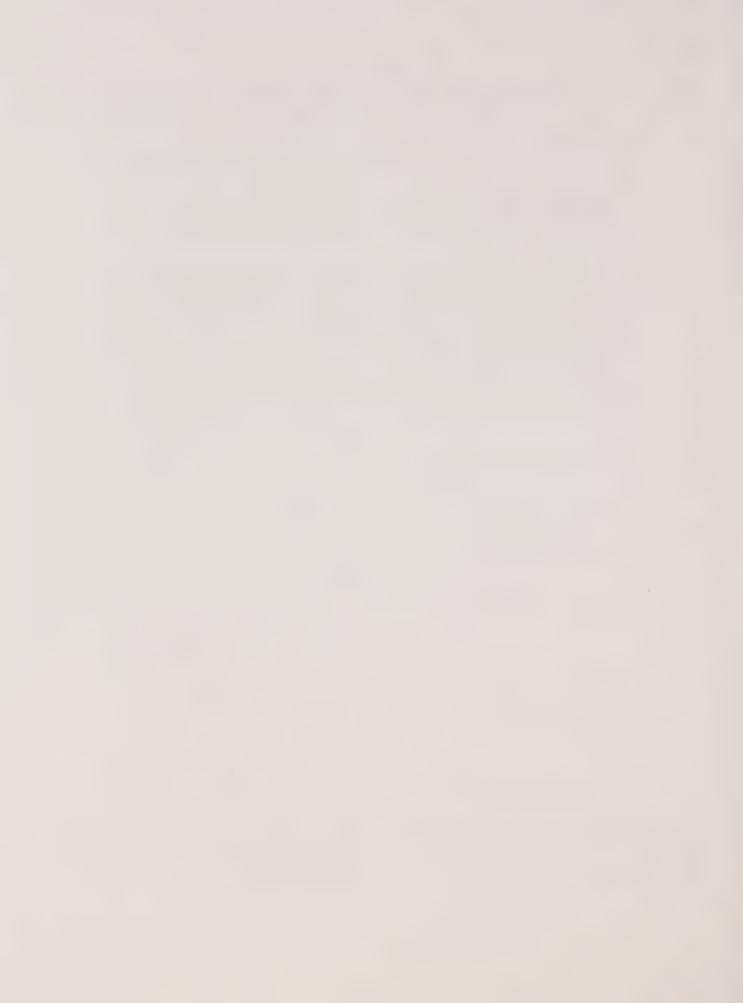
3. Le passage du paragraphe 662(1) de la même loi suivant le sous-alinéa a)(ii) est remplacé par ce qui suit :

de lui fournir, dans la mesure du raisonnable, tout renseignement concernant l'état du navire, de son eau de lest, de son équipement, de son équipement de radiocommunication ou de ses machines, la nature et la 15 quantité de sa cargaison et de son combustible, la manière dont ils sont arrimés, les endroits où ils sont arrimés, de même que tout autre renseignement dans la mesure du raisonnable qu'il considère pertinent à 20 l'application de la présente partie;

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes



C-390

C-390

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-390

PROJET DE LOI C-390

An Act to provide for the recognition of the <i>Canadien</i> Horse as the national horse of Canada	Loi portant reconnaissance du cheval de race canadienne comme le cheval national du Canada
First reading, December 2, 1999	Première lecture le 2 décembre 1999



MR. CALDER

M. CALDER

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-390

PROJET DE LOI C-390

An Act to provide for the recognition of the *Canadien* Horse as the national horse of Canada

WHEREAS the *Canadien* Horse was introduced into Canada in 1665, when the King of France sent horses from his own stables to the people of his North American colony;

WHEREAS the *Canadien* Horse increased in number during the ensuing century to become an invaluable ally to the settlers in their efforts to survive and prosper in their new home;

WHEREAS all Canadians who have known 10 the *Canadian* Horse have made clear their high esteem for the qualities of great strength and endurance, resilience, intelligence and good temper that distinguish the breed;

WHEREAS the *Canadien* Horse was at one 15 time in danger of being lost through interbreeding or as a casualty of war, but has survived these perils;

WHEREAS, since 1885 and all during the present century, widespread and increasingly 20 successful efforts have been made to re-establish and preserve the *Canadien* Horse;

AND WHEREAS the Government of Canada wishes to recognize the unique place of the *Canadien* Horse in the history of Canada; 25

Now. THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi portant reconnaissance du cheval de race canadienne comme le cheval national du Canada

Attendu:

Préambule

que le cheval de race canadienne a été amené au Canada en 1665, lorsque le roi de France a fait parvenir des chevaux de ses propres écuries aux habitants de sa colonie 5 d'Amérique du Nord;

que les chevaux de race canadienne se sont multipliés au cours du siècle suivant, de sorte qu'ils sont devenus une aide inestimable pour les colons dans leur volonté de 10 survivre et de prospérer dans leur nouvelle patrie;

que tous les Canadiens qui ont connu le cheval de race canadienne en ont loué les qualités de force, d'endurance et de capaci-15 té de récupération élevées de même que l'intelligence et le calme qui distinguent cette race:

que le cheval de race canadienne a failli disparaître par croisement ou par exposition 20 aux risques de guerre, mais qu'il a échappé à ces périls;

que, depuis 1885 jusqu'à nos jours, de plus en plus de mesures ont été mises en oeuvre avec succès afin de restaurer et préserver25 cette race canadienne de chevaux;

que le gouvernement du Canada souhaite reconnaître la place exceptionnelle de la race canadienne de chevaux dans l'histoire du Canada.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Preamble

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National Horse of Canada Act*.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la race nationale de chevaux du Canada.

Titre abrégé

THE NATIONAL HORSE

Breed to be the national horse **2.** The breed of horse known as the *Canadien* Horse is hereby recognized and declared to be the national horse of Canada.

RACE NATIONALE DE CHEVAUX

2. La race de chevaux désignée comme la race canadienne est, par les présentes, décla-5 rée la race nationale de chevaux du Canada.

Race canadienne de chevaux

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Caldeda

C-391

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-391

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-391

PROJET DE LOI C-391

An Act to amend the Bank Act (definition of infant)	Loi modifiant la Loi sur les banques (définition de mineur
First reading, December 3, 1999	Première lecture le 3 décembre 1999



Mr. Harb M. Harb

SUMMARY

This enactment provides a definition of the term "infant" for the purposes of section 93 of the *Bank Act* to ensure that it is interpreted consistently with the definition of "child" proposed by the United Nations Convention on the Rights of the Child as a person who is less than eighteen years old.

The term "infant" is used instead of "child" in this Act because of the wide use of "infant" in the common law of contract to mean a minor.

SOMMAIRE

Ce texte édicte une définition de « mineur » pour les besoins de l'article 93 de la *Loi sur les banques* afin qu'il soit interprété conformément à la définition d'enfant proposée dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir une personne de moins de dix-huit ans.

Dans la version anglaise, le terme « *infant* » est employé plutôt que « *child* » en raison de l'usage généralisé de « *infant* » dans le droit contractuel de *common law* pour désigner un mineur.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-391

PROJET DE LOI C-391

An Act to amend the Bank Act (definition of infant)

WHEREAS, on November 20, 1989, the Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly:

WHEREAS the Convention was ratified by Canada on December 31, 1991:

WHEREAS the Convention proposes a definition of "child" that should be applied uniformly throughout federal legislation;

AND WHEREAS the definition of "infant" should have a consistent definition; 10

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les banques (définition de mineur)

Attendu:

que le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant:

que le Canada a ratifié cette Convention le 5 31 décembre 1991:

que la Convention propose une définition d'enfant qui devrait s'appliquer uniformément à toutes les lois fédérales;

que le terme « mineur » devrait toujours 10 avoir la même définition,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

47, 48: 1992. ch. 27, 51; 1993, ch. 6. 28, 34, 44; 1994, ch. 24, 26, 47; 1996, ch. 6: 1997. ch. 15; 1998. ch. 30, 36: 1999, ch. 3, 28, 31

1. Section 93 of the Bank Act is amended by adding the following after subsection (4): 15 modifié par adjonction, après le paragra-

(5) In this section and section 94, "infant" means an individual who is less than eighteen years of age.

1. L'article 93 de la Loi sur les banques est 15 phe (4), de ce qui suit :

(5) Dans le présent article et l'article 94, « mineur » désigne une personne de moins de dix-huit ans. 20

Définition de « mineur »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

362210

Preamble

1991, cc. 46,

47, 48; 1992,

cc. 27, 51;

1993, cc. 6,

28, 34, 44;

1994, cc. 24,

26, 47; 1996,

c. 6; 1997, c.

15; 1998, cc

30, 36; 1999, cc. 3, 28, 31

Definition of

"infant

Préambule

1991, ch. 46,





C-392

C-392

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-392

PROJET DE LOI C-392

An Act to provide that all vehicles under federal jurisdiction must be equipped with seat belts and to require the Minister of Transportation to consult with the provinces to maximize the use of seat belts in school buses

Loi exigeant que les véhicules relevant de la compétence fédérale soient munis de ceintures de sécurité et obligeant le ministre des Transports à consulter les provinces afin de maximiser l'utilisation de ceintures de sécurité à bord des autobus scolaires

First reading, December 3, 1999

Première lecture le 3 décembre 1999

M. HARB



Mr. Harb

SUMMARY

The purpose of this enactment is to require that, with effect from January 1, 2001, all vehicles under federal jurisdiction, including military vehicles, must be equipped with seat belts for the driver and passengers, if they are operated on a public highway.

The design of the seat belts must comply with the regulations and the law of the province in which the vehicles are used. There is a power to exempt vehicles in special cases, but not for vehicles that regularly transport students.

SOMMAIRE

Ce texte vise à exiger, à compter du 1^{er} janvier 2001, que tous les véhicules relevant de la compétence fédérale, y compris les véhicules militaires, qui sont utilisés sur une voie publique soient munis de ceintures de sécurité pour le conducteur et les passagers.

Le modèle des ceintures de sécurité doit être conforme aux règlements et à la législation de la province où les véhicules seront utilisés. Le texte prévoit le pouvoir de soustraire certains véhicules à l'application de la loi, sauf les véhicules servant régulièrement au transport d'élèves.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-392

PROJET DE LOI C-392

An Act to provide that all vehicles under federal jurisdiction must be equipped with seat belts and to require the Minister of Transportation to consult with the provinces to maximize the use of seat belts in school buses

Loi exigeant que les véhicules relevant de la compétence fédérale soient munis de ceintures de sécurité et obligeant le ministre des Transports à consulter les provinces afin de maximiser l'utilisation de ceintures de sécurité à bord des autobus scolaires

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the Canada Seat Belt Act.

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

"federal vehicle « véhicule fédéral »

"federal vehicle" means a vehicle that is intended for operation on a public highway, or that may be used from time to time on a pub- 10 lic highway, and that is subject to federal jurisdiction or under the jurisdiction of a member of the Queen's Privy Council for Canada, and for greater certainty, includes vehicles operated by or for the Canadian 15 Forces.

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister of Transportation.

"seat belt" « ceinture de sécurité »

"seat belt" means a device to restrain the body of a driver or passenger from dangerous 20 movement in the event of an emergency in a vehicle that is of a design that complies with the regulations made under subsection 4(1) and with the requirements of the law of any province in which the vehicle is to be 25 operated.

Seat belts required

3. (1) No later than January 1, 2001, the Minister shall ensure that no federal vehicle is operated on a public highway unless it is equipped with seat belts for the driver and 30 s'ils sont munis d'une ceinture de sécurité every passenger in the vehicle and that the seat

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi canadienne sur les ceintures de 5 sécurité.

Titre abrégé 5 Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

> « ceinture de sécurité > 'seat helt'

- « ceinture de sécurité » Dispositif de retenue individuel servant à protéger le conducteur ou le passager à bord d'un véhicule contre 10 le risque de blessure grave en cas d'urgence et dont la conception est conforme aux règlements pris en vertu du paragraphe 4(1) et à la législation de toute province où le véhicule doit être utilisé. 15
- « ministre » Le ministre des Transports.

« véhicule fédéral » Véhicule destiné à être utilisé — ou pouvant l'être occasionnellement — sur une voie publique et qui relève de la compétence fédérale ou de la compé-20 tence d'un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, notamment tout véhicule utilisé par ou pour les Forces canadiennes.

« ministre » "Minister" « véhicule fédéral » "federal vehicle'

3. (1) Au plus tard le 1er janvier 2001, le 25 Ceintures de ministre veille à ce que les véhicules fédéraux ne soient utilisés sur une voie publique que pour le conducteur et chaque passager à bord

sécurité obligatoires belts are worn by the driver and passengers at all times the vehicle is being so operated.

Penalty

(2) No later than January 1, 2001, the Minister must ensure that regulations are in penalty for any driver or passenger of a federal vehicle who fails to comply with subsection (1).

Regulations exemptions

- **4.** (1) The Minister may make regulations
- (a) prescribing the design of seat belts; and 10
- (b) exempting any vehicle or class of vehicles or circumstances of operation from this Act, if the safety of any driver and passengers of the vehicle or class of vehicles and the safety of the general public 15 will not thereby be impaired.

School buses excepted

(2) Paragraph (1)(b) does not apply to vehicles that are regularly used for the transportation of students of any age.

Provincial

- 5. (1) The Minister shall consult with the 20 minister of the Crown responsible for transportation safety in every province to attempt to obtain agreement of every province to require seat belts to be installed and used in all vehicles under the provinces jurisdiction that 25 les véhicules relevant de la compétence are regularly used for the transportation of students of any age.
- (2) The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament a report on the results of consultations undertaken pur- 30 suant to subsection (1), no later than the fifth day on which each House sits following the expiry of a year after the day this Act comes into force.

et que si ceux-ci portent leur ceinture de sécurité pendant que le véhicule est ainsi utilisé.

(2) Au plus tard le 1^{er} janvier 2001, le ministre veille à la mise en vigueur d'un 5 force that provide for the application of a 5 règlement imposant une pénalité à tout conducteur ou passager à bord d'un véhicule fédéral qui ne se conforme pas aux exigences du paragraphe (1).

Pénalité

- **4.** (1) Le ministre peut, par règlement :
- 10 Règlements
- a) prévoir le modèle des ceintures de sécurité:
- b) soustraire à l'application de la présente loi tout véhicule ou toute catégorie de véhicules ainsi que toute circonstance parti-15 culière, si une telle exemption ne compromet ni la sécurité du conducteur et des passagers à bord du véhicule ou de la catégorie de véhicules ni la sécurité du public. 20
- (2) L'alinéa (1)b) ne s'applique pas aux véhicules qui sont utilisés régulièrement pour le transport d'élèves, quel que soit leur âge.

Exception autobus scolaires

Législation provinciale

- 5. (1) Le ministre consulte chaque ministre provincial responsable de la sécurité des 25 transports afin d'obtenir l'accord des provinces relativement à l'installation et à l'utilisation obligatoires de ceintures de sécurité dans provinciale qui sont utilisés régulièrement 30 pour le transport d'élèves, quel que soit leur
- (2) Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur les résultats des consultations visées au paragra-35 phe (1), dans les cinq premiers jours de séance de celle-ci suivant l'expiration d'un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:



Government Palatrons

C-393

C-393

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-393

PROJET DE LOI C-393

An Act to require federally regulated financial institutions, credit bureaus and federal corporations to advise consumers before giving any information on their financial history to a credit grantor or credit bureau and to allow for correction of a record following an objection by a consumer

Loi imposant aux institutions financières, aux agences d'évaluation du crédit et aux personnes morales relevant de la compétence fédérale l'obligation d'aviser au préalable le consommateur de la communication de renseignements sur ses antécédents financiers aux fournisseurs de crédit ou aux agences d'évaluation du crédit et permettant la correction de ses dossiers après la présentation d'une opposition

First reading, December 3, 1999

Première lecture le 3 décembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

SUMMARY

This enactment requires federally regulated financial institutions such as banks, and federally incorporated corporations and credit bureaus that intend to give credit record information to credit grantors or credit bureaus to first advise the individual it affects. The individual may object and challenge any information they believe to be incorrect. The objection must be sent with the information. If the financial institution, credit bureau or federal corporation does not agree to correct the information, the individual may complain to the Superintendent of Financial Institutions.

An individual who has been properly informed of the provisions of the Act may waive the right to be informed before information is passed on in order to expedite the granting of credit by a specified institution. The individual who signs a waiver will nevertheless maintain the right to receive the information and challenge it.

An individual who, or an institution, bureau or corporation that gives false information to the Superintendent or otherwise fails to comply with the requirements of the Act is guilty of an offence.

SOMMAIRE

Ce texte oblige les institutions financières relevant de la compétence fédérale, notamment les banques, ainsi que les personnes morales de régime fédéral et les agences d'évaluation du crédit qui ont l'intention de communiquer à un fournisseur de crédit ou à une agence d'évaluation du crédit des renseignements relatifs au dossier de crédit d'un particulier d'en aviser au préalable ce dernier. Le particulier a le droit de présenter une opposition et de contester les renseignements qu'il considère comme inexacts. L'opposition doit être transmise avec les renseignements. Si l'institution financière, l'agence ou la personne morale refuse de corriger les renseignements contestés, le particulier peut déposer une plainte auprès du surintendant des institutions financières.

Le particulier qui a été dûment informé des dispositions de la Loi peut renoncer à son droit à l'information afin de permettre à l'institution d'accélérer l'octroi de crédit. En signant la renonciation, il conserve néanmoins le droit de recevoir les renseignements et de les contester.

Le particulier, l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale qui donne de faux renseignements au surintendant ou qui ne se conforme pas par ailleurs aux exigences de la Loi commet une infraction.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-393

An Act to require federally regulated financial institutions, credit bureaus and federal corporations to advise consumers before giving any information on their financial history to a credit grantor or credit bureau and to allow for correction of a record following an objection by a consumer

PROJET DE LOI C-393

Loi imposant aux institutions financières, aux agences d'évaluation du crédit et aux personnes morales relevant de la compétence fédérale l'obligation d'aviser au préalable le consommateur de la communication de renseignements sur ses antécédents financiers aux fournisseurs de crédit ou aux agences d'évaluation du crédit et permettant la correction de ses dossiers après la présentation d'une opposition

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Consumer Credit Information Act*.

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

"credit bureau" « agence d'évaluation du crédit »

"credit grantor" « fournisseur de crédit » "credit bureau" means an organization subject to federal jurisdiction that provides credit grantors with information respecting 10 an individual's financial history.

"credit grantor" means a financial institution that

- (a) loans or is considering making a loan, or
- (b) grants or is considering granting credit 15 to an individual.
- "federal corporation" means a corporation incorporated under or pursuant to an Act of Parliament.

"financial institution" « institution financière »

"federal

corporation".

« personne

morale de

régime

fédéral »

"Superintendent"
« surintendant »

- "financial institution" has the meaning as-20 signed to that expression by the *Trust and Loan Companies Act*.
- "Superintendent" means the Superintendent of Financial Institutions appointed pursuant

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- 1. Loi relative à l'information sur le crédit 5 aux consommateurs.
 - **2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
 - « agence d'évaluation du crédit » Organisme relevant de la compétence fédérale qui donne aux fournisseurs de crédit des renseigne-10 ments sur les antécédents financiers d'un particulier.
 - « fournisseur de crédit » Institution financière qui, selon le cas :
 - a) consent des prêts ou envisage l'octroi 15 d'un prêt à un particulier;
 - b) octroie du crédit ou envisage l'octroi de crédit à un particulier.
 - « institution financière » S'entend au sens de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt. 20

« personne morale de régime fédéral » Personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale. « institution financière » "financial institution"

« personne morale de régime fédéral » "federal corporation"

362335

Titre abrégé

Définitions

5

« agence d'évaluation du crédit » "credit bureau"

« fournisseur de crédit » "credit grantor" to the Office of the Superintendent of Financial Institutions Act.

« surintendant » Le surintendant des institutions financières nommé en vertu de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières.

« surintendant » "Superintendent"

Renseigne-

ments relatifs

an dossier de

Information respecting credit record

- 3. (1) A financial institution, credit bureau or federal corporation that intends to give information respecting an individual to a credit bureau, or to a credit grantor where the information is relevant to an interest of the credit grantor in determining whether to make a loan or grant credit to the individual, must first send to the individual:
 - (a) a copy of the information;
 - (b) the name and address of the credit bureau or credit grantor; and
 - (c) the name or title of the person in the office of the credit bureau or credit grantor 15 to whom the information is to be sent.
- Information by fax or mail
- (2) The information to be sent to an individual pursuant to subsection (1) may be sent by facsimile or first class mail to the latest that is known to the financial institution, credit bureau or federal corporation.
- Information to credit grantor
- (3) A financial institution, credit bureau or federal institution shall not send the informagrantor or credit bureau until fifteen days after it has sent the information to the individual.
- Objection included
- (4) A financial institution, credit bureau or federal corporation mentioned in subsection (1) shall not send the information mentioned 30 l'agence d'évaluation du crédit ou la personne in that subsection to a credit grantor or credit bureau until fifteen days after the information has been sent to the individual and shall not send such information if, within fifteen days after the information is sent to the individual, 35 si elle y joint l'opposition reçue du particulier, the individual
 - (a) makes an objection in accordance with section 4, or

- 3. (1) L'institution financière, l'agence 5 d'évaluation du crédit ou la personne morale 5 de régime fédéral qui a l'intention de fournir des renseignements au sujet d'un particulier à une agence d'évaluation du crédit ou au fournisseur de crédit qui compte s'en servir 10 pour décider de l'octroi d'un prêt ou de crédit 10 au particulier doit au préalable communiquer à ce dernier :
 - a) une copie des renseignements;
 - b) les nom et adresse de l'agence ou du 15 fournissseur:
 - c) le nom ou le titre du membre du personnel de l'agence ou du fournisseur à qui les renseignements seront transmis.
- (2) Les renseignements à communiquer au 20 Envoi par la particulier conformément au paragraphe (1) peuvent lui être envoyés par courrier de facsimile number or address of the individual 20 première classe ou par télécopieur à sa dernière adresse ou à son dernier numéro de télécopieur connu de l'institution financière, 25 de l'agence d'évaluation du crédit ou de la personne morale de régime fédéral.

télécopieur

- (3) L'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de tion mentioned in subsection (1) to the credit 25 régime fédéral ne peut transmettre les rensei-30 fournisseur gnements visés au paragraphe (1) à l'agence d'évaluation du crédit ou au fournisseur de crédit qu'après l'expiration d'un délai de quinze jours suivant leur communication au particulier. 35
 - de renseignements au de crédit

Transmission

- (4) Après l'expiration du délai visé au paragraphe (3), l'institution financière, morale de régime fédéral ne peut transmettre les renseignements mentionnés au paragraphe 40 (1) au sujet du particulier à l'agence d'évaluation du crédit ou au fournisseur de crédit que dans les cas où celui-ci, dans ce délai :
 - a) soit a présenté une opposition conformé-45 ment à l'article 4;

Opposition

(b) notifies the financial institution, credit bureau or federal institution of an intention to make an objection in accordance with section 4 within a further fifteen days and makes such an objection within such further 5 time.

without also sending the objection as received from the individual.

b) soit a avisé l'institution financière. l'agence ou la personne morale de son intention de présenter une opposition conformément à l'article 4 dans les quinze jours postérieurs à ce délai et a présenté une 5 opposition dans ces quinze jours.

Waiver

- (5) An individual may provide a credit grantor with a written waiver, in the pre-10 nisseur de crédit, en la forme réglementaire, scribed form, of the provisions of subsection (4), if
 - (a) the individual is first provided, by the credit grantor, with an explanation, in the prescribed form, of the provisions of this 15 Act: and
 - (b) the waiver is stated to be given for the express purpose of expediting the granting of a loan or credit to the individual by a credit grantor named in the waiver. 20

Rest of Act to apply

(6) Notwithstanding any waiver of subsection (4), the other provisions of this Act shall continue to apply.

Objection by individual

- 4. If an individual, on receiving information pursuant to section 3, has reason to believe it 25 tionnés à l'article 3, le particulier peut, s'il a is incorrect, the individual may send to the financial institution, credit bureau or federal corporation an objection consisting of:
 - (a) the details of the information the individual believes to be incorrect and of 30 laquelle il indique: the correct information as believed by the individual:
 - (b) such evidence thereof as the individual wishes to include; and
 - (c) the change the individual proposes 35 should be made to the information.

Institution not to give information

- 5. (1) A financial institution, credit bureau or federal corporation that receives an objection from an individual pursuant to section 4 shall not.
 - (a) without the prior written consent of the individual.
 - (b) without a withdrawal in writing by the individual of the objection, or

- (5) Tout particulier peut remettre au fourune renonciation à l'application du paragraphe (4) si: 10
 - a) d'une part, il a reçu au préalable de celui-ci, en la forme réglementaire, une explication des dispositions de la présente
- b) d'autre part, la renonciation prévoit 15 qu'elle vise expressément à accélérer l'octroi du prêt ou du crédit par le fournisseur de crédit qui y est nommé.
- (6) Malgré la renonciation à l'application du paragraphe (4), les autres dispositions de la 20 dispositions présente loi continuent de s'appliquer.

Applicabilité des autres

Opposition du particulier

Renonciation

- 4. Sur réception des renseignements mendes raisons de croire que ceux-ci sont inexacts, présenter une opposition à l'institution finan-25 cière, à l'agence d'évaluation du crédit ou à la personne morale de régime fédéral, dans
 - a) les renseignements qu'il considère comme inexacts et les renseignements qu'il 30 considère comme exacts;
 - b) les justificatifs qu'il souhaite fournir à l'appui de ses prétentions;
 - c) les modifications qu'il demande d'apporter aux renseignements. 35
- 5. (1) L'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de régime fédéral qui reçoit une opposition du 40 particulier en application de l'article 4 ne peut transmettre les renseignements qui en font 40 l'objet à une agence d'évaluation du crédit ou à un fournisseur de crédit que si, selon le cas :
 - a) elle a obtenu au préalable le consentement écrit du particulier;

Condition

(c) unless first receiving a notice from the Superintendent pursuant to paragraph 6(3)(b).

give the information covered by the objection to a credit grantor or credit bureau.

Response by institution

- (2) A financial institution, credit bureau or federal corporation that receives an objection from an individual pursuant to section 4 shall, within fifteen working days of receiving it, advise the individual that:
 - (a) it accepts that the individual's objection is correct and undertakes to correct its own records.
 - (b) it accepts that part of the individual's objection is correct and undertakes to 15 correct its own records with respect to that part, or
 - (c) it does not accept that the individual's objection is correct.

Complaint

- **6.** (1) An individual who
- (a) has been advised according to paragraphs 5(2)(b) or (c), or
- (b) who believes a financial institution, credit bureau or federal corporation has contravened this Act with respect to in-25 formation affecting the individual,

may make a complaint in writing of the matter to the Superintendent.

Action by Superintendent

correct record

(2) On receiving a complaint, the Superintendent may inquire into the matter and 30 dant peut faire enquête sur celle-ci et exiger require the individual to provide further information and the financial institution, credit bureau or federal corporation to provide information, including copies of any record they may hold concerning the individual.

- (3) After inquiry the Superintendent may:
- (a) order the financial institution, credit bureau or federal corporation, or any credit grantor that is a financial institution or federal corporation and that the Superinten- 40 dent has reason to believe has put on record incorrect information concerning the individual prior to the coming into force of or in contravention of any provision of this Act,

- b) le particulier a, par un avis écrit, retiré son opposition;
- c) elle a recu du surintendant l'avis prévu à l'alinéa 6(3)b).
- (2) Dans les quinze jours ouvrables suivant 5 Réponse de la réception de l'opposition visée à l'article 4, l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de régime 10 fédéral doit aviser le particulier qui l'a présentée, selon le cas : 10

financière

- a) qu'elle reconnaît le bien-fondé de l'opposition et s'engage à corriger ses dossiers;
- b) qu'elle reconnaît le bien-fondé d'une partie de l'opposition et s'engage à corriger ses dossiers relativement à cette partie;
- c) qu'elle ne reconnaît pas le bien-fondé de l'opposition.

Plainte.

- 20 6. (1) Peut présenter une plainte par écrit au surintendant le particulier qui, selon le cas :
 - a) a reçu l'avis visé aux alinéas 5(2)b) ou c); 20
 - b) croit qu'une institution financière, une agence d'évaluation du crédit ou une personne morale de régime fédéral a contrevenu à la présente loi en ce qui a trait aux renseignements le concernant. 25
- (2) Sur réception d'une plainte, le surintenque le plaignant donne des renseignements supplémentaires et que l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la 30 personne morale de régime fédéral lui fournis-35 se des renseignements, y compris une copie de tout dossier qu'elle possède au sujet du plaignant.

Suivi de la plainte

- (3) Au terme de son enquête, le surintendant 35 Ordre du peut:
 - a) soit ordonner à l'institution financière, à l'agence d'évaluation du crédit ou à la personne morale de régime fédéral, ou à tout fournisseur de crédit qui est une 40 institution financière ou une personne morale de régime fédéral et dont le surintendant a des raisons de croire qu'il a consigné

surintendant

to correct their records as specified by the Superintendent and shall advise the individual of the order; or

(b) advise the individual and the financial institution, credit bureau or federal corpora- 5 tion or credit grantor that no reason to correct a record has been established by the individual.

dans ses dossiers des renseignements inexacts au sujet d'un particulier avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou en contravention avec celle-ci, d'apporter à ses dossiers les corrections qu'il exige, 5 auquel cas il avise le particulier de l'ordre donné:

b) soit aviser le particulier et l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit, la personne morale de régime fédéral ou le 10 fournisseur de crédit qu'il n'y a pas lieu de corriger les dossiers parce que le particulier n'a pu démontrer le bien-fondé des corrections demandées.

Offences and penalty

- 7. The following are guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of 10 déclaration de culpabilité par procédure somnot more than five thousand dollars:
 - (a) an individual who knowingly gives false information in an objection under this Act,
 - (b) an individual who, or financial institution, credit bureau or federal corporation 15 that, knowingly gives false information to the Superintendent,
 - (c) a financial institution, credit bureau, federal corporation or credit grantor that is a financial institution or federal corpora-20 tion, that fails to respond to an individual as required by section 5,
 - (d) a financial institution, credit bureau, federal corporation or credit grantor that is a financial institution or federal corporation 25 that fails to provide a record to the Superintendent when required to do so as required by section 6.
 - (e) a financial institution, credit bureau, federal corporation or credit grantor that is 30 a financial institution or federal corporation that provides information to a credit grantor relating to an individual in contravention of subsection 3(4), and
 - (f) a financial institution, credit bureau, 35 federal corporation or credit grantor that is a financial institution or federal corporation
 - (i) has undertaken to an individual that it will correct its record pursuant to subsec- 40 tion 5(2), or

7. Commet une infraction et encourt, sur 15 Infractions et maire, une amende maximale de cinq mille dollars:

- a) le particulier qui donne sciemment de faux renseignements dans une opposition 20 présentée en vertu de la présente loi;
- b) le particulier, l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de régime fédéral qui fournit sciemment de faux renseignements au sur-25 intendant:
- c) l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de régime fédéral, ou tout fournisseur de crédit qui est une institution financière ou une 30 personne morale de régime fédéral, qui omet de donner suite à l'opposition d'un particulier en conformité avec l'article 5;
- d) l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de 35 régime fédéral, ou tout fournisseur de crédit qui est une institution financière ou une personne morale de régime fédéral, qui omet de fournir un dossier au surintendant sur demande faite en vertu de l'article 6:
- e) l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de régime fédéral, ou tout fournisseur de crédit qui est une institution financière ou une personne morale de régime fédéral, qui 45 transmet des renseignements au sujet d'un particulier à un fournisseur de crédit en contravention avec le paragraphe 3(4);

Règlements

(ii) has been ordered by the Superintendent to correct its record pursuant to section 6.

and subsequently provides information to a credit bureau or credit grantor relating to an 5 individual that is not consistent with the correction undertaken or ordered.

f) l'institution financière, l'agence d'évaluation du crédit ou la personne morale de régime fédéral, ou tout fournisseur de crédit qui est une institution financière ou une personne morale de régime fédéral, qui 5 communique à une agence d'évaluation du crédit ou à un fournisseur de crédit des renseignements au sujet d'un particulier qui ne sont pas conformes aux corrections promises ou ordonnées, après :

- (i) soit s'être engagé auprès du particulier à corriger les dossiers le concernant conformément au paragraphe 5(2),
- (ii) soit avoir reçu du surintendant l'ordre de corriger ses dossiers en application de 15 l'article 6.
- **8.** Sur recommandation du surintendant, le ministre des Finances peut, par règlement :
 - a) prévoir les formules à utiliser pour l'application du paragraphe 3(5); 20
 - b) prendre des mesures pour faciliter l'application de la présente loi.

Regulations

8. The Minister of Finance may, on the recommendation of the Superintendent, make regulations

- (a) prescribing forms for the purpose of subsection 3(5); and
- (b) to facilitate the administration of this Act.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9 Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-394

C-394

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-394

PROJET DE LOI C-394

An Act to Prevent Deficit Budgets

Loi interdisant les budgets déficitaires

First reading, December 3, 1999

Première lecture le 3 décembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

SUMMARY

This enactment provides that there must be no deficit either budgeted or incurred in any fiscal year following April 1, 2000. It requires a contingency reserve to be included in the estimates of expenditure for each year. If a contingency reserve is not fully expended, the balance must be used to pay down the debt.

Deficits caused by natural disasters, war or unusual collapse of revenue are excluded but such special deficits must be recovered in the following three budgets.

SOMMAIRE

Ce texte interdit tout déficit — effectif ou budgétisé — pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2000 et les exercices suivants. Il exige l'inscription, au budget des dépenses de chaque exercice, d'une réserve pour éventualités dont toute partie inutilisée sera appliquée à la réduction de la dette.

Les déficits attribuables aux catastrophes naturelles, à la guerre ou à une diminution inhabituelle des recettes sont exclus de l'application de la loi; leur résorption doit toutefois être prévue dans les budgets des trois exercices subséquents.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-394

PROJET DE LOI C-394

An Act to Prevent Deficit Budgets

Loi interdisant les budgets déficitaires

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

- 1. This Act may be cited as the *Deficit* Prevention Act.
- 2. The following definitions apply in this
- "Crown" means Her Majesty in right of Cana-
- "deficit" means an excess of expenditure over revenue in a fiscal year.
- "expenses" means the expenses recorded in the financial statements of the government. 15
- 3. Subject to section 6, no deficit shall be incurred by the Crown in any fiscal year commencing on or after April 1, 2000.
- 4. For every fiscal year the Minister shall present to Parliament a budget that shows a 20 chaque exercice, un budget qui indique un surplus after providing as an estimated expenditure a contingency reserve in accordance with section 5.
- 5. (1) In every fiscal year that commences on or after April 1, 2000, every budget 25 avril 2000 et les exercices suivants, le budget presented to Parliament must include an expenditure estimate in the form of a contingency reserve of no less than three percent of the total of all other proposed estimated expenditures of the Crown to cover:
 - (a) unforeseen but unavoidable expenditures; and

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- 1. Loi anti-déficit.
- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.
- « déficit » Pour un exercice, l'excédent des dépenses sur les recettes.
- "debt" means the accrued total debt of the 10 « dépenses » Les dépenses figurant dans les états financiers du gouvernement. 10
 - « dette » La dette accumulée de Sa Majesté.
 - « Sa Majesté » Sa Majesté du chef du Canada.
 - 3. Sous réserve de l'article 6, Sa Majesté ne peut accuser aucun déficit pour l'exercice commencant le 1er avril 2000 et les exercices 15 suivants.
 - 4. Le ministre présente au Parlement, pour excédent après inscription, dans les prévisions de dépenses, d'une réserve pour éventualités 20 conforme à l'article 5.
 - 5. (1) Pour l'exercice commençant le 1^{er} présenté au Parlement doit comporter, dans les prévisions de dépenses, une réserve pour 25 éventualités égale à au moins trois pour cent du total des autres dépenses prévues de Sa 30 Majesté, visant à pourvoir :
 - a) aux dépenses imprévues et inévitables;
 - b) à la diminution des recettes de Sa Majesté 30 par rapport au montant prévu.

Short title

Interpretation

"Crown" « Sa Majesté »

"debt" « dette »

"deficit" « déficit »

"expenses" « dépenses »

Limit on deficit

Balanced budget with contingency reserve

Contingency reserve

362154

Titre abrégé

« déficit » "deficit"

« dépenses » "expenses"

« dette »

"debt" « Sa Majesté » "Crown"

> Déficit interdit

Budget équilibré avec réserve pour éventualités

Réserve pour éventualités

15

(b) revenues of the Crown being less than estimated.

Use of contingency reserve

(2) Any amount of a contingency reserve that is not expended in the fiscal year for of the fiscal year to reduce the debt of Canada.

Special deficit in unusual circumstances

- 6. If a special deficit is created by the expenditures of the Crown exceeding the revenues of the Crown in a fiscal year, and the Auditor General of Canada certifies that the 10 deficit has been substantially caused by any of the following special circumstances:
 - (a) natural catastrophes resulting in a loss of revenue to the Crown or an increase in expenditure by the Crown;
 - (b) a war or apprehended war or an insurrection or apprehended insurrection;
 - (c) a reduction in revenue of five percent or more in the fiscal year from the previous 20 fiscal year that has not been caused by a change in law,

the special deficit is not a contravention of section 3, but budgets presented to Parliament during the following three fiscal years must 25 prévoir la résorption du déficit ainsi créé, provide for the special deficit so created to be paid off, even if the special circumstances continue.

Expenditure reduction

7. If the Minister of Finance has reason to the Crown will be less for the year than estimated in the budget for the year, except in circumstances described in paragraph 6(a). (b) or (c), and that, notwithstanding the is likely to create a deficit for the year, the Minister shall reduce the expenditures that have been planned for the balance of the year sufficiently to avoid the creation of a deficit for the year.

(2) Toute partie de la réserve pour éventualités qui n'a pas été utilisée au cours de which it is provided must be applied at the end 5 l'exercice pour lequel elle est prévue doit, à la fin de l'exercice, être appliquée à la réduction de la dette du Canada.

Utilisation de la réserve éventualités

6. Ne constitue pas un manquement à l'article 3 le déficit qui résulte du fait que les dépenses de Sa Majesté dépassent ses recettes pour un exercice et dont le vérificateur général du Canada a attesté qu'il est principalement 10 attribuable à l'une des circonstances excep-

Exception

a) une catastrophe naturelle qui occasionne à Sa Majesté une perte de recettes ou une augmentation des dépenses; 15

tionnelles suivantes:

- b) une guerre ou une insurrection, réelle ou appréhendée;
- c) une diminution des recettes de l'exercice d'au moins cinq pour cent par rapport à celles de l'exercice précédent, qui ne dé-20 coule pas de modifications législatives.

Toutefois, les budgets présentés au Parlement au cours des trois exercices suivants doivent même si les circonstances exceptionnelles 25 persistent.

7. Si, au cours d'un exercice, le ministre des believe, during a fiscal year that revenues of 30 Finances a des raisons de croire que les recettes de Sa Majesté pour l'exercice seront inférieures à celles prévues au budget de 30 l'exercice — sauf dans les circonstances exceptionnelles visées aux alinéas 6a), b) ou contingency reserve, the shortfall in revenues 35 c) — et que, malgré la réserve pour éventualités, le manque à gagner est susceptible de créer un déficit, il doit réduire les dépenses qui 35 ont été prévues pour le reste de l'exercice dans une mesure suffisante pour qu'il n'y ait pas de 40 déficit à l'égard de l'exercice.

Réduction des dépenses

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





C-395

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-395

PROJET DE LOI C-395

An Act to protect Personal Privacy by restricting the use of Social Insurance Numbers

Loi visant à favoriser la protection des renseignements personnels par la restriction de l'usage des numéros d'assurance sociale

First reading, December 3, 1999

Première lecture le 3 décembre 1999



Mr. Harb

M. HARB

This enactment establishes that no person is required to disclose his or her Social Insurance Number, except where the disclosure is specifically required by law.

No one may request another person's Social Insurance Number, unless the request is specifically authorized by law, or unless the person making the request advises the other person, in writing, that it is not necessary to comply with the request. Penalties are provided for failure to comply.

SOMMAIRE

Ce texte édicte que personne n'est tenue de divulguer son numéro d'assurance sociale sauf si cette divulgation est expressément exigée par la loi.

Nul ne peut exiger le numéro d'assurance sociale d'une autre personne, à moins que cette demande ne soit expressément autorisée par la loi ou que la personne formulant cette exigence n'ait indiqué, par écrit, à l'autre personne qu'elle n'est pas tenue de se conformer à cette demande. Des peines sont prévues pour l'omission de se conformer à ces dispositions.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-395

PROJET DE LOI C-395

An Act to protect Personal Privacy by restricting the use of Social Insurance Numbers

Loi visant à favoriser la protection des renseignements personnels restriction de l'usage des numéros d'assurance sociale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the Protection of Privacy (Social Insurance Numbers) Act.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Loi sur la protection des renseignements 5 personnels (numéros d'assurance sociale).

à la présente loi.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent

Titre abrégé

5

Short title

Interpreta-

"federal

fédéral »

"Social

Insurance

Number « numéro

social »

d'assurance

« organisme

body'

tion

INTERPRETATION

2. The definitions in this section apply in this Act.

"federal body" means any ministry, department, board, commission, person, regulatory agency, tribunal, advisory council, office 10 or other body that exercises jurisdiction or powers on behalf of Her Majesty in right of Canada or under the authority of an Act of Parliament.

« numéro d'assurance sociale » Tout numéro attribué à une personne en vertu d'une loi du Canada et destiné à servir soit de numéro de 10 dossier ou de numéro de compte à un organisme fédéral ou à lui servir à des fins de traitement des données.

"Social Insurance Number" means a number 15 assigned to a person under a law of Canada and intended to be used by a federal body as a file number or account number or for data processing purposes.

« organisme fédéral » Tout ministère, département, bureau, commission, personne, or-15 ganisme de réglementation, conseil consultatif ou autre organisme fédéral exerçant une compétence ou des pouvoirs pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada ou en vertu d'une loi fédérale. 20

« organisme fédéral » "federal

DISCLOSURE

Right not to disclose

3. No person is required to disclose that 20 person's Social Insurance Number, except where that disclosure is specifically required by law.

Prohibition on requesting disclosure

- 4. (1) No one shall request that a person disclose the person's Social Insurance Num-25 qu'elle divulgue son numéro d'assurance ber unless,
 - (a) the request is specifically authorized by law: or

DIVULGATION

3. Nul n'est tenu de divulguer le numéro d'assurance sociale d'une personne à moins que cette divulgation ne soit précisément exigée en vertu de la loi.

Droit de ne pas divulguer

- 4. (1) Il est interdit d'exiger d'une personne 25 Interdiction sociale sauf dans l'une des circonstances suivantes:
 - a) la divulgation du numéro d'assurance sociale est requise par la loi; 30

d'exiger la divulgation

362342

Définitions

« numéro d'assurance sociale » "Social Insurance Number'

body

(b) the person making the request notifies the person to whom the request is directed, in writing, that it is not necessary to comply with the request.

b) la personne demandant le numéro d'assurance sociale indique, par écrit, à la personne à laquelle elle le demande que celle-ci n'est pas tenue de se rendre à cette deman-

Exception

Saving

(2) Subsection (1) does not apply to a peace 5 officer who requests the disclosure of a Social Insurance Number in good faith in the course of an investigation.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un agent de la paix qui, de bonne foi, demande à une personne de divulguer un numéro d'assurance sociale dans le cours d'une enquête.

Offence

- (3) Every one who contravenes subsection (1) is guilty of an offence punishable on 10 (1) est coupable d'une infraction punissable summary conviction and is liable:
- (3) Quiconque contrevient au paragraphe 10 Infraction sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible :
 - (a) in the case of an individual, to a fine not exceeding \$10,000; or
- a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 10 000 \$; 15
- (b) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$100,000.
- b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende maximale de 100 000 \$.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

5. This Act comes into force six months after it receives Royal Assent.

5. La présente loi entre en vigueur six mois après la date de sa sanction.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-396

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-396

PROJET DE LOI C-396

An Act to amend the Income Tax Act (donors to food banks)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (dons aux banques d'alimentation)

First reading, December 3, 1999

Première lecture le 3 décembre 1999

JAN 24 2000 M. HARB

Mr. Harb

This enactment would permit the donation of food to a food bank to be treated as a charitable gift, notwithstanding that the value of the food had already been deducted as a business expense of the donor.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de permettre de traiter les dons de nourriture à une banque d'alimentation comme des dons de bienfaisance, même si la valeur de cette nourriture a déjà été déduite comme dépense professionnelle ou d'entreprise par le donateur.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-396

PROJET DE LOI C-396

An Act to amend the Income Tax Act (donors to food banks)

WHEREAS many Canadians find themselves unable to afford nutritious food to feed themselves and their families:

WHEREAS food banks perform a valuable service in providing food to persons in need;

AND WHEREAS it is desirable to encourage the donation of food to food banks, especially food that would otherwise be wasted;

Now, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and 10 House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (dons aux banques d'alimentation)

Attendu:

que beaucoup de Canadiens n'ont pas les moyens d'acheter des aliments nutritifs pour eux-mêmes et leur famille;

que les banques d'alimentation rendent un 5 service précieux en fournissant des vivres aux personnes qui sont dans le besoin;

qu'il y a lieu d'encourager le don de nourriture aux banques d'alimentation, notamment la nourriture susceptible de se 10 perdre.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

(5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997 cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19, 21, 34; 1999, cc. 10, 17, 22, 26, 31

1. The Income Tax Act is amended by adding the following after section 259:

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est 15 L.R., ch. 1, 2 modifiée par adjonction, après l'article 259, de ce qui suit :

1994, ch. 7 8, 13, 21, 28, 29. 38. 41: 1995, ch. 1. 3, 11, 18, 21, 38. 46: 1996. ch. 11, 21, 23: 1997, ch. 10, 12, 25, 26: 1998. ch 19, 21, 34; 1999, ch. 10. 17, 22, 26, 31 Définitions

Préambule

Interpretation "food"

« nourriture »

259.1 (1) In this section.

"food" means food fit for human consumption that may, under any applicable public health law in force in the place where the food is located, be lawfully given or distributed: 20

"food bank" means a registered charity whose primary purpose is to provide food free of charge to persons in need in Canada.

259.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« banque d'alimentation » Organisme de 20 « banque bienfaisance enregistré qui a pour but de fournir gratuitement de la nourriture aux personnes qui sont dans le besoin au Cana-

« nourriture » Nourriture propre à la consom-25 « nourriture » mation humaine qui, aux termes des règles de droit relatives à la santé publique qui sont en vigueur au lieu où elle se trouve, peut légalement être donnée ou distribuée;

tion » "food bank"

d'alimenta-

"food bank" « banque d'alimentation »

362205

Preamble

R.S., cc. 1, 2

Charitable gift

2

(2) For the purposes of sections 110.1 and 118.1, a donation of food to a food bank is deemed to be a charitable gift, notwithstanding that the cost of the food donated is also taxpayer's income.

Fair market value

- (3) The fair market value of food to which subsection (2) applies is deemed to be the actual cost of the food to the taxpayer, not taxpayer in preparing or transporting the food.
- 2. Section 1 is applicable to the 1999 and subsequent taxation years

(2) Pour l'application des articles 110.1 et 118.1, le don de nourriture à une banque d'alimentation est réputé être un don de bienfaisance, même si le coût de la nourriture deducted as an expense in calculating the 5 donnée est aussi déduit comme dépense dans 5 le calcul de l'impôt du contribuable.

> Juste valeur marchande

Don de bienfaisance

- (3) La juste valeur marchande de la nourriture à laquelle le paragraphe (2) s'applique est réputée être son coût pour le contribuable à including tax or any costs incurred by the 10 l'exclusion de toute taxe et des frais encourus 10 par le contribuable pour sa préparation ou son transport.
 - 2. L'article 1 s'applique aux années d'imposition 1999 et suivantes





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-397

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-397

PROJET DE LOI C-397

An Act to change the name of the electoral district of Chicoutimi	Loi visant à changer le nom de la circonscription électoral de Chicoutimi
First reading, December 7, 1999	Première lecture le 7 décembre 1999



Mr. Harvey M. Harvey

This enactment would change the name of the electoral district of Chicoutimi to Chicoutimi — Le Fjord.

SOMMAIRE

Le texte a pour but de remplacer le nom de la circonscription électorale Chicoutimi par le nom Chicoutimi — Le Fjord.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-397

PROJET DE LOI C-397

An Act to change the name of the electoral district of Chicoutimi

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Chicoutimi

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, paragraph 18 of that part relating to the province of Quebec is amended by substituting the name "Chicoutimi - Le Fjord" for the name "Chicoutimi".

1. Dans le décret de représentation déclaré force by Proclamation of January 8, 1996, 5 en vigueur par proclamation du 8 janvier 1996 5 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, le paragraphe 18 de la partie relative à la province de Québec est modifié par la substitution du nom « Chi-10 coutimi — Le Fjord » au nom « Chicouti-10 mi ».

modifié :

« Chicoutimi

- Le Fjord »

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

Name

changed to

"Chicoutimi

- Le Fjord'







Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-398

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-398

PROJET DE LOI C-398

An Act to provide compensation to First Nations veterans on a comparable basis to that given to other war veterans Loi établissant un régime d'indemnisation pour les anciens combattants des premières nations comparable à celui offert aux autres anciens combattants

First reading, December 10, 1999

Première lecture le 10 décembre 1999



Mr. Nystrom

M. NYSTROM

The purpose of this enactment is to provide for the preparation and presentation to Parliament a compensation plan to give First Nations veterans equitable treatment and recognition.

This is to include the offer of a land grant equivalent to that given to other veterans, compensation for the delay in providing equal treatment, the foundation of a scholarship in honour of First Nations veterans and a formal apology from the Government of Canada to First Nations people. It would also provide for an appropriate war memorial on or near Parliament Hill.

The proposed compensation plan will then be considered by a Standing Committee of the House of Commons to allow for full public debate and ensure full and complete treatment of the omissions made in the past.

SOMMAIRE

Ce texte prévoit l'établissement et le dépôt au Parlement d'un régime d'indemnisation visant à garantir un traitement et une reconnaissance équitables aux anciens combattants des premières nations.

Ce régime prévoit, entre autres, l'offre d'un octroi de terre équivalent à celui accordé aux autres anciens combattants, le versement d'une indemnité en dédommagement du retard à accorder un traitement égal, l'institution d'une bourse d'études en l'honneur des anciens combattants des premières nations, la présentation d'excuses officielles par le gouvernement du Canada au peuple des premières nations, ainsi que la construction d'un monument de guerre approprié sur la Colline du Parlement ou à proximité de celle-ci.

Le régime d'indemnisation proposé sera ensuite étudié par un comité permanent de la Chambre des communes afin qu'il fasse l'objet d'un débat public et que les mesures voulues soient prises pour réparer intégralement les omissions du passé.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-398

PROJET DE LOI C-398

An Act to provide compensation to First Nations veterans on a comparable basis to that given to other war veterans

Loi établissant un régime d'indemnisation pour les anciens combattants des premières nations comparable à celui offert aux autres anciens combattants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

à la présente loi.

tants:

l'article 3.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

- 1. This Act may be cited as the First Nations Veterans Compensation Act.
- 1. Loi sur l'indemnisation des anciens 5 combattants des premières nations. 5 2. Les définitions qui suivent s'appliquent

Definitions

2. The following definitions apply in this

Définitions

« ancien

combattant

des premières

Titre abrégé

"compensation plan" means the plan referred to in section 3.

« ancien combattant des premières nations » Toute personne qui est à la fois :

d'indemnisation » "First Nations

des premières

nations »

"compensa-

tion plan"

« régime

a) un ancien combattant au sens de la Loi 10

nations » First Nations veteran'

- "First Nations veteran" means a person who 10 veteran' « ancien combattant
- b) un Indien au sens de la Loi sur les Indiens, un Métis, un Innu ou tout autre membre des premières nations désigné 15 par règlement.

sur les allocations aux anciens combat-

- (a) a veteran as defined in the War Veterans Allowances Act, and
- (b) an Indian as defined in the *Indian Act*, a Métis, an Innu or other prescribed First 15 « ministre » Le ministre des Anciens combat-Nations person. "Minister" means the Minister of Veterans
 - « régime d'indemnisation » Le régime visé à 20 tion »

"Minister" « ministre »

- Affairs.
- 3. Le ministre établit, en consultation avec canadien, un régime d'indemnisation pour les anciens combattants des premières nations qui vise à accorder à ceux-ci, en reconnaissance 25

de leurs services, un traitement comparable à

Minister to prepare compensation plan

- 3. The Minister, in consultation with the Minister of Indian Affairs and Northern 20 le ministre des Affaires indiennes et du Nord Development shall prepare a compensation plan for First Nations veterans that places First Nations veterans in a comparable position with respect to compensation for their service as veterans who were not First Nations 25 celui offert aux autres anciens combattants. persons.
- Établissement du régime par le ministre

« ministre » "Minister"

« régime

d'indemnisa-

"compensation plan"

362319

Elements of plan

- **4.** (1) The compensation plan must include:
- (a) an offer of equitable compensation in the form of
 - (i) a grant of land equivalent to the grant of land made to other veterans, or
 - (ii) financial compensation in an amount equivalent to such a right,

as elected by the First Nations veteran;

- (b) a payment of a certain sum equivalent to the compensation and other benefits, other 10 than grants of land, that were offered to other veterans than First Nations veterans;
- (c) a payment of a certain sum to adequately compensate for the delay in proper and full recognition of the service to Canada by First 15 Nations veterans and the delay in giving them compensation equivalent to that given to other veterans;
- (d) provision that the compensation referred to in paragraphs (a) to (c) shall be 20 available
 - (i) to First Nations veterans who are surviving on January 1, 2000 or,
 - (ii) in respect of a person who was a First Nations veteran, but who is not surviving 25 on January 1, 2000, to any person who was a spouse of the veteran as prescribed by the regulations, or a deemed spouse of the veteran, as provided in subsection 2(3) of the *War Veterans Allowances Act* 30 who is surviving on January 1, 2000;
- (e) any provision necessary to ensure that families of deceased First Nations veterans receive equal treatment to families of all other deceased veterans;
- (f) provision for the erection of a war memorial on or near to Parliament Hill, designed in consultation with representatives of First Nations organizations, that recognizes the service of First Nations war 40 veterans and provides a memorial for those of them who gave their lives in the service of Canada during the wars, in respect of which allowances are paid under the War Veterans Allowances Act.

- **4.** (1) Le régime d'indemnisation prévoit notamment :
 - a) l'offre d'une indemnité équitable sous l'une des formes suivantes, au choix de l'ancien combattant des premières nations : 5
 - (i) un octroi de terre équivalent à celui accordé aux autres anciens combattants,
 - (ii) une indemnité pécuniaire d'un montant équivalent à la valeur d'un tel octroi;
 - b) le versement d'une somme déterminée 10 équivalente à l'indemnité et aux autres avantages, à l'exception des octrois de terre, accordés aux anciens combattants autres que les anciens combattants des premières nations;
 - c) le versement d'une somme déterminée pour remédier convenablement au retard à reconnaître, comme il se doit, les services rendus pour le Canada par les anciens combattants des premières nations et au 20 retard à leur accorder une indemnité équivalente à celle donnée aux autres anciens combattants:
 - d) les personnes admissibles à l'indemnisation visée aux alinéas a) à c), à savoir : 25
 - (i) tout ancien combattant des premières nations qui est vivant le 1^{er} janvier 2000,
 - (ii) à l'égard d'un ancien combattant des premières nations qui est décédé avant le 1^{er} janvier 2000, son conjoint au sens des 30 règlements ou la personne réputée être son conjoint aux termes du paragraphe 2(3) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*;
 - e) les dispositions nécessaires pour garantir 35 que les familles des anciens combattants des premières nations qui sont décédés bénéficient d'un traitement égal à celui accordé aux familles des autres anciens combattants décédés;
 - f) la construction d'un monument commémoratif de guerre sur la Colline du Parlement ou à proximité de celle-ci, dont la conception est réalisée en consultation avec les représentants des organisations des 45 premières nations, pour honorer les anciens combattants des premières nations et perpé-

Modalités du régime

- (g) provisions for consultations with the Royal Canadian Legion to ensure that the memorial referred to in paragraph (f) be included in the ceremonies traditionally carried out on Remembrance Day each year 5 and that First Nations veterans be appropriately represented at the ceremonies;
- (h) an undertaking that First Nations veterans be appropriately represented in any delegation of veterans that represents Cana- 10 da at any event outside Canada:
- (i) provision for a scholarship to allow for studies in First Nations matters to be established in honour of First Nations veterans:
- (j) such other matters that the Minister, in consultation with the Minister of Veterans Affairs, considers necessary or desirable to give equitable treatment and recognition to First Nations veterans; and 20
- (k) a draft for legislation to bring the provisions covered by paragraphs (a) to (j) into effect.

- tuer le souvenir de ceux d'entre eux qui ont donné leur vie pour le Canada pendant les guerres, à l'égard desquelles sont versées les allocations prévues par la Loi sur les allocations aux anciens combattants;
- g) la tenue de consultations auprès de la Légion royale canadienne pour faire en sorte que le monument visé à l'alinéa f) fasse partie chaque année des cérémonies traditionnelles du jour du Souvenir et que 10 les anciens combattants des premières nations y soient dûment représentés;
- h) l'engagement d'assurer une représentation appropriée des anciens combattants des premières nations au sein de toute déléga-15 tion d'anciens combattants désignée pour représenter le Canada à l'occasion d'événements tenus à l'étranger;
- i) l'institution d'une bourse d'études, en l'honneur des anciens combattants des 20 premières nations, à l'intention des personnes qui poursuivent leurs études dans des domaines concernant les affaires des premières nations:
- i) toute autre question que le ministre, en 25 consultation avec le ministre des Anciens combattants, juge utile ou souhaitable pour garantir un traitement et une reconnaissance équitables aux anciens combattants des premières nations;
- k) la rédaction d'un projet de loi donnant effet aux dispositions visées aux alinéas a) à *j*).
- (2) The compensation plan shall also pro-Prime Minister on behalf of the Government of Canada to the First Nations people for the disparate treatment their veterans have received in the past.

(2) Il est également prévu dans le régime vide for a public apology to be made by the 25 d'indemnisation que le premier ministre, au 35 nom du gouvernement du Canada, présentera des excuses publiques au peuple des premières nations quant au traitement disparate réservé par le passé aux anciens combattants des premières nations. 40

Excuses publiques

Regulations

Public

apology

- 5. The Minister may make regulations 30 prescribing anything that, by this Act, is to be prescribed.
 - toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.
 - 6. (1) Le ministre établit le régime d'indemnisation et le fait déposer devant chaque 45 premiers jours de séance de la Chambre après

le 1er avril 2000.

5. Le ministre peut, par règlement, prendre

Règlement

Presentation to Parliament

6. (1) The Minister shall prepare the compensation plan and cause it to be laid before both Houses of Parliament on any of 35 chambre du Parlement au cours des trois the first three days on which the House sits following April 1, 2000.

Dépôt au Parlement Referral to committee

(2) The compensation plan, on being laid before the House of Commons, is automatically referred to the standing committee appointed by the House to deal with matters committee shall report on it within 90 days of the referral or such longer period as the House may direct.

(2) Dès son dépôt à la Chambre des communes, le régime d'indemnisation est automatiquement renvoyé devant le comité permanent de la Chambre désigné pour éturelating to First Nations people and the 5 dier les questions relatives au peuple des 5 premières nations. Ce comité dépose son rapport dans les 90 jours suivant le renvoi ou dans le délai supérieur fixé par la Chambre.

Renvoi devant le comité

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-399

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-399

PROJET DE LOI C-399

An Act respecting conscientious objection to the use of taxes for military purposes

Loi concernant l'objection de conscience à l'utilisation des impôts à des fins militaires

First reading, December 10, 1999

Première lecture le 10 décembre 1999



Mr. Robinson

M. ROBINSON

This enactment would permit individuals who object on conscientious grounds to paying taxes that might be used for military purposes to direct that an amount equivalent to a prescribed percentage of the income tax they pay in a year be diverted to a special account established by this enactment.

SOMMAIRE

Ce texte autorise les particuliers qui ont des objections de conscience à ce que les impôts qu'ils paient dans une année d'imposition servent à des fins militaires à exiger qu'une proportion déterminée par règlement de ces impôts soit versée dans un compte spécial constitué en vertu de la loi.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-399

PROJET DE LOI C-399

An Act respecting conscientious objection to the use of taxes for military purposes

Loi concernant l'objection de conscience à l'utilisation des impôts à des fins militaires

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Conscientious Objection Act.

TITRE ABRÉGÉ

INTERPRETATION

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

"Account" « compte »

"Account" means the Conscientious Objector Account established under section 5.

al who is registered as a conscientious ob-

jector under section 3.

"conscientious objector" « objecteur de

conscience »

"military purposes « fins militaires »

"Minister" « ministre »

"prescribed percentage « proportion x

"military purposes" means expenditures for war or for the preparation for war or any other activity of the Canadian Armed 15 « objecteur de conscience » Particulier inscrit 15 Forces.

"Minister" means the President of the Treasury Board.

"prescribed percentage" means the percentage prescribed under section 9 for the taxa-20 tion year.

1. Loi sur l'objection de conscience.

Titre abrégé

INTERPRÉTATION

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions à la présente loi.

« compte » Le compte des objecteurs de conscience constitué en vertu de l'article 5.

« compte » "Account" « fins

"conscientious objector" means an individu- 10 « fins militaires » Dépenses liées à la guerre, à la préparation en vue d'une guerre et toute 10 autre activité des Forces armées canadiennes

militaires » "military purposes"

« ministre » Le président du Conseil du Tré-

« ministre » "Minister"

au registre des objecteurs de conscience conformément à l'article 3.

« objecteur de conscience » "conscientious objector"

« proportion prescrite » Proportion déterminée en vertu de l'article 9 pour chaque année d'imposition.

« proportion » 'prescribed 20 percentage

CONSCIENTIOUS OBJECTORS

Individual registration

3. Where an individual objects, for reasons of conscience or religion, to paying taxes that might be used for military purposes, the individual may register with the Minister of 25 s'inscrire auprès du ministre du Revenu National Revenue as a conscientious objector.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

3. Tout particulier qui s'oppose, pour des motifs de conscience ou de religion, à ce que ses impôts servent à des fins militaires peut national à titre d'objecteur de conscience.

Inscription des personnes physiques

Request for payment

4. A conscientious objector may request that the percentage prescribed by regulation of the income tax paid by the conscientious objector in a taxation year be credited to the Account

4. Un objecteur de conscience peut demander que la proportion déterminée par règlement de l'impôt sur le revenu qu'il a pavé pour une année d'imposition soit portée au crédit 5 du compte.

Demande de paiement

CONSCIENTIOUS OBJECTOR ACCOUNT

Establishment of Account

5. The Minister of National Revenue shall establish, in the Public Accounts of Canada, an account to be known as the Conscientious Objector Account.

5. Le ministre du Revenu national établit. dans les comptes publics du Canada, un compte appelé Compte des objecteurs de conscience.

COMPTE DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Constitution du compte

5

Payments into the Account

6. Where a conscientious objector has made 10 a request under section 4, and the conscientious objector's income tax for the taxation year has been assessed and paid, an amount equal to the percentage prescribed by regula-Account by the Minister of National Revenue.

6. Le ministre du Revenu national porte au 10 crédit du compte la proportion déterminée par règlement de l'impôt payé par un objecteur de conscience si ce dernier lui fait une demande à cet effet, conformément à l'article 4, après tion of the amount paid shall be credited to the 15 avoir été cotisé et avoir payé l'impôt pour une 15 année d'imposition.

portées au crédit du compte

Purpose of

7. The Minister may authorize expenditures to be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Account for any purpose except a military purpose.

7. Le ministre peut autoriser des dépenses à paver sur le Trésor et portées au débit du compte pourvu qu'il ne s'agisse pas de 20 dépenses à des fins militaires.

Utilisation des sommes portées au crédit du compte

ADMINISTRATION

Duty of Minister

8. The Minister is responsible for the administration of this Act.

Prescribing percentage

Calculation of

percentage

9. (1) The Minister shall, for each taxation year, prescribe by regulation a percentage for the purposes of sections 4 and 6.

EXÉCUTION DE LA LOI

8. Le ministre est chargé de l'exécution de la présente loi.

Devoir du ministre

(2) The percentage referred to in subsection (1) shall be determined by calculating what percentage of the Government of Canada's

estimated expenditures for the taxation year is

military purposes for that year.

9. (1) Pour chaque année d'imposition, le ministre détermine, par règlement, la propor-25 tion des sommes à porter au crédit du compte 25 des objecteurs de conscience en vertu des articles 4 et 6.

Proportion déterminée par règlement

(2) La proportion visée au paragraphe (1) est établie en déterminant la proportion que représente les dépenses estimatives du gou-30 vernement du Canada à des fins militaires represented by estimated expenditures for 30 dans l'ensemble des dépenses estimatives du gouvernement.

Calcul de la proportion

REPORT TO PARLIAMENT

Report to Parliament

10. (1) The Minister shall, within four months after the end of each fiscal year, prepare and submit to both Houses of Parliament a report on the administration of this Act 35 sur l'exécution de la présente loi. during that year.

RAPPORT AU PARLEMENT

10. (1) Dans les quatre mois qui suivent la fin d'un exercice, le ministre établit et soumet 35 aux deux chambres du Parlement un rapport

Rapport au Parlement

Contents of report

(2) The report of the Minister must include

(a) a statement of the number of individuals registered as conscientious objectors as at the end of the year; 40 (2) Le rapport du ministre doit comporter :

Contenu du rapport

a) une indication du nombre d'objecteurs de conscience inscrits à la fin d'un exercice: 40

- (b) a statement of the total amount paid into the Account during the fiscal year;
- (c) details of the method used for determining the percentage referred to in subsection 9(2); and
- (d) a statement from the Minister certifying that no expenditure was charged to the Account during the year for a military purpose.

Obligation of the Minister of National Revenue

(3) The Minister of National Revenue shall 10 provide information to assist the Minister in the preparation of the report.

- b) une indication du montant total porté au crédit du compte pendant l'année d'imposi-
- c) les détails relativement à la méthode utilisée pour déterminer la proportion visée 5 au paragraphe 9(2):
- d) une attestation du ministre qu'aucune dépense à fins militaires n'a été portée au débit du compte pendant l'exercice.
- (3) Le ministre du Revenu national fournit 10 Obligation du les renseignements permettant au ministre de préparer son rapport.

ministre du Revenu national

Règlements

REGULATIONS

Regulations

- 11. (1) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister or the Minismay make regulations
 - (a) prescribing forms and documents for use under this Act; and
 - (b) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Consultation

(2) The Minister or the Minister of National Revenue, as the case may be, shall, in developing the regulations, consult with representatives of the organizations listed in the schedule and such other organizations or 25 que tout organisme qu'il juge utile de consulbodies as the Minister or the Minister of National Revenue may consider advisable.

RÈGLEMENTS

- 11. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre ou du ministre ter of National Revenue, as the case may be, 15 du Revenu national, selon le cas, prescrire par 15 règlement:
 - a) les formulaires et autres documents nécessaires à l'application de la présente loi:
 - b) d'une manière générale, tout ce qui est 20 nécessaire pour réaliser l'objet de la présente loi et en appliquer les dispositions.
 - (2) Au moment d'établir les règlements, le ministre ou le ministre du Revenu national, selon le cas, consulte les représentants des 25 organismes mentionnés à l'annexe de même ter.

Consulta-

AUTHORIZATION OF PARLIAMENT

Authorization of Parliament

12. No payment shall be made out of the Consolidated Revenue Fund to defray any this Act without the authority of an appropriation made by Parliament for such purposes.

AUTORISATION DU PARLEMENT

12. Le paiement sur le Trésor des dépenses entraînées par l'application de la présente loi 30 expenses necessary for the implementation of 30 est subordonné à l'autorisation par le Parlement des crédits nécessaires à cette fin.

Autorisation du Parlement

COMING INTO FORCE

Coming into force

13. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council to, whichever is earlier.

ENTRÉE EN VIGUEUR

13. La présente loi entre en vigueur soit le jour fixé par décret du gouverneur en conseil, or one year after the day on which it is assented 35 soit un an après le jour de sanction, selon la 35 première de ces éventualités.

Entrée en vigueur

SCHEDULE (Subsection 11(2))

Canadian Yearly Meeting of the Religious Society of Friends (Quakers)

Assemblée annuelle de la Société religieuse des amis (Quakers) du Canada

Conference of Mennonites in Canada

Conscience Canada Inc.

Mennonite Central Committee Canada

Comité central mennonite du Canada

Nos impôts pour la paix

ANNEXE (paragraphe 11(2))

Assemblée annuelle de la Société religieuse des amis (Quakers) du Canada

Canadian Yearly Meeting of the Religious Society of Friends (Quakers)

Conference of Mennonites in Canada

Conscience Canada Inc.

Comité central mennonite du Canada

Mennonite Central Committee Canada

Nos impôts pour la paix

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-400

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-400

An Act to provide defined contribution pensions for the Public Service, the Canadian Forces and the Royal Canadian Mounted Police, to be managed and invested by a private sector manager, and to amend the Income Tax Act and certain other Acts in consequence thereof

PROJET DE LOI C-400

Loi pourvoyant pour la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada, à des pensions à contributions déterminées dont les fonds sont gérés par des gestionnaires du secteur privé et modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines autres lois en conséquence

First reading, December 10, 1999

Première lecture le 10 décembre 1999



Mr. Grewal

M. GREWAL

This enactment replaces the present superannuation scheme for the Public Service, the Canadian Forces and the R.C.M.P. The present superannuation Acts for these federal public servants provide prescribed benefit pensions funded by contributions by the employee to which a future government contribution is committed to ensure the payment of specified future benefits. This will not apply from January I, 2001, but existing and accrued benefits under the present Act at that time are protected.

The new scheme, commencing January 1, 2001, is one that is funded by the employee's contributions at the same rate as before, and the employee may elect to contribute more. To this may be added any amount appropriated by Parliament. The funds are held in a pension account for each employee. The accounts will be managed by an approved private sector fund manager selected by a committee representing the employees.

On retirement, the employee may take a prescribed part of the account as a lump sum and the balance generates an annuity for the employee.

Family benefits are to be prescribed by regulations.

The *Income Tax Act* is amended to provide that the contributions made by the employee are deducted from taxable income.

SOMMAIRE

Ce texte a pour objet de remplacer les régimes de pensions actuels dans la fonction publique, dans les Forces canadiennes et dans la GRC. Les lois de pensions actuelles applicables à ces fonctionnaires fédéraux pourvoient à des prestations de retraite fondées sur des cotisations des employés et sur des contributions futures du gouvernement nécessaires au paiement des prestations futures en cause. Ce régime cessera de s'appliquer le 1^{er} janvier 2001, mais les prestations échues ou à échoir en vertu de la loi actuelle sont garanties.

Le nouveau régime, qui s'appliquera à compter du 1er janvier 2001, est fondé sur les cotisations des employés dont les barèmes resteront les mêmes qu'auparavant, sauf que les employés auront la possibilité de verser des cotisations supplémentaires. Il peut s'y ajouter des fonds affectés à cette fin par le Parlement. Les fonds sont affectés au compte de pension de chaque employé. Ces comptes sont administrés par un gestionnaire de fonds accrédité du secteur privé choisi par un comité représentant les employés.

Au moment de prendre sa retraite, l'employé peut recevoir une partie déterminée du compte en un seul paiement, le solde de son compte servant à lui verser une annuité.

Les prestations en faveur du conjoint et des enfants du contributeur sont déterminées par règlement.

La Loi de l'impôt sur le revenu est modifiée afin de prévoir que les cotisations à un régime de pension sont déduites du revenu imposable.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature. 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-400

PROJET DE LOI C-400

An Act to provide defined contribution pensions for the Public Service, the Canadian Forces and the Royal Canadian Mounted Police, to be managed and invested by a private sector manager, and to amend the Income Tax Act and certain other Acts in consequence thereof

Loi pourvoyant pour la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada, à des pensions à contributions déterminées dont les fonds sont gérés par des gestionnaires du secteur privé modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

Definitions

- 1. This Act may be cited as the Federal Public Service Pension Act.
- 2. The definitions in this section apply in this Act.

"contributing employee « contributeur » "contributing employee" means an individual who contributes to a pension account pursuant to section 4.

"federal public service" « administration publique fédérale »

- "federal public service" means individuals serving in
 - (a) the Public Service as defined in the Public Service Superannuation Act;
 - (b) the regular force as defined in the 15 Canadian Forces Superannuation Act; or
 - (c) the Force as defined in the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

"former Act" antérieure »

"former Act" means, with respect to one of 20 the three branches of the federal public service mentioned in the definition of that phrase, the Act that applied to the superannuation of employees of the branch immediately before the coming into force of 25 this Act.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

- 1. Loi sur la pension de l'administration 5 publique fédérale.
 - 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
 - « administration publique fédérale » Ensemble des personnes employées par :

10

- a) la fonction publique au sens de ce 10 terme en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique;
- b) la force régulière au sens de cette expression en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadien-15
- c) la Gendarmerie au sens de ce terme en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.
- « contributeur » Personne qui verse des coti-20 « contributeur » sations à un compte de pension en vertu de l'article 4.
- « emploi ouvrant droit à pension » Emploi dans la fonction publique fédérale après le 31 décembre 1998, qui n'est ni exempté ni 25 exclu en vertu des règlements de l'application de la présente loi.

"contributing employee

Titre abrégé

Définitions

« administra-

tion publique

fédérale x "federal

nublic

service"

« emploi ouvrant droit à pension » "pensionable service

de fonds »

manager"

"fund

« gestionnaire

10

"fund manager' « gestionnaire de fonds »

"fund manager" means a financial manager in the private sector who has been approved by the regulations to manage pension accounts of contributing employees under this Act.

"Minister" « ministre » "Minister" means such member of the Oueen's Privy Council for Canada as may be designated by order of the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act.

"pensionable service « emploi ouvrant droit à pension »

"pensionable service" means employment in the federal public service after December 31, 1998 that is not exempted or excluded from the application of this Act by the regulations. 15

Application

3. This Act applies to employment in the federal public service after December 31, 2000.

Contributions by employee

4. (1) Every person employed in pensionable service in the federal public service on or 20 fonction publique fédérale dans un emploi after January 1, 2001 shall contribute, by deduction from salary or otherwise as provided by the regulations, the percentage of salary provided by section 5.

Pension account

(2) Every amount contributed by a contrib-25 uting employee shall be paid into and held in a pension account established for that contributing employee.

Contribution from public funds

(3) Any amount appropriated by an Act of Parliament for the purpose of contributing to 30 fédérale au paiement de contributions de pensions under this Act shall be apportioned to the pension accounts of the employees to which this Act applies, in such proportions as is directed by the appropriating Act.

Amount of employee's contribution

- 5. An employee required or entitled to 35 contribute by subsection 4(1)
 - (a) shall contribute to the employee's pension account the percentage of the employee's salary specified as an employee's contribution in the former Act; and 40
 - (b) may, by election in the manner provided in the regulations, contribute to the employee's pension account an additional amount up to the amount mentioned in paragraph (a). 45

« gestionnaire de fonds » Gestionnaire financier du secteur privé désigné par règlement comme gestionnaire des comptes de pension des contributeurs conformément à la présente loi.

« loi antérieure » Pour chacun des trois secteurs de l'administration publique fédérale mentionnés dans la définition de cette expression, la loi qui s'appliquait aux pensions de retraite de ce secteur immédiate-10 ment avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

« loi antérieure » "former Act"

« ministre » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par décret du gouverneur en conseil de l'administration 15 de la présente loi.

« ministre » Minister'

3. La présente loi s'applique à l'emploi dans la fonction publique fédérale après le 31 décembre 2000.

Champ d'application

4. (1) Toute personne employée dans la 20 Cotisations ouvrant droit à pension le 1^{er} janvier 2001 ou après cette date, verse à titre de cotisations, sous forme de déduction du salaire ou sous une autre forme prévue par règlement, les propor-25 tions de son salaire mentionnées à l'article 5.

de l'employé

(2) Toute somme payée par un contributeur à titre de cotisations est versée à un compte de pension établi pour le contributeur et y est Compte de pension

(3) Toute somme affectée par une loi pension en vertu de la présente loi est répartie entre les comptes de pension des employés auxquels la présente loi s'applique dans les 35 proportions indiquées à la loi de crédit portant cette affectation.

Contribution sur les fonds publics

5. Les cotisations à verser à son compte de pension par un employé en vertu du paragraphe 4(1) sont les suivantes :

Proportions du salaire versées à titre de cotisation

- a) des cotisations obligatoires égales à la proportion du salaire que l'employé était tenu de payer à titre de cotisations de pension en vertu de la loi antérieure;
- b) des cotisations facultatives, selon une 45 élection faite en la forme réglementaire, jusqu'à concurrence du montant qu'il est tenu de verser en vertu de l'alinéa a).

Lump sum and annuity

6. (1) At any time after reaching the age of fifty-five years, or upon becoming permanently disabled, the contributing employee may, by election in the prescribed form, elect to value of the account specified in the regulations, in cash or in the securities in which it is held, and to receive an annuity from the balance of the account in one of the forms of annuity prescribed by the regulations.

6. (1) Après avoir atteint l'âge de cinquantecinq ans ou s'il est frappé d'invalidité permanente, le contributeur peut choisir, selon la formule prescrite, de recevoir la proportion receive as a lump sum the percentage of the 5 déterminée par règlement de son compte de 5 pension sous forme de paiement unique au comptant ou en valeurs mobilières dont le compte est constitué et de recevoir le solde de son compte sous forme de l'une des annuités 10 déterminées par règlement. 10

unique et

Paiement

Family rights

- (2) The rights of the spouse and children of a contributing employee respecting the pension account are as provided by the regulations.
- (2) Les droits du conjoint et des enfants du contributeur relativement au compte de pension de celui-ci sont déterminés par règlement.

Droits familiaux

Fund management

- 7. (1) The funds in a pension account 15 mentioned in section 4 shall be managed and invested by a fund manager designated in the prescribed manner by the Designating Committee established pursuant to subsection (2).
- Gestion des 7. (1) Le sommes détenues dans un compte 15 de pension visé à l'article 4 sont obligatoirement administrées par un gestionnaire de fonds qui veille à leur placement; cet administrateur est désigné par le Comité de nomination établi en vertu du paragraphe (2). 20

Designating Committee

(2) There is hereby established a committee 20 to be known as the Designating Committee consisting of those members appointed by the Minister from persons nominated to represent the parts of the federal public service in accordance with the regulations. 25 modalités prévues par les règlements. Comité de nomination

Account held in trust

(3) The fund manager shall hold in trust every pension account assigned to the manager's management and report on the pension accounts to the Designating Committee and to every contributing employee in the manner 30 and at the times specified by the regulations.

(3) Le gestionnaire de fonds est fiduciaire de tous les comptes de pension qu'il est chargé d'administrer et rend compte relativement à ces comptes au Comité de nomination et à 30 chacun des employés contributeurs selon les modalités de temps et autres déterminées par règlement.

(2) Est constitué un comité appelé Comité

de nomination, composé des personnes nom-

mées par le ministre parmi les personnes

proposées pour représenter chacune des par-

ties de la fonction publique fédérale selon les 25

Fiducie des comptes de pension

Collective management

(4) The fund manager shall manage the investment of the assets of the pension accounts collectively, and not individually, and in such a manner that the investment 35 duel de sorte que le rendement des placements performance of each account over a specific period of time is the same.

Gestion (4) Le gestionnaire de fonds gère le placement des avoirs de comptes de pension de 35

manière collective et non par compte indiviest le même pour tous les comptes pour une période spécifique.

collective

Investment

8. (1) The funds in a pension account may be invested only in the manner and in the securities prescribed in the regulations.

8. (1) Il est interdit au gestionnaire de placer 40 Placement les sommes détenues dans des comptes de 40 pension autrement que selon les modalités prévues par les règlements et dans d'autres valeurs mobilières que celles déterminées par les règlements. 45

des avoirs

Règlements

Matters prescribed

- (2) Regulations under subsection (1) may, without limiting the generality of subsection (1), prescribe
 - (a) the nature of the securities in which the pension accounts may be invested; and
 - (b) the proportions of the pension accounts that may be held in different types of security at one time.

Existing benefits

9. Benefits that have become payable under Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act prior to January 1, 2001 are not affected by this Act.

Future benefits under former Acts

10. Benefits that become payable on or after 15 January 1, 2001 under the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act in respect of pensionable service on or before 20 pension de retraite de la Gendarmerie royale December 31, 2000 shall be paid in the amounts and at the times provided for in the regulations.

Employee leaving service

- 11. An employee who leaves the federal public service is entitled to
 - (a) receive a benefit,
 - (b) transfer the amount standing to the credit of the employee's pension account into a registered retirement pension plan as defined in the Income Tax Act, or 30
 - (c) transfer the amount standing to the credit of the employee's pension account into a registered retirement savings plan as defined in the Income Tax Act

in the manner determined by the regulations. 35

Regulations

- 12. The Governor in Council may make regulations
 - (a) for any purpose that by this Act is to be provided for by regulation or prescribed; and 40
 - (b) establishing a code of conduct for managers in their handling of funds under this Act.

- (2) Les règlements visés au paragraphe (1) peuvent notamment pourvoir aux objets suivants:
 - a) la nature des valeurs mobilières que les comptes de pension peuvent servir à acqué- 5
 - b) les proportions des comptes de pension qui peuvent être investies dans chaque type de valeurs mobilières.
- 9. Les prestations payables en vertu de la 10 Prestations the Public Service Superannuation Act, the 10 Loi sur la pension de retraite de la fonction publique du Canada, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et échues au 1er janvier 15 2001 ne sont pas visées par la présente loi.

10. Les prestations qui deviennent payables le 1^{er} janvier 2001 ou après cette date en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite 20 des Forces canadiennes ou de la Loi sur la du Canada en raison de service ouvrant droit à pension accompli jusqu'au 31 décembre 2000 sont payées conformément aux modali-25 tés de temps et selon les montants déterminés

Prestations futures payables en vertu des lois antérieures

échues

11. Un employé qui quitte l'administration 25 publique fédérale a droit, selon les modalités fixées par règlement : 30

Employés qui auittent le service

a) soit au paiement de prestations;

par règlement.

- b) soit au transfert du crédit porté à son compte de pension dans un régime agréé de pension au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu; 35
- c) soit au transfert du crédit porté à son compte de pension à un régime enregistré d'épargne-retraite au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.
- 12. Le gouverneur en conseil peut, par 40 Règlements règlement :
 - a) prescrire tout ce qu'il est nécessaire de prescrire pour l'application de la présente loi:
 - b) établir un code d'éthique à l'intention des 45 gestionnaires relativement à la gestion des

L.R., ch. 1, 2

(5e suppl.); 1994, ch. 7.

8, 13, 21, 28 29, 38, 41;

1995, ch. 1.

3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996,

ch. 11. 21.

10, 12, 25,

19, 21, 34;

5

23; 1997, ch

26: 1998, ch

1999, ch. 10, 17, 22, 26, 31

sommes détenues par eux dans des comptes de pension en vertu de la présente loi.

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

INCOME TAX ACT

R.S., cc. 1, 2 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997, cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19, 21, 34; 1999, cc. 10, 17, 22, 26, 31

13. The *Income Tax Act* is amended by adding the following after paragraph 8(1)(m.2):

(m.3) an amount contributed by the taxpayer in the year, in respect of the employment 5 of the taxpayer, to a pension account under the Federal Public Service Pension Act.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

14. The *Public Service Superannuation Act* is amended by adding the following after section 4:

4.1 This Act does not apply to pensionable employment after December 31, 2000.

15. The Canadian Forces Superannuation Act is amended by adding the following after section 3:

13. La Loi de l'impôt sur le revenu est modifiée par adjonction après l'alinéa 8(1)m.2) de ce qui suit :

m.3) les cotisations que le contribuable a versées dans l'année, relativement à son emploi, à un compte de pension en vertu de la Loi sur la pension de l'administration publique fédérale;

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

14. La Loi sur la pension de la fonction publique est modifiée par adjonction, après 10 l'article 4, de ce qui suit :

P-36: L.R., ch. 22, 46 (1er suppl.), ch. 13, 15, 19, 32 (2e suppl.), ch. 9 18, 20, 28 (3e suppl.), ch. 1, 7, 28, 41, 47, 54 (4e suppl.); 1989, ch. 3, 6; 1990, ch. 3, 13; 1991, ch. 6, 10, 16, 38; 1992, ch. 1, 37, 46; 1993. ch. 1, 28, 31, 34; 1994, ch. 13, 26; 1995. ch. 18, 29; 1996, ch. 10, 11, 16, 18; 1997, ch. 6. 9; 1998, ch. 1999, ch. 17,

4.1 La présente loi ne s'applique pas à l'emploi ouvrant droit à pension accompli 15 après le 31 décembre 2000.

15. La Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes est modifiée par ad-15 jonction, après l'article 3, de ce qui suit : L.R., ch. C-17; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. 13 (2e suppl.); 1989, ch. 6; 1992, ch. 46; 1998, ch. 35; 1999, ch. 26

R.S., c. P-36; R.S., cc. 22, 46 (1st Supp.), cc. 13, 15, 19, 32 (2nd Supp.), cc. 9, 18, 20, 28 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 28, 41, 47, 54 (4th Supp.); 1989. cc. 3, 6; 1990, cc. 3, 13; 1991, cc. 6, 10, 16, 38; 1992, cc. 1 37, 46; 1993, cc. 1. 28, 31, 34; 1994, cc 13, 26; 1995, cc. 18, 29; 1996, cc. 10, 11, 16, 18; 1997, cc. 6, 9 1998, cc. 9, 15, 31, 35; 1999, cc. 17,

R.S., c. C-17; R.S., c. 31 (1st Supp.), c. 13 (2nd Supp.); 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1998, c. 35; 1999, c. 26

3.1 This Act does not apply to pensionable service after December 31, 2000.

3.1 La présente loi ne s'applique pas à l'emploi ouvrant droit à pension accompli après le 31 décembre 2000.

R.S., c. R-11: R.S., c. 13; 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1998, c. 11; 1999, c. 26

16. The Royal Canadian Mounted Police the following after section 3:

16. La Loi sur la pension de retraite dans 5 L.R., ch. Superannuation Act is amended by adding 5 la Gendarmerie royale du Canada est modifiée par adjonction, après l'article 3, de ce qui suit:

ch. 13; 1989. ch. 6; 1992. ch. 46; 1998. ch. 11; 1999, ch. 26

3.1 This Act does not apply to pensionable service after December 31, 2000.

3.1 La présente loi ne s'applique pas à l'emploi ouvrant droit à pension accompli 10 après le 31 décembre 2000.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

17. This Act comes into force on January 1, 2001.

17. La présente loi entre en vigueur le 10 1er janvier 2001.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-401

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-401

PROJET DE LOI C-401

An Act to amend the Criminal Code (no parole when imprisoned for life)

Loi modifiant le Code criminel (absence de libération conditionnelle en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité)

First reading, December 13, 1999

Première lecture le 13 décembre 1999



Mr. Hanger

M. HANGER

This enactment amends certain provisions of the *Criminal Code* that relate to life imprisonment. The enactment provides that such a sentence means imprisonment without any access to parole for the remainder of the natural life of the offender.

The enactment also repeals the new section 745.6, which allows an offender to apply, after 15 years, for a reduction in the period to be served before parole eligibility. This ensures that the full parole eligibility period ordered by the court is served.

SOMMAIRE

Ce texte modifie certaines dispositions du *Code criminel* relatives à l'emprisonnement à perpétuité. Le texte dispose qu'une telle peine signifie l'emprisonnement de la personne pour le reste de sa vie, sans admissibilité à la libération conditionnelle.

Ce texte abroge aussi le nouvel article 745.6, qui permet à un contrevenant de demander une réduction de la période à purger avant l'admissibilité à la libération conditionnelle, après qu'il a purgé quinze ans de sa peine. Cette modification fait en sorte que la période complète de peine antérieure à l'admissibilité à la libération conditionnelle déterminée par le tribunal soit purgée.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-401

PROJET DE LOI C-401

An Act to amend the Criminal Code (no parole when imprisoned for life)

Loi modifiant le Code criminel (absence de libération conditionnelle en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité)

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2; 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 7, 8 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

C-46; L.R. ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992. ch. 1, 11, 20, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 7, 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 5

L.R., ch.

1. Section 745 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Life imprisonment

30, 34, 35, 37;

1999, c. 5

745. (1) The sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for the remainder of his natural life without eligibility for 10 parole.

1. L'article 745 du *Code criminel* est 5 remplacé par ce qui suit :

745. (1) Une personne condamnée à l'emprisonnement à perpétuité est condamnée à l'emprisonnement pour le reste de sa vie, sans admissibilité à la libération conditionnelle.

Emprisonnement à perpétuité Application of sections relating to parole

(2) Sections 745.1, 745.2, 745.3, 745.4, 745.5 and 746.1 do not apply to a person sentenced to imprisonment for life after the coming into force of subsection (1).

2. Section 745.6 of the Act is repealed.

(2) Les articles 745.1, 745.2, 745.3, 745.4, 745.5 et 746.1 ne s'appliquent pas à une personne condamnée à l'emprisonnement à perpétuité après l'entrée en vigueur du paragraphe (1).

Application des articles portant sur la libération conditionnelle

5 2. L'article 745.6 de la même loi est abrogé.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





C-402

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-402

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-402

PROJET DE LOI C-402

An Act to amend the Competition Act (abuse of dominant position)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (abus de position dominante)

First reading, December 13, 1999

Première lecture le 13 décembre 1999



Mr. McTeague

M. McTeague

SUMMARY

This enactment amends section 78 of the *Competition Act*. Under this section, the Competition Tribunal may make an order prohibiting certain persons from engaging in anti-competitive acts.

The enactment expands the definition of "anti-competitive act" and allows the Tribunal to prohibit a person holding a dominant position in the wholesale or retail market from engaging in

- (a) certain practices now viewed as anti-competitive acts; and
- (b) any other abusive and anti-competitive practice towards a competitor or supplier.

SOMMAIRE

Ce texte modifie l'article 78 de la *Loi sur la concurrence*. En vertu de cet article, le Tribunal de la concurrence peut rendre une ordonnance interdisant à certaines personnes de se livrer à des agissements anti-concurrentiels.

Ce texte élargit la définition de « agissement anti-concurrentiel » et permet au tribunal d'interdire à une personne occupant une position dominante sur un marché de gros ou de détail de se livrer, à la fois :

- a) à certaines pratiques maintenant considérées à titre d'agissements anti-concurrentiels;
- b) à toute autre pratique abusive et anti-concurrentielle envers un concurrent ou un fournisseur.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-402

PROJET DE LOI C-402

An Act to amend the Competition Act (abuse of dominant position)

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (abus de position dominante)

R.S., c. C-34; R.S., c. 27 (1st Supp.), c. 19 (2nd Supp.), c. 34 (3rd Supp.), cc. 1, 10 (4th Supp.); 1990, c. 37; 1991, cc. 45, 46, 47; 1992, cc. 1, 14; 1993, c. 34; 1995, c. 1; 1999, cc. 2, 28, 31 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : L.R., ch. C-34; L.R., ch. 27 (1er suppl.), ch. 19 (2° suppl.), ch. 34 (3° suppl.), ch. 1, 10 (4c suppl.); 1990, ch. 37; 1991, ch. 45, 46, 47; 1992, ch. 1, 14; 1993, ch. 34; 1995, ch. 1: 1999. ch. 2, 28, 31

1. Paragraphs 78(h) and (i) of the *Competition Act* are replaced by the following:

- (h) requiring or inducing a supplier to sell only or primarily to certain customers, or to refrain from selling to a competitor, with the object of preventing a competitor's entry into, or expansion in, a market;
- (i) selling articles at a price lower than the acquisition cost for the purpose of disciplining or eliminating a competitor;

10

- (j) requiring a supplier to pay a fee to a retailer as a condition for selling a product, 15 if the fee is unrelated to, or in excess of, the actual costs incurred by the retailer with respect to the product for the purpose of impeding or preventing a supplier's entry into or expansion in a market;
- (k) squeezing, by a vertically integrated retailer, of the margin available to an unintegrated person competing with the retailer, for the purpose of impeding or preventing the person's entry into, or ex-25 pansion in a market; and

1. L'alinéa 78i) de la *Loi sur la concurren-* 5 *ce* est remplacé par ce qui suit :

- i) le fait de vendre des articles à un prix inférieur au coût d'acquisition de ces articles dans le but de discipliner ou d'éliminer un concurrent;
- j) le fait d'obliger un fournisseur à payer 10 une prime à un détaillant pour que celui-ci vende un produit lorsque cette prime n'est pas liée aux dépenses réelles encourues par le détaillant à l'égard du produit ou lorsqu'elle est en sus de ces dépenses, dans 15 le cas où cette action a pour but d'empêcher l'entrée ou la participation accrue d'un fournisseur dans un marché ou encore de faire obstacle à cette entrée ou à cette participation accrue;
- k) la compression, par un détaillant intégré verticalement, de la marge bénéficiaire accessible à une personne non intégrée qui est en concurrence avec ce détaillant, dans le cas où cette compression a pour but25 d'empêcher l'entrée ou la participation accrue de la personne dans un marché ou

- (*l*) unilaterally withholding amounts owing to a supplier for some purported reason without the prior agreement of the supplier for the purpose of disciplining the supplier.
- encore de faire obstacle à cette entrée ou à cette participation accrue;
- l) le fait de retenir unilatéralement une somme due à un fournisseur pour toute raison alléguée, alors qu'il n'y a aucune 5 entente préalable à cet égard de la part du fournisseur, dans le but de le discipliner.





C-403

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 C-403

Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-403

PROJET DE LOI C-403

An Act to amend the Nuclear Energy Act and the Nuclear Safety and Control Act

Loi modifiant la Loi sur l'énergie nucléaire et la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires

First reading, December 15, 1999

Première lecture le 15 décembre 1999



M. CHATTERS

Mr. Chatters

SUMMARY

The purpose of this enactment is twofold. Firstly, it would bring into force legislation that separates the Atomic Energy Control Board, the regulator of nuclear matters, from Atomic Energy of Canada Limited, the federal organization responsible for research, development and marketing of nuclear energy. Currently, the two bodies are encompassed in one statute and accountable to the same Minister. Secondly, it would amend that legislation to ensure that the Board, replaced by the Canadian Nuclear Safety Commission in that legislation, would be accountable to the Minister of the Environment rather than a Minister designated by cabinet, who at present is the Minister of Natural Resources. It would also provide that Atomic Energy of Canada Limited will no longer be accountable to that latter Minister but to the Minister of Industry.

SOMMAIRE

Ce texte a un double objet. Premièrement, il met en vigueur les dispositions législatives qui séparent la Commission de contrôle de l'énergie atomique. l'organisme de réglementation des questions nucléaires, d'Énergie atomique du Canada limitée, la société commerciale fédérale responsable de la recherche sur l'énergie atomique, de son développement et de sa mise en marché. Présentement les deux organismes sont régis par la même loi et répondent au même ministre. Deuxièmement, ce texte modifie les dispositions législatives afin de faire en sorte que la Commission, remplacée par la Commission de sûreté nucléaire en vertu de cette loi, réponde au ministre de l'Environnement, plutôt qu'au ministre des Ressources naturelles. Il édicte aussi qu'Énergie atomique du Canada limitée ne répondra pas à ce dernier ministre, mais à celui de l'Industrie.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

2nd Session, 36th Parliament. 48 Elizabeth II, 1999

2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-403

PROJET DE LOI C-403

An Act to amend the Nuclear Energy Act and the Nuclear Safety and Control Act

Loi modifiant la Loi sur l'énergie nucléaire et la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires

Her Maiesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Nuclear Amendment Act. 1998.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi de 1998 modifiant les lois 5 nucléaires.

Titre abrégé

1997. c. 9

NUCLEAR ENERGY ACT

2. The definition "Minister" in section 2 of the Nuclear Energy Act is replaced by the following:

"Minister" « ministre »

"Minister" means the Minister of Industry;

LOI SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

1997, ch. 9

2. La définition de « ministre » à l'article 2 de la Loi sur l'énergie nucléaire est remplacée par ce qui suit :

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« ministre » "Minister"

3. The Act is amended by adding the 10 following after section 11:

Transfer of shares

11.1 (1) Any shares of the company Atomic Energy of Canada Limited that are held or owned by the Minister of Natural Resources under subsection 11(1) as it read immediately 15 before the coming into force of this section are hereby transferred to the Minister of Industry who is hereby authorized to acquire the shares.

3. La même loi est modifiée par adjonc-10 tion, après l'article 11, de ce qui suit :

11.1 (1) Toutes les actions d'Énergie atomique du Canada limitée détenues par le ministre des Ressources naturelles en vertu du paragraphe 11(1), dans la version de celui-ci 15 immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, sont par les présentes transférées au ministre de l'Industrie qui est par les présentes autorisé à les acquérir.

Transfert des actions

(2) Les actions transférées au ministre en 20 Inscription et de la compagnie Énergie atomique du Canada limitée au nom du ministre et il les détient en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada.

Registration and holding of shares

(2) The shares transferred to the Minister by subsection (1) shall be registered in the books 20 vertu du paragraphe (1) sont incrites aux livres of the company Atomic Energy of Canada Limited in the name of the Minister and shall be held or owned, as the case may be, by the Minister in trust for Her Majesty in right of Canada. 25

détention des

1997. € 9

NUCLEAR SAFETY AND CONTROL ACT

4. (1) The definition "Minister" in sec-

LOI SUR LA SÛRETÉ ET LA RÉGLEMENTATION NUCLÉAIRES

4. (1) La définition de « ministre » à l'article 2 de la Loi sur la sûreté et la 1997, ch. 9

"Minister"

tion 2 of the Nuclear Safety and Control Act is replaced by the following: "Minister" means the Minister of the Envi-

réglementation nucléaires est remplacée par ce qui suit :

« ministre »

ronment.

5 « ministre » Le ministre de l'Environnement.

5 « ministre » 'Minister'

(2) Section 127 of the Act is replaced by the following:

(2) L'article 127 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Coming into force

127. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

127. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur à la date fixée par 10 décret. 10

Entrée en vigueur

Exception

(2) If this Act is not in force on the day the Nuclear Amendment Act, 1998 is assented to. this Act shall come into force on a day to be fixed by the Governor in Council that is not later than 60 days after that assent.

(2) Si elle n'est pas en vigueur à la date de la sanction de la Loi de 1998 modifiant les lois nucléaires, la présente loi entre en vigueur, à la date fixée par décret, qui ne peut être plus 15 de soixante jours après cette sanction.

Exception

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition. Ottawa, Canada K1A 0S9

-F5L

REPRINT

C-404

RÉIMPRESSION

C-404

Second Session, Thirty-sixth Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 Deuxième session, trente-sixième législature, 48 Elizabeth II, 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-404

PROJET DE LOI C-404

An Act to amend the Employment Insurance Act and the Department of Human Resources Development Act, 1999

Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et la Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines

First reading, December 15, 1999

Première lecture le 15 décembre 1999



Mr. Crête M. Crête

SUMMARY

This enactment amends the method for setting the premium rate in the *Employment Insurance Act*. It also amends a number of provisions in this Act with respect to the Employment Insurance Account.

EMPLOYMENT INSURANCE ACCOUNT

This enactment provides that the Employment Insurance Account shall no longer be an account of Canada. Accordingly, the following amounts will be paid directly into the Employment Insurance Account, including

- (a) all the amounts credited to the Employment Insurance Account—as this account existed immediately prior to the day this section comes into force—and not charged to this account for the purposes of this Act on the coming into force of this section:
- (b) all amounts received under Parts I and III to IX, as or on account of premiums, fines, penalties, interest, repayment of overpaid benefits and benefit repayment;
- (c) all amounts collected by the Commission for services rendered to other government departments or agencies or to the public; and
- (d) all premiums required to be paid by Her Majesty in right of Canada as employer's premiums for persons employed in insurable employment by Her Majesty in right of Canada.

The amounts paid to the Employment Insurance Account will belong to the assets of the Employment Insurance Commission and the Commission must manage them in the best interest of the contributors and beneficiaries under the employment insurance system.

Payments out of the Employment Insurance Account include all amounts paid as or on account of benefits under the *Employment Insurance Act* and the costs of administering the Act.

The Minister of Finance may require the Commission to pay, by way of a loan, to Her Majesty in right of Canada an amount or part thereof that the Commission considers will not be immediately required for the purposes of the *Employment Insurance Act*.

Where the assets of the Employment Insurance Account are not sufficient for the payment of the amounts that the Commission is liable to pay under this Act, the Commission may request the Minister of Finance to grant the Commission a loan, from the Consolidated Revenue Fund, of an amount sufficient to meet the payments.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

SOMMAIRE

Ce texte modifie le mode de fixation du taux de cotisation visé à la Loi sur l'assurance-emploi. Il modifie également plusieurs dispositions de cette loi à l'égard du Compte d'assurance-emploi.

COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI

Ce texte prévoit que le Compte d'assurance-en con ne fait plus partie des comptes du Canada. Ainsi, sont versées directement au Compte d'assurance-emploi notamment :

- a) toutes les sommes portées au crédit du Compte d'assuranceemploi — tel que ce compte existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent texte — et non débitées de ce compte pour les fins de la Loi sur l'assurance-emploi;
- b) toutes les sommes reçues en application des parties I et III à IX de cette loi au titre des cotisations, amendes, pénalités, intérêts, remboursements des versements excédentaires de prestations ou remboursements de prestations;
- c) toutes les sommes perçues par la Commission d'assurance-emploi pour services rendus à des ministères ou organismes du gouvernement ou au public;
- d) toutes les sommes reçues à titre de cotisations que Sa Majesté du chef du Canada est tenue de verser au titre de cotisations patronales à l'égard des personnes occupant un emploi assurable au service de Sa Majesté du chef du Canada.

Les sommes versées au Compte d'assurance-emploi font partie de l'actif de la Commission d'assurance-emploi, et celle-ci doit les gérer dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires du régime d'assurance-emploi.

Sont payés sur le Compte d'assurance-emploi notamment toutes les sommes versées au titre de prestations sous le régime de la *Loi sur l'assurance-emploi* et les frais d'application de cette loi.

À la demande du ministre des Finances, la Commission doit verser à Sa Majesté du chef du Canada, sous forme de prêt, les sommes ou une partie des sommes dont elle prévoit ne pas avoir besoin immédiatement pour l'application de la Loi sur l'assurance-emploi.

À la demande de la Commission, lorsque le Compte d'assuranceemploi est insuffisant pour payer les sommes découlant d'une obligation dont la Commission est tenue de s'acquitter en vertu de la présente loi, le ministre des Finances peut lui consentir, sur le Trésor, un prêt suffisant pour couvrir ses paiements.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

SETTING THE ANNUAL PREMIUM RATE

This enactment provides that every year the Employment Insurance Commission shall cause a report to be sent to the Minister of Human Resources Development containing its recommendations respecting the setting of the premium rate and the amount of benefits, if any, that the Commission considers will, to the extent possible, ensure that there will be enough revenue over a business cycle to pay the expenses authorized to be charged to the Employment Insurance Account and maintain relatively stable rate levels throughout the business cycle.

The Minister shall cause the report to be laid before each House of Parliament within the first five days on which that House is sitting after the report has been received by the Minister.

Not later than November 30 in each year, the Minister shall set the contribution rate that the Minister considers will, to the extent possible, ensure that there will be enough revenue over a business cycle to pay the expenses authorized to be charged to the Employment Insurance Account and maintain relatively stable rate levels throughout the business cycle. In performing this duty, the Minister shall take into account the recommendations contained in the report of the Employment Insurance Commission.

This enactment also amends the Employment Insurance Act as follows:

- (a) a person who has worked at least 300 hours during her qualifying period eligible for special benefits;
- (b) maximum weekly insurable earnings are calculated in accordance with the standards set out in the former *Unemployment Insurance Act*;
- (c) weekly insurable earnings are the average insurable earnings of the claimant for the number of weeks, set out in a table, in which the claimant had the highest insurable earnings in the rate calculation period;
- (d) section 15 providing for a reduction in the weekly benefit rate payable to a claimant is repealed;
- (e) Schedule I (Table of Weeks of Benefit) is modified;
- (f) the concept of a new entrant or re-entrant to the labour force is repealed;
- (g) the threshold for insurable employment above which employees' premiums are refundable is increased from \$2,000 to \$5,000; and
- (h) the portion of earnings, received by an employment insurance claimant during a period of unemploment that may be retained by the claimant is amended.

FIXATION DU TAUX DE COTISATION

Ce texte prévoit qu'à chaque année, la Commission d'assuranceemploi fait parvenir au ministre du Développement des ressources humaines un rapport contenant ses recommandations à l'égard de la fixation du taux de cotisation et, le cas échéant, du montant des prestations qui, de l'avis de la Commission, permettent le mieux, au cours d'un cycle économique, d'assurer un apport de revenus suffisant pour couvrir les dépenses autorisées sur le Compte d'assurance-emploi et maintenir une certaine stabilité des taux.

Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les cinq premiers jours de séance de celle-ci suivant sa remise

Au plus tard le 30 novembre de chaque année, le ministre fixe le taux de cotisation qui, a son avis, permet le mieux, au cours d'un cycle économique, d'assurer un apport de revenus suffisant pour couvrir les dépenses autorisées sur le Compte d'assurance-emploi et maintenir une certaine stabilité des taux. Dans l'exécution de cette obligation, le ministre tient compte des recommandations contenues dans le rapport de la Commission d'assurance-emploi.

Ce texte modifie également la Loi sur l'assurance-emploi de la façon suivante:

- a) une personne est admissible à recevoir des prestations spéciales si elle a travaillé au moins trois cents heures au cours de sa période de référence;
- b) le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable est calculé en utilisant les normes de l'ancienne Loi sur l'assurance-chômage:
- c) la rémunération hebdomadaire assurable correspond à la moyenne de la rémunération assurable gagnée par le prestataire, au cours de la période de base, pendant un nombre de semaines prévu à un tableau au cours desquelles le prestataire a gagné les rémunérations assurables les plus élevées;
- d) l'article 15 prévoyant une diminution du taux de prestations hebdomadaires pouvant être versées à un prestataire est abrogé;
- e) l'annexe I (tableau des semaines de prestations) est modifié;
- f) la notion qu'une personne qui devient ou redevient membre de la population active est abrogée;
- g) le seuil de la rémunération assurable en-dessous duquel les cotisations ouvrières sont remboursables est porté de $2\,000\,$ à $5\,000\,$;
- h) la portion d'une remunération qu'un prestataire d'assurance-emploi reçoit au cours d'une période de chômage et qu'il peut conserver est modifiée.



2nd Session, 36th Parliament, 48 Elizabeth II, 1999 2^e session, 36^e législature, 48 Elizabeth II. 1999

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-404

PROJET DE LOI C-404

An Act to amend the Employment Insurance Act and the Department of Human Resources Development Act, 1999 Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et la Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines

1996, c. 23; 1997, c. 26; 1998, cc. 19, 21; 1999, c. 17 Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 2(5) of the *Employment Insurance Act* is replaced by the following:

Weeks of regular benefits paid

- (5) For the purposes of section 145, the Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations for establishing how many weeks of regular benefits a claimant was paid, in order to take 10 into account benefit reductions or deductions in the calculation or payment of those benefits.
- 2. The last line of the Table following subsection 7(2) of the Act is replaced by the 15 following:

more than 13% but not more than $1\overline{4}$ %	420	1
more than 14% but not more than 15%	385	20
more than 15%	350	1

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : 1996, ch. 23; 1997, ch. 26; 1998, ch. 19, 21; 1999, ch. 17

- 1. Le paragraphe 2(5) de la *Loi sur* 5 *l'assurance-emploi* est remplacé par ce qui 5 suit :
- (5) Pour l'application de l'article 145 et en vue de tenir compte de toute déduction ou réduction afférente au calcul ou au versement des prestations régulières, la Commission 10 peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, prendre des règlements concernant l'établissement du nombre de semaines à l'égard desquelles des prestations régulières ont été versées au prestataire.
- 2. La dernière ligne du tableau suivant le paragraphe 7(2) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

	plus de 13 % mais		
	au plus 14 %	420	20
	plus de 14 % mais		
0	au plus 15 %	385	
	plus de 15 %	350	

Semaines de prestations régulières

3. The last two lines of the Table following subsection 7.1(1) of the Act are replaced by the following:

more than 13% but not more than 14% / plus de 13 % mais				5
au plus 14 %	525	630	735	840
more than 14% but not more than 15% /				10
plus de 14 % mais au plus 15 %	481	578	674	770
more than 15% / plus de 15 %	438	525	613	700

4. Section 4 of the Act is replaced by the following:

4. L'article 4 de la même loi est remplacé 15 par ce qui suit : 15

3. Les deux dernières lignes du tableau suivant le paragraphe 7.1(1) de la même loi

sont remplacées par ce qui suit :

Maximum for each year

"major

attachment

claimant"

« prestataire

catégorie »

de la première

4. For the purposes of subsection 82(2) and sections 95 and 145, the maximum yearly insurable earnings is the amount obtained by multiplying the weekly insurable earnings by 52.

4. Pour l'application du paragraphe 82(2) et des articles 95 et 145, le maximum de la rémunération annuelle assurable est le montant obtenu par multiplication de la rémunéra-20 tion hebdomadaire assurable par 52. 20

Maximum de rémunération annuelle assurable

5. The definition of "major attachment claimant" in section 6 of the Act is replaced by the following:

"major attachment claimant" means a claimant who qualifies to receive benefits and has 25 had at least.

- (a) in the case of a claimant who requests special benefits, 300 hours of insurable employment during the claimant's quali-30 fying period; or
- (b) in any other case, 700 hours of insurable employment during the claimant's qualifying period.

5. La définition de « prestataire de la première catégorie » à l'article 6 de la même loi est remplacée par ce qui suit :

« prestataire de la première catégorie » Prestataire qui remplit les conditions requi-25 ses pour recevoir des prestations et qui a exercé un emploi assurable pendant au moins:

« prestataire de la première catégorie » 'major attachment claimant'

- a) trois cents heures au cours de sa période de référence, dans le cas d'un 30 prestataire demandant à recevoir des prestations spéciales;
- b) sept cents heures au cours de sa période de référence, dans les autres cas.

6. (1) The portion of subsection 7(2) of the Act before the table is replaced by the 35 même loi précédant le tableau est remplacé following:

- (2) An insured person qualifies if the person
- (a) has had an interruption of earnings from employment; and
- (b) has had during the person's qualifying 40 period at least
 - (i) 300 hours of insurable employment, in the case of a person who requests special benefits; or

6. (1) Le passage du paragraphe 7(2) de la 35 par ce qui suit :

- (2) L'assuré remplit les conditions requises
- si, à la fois :

Conditions requises

- a) il y a eu arrêt de la rémunération 40 provenant de son emploi;
- b) il a, au cours de sa période de référence, exercé un emploi assurable pendant au moins:

Qualification requirement

- (ii) the number of hours of insurable employment set out in the following table in relation to the regional rate of unemployment that applies to the person, in any other case.
- (2) Subsection 7(3) to (5) of the Act are repealed.
- 7. (1) The portion of subsection 7.1(1) of the Act before the table is replaced by the following:

Increase in required hours

- 7.1 (1) The number of hours that an insured person requires under section 7 to qualify for benefits is increased to the number provided in the following table if the insured person accumulates one or more violations in the 26015 l'égard de l'assuré s'il est responsable d'une weeks before making the initial claim for benefits.
- (2) Subsections 7.1(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Limitation

- (3) A violation may not be taken into 20 account under subsection (1) in more than two initial claims for benefits if the insured person qualified for benefits with the increased number of hours in each of those claims.
- 8. Paragraph 10(8)(c) of the Act is re-25 placed by the following:
 - (c) 50 weeks of benefit has been paid to the claimant in the claimant's benefit period; or
- 9. (1) Subsections 14(1.1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Maximum weekly insurable earnings

- (1.1) The maximum weekly insurable earnings has the same meaning as in sections 45 to 47 of the Unemployment Insurance Act, R.S. 1985, c. U-1, as those sections read on June 29, 1996.
- Regulations
- (1.2) The Governor in Council may make regulations for the application of section 46 referred to in subsection (1.1).

- (i) trois cents heures, dans le cas d'un assuré demandant à recevoir des prestations spéciales;
- (ii) le nombre d'heures indiqué au tableau qui suit en fonction du taux régio-5 nal de chômage qui lui est applicable, dans les autres cas.
- (2) Les paragraphes 7(3) à (5) de la même loi sont abrogés.
- 7. (1) Le passage du paragraphe 7.1(1) de 10 la même loi précédant le tableau est rempla-10 cé par ce qui suit :
 - 7.1 (1) Le nombre d'heures d'emploi assurable requis au titre de l'article 7 est majoré conformément au tableau qui suit, en fonction 15 du taux régional de chômage applicable, à ou de plusieurs violations au cours des deux cent soixante semaines précédant sa demande initiale de prestations. 20

Majoration du nombre d'heures d'emploi assurable requis

- (2) Les paragraphes 7.1(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :
- (3) Une violation ne peut être prise en compte, au titre du paragraphe (1), à l'égard de plus de deux demandes initiales de presta-25 tions pour lesquelles le prestataire remplit les conditions requises au titre de ce paragraphe.

Violations prises en compte

- 8. L'alinéa 10(8)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - c) le prestataire a reçu des prestations 30 pendant cinquante semaines au cours de sa période de prestations;
- 9. (1) Les paragraphes 14(1.1) et (2) de la 30 même loi sont remplacés par ce qui suit :
 - (1.1) Le maximum de la rémunération 35 Maximum de hebdomadaire assurable d'un prestataire s'entend au sens des articles 45 à 47 de la Loi sur l'assurance-chômage, Lois refondues du Canada de 1985, chapitre U-1, dans leur version du 29 juin 1996. 40

rémunération hebdomadaire assurable

(1.2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour l'application de l'article 46 visé au paragraphe (1.1).

Règlements

Rate

period

calculation

Weekly insurable earnings

(2) A claimant's weekly insurable earnings are the claimant's average insurable earnings for the number of weeks in which the claimant had the highest insurable earnings in the rate calculation period determined in accordance 5 with the following table by reference to the applicable regional rate of unemployment.

(2) La rémunération hebdomadaire assurable correspond à la moyenne de la rémunération assurable gagnée par le prestataire, au cours de la prériode de base, pendant le nombre de semaines prévu au tableau qui 5 suit - en fonction du taux régional de chômage applicable — au cours desquelles le prestataire a gagné les rémunérations assurables les plus élevées.

Rémunérahebdomadaire assurable

•	TABLE		TABLEAU		
Regional Rate of Unemployment	Weeks		Taux régional de chômage 6 % et moins	Semaines 20	10
not more than 6%	20	10	plus de 6 % mais		
more than 6% but not more than 7%	19		au plus 7 % plus de 7 % mais	<u>19</u>	
more than 7% but not more than 8%	18		au plus 8 % plus de 8 % mais	18	15
more than 8% but not more than 9%	<u>17</u>	15	au plus 9 % plus de 9 % mais	<u>17</u>	
more than 9% but not more than 10%	<u>16</u>		au plus 10 % plus de 10 % mais	<u>16</u>	20
more than 10% but not more than 11%	<u>15</u>	20	au plus 11 % plus de 11 % mais	<u>15</u>	
more than 11% but not more than 12%	<u>14</u>		au plus 12 % plus de 12 % mais	14	
more than 12% but not more than 13%	<u>13</u>		au plus 13 % plus de 13 % mais	13	25
more than 13% but not more than $1\overline{4\%}$	12	25	au plus 14 % plus de 14 % mais	12	
more than 14% but			au plus 15 %	11	
not more than 15%	11		plus de 15 %	10	30
more than 15%	10				

(2) The portion of su ection 14(4) of the 30 Act immediately befor paragraph (a) is replaced by the following:

- (4) The rate calculation period is the period of not more than 52 consecutive weeks in the claimant's qualifying period ending with the 35 deux semaines consécutives, au cours de sa later of
- (3) Subsection 14(4.1) of the Act is replaced by the following:

- (2) le passage du paragraphe 14(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :
- (4) La période de base d'un prestataire correspond à la période d'au plus cinquante-35 période de référence — compte non tenu des semaines reliées à un emploi sur le marché du travail, au sens prévu par règlement —, se terminant: 40
- (3) Le paragraphe 14(4.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Période de

Length of rate calculation period

- (4.1) The rate calculation is 52 weeks. unless the claimant's qualifying period begins on a Sunday that is less than 52 weeks before the Sunday of the week in which the rate calculation period ends under subsection (4), 5 in which case it is the number of weeks between those Sundays.
 - 10. Section 15 of the Act is repealed.
 - 11. Section 17 of the Act is repealed.
- 12. Subsection 19(2) of the Act is replaced 10 by the following:

Earnings in periods of unemploy

- (2) Subject to subsections (3) and (4), if the claimant has earnings during any other week of unemployment, there shall be deducted from benefits payable in that week the 15 amount, if any, of the earnings that exceeds 25% of the maximum rate of weekly benefit.
- 13. Subsection 21(1) of the Act is repealed.
- 14. Subsection 28(6) of the Act is re-20 placed by the following:

Presumption

Determi

nations under

subsection 145(2) or (3)

(6) For the purposes of this Part, benefits are deemed to be paid for the weeks of disqualification.

15. Subsection 38(3) of the Act is replaced 25 by the following:

(3) For greater certainty, the repayment of benefits overpaid as a result of an act or omission mentioned in subsection (1) does not affect the determination, for the purposes of 30 visé au paragraphe (1) n'a aucune incidence subsection 145(2) or (3), of the number of weeks of regular benefits paid to a claimant.

16. Section 66 of the Employment Insurance Act is replaced by the following:

- 66. (1) On the first day of October in each 35 year, the Commission shall cause a report to be sent to the Minister containing its recommendations respecting the setting of the premium rate for the year and the change, if any, to the amount of benefits at a rate that the Commis- 40 des prestations permettant le mieux, de l'avis sion considers will, to the extent possible,
 - (a) ensure that there will be enough revenue over a business cycle to pay the expenses authorized to be charged to the Employment Insurance Account; and

(4.1) La période de base du prestataire est de cinquante-deux semaines, à moins que sa période de référence ne commence moins de cinquante-deux semaines avant la semaine visée à l'alinéa (4)a) ou b), auquel cas elle 5 correspond au nombre de semaines compris dans l'intervalle.

- 10. L'article 15 de la même loi est abrogé.
- 11. L'article 17 de la même loi est abrogé.
- 12. Le paragraphe 19(2) de la même loi10 est remplacé par ce qui suit :
- (2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), si le prestataire reçoit une rémunération durant toute autre semaine de chômage, il est déduit des prestations qui lui sont payables un 15 montant correspondant à la fraction de la rémunération reçue au cours de cette semaine qui dépasse vingt-cinq pour cent du taux maximal de prestations hebdomadaires.
- 13. Le paragraphe 21(1) de la même loi 20 est abrogé.
- 14. Le paragraphe 28(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- Présomption (6) Pour l'application de la présente partie, des prestations sont réputées avoir été versées 25 pour les semaines d'exclusion.

15. Le paragraphe 38(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Il demeure entendu que le remboursement de versements excédentaires faits par 30 du suite de la perpétration d'un acte délictueux sur la détermination, au titre du paragraphe 145(2) ou (3), du nombre de semaines de prestations régulières versées au prestataire.

Détermination au titre paragraphe 145(2) ou (3)

16. L'article 66 de la Loi sur l'assuranceemploi est remplacé par ce qui suit :

66. (1) Le 1er octobre de chaque année, la Commission doit faire parvenir au ministre un rapport contenant ses recommandations à 40 l'égard de la fixation du taux de cotisation et, le cas échéant, de la modification du montant de la Commission, d'assurer, au cours d'un cycle économique, un apport de revenus 45 suffisant pour couvrir les dépenses autorisées sur le Compte d'assurance-emploi et mainte-45 nir une certaine stabilité des taux.

Durée de la

période de

hase

tion an cours de périodes de chômage

Rémunéra-

(b) maintain relatively stable rate levels throughout the business cycle.

report

- (2) The report under subsection (1) shall contain
 - (a) a detailed description of the assets of the 5 Commission on the first day of September in each year;
 - (b) a detailed description of the amounts that have been paid into or paid out of the Employment Insurance Account since the 10 previous report;
 - (c) an estimate of the amounts to be paid into the Employment Insurance Account under this Act for the following year, calculated on the basis of the premium rate 15 recommended by the Commission in the report;
 - (d) an estimate of the amounts to be paid out of the Employment Insurance Account under this Act for the following year, 20 calculated on the basis of the amount of benefits to be paid according to the recommendations made by the Commission in the report; and
 - (e) any other information that the Commis-25 sion considers necessary to explain the choice of recommendations contained in the report.

Tabling of report

(3) The Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of 30 devant chaque chambre du Parlement dans les Parliament on any of the first five days on which that House is sitting after the report is submitted to the Minister.

Annual premium rate setting

- 66.1 (1) Not later than November 30 in each year, the Minister shall set the premium rate 35 that the Minister considers will, to the extent possible,
 - (a) ensure that that will be enough revenue over a business cycle to pay the expenses authorized to be charged to the Employ-40 ment Insurance Account; and
 - (b) maintain relatively stable rate levels throughout the business cycle.

(2) Le rapport visé au paragraphe (1) contient notamment:

Contenu du rapport

- a) une description détaillée de l'actif de la Commission au 1er septembre de chaque
- b) une description détaillée des sommes ayant été, depuis le rapport précédent, versées au Compte d'assurance-emploi ou déduites de celui-ci:
- c) un état estimatif des sommes devant être 10 versées au Compte d'assurance-emploi en vertu de la présente loi pour l'année subséquente en utilisant, pour les fins de ce calcul, le taux de cotisation recommandé par la Commission dans le rapport; 15
- d) un état estimatif des sommes devant être payées sur le Compte d'assurance-emploi en vertu de la présente loi pour l'année subséquente en utilisant, pour les fins de ce calcul, le montant recommandé des presta-20 tions à verser par la Commission dans le rapport;
- e) tout autre renseignement que la Commission estime nécessaire afin d'expliquer le choix des recommandations décrites dans le 25 rapport.
- (3) Le ministre fait déposer le rapport cinq premiers jours de séance de celle-ci suivant sa remise. 30

Dépôt du rapport

66.1 (1) Au plus tard le 30 novembre de chaque année, le ministre fixe le taux de cotisation qui, à son avis, permet le mieux, au cours d'un cycle économique, d'assurer un apport de revenus suffisant pour couvrir les 35 dépenses autorisées sur le Compte d'assurance-emploi et maintenir une certaine stabilité des taux.

Fixation du taux de cotisation

Duty to take recommendations into account

Employment

Payment into

Employment

Insurance

Account

Insurance

Account established

the

(2) In performing the duty referred to under subsection (1), the Minister shall take into account the recommendations contained in the report under section 66.

(2) Dans l'exécution de l'obligation visée au paragraphe (1), le ministre tient compte des recommandations contenues dans le rapport visé à l'article 66.

Obligation de tenir compte des recommandations

17. Sections 71 to 76 of the Act are 5 replaced by the following:

71. There shall be established in the name of the Commission an account to be known as the Employment Insurance Account.

17. Les articles 71 à 76 de la même loi sont 5 remplacés par ce qui suit :

71. Est ouvert <u>au nom de la Commission un</u> compte intitulé « Compte d'assurance-emploi ».

Ouverture du

72. (1) There shall be paid into the Employ-10 ment Insurance Account

- (a) all the amounts credited to the Employment Insurance Account as this account existed immediately prior to the day this section comes into force and not charged 15 to this account for the purposes of this Act on the coming into force of this section;
- (b) all amounts received under Parts I and III to IX, as or on account of premiums, fines, penalties, interest, repayment of 20 overpaid benefits and benefit repayment;
- (c) all amounts collected by the Commission for services rendered to other government departments or agencies or to the public:
- (d) all amounts received on account of principal or interest on loans made by the Commission under Part II or as repayment of overpayments made by the Commission under that Part;

 30
- (e) all premiums required to be paid by Her Majesty in right of Canada as employer's premiums for persons employed in insurable employment by Her Majesty in right of Canada;
- (f) all amounts paid into the Consolidated Revenue Fund that are
 - (i) received as or on account of penalties imposed under section 38, 39 or 65.1 and repayments of overpaid benefits, except 40 interest and penalties on benefit repayment,
 - (ii) received on account of principal or interest on loans made by the Commission under Part II,

 45

72. (1) Sont versées au Compte d'assuran-10 ce-emploi :

Versement au Compte d'assuranceemploi

- a) toutes les sommes portées au crédit du Compte d'assurance-emploi tel que ce compte existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article et non 15 débitées de ce compte pour les fins de la présente loi lors de l'entrée en vigueur du présent article;
- b) toutes les sommes reçues en application des parties I et III à IX au titre des 20 cotisations, amendes, pénalités, intérêts, remboursements des versements excédentaires de prestations ou remboursements de prestations;
- c) toutes les sommes perçues par la Com-25 mission pour services rendus à des ministères ou organismes du gouvernement ou au public;
- d) toutes les sommes reçues à titre de capital ou d'intérêts sur des prêts consentis par la 30 Commission en application de la partie II ou à titre de remboursement de versements excédentaires faits par la Commission en application de cette partie;
- e) toutes les cotisations que Sa Majesté du 35 chef du Canada est tenue de verser au titre de cotisations patronales à l'égard des personnes occupant un emploi assurable au service de Sa Majesté du chef du Canada;
- f) toutes les sommes versées au Trésor et : 40
 - (i) reçues au titre des pénalités infligées en vertu de l'article 38, 39 ou 65.1 ou des versements excédentaires de prestations remboursés, à l'exception des pénalités et des intérêts afférents à un rembourse-45 ment de prestations,

- (iii) received as repayments of overpayments by the Commission under section 61 for employment benefits and support measures authorized by Part II,
- (iv) received as repayments of overpay- 5 ments by the Commission under agreements entered into under section 63, or
- (v) received as interest under section 80.1:
- (g) any amount provided out of the Consoli- 10 dated Revenue Fund to the Commission by the Minister of Finance under section 74;
- (h) any amount provided out of the Consolidated Revenue Fund appropriated by Parliament intended for any purpose related to 15 employment insurance and administered by the Commission; and
- (i) any other amounts paid into the Consolidated Revenue Fund or the Commission under this Act for any purpose related to 20 employment insurance and administered by the Commission.

Assets of the Commission

- (2) All amounts paid into the Employment Insurance Account
 - (a) shall become part of the assets of the 25 Commission; and
 - (b) as they are paid in, shall be deposited with a financial institution within the meaning of the Financial Institutions Act, a body corporate to which the Trust and Loan 30 Companies Act applies, or an association to which the Cooperative Credit Associations Act applies.

Duties of the Commission

- (3) The Commission shall
- (a) manage the amounts paid into the 35 Employment Insurance Account in the best interests of the contributors and beneficiaries under the employment insurance system; and

- (ii) recues à titre de principal ou d'intérêts sur des prêts consentis par la Commission en application de la partie II.
- (iii) recues à titre de remboursement de versements excédentaires faits par la 5 Commission au titre de l'article 61 à l'égard de prestations ou de mesures prévues à la partie II,
- (iv) recues à titre de remboursement de versements excédentaires faits par la 10 Commission aux termes d'accords conclus au titre de l'article 63 à l'égard de prestations ou de mesures similaires à celles prévues à la partie II,
- (v) recues à titre d'intérêts au titre de 15 1'article 80.1;
- g) toute somme payée sur le Trésor et consentie à la Commission par le ministre des Finances en vertu de l'article 74:
- h) toute somme payée sur le Trésor et 20 autorisée par affectation de crédits du Parlement qui est destinée à toute fin relative à l'assurance-emploi relevant des fonctions de la Commission;
- i) toute autre somme versée au Trésor ou à 25 la Commission en vertu de la présente loi et destinée à toute fin relative à l'assuranceemploi relevant des fonctions de la Commission.
- (2) Toutes les sommes versées au Compte30 Actif de la d'assurance-emploi:

Commission

- a) font partie de l'actif de la Commission;
- b) sont, au fur et à mesure de leur versement, déposées auprès d'une institution financière au sens de la Loi sur les institu-35 tions financières, d'une société régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt ou d'une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit.
- (3) La Commission:
- a) gère les sommes versées au Compte d'assurance-emploi dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires du régime d'assurance-emploi;

40 Obligations Commission (b) subject to section 73, invest its assets with a financial institution, body corporate or association referred to in paragraph (2)(b) with a view to achieving a maximum rate of return, without undue risk of loss, 5 having regard to the factors that may affect the funding of the employment insurance system provided for in this Act and the ability of the Commission to meet its financial obligations. 10

b) sous réserve de l'article 73, investit ces sommes auprès d'une institution financière, d'une société ou d'une association visées à l'alinéa (2)b) en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte 5 indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du régime d'assurance-emploi visé par la présente loi ainsi que sur son aptitude à s'acquitter de ses obligations financières. 10

73. (1) À la demande du ministre des

Finances, la Commission verse à Sa Majesté

du chef du Canada, sous forme de prêt, les

sommes ou une partie des sommes dont elle

pour l'application de la présente loi.

prévoit ne pas avoir besoin immédiatement 15

Loans to Her Majesty in right of Canada

73. (1) At the request of the Minister of Finance, the Commission shall pay, by way of loan, to Her Majesty in right of Canada any amount or a part thereof that it considers will not be immediately required for the purposes 15 of this Act.

Prêt à Sa Maiesté du chef du Canada

Repayment

(2) A loan made under subsection (1) and interest thereon shall be repaid in such manner and on such terms and conditions as the Minister of Finance may establish.

Rembourse

(2) Le prêt accordé en vertu du paragraphe (1) et l'intérêt y afférent sont remboursés de la manière et selon les modalités que le ministre 20 des Finances peut fixer. 20

74. (1) À la demande de la Commission,

lorsque le Compte d'assurance-emploi est

insuffisant pour payer les montants découlant

d'une obligation dont la Commisssion est tenue de s'acquitter en vertu de la présente loi, 25

le ministre des Finances peut lui consentir, sur

le Trésor, un prêt suffisant pour couvrir ses

paiements.

ment

Loan to the Commission

Repayment

74. (1) Where the assets of the Employment Insurance Account are not sufficient for the payment of the amounts that the Commission is liable to pay under this Act, the Commission may request the Minister of Finance to grant 25 the Commission a loan, from the Consolidated Revenue Fund, of an amount sufficient to meet the payments.

Prêt à la Commission

(2) A loan made under subsection (1) and the interest on it shall be repaid in such manner 30 (1) et l'intérêt y afférent sont remboursés de la 30 and on such terms and conditions as the

(2) Le prêt accordé en vertu du paragraphe manière et selon les modalités que le ministre des Finances peut fixer.

Rembourse

18. Sections 77 and 78 of the Act are replaced by the following:

Minister of Finance may establish.

benefits under this Act:

77. (1) There shall be paid out of the 35 **Employment Insurance Account**

- (a) all amounts paid as or on account of
- (b) all amounts paid under section 61 for employment benefits and support measures 40 authorized by Part II;
- (c) all amounts paid under paragraph 63(a);

18. Les articles 77 et 78 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

77. (1) Sont payés sur le Compte d'assuran- 35 Sommes ce-emploi:

payées sur le Compte d'assuranceemploi

- a) toutes les sommes versées au titre des prestations sous le régime de la présente loi;
- b) toutes les sommes versées au titre de l'article 61 à l'égard de prestations d'em-40 ploi ou de mesures de soutien prévues à la partie II;

Amounts paid out of the Employment Insurance Account

- (d) the costs of administering this Act, including administration fees or costs paid under section 62 or paragraph 63(b);
- (e) any amount paid by the Commission to Her Majesty in right of Canada under 5 section 73; and
- (f) any other amount that must be paid by the Commission under this Act.

c) toutes les sommes versées aux termes de l'alinéa 63a):

- d) les frais d'application de la présente loi, notamment les frais payés au titre de l'article 62 ou de l'alinéa 63b):
- e) toute somme versée par la Commission à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de l'article 73;
- f) toute autre somme devant être versée par la Commission en vertu de la présente loi. 10

Payment hy special warrants

(2) Notwithstanding by other Act of Par- $\overline{(1)(a)}$ shall be paid by special warrants drawn on and issued by the Commission by electronic means or bearing the printed signature of the Chairman and Vice Chairman of the graphs (1)(b) and (c) may be paid by the special warrants.

(2) Malgré toute loi fédérale, les sommes liament, amounts mentioned in paragraph 10 mentionnées à l'alinéa (1)a) sont payées par mandats spéciaux tirés sur la Commission et délivrés par elle sous forme électronique ou portant la griffe du président et du vice-prési-15 dent de la Commission. Celles montionnées Commission, and amounts mentioned in para- 15 aux alinéas (1)b) et c) peuvent également être payées par mandats spéciaux.

Paiement par mandats spéciaux

No charge for negotiation

(3) The special warrants are negotiable without charge at any financial institution in Canada.

(3) Les mandats spéciaux sont négociables sans frais dans toute institution financière du 20 20 Canada.

Négociation sans frais

Maximum amount that may be paid under Part II

78. The total amount that may be paid out by the Commission under section 61 and paragraph 63(a) in a fiscal year must not exceed 0.8% of the insurable earnings of all amount is deducted under subsection 82(1) in that year as or on account of employee's premiums, as estimated by the Commission and set out in the Main Estimates tabled in Parliament.

Plafond 78. Le total des sommes pouvant être versées par la Commission en application de l'article 61 et de l'alinéa 63a) au cours d'un exercice ne peut dépasser 0,8 % du montant 25 insured persons from which the prescribed 25 que la Commission estime être la rémunération assurable de tous les assurés — sur lequel des retenues sont effectuées au titre du

> paragraphe 82(1), pour cet exercice, au titre des cotisations ouvrières — et qui est prévu au 30 30 budget des dépenses déposé devant le Parle-

> > 19. L'article 80 de la même loi est abrogé.

20. Les paragraphes 96(4) et (5) de la

même loi sont remplacés par ce qui suit :

19. Section 80 of the Act is repealed.

20. Subsections 96(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

Refund insurable earnings up to \$5,000

(4) If a person has insurable earnings of not more than \$5,000 in a year, the Minister shall 35 assuré ne dépasse pas 5 000 \$ au cours d'une refund to the person the aggregate of all amounts deducted as required from the insurable earnings, whether by one or more employers, on account or the person's employee's premiums for that year. 40 ministre.

(4) Lorsque la rémunération assurable d'un année, l'ensemble de toutes les retenues faites par un ou plusieurs employeurs sur cette rémunération au titre des cotisations ouvrières 40 de l'année doivent lui être remboursées par le

ment.

Rembourserémunération assurable ne dépassant pas 5 000 \$

35

(5) If a person has insurable earnings of more than \$5,000 in a year, but the insurable earnings minus the aggregate of all amounts mentioned in subsection (4) are less than

(5) Lorsque la rémunération assurable de l'assuré pour l'année est supérieure à 5 000 \$ mais inférieure à cette somme après déduction 45 de l'ensemble de toutes les retenues visées au

Remboursement rémunération assurable supérieure à 5 000 \$

Refund insurable earnings over \$5,000

Restriction

Règlements

\$5,000, the Minister shall refund to the person an amount calculated in accordance with the following formula if that amount is more than \$1:

\$5,000 - (IE-P)

where

- P is the aggregate of all deducted amounts mentioned in subsection (4); and
- IE is the person's insurable earnings in the
- 21. Subsection 145(8) of the Act is replaced by the following:

(8) For greater certainty, repayments under this section do not affect the determination

weeks of regular benefits paid to a claimant.

22. Section 153.1 of the Act and the heading before it are repealed.

23. The Act is amended by adding the following after section 153.1

paragraphe (4), le ministre lui rembourse la somme calculée, selon la formule suivante. qui excède 1 \$:

5000 - (RA-C)

5 où:

10

5

- C représente l'ensemble de toutes les retenues visées au paragraphe (4),
- RA la rémunération assurable de l'assuré pour l'année.

21. Le paragraphe 145(8) de la même loi10 est remplacé par ce qui suit :

(8) Il demeure entendu qu'un remboursement de prestations fait au titre du présent under subsections (2) and (3) of the number of 15 article n'a aucune incidence sur la détermination, au titre des paragraphes (2) et (3), du 15 nombre de semaines de prestations régulières versées au prestataire.

> 22. L'article 153.1 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

23. La même loi est modifiée par adjonc- 20 20 tion, après l'article 153.1, de ce qui suit :

PART VIII.2

Regulations

Limitation

REGULATIONS

- 153.2 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, within three months following the coming into force of this section, the Governor shall make regulations
 - (a) for the operation of sections 1 to 22 and 25 nécessaires: 24 of the Act to amend the Employment Insurance Act and the Department of Human Resources Development Act, 1999; and
 - (b) amending sections of this Act to make them more consistent with sections 1 to 22 30 and 24 of the Act to amend the Employment Insurance Act and the Department of Human Resources Development Act, 1999.
- (2) Subject to subsection (3), regulations made under subsection (1) shall come into 35 règlement pris en vertu du paragraphe (1) force three months after this section comes into force.

PARTIE VIII.2

RÈGLEMENTS

- 153.2 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent article, le gouverneur en conseil prend les règlements 25
 - a) au fonctionnement des articles 1 à 22 et 24 de la Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et la Loi sur le ministère du Développement des ressources humai-30
 - b) afin de modifier les articles de la présente loi pour les harmoniser avec les articles 1 à 22 et 24 de la Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et la Loi sur le 35 ministère du Développement des ressources humaines.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), un entre en vigueur trois mois après l'entrée en 40 vigueur du présent article.

Entrée en vigueur des règlements

Coming into force of regulations

Approval of the House of Commons

- (3) The coming into force of any regulations that amend or repeal regulations made by the Governor in Council under subsection (1) is subject to approval by resolution of the House of Commons, and the regulations shall come 5 into force on the day after the House of Commons approves the regulations by resolution.
- 24. Schedule I of the Act is replaced by the following:
- (3) L'entrée en vigueur de tout règlement modifiant ou abrogeant un règlement pris par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (1) est assujettie à l'approbation de la Chambre des communes par résolution. Le 5 cas échéant, ce règlement entre en vigueur le jour suivant cette approbation.

Approbation de la Chambre des communes

24. L'annexe I de la même loi est rempla-10 cée par ce qui suit :

SCHEDULE I (Subsection 12(2))

TABLE OF WEEKS OF BENEFIT

Regional Rate of Unemployment												
Number of hours of insurable employment in qualifying period	6% and under	More than 6% but not more than 7%	More than 7% but not more than 8%	More than 8% but not more than 9%	More than 9% but not more than 10%	More than 10% but not more than 11%	More than 11% but not more than 12%	More than 12% but not more than 13%	More than 13% but not more than 14%	More than 14% but not more than 15%	More than 15% but not more than 16%	More than 16%
350 – 384							***************************************	***************************************	TOTAL TETRO DE LE TOTAL DE LA CASA DE LA CAS		37	39
385 – 419										36	38	40
420 - 454									35	37	39	41
455 – 489								34	36	38	40	42
490 - 524							33	35	37	39	41	43
525 - 559						30	34	36	38	40	42	44
560 - 594					27	31	35	37	39	41	43	45
595 - 629				24	28	32	36	38	40	42	44	46
630 - 664			21	25	29	33	37	39	41	43	45	47
665 - 699		19	22	26	30	34	38	40	42	44	46	48
700 – 734	17	20	23	27	31	35	39	41	43	45	47	49
735 - 769	18	21	24	28	32	36	40	42	44	46	48	50
770 - 804	19	22	25	29	33	37	41	43	45	47	49	50
805 - 839	20	23	26	30	34	38	42	44	46	48	50	50
840 - 874	21	24	27	31	35	39	43	45	47	49	50	50
875 – 909	22	25	28	32	36	40	44	46	48	50	50	50
910 – 944	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
945 – 979	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
980 - 1014	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1015 - 1049	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1050 - 1084	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1085 - 1119	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1120 - 1154	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1155 – 1189	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1190 – 1224	27	30	33	37	41	45	49	50	50	50	50	50
1225 - 1259	27	30	33	37	41	45	49	50	50	50	50	50
1260 - 1294	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1295 - 1329	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1330 - 1364	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1365 – 1399	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1400 - 1434	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1435 – 1469	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1470 – 1504	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1505 – 1539	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1540 – 1574	32	35	38	42	46	50	50	50	50	50	50	50
1575 - 1609	32	35	38	42	46	50	50	50	50	50	50	50
1610 - 1644	33	36	39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1645 – 1679	33	36	39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1680 – 1714	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
1715 – 1749	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
1750 – 1784	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	50	50
1785 – 1819	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	50	50
1820 –	36	39	42	46	50	50	50	50	50	50	50	50

ANNEXE I (paragraphe 12(2))

TABLEAU DES SEMAINES DE PRESTATIONS

	Taux régional de chômage											
Nombre d'heures d'emploi assurable au cours de la période de référence	6 % et moins	Plus de 6 % mais au plus 7 %	Plus de 7 % mais au plus 8 %	Plus de 8 % mais au plus 9 %	Plus de 9 % mais au plus 10 %	Plus de 10 % mais au plus 11 %	Plus de 11 % mais au plus 12 %	Plus de 12 % mais au plus 13 %	Plus de 13 % mais au plus 14 %	Plus de 14 % mais au plus 15 %	Plus de 15 % mais au plus 16 %	Plus de
350 – 384											37	39
385 – 419										36	38	40
420 – 454									35	37	39	41
455 – 489								34	36	38	40	42
490 - 524							33	35	37	39	41	43
525 - 559						30	34	36	38	40	42	44
560 - 594					27	31	35	37	39	41	43	45
595 - 629				24	28	32	36	38	40	42	44	46
630 – 664			21	25	29	33	37	39	41	43	45	47
66. 699		19	22	26	30	34	38	40	42	44	46	48
701 - 734	17	20	2"	27	31	35	39	41	43	45	47	49
735 – 769	18	21	2.	28	32	36	40	42	44	46	48	50
770 – 804	19	22	25	29	33	37	41	43	45	47	49	50
805 – 839	20	23	26	30	34	38	42	44	46	48	50	50
840 – 874	21	24	27	31	35	39	43	45	47	49	50	50
875 – 909	22	25	28	32	36	40	44	46	48	50	50	50
910 – 944	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
945 – 979	23	26	29	33	37	41	45	47	49	50	50	50
980 – 1014	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1015 – 1049	24	27	30	34	38	42	46	48	50	50	50	50
1050 - 1084	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1085 – 1119	25	28	31	35	39	43	47	49	50	50	50	50
1120 – 1154	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1155 – 1189	26	29	32	36	40	44	48	50	50	50	50	50
1190 – 1224	27	30	33	37	41	45	49	50	50	50	50	50
1225 – 1259	27	30	33	37	41	45	49	50	50	50	50	50
1260 – 1294	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1295 – 1329	28	31	34	38	42	46	50	50	50	50	50	50
1330 – 1364	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1365 – 1399	29	32	35	39	43	47	50	50	50	50	50	50
1400 – 1434	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1435 – 1469	30	33	36	40	44	48	50	50	50	50	50	50
1470 – 1504	31	34	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
	31											
1505 – 1539 1540 – 1574	32	34 35	37	41	45	49	50	50	50	50	50	50
1575 – 1609	32	35	38 38	42 42	46	50 50	50	50	50	50	50	50 50
1610 – 1644	33	36	39		46 47		50	50	50	50	50	
1645 – 1679	33		39	43	47	50	50	50	50	50	50	50
1680 – 1714		36		43	47	50	50	50	50	50	50	50
	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
1715 – 1749 1750 – 1784	34	37	40	44	48	50	50	50	50	50	50	50
	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	50	50
1785 – 1819	35	38	41	45	49	50	50	50	50	50	50	50
1820 –	36	39	42	46	50	50	50	50	50	50	50	50

1996, c. 11

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

1996, ch. 11

25. The Department of Human Resources Development Act is amended by adding the following after section 29:

25. La Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines est modifiée par adjonction, après l'article 29, de ce qui suit :

Borrowings and loans **29.1** Subject to the *Employment Insurance Act*, the Commission may borrow from and 5 lend to Her Majesty in right of Canada.

29.1 Sous réserve de la *Loi sur l'assurance-5 emploi*, la Commission peut contracter des emprunts auprès de Sa Majesté du chef du Canada et lui octroyer des prêts.

Emprunts et prêts

Coming into force

26. Sections 1 to 22, 24 and 25 shall come into force three months after this Act is assented to.

26. Les articles 1 à 22, 24 et 25 entrent en vigueur trois mois après la date de sanction 10 de la présente loi.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons





